Les anarchistes contre la République (1880-1914)

Contributions à l'histoire des réseaux

Vivien Bouhey

2008

Table des matières

Remerciements 8

Introduction générale **9**
Aux sources de l'anarchie 10
Le mouvement anarchiste en France au début des années 1880 11
Ressusciter un débat mort-né 11
Directions de travail 13

Première partie. Le mouvement anarchiste dans les années 1880 : la maturation **15**

Chapitre I. La grande armée du drapeau noir dans la décennie 1880 **17**
Le nombre des anarchistes 17
Des chiffres globalement surestimés 17
L'évolution des effectifs anarchistes au cours des années 1880 18
Qui sont les anarchistes de l'Hexagone ? 21
Les anarchistes français 21
Les anarchistes étrangers 25
Un anarchiste type ou des types d'anarchistes ? 26

Chapitre II. Le fonctionnement du mouvement **28**
Les groupes 28
Premiers groupes 28
Des groupes plus ou moins structurés 30
Le nombre et la localisation 35
La réalité du mouvement hors des groupes 36
Les autres formes de la concertation et de la coopération dans les grands centres anarchistes 36
Les relations informelles 36
Les formes plus institutionnalisées de la coopération 38
Les autres formes de la concertation à une échelle régionale et nationale 40
Les « anarchistes gyrovagues » 40
Le rôle des congrès 41
Les conséquences de la répression 43
Les réseaux épistolaires 44
Les caisses anarchistes 45
Quelques exemples de ces relations à échelle régionale ou nationale 46
Le rôle de la presse dans l'organisation du mouvement 48
Une centrale d'information pour le mouvement 48
Une capacité à mobiliser les fonds dont les compagnons ont besoin 49

Les journaux anarchistes, des pôles structurants pour le mouvement anarchiste . . . 51
Un rôle à relativiser . . . 52

Chapitre III. Aux sources de l'identité anarchiste 53
Prendre conscience de soi . . . 53
L'émergence de cette « conscience de soi anarchiste » . . . 53
Le degré de culture anarchiste . . . 54
Le compagnonnage anarchiste comme identité . . . 55
Du « citoyen » au « compagnon » . . . 55
Les formes de la sociabilité et ses vecteurs : les soirées de famille . . . 55
Les « devoirs » du compagnon . . . 56
Symboles et références historiques . . . 57
L'héritage idéologique, symbolique et historique légué par le mouvement ouvrier . . . 57
L'héritage idéologique, symbolique et historique légué par la tradition républicaine . . . 59
Faire du nouveau avec l'ancien . . . 60
La constitution d'une « geste » anarchiste . . . 61
La construction d'un imaginaire anarchiste . . . 62
Une même vision de la société . . . 62
Les représentations de soi à travers la chanson anarchiste . . . 62
L'unité théorique du mouvement et ses limites . . . 63
Les théories anarchistes . . . 63
Des débats qui ne remettent *a priori* pas en cause l'unité du mouvement . . . 64
Les limites de l'unité . . . 70

Chapitre IV. L'action contre la République au cours de la décennie 1880 75
L'anarchiste : un agitateur . . . 75
Troubler l'ordre public . . . 75
Les incitations au pillage : l'affaire des boulangeries à Paris . . . 75
Soutenir l'action des travailleurs . . . 76
La propagande orale . . . 77
Une propagande informelle et spontanée : conversations, cris, chansons . . . 77
Les lectures publiques . . . 78
Les réunions publiques . . . 78
La propagande écrite . . . 88
Les formes de la publicité anarchiste et ses vecteurs . . . 88
Financer les feuilles anarchistes . . . 92
À l'origine du verbe anarchiste . . . 97
Les divers types de supports . . . 102
La diffusion des imprimés . . . 105
Une nouvelle façon d'envisager l'action politique : la propagande par le fait . . . 111
Définition de la propagande par le fait . . . 111
Les formes prises par la propagande par le fait . . . 116
Révolutionner les mœurs bourgeoises : vers la libération sexuelle . . . 116
Désertion, refus du tirage au sort et abstentionnisme . . . 117
Les formes de la délinquance et de la criminalité anarchiste . . . 118
Les attentats anarchistes . . . 122

Deuxième partie. Le mouvement anarchiste du début des années 1890 au tournant des années 1895 : le repli sur soi 130

Chapitre V. Les contradictions de la démographie anarchiste au tournant des années 1890 132
Un nombre en très nette augmentation dans différents départements en 1891-1893 132
Le dynamisme des grands foyers anarchistes . . . 132
L'augmentation de la population anarchiste dans les foyers anarchistes plus secondaires . . . 133
L'apparition de foyers anarchistes là où ils n'existaient pas dans la décennie 1880 . . . 134
Les conséquences de la répression . . . 134
1891-1892 : les premières défections . . . 135
Fin 1893-fin 1894 : l'hémorragie des militants . . . 135
Une nouvelle carte de France anarchiste au début des années 1890 . . . 137

Chapitre VI. Les mutations du monde anarchiste au début des années 1890 138
Un monde d'hommes . . . 138
Autres générations, nouvel anarchisme ? . . . 138
Les listes d'anarchistes et les notices individuelles . . . 138
Les rapports de police . . . 140
Les anarchistes français, des déracinés ? . . . 142
L'origine des anarchistes . . . 142
L'anarchiste, un célibataire ? . . . 142
L'anarchiste, son métier et son environnement social . . . 144
Des travailleurs manuels . . . 144
Des ouvriers d'usine . . . 144
Des marginaux ? . . . 147
Les anarchistes étrangers . . . 148
Leur répartition . . . 149
Qui sont-ils ? . . . 149
Quels ont été leurs rapports avec les anarchistes français ? . . . 150
Leur action . . . 150
Des milieux anarchistes . . . 151
Les anarchistes en province : l'exemple de la Côte-d'Or . . . 151
Les anarchistes des grandes villes de province : l'exemple de Marseille . . . 151
Les anarchistes dans les bassins ouvriers . . . 151
Des évolutions démographiques et sociologiques responsables de dysfonctionnements du mouvement ? . . . 152

Chapitre VII. L'organisation du mouvement : vers des recompositions (1890-1894) 156
Le mouvement anarchiste, un mouvement en miettes . . . 156
Le nombre des groupes . . . 156
Les groupes anarchistes : des organismes en mutation . . . 162
Vers la désorganisation du mouvement ? . . . 168
Vers la disparition de la presse anarchiste . . . 170
Le maintien de la concertation dans un cadre informel . . . 171
Les lieux de rencontre en dehors des groupes . . . 171
Le rôle des anarchistes gyrovagues . . . 172

La constitution de bases arrières du terrorisme international 174
Les réseaux épistolaires 175

Chapitre VIII. Les années 1890-1894 : vers un repli identitaire 178
L'approfondissement du compagnonnage anarchiste 178
Le devoir d'hospitalité 178
Le bon fonctionnement des réseaux 178
Le soutien aux victimes de la répression 179
La fin des soirées de famille ? 179
La vendetta anarchiste 180
Vers une redéfinition de l'identité anarchiste : l'anarchiste, un terroriste 181
« Marianne la salope » 182
L'anarchiste, un terroriste ? 182
Vers « l'union sacrée » 185
À la charnière des années 1880-1890 : trois grandes tendances au sein d'un mouvement menacé de se fragmenter 185
Autour des attentats de mars-avril 1892 : la radicalisation des positions ? . . 189
1893-1894 : vers l'unité 192
L'individualisme : une vraie rupture ? 194
L'isolement au sein de l'extrême gauche 195
Anarchistes et socialistes dans les années 1880 : deux frères ennemis ? . . . 195
Socialistes, anarchistes et propagande par le fait au début des années 1890 196

Chapitre IX. La radicalisation dans l'action au début des années 1890 198
Agitation, manifestation et soutien aux revendications ouvrières 198
Troubler l'ordre public 198
Soutenir l'action des travailleurs 198
Participer à la journée du 1er mai 199
La propagande orale de 1890 à 1894 : vers la fin des réunions publiques ? 201
Une propagande informelle et spontanée : conversations, cris, chansons . . 202
Les réunions publiques 203
La propagande écrite de 1890 à 1894 : entre blocages et adaptation 204
Les permanences au début des années 1890 205
Les blocages et leurs raisons 205
Les formes d'adaptation 208
L'impact de la propagande anarchiste au début des années 1890 213
Ce que les compagnons retiennent de cette propagande anarchiste 214
La propagande par le fait 214
Les anarchistes contre le devoir et l'obéissance civiques 215
Les formes de la délinquance et de la criminalité anarchiste 215
Les déménagements à la cloche de bois 215
Le faux-monnayage 216
La reprise individuelle 217
Comment ces bandes sont-elles organisées ? 224
Qu'est-il advenu du produit de ces vols ? 225
Les attentats anarchistes 226
L'Affaire Cusset 229
Les attentats ardennais 230
Autour de Ravachol 230
Les anarchistes de Londres 235

Autour de Pauwels 239
L'attentat contre le président Sadi Carnot 241
Le « Comité anarchiste de Londres » 243

Troisième partie. De 1895 à 1914 : *les* mouvements anarchistes 245

Chapitre X. Le mouvement anarchiste au tournant du siècle : la métamorphose (1895-1900) 247
Aux racines d'un renouveau anarchiste ? 247
La fin de la répression et ses conséquences 247
Un nouveau pouvoir de séduction des libertaires ? 248
Le « boom » anarchiste de la fin du XIXe siècle 251
Une remontée des effectifs anarchistes dans la seconde moitié des années 1890 251
Pour une étude sociologique des anarchistes au tournant du siècle 251
Les formes de l'entente 253
Pourquoi se rencontrer ? 253
L'institutionnalisation des contacts 254
Des contacts entretenus par les anarchistes sur l'ensemble du territoire national et avec l'étranger 258
Un pouvoir de séduction à ne pas surestimer 260
Les concurrences 260
Les divisions 260
Des débats d'idées 260
Les effets destructurateurs de ces débats sur le milieu anarchiste 265
L'affaire Dreyfus : un révélateur de ces divisions 268
Vers l'« union sacrée » contre le cléricalisme et le militarisme (automne 1897-automne 1898) 268
Les anarchistes et l'Affaire Dreyfus : leur engagement, ses raisons 268
Les limites de l'engagement 272
La stratégie des alliances 275
Le tournant de l'automne 1898 : vers la division du mouvement 276
Les efforts de Sébastien Faure et de ses « lieutenants » 276
Une fronde au sein du mouvement ? 279
Pourquoi abandonner Dreyfus ? 280
Les limites des efforts faits par les compagnons pour « désembourber » l'anarchie et lutter contre Sébastien Faure 284
Les séquelles : vers la dispersion des tendances ? 286
L'ère des rancœurs 286
« Fauristes » et « antifauristes » 287
Vers de nouvelles recompositions... 287
...qui renvoient pour partie à des fractures sociologiques au sein du mouvement 288
Conclusions sur les anarchistes et l'affaire Dreyfus 289
L'héritage dreyfusien à Paris 289
Le renouveau de l'action et la « parenthèse Dreyfus » 290
Le renouveau de l'action 290
L'engagement des compagnons dans la bataille dreyfusienne 292
S'entre-déchirer plutôt que lutter contre l'ennemi commun 294

L'affaiblissement du mouvement révolutionnaire 296

Chapitre XI. 1900-1914 : un monde éclaté ? 298
La population anarchiste au tout début du xxe siècle 298
Une stagnation des effectifs 298
Les limites du phénomène 299
Pour une étude sociologique des anarchistes dans les années 1900-1914 : un monde plus ouvrier ? 300
Un monde atomisé 301
Un mouvement articulé autour de grandes tendances 306
Un mouvement polarisé par les grands journaux anarchistes 311
Conclusion sur la multiplication des tendances : des anarchismes 323
L'action 325
Les cadres de l'action 326
Les formes de l'action 332
Le bilan de l'action anarchiste 343

Chapitre XII. Pour servir d'épilogue : les anarchistes et la Grande Guerre 351
Les supports de l'action 351
L'attitude des anarchistes en cas de mobilisation 354
Beaucoup de bruit pour rien ? 358
Les formes de résistance à la Grande Guerre 361

Conclusion générale 365
Le mouvement anarchiste dans les années 1880 : la maturation 365
Du début des années 1890 au tournant des années 1895 : l'ère du repli sur soi . 370
Du mouvement aux mouvements anarchistes (de 1895 à la veille de la Grande Guerre) 374
Le renouveau anarchiste à la fin des années 1890 374
Les mouvements anarchistes au début du XXe siècle 377
Pour servir d'épilogue : les anarchistes dans la Grande Guerre 379

Sources et bibliographie 380
SOURCES 380
SOURCES MANUSCRITES 380
SOURCES IMPRIMÉES 381
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE 381
Liste des abréviations utilisées 381
Instruments de travail 381
Le mouvement anarchiste en France et les anarchistes français à l'étranger 382
Autour de l'action engagée par les anarchistes contre la République... . . . 385
L'éducation, le coopératisme, le néo-malthusianisme, les milieux libres . . . 388
Les anarchistes seuls contre tous, ou dans les syndicats et avec les socialistes 389

« L'autonomie individuelle, c'est-à-dire la faculté pour chacun d'agir à sa guise, est, il est vrai, un de leurs dogmes et celui derrière lequel ils se retranchent le plus volontiers quand on les accuse d'être des organisateurs de complots ; mais il demeure évident que, s'ils agissent individuellement en de certaines occasions, ils se concertent le plus ordinairement [1]. »

Remerciements

Ce livre est la version abrégée de ma thèse de doctorat *Les Anarchistes contre la République 1880-1914. Contribution à l'histoire des réseaux*, obtenue en juin 2006 à l'Université Paris-X Nanterre avec mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité, devant un jury composé de Messieurs les professeurs Jean Garrigues, Gilles Le Beguec, Philippe Boutry, Jean-Yves Mollier et Philippe Levillain. Cette publication n'aurait pu voir le jour sans le soutien de l'Institut Universitaire de France et de l'Université Paris-X Nanterre.

Je remercie vivement Monsieur Philippe Levillain, mon directeur de thèse, pour ses conseils et la confiance qu'il a su me témoigner durant toutes ces années.

Je remercie pour leur accueil les personnels des bibliothèques, services d'archives et centres de recherche qui m'ont facilité l'accès à de nombreuses sources et m'ont guidé dans leur inventaire : notamment la Bibliothèque Nationale de France, les Archives Nationales, le Musée Social, le CIRA de Marseille, l'IFHS, le CRHMSS, la Préfecture de police de Paris, les Archives départementales des Ardennes, de l'Aube, des Bouches-du-Rhône, de Côte-d'Or, du Doubs, de la Drôme, du Finistère, de l'Isère, de la Loire, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais, de Seine-Maritime, de Seine-et-Oise, de Saône-et-Loire, de la Somme, du Territoire de Belfort, du Vaucluse et des Vosges. Parmi ces personnels, ma reconnaissance va notamment à Monsieur Anthony Lorry, bibliothécaire au Musée Social.

Je remercie enfin Mesdames Alice Howaldt-Bouhey, Cécile Bourgi, Marie-Thérèse Kissel, Armelle Delrieu, Chantal Morelle, Sophia Rampon, ainsi que Messieurs Alain Bouhey, François Allais, Ronald Creagh et Guillaume Legros.

1. P.Po. B.A/77, rapport d'avril 1892.

Introduction générale

Aux sources de l'anarchie

Les anarchistes français des années 1880 sont les héritiers du socialisme – le mot apparaît en France dans les années 1820. Ce courant intellectuel a été engendré par les mutations socio-économiques de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle. Il est né de la révolution industrielle, de la misère ouvrière et des crises économiques d'un type nouveau qui en résultèrent et qui conduisirent certains contemporains comme Saint-Simon, Étienne Cabet, Charles Fourier, Louis Blanc, puis, plus tardivement, Pierre Joseph Proudhon et Karl Marx, à s'interroger sur l'efficacité et sur la rentabilité du système capitaliste, sur les maux dont souffrent les sociétés capitalistes et sur les moyens de rendre ces sociétés plus justes. Une multitude d'écoles socialistes concurrentes, qui proposèrent chacune leurs solutions à ces maux, naquirent alors, et la lutte entre ces différentes « chapelles » socialistes finit surtout par opposer au milieu du XIXe siècle deux d'entre elles – dont l'influence était devenue prépondérante –, qui s'affrontèrent au sein de la Première Internationale ouvrière dans les années 1860-1870 : les socialistes dits « autoritaires » et les socialistes « anti-autoritaires ». La haine réciproque qu'ils entretinrent s'exaspéra d'ailleurs à tel point qu'elle aboutit à la scission de la Première Internationale au Congrès de La Haye en septembre 1872, scission qui, aggravée en France par le désastre de la Commune, mit « pratiquement fin à l'activité de la Première Internationale conçue comme le rassemblement des travailleurs appartenant aux différentes écoles socialistes [2] ». D'un côté, les anti-autoritaires dissidents se regroupaient autour de la Fédération Jurassienne – une fédération de l'Internationale ayant fait scission et rassemblant d'autres fédérations également dissidentes, décidées à donner naissance à une nouvelle Internationale de type anti-autoritaire. D'un autre côté, les autoritaires tentaient de sauvegarder ce qui restait de la Première Internationale en transférant son siège à Londres puis à New York. « Sur cette terre d'exil, elle allait s'éteindre dans le silence et l'oubli [3]. »

Au sein de la grande famille socialiste, les anarchistes sont les héritiers des socialistes anti-autoritaires qu'on appelle également avant 1876 « collectivistes » ou encore « fédéralistes » – ce n'est qu'à partir de 1876-1877 qu'ils se font appeler « communistes anarchistes » ou « communistes libertaires ». S'ils s'accordent avec les socialistes autoritaires pour critiquer le système capitaliste et pour vouloir lui substituer un nouveau système économique où l'intérêt privé serait subordonné à l'intérêt général, ils s'opposent à eux, premièrement, sur les causes du mal social, et deuxièmement, sur les moyens à employer pour le résoudre. Ils considèrent d'abord, à la suite des analyses très serrées de Proudhon, de Michel Bakounine ou de Pierre Kropotkine surtout, que les maux dont souffre la société capitaliste résident non dans la propriété individuelle mais dans le principe d'autorité, et que c'est donc à l'autorité sous toutes ses formes qu'il faut s'attaquer pour résoudre la question sociale. Tous les théoriciens libertaires sont d'ailleurs d'accord sur le sens général à accorder au mot « anarchie » : par « anarchie », il faut entendre un état social où a disparu toute autorité. De ce premier constat découle pour les anarchistes un second point de friction avec les socialistes marxistes, celui-là au plan de l'action révolutionnaire : puisque tout le mal réside dans le principe d'autorité, la refonte du système capitaliste ne pourra s'effectuer (comme le souhaitent les socialistes autoritaires) par une conquête même momentanée du pouvoir politique, mais par la destruction de l'autorité sous toutes ses formes (économique, politique et morale) : l'action sera nécessairement illégale et violente, et l'initiative de cette refonte ne pourra venir que du peuple, préalablement éduqué, et non d'une dictature de professionnels de la révolution au nom du prolétariat.

2. Jean MAITRON, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, François Maspero, 1975, tome 1, p. 67.
3. Ibid., p. 66.

Le mouvement anarchiste en France au début des années 1880

En France, au début des années 1880, dans le contexte de la « Grande dépression » (1873-1896), après l'échec de la Première Internationale et après le choc de la Commune, socialistes autoritaires et anarchistes ont reconstitué leurs forces et sont prêts au combat. Mais si les premiers forment des partis politiques hiérarchisés et structurés, s'ils obéissent à des programmes rigides clairement définis et font paraître un organe officiel, seul porte-parole autorisé du parti (les guesdistes et leur Parti Ouvrier sont un modèle du genre), il est aisé d'imaginer qu'il n'en sera pas de même pour les anarchistes, ennemis de toute autorité et de toute hiérarchie. Aussi, jusqu'à aujourd'hui, la thèse admise par les historiens de l'anarchie, lorsqu'ils tentent de décrire les structures du « mouvement » anarchiste, est celle de l'organisation minimale : pour ces chercheurs, ce que l'on appelle le « mouvement » anarchiste français, né officiellement en 1881, à l'issue du Congrès du Centre, est un organisme très flou, une sorte de nébuleuse politique constituée de petits groupes qui, à l'échelon local, rassemblent les partisans des théories de Proudhon, Bakounine et Kropotkine. Pour Jean Maitron par exemple, au début des années 1880, le mouvement est composé de groupes « repliés sur eux-mêmes[4] » :

> « Si l'on fait abstraction de quelques essais isolés et sans lendemain, il résulte de cette étude que durant une douzaine d'années – de 1882 à 1894 – il n'y a en France ni "parti" anarchiste national, ni fédération régionale, il n'existe que des groupes locaux, sans liens entre eux. »

Il en va de même pour André Nataf, qui écrit[5] :

> « À la base du mouvement anarchiste, l'îlot censé préfigurer la société à venir, c'est le groupe, tout simplement. Ce que les historiens appellent abusivement le parti "anarchiste" n'est autre chose qu'une poussière de groupes, plus précisément de groupuscules, apparus spontanément […] [dont les journaux] […] sont alors fondamentaux pour pallier le manque de communication. »

Et qu'est-ce qu'un groupe anarchiste ? C'est pour Jean Maitron « un organisme très particulier […] qui ne ressemble en rien aux sections ou groupes des autres partis[6] […] », où « aucun compagnon n'est tenu d'annoncer d'où il vient, ce qu'il fait et où il va[7] », et dont « la salle […] est un lieu où chacun discourt à sa guise, lieu d'éducation et non d'action[8] ». Anthony Lorry écrit que les compagnons « se veulent des hommes libres dans des groupes libres, sans bureau ni cotisation imposée, ni investiture de pouvoir pour l'un ou plusieurs de ses membres[9] » ; enfin André Nataf ajoute que ces groupes, apparus spontanément, réunissent des individus « qui ont des affinités de goût et de tendance », « sur la base du voisinage (rues, quartiers)[10] ».

Ressusciter un débat mort-né

Ainsi dans les années 1880, le mouvement anarchiste ne serait-il qu'un agrégat de groupes entre lesquels les journaux anarchistes, seuls, introduiraient un semblant de

4. Ibid., p. 120-121.
5. André NATAF, *La Vie quotidienne des anarchistes en France 1890-1910*, Paris, Hachette, 1986, p. 121.
6. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 122.
7. Ibid.
8. Ibid. Conférence du compagnon Sanlaville à Saint-Claude, reproduite dans le n° 5 de *L'Insurgé* du 9 septembre 1893.
9. Anthony LORRY, *Recherche sur les anarchistes en banlieue nord de Paris*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris-Nord, 1995, p. 157.
10. André NATAF, op. cit., p. 121.

communication ? Cette thèse a été battue en brèche en 1969 par un étudiant, Jean Berthoud, étonné par des rapports de police qui n'hésitent pas à parler de « secte », d'« initiés », de « parti », d'« Internationale anarchiste » fomentant des « complots », et surpris par la facilité avec laquelle Santo Caserio, un anarchiste italien parlant à peine français, put, seul, assassiner le président Sadi Carnot à Lyon. Dans sa maîtrise [11] puis dans un article intitulé « L'attentat contre le Président Carnot. Spontanéité individuelle ou action organisée dans le terrorisme anarchiste des années 1890 [12] », il réfute la thèse de l'organisation minimale, et, se fondant sur les sources départementales (la série M), tente de prouver qu'il existerait en France – au moins dans les années 1890-1894 – des réseaux anarchistes ainsi qu'une organisation souterraine instigatrice de l'action : il essaie notamment de démontrer l'existence d'un réseau anarchiste actif le long de l'axe rhodanien, voire dans toute l'Europe occidentale. Jean Maitron réfuta immédiatement cette idée en rappelant d'une part que ce que l'on appelle « propagande par le fait » est un acte individuel qui ne nécessite pas une organisation préalable, et d'autre part qu'au « procès des Trente », l'accusation ne put démontrer l'existence d'une « association de malfaiteurs » anarchiste [13] :

> « Berthoud croit à l'existence d'un réseau anarchiste actif à cette époque le long de l'axe rhodanien, et plus généralement, dans l'Europe occidentale. D'où une possible union en vue de l'assassinat du président Carnot. L'absence d'organisation anarchiste, l'effondrement de la thèse sur "l'association de malfaiteurs" soutenue par l'accusation au procès des Trente me semble constituer des arguments décisifs à l'appui de l'argumentation inverse. On ne se rend pas assez compte de ce qu'est l'acte anarchiste de propagande par le fait, acte pensé, élaboré, exécuté par un seul individu, et par là même très difficile à prévoir et à parer. »

C'est ce débat mort-né qui est à l'origine de notre étude sur *Les Anarchistes contre la République de 1880-1914* : nous souhaitons en effet déterminer comment s'organisent les anarchistes, et si, oui ou non, l'action anarchiste est le produit d'un *minimum* de concertation ou d'organisation entre 1880 et 1914, questions qui nous invitent, en définitive, à définir ce qu'on appelle « le mouvement anarchiste » à cette époque.

Mais tenter de mettre un point final au débat lancé par Jean Berthoud n'est envisageable que si nous nous fondons sur des sources encore peu exploitées : les sources départementales (la série M surtout, et accessoirement les séries U et Z). Jusqu'à aujourd'hui en effet, pour écrire des histoires nationales du mouvement anarchiste dans les années 1880-1914, les chercheurs se sont surtout appuyés sur la presse anarchiste, sur les archives conservées à la Préfecture de police de Paris ainsi que sur les archives nationales. S'ils ont reconnu la richesse des archives départementales (Jean Maitron écrit dans le commentaire de ses sources manuscrites : « […] la série M des départements, dans la mesure où elle n'a pas été détruite au cours de la dernière guerre comme ce fut le cas dans l'Aisne, le Loiret, les Ardennes… est celle qui en priorité nous intéresse [14] »), ils les ont rarement utilisées pour construire des histoires nationales du mouvement.

Or il apparaît que ces archives départementales, qui, bien souvent dans le cadre de mémoires de maîtrise, ont été l'objet de quelques monographies, sont plus prolixes que

11. Jean BERTHOUD, *L'Attentat contre le Président Carnot et les rapports avec le mouvement anarchiste des années 90*, mémoire de maîtrise soutenu à Lyon, 1969, 126 p.
12. Jean BERTHOUD, « L'Attentat contre Carnot. Spontanéité individuelle ou action organisée dans le terrorisme anarchiste des années 1890 », in *Les Cahiers de l'Histoire*, tome XVI, I, 1971.
13. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 250.
14. Ibid., tome 2, p. 209.

des archives nationales consistant surtout en rapports locaux, parfois au jour le jour ; elles nous livrent en effet la vie des groupes qui les fréquentent, elles nous renseignent sur les compagnons, sur les visites qu'ils reçoivent, sur les lettres qui leur sont adressées, sur leurs déplacements, sur leurs actions ainsi que sur la répression dont ils sont les victimes. Leur étude approfondie, par sondage, et leur confrontation avec les archives nationales ainsi qu'avec la presse anarchiste, est donc absolument nécessaire pour réaliser une radiographie du mouvement.

Directions de travail

Donner une réponse au débat lancé par Jean Berthoud nous invite à travailler dans quatre grandes directions.

À la lumière des archives départementales, il paraît tout d'abord absolument nécessaire de mieux connaître cette « grande armée du drapeau noir », chantée par Georges Blond [15]. Où les anarchistes sont-ils les plus nombreux et pourquoi ? Est-il possible d'opérer une distinction entre anarchistes militants, adhérents ou sympathisants ? Parvient-on à repérer plusieurs générations de « compagnons », ce qui pourrait expliquer le renouvellement des idées à l'intérieur du mouvement et les tensions (querelles de générations par exemple) qui le traversent à différentes époques ? Est-il possible de connaître le milieu professionnel et le niveau social des anarchistes, la connaissance de ce dernier expliquant pour partie leur adhésion au mouvement et ses évolutions ? Autant de questions qui éclairent nécessairement le fonctionnement du mouvement et qui sont justifiées par les lacunes de l'historiographie concernant les effectifs anarchistes ou le profil sociologique des militants.

Une fois les anarchistes mieux connus, il convient de mettre en lumière le fonctionnement même du mouvement. Le mouvement anarchiste repose-t-il sur un agrégat de groupes peu structurés n'entretenant aucun lien les uns avec les autres, si ce n'est par le biais des journaux anarchistes ? Combien y a-t-il de groupes et sont-ils tous identiques ? Le schéma organisationnel de base a-t-il évolué dans le temps et pourquoi ? La répression dont sont victimes les anarchistes a-t-elle eu des conséquences sur l'organisation du mouvement ? Le mouvement a-t-il souffert des grandes commotions (affaire Boulanger, scandale de Panama, affaire Dreyfus ou entrée dans la Grande Guerre) qui ont affecté la République ? Là encore, l'analyse des sources départementales est indispensable, et, confrontée aux informations rapportées dans les journaux anarchistes ainsi qu'aux rapports conservés aux Archives Nationales et à la Préfecture de police de Paris, elle nous permet, une nouvelle fois, tout en répondant à cette question, d'espérer combler diverses lacunes historiographiques.

Pour comprendre le mouvement, il faut encore travailler sur ce qui assure pour partie sa cohésion : les théories anarchistes. Les intellectuels anarchistes appellent-ils les compagnons à s'organiser ou non ? La diffusion des théories anarchistes au sein des groupes a-t-elle contribué à faire émerger une identité anarchiste commune à tous les militants, identité nécessaire à la cohésion du mouvement ? Les débats d'idées qui traversent immanquablement les groupes au fil du temps remettent-ils en cause sa cohésion, et si oui, comment ? Autant de questions qui nécessitent une étude approfondie de la presse anarchiste, mais encore une bonne connaissance des divers imprimés édités par les compagnons au cours de ces années, qu'il s'agisse de brochures, des affiches, des placards, du contenu des conférences…

15. Georges BLOND, *La Grande armée du drapeau noir*, Paris, 1972, 448 p.

Et les réponses à ces différentes interrogations concernant la population anarchiste, la structure du mouvement ou la pensée anarchiste nous conduisent finalement au dernier volet de notre étude. L'organisation anarchiste – quelle qu'elle soit – est-elle le support de l'action multiforme (trouble à l'ordre public, soutien à l'agitation ouvrière, propagande par l'écrit, propagande par la parole ou propagande par le fait) engagée par les compagnons au cours des années 1880-1914 ? Pour reprendre le titre de l'article de Jean Berthoud, quelle part faire ici aux actes relevant de la « spontanéité individuelle » ou à ceux relevant de l'« action organisée[16] » ? Là encore, il n'existe pas de travaux sur la question.

16. Jean BERTHOUD, « L'Attentat contre Carnot. Spontanéité individuelle ou action organisée… », art. cit. (voir référence [12]).

Première partie. Le mouvement anarchiste dans les années 1880 : la maturation

En 1881, à l'issue du Congrès du Centre, le mouvement anarchiste français naît officiellement et prend son essor. Le nombre des adhérents progresse dans toute la France, tandis que des structures politiques nouvelles apparaissent sur le sol national. En même temps, au fil de leurs publications, des intellectuels anarchistes approfondissent la pensée anarchiste, la diffusent d'abord à l'intérieur puis à l'extérieur du mouvement, et renforcent ainsi l'identité anarchiste. Ces années voient encore l'émergence de différents types d'action engagés contre l'État bourgeois par ceux que l'on appelle désormais les « compagnons » : propagande par la parole ou par l'écrit, et surtout, propagande par le fait. Évidemment, l'État ne laisse pas faire : des indicateurs de police noyautent les groupes ; des poursuites sont engagées contre les agitateurs, et elles débouchent parfois sur de grands procès comme celui de Lyon en 1883, à la suite duquel le mouvement est en partie décapité [17].

17. Jean MAITRON, *Le Mouvement anarchiste en France…*, op. cit., tome 1, p. 171.

Chapitre I. La grande armée du drapeau noir dans la décennie 1880

Au début des années 1880, les idées anarchistes attirent des adhérents toujours plus nombreux. Quelle est alors la physionomie de cette grande armée du drapeau noir ?

Le nombre des anarchistes

Des chiffres globalement surestimés

Les sources locales nous montrent que le nombre des anarchistes français et étrangers présents sur le territoire national a été jusqu'à aujourd'hui très largement surestimé par les historiens de l'anarchie et qu'il n'y a certainement pas 2660 compagnons « initiés » en avril 1882 sur le sol français, comme le signale l'agent Droz dans un rapport qui nourrit les estimations de Jean Maitron pour cette période[1] :

> « Aujourd'hui, nous comptons sur environ 2660 compagnons initiés en France et répartis comme suit : Bordeaux, 182 ; Lyon, 568 ; Marseille, 306 ; Villefranche, 104 ; Saint-Étienne, 128 ; Vienne, 106 ; Montceau-les-Mines, 14 ; Paris 11 groupes, avec 511 hommes seulement. Il y a à Cette six groupes […]. En tout 82 initiés. Nous ne comptons encore dans les autres villes que 749 hommes. Mais si ce chiffre est faible, il augmente tous les jours, et nous pouvons compter sur un nombre d'individus quatre fois plus grand qui suivent le mouvement et nous donnent des preuves de sympathie. »

Dans les villes et les départements que l'on a traditionnellement coutume de désigner – en utilisant le rapport de Droz – comme les grands foyers du mouvement anarchiste français pour les années 1880 (Paris, Lyon, les départements de la Loire et de l'Isère par exemple), le décompte des effectifs anarchistes à partir des sources locales montre de fait une distorsion parfois très importante entre ces derniers et les chiffres que Droz avance. Ainsi à Lyon en septembre 1881, Lyon où pourtant, pour Marcel Massard, le nombre de compagnons aurait été « plus important que partout ailleurs » à cette époque, ce qui aurait légitimement fait de la ville « le centre de gravité » de l'anarchisme français[2], le nombre des anarchistes oscille entre 100 et 120 individus[3], voire 120 à 150 juste après le procès de Lyon[4], et sans doute ces chiffres sont-ils encore fortement surestimés. De même à Paris, où si le « noyau dur » du mouvement est alors composé d'au moins 25 anarchistes[5], on peut estimer approximativement que la capitale comptait une soixantaine de compagnons en 1883 et un peu plus en 1885[6]. Ces chiffres sont encore sans doute

1. P. Po. B. A./438, rapport de Droz, Saint-Imier, le 22 octobre 1882.
2. Marcel MASSARD, *Histoire du mouvement anarchiste à Lyon, 1880-1894*, D.E.S., Lyon, 1954, p. 50.
3. Ibid., p. 33.
4. Ibid., p. 129.
5. P. Po. B. A./73, rapport du 13 juin 1884.
6. P. Po. B. A./73, rapport du 12 novembre 1882.

fortement surestimés dans le département de la Loire au début des années 1880. En effet, à Rive-de-Gier, Saint-Chamond, La Ricamarie, Firminy, Roanne et Saint-Étienne, on pourra conclure à l'existence d'une cinquantaine d'adhérents, autour desquels gravitent quelques dizaines de sympathisants[7]. Dans l'Isère enfin, on retiendra pour le début des années 1880 le chiffre d'une vingtaine d'anarchistes militants signalés par le rapport du 6 octobre 1883, rejoints ponctuellement par quelques dizaines d'individus[8].

Pour ce qui concerne les foyers secondaires du mouvement au début des années 1880, l'exagération est moins perceptible. À Marseille par exemple, on peut estimer à une dizaine ou à une quinzaine les compagnons militants dans la cité phocéenne pour les années 1880-1881[9], tandis qu'en 1884, ce sont en moyenne une trentaine de compagnons qui assistent aux réunions privées rassemblant les anarchistes de Marseille dans différentes salles de la ville, autour desquels gravitent quelques sympathisants[10]. Autre exemple : Montceau-les-Mines, où on dénombrerait 14 compagnons seulement en août 1882, une estimation qui semble s'accorder avec les recherches que nous avons effectuées dans le département de la Saône-et-Loire, des recherches qui montrent la faiblesse du nombre d'anarchistes « déclarés » dans l'ensemble du département.

L'évolution des effectifs anarchistes au cours des années 1880

Les sources locales (municipales ou départementales) nous montrent – c'est le deuxième grand constat que nous pouvons dresser dans ce chapitre – que globalement, à l'échelle de la France, le nombre des anarchistes a augmenté au cours de ces années.

C'est ce dont témoigne d'abord l'augmentation du nombre des anarchistes dans presque toutes les villes et tous les départements que nous avons pu sonder, même si cette croissance a obéi à un rythme plus ou moins heurté, et même si, très ponctuellement, dans certaines régions ou villes, les effectifs du mouvement ont stagné, voire diminué (cela semble avoir été le cas à Lyon, comme le montre Marcel Massard[11], et il en aurait été de même à Lille, où, dès 1889, selon Jean Polet, les anarchistes se seraient repliés sur eux-mêmes pour des raisons inconnues[12]). À Marseille par exemple, dans le courant de l'année 1886, sous l'impulsion de Toussaint Bordat, le mouvement « commence à prendre une certaine importance[13] » et on dénombre environ 70 militants, adhérents et sympathisants[14]. La même augmentation du nombre d'anarchistes est encore perceptible à Paris, où nous pouvons probablement compter sur un chiffre *minimum* de 80 compagnons en 1887-1888 et sur une centaine en 1889, tandis que peut-être 150 à 200 individus dessineraient un monde de l'anarchie aux contours plus flous : selon un rapport de 1884, il y aurait en effet « 200 anarchistes » à Paris[15].

La multiplication des foyers anarchistes en France est par ailleurs un deuxième élément témoignant d'une augmentation de la population anarchiste dans l'Hexagone.

7. A. D. de la Loire, 1 M 527.
8. A. D. de l'Isère, 75 M 1.
9. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapports couvrant les années 1881-1882.
10. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport sans date.
11. Pour Marcel Massard les effectifs du mouvement auraient légèrement augmenté à Lyon au début de l'année 1886, Lyon qui aurait probablement alors compté 150 compagnons. Pour la fin des années 1880, il estime à 130 ou à 140 les adhérents au mouvement, « dont le tiers seulement peut être considéré comme des militants actifs », soit une cinquantaine (Marcel MASSARD, op. cit., p. 128-129).
12. Jean POLET, *L'anarchisme dans le département du Nord, 1880-1914*, mémoire de maîtrise d'histoire, Lille, 1967, p. 66.
13. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393, rapport du 18 décembre 1893.
14. A. D. de l'Isère, 75 M 2.
15. P. Po. B. A./73, rapport du 13 juin 1884.

Au début des années 1880, les deux grands pôles français du mouvement anarchiste sont sans aucun doute Lyon et Paris, et, jusqu'au procès de janvier 1883, il est probable que le nombre de militants lyonnais a été « plus important que partout ailleurs » en France[16], comme l'écrit Marcel Massard, ce qui peut s'expliquer aisément : la ville bénéficie de la proximité de la Suisse, où d'une part la Fédération jurassienne redouble d'activité au début des années 1880 dans le but de propager les théories libertaires, et où d'autre part, les militants actifs sur le sol français peuvent se réfugier en cas de besoin avant de revenir pour propager les théories anarchistes (on sait par exemple qu'un certain nombre de proscrits français s'y sont exilés au moment des poursuites engagées contre l'Internationale, et que ceux-ci, qui avaient partie liée avec la Fédération jurassienne, revenaient de temps à autre[17]).

Autour de ces grands pôles du mouvement, un certain nombre de foyers plus secondaires s'affirment timidement. Dans le nord de la France, c'est essentiellement le cas de Roubaix, Amiens et Saint-Quentin, où l'anarchisme naît en 1884[18]. Dans l'Est, les compagnons sont très peu présents, sauf à Reims, où des anarchistes seraient signalés par les autorités locales en novembre 1882[19]. Dans le sud-ouest de la France, à Bordeaux, l'existence d'un groupe anarchiste est attestée par la parution d'un journal anarchiste en 1884. À proximité du foyer lyonnais, des anarchistes sont mentionnés dans les archives locales à Dijon, dans l'Isère et dans la Loire : à Dijon, les rapports de police concernant l'existence d'anarchistes dans la ville sont fréquents à partir de 1882, sans que l'on puisse les dénombrer exactement[20] ; dans l'Isère, des « anarchistes » apparaissent dans les sources à partir de 1882 (des compagnons se signalent à cette époque à Grenoble en posant des affiches subversives[21] tandis que d'autres sont fichés à Vienne[22]), et Vienne apparaît dès 1883 comme le seul foyer anarchiste du département ; dans le département de la Loire au début des années 1880, l'agitation se centre sur Saint-Étienne à partir de 1882[23], et, autour de la ville, les indicateurs de police signalent plusieurs foyers anarchistes d'inégale importance à Roanne[24], à Saint-Chamond[25] et Rive-de-Gier[26] en 1882, peut-être à Firminy en 1883[27], en 1884 au Chambon et à La Ricamarie[28].

Or dans la seconde moitié des années 1880, la physionomie du mouvement change. Lyon et Paris continuent de s'affirmer comme les deux pôles français du mouvement anarchiste, mais depuis le procès des 66, le pôle parisien, qui est bien plus dynamique, a probablement détrôné Lyon pour le nombre de militants actifs. Par ailleurs, les foyers anarchistes plus secondaires restent dynamiques, comme Lille, Marseille, Vienne (Isère), Saint-Étienne/Roanne… tandis que des foyers beaucoup moins importants restent actifs, comme Saint-Quentin ou Dijon. Mais surtout, le phénomène à retenir est l'émergence de nouveaux foyers anarchistes en différents points du territoire français : dans les Alpes-Maritimes, Ulysse Martinez signale par exemple l'existence de compagnons à Nice dès

16. Marcel MASSARD, op. cit., p. 50.
17. Ibid., p. 27.
18. A. N. F7 12504, rapport du préfet de l'Aisne au ministre de l'Intérieur daté du 21 décembre 1893.
19. A. D. de la Marne, 30 M 71, rapport du 16 novembre 1882.
20. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552.
21. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport de novembre 1882.
22. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapports du 25 septembre et du 24 octobre 1882.
23. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 18 décembre 1882.
24. A. D. de la Loire, 1 M 527, note de police non datée, mais probablement de 1882.
25. A. D. de la Loire, 1 M 527, note au préfet datée du 20 novembre 1882.
26. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 20 octobre 1883.
27. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 4 décembre 1884.
28. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 10 mars 1884.

1884[29]. Dans le centre de la France, si les anarchistes de Limoges se confondent avec les socialistes avancés jusqu'en 1888, on voit émerger à partir de cette date un anarchisme proprement limougeot autour de Léonard Barbet (il ne s'agit alors que d'un groupuscule[30]). Il en va de même dans le département des Ardennes, où les premiers témoignages d'une influence anarchiste apparaissent dans la seconde moitié des années 1880 : le 13 janvier 1887 en effet, à Nouzon, une tirelire d'enfant contenant de la dynamite est déposée sur le rebord d'une fenêtre de la maison du capitaine d'industrie Hardy-Capitaine, près d'une traînée de poudre consumée et d'une page à moitié brûlée de *L'Histoire de Russie*[31] (en fait, c'est véritablement en 1888 que l'anarchisme est introduit dans les Ardennes par Joseph Tortelier, qui y fait une série de conférences : « À peine Tortelier quitte-t-il les Ardennes qu'à Deville, Sedan, Warcq, Revin, des ouvriers s'abonnent au journal anarchiste *La Révolte*[32] »). Et dans la seconde moitié des années 1880, ce phénomène est encore perceptible en différents points du nord de la France et du Bassin parisien : ainsi dans le département de la Manche en 1887, le dénommé Le Paslier, qui arrive dans la ville de Cherbourg, est porteur de « ferments anarchistes » selon la police[33] ; dans le Pas-de-Calais, le mouvement anarchiste apparaît dans les sources au cours de la seconde moitié des années 1880, et il compte à Calais, seul foyer anarchiste du département, une vingtaine de compagnons[34]. De même dans le département de la Seine-Maritime, où les premiers signes d'un activisme anarchiste apparaissent au Havre en 1886 : des affiches invitant la population à la guerre civile y ont été placardées une nuit d'avril[35], et en 1887, on compterait alors au Havre une « cinquantaine d'ouvriers anarchistes[36] », un chiffre invérifiable et probablement très exagéré eu égard à ce que les archives révèlent des activités du mouvement local à l'époque, c'est-à-dire, rien. C'est encore le cas en Lorraine, à Nancy, où les premiers anarchistes de l'agglomération apparaissent dans les archives de Meurthe-et-Moselle en 1886, avec l'arrivée à Nancy d'un compagnon qui ne tardera pas à devenir célèbre : Gallo. Il s'est fixé dans la ville en avril 1885 et y est employé à la fois comme typographe et comme gardien de maison. Sa conduite est régulière, mais c'est un infatigable propagateur des doctrines anarchistes. Très intelligent et instruit, il dépense tout son argent pour acheter des livres politiques, passe son temps libre dans les bibliothèques de la ville, participe aux réunions électorales lors des élections, et tient des réunions dans sa petite chambre (elle ne peut contenir plus de six personnes), faubourg des Trois Maisons. À cette époque, cinq ou six ouvriers seulement ont paru prendre au sérieux ce rendez-vous, parmi lesquels Lapique[37], un des futurs animateurs du groupe de Nancy[38].

29. Ulysse MARTINEZ, *Le mouvement anarchiste dans les Alpes-Maritimes à partir des dossiers de police, 1884-1904*, mémoire de maîtrise d'histoire, Nice, p. 106.
30. A. N. F7 12504, rapport du préfet de la Haute-Vienne au ministre de l'Intérieur daté du 5 janvier 1894.
31. Dominique PETIT, « Syndicalisme révolutionnaire et libertaire dans le mouvement anarchiste ardennais », in *Brochure de la Question sociale*, n° 1, mars 1993, p. 13.
32. Dominique PETIT, op. cit., p. 15-16.
33. A. N. F7 12504, rapport du préfet de la Manche au ministre daté du 24 décembre 1893.
34. A. D. du Nord-Pas-de-Calais, M 2022, rapport du sous-préfet de Boulogne au préfet daté du 23 décembre 1893.
35. A. D. de la Seine-Maritime, 4 M 2695, rapport du 20 avril 1886.
36. A. D. de la Seine-Maritime, 4 M 2695, rapport du 14 décembre 1887.
37. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 17 décembre 1893.
38. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapports des 8 et 10 mars 1886.

Qui sont les anarchistes de l'Hexagone ?

Les anarchistes français

Dans l'historiographie, l'anarchiste apparaît souvent comme un déraciné, toujours sur les routes pour les besoins de la propagande. Est-ce bien le cas ? Les sources – peu nombreuses et incomplètes – sont difficilement exploitables pour les années 1880-1890. Mais elles tendent toutefois à montrer qu'il faut nuancer l'idée de déracinement. Sur les deux biographies renseignées dont nous disposons pour la Saône-et-Loire, l'une indique que le compagnon est natif du Creusot, et l'autre, qu'il vient de la Haute-Marne. Il en va de même des principaux anarchistes du groupe de Vienne (Isère) en 1886, où, sur cinq biographies renseignées, trois anarchistes sont originaires du département de l'Isère tandis que les deux autres viennent respectivement du Midi et du Bas-Rhin. Et René Bianco fait le même constat en s'appuyant sur une liste de 20 noms dressée en janvier 1887 à Marseille : sur les 15 Français composant le groupe de Marseille, huit sont originaires de la cité phocéenne, deux, des départements limitrophes, et quatre viennent d'autres départements français[39]. Enfin Olivier Delous, écrit dans l'étude sociologique qu'il consacre aux anarchistes français à Paris de 1880 et 1914[40] :

> « […] si nous devons conserver dans ce préambule quelques idées force à propos des espaces d'origine, il faut retenir qu'environ 60 % des anarchistes vivant à Paris et en banlieue entre 1880 et 1914 ont vu le jour en province, 30 à 35 % dans le département de la Seine (et parmi eux 85 % à Paris même) et un peu plus de 5 % à l'étranger. »

Par ailleurs, le mouvement anarchiste est souvent présenté comme un monde d'hommes, et il est vrai que les femmes apparaissent très peu dans les rapports de police ou sur les listes d'anarchistes dressées par les préfets : ainsi dans le département de l'Isère, on compte une femme sur les 20 membres du « Groupe de Vienne » en 1882[41], et toujours une femme sur les 21 principaux anarchistes de Vienne en 1886 (il s'agit de Fanny Martin[42]) ; dans la Saône-et-Loire, aucune femme n'apparaît dans les notices individuelles dressées par les autorités[43] ; enfin dans son *corpus* sur les anarchistes parisiens de 1880 à 1914, Olivier Delous ne compte que 37 femmes[44]. Il semble donc que les femmes aient joué un rôle mineur au sein du mouvement anarchiste.

Toutefois, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que les femmes ne sont pas totalement absentes de la vie du mouvement. Certaines d'entre elles assistent aux réunions des groupes anarchistes, comme Fanny Martin du groupe de Vienne (Isère), qui, en octobre 1886, participe à une réunion des anarchistes les plus en vue à Lyon[45] ; et parmi elles, quelques-unes tentent même de promouvoir des groupes de femmes, comme en 1889 à Paris[46] :

> « Tous les dimanches, les anarchistes font une petite réunion de famille chez Horel, rue Au Maire. Hier, elle était très nombreuse et il y avait beaucoup de

39. René BIANCO, op. cit., p. 190 sq.
40. Olivier DELOUS, *Les anarchistes à Paris et en banlieue (1880-1914). Représentation et sociologie*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris, Panthéon-Sorbonne, 1996, p. 116.
41. A. D. de l'Isère, 75 M 1.
42. Ibid.
43. A. D. de Saône-et-Loire, M 283 et M 285.
44. Olivier DELOUS, op. cit., p. 107 sq.
45. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 octobre 1883.
46. P. Po. B. A./76, rapport du 25 mars 1889.

femmes auxquelles on a distribué même un appel du groupe ”le Réveil des femmes”. »

D’autres animent des groupes, comme Minnie Lecompte à Marseille entre 1884 et 1888, ou jouent le rôle d’agent de liaison entre les différents groupes, comme la femme du compagnon Bordat, qui, en 1887-1888, sert probablement « d’intermédiaire » entre les anarchistes de Vienne et ceux de Lyon[47]. D’autres font des conférences : c’est par exemple le cas de Paule Minck et de Louise Michel, qui bénéficient du statut officieux de conférencières du mouvement, mais c’est encore le cas à l’échelle locale de Jeanne Edmone par exemple, compagne de Jean-Baptiste Girier-Lorion, qui fait en 1890 des conférences anarchistes dans le nord de la France sur « La femme et la révolution[48] » ; d’autres encore n’hésitent pas à participer aux actions coup-de-poing des anarchistes, comme Marie Huguet, Anna et Joséphine Tavernier, Marie Béal, Françoise Oriol, Marie-Louise Gagelin, Adrienne Fustier et Rosalie Chastan lors du 1er mai 1890 à Vienne[49]. Enfin il faudrait rappeler leur rôle dans le cadre de la sociabilité anarchiste, notamment lors des soirées de famille (cuisine, service à table[50]…).

S’il s’agit surtout d’un monde d’hommes, quel âge peuvent-ils avoir ? C’est une question à laquelle il est difficile de répondre car les sources manquent pour la période 1880-1890, mais il semble là encore qu’il faille nuancer l’idée selon laquelle les anarchistes sont des hommes jeunes. Certes, René Bianco, à partir d’une liste d’une vingtaine d’anarchistes datée de janvier 1887, insiste sur la jeunesse des compagnons[51], mais cela dit, il semble que, dans nombre de départements, l’âge moyen des anarchistes tourne davantage autour de la trentaine d’années que de la vingtaine, tandis que les très jeunes adhérents – moins de 20 ans – comme les vieux compagnons – plus de 40 ans – sont rares : ainsi Olivier Delous constate que si l’anarchie intéresse de très jeunes gens au début des années 1880, cette proportion « décroît rapidement dans un premier temps et se stabilise très vite au quart des effectifs annuels[52] » ; de même, Jean Polet montre que, dans le département du Nord, 67 % des militants actifs ont entre 20 et 35 ans, 27,7 %, plus de 35 ans, et seulement 4,8 %, moins de 20 ans[53]. Par ailleurs, nous savons que la moyenne d’âge des anarchistes de Vienne en octobre 1883[54] comme celle des anarchistes de Saône-et-Loire en 1886 est de 34 ans[55]. Bref, il s’agit le plus souvent d’hommes dans la force de l’âge, ce qui n’est sans doute pas sans incidence sur leur situation familiale.

Dans l’historiographie traditionnelle, l’anarchiste est en effet présenté comme un célibataire, ce qui semblait plausible pour deux raisons : d’abord parce que les historiens considéraient jusqu’à aujourd’hui que c’étaient avant tout des hommes jeunes qui adhéraient au mouvement, et ensuite parce que les théories anarchistes prônent l’amour libre. Or il semble qu’il faille revoir l’idée du célibat anarchiste et insister sur la diversité des situations : si René Bianco, en se fondant sur une liste de 20 compagnons pour les Bouches-du-Rhône en janvier 1887, dénombre parmi eux une majorité de célibataires (13 célibataires), et seulement quatre individus mariés ainsi qu’un compagnon vivant en union libre, il n’en va par exemple pas de même en Saône-et-Loire en 1886, où, sur trois biographies renseignées, on compte trois anarchistes mariés dont un père de famille. Même chose à

47. A. D. de l’Isère, 75 M 2, rapports du 1er février 1888 et du 7 mars 1887.
48. Jean POLET, op. cit., p. 53.
49. A. D. de l’Isère, 75 M 2, *Le Petit Dauphinois républicain*, n° 2034 du 13 août 1890.
50. Voir les chapitres consacrés à l’identité anarchiste.
51. René BIANCO, op. cit., p. 190 sq.
52. Olivier DELOUS, op. cit., p. 107.
53. Jean POLET, « Les Militants anarchistes dans le département du Nord au début du XXe siècle », *Revue du Nord*, n° 203, octobre-décembre 1969, p. 629 sq.
54. A. D. de l’Isère, 75 M 1, rapport du 6 octobre 1883.
55. A. D. de Saône-et-Loire, notices individuelles archivées en M 283 et M 285.

Vienne (Isère) en octobre 1883, où, sur 14 biographies renseignées, la moitié des compagnons est mariée, et l'autre moitié, célibataire[56].

Enfin, on a beaucoup spéculé sur le métier des compagnons en considérant que l'anarchiste se recrutait avant tout dans le monde de l'artisanat, « dans ces métiers à l'ancienne, qui, outre la position qu'ils donnent, laissent la pensée libre[57] ». Or les quelques hypothèses que l'on peut avancer aujourd'hui sur le métier des compagnons sont les suivantes. Première hypothèse : les anarchistes se recrutent avant tout parmi les travailleurs manuels. Deuxième hypothèse : ce ne sont pas tous des artisans. Certes, André Nataf affirme, en se fondant sur l'étude des professions des 64 condamnés du procès de Lyon en 1883, que les compagnons sont majoritairement des artisans[58] ; Marcel Massard opère le même constat à partir d'une « Liste des individus ayant assisté à une réunion de la Fédération Révolutionnaire » en septembre 1881[59], puis, à partir d'une autre liste, en 1889 cette fois-ci[60] ; enfin les renseignements que nous livrent les archives de Saône-et-Loire pour l'année 1886 semblent elles aussi abonder en ce sens :

Catégories socioprofessionnelles	Nombre d'anarchistes connu	Détail des professions
Secteur minier	1	1 mineur
Petit commerce	4	2 colporteurs de journaux, 1 armurier-coutelier, 1 marchand
Agriculture	1	1 cultivateur
Total	6	

Tableau 1. — *Catégories socioprofessionnelles auxquelles appartiennent les anarchistes de Saône-et-Loire en 1886*[a].

a. A. D. de Saône-et-Loire, notices individuelles archivées en M 283 et M 285.

Mais le travail de Jean Polet sur les anarchistes du département du Nord nuance ces observations[61] :

Et il en va de même dans le département de l'Isère en 1883, où les compagnons sont en majorité des ouvriers tisseurs[62] :

Troisième hypothèse : ils n'appartiennent pas à un milieu homogène, mais on retrouve au sein du mouvement des individus appartenant à l'aristocratie ouvrière en même temps qu'un certain nombre de déclassés et de désespérés.

56. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 octobre 1883.
57. André NATAF, op. cit., p. 132.
58. Ibid.
59. Marcel MASSARD, op. cit., p. 42-43.
60. Ibid.
61. Jean POLET, *L'Anarchisme dans le département du Nord…*, op. cit., p. 232 : « Les anarchistes sont souvent décrits comme les survivants du vieil artisanat en révolte contre la prolétarisation. L'image du compagnon philosophant dans son atelier est séduisante et a toujours été décrite : les anarchistes eux-mêmes l'ont employée. Est-elle juste pour le Nord ? […] À Lille, Roubaix, Tourcoing, le pourcentage des ouvriers d'usine reste toujours beaucoup plus important que celui des artisans. »
62. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport daté du 6 octobre 1883 : « Le groupe anarchiste de Vienne […] n'a pas une importance sérieuse », il se « recrute dans un milieu ouvrier » « […] ses membres sont des ouvriers déclassés […] ou des jeunes gens sans expérience ou inconscients. »

Travailleurs employés dans des industries concentrées où domine le salariat : textile, mine, verreries	76 %
Ateliers de constructions mécaniques, bâtiment et moyennes entreprises	14 %
Travailleurs employés dans des industries où domine l'artisanat	14 %
Cabaretiers	2 %
Divers	

Tableau 2. – *Les anarchistes du département du Nord au début des années 1880. Lille-Roubaix-Tourcoing (95 militants recensés), 1882-1891.*

Catégories socioprofessionnelles	Nombre d'anarchistes connu	Détail des professions
Secteur textile	15	10 ouvriers tisseurs, 1 tisseur, 1 ouvrier drapier, 1 drapier, 1 tailleuse, 1 rentreur de lame
Cuirs et peaux	1	1 ouvrier cordonnier
Petit commerce	1	1 marchand de journaux
Total	17	

Tableau 3. – *Catégories socioprofessionnelles auxquelles appartiennent les anarchistes du groupe des « Indignés » de Vienne en octobre 1883*[a].

a. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 octobre 1883.

Les anarchistes étrangers

Il est très difficile d'appréhender les anarchistes étrangers en France dans les années 1880, d'abord parce qu'ils ne font l'objet d'aucun rapport de synthèse, et ensuite parce qu'ils apparaissent très peu dans les sources, sans doute parce qu'ils appartiennent à des milieux difficiles à infiltrer pour les agents de l'autorité (la langue faisant souvent obstacle à toute tentative de pénétration de ces milieux). À la lumière des sondages que nous avons opérés dans les archives départementales, on peut seulement affirmer qu'un certain nombre (combien ?) d'anarchistes étrangers sont présents sur le territoire national, plus ou moins actifs au cours des années 1880. Parmi eux, on rencontre des Italiens, qui constituent des groupes très actifs dans de grandes villes comme Paris (ils sont probablement une trentaine à Paris de 1885 à 1890[63]), Marseille[64], ou à Lyon[65], qui peuvent également être nombreux dans les villes proches de l'Italie comme Nice au début des années 1880[66], mais qui essaiment aussi dans d'autres départements comme la Seine-Inférieure[67]. On compte aussi sur le territoire national à la même époque des compagnons belges (mais combien sont-ils ?), présents surtout dans le nord de la France (département du Nord[68], Ardennes[69]) ainsi qu'à Paris[70], où certains jouent un rôle actif comme Ernest, typographe arrivant de Bruxelles, ancien imprimeur du journal *Ni Dieu ni maître* de Bruxelles, qui aide Jean Grave à installer le *Révolté* à Paris[71]. Les sources signalent aussi des Russes, des Allemands, des Polonais ainsi que des Autrichiens, qui se réunissent entre eux à Paris[72]. Il faudrait encore mentionner quelques Anglais installés surtout dans le nord de la France, comme un certain Heitzmann dans le Pas-de-Calais[73]. Enfin, il faudrait faire la part des anarchistes espagnols, dont quelques-uns sont présents à Paris par exemple, tandis que d'autres sont très actifs dans les villes du sud de la France comme Marseille, bien étudiée par René Bianco : ce dernier montre comment un Espagnol comme Joseph Torrens joue un rôle clé au sein du mouvement anarchiste local[74], et il suppose aussi que Marseille sert de refuge aux militants anarchistes espagnols au cours des années suivantes[75].

Pour ce qui concerne le profil social de ces militants étrangers, il semble (sous réserve d'études plus approfondies) que les situations soient très diverses et qu'il faille là encore déconstruire l'image de l'anarchiste jeune, célibataire et artisan : ainsi le compagnon italien de Vienne (Isère) François Sala est âgé de 27 ans en 1886 ; il est ouvrier tisseur, marié et père de trois enfants.

63. P. Po. B. A./74, rapport de juillet 1885 ; P. Po. B. A./76, rapport non daté (juillet 1890 ?) ; P. Po. B. A./76, rapport du 20 juillet 1890.
64. René BIANCO, op. cit., p. 239.
65. Voir Marcel MASSARD, op. cit.
66. Voir le travail d'Ulysse MARTINEZ, *Le Mouvement anarchiste dans les Alpes-Maritimes à partir des dossiers de police, 1884 à 1904*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Paul Gonnet, Nice, 216 p.
67. A. D. de Seine-Inférieure 4 M 2696.
68. Jean POLET, « Les Militants anarchistes dans le département du Nord au début du XXe siècle », op. cit., p. 629 sq.
69. A. N. BB18 6499.
70. P. Po. B. A./74, rapport du 28 avril 1886.
71. P. Po. B. A. 1502, rapport du 21 avril 1885.
72. P. Po. B. A./74, rapport du 22 juillet 1885 ; P. Po. B. A./76 : rapports du 20 juillet et du 1er décembre 1890.
73. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du sous-préfet au préfet, sans date.
74. René BIANCO, op. cit., p. 346.
75. Ibid., p. 346.

Un anarchiste type ou des types d'anarchistes ?

L'historiographie a longtemps véhiculé l'image d'Épinal de l'anarchiste type : un homme jeune, célibataire, et surtout, un artisan. Or si ce portrait renvoie sans doute à l'image que les anarchistes se font d'eux-mêmes[76], la réalité est beaucoup plus complexe et il n'existe pas en France un anarchiste-type, mais des types d'anarchistes très différents les uns des autres.

Ainsi, si l'on considère les compagnons de Saône-et-Loire en 1886[77], on ne peut que constater l'existence d'au moins trois profils sociologiques bien différents dans le département. Le compagnon Cottin tout d'abord, jeune, natif du Creusot, probablement célibataire, déjà très impliqué dans la vie militante et plusieurs fois condamné pour des faits se rapportant à son activité politique ; il a choisi un métier qui lui permet de militer et il est constamment en déplacement dans la région (mais il voyage aussi à Paris). Le compagnon Duret ensuite, militant âgé de 50 ans, mineur au Creusot, probablement venu à l'anarchie après une vie de labeur harassante, lecteur du *Père Peinard* et de la *Révolte* comme le montreront les perquisitions opérées chez lui. Enfin, le compagnon Royer, originaire de la Haute-Marne, marié et père de trois enfants, lui aussi relativement âgé (44 ans) mais bénéficiant d'une situation professionnelle assez enviable (il est armurier-coutelier, à son compte), qui fait un peu figure de « bourgeois » de l'anarchie. Tous ces hommes sont en contact mais ne militent pas au sein d'un groupe, et ils tentent de vivre en anarchistes dans une région où les théories prônées par les compagnons font peu d'« adeptes ».

Non loin de la Saône-et-Loire, les anarchistes de Côte-d'Or, militant pour la plupart à Dijon, présentent un profil un peu différent. Ce sont pratiquement tous des hommes mariés ou ayant été mariés (c'est le cas pour cinq biographies renseignées sur six), originaires pour la plupart de la Côte-d'Or ou de la région lyonnaise, plutôt dans la force de l'âge (alors que le mouvement anarchiste vient d'apparaître, la moyenne d'âge du groupe est de 30 ans, tandis que sur dix biographies renseignées, seules deux signalent des individus de moins de 20 ans), qui semblent assez bien insérés dans le tissu économique dijonnais : pour la plupart, ces compagnons de Côte-d'Or ont en effet un travail stable (on ne compte qu'un journalier), et cinq d'entre eux sur neuf paraissent être à leur compte. Enfin, aucune notice ne signale d'actes de petite ou grande délinquance : les seules poursuites judiciaires engagées contre deux d'entre eux l'ont été pour des motifs politiques.

Les anarchistes marseillais tels que René Bianco nous les montre sont encore bien différents. Leur milieu, où se côtoient des Français, des Italiens ou des Espagnols, est plus cosmopolite. Ce sont en général des hommes jeunes et célibataires, pratiquant en majorité des métiers traditionnels plus ou moins valorisants : en janvier 1887, ils comptent en effet parmi eux un tailleur d'habits, deux cordonniers, deux portefaix, un marin, deux charpentiers, un menuisier, un cocher de fiacre, un ferblantier, un sertisseur, un typographe, un lithographe, un marchand ambulant, un marchand de journaux, un employé municipal, un étudiant en médecine, un décrotteur[78]. Tous se connaissent et entreprennent des actions communes.

Les anarchistes de l'Isère et du Nord offrent quant à eux un tout autre type d'anarchiste. Pour ce qui est des anarchistes de Vienne (Isère), ce sont des ouvriers travaillant dans la même branche d'activité (le textile), généralement célibataires, originaires de la région, d'âge mûr, très solidaires les uns des autres, français en majorité, se connaissant bien et militant ensemble, prêts donc à faire le coup de poing main dans la main pour

76. Voir le chapitre portant sur l'identité anarchiste.
77. A. D. de Saône-et-Loire, notices individuelles archivées en M 283 et M 285.
78. René BIANCO, op. cit., p. 190 sq.

la défense de leur situation ou de leurs acquis sociaux, comme cela sera le cas en 1890. Quant aux anarchistes du Nord, ils présentent un profil semblable, comme l'a montré Jean Polet : pour l'ensemble du département, la majorité des militants ont entre 20 et 35 ans ; la plupart d'entre eux sont des ouvriers d'usine, et ces « hommes mûrs » et « prolétarisés », en réaction contre l'évolution industrielle, essaient de donner un sens libertaire à la vie économique et politique [79].

Enfin, les anarchistes de Nice tels qu'Ulysse Martinez les a décrits sont une dernière manière d'anarchisme : 90 % sont Italiens (« l'anarchie recrute donc dans des milieux déracinés, étrangers à la localité [80] »). Ces Italiens « viennent en quête de travail, mais beaucoup, de leur propre aveu, sont aussi à la recherche d'un refuge politique [81] ». À première vue, ils paraissent relativement jeunes, plutôt célibataires (47 % à Nice), et semblent mal intégrés au tissu socio-économique niçois. Mais en affinant l'analyse, Ulysse Martinez distingue en fait deux groupes d'anarchistes italiens à Nice : d'une part un groupe d'hommes jeunes, installés depuis peu ou de passage et célibataires ; d'autre part un groupe d'hommes mûrs, mariés, souvent pères de famille, bien intégrés au tissu économique niçois où ils vivent depuis longtemps, qui se recrutent en général chez les artisans, et notamment les cordonniers [82].

79. Jean POLET, *L'Anarchisme dans le département du Nord…*, op. cit., p. 232.
80. Ulysse MARTINEZ, op. cit., p. 117.
81. Ibid.
82. Ibid., p. 120.

Chapitre II. Le fonctionnement du mouvement

Les historiens de l'anarchie considèrent jusqu'à aujourd'hui que le mouvement anarchiste des années 1880 repose sur un agrégat de groupes peu structurés, n'entretenant aucun lien les uns avec les autres, si ce n'est par le biais d'organes de presse dont la création est pour partie destinée à pallier ce manque de communication[1]. Est-ce le cas ?

Les groupes

Premiers groupes

Dans les sources policières et journalistiques puis dans les ouvrages d'histoire, ce qu'on appelle communément « groupe » dissimule une réalité très diverse et complexe, une complexité qui tient tant aux conditions dans lesquelles ces groupements sont apparus qu'aux objectifs qu'ils s'assignent.

Dans les années 1880, la majorité des groupes que nous connaissons sont nés du prosélytisme des premiers militants anarchistes. Dans un grand centre anarchiste comme Lyon par exemple, il faut rappeler les efforts acharnés déployés par les principaux anarchistes locaux pour créer de nouveaux groupes et ranimer ceux qui disparaissent dans la lutte contre l'État bourgeois[2] : le compagnon Tricot d'abord, puis, après sa condamnation, Boissy ; puis Vitre et Chautant ; puis d'autres encore à partir de 1886. Par ailleurs, il faut aussi noter que ce sont ces grands centres – notamment Lyon et Paris – qui jouent un rôle déterminant dans la diffusion de « l'évangile » anarchiste là où il n'est pas ou peu connu : c'est en effet souvent à partir de ces grands centres que des compagnons entreprenants sont chargés par leurs « coreligionnaires politiques » – c'est une expression fréquente dans les rapports d'indicateurs – de diffuser la bonne parole anarchiste partout en France ; et c'est encore dans ces grands centres que des sympathisants de province viennent se ressourcer en anarchie. Ainsi en Saône-et-Loire, un rapport du commissaire spécial de police du Creusot signale par exemple au préfet le retour de l'anarchiste Cottin, qui, après un court séjour à Paris, s'occupe d'organiser un groupe anarchiste dans la localité [...][3].

À la faveur de la propagande anarchiste, ces groupes sont, pour la plupart d'entre eux, nés d'un arrachement à l'arbre du socialisme, un arrachement qui s'est souvent opéré dans la douleur : ainsi le groupe anarchiste de Saint-Quentin se constitue par exemple soudainement en 1884 à la suite des violentes tensions qui travaillent les Amis de Babeuf, un groupe saint-quentinois réunissant jusqu'alors tous les révolutionnaires sans nuances[4]. Mais dans un premier temps, il faut noter que cet arrachement n'a été souvent ni définitif ni total, comme le montrent de nombreux exemples : ainsi à Saint-Étienne, les membres

1. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 120.
2. Marcel MASSARD, op. cit., p. 130.
3. A. D. de la Saône-et-Loire, M 285. rapport du 12 octobre 1886.
4. A. N. F7 12504, rapport du préfet de l'Aisne au ministre de l'Intérieur daté du 21 décembre 1893.

du premier groupuscule anarchiste de la ville cherchent en vain à louer un local avec les collectivistes en novembre 1882[5], et si le groupe n'existe pratiquement plus en février 1883, c'est que les anarchistes ont adhéré à différents groupes socialistes[6]. Comment expliquer cette situation ? L'analyse de Jean Polet pour le département du Nord est sans doute généralisable à d'autres régions françaises : pour lui, les connaissances théoriques, faibles tant chez les collectivistes que chez les anarchistes, sont un facteur explicatif ; les militants, peu sensibles aux subtilités théoriques et confrontés aux résistances du milieu, sont solidaires, idée qu'il résume en une jolie formule : « […] l'histoire du socialisme quotidien est donc en retard sur l'histoire des congrès socialistes[7] ».

Ailleurs, là où les militants sont très peu nombreux et peinent à prendre conscience d'eux-mêmes, ces naissances, généralement contemporaines du milieu de la décennie 1880, sont en revanche souvent difficiles, et, au début des années 1880, les anarchistes ont du mal à se faire une place au sein de la grande famille socialiste, ce sans doute pour plusieurs raisons. D'abord parce que, dans un premier temps, face aux socialistes qu'ils côtoient dans la lutte, ils ne veulent pas ou ne parviennent pas à faire entendre leur singularité. Ensuite, parce que parfois, ils se heurtent localement à la concurrence de ces familles socialistes bien implantées et bien structurées comme les guesdistes dans le département du Nord. Enfin, parce qu'ils ne réussissent pas à rallier les populations laborieuses, soit que leur discours déplaise, soit qu'il ne convainque pas : il en va par exemple ainsi dans le département de la Saône-et-Loire, ce malgré tous les efforts déployés dans la région par Vincent Berthoux à l'automne 1884. Signalé dans le département une première fois au début du mois de septembre, ce dernier parcourt les hameaux des communes de Montceau et de Sanvignes en compagnie de Brejet, horloger au hameau du Bois-de-Verne, en faisant dans les maisons particulières et dans les cabarets de petites conférences anarchistes qui attirent parfois 20 personnes ; mais aucun groupe ne se crée[8]. À la mi-septembre, il décide de s'installer un temps à Montceau « pour guider les anarchistes dans leur nouvelle organisation des groupes d'études sociales[9] », en vain, et il quittera finalement le département sans être parvenu à ses fins.

La naissance de ces groupes anarchistes ne nécessite aucune procédure administrative, et bien souvent, ce qu'on appelle « groupe » n'est que la réunion périodique de quelques individus qui ont, pour reprendre l'expression d'André Nataf, « des affinités de goût et de tendance », et qui se rencontrent « sur la base du voisinage (rues, quartiers)[10] ». Par ailleurs, le groupe est conçu comme temporaire[11] :

> « Nous ne croyons pas […] aux associations, fédérations, etc., à long terme. Pour nous, un groupement […] ne doit s'établir que sur un point bien déterminé, d'une action immédiate ; l'action accomplie, le groupement se reforme sur de nouvelles bases, soit entre les mêmes éléments, soit avec de nouveaux. »

Faciles à constituer, les groupes se sont donc multipliés au cours des années 1880 dans les grands centres anarchistes comme Paris ou Lyon, où les compagnons sont nombreux (par exemple, au cours de la décennie 1880-1890, pour l'ensemble du département de la Seine, nous avons pu trouver la mention d'environ 120 groupes anarchistes dans les archives de la Préfecture de police de Paris), et la Cocarde du 30 mars 1888 témoigne ironiquement de cette situation :

5. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 4 novembre 1882.
6. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 15 février 1883.
7. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord… op. cit.
8. A. D. de Saône-et-Loire, M 283, rapport du 4 septembre 1884.
9. A. D. de Saône-et-Loire, M 283, rapport du 16 septembre 1884.
10. André NATAF, op. cit., p. 121.
11. L'Hydre anarchiste, n° 6 du 15 au 20 mai 1885.

« Ce qui est égal et ce qui dépasse même le nombre des orateurs [anarchistes], c'est le chiffre des groupes anarchistes de Paris et de la banlieue […]. »

Des groupes plus ou moins structurés

Lorsque le compagnon Philippe Sanlaville décrit le groupe anarchiste comme « un organisme très particulier » dans lequel « […] aucun compagnon n'est tenu d'annoncer d'où il vient, ce qu'il fait et où il va[12] » et où « la salle du groupe est un lieu de passage où chacun discourt à sa guise, lieu d'éducation et non d'action[13] », il décrit un « idéal type » qui a existé (il en va par exemple ainsi de certains groupes lyonnais des années 1883-1884, qui ont « un caractère de rencontre amicale[14] […] »), mais il réduit par trop une réalité complexe : en effet, les sources policières témoignent aussi de l'existence de groupes anarchistes très structurés, « fermés », véritables organisations de combat contre l'État bourgeois.

Ainsi, si certains groupements décident de se donner un nom, ce qui témoigne d'un premier désir de reconnaissance et également d'un premier pas vers la stabilisation du groupement (c'est par exemple à partir du moment où le groupe anarchiste stéphanois loue un vrai local pour ses réunions rue Saint-Paul[15] que les militants décident de le baptiser : « La bombe » à la mi-décembre 1883[16]), d'autres, à la même époque, dans toute la France, refusent de s'en donner un : c'est par exemple ce que remarque Jean Polet dans le département du Nord[17].

De même, certains groupes ne disposent pas d'un vrai local, soit qu'ils manquent d'argent pour en louer un, soit qu'ils s'y refusent pour préserver la liberté de leurs membres : dans ce cas – semble-t-il le plus fréquent dans les années 1880 –, les compagnons se rencontrent dans des débits de boisson ou des cafés, comme les « Révoltés » de Lille, dont on ne sait pratiquement rien au début des années 1880, sauf qu'ils changent de « siège social chaque semaine ou presque[18] ». En revanche, d'autres désirent se réunir dans un local qui soit propre au groupe, soit qu'ils souhaitent par exemple y installer une bibliothèque comme la « Sentinelle » de Paris, qui réunit des fonds pour en constituer une dans le centre de la capitale en 1886[19], soit qu'ils en aient besoin pour se livrer discrètement aux activités de propagande, comme la « Lutte » de Lyon, qui, d'avril à juin 1884, se réunit rue Pierre Corneille, siège du journal qu'elle fait paraître[20], soit que, pour les compagnons, l'organisation des réunions dans un local privé réponde à un souci de discrétion ou bien permette d'assurer la sécurité de révolutionnaires décidés, désireux de se livrer à une activité illicite : c'est par exemple le cas de la « Panthère des Batignolles », groupe au sein duquel on trouve « plus qu'ailleurs des partisans de l'action individuelle » et dont les principaux membres passent leur temps à étudier la chimie et à faire des essais de fabrication d'engins explosibles[21]. Quand ils n'ont pas d'argent et qu'ils souhaitent disposer d'un local privé, les anarchistes peuvent se donner rendez-vous au domicile d'une connaissance ou d'un membre du groupe : ainsi à Paris, en avril 1885, les réunions des

12. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 122.
13. Ibid.
14. Marcel MASSARD, op. cit., p. 96.
15. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 17 décembre 1883.
16. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 3 mars 1884.
17. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 61.
18. Ibid., p. 59.
19. P. Po. B.A./74, rapport du 18 juillet 1886.
20. Marcel MASSARD, op. cit., p. 98.
21. P. Po. B.A./75, rapport sur « l'Organisation des forces socialistes révolutionnaires à Paris » daté de la fin du mois de décembre 1887.

anarchistes du Faubourg Saint-Antoine ont lieu chez Gadille, dans une chambre pouvant contenir tout au plus une vingtaine de personnes, meublée d'une douzaine de chaises de paille et d'une lampe à pétrole[22]. Les compagnons peuvent encore, sous le couvert de la loi sur les syndicats professionnels, se grouper à l'intérieur d'une chambre syndicale : c'est à ce titre en 1888 par exemple, à Saint-Étienne, que les compagnons bénéficient d'un local à la bourse du travail le 12 juillet 1888, « l'administration de cet établissement ayant cru que cette corporation s'occupait uniquement de ses intérêts professionnels[23] ». Mais dans un certain nombre de cas, les compagnons louent leur local, ce qui témoigne alors d'une certaine stabilisation du groupe (la location nécessitant en général l'instauration au sein du groupe d'une cotisation régulière pour chaque adhérent, cotisation qui alimente une caisse de groupe gérée par un trésorier) : c'est par exemple le cas pour le groupe anarchiste stéphanois « La Bombe[24] ».

Par ailleurs, la vie de ces groupements est plus ou moins bien réglée, et assez souvent la salle du groupe n'est pas le « lieu de passage » décrit par Sanlaville[25]. D'abord parce que, pour des raisons pratiques, les réunions du groupe obéissent presque toutes à un rythme fixé par les adhérents, rythme généralement hebdomadaire : ainsi à Paris, la « Sentinelle », dont le siège se trouve 19, rue de Clignancourt, est fréquentée par une vingtaine d'anarchistes tous les mercredis, à partir de 9 h en théorie, mais en réalité à partir de 10 h et jusqu'à 2 h du matin[26]. Ensuite, parce que parfois, les compagnons ont planifié les séances en instaurant des « programmes d'études » : c'est par exemple le cas du groupe « Ribeyre » de Lyon, qui souhaite que ses membres puissent participer à des cercles d'études, s'initier à l'art oratoire ou suivre des cours de littérature et d'histoire[27]. Enfin, parce que quelques groupements – ils sont rares – se sont dotés de vrais statuts ; c'est par exemple le cas de la « Chambre syndicale des hommes de peine » de Paris, dont « […] le but avoué […] est de s'occuper en dehors de toute politique des intérêts matériels de ses adhérents », mais dont le but principal, « que l'on s'est efforcé de déguiser », « […] est de faire de la propagande révolutionnaire[28] ». Ses statuts ont été rédigés par Jean-Baptiste Louiche, qui les a soumis le 19 novembre 1887 à l'approbation des membres de la chambre syndicale réunis en assemblée générale, avant qu'ils ne soient distribués à ces mêmes membres en décembre 1887[29].

Il ne faut pas non plus oublier que, dans nombre de cas, le fonctionnement du groupe est loin d'être aussi « anarchique » que l'entend Sanlaville, les membres du groupement étant la plupart du temps placés sous l'autorité plus ou moins reconnue d'un « animateur » ou d'un « fondateur » sans les initiatives duquel il disparaîtrait la plupart du temps ; et partout en France ces « chefs » ou ces « animateurs » sont bien identifiés dans les rapports de police : c'est par exemple le cas de Pierre Martin à la tête des « Indignés » de Vienne[30], dont l'autorité est relayée par Zuida, que les indicateurs appellent son « lieutenant[31] ». Parfois même, cette autorité semble institutionnalisée – mais il faut évidemment se méfier du vocabulaire utilisé par la police et les indicateurs – comme à Toulouse, où un rapport de juillet 1886 signale le compagnon Madières, qui « préside

22. P. Po. B.A./74, rapport du 15 avril 1885.
23. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 16 décembre 1893.
24. Voir supra.
25. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 122.
26. P. Po. B.A./76.
27. Marcel MASSARD, op. cit., p. 97.
28. P. Po. B.A./75, rapport sur « l'Organisation des forces socialistes révolutionnaires à Paris » daté de la fin du mois de décembre 1887.
29. Ibid.
30. A. D. de l'Isère, 75 M 1.
31. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 octobre 1883.

le groupe et le représente auprès des anarchistes de Paris[32] ». Et il arrive même que cette autorité, lorsqu'elle s'exerce sans partage sur le groupe, soit source de scissions : à Saint-Étienne par exemple la rivalité entre Masson et Ricard pour la direction du Comité anarchistes qui se réunit toutes les semaines dans la salle numéro 10 de la bourse du travail et qui compte une dizaine puis une vingtaine de compagnons en général[33] est telle, qu'en novembre 1889, Masson crée un groupe anarchiste dissident à la bourse du travail, groupe qui se réunit tous les jeudis[34].

Le groupe n'est pas toujours non plus un organisme aussi amorphique qu'il y paraît, « simple rendez-vous où des amis se réunissent chaque semaine pour parler entre eux des choses qui les intéressent[35] ». Certes, il l'a été dans bien des cas : il en va ainsi du groupe animé par Paul Bury et Ingelaert à Roubaix en mars 1883, si peu structuré que les indicateurs ont du mal à savoir s'il s'agit d'un « groupe constitué[36] ». Mais généraliser serait une erreur. Ainsi, certains de ces groupes qui entretiennent des relations nourries avec l'extérieur, disposent de « secrétaires de groupe », dont quelques-uns nous sont connus, comme Clément Comtat par exemple, « chargé de la correspondance » des « Forçats » de Lille en 1882[37]. D'autres groupes – combien sont-ils ? – qui ont des objectifs assez ambitieux dans le domaine éducatif ou dans le domaine de la propagande sous toutes ses formes, ont mis en place des caisses de groupe alimentées par des cotisations plus ou moins régulières et gérées par des trésoriers, comme par exemple la « Lutte » lyonnaise, chargée de la publication de l'hebdomadaire du même nom, qui, pendant longtemps, sera le seul hebdomadaire anarchiste publié en France : les membres de ce groupe sont les membres de la rédaction du journal et l'argent collecté par le groupe a permis le lancement de ce dernier et l'acquisition d'un local qui en est le siège.

Enfin, si les groupes anarchistes français nés au début des années 1880 sont en règle générale des groupes « ouverts », c'est-à-dire que, pour la plupart d'entre eux, comme le dit Sanlaville, ils sont librement accessibles à tous (ce qui est effectivement le cas le plus fréquent si on se réfère aux rapports de police conservés à Paris, Lille, Lyon, Marseille ou ailleurs), cette règle n'a pas été sans souffrir de notables exceptions puisque nous connaissons l'existence d'un certain nombre de groupements plus « fermés ». C'est d'abord le cas de quelques groupes dont le recrutement se fonde sur des critères de sélection divers, comme cette tentative sans suite initiée par les Lyonnais Émile Hugonnard, Souriceau et Sanlaville, pour former un groupe spécial où n'entreraient que les anciens détenus, groupe qui prendrait le nom des « Justiciers lyonnais[38] ». C'est ensuite le cas des groupes parisiens, qui, dans les années 1880, se constituent sur une base exclusivement corporative : en février 1884 par exemple, un rapport sur l'organisation des groupes corporatifs anarchistes à Paris[39] indique que cette idée d'une organisation des groupes sur une base corporative émane d'Albert Sureau et Duprat, et que certains ont déjà été créés comme le Groupe des tailleurs de pierres. Enfin, il ne faut pas oublier l'existence – plus rare il est vrai – de groupes « fermés » ou « semi-fermés » difficilement accessibles à tout un chacun : par exemple, le « Groupe des 5e et 13e arrondissements » en novembre 1881, dont les adhérents, à la suite d'une indiscrétion (quelqu'un a réussi à enlever les procès-verbaux des séances avec les noms et adresses des adhérents), refusent « formellement

32. A. M. MAGNOU, Le mouvement anarchiste à Toulouse à la fin du XIXe siècle, Paris, Pedone, 1971, p. 68.
33. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapports des 2 et 23 avril 1889.
34. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 11 novembre 1889.
35. Déclaration faite par le compagnon Émile Gauthier lors du procès des anarchistes de Lyon, à l'audience du 8 janvier 1883, citée par Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 122.
36. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 59.
37. Ibid.
38. Marcel MASSARD, op. cit., p. 99.
39. P. Po. B.A./73, rapport du 28 février 1884.

» l'accès de leur salle à quiconque n'est pas « membre actif du groupe », avant de décider d'éliminer ceux en qui ils n'auront pas une confiance absolue[40]. Participent encore de ces groupes « fermés » ou « semi-fermés » un certain nombre de groupes étrangers comme les groupes italiens de Marseille et de Paris, qui apparaissent respectivement dans les sources à partir de 1885 et 1886 et sur lesquels on sait peu de choses[41], ainsi que les groupes anarchistes autrichiens, allemands et russes de la capitale, sur lesquels on n'a pas plus de renseignements[42] : ils sont difficiles à pénétrer pour les compagnons français, d'abord à cause de la barrière linguistique ; ensuite à cause d'une certaine défiance des compagnons étrangers qui craignent des tentatives d'infiltration de la part de la police française ; enfin pour des raisons qui tiennent à la culture révolutionnaire des Italiens et des Russes surtout, une culture du secret, étrangère à la majorité des groupes français. Et pour se protéger de toute intrusion extérieure, ces groupes recourent à plusieurs dispositifs : l'organisation des réunions dans un local privé[43] ; le parrainage : ainsi, pour accéder au « Groupe de propagande anarchiste » fondé en 1882 à Paris, il faut être parrainé par deux adhérents[44] ; les invitations : pour assister à la réunion politique qui a lieu en février 1885 à Paris, au café des Bosquets, 7, rue de Maistre en février 1885, il faut être « porteur d'une lettre de convocation spéciale[45] ». Par ailleurs, les compagnons n'hésitent pas à surveiller les nouveaux arrivants, comme en témoigne un rapport de juin 1883[46] :

> « Les groupes anarchistes sont en apparence ouverts à tous, mais chaque membre, une fois qu'il est admis, est soigneusement épluché. On le tient en suspicion jusqu'à ce que l'on connaisse sa position exacte, la maison où il travaille, ses ressources et ses dépenses. Si sa vie est régulière, très bien. S'il dépense beaucoup, on l'observe pour savoir si ses dépenses ne dépassent pas ses gains. Dans ce cas il faut qu'il justifie de ses ressources. S'il ne peut pas, il est expulsé sans bruit. Plusieurs membres ont déjà été expulsés de cette façon. »

Ils n'hésitent pas non plus à expulser les têtes nouvelles ou indésirables : le 24 octobre 1885 par exemple, lors d'une réunion boulevard Ménilmontant des groupes anarchistes des 9e et 20e arrondissements de Paris, un individu « qu'on ne connaissait pas dans les groupes est expulsé manu militari[47] ». Et parfois même, de véritables « procès révolutionnaires » mettent certains anarchistes sur la sellette à l'initiative des compagnons eux-mêmes. À Paris, il en va ainsi lors de l'affaire Druelle en décembre 1884, au cours de laquelle l'anarchiste Druelle, accusé par le Cri du peuple d'être l'indicateur opérant pour la préfecture sous le nom de « Sabin[48] », doit s'expliquer devant les compagnons : au cours d'un « premier procès » le 27 novembre, « l'accusation avait été sommée de fournir des preuves et le procès avait été renvoyé » ; il reprend au début du mois de décembre, salle du Commerce, rue du Faubourg-du-Temple, où, devant 450 compagnons, « on » procède à l'analyse graphologique des rapports de « Sabin » pour savoir s'ils sont de la main de Druelle, tandis que deux « ex-indicateurs » sont appelés à la barre pour témoigner et

40. P. Po. B.A./1505, rapport du 9 novembre 1881.
41. Voir P. Po. B.A./74, 75, 76.
42. P. Po. B.A./75, rapport du 18 mars 1887 et P. Po. B.A./76, rapport du 30 novembre 1889.
43. Voir supra.
44. P. Po. B.A./1502, rapport du 18 février 1882.
45. P. Po. B.A./74, rapport du 2 février 1885.
46. P. Po. B.A./73, rapport du 23 juin 1883.
47. P. Po. B.A./74, rapport du 25 octobre 1885.
48. P. Po. B.A./73, rapport du 13 décembre 1884.

que Gustave Leboucher assure le « service d'ordre[49] ». Ces tribunaux révolutionnaires peuvent être mis sur pied par un groupe, comme lorsque l'anarchiste Roussel est jugé en janvier 1885 par le « Groupe italien » parce que l'on aurait « trouvé sur lui les noms et adresses des principaux membres du groupe[50] », ou ils peuvent être organisés par l'ensemble des groupes d'un endroit donné, comme c'est le cas lors de l'affaire Druelle. Et les sanctions décidées à l'encontre des accusés sont plus ou moins graves : si certains compagnons comme Druelle reçoivent après délibération l'autorisation de fréquenter les groupes anarchistes et de « réfuter leurs calomniateurs[51] », d'autres, comme le compagnon Bourdin en mai 1884, sont purement et simplement expulsés des groupes – « ce qu'on appelle une exécution dans le milieu[52] » – tandis que d'autres encore sont interdits de parole anarchiste comme Martinet en janvier 1885[53] :

> « Pendant deux heures, il [Martinet] s'est vivement défendu, répondant à toutes les questions qui lui étaient posées. Après les explications fournies par Martinet, les assistants ont décidé que cet individu pouvait assister aux réunions, mais que la parole au nom des anarchistes lui serait interdite. »

Ces dénonciations, qui sont souvent autant de règlements de compte personnels, témoignent par ailleurs de l'atmosphère empoisonnée des groupes anarchistes, où des inimitiés tenaces existent, où l'on se dispute fréquemment et où l'on se bat souvent à propos de tout et de rien.

Cette description des groupements anarchistes appelle deux remarques. Première remarque : nous avons affaire à un monde révolutionnaire original, dont une partie des structures est nettement identifiable (certains groupes portent des noms, sont relativement « organisés » et disposent de ce que la police de l'époque appelle des sièges sociaux, connus des enquêteurs), mais dont l'autre partie – ce que nous pourrions appeler les « coulisses » de l'anarchie – est bien difficile à appréhender. À Paris par exemple, il s'agit d'un monde presque impossible à cerner dans les archives, résultat de rencontres fugitives dans les cafés. À Lyon, ce sont ces groupements malaisés à appréhender, « fondamentalement instables[54] », se dissolvant « très rapidement » et « s'agglomérant parfois les uns aux autres ou se dissociant pour renaître », qui constituent ce que Marcel Massard appelle le « monde obscur » de l'anarchie[55] ; à Marseille encore, ce sont ces groupes éphémères, aux effectifs variables, qui apparaissent dans les sources de façon toujours très ponctuelle (les « Affamés » en 1884[56] ou les « Paysans révoltés de Saint-Pierre-les-Martigues » en 1885[57] par exemple).

Deuxième remarque : enfants du socialisme dans de nombreuses régions, les anarchistes ont parfois conservé au tout début des années 1880 des réflexes « autoritaires » dans le domaine de l'organisation, ce qui n'a pas été sans conséquences sur le fonctionnement de leurs premiers groupes. Et c'est seulement au fil des années 1880 qu'ils se débarrasseront de ces réflexes. Leur vocabulaire nous le montre, qui compte au début des années 1880 surtout tout un lexique « autoritaire » comme « sections », « commissions », « tribunal révolutionnaire ». Ainsi dans le département du Rhône, Marcel Massard montre bien l'assouplissement progressif des structures mises en place par les révolutionnaires

49. P. Po. B.A./73, rapport du 13 décembre 1884.
50. P. Po. B.A./74, rapport du 6 janvier 1885.
51. Ibid.
52. P. Po. B.A./73, rapport du 24 mai 1884.
53. P. Po. B.A./74, rapport du 29 janvier 1885.
54. Marcel MASSARD, op. cit., p. 39.
55. Ibid., p. 145.
56. René BIANCO, op. cit., p. 86.
57. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 25 juillet 1885.

entre 1880 et 1883 : au tout début des années 1880, les compagnons lyonnais militent à l'intérieur d'une véritable organisation dite « Parti socialiste révolutionnaire » et parfois dénommée aussi « Fédération révolutionnaire », née d'une rupture avec la « Fédération de l'est » à la suite de dissensions concernant les élections. Les compagnons s'y groupent localement dans des « sections de quartiers » au nombre de huit, et la vie démocratique de la fédération est anémiée. Mais le fonctionnement de l'organisation évolue par la suite vers plus de souplesse, et finalement, avec le procès de Lyon et la condamnation ou la fuite de 52 compagnons ainsi que la disparition des principaux meneurs, la « Fédération » est définitivement désorganisée et les compagnons lyonnais adoptent définitivement, eux aussi, le principe de non-organisation : les anarchistes s'éparpillent et s'organisent en groupes de quartier dont les rapports sont alors très lâches [58].

Le nombre et la localisation

Le nombre des adhérents est très variable d'un groupe à l'autre. Dans les grandes villes, où les anarchistes sont nombreux, les petits groupes locaux rassemblent en moyenne une dizaine de membres, souvent moins, parfois plus : ainsi au début des années 1880, l'« Étendard révolutionnaire » de Lyon compte huit adhérents, dont deux ou trois « la plupart du temps […] manquent à l'appel [59] ». Toujours dans ces villes, pour les grands groupes cette fois-ci, la fréquentation moyenne oscille en général autour d'une vingtaine de compagnons : ainsi le plus important des groupes lyonnais au début des années 1880, celui qui se charge longtemps de la publication de la Lutte, seul hebdomadaire anarchiste en France à l'époque, rassemble 19 adhérents lors de sa fondation, et ses effectifs augmenteront sensiblement par la suite [60].

Dans les petites localités en revanche, les groupes sont a priori plus restreints : par exemple à Lezennes (département du Nord) en 1886, le groupuscule local compte cinq ou six compagnons [61]. Mais il faut se garder de toute généralisation. En effet, dans les petites ou moyennes villes de province, il arrive souvent que la fréquentation moyenne du seul groupe de la ville, parce qu'il est unique, soit équivalente à celle d'un groupe important de Paris ou de Lyon : ainsi à Saint-Étienne, les membres de la « Bombe » réunis autour de Berteille, de Pérelle et de Régis Faure [62], sont une vingtaine en janvier 1884 [63], une quinzaine en mars 1884 [64], une trentaine en mai 1884 [65].

Mais partout, il faut garder présent à l'esprit qu'en général, les effectifs des groupes sont loin d'être stables, ce pour toutes sortes de raisons. Certains d'entre eux bénéficient d'un effet d'annonce dans le milieu lors de leur création, puis voient leurs membres, lassés d'une propagande improductive, les délaisser : ainsi le groupe parisien « la Marotte », créé le 25 avril 1889, compte une vingtaine d'individus lors de ses premières réunions alors qu'il n'y en a plus que sept à la réunion du 21 octobre 1889 [66]. D'autres se gonflent passagèrement en fonction du climat social ou de la conjoncture politique : dans le département de la Loire par exemple, en 1884, le mécontentement des mineurs du Chambon à l'encontre d'un de leurs délégués syndicaux les incite à quitter le syndicat, à rallier le mouvement anarchiste en signe de protestation, et à créer au Chambon le groupe de la

58. Marcel MASSARD, op. cit., p. 95.
59. Ibid., p. 96.
60. Ibid., p. 98.
61. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 61.
62. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 21 janvier 1884.
63. Ibid.
64. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 3 mars 1884.
65. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 21 mai 1884.
66. Voir P. Po. B.A./76.

« Hache vengeresse », composé bientôt d'une « quarantaine de membres[67] », qui disparaît au mois de juin lorsque les dissensions à l'intérieur du syndicat sont apaisées[68]. D'autres encore profitent de la venue d'un prosélyte ou bénéficient de la propagande impulsée par quelques meneurs : il en va ainsi à Marseille à partir de 1883-1884, grâce aux efforts conjugués de Gaston Mazade, ouvrier bijoutier, Joseph Torrens, sujet espagnol[69] et grâce surtout à l'action entreprise par un petit groupe de compagnons italiens parmi lesquels Raphaël Moncada[70]. D'autres, au contraire, sont les victimes de tensions entre les différents compagnons qui les composent, comme le groupe de Calais, qui compte à l'origine une vingtaine d'individus, mais qui, à la suite d'une scission vers la fin de l'année 1887, perd plus de la moitié de ses adhérents[71]. Enfin, de façon très ponctuelle, des anarchistes de passage peuvent encore faire varier le nombre des présents lors des réunions de groupe.

Ces adhérents animent des groupes qui foisonnent dans les grands centres anarchistes, même s'il est très difficile, voire impossible, de se prononcer sur leur nombre. Au cours de la décennie 1880, pour le nombre des groupes, Paris et sa banlieue viennent, semble-t-il, en tête des grands foyers anarchistes[72]. À cette époque, il est en effet possible de faire le point sur le nombre de groupes anarchistes dans la capitale et sa banlieue, où on en compterait une trentaine dans les années 1880, voire plus, tandis que le département du Rhône et celui du Nord viendraient ensuite, puis, le département de la Loire et celui des Bouches-du-Rhône. En dehors de ces grands centres anarchistes, où, à une même époque, on peut rencontrer jusqu'à une trentaine de groupes, la plupart des villes de province ne comptent souvent qu'un groupe – fragile d'ailleurs – apparu tardivement en général. C'est par exemple le cas à Reims, Amiens, Bordeaux, Calais, Le Havre, Dijon, Nancy, Vienne (Isère), Toulon, Toulouse[73]…

La réalité du mouvement hors des groupes

Enfin il ne faudrait pas oublier la réalité du mouvement hors des groupes : ainsi par exemple, à Roubaix, Jean Polet rapporte que, de 1884 à 1886, de nombreux compagnons se réunissent épisodiquement sans se constituer en groupe[74].

Les autres formes de la concertation et de la coopération dans les grands centres anarchistes

Les relations informelles

À l'intérieur des grands centres anarchistes, ces groupes ne vivent pas isolés les uns des autres comme on a pu l'écrire jusqu'à aujourd'hui, mais ils sont liés par toute une série de relations de type informel.

Un certain nombre de contacts entre groupes sont en effet d'abord consécutifs aux multiples recompositions des groupes : à Paris en 1883 par exemple, alors que « divers

67. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 3 mars 1884.
68. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 21 mai 1884.
69. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 14 juin 1884.
70. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893.
71. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du sous-préfet de Boulogne au préfet, daté du 23 décembre 1893.
72. P. Po. B.A./73-75.
73. Voir les archives départementales.
74. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 61.

groupes de la capitale ne tiennent plus assidûment leurs réunions », « le groupe du 11e arrondissement réunit encore quelques représentants de tous ces groupes disparus[75] ». Par ailleurs, des anarchistes jouent le rôle d'agent de liaison entre les différents groupes : dans la Loire par exemple, l'anarchiste de Lyon Bordat, originaire de la région, s'entretient longuement avec les Roannais quand il rend visite à sa mère, une habitante de Roanne[76], correspond au début des années 1880 avec Régis Faure, alors « chef » des anarchistes de Saint-Étienne[77], et se rend ponctuellement à Saint-Étienne, où il subit d'ailleurs une condamnation à un mois de prison pour violation de sépulture, bris de clôture, outrage à fonctionnaire municipal et port d'armes prohibées[78]. De plus, dans les grands centres anarchistes, les groupes n'hésitent pas, ponctuellement, à s'unir les uns aux autres le temps de débattre d'une question ou de réfléchir à une action à entreprendre : ainsi, à l'intérieur de la métropole lilloise, la concertation est de mise entre les compagnons du groupe des « Forçats » de Lille, qui refusent l'isolement, et les autres groupes anarchistes lillois invités « régulièrement » à ces réunions[79].

Mais les groupes ne vivent pas non plus isolés les uns des autres, parce que de nombreux compagnons, souvent des meneurs, s'inscrivent et militent dans plusieurs groupes à la fois. Leur présence au sein de ces divers groupements induit donc entre eux des liaisons régulières et une concertation non plus ponctuelle mais suivie : ainsi à Paris, un rapport du 13 juin 1884 signale à l'attention du « cabinet » « […] les individus qui, s'étant fait inscrire dans plusieurs groupes, peuvent être considérés comme les meneurs et comme devant être frappés les premiers dans le cas où des poursuites viendraient à être dirigées contre tous ces perturbateurs de l'ordre public[80] ». Ce rapport répertorie 24 anarchistes appartenant en même temps à trois voire quatre groupes parisiens en moyenne[81]. Trois ans plus tard, en février 1887, dans un long rapport dactylographié sur « Les révolutionnaires à Paris », la police fait le même constat. Sur environ 80 compagnons, ce sont ici près d'une quinzaine de militants qui appartiennent au moins à deux groupes en même temps[82].

Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier qu'au cours de ces années, certains groupes, de façon informelle, dans tous ces centres anarchistes, jouent le rôle de forum de discussion pour les membres des autres groupes. Ainsi dans la Loire, les compagnons du département gravitent autour du pôle stéphanois, comme le montrent un certain nombre de rapports : ce sont les compagnons de Saint-Étienne qui prennent l'initiative en mars 1884 de fonder au Chambon le groupe de la « Hache Vengeresse[83] » ; c'est autour des compagnons stéphanois que se réunissent les anarchistes de La Ricamarie, du Chambon et de Firminy pour débattre des affaires du mouvement à la même époque[84] ; parfois, c'est un délégué du groupe stéphanois qui leur rend visite pour les consulter ou obtenir une aide financière (en juillet 1884 par exemple, Rullière parcourt à cet effet La Ricamarie, le Chambon et Firminy, tandis que le compagnon Ferdinand est envoyé à Rive-de-Gier[85]). Et malgré la recomposition incessante de ce monde anarchiste dans le département (dis-

75. P. Po. B.A./73, rapport du 20 octobre 1883.
76. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 18 septembre 1882.
77. A. D. de la Loire, 1 M 527, note de police non datée, probablement de 1882.
78. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 17 juin 1882.
79. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 59.
80. P. Po. B.A./73.
81. Ibid.
82. P. Po. B.A./75, rapport sur « l'Organisation des forces socialistes révolutionnaires à Paris » daté de la fin du mois de décembre 1887.
83. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 3 mars 1884.
84. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 10 mars 1884.
85. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 26 août 1884.

parition de groupuscules, adhésion de nouveaux militants), ces contacts perdurent : en janvier 1888, les compagnons de Firminy assistent à une réunion politique au Café de l'Europe à Saint-Étienne[86], et fin avril 1890, deux rapports d'indicateurs signalent des conciliabules à Saint-Étienne entre anarchistes de Saint-Chamond, de Saint-Étienne, du Chambon et de Firminy, cela à l'initiative des militants stéphanois[87].

Et il ne faudrait pas négliger dans cette analyse les « coulisses » de l'anarchie, ce monde des rencontres fugitives et discrètes qui voit les militants de différents groupes se réunir en marge de tout groupement : à Marseille par exemple, ce genre de rencontres a lieu soit dans des cafés ou des brasseries (comme la brasserie Roze, 5, rue du Chevalier Roze[88]), soit au domicile de quelques compagnons comme Torrens (chez lequel a lieu le 27 juin 1884 une « réunion préparatoire de quelques chefs anarchistes[89] »).

Enfin, bien qu'anarchiste, le mouvement n'est pas sans « chefs », ce qui contribue à l'unité : pour Paris dans les années 1880, nous avons déjà mentionné le nom des principaux meneurs, d'abord signalés dans un rapport du 13 juin 1884 à l'attention du cabinet du ministère de l'Intérieur[90], puis, en février 1887, dans un long rapport dactylographié sur « Les révolutionnaires à Paris[91] ».

Les formes plus institutionnalisées de la coopération

À l'intérieur de ces grands centres anarchistes, les compagnons ont par ailleurs su donner un cadre plus concret à la concertation.

Cette concertation s'est d'abord opérée à travers la création de groupes ou de comités plus ou moins stables ayant vocation à rassembler des délégués de différents groupes pour les faire coopérer dans le cadre d'une action s'inscrivant dans le court ou le long terme. C'est par exemple le cas de certains groupes de propagande comme le « Groupe de propagande anarchiste » né à Paris en février 1882[92], dont les membres les plus assidus sont entre autres en octobre 1883 Émile Gauthier, Jean Grave, Gustave Falliès, Thomachot, Mège, Baillet, Molin et Adolphe Bérard : « Ce sont 25 ou 30 individus appartenant à divers arrondissements qui se sont concertés sur les moyens de faire de la propagande et de s'entendre sur les moyens d'exercer une action commune[93] […] », et une circulaire adressée aux groupes français en janvier 1882 témoigne de leur projet[94] :

> « Persuadés qu'il est non seulement utile mais indispensable de donner à la vulgarisation des idées révolutionnaires la plus grande extension ; convaincus d'autre part par l'expérience de tous les jours que les groupes d'études sociales, tout en rendant de réels services, ne peuvent avoir sur la grande foule une action suffisante, nous nous sommes réunis un certain nombre d'amis, sur notre propre initiative et sous notre propre responsabilité, en vue de faire de la propagande anarchiste par tous les moyens possibles […]. »

Cette coopération entre compagnons est encore favorisée par la création d'organismes comme les « chambres syndicales des hommes de peine », rassemblant en leur sein un certain nombre de membres des groupes. Il en existe par exemple une à Paris, fondée au

86. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 22 janvier 1888.
87. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapports des 18 et 19 avril 1890.
88. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 10 août 1886.
89. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 28 juin 1884.
90. P. Po. B.A./73.
91. P. Po. B.A./75.
92. P. Po. B.A./1502, rapport du 13 février 1882.
93. P. Po. B.A./1502, rapport du 18 février 1882.
94. P. Po. B.A./1502, rapport du 31 janvier 1882.

commencement de l'année 1887, qui, même si elle fonctionne mal et si elle disparaît en 1889[95], permet aux anarchistes de se rencontrer : dans l'article trois des statuts de cette chambre, on lit que « l'association est divisée en sections autonomes […] qui prennent à Paris le numéro de l'arrondissement où elles siègent, et dans la banlieue, le nom de l'organisation où elles se trouvent, toutes les sections fédéralisées formant les chambres syndicales[96] ». Et fin 1887, il existe effectivement une section par arrondissement de Paris, une autre à Vincennes et une autre à Montreuil[97].

Par ailleurs, dans le but d'une action concertée à plus ou moins long terme, des ligues ont su fédérer au plan local, régional, voire national, un certain nombre de groupes anarchistes. Il en est ainsi à Paris de la « Ligue des Antipropriétaires » ou de la « Ligue des Antipatriotes », qui, pratiquement, fédère une partie des groupes de l'agglomération et de la banlieue et leur offre l'occasion de se concerter et d'agir en commun[98] :

> « Au commencement du mois d'août, le groupe connu sous le nom de "Jeunesse anarchiste de Belleville" changea son titre pour celui de "Ligue des Antipatriotes" […]. Dans l'esprit de ses fondateurs, la ligue devait se diviser en 20 sections (une par arrondissement), qui toutes se réuniraient mensuellement dans une réunion générale. Cette organisation n'est pas encore réalisée aujourd'hui. Loin de former des comités spéciaux, ces sections ne se composent, en réalité, que de groupes anarchistes plus ou moins anciens ayant adhéré purement et simplement à la Ligue dont la "Jeunesse anarchiste de Belleville" n'a été en quelque sorte que la section mère. »

Signalons également que dans les grandes villes, des tentatives pour mettre en place des structures plus ou moins pérennes ou des procédures facilitant la concertation à l'échelle de ces centres ont également existé, et que certaines ont abouti. Ainsi à Paris, malgré différentes tentatives infructueuses au cours de la décennie 1880[99], les compagnons surent bâtir ce cadre propice à la concertation en instaurant des règles permettant à la communauté anarchiste de se réunir si nécessaire. Pour Paris et sa banlieue, il existe épisodiquement au cours des années 1880 des réunions « extraordinaires » de compagnons rassemblant une grande partie, voire la totalité des anarchistes de Paris et de la banlieue. Elles ont lieu lorsqu'un compagnon ou un groupe décide de convoquer (généralement par voie de presse) les autres anarchistes pour discuter d'une question qu'il juge importante, et leur périodicité varie donc en fonction des besoins du moment[100]. Par ailleurs, comme le signale L'Univers du 16 mars 1883, les compagnons ont su instituer dans la capitale des réunions « ordinaires » (régulières cette fois-ci) de l'ensemble des anarchistes de Paris et de la Banlieue :

> « […] si un groupe est toujours libre d'agir isolément, les principes n'exigent pas qu'on ne s'entende jamais. Les groupes ont donc fondé la réunion des groupes anarchistes. C'est cette réunion qui arrête les mesures d'ensemble conformes à la tactique du parti. Un vote de réunion n'engage pas plus les groupes que le vote d'un groupe n'engage ses adhérents […]. »

Elles ont lieu au « Cercle anarchiste international », salle Horel, rue Aumaire, qui existe depuis 1880[101].

95. P. Po. B.A./1506, rapport du 21 octobre 1889.
96. P. Po. B.A./75, rapport de décembre 1887.
97. P. Po. B.A./75, rapport sur « l'Organisation des forces socialistes révolutionnaires à Paris ».
98. P. Po. B.A./75.
99. P. Po. B.A./74.
100. P. Po. B.A./73.
101. P. Po. B.A./77, rapport d'avril 1892.

Enfin, lorsque l'on parle d'organisation, il paraît intéressant de se demander si les groupes donnant sa cohérence au mouvement étaient spécialisés dans telle ou telle forme de propagande, de façon très complémentaire et à dessein, comme paraît le suggérer un rapport du 13 juin 1884 [102] :

> « Le parti anarchiste compte à Paris 200 membres répartis en 13 groupes ayant chacun des attributions bien déterminées. Les uns comme la "Liberté", les "Misérables", les "Amandiers", "l'Aiguille" et le "Drapeau noir" sont chargés de l'impression des placards ou brochures révolutionnaires et de tout ce qui concerne la propagande révolutionnaire. Les autres tels le "faubourg Saint-Marceau", les 11e et 20e arrondissements et la "Sentinelle révolutionnaire" ont en vue l'étude de la chimie relativement à la fabrication des matériaux explosibles dont les orateurs du parti anarchiste préconisent chaque jour l'emploi […]. En dehors des groupes sus désignés, il en existe un autre connu sous le nom de "l'Alarme" et uniquement institué pour faire de la contre police […]. »

Il semble bien que certains groupes aient été spécialisés, comme en témoigne une série de rapports d'indicateurs rédigés du 25 avril au 21 octobre 1889, qui montrent la création à Paris de la « Marotte » (le groupe se réunit rue des Couronnes), « groupe littéraire et anarchiste », qui « a pour but de faire imprimer et de propager les brochures révolutionnaires [103] ». Mais cette volonté de spécialisation dans un domaine de propagande ne paraît toutefois pas participer d'objectifs révolutionnaires pensés et conçus à l'échelle de Paris et de la banlieue ; elle est plutôt le résultat des ambitions et inclinaisons des adhérents de chaque groupement.

Les autres formes de la concertation à une échelle régionale et nationale

Mais les grands centres anarchistes ne sont pas le seul théâtre des contacts entre compagnons : les individus et les groupes ont en effet tissé des liens à l'échelle du territoire national et au-delà.

Les « anarchistes gyrovagues »

Ces liens ont d'abord pu être noués, renoués ou confortés à l'occasion des déplacements fréquents de certains compagnons, déplacements dont on a parfois du mal à savoir s'ils sont la conséquence d'un militantisme à tout crin ou s'ils obéissent à des contraintes familiales ou à des choix professionnels : sans doute participent-ils pour certains d'entre eux d'un peu des deux, comme c'est le cas pour les colporteurs anarchistes, qui mêlent choix de vie et propagande. Ainsi, au hasard des sources, on rencontre par exemple un compagnon comme Toussaint Bordat, né à Chassenard (Allier) le 11 juillet 1854, leader du mouvement anarchiste lyonnais dès le début des années 1880, parti pour Vienne (Isère) en décembre 1886, puis habitant Narbonne en 1890 où il gagne sa vie comme marchand de journaux, qui, dans tous ces endroits, au gré de ses nombreux déplacements, a su se faire des amis fidèles au sein des groupuscules locaux et les conserver [104].

102. P. Po. B.A./73.
103. P. Po. B.A./76.
104. Jean MAITRON (dir.), Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français (D.B.M.O.F), CD-ROM réalisé sous la direction de Claude Pennetier, Éditions de l'Atelier - Éditions ouvrières, Paris, 1997. Notice de Toussaint Bordat.

Pour d'autres, ces liens ont été noués, renoués ou confortés dans le cadre exclusif de l'activité militante. Il en va ainsi du compagnon marseillais Mazade, parti pour Genève afin de trouver avec le milieu anarchiste genevois les moyens de propager le Révolté dans le sud-est de la France : entre le 14 octobre et le 12 novembre 1884, il traverse les villes de Lyon, Saint-Étienne, Roanne, et, partout où il passe, est présenté aux anarchistes locaux avec lesquels il est probable que des adresses auront été échangées [105].

Enfin, ces liens sont noués, renoués ou confortés lors de rencontres entre « responsables » régionaux du mouvement, comme lors de cette réunion anarchiste annoncée pour le 5 mars 1887 à Chasse (Isère) ou à Saint-Cyr, au cours de laquelle les membres les plus militants de Vienne, Saint-Étienne, Roanne, Lyon, Grenoble, Bourgoin, Romans, Valence, Dijon, Chalon-sur-Saône, mais aussi Béziers et Montpellier, doivent « discuter des moyens de propagande révolutionnaire pour la région [106] », ou encore à l'occasion des congrès régionaux, nationaux ou internationaux qui ont eu lieu avant et pendant les années 1880 [107].

Le rôle des congrès

Le mouvement a en effet organisé quelques congrès au cours de la décennie 1880, même si, au sein du milieu anarchiste, de plus en plus de voix s'élèvent contre de telles manifestations : ainsi des groupes comme celui de Saint-Étienne s'insurgent ouvertement contre l'organisation du congrès de Barcelone en 1884, d'abord parce que les anarchistes sont par définition ennemis du parlementarisme, et ensuite parce qu'un tel congrès ne servirait qu'à se faire connaître, donc à se compromettre [108]. De même, la presse anarchiste de l'époque – c'est pour l'essentiel le journal de Jean Grave qui traite de l'intérêt des congrès dans ses colonnes – se montre résolument hostile à de telles manifestations, ce surtout à partir de 1884, au moment de l'organisation du congrès de Barcelone, où le journal s'exprime sans ambiguïté sur la question. On lit ainsi dans le Révolté en septembre 1884 [109] :

> « […] Il [le congrès] est anti-anarchiste […] par le fait de la vérification des pouvoirs, des résolutions qu'il prend, du ou des systèmes qu'il préconise en vue de la société future. Quand il dicte une ligne de conduite quelconque […]. Les partisans des congrès nous donnent comme arguments qu'ils resserrent les liens qui doivent unir les anarchistes du monde entier par les délégués, en faisant la connaissance des uns et des autres […]. Nous croyons, nous, que tous ces résultats peuvent s'obtenir avec avantage par des correspondances suivies de groupe à groupe, que les liens qui doivent unir les anarchistes du monde entier ne doivent pas être le fait de quelques individualités, mais au contraire, d'une communion d'idées après discussion par des correspondances de groupe à groupe […] »

Mais sans que nous disposions d'explications, les congrès semblent retrouver les faveurs des anarchistes à la fin des années 1880. À cette époque en effet, on discute à nouveau de leur organisation dans les groupes parisiens, et il n'est pas jusqu'à Jean Grave qui ne se rallie à l'idée d'un congrès : Grave accepte en effet d'insérer dans La Révolte

105. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, série de rapports écrits entre le 14 octobre et le 12 novembre.
106. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, rapport du 3 mars 1887.
107. Voir infra.
108. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 15 septembre 1884.
109. Le Révolté du 14 au 27 septembre 1884 : « Le congrès anarchiste de Barcelone ».

une circulaire annonçant que « tous les révolutionnaires quelles que soient leurs nationalités » seraient [bientôt] invités à assister à Paris à un grand congrès international[110], et s'il invite les compagnons qui y seront présents à ne pas gaspiller l'argent des groupes, il affirme que le congrès sera « un nouveau point de départ pour l'idée de la Révolution sociale[111] », puis, se félicite de la façon dont il s'est déroulé, parce que non seulement « l'idée n'a pas été perdue de vue un instant » et « qu'elle est sortie grandie de l'exposé qu'en ont fait les divers orateurs[112] », mais aussi parce que le congrès lui-même a été une leçon de choses de l'anarchie puisqu'il n'y a pas eu d'ordre des questions, qu'aucun bureau n'a été désigné et qu'on ne s'est pas occupé des mandats des délégués[113].

Et trois congrès ont été organisés au cours des années 1880, permettant ainsi aux anarchistes de faire « la connaissance les uns des autres[114] » ou à « d'anciens amis de la première heure de se retrouver[115] ». C'est par exemple le cas du congrès de Londres du 14 juillet 1881, auquel assistent quelques-uns de ceux qui resteront les meneurs du mouvement au cours des années 1880[116] : pour Paris, Gauthier, Grave, Arsène Crié ; pour Lyon, Bernard ; pour Marseille, Tressaud ; pour Vienne, Pierre Martin ; pour Narbonne, Faliès ; pour Montchanin-les-Mines, Dumas ; pour Amiens, Courapied ; pour Levallois-Perret, Morel.

Il en va de même au congrès de Genève des 13 et 14 août 1882. Selon une lettre de Herzig, directeur du Révolté, à Kropotkine, y étaient présents 12 délégués de Lyon, trois de Saint-Étienne, trois de Vienne, un de Villefranche, un de Bordeaux, deux de Paris[117], tandis qu'un rapport de Droz envoyé de la Chaux-de-Fonds donne la représentation suivante : 100 délégués dont 41 mandatés par des groupes (quatre pour Lyon, deux pour Villefranche, un pour Montceau-les-Mines, trois pour Saint-Étienne, deux pour Paris, quatre pour Vienne, un pour Cette, deux pour Bordeaux, un pour l'Arsienne) et on connaît les noms de quelques-uns d'entre eux : Ricard, Chirat et Régis Faure pour Saint-Étienne[118] ; Gages et Sala pour Vienne (Isère[119]) ; François Dejoux et Bernard pour Lyon[120] ; Vaillat pour Paris, qui, en novembre 1882, réclame 55 francs aux groupes parisiens pour couvrir ses frais de délégation[121].

Enfin il ne faudrait pas oublier le congrès de Paris de 1889, auquel assistent, selon la Révolte (numéro 51 du 7 au 13 septembre 1889), quelques camarades de province (quelques Français du Loir-et-Cher, du Gard, de l'Hérault, etc.), mais surtout, tout ce qu'il y a d'anarchistes étrangers à Paris (un Espagnol, deux Allemands, deux Anglais, un ou deux Italiens, plusieurs Américains) et de nombreux camarades de Paris et de la banlieue, dont Duprat, Leboucher, Francesco Merlino, Tortelier, Sébastien Faure et la compagne Ivanek.

110. P. Po. B.A./1506, rapport du 15 avril 1889.
111. La Révolte n° 46, du 3 au 9 août 1889.
112. La Révolte n° 51 du 7 au 13 septembre 1889.
113. Ibid.
114. Le Révolté du 14 au 27 septembre 1884 : « Le congrès anarchiste de Barcelone ».
115. La Révolte n° 1, du 14 au 20 septembre 1889.
116. P. Po. B.A./438.
117. Lettre du 21 août 1882 (Jean Maitron, op. cit., tome 1, p. 129).
118. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 22 août 1882.
119. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 octobre 1882.
120. P. Po. B.A./438.
121. P. Po. B.A./1502, rapports du 4 septembre 1882 et du 8 novembre 1882.

Les conséquences de la répression

Ces liens ont par ailleurs pu être tissés ou ravivés dans le contexte de la répression qui touche les milieux anarchistes dans différents pays au cours des années 1880.

La répression brutale engagée contre les anarchistes a en effet contribué à accroître la mobilité de militants, qui ont utilisé « à plein » les réseaux existants ou en ont constitué d'autres au cours de leurs cavales pour échapper à la justice : ainsi l'anarchiste Deherme profite de ses contacts à Vienne (Isère) pour se faire héberger par des compagnons locaux alors qu'il a été condamné par le tribunal correctionnel de la Seine[122].

Elle a aussi induit des procès importants dans le cadre d'une justice-spectacle, procès qui, attirant des compagnons de toutes les régions pour des manifestations de soutien aux accusés, ont été autant d'occasions pour les anarchistes de faire de nouvelles rencontres. C'est par exemple le cas lors du procès des anarchistes de Vienne (Isère) en 1890, qui a lieu à Grenoble : à cette occasion, grâce à la publicité donnée au procès par la presse locale, un groupe grenoblois est fondé, composé de militants « neufs » et d'anciens compagnons viennois qui se déplacent pour assister aux débats[123] ; des liens serrés se tissent entre les militants des deux villes ; des réunions communes sont organisées[124] et une solidarité se crée que les années ne démentiront pas[125].

Par ailleurs, avec la répression, l'activité anarchiste a pu se déplacer d'une ville à l'autre, ce qui a parfois renforcé les contacts entre le foyer de départ et celui d'arrivée, comme ce fut par exemple le cas entre Lyon et Vienne (Isère) au milieu des années 1880 : si les compagnons des deux villes entretenaient des relations au début des années 1880, elles se renforcent en effet après le grand procès de Lyon – lorsqu'une partie des anarchistes expulsés de Lyon se réfugie à Vienne après 1883[126] – et après 1887, lorsque Bordat lui-même – un meneur lyonnais – s'installe à Vienne[127]. L'agitation révolutionnaire se déplace alors à Vienne, qui devient, à la place de Lyon, comme le montre clairement un article du Lyon républicain daté du 29 décembre 1886, le centre du parti : « […] ont lieu récemment des réunions dans lesquelles se rendent les meneurs de Saint-Étienne, de Terrenoire et de Lyon […][128] ». À cette occasion, les anarchistes de Vienne multiplient donc les contacts avec les compagnons des villes voisines, et surtout avec ceux de Lyon. Ainsi, certains anarchistes lyonnais font le déplacement à Vienne pour assister aux réunions privées des « Indignés[129] » ; de même, certains compagnons lyonnais se réfugient à Vienne, comme Bardin en 1887, l'ancien gérant de L'Alarme[130].

Les rigueurs de la répression ont encore contribué à la naissance de vraies bases arrières du terrorisme international à l'extérieur des États répressifs. C'est le cas à Genève dans les années 1880, idéalement située à proximité de la frontière française et du pôle lyonnais, Genève où est imprimé le Révolté jusqu'en 1885 et où les proscrits français trouvent refuge, se rencontrent, mais, pour certains d'entre eux, prennent aussi contact avec des socialistes allemands ou des nihilistes russes : parmi les nombreux compagnons qui y ont trouvé asile plus ou moins temporairement, on peut par exemple citer Cyvoct[131]. Genève est donc une ville-creuset du terrorisme international. C'est encore le cas de Mar-

122. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 5 août 1887.
123. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 25 juillet 1890.
124. A. D. de l'Isère, 75 M 2.
125. Ibid.
126. A. D. de l'Isère, 75 M 2, extrait du Lyon républicain du 29 décembre 1886.
127. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 1er février 1888.
128. A. D. de l'Isère, 75 M 2.
129. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 25 avril 1886.
130. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 10 octobre 1887.
131. Voir le chapitre consacré à la propagande par le fait.

seille, base arrière – entre autres – des révolutionnaires italiens : Marseille accueille alors en effet des compagnons italiens venus de Paris et de Nice en décembre 1884 (notamment Malatesta, connu en 1884 pour avoir participé à la tentative insurrectionnelle de Bénévent en avril 1877, et surtout, pour s'être dépensé sans compter en Italie en 1882-1883 afin de maintenir la cohésion des groupes anarchistes après le passage d'Andréa Costa au socialisme[132]), et nul doute que c'est en partie grâce à ces nouveaux venus que les relations entre Marseille, Nice et l'Italie d'une part, et d'autre part entre Marseille et Paris, attestées dans les sources, se sont trouvées renforcées. En 1886, c'est aussi grâce à la présence assidue d'un petit groupe de nihilistes russes et polonais aux réunions des anarchistes marseillais que ceux-ci sont informés régulièrement des activités des terroristes russes[133].

Les réseaux épistolaires

Ces contacts multiples ont sans nul doute permis aux compagnons de se constituer des carnets d'adresses fournis (parfois même, ils entreprennent un voyage assez long à seule fin de se procurer une adresse intéressante, comme les compagnons Chirat et Feuillade de Saint-Étienne, qui se rendent à Lyon au début du mois de décembre 1882 pour obtenir de Bordat l'adresse de Sanlaville, parce que ce dernier a acquis une certaine notoriété et qu'il faudrait le faire venir à Saint-Étienne[134]) enrichis de temps à autre par des informations délivrées par les « canards » anarchistes : sans parler de la Révolution sociale, le journal anarchiste qui naquit en septembre 1880 grâce aux libéralités du préfet de police Andrieux et qui publia, un temps, les noms et adresses des groupes et de leurs militants avec la plus grande désinvolture, presque tous les journaux anarchistes ont en effet constitué des rubriques mentionnant, avec leur accord, les adresses des groupes[135]. Et en effet, les quelques carnets d'adresses des compagnons ainsi que les réseaux de correspondance découverts témoignent de la richesse de ces contacts, comme par exemple une liste de correspondants donnée par Grave à « Jean Beaugiron », probablement datée de 1889, comprenant pas moins de 36 noms[136]. Encore les lettres sur lesquelles la police met la main ne forment-elles qu'une infime partie du courrier échangé puisque ces dernières étaient la plupart du temps brûlées par mesure de précaution, une pratique courante, signalée notamment par René Bianco dans le milieu italien de Marseille, une pratique dont on trouve également de nombreux échos dans les sources postérieures[137]. Par ailleurs, il faut signaler que certaines de ces lettres étaient vraisemblablement codées – mais il est difficile de savoir dans quelles proportions – comme cette lettre chiffrée provenant de Paris qu'aurait reçu le compagnon marseillais Torrens à la suite de la condamnation de Duval[138]. On connaît aussi une partie des nombreux pseudonymes utilisés par les anarchistes pour communiquer entre eux (« Poiriel » est par exemple le pseudonyme attesté de Monod), ce grâce à un rapport crédible du Commissariat spécial de Bellegarde du 27 janvier 1886 indiquant « la liste des pseudonymes dont se servent certains meneurs anarchistes pour correspondre avec les divers groupes[139] ».

132. René BIANCO, op. cit., p. 239.
133. Ibid., p. 363.
134. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 29 novembre 1882.
135. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260 : l'anarchiste Rascle, de Lyon, fait publier dans la Révolte et le Père Peinard la demande que « tous les groupes anarchistes existant tant en France qu'à l'étranger sont priés d'envoyer leur adresse pour qu'on puisse leur faire parvenir des communications lorsque nécessaire ».
136. A. N. F7 12504.
137. René BIANCO, op. cit., p. 363.
138. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 14 janvier 1887.
139. A. N. F7 12504.

Concernant ces réseaux épistolaires, il faut par ailleurs distinguer deux types de correspondance. Un premier type de lettres recouvre la correspondance privée échangée de compagnon à compagnon et éventuellement lue aux réunions hebdomadaires du groupe : c'est ainsi par exemple que le petit groupe des nihilistes russes et polonais, qui, en 1886, s'est réfugié à Marseille, informe régulièrement les compagnons du groupe de la place d'Aix des activités des terroristes russes[140]. Un second type de lettres recouvre quant à elles la correspondance officielle du mouvement, souvent rédigées par les secrétaires de groupes quand ils existent. Il s'agit d'abord de déclarations écrites au nom du groupe et envoyées à la rédaction de journaux, comme cette lettre adressée au journal Égalité pour féliciter l'auteur de l'article intitulé « Châtiment », « article exaltant les crimes commis par les nihilistes russes[141] » ; ensuite, de lettres comme celle émanant du Drapeau rouge de Paris, qui invite le groupe de Marseille à choisir deux délégués pour le congrès anarchiste de Barcelone qui doit avoir lieu les 26-29 juillet prochain[142] ; enfin, de lettres circulaires, semblables à celle que Grave, rédacteur du Révolté, envoie à tous les groupes de France pour discuter de l'utilité du congrès de Barcelone[143], ou à ces quatre circulaires émanant des groupes de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, invitant le groupe « Ni Dieu ni Maître » de Nice et très probablement les autres groupes français à manifester pour l'anniversaire de la Commune[144].

Les caisses anarchistes

Les caisses anarchistes, enfin, contribuent également à la structuration du mouvement, et la plupart de celles dont nous connaissons l'existence ont été constituées à Paris, ce qui atteste bien du rôle central de Paris au sein du mouvement anarchiste français, au moins après 1883.

L'une d'entre elle est créée en 1884. Elle apparaît à la suite d'une réunion organisée par « […] plusieurs anarchistes en février 1884 salle Rozé, à Puteaux », réunion au cours de laquelle il est procédé « à l'élection des membres de la Commission qui doit former le "Comité de secours pour les familles des détenus politiques"[145] » (ils sont une quinzaine[146]). Elle nomme un trésorier et un secrétaire, lequel est chargé d'envoyer aux journaux un « Appel aux travailleurs », et de rendre public les noms et les adresses des membres de la commission, qui sont communiqués à plusieurs journaux en vue de ne pas « obliger les travailleurs à apporter leurs fonds chez le trésorier si un membre de la Commission se trouve dans leur quartier[147] ». C'est salle Renaudin, que, tous les vendredis, à 9 h du soir, les membres de la « Commission » se réunissent « pour s'occuper de la répartition aux familles nécessiteuses des fonds encaissés[148] », et qu'ils s'efforcent de trouver des fonds, soit en organisant des conférences-concerts au profit des familles des détenus comme en août 1884[149], soit en engageant les groupes de Paris à faire de fréquentes collectes en faveur de la commission, soit en faisant circuler des listes de souscriptions dans le milieu anarchiste parisien, comme en octobre 1885[150].

140. René BIANCO, op. cit., p. 363.
141. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 21 novembre 1890.
142. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 15 juin 1885.
143. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 15 septembre 1884.
144. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 20 mars 1886.
145. P. Po. B.A./73, rapport du 11 février 1884.
146. Ibid.
147. P. Po. B.A./73, rapport du 16 février 1884.
148. P. Po. B.A./73, rapport du 8 mars 1884.
149. P. Po. B.A./73, rapport du 9 août 1884.
150. P. Po. B.A./74.

Par ailleurs, de temps à autre, sur convocation d'un membre de la Commission, on réunit les groupes anarchistes parisiens afin de provoquer des explications (les membres du Comité tiennent un livre de compte[151]) sur l'emploi des sommes rassemblées, comme ce 24 février 1884 où Murjas évalue à 700 francs les sommes recueillies dans les réunions publiques au profit de Cyvoct, Gallo et Duval[152]. Ces grandes assemblées sont aussi l'occasion de dénoncer les groupes, qui, participant aux réunions et aux meetings, n'ont pas transmis les bénéfices qu'ils en ont retirés à la Commission, comme la « Sentinelle [de Montmarte] » dénoncée le 24 février par Murjas parce que le groupe « a reçu des sommes dans sa caisse pour les détenus politiques et qu'il n'en a rien versé à la commission[153] » ; enfin l'occasion de vérifier la moralité – plus que douteuse au vu de certains rapports – de quelques membres du Comité[154] : ainsi, en mars, Gallais, trésorier, doit rendre compte des sommes encaissées au cours des dernières réunions publiques devant tous les groupes anarchistes de Paris réunis 58, rue Réaumur[155]. Par ailleurs, elles posent la question de l'utilisation des fonds réunis par la Commission, comme le montre un rapport du 9 mars 1886 : Gallais refuse de donner de l'argent pour un meeting anarchiste en plein air car il dit que les groupes en ont suffisamment[156].

Quelques exemples de ces relations à échelle régionale ou nationale

Grâce aux sources de l'époque, nous avons pu mettre en évidence à travers quelques exemples la congruence de ce mouvement anarchiste et en tirer quelques remarques.

Tout d'abord, il faut signaler que, même dans les « presque déserts » anarchistes, les quelques rares compagnons qui vivent sur place sont en contact les uns avec les autres : ainsi, si on prend l'exemple du département de la Saône-et-Loire où les anarchistes sont très peu nombreux au début des années 1880, tous se connaissent : les compagnons du Creusot tiennent des conciliabules secrets chez l'anarchiste Royer, que Cottin connaît bien[157], Cottin qui, de 1883 à 1886, a déployé beaucoup d'énergie pour organiser un groupe dans la localité[158] ; en décembre 1886, une notice individuelle concernant un cultivateur du Creusot, François Drillon, rappelle que « les quelques anarchistes du Creusot sont en relation avec lui[159] ». Des liens existent par ailleurs entre le Creusot et Montceau-les-Mines : ainsi, Cottin, lorsqu'il arrive à Monceau en septembre 1884, s'arrête dans le débit de boisson de l'anarchiste Portrat, rue du Nord[160]. Enfin, dans le sens nord-sud un rapport confus daté du 22 février 1885 rend compte de contacts qui auraient existé entre des compagnons de Chalon et quelques isolés de Tournus par l'intermédiaire de Meunier, agent actif des anarchistes avant 1885[161].

Deuxième constat : certains centres anarchistes dynamiques de province ont su polariser le mouvement anarchiste français, au moins à l'échelle régionale. C'est par exemple le cas à Marseille, où les groupes phocéens ont des contacts privilégiés avec les groupements situés dans une zone limitée par Vienne (Isère) et Genève à l'est, Lyon et Saint-

151. P. Po. B.A./74.
152. P. Po. B.A./1502, rapport du 4 février 1884.
153. Ibid.
154. P. Po. B.A./74, rapport du 31 mars 1886.
155. P. Po. B.A./74, rapport du 9 mars 1886.
156. P. Po. B.A./74.
157. A. D. de Saône-et-Loire, M 283, rapport du 21 décembre 1883.
158. A. D. de Saône-et-Loire, M 285, rapport du 12 octobre 1886.
159. A. D. de Saône-et-Loire, M 285, notice établie le 21 décembre 1886.
160. A. D. de Saône-et-Loire, M 283, rapport du 23 septembre 1884.
161. Voir le D.E.S. de Marcel Massard sur le mouvement anarchiste à Lyon.

Étienne au Nord, et Toulon à l'ouest : il n'est pas rare en effet de constater qu'un compagnon de Toulon, de Nice ou d'Aix assiste à une réunion des anarchistes de Marseille, comme par exemple Monat, membre du groupe de Toulon, dont la présence est signalée le 26 décembre 1886 à la réunion de la rue du Chêne organisée par le groupe des anarchistes marseillais[162]. Mais des contacts existent aussi avec des groupes plus éloignés : en avril 1885 par exemple, les anarchistes de Marseille reçoivent plusieurs lettres émanant des différents groupes anarchistes de Saint-Quentin, Dijon, Narbonne, Béziers et autres endroits[163] ; des lettres sont échangées entre Torrens de Marseille et Baptistin Fouque de Lyon en 1888[164] ; selon un rapport du ministère de l'Intérieur au préfet des Bouches-du-Rhône daté du 13 février 1888, des anarchistes de Marseille savent que la parution d'une feuille anarchiste se prépare à Saint-Étienne[165] ; au moment du procès de Vienne, des correspondances entre Marseille, Vienne et Lyon sont attestées par « quelques lettres saisies chez les inculpés […] qui indiqueraient qu'ils se sont trouvés notamment en relation avec Jacques Ebersoldt, Louis Genet, et Martin » de Vienne[166]. Et avec l'étranger, un rapport parmi d'autres daté de juillet 1885 nous apprend que les compagnons marseillais correspondent avec Bruxelles, Berne, l'Espagne, et l'Italie[167], tandis que René Bianco signale que Minnie Lecompte entretient une volumineuse correspondance avec l'Allemagne, la Suisse, l'Angleterre[168].

Troisième constat : dans certains cas, les frontières, même très surveillées, n'ont pas empêché les relations entre les compagnons. Ainsi des anarchistes français ont des contacts plus ou moins suivis avec le milieu anarchiste genevois à cette époque : on les rencontre à Genève, où ils se rendent pour les besoins de la propagande et où ils trouvent refuge. Certains font de fréquents voyages dans la ville, comme le compagnon Michalon, originaire de Lyon, ancien limonadier de Genève, qui serait selon la police en relation avec Cyvoct, Domarteray, Joly et Peyrarre de Genève, tandis qu'à l'inverse, des anarchistes genevois comme le dénommé Marchand, typographe habitant Genève, se rendraient régulièrement à Lyon et Paris au milieu des années 1880. Mais pour la plupart des compagnons et pour de nombreux groupes, les contacts avec les compagnons de Genève sont d'abord épistolaires : dans le Nord, on connaît au moins les noms de deux correspondants des anarchistes de Genève : Pierre Romans, de Lille[169] et Désiré Descamps, de Roubaix (en juillet 1887, celui-ci est en relation avec Pol Martinet alors que ce dernier s'est réfugié à Genève[170]) ; dans la Marne, Thierry, l'organisateur du premier groupe de Reims, est en relation suivie avec les anarchistes de Genève[171] ; dans la Saône-et-Loire, Pierre Cendrin est en contact avec Grave à Genève en 1884[172] ; Chauvin de Marseille[173] et Jean Ferraton de Saint-Étienne correspondent avec le groupe Bordat-Guéret de Genève[174] ; il en va de même dans l'Isère, où on trouve dans les archives de police les noms de Derbez[175], de Jean David (accusé par la police en 1886 de servir d'intermédiaire entre

162. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 27 décembre 1886.
163. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 5 avril 1885.
164. A. D. des Bouches-du-Rhône, rapport du 5 novembre 1886.
165. P. Po. B.A./75.
166. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 novembre 1890.
167. A. D. des Bouches-du-Rhône, rapport du 16 juillet 1885.
168. René BIANCO, op. cit., p. 365.
169. A. D. de Saône-et-Loire, M 285, rapport du 20 août 1884.
170. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 62.
171. A. D. de la Marne, 30 M 71, rapport du 13 janvier 1883.
172. A. D. de la Saône-et-Loire, rapports du 9 août et du 12 novembre 1884.
173. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 1er avril 1885.
174. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 15 mars 1888.
175. A. D. de l'Isère, 75 M 1, lettre de Derbez à la rédaction du Révolté datée du 8 août 1882.

Genève et Decazeville[176]), de Bordat (après son installation à Vienne, il entretient notamment une correspondance avec Jacques Steiger et Eugène Dalloz de Genève[177]) et de Pierre Martin, qui serait lui aussi un intermédiaire entre Genève et Decazeville[178].

Quatrième constat : certains centres anarchistes dynamiques, s'ils ont su polariser le mouvement anarchiste à l'échelle régionale, n'en ont pas moins joué un rôle à l'échelle nationale. C'est le cas de Lyon, surtout avant 1883, mais c'est encore le cas de Paris, où les compagnons sont alors en contact avec tous les groupes de province sur lesquels nous avons pu travailler : dans l'Isère par exemple, la police découvre une lettre d'Élisée Reclus à Pierre Martin, qui lui promet de venir le voir à Vienne après être passé à Saint-Étienne[179]. Dans le Nord, on connaît les relations de Louise Michel avec Jean Pollet et Henri Carette de Roubaix[180] ; à Dijon, Monod correspond régulièrement avec Sébastien Faure[181]. À Marseille, il n'est que de rappeler les relations de compagnons marseillais comme Belot en juillet 1885, « récemment » installé à Paris, avec ses « coreligionnaires marseillais[182] », ou de Deherme, qui quitte momentanément Marseille pour Paris en septembre 1884, s'installe rue du Roi Doré, prend contact avec les compagnons parisiens, devient secrétaire de la « Ligue Antipatriote », et informe ses amis marseillais Chauvin et Torrens, avec lesquels il est resté en contact, de ce qui se passe à Paris[183]. Idem dans la Loire, où les anarchistes locaux sont en relation constante avec les ténors du mouvement parisien : une perquisition de 1882 chez Régis Faure montre par exemple qu'il entretient une correspondance régulière avec des leaders anarchistes comme Louise Michel, tandis que Ricard correspond avec Kropotkine, Élisée Reclus et Émile Gauthier[184] : Élisée Reclus est d'ailleurs venu à Saint-Étienne en 1881[185].

Le rôle de la presse dans l'organisation du mouvement

Selon Jean Maitron, « La presse anarchiste a joué en l'absence de fédération régionale ou nationale un rôle capital comme agent de liaison et de coordination du mouvement[186] ». Est-ce le cas ?

Une centrale d'information pour le mouvement

Grâce aux diverses rubriques (« Communication », « Petite correspondance », « Communication et Correspondance »…) que ses rédacteurs mettent en place, la presse anarchiste fonctionne pour les compagnons comme une véritable centrale d'information pour le mouvement, et ce dans quatre grands domaines : tout d'abord, elle centralise des informations diverses et variées sur les militants (changement d'adresse de tel compagnon qui souhaite en faire état ; annonce d'emprisonnement de tel autre ; rubrique « nécrologique révolutionnaire » ; message de félicitation ou de solidarisation ; appels à l'aide), et sert aussi de boîte aux lettres aux compagnons, qui y publient des messages plus ou moins

176. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 18 avril 1886.
177. A. D. de l'Isère, 57 M 2, rapport du 12 mars 1885.
178. A. D. de l'Isère, 75 M 1.
179. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 novembre 1882.
180. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 62.
181. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, rapport du préfet de Côte-d'Or daté du 28 décembre 1888.
182. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 19 juillet 1885.
183. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapports des 23 et 24 septembre 1884.
184. A. D. de la Loire, 1 M 527, note de police non datée, probablement de 1882.
185. A. D. de la Loire, 1 M 527, note de police au préfet de la Loire, sans date.
186. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 139.

énigmatiques. Selon les sondages que nous avons pu opérer dans des journaux anarchistes comme le Révolté, le Drapeau noir, le Forçat du travail, ou L'Idée ouvrière, 3 % à plus de 50 % des annonces parues sont relatives à ce type d'informations. Ensuite, elle se fait le porte-parole des groupes anarchistes français qui souhaitent indiquer à leurs coreligionnaires politiques une partie de leurs activités : elle annonce la fondation de nouveaux groupements et indique l'adresse à laquelle ces groupes peuvent être contactés, les dates et heures de réunion des groupes, leurs initiatives en matière de propagande (réunions privées, réunions publiques, conférences, meetings, punchs-conférences), en matière de sociabilité (réunions familiales, festivités diverses et variées, commémorations), et leurs éventuels besoins financiers. Elle publie aussi les comptes rendus de réunions, meetings, soirées familiales organisées par ces groupes. Là encore, selon les journaux, ce type d'information concerne 12 à plus de 30 % des messages. Elle sert encore la propagande écrite (4 à 65 % des annonces) en annonçant la parution de nouveaux placards révolutionnaires, de nouveaux journaux ou brochures, et en indiquant où les trouver ; en centralisant un certain nombre d'ouvrages révolutionnaires qu'elle met à disposition des groupes afin de constituer des bibliothèques de groupes ; en publiant les annonces de compagnons recherchant tel ouvrage ou vendant telle brochure ; en soutenant les journaux anarchistes qui tentent de se créer et ceux qui sont en difficulté (par exemple en relayant leur service d'abonnement ou en proposant de leur fournir des gérants). Elle publie aussi les appels de fonds de groupes désireux d'éditer telle ou telle feuille anarchiste. Enfin, elle soutient la propagande orale (3 à 36 % des annonces environ) en mentionnant dans ses colonnes les dates des réunions publiques organisées par les groupes ; en y indiquant aussi les adresses des orateurs du mouvement et leurs disponibilités pour que les groupes français qui le souhaitent puissent les contacter ; en publiant les itinéraires choisis par les orateurs lors des grandes tournées de propagande qu'ils entreprennent en France.

Mais la presse anarchiste n'est pas seulement une centrale d'informations pour le mouvement : elle joue un rôle dans la mobilisation de l'argent anarchiste.

Une capacité à mobiliser les fonds dont les compagnons ont besoin

Le mouvement anarchiste ne disposant pas de ressources financières régulières puisque les groupes n'ont pas l'obligation de verser une cotisation à une fédération, la presse anarchiste a, entre autres fonctions, celle de mobiliser l'argent des compagnons ou des sympathisants au profit du mouvement, ce par le biais de souscriptions ouvertes dans ses colonnes.

Cette mobilisation du « capital anarchiste » trouve plusieurs destinations : elle peut être affectée à la « propagande révolutionnaire » en général, comme cette souscription ouverte dans le numéro un du Révolté du 10 mars 1884, mais elle peut aussi bénéficier à toutes sortes d'opérations mieux définies. Ainsi un certain nombre de souscriptions sont d'abord ouvertes au bénéfice de la presse anarchiste elle-même : c'est par exemple le cas des appels de fonds destinés à permettre le développement et la diffusion du journal qui les fait paraître, comme cette « Souscription permanente pour le développement du journal » parue dans L'Idée ouvrière. Mais d'autres appels de fonds sont plus désintéressés, comme ces souscriptions – fréquentes – ouvertes par des journaux anarchistes pour la parution ou le maintien d'autres journaux anarchistes : c'est par exemple le cas d'une souscription « Pour la Lutte », journal lyonnais, ouverte dans le Forçat du travail de Bordeaux en 1886, ce qui implique que les compagnons d'une ville comme Bordeaux soient au courant des projets ou des difficultés des groupes lyonnais.

Par ailleurs, d'autres souscriptions – nombreuses elles aussi – tentent de mobiliser l'argent des lecteurs de la presse anarchiste au profit des détenus anarchistes, comme cet appel de fonds « Pour les détenus politiques » paru dans le Drapeau noir de 1883, souscriptions qui interviennent généralement à la suite de grands procès comme celui de Lyon en 1883. Ces souscriptions ont également pour objectif de collecter des fonds pour les familles des détenus politiques, familles que l'arrestation du compagnon prive bien souvent de la partie la plus substantielle de leurs revenus : on trouve ainsi dans Terre et Liberté en 1884 des souscriptions ouvertes pour « La commission de secours aux familles des détenus politiques ». Ces souscriptions montrent à quel point l'entraide est l'un des fondements de la petite communauté anarchiste. Mais cet appel à la solidarité ne se limite pas aux seuls anarchistes : ainsi on trouve par exemple dans le Forçat du travail un appel destiné « aux familles des justiciers de Decazeville ». Il s'agit ici pour les compagnons de montrer à quel point ils se sentent solidaires des masses laborieuses.

Enfin une troisième catégorie de souscriptions vise à soutenir des actions de propagande plus ponctuelles comme la parution d'une brochure ou l'organisation d'un meeting : il en va ainsi par exemple de cette « Souscription pour un meeting de protestation contre les tortures que subissent les Condamnés politiques » organisée à Paris par la « Ligue antipatriote » et parue dans L'Idée ouvrière en 1887.

Il est parfois difficile d'identifier ceux qui sont à l'origine de ces souscriptions : dans certains cas, il semble qu'il s'agisse d'une initiative du journal seul ; dans d'autres, le journal relaie une initiative dont il n'est pas à l'origine : c'est par exemple le cas pour ce qui concerne les fonds rassemblés en faveur de la « Commission de secours aux familles des détenus politiques » constituée à Paris.

Mais dans tous les cas, c'est le journal qui centralise les fonds qu'il reçoit en général sous forme de mandats, voire sous forme fiduciaire. Cet argent provient soit d'individus isolés, soit de groupes anarchistes, soit de collectes effectuées dans les milieux ouvriers, à l'atelier ou à la sortie des usines, et les sommes en jeu sont parfois importantes (supérieures à 100 francs). La rédaction du journal note scrupuleusement la provenance des dons qui lui sont adressés, tant pour renseigner les lecteurs sur les résultats de l'opération que par souci de transparence, une transparence à laquelle les donateurs sont très attachés, soit parce qu'ils souhaitent informer les lecteurs de leur générosité, soit tout simplement parce qu'ils désirent savoir si leur argent a bien été reçu ; c'est à la suite de réclamations que le Révolté se voit obligé d'insérer dans le numéro 47 du 12 au 18 mars 1887 :

> « Il nous arrive quelquefois de ne pas publier les souscriptions reçues dans le courant de la semaine nous prions nos amis de ne pas s'en formaliser. C'est que la place et le temps nous ont manqué pour insérer de suite. »

Ainsi, chaque semaine ou chaque mois, dans la rubrique consacrée à la souscription, la rédaction du journal insère la liste complète des donateurs ainsi que le niveau de leur contribution. Le prénom du compagnon est parfois mentionné, mais le plus souvent, pour protéger son anonymat, le journal n'indique que des initiales ou des pseudonymes, le lieu de provenance des fonds ou encore le numéro d'une liste de souscriptions, voire le nom d'un groupe, suivi du montant du don. À la fin de la rubrique, en général, les rédacteurs du journal font l'addition des sommes d'argent rassemblées pendant la semaine ou le mois et indiquent combien d'argent a été réuni depuis l'ouverture de la souscription. Toutes ces précautions rendent difficiles – voire impossibles – les tentatives que l'on peut faire pour connaître avec précision tous les donateurs. On peut toutefois constater que ces souscriptions proviennent de toute la France, comme le montre l'exemple de Terre et Liberté de la mi-novembre à la mi-février 1884. Et on peut ici faire quelques constats.

Premier constat : l'étranger (États-Unis, Italie, Espagne…) contribue pour partie au financement de la propagande anarchiste en France. Deuxième constat : les souscriptions les plus nombreuses proviennent des villes mêmes où ces journaux paraissent. Troisième constat : dans la grande majorité des cas, il est impossible de connaître les donateurs.

Comment s'effectue la répartition des fonds collectés par ces journaux ? Nous sommes ici davantage renseignés. Parfois, le donateur lui-même indique dans la lettre qui accompagne son mandat à qui il souhaite que l'argent soit distribué. Il semble aussi qu'à Paris et Lyon, des « Commissions de répartition » aient existé, qui auraient décidé des bénéficiaires « prioritaires » de ces dons ; mais nous ne savons pas qui les composait ni en fonction de quels critères ces derniers étaient alloués. Nous savons seulement qu'en avril 1887 par exemple, sur l'ensemble de l'argent collecté pour les détenus politiques par le Révolté, une partie est destinée aux « Espagnols arrêtés à Bordeaux » ; une autre aux « familles Duval et Deruytter » ; une autre, enfin, aux camarades arrêtés à Dijon et Bordeaux.

Les sommes brassées par les journaux anarchistes sont assez difficiles à calculer dans la mesure où les « comptes anarchistes » ne sont pas toujours exacts, où certains chiffres ont été effacés par le temps, et où parfois, la rédaction oublie de préciser s'il s'agit de centimes ou de francs… Cela dit, on se rend vite compte qu'elles constituèrent une manne vitale pour le mouvement. Ainsi, en quatre mois, si un journal à faible tirage comme L'Idée ouvrière reçoit 171 francs et cinq centimes, et si, pendant la même période, le Drapeau noir reçoit au titre des souscriptions près de 289 francs, Terre et Liberté, de mi-novembre à mi-février 1884, rassemble au titre des souscriptions 2510 francs et 55 centimes. Cela dit, il faut signaler que ce mode de financement – très aléatoire comme le montrent les disparités entre les sommes perçues chaque mois – ne permet pas vraiment aux compagnons d'entreprendre des projets à long terme.

Les journaux anarchistes, des pôles structurants pour le mouvement anarchiste

Les journaux anarchistes sont également de vrais pôles structurants pour le mouvement anarchiste. À l'échelle locale en effet, le journal et son siège social sont un point de repère physique pour les compagnons, et, à divers points de vue, ils polarisent le mouvement : c'est là que l'on vient aux nouvelles quand la police procède à des arrestations ou quand des événements importants pour la vie du mouvement se produisent ; c'est là, entre autres, que l'on se rencontre pour discuter de ces nouvelles ; c'est encore là que les familles des détenus ou que les propagandistes en tous genres viennent chercher l'argent qui leur est destiné ou procéder à sa répartition, comme l'indique par exemple cet Avis paru dans le numéro 4 du Drapeau noir du 2 septembre 1883 : « Convocation pour la commission de répartition de secours aux familles des condamnés politiques aux bureaux du journal » ; c'est là que les compagnons viennent chercher des messages qui leur ont été adressés discrètement ; et c'est encore un lieu d'approvisionnement pour la propagande écrite, comme le précise par exemple le numéro 6 de Terre et Liberté du 29 novembre au 6 décembre 1884, qui dispose à cette date au siège du journal des collections complètes de L'Étendard révolutionnaire, La Lutte, Le Drapeau noir, L'Émeute, L'Hydre anarchiste, Le Défi, Le Droit anarchique, Le Paysan révolté, L'Explosion, Le Révolté, L'Affamé, ainsi que d'un certain nombre de brochures, placards ou affiches (au moins 21 titres).

Mais ces journaux sont encore autant de points de repère pour le mouvement à l'échelle nationale et internationale. C'est en effet à eux que s'adressent les étrangers et les nationaux quand ils veulent prendre contact avec un compagnon dont ils ont perdu

la trace ou quand ils veulent un renseignement quelconque sur le mouvement ; ce sont eux, entre autres, qui assurent au mouvement une certaine cohésion – physiquement et intellectuellement. Et, quand ils paraissent assez longtemps, ils sont, dans un monde anarchiste en mutation constante, au centre de réseaux épistolaires qui maillent le territoire et qui dépassent les frontières, des réseaux qui s'étoffent avec le temps, comme en témoignent les rubriques du Révolté (« Petite correspondance » et « Communication et correspondance ») en janvier 1887 par exemple.

Un rôle à relativiser

Toutefois, il faut relativiser l'idée – rebattue par l'historiographie – selon laquelle « la presse anarchiste a joué en l'absence de fédération régionale ou nationale » un « rôle capital comme agent de liaison et de coordination du mouvement [187] », et ce pour plusieurs raisons : d'abord, parce que – à quelques très rares exceptions près – la plupart des « canards » anarchistes parus au cours des années 1880 n'ont eu qu'une très courte durée de vie, ce qui a empêché les comités de rédaction de jouer ce rôle de coordination efficacement, dans la durée. Ensuite, parce que le tirage de ces journaux – dont aucun n'est parvenu à paraître quotidiennement – est resté le plus souvent irrégulier et faible, tandis que leur diffusion restait, elle aussi, presque confidentielle. Parce que nombre d'anarchistes répugnent à exposer leurs affaires dans les colonnes de leurs propres journaux, méfiance justifiée (l'on se souvient qu'en 1880, le préfet de police de Paris, L. Andrieux, qui souhaitait placer un téléphone entre la salle de conspiration et le cabinet du préfet de police [188], finançait en partie la Révolution sociale). Parce que tous les comités de rédaction n'ont pas voulu ou su insérer dans leurs journaux respectifs les rubriques destinées à traiter les informations en rapport avec la vie du mouvement : même dans le cas du Révolté, pourtant devenu une vraie centrale d'informations pour les anarchistes à la fin des années 1880, on constate qu'il aura fallu trois ou quatre ans à Jean Grave pour faire de son journal cette centrale d'information au service du mouvement (la rubrique « Petite correspondance » n'apparaît qu'en septembre 1884 ; la rubrique « Correspondance » n'est introduite – et encore, cela n'est pas systématique – qu'en septembre 1885, tandis qu'il faut attendre le printemps 1886 pour que Grave crée les rubriques « Communication et correspondance » ainsi que la rubrique « Convocations »). Enfin parce qu'au vu du volume d'informations traité par ces journaux, il paraît difficile d'affirmer que leur rôle fut « capital » : ainsi, pour toute l'année 1883, à une époque où le mouvement anarchiste est en pleine construction, le Drapeau noir ne traite dans ses colonnes que 116 messages relatifs à la vie des groupes, du mouvement, ainsi qu'à la propagande écrite ou orale, tandis que sur l'ensemble de l'année 1885, le Révolté en traite moins de 90. Même si, pour ce qui est du Révolté, cette proportion augmente beaucoup par la suite (près de 270 messages traités par exemple par le journal pour les seuls mois de janvier-février 1887), il paraît nécessaire de rappeler ici que la presse anarchiste apporta sa contribution à l'organisation du mouvement, mais que son rôle – au regard du fonctionnement du mouvement tel que nous l'avons mis en lumière – a été très exagéré par les historiens de l'anarchie.

187. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 139.
188. L. ANDRIEUX, Souvenirs d'un Préfet de police, Paris, 1885, tome 1, p. 139.

Chapitre III. Aux sources de l'identité anarchiste

Dans les années 1880, la propagande anarchiste par la parole et par l'écrit a d'abord pour objet, avant tout prosélytisme, l'éducation des anarchistes eux-mêmes et l'approfondissement de leurs connaissances en anarchie. Entreprise à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe, cette éducation se fait à l'occasion de débats, de discussions, de conférences privées ou publiques, ou encore de chansons entonnées dans les soirées familiales, dans la rue ou au sein du groupe ; elle est encore véhiculée par les journaux, brochures ou ouvrages de propagande divers que les compagnons parviennent à se procurer. Elle forge ainsi une conscience de soi anarchiste chez nombre de militants, une identité que les débats qui traversent le mouvement ne remettent pas en cause.

Prendre conscience de soi

L'émergence de cette « conscience de soi anarchiste »

Jusqu'au milieu des années 1880 et parfois plus tard, un certain nombre de ceux que les rapports de police appellent « anarchistes » ne paraissent pas comprendre la réalité de l'anarchie, ce que montre toute la difficulté qu'ils éprouvent à se positionner par rapport aux différentes tendances composant la grande famille socialiste. C'est par exemple le cas à Lyon au tout début des années 1880, ou encore à Lille, à Vienne ou à Reims jusqu'au milieu des années 1880. Dans ces villes, socialistes et anarchistes militent parfois au sein des mêmes structures : ainsi, Paul Curien, qui se considère comme anarchiste, fait partie du cercle socialiste lillois des « Amis du progrès[1] ». Ils écrivent souvent dans les mêmes journaux : ainsi dans le *Forçat*, « organe socialiste révolutionnaire », les articles libertaires sont aussi fréquents que ceux des guesdistes[2]. Enfin, ils lisent les mêmes feuilles, comme Paul Curien, lecteur du *Drapeau Noir* anarchiste et du *Forçat* socialiste révolutionnaire[3].

Comment comprendre cette situation ? Il y a ici plusieurs explications possibles : le mouvement anarchiste est un mouvement neuf au début des années 1880 ; la littérature anarchiste est quasiment inexistante à l'époque et les tournées de conférences organisées en province par les leaders du mouvement sont rares. Aussi les connaissances théoriques des militants sont faibles, et ces derniers n'ont pas vraiment pris conscience de ce qui les différencie des collectivistes.

Mais cette situation évolue au fil des années 1880. Comme nous l'avons vu, c'est à partir du milieu des années 1880 en effet que de vrais groupes anarchistes apparaissent en province, et il est difficile de ne pas mettre en relation ces naissances avec l'essor de la presse anarchiste, la multiplication d'ouvrages proprement anarchistes et le début

1. La Gazette des Tribunaux du 4 janvier 1884.
2. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 154 sq.
3. La Gazette des Tribunaux du 4 janvier 1884.

des grandes tournées de propagande organisées en province par des orateurs parisiens [4]. Bref, les compagnons prennent conscience de leur identité et de leur singularité au sein de la grande famille socialiste. Cela dit, encore dans la seconde moitié des années 1880, nombre d'adhérents et de militants ne comprennent pas réellement les théories du mouvement auquel ils appartiennent.

Le degré de culture anarchiste

Quel est le degré de maîtrise de cette culture anarchiste par les militants à la fin des années 1880 ? Il est ici très difficile de le dire car les sources sont peu nombreuses et parce qu'on ne dispose pas d'inventaire de bibliothèques anarchistes.

Pour les militants d'envergure comme Jean Grave, Louise Michel, ou Kropotkine, nul doute qu'ils ne connaissent sur le « bout des doigts » leurs « classiques » anarchistes. C'est probablement encore le cas des leaders des différents groupes, militants assidus, qui, au cours de leurs procès, exposent les doctrines anarchistes avec une grande clarté. Ainsi, si on prend l'exemple de Clément Duval, qui, avec Ritzerfeld, est l'un des animateurs de la « Panthère des Batignolles » dans le 17e arrondissement de Paris [5], participe depuis 1882 à des réunions publiques anarchistes, collabore à la rédaction de placards ou d'articles, et est intimement lié aux grandes figures du mouvement [6]. Bref, c'est un véritable « homme politique » (selon l'expression utilisée pour le désigner par son défenseur, Fernand Labori, lorsqu'il comparaît en 1887 devant la justice pour un cambriolage rue de Monceau), qui connaît son « évangile » anarchiste sur le bout des doigts, comme en témoignent les propos qu'il tient lors de son procès : il condamne la justice des hommes, refuse la loi, conspue la propriété, justifie le vol du point de vue du « droit naturel » en revendiquant « le droit de ceux qui n'ont rien » à prendre « à ceux qui possèdent [7] », et proclame son devoir de révolte : « […] Je suis un révolté. J'ai le droit de l'être, j'ai le devoir de l'être [8]. »

Quant aux militants de base, il semble qu'il faille distinguer ceux qui s'occupent avec ardeur de politique, assistent régulièrement aux réunions publiques et parviennent à se procurer les journaux du mouvement, comme par exemple Paul Curien, qui parle sans cesse de l'exploitation de l'ouvrier par le bourgeois et achète régulièrement les journaux anarchistes et socialistes [9], de ceux qui ne retiennent que la dimension violente de théories anarchistes qu'ils ne comprennent pas toujours (et qu'ils ne tentent d'ailleurs pas de comprendre) : le cas le plus connu est celui des individus composant la « bande noire » de Montceau-les-Mines au début des années 1880 [10].

Mais quels sont ces valeurs, ces idéaux et ces idées partagées par les compagnons conscients ?

4. Voir les chapitres consacrés à la propagande écrite et orale.
5. La Gazette des Tribunaux du 12 janvier 1887.
6. Ibid.
7. Ibid.
8. Ibid.
9. La Gazette des Tribunaux du 4 janvier 1884.
10. Jean MAITRON, op. cit., p. 158 sq.

Le compagnonnage anarchiste comme identité

Du « citoyen » au « compagnon »

Ils s'expriment tout d'abord dans le cadre du compagnonnage anarchiste. Fin mai 1888, l'auteur d'un article paru dans la *Cocarde* du 30 mai 1888 et intitulé « L'anarchie à Paris » écrivait :

> « Deux mots sur cette épithète de compagnon qui sert aux anarchistes à se désigner entre eux. Citoyen était le mot républicain, j'allais dire révolutionnaire : mais citoyen impliquait un droit de cité *(civitas, civis)*, un contrat consenti avec un pouvoir directeur : citoyen ne convenait qu'à des esclaves – au point de vue anarchiste. Il fallait trouver autre chose. On créa le terme compagnon, qui, de fait, n'engage à rien. »

En fait, le mot « compagnon », qui remplace « citoyen » au début des années 1880 dans la presse anarchiste, s'il n'implique pas un contrat consenti avec un pouvoir directeur, est loin de n'engager les compagnons à « rien ».

Les formes de la sociabilité et ses vecteurs : les soirées de famille

Être un « compagnon », c'est en effet d'abord développer et approfondir les liens de sociabilité tissés au hasard de rencontres avec les autres compagnons, lors de réunions de groupes, de goguettes, causeries entre amis, balades champêtres entre camarades, punchs et surtout « soirées de famille ». Ces soirées de famille ponctuent la vie du mouvement, et constituent avant tout un moment « de distraction et de rencontres » entre compagnons[11], l'occasion d'approfondir le lien qui les unit en renforçant le sentiment d'appartenir à une même famille politique. On y discute, on y boit, on y mange et on y chante, sans toutefois perdre de vue l'action politique. Parfois, ces manifestations sont l'occasion de commémorer des événements chers au mouvement comme la Commune de Paris[12] ; d'autres fois, elles sont organisées pour faire rentrer de l'argent dans les caisses anarchistes afin de faciliter la propagande ou de désendetter un groupe : si en effet, la plupart du temps, l'accès à ces soirées est gratuit, des loteries, des tombolas et des quêtes y sont prévues, comme par exemple à Vienne (Isère) fin juillet 1887[13]. Et presque toujours, on y discute politique ; on y prononce de petits discours et on y lit des passages de brochures anarchistes, comme par exemple à Vienne (Isère) en juillet 1887, où Bordat récite devant les compagnons et les compagnes présents quelques passages d'une brochure intitulée : *La Terre*[14].

En général, la décision d'organiser une de ces soirées est prise par un seul groupe, mais plusieurs groupes peuvent aussi s'associer dans cette entreprise, comme à Paris en mars 1887, où les groupes anarchistes français et étrangers de la capitale participent conjointement à la préparation d'une soirée familiale[15]. Quant au nombre des participants, il est variable, mais on peut considérer en règle générale qu'eu égard aux effectifs des militants locaux, les participants sont relativement nombreux car les compagnes y assistent, des compagnes venues parfois avec leurs enfants. Comme le signale en effet

11. Gaetano MANFREDONIA, *La Chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1997, p. 162-163.
12. P. Po. B.A./75, rapport du 18 mars 1887.
13. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 21 juillet 1887.
14. Ibid.
15. P. Po. B.A./75, rapport du 18 mars 1887.

Gaetano Manfredonia, la présence de ces femmes, « souvent absentes ou marginales » dans la vie de groupe libertaire « de composition plutôt masculine », donne à ces soirées familiales un caractère « plus ouvert » et constitue pour elles « une des rares occasions » qui leur soit offerte de « prendre part, sur un plan d'égalité, aux activités publiques de leurs compagnons [16] ». Certaines de ces soirées familiales peuvent rassembler 60 voire 80 participants venus des environs immédiats pour la plupart, comme celle organisée dans le 18e arrondissement de Paris en 1889 [17] ; mais d'autres sont plus importantes, comme cette soirée familiale organisée par « les groupes anarchistes de Paris » en mars 1887, où 250 personnes se réunissent [18] ; d'autres enfin, plus rares encore, ayant généralement lieu dans les très grandes villes comme Paris, Lyon ou Marseille, peuvent réunir jusqu'à 800 individus [19].

Combien y a-t-il eu de ces manifestations dans la décennie 1880 ? Il est impossible de le dire car toutes n'ont pas été répertoriées dans les sources policières, comme le montre la distorsion existant entre les soirées de famille annoncées dans les journaux anarchistes (qui n'ont d'ailleurs pas toutes eu lieu) et celles effectivement signalées dans les rapports de police.

Les « devoirs » du compagnon

Être compagnon, c'est aussi s'entraider si nécessaire, une entraide qui renforce à son tour les liens existant entre anarchistes.

Et l'on s'entraide en effet d'abord en s'accordant l'hospitalité : ainsi, fréquemment, les sources policières mentionnent l'hébergement de tel ou tel compagnon par un de ses coreligionnaires politiques, qu'il soit dans le besoin, qu'il soit de passage dans la localité pour donner une conférence ou qu'il soit « en cavale » : en 1883 par exemple, l'anarchiste parisien Rieffel, qui doit partir en voyage, propose son logement à plusieurs compagnons sans domicile [20]. Et parfois, l'hôte fait bien plus que donner le gîte et le couvert aux compagnons de passage qu'il connaît souvent à peine : c'est par exemple le cas de Monod de Dijon, qui, interrogé dans le cadre de l'affaire Vincent Bertrand, un corroyeur, détenu sous inculpation d'assassinat et de destruction d'édifices publics au début des années 1880, raconte qu'il l'hébergea, le nourrit et lui chercha du travail, comme il l'avait d'ailleurs fait pour d'autres ouvriers [21].

L'entraide entre les compagnons se manifeste par ailleurs de diverses autres façons. D'abord par le biais de collectes organisées au profit de ceux d'entre eux qui sont en difficulté : elles ont par exemple lieu lors des réunions de groupes, qu'elles soient privées ou publiques, comme le 16 janvier 1886, où, selon la police, 80 anarchistes sont rassemblés salle Renaudin, rue Coquillière, dans « le but de se procurer de l'argent pour retirer du Mont-de-Piété les habits de Leboucher [22] ». Ensuite, par l'organisation de diverses manifestations dont les bénéfices sont alloués aux compagnons dans le besoin ou à leur famille : ainsi en décembre 1882, dans les environs de Saint-Chamond, un concert est organisé par les compagnons de Saint-Chamond au café Houet, route de Saint-Chamond, concert qui produit 6 francs destinés à la femme Faure [23]. Enfin, il ne faut pas oublier les listes

16. Gaetano MANFREDONIA, op. cit., p. 162-163.
17. P. Po. B.A./76.
18. P. Po. B.A./75, rapport du 18 mars 1887.
19. P. Po. B.A./76.
20. P. Po. B.A./73, rapport du 10 décembre 1883.
21. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 242, notice individuelle de François Monod.
22. P. Po. B.A./74, rapport du 17 janvier 1886.
23. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 5 décembre 1882.

de souscriptions qui circulent au sein des groupes ou dans les milieux ouvriers : dans une note de police datée du 20 novembre 1882, on apprend ainsi que deux groupes anarchistes, l'un à Saint-Étienne, l'autre à Saint-Chamond, sont à l'origine des souscriptions pour la femme et les enfants de Régis Faure, emprisonné[24]. Et cette solidarité ignore les distances : en janvier 1883, on sait que des listes de souscriptions destinées aux condamnés de Lyon circulent dans les fabriques de Reims[25]. Ainsi sur l'ensemble du territoire national, des transferts de fonds existent, soit d'individu à individu, de groupe à groupe, d'individus à groupe ou de groupe à individus par le biais de véritables réseaux épistolaires (quand ce ne sont pas les compagnons eux-mêmes, qui font le voyage pour apporter en mains propres les fonds à leurs destinataires[26]).

Et ce sentiment d'appartenir à une même famille politique s'exacerbe lorsqu'on s'attaque à l'un des membres du groupe. Ainsi en 1886, dans toute la France, des anarchistes perpétuent le souvenir des anarchistes de Chicago, élevés au rang de martyrs dont il faut venger la mort ; de même au tournant des années 1890, l'affaire Decamp, Dardare et Léveillé déclenchera de la part des anarchistes une vendetta sanglante[27].

Outre le compagnonnage, cette identité anarchiste s'exprime aussi à travers un certain nombre de références privilégiées.

Symboles et références historiques

Comme l'écrit Gaetano Manfredonia, l'identité libertaire s'exprime d'abord « à travers l'adhésion des militants à un certain nombre de références historiques privilégiées qui jouent un rôle majeur dans la formation d'une véritable mythologie de ce groupe[28] ». Et nombre de ces références sont empruntées au passé ; aussi l'anarchiste est loin ici d'être celui « qui a su faire table rase du passé et de ses préjugés. Celui qui a su briser les tables de l'ancienne loi, celui qui a tout "scié"[29] ».

L'héritage idéologique, symbolique et historique légué par le mouvement ouvrier

Concernant l'histoire du mouvement ouvrier, Gaetano Manfredonia signale ainsi la volonté des anarchistes de se réapproprier tout un pan de l'héritage historique, idéologique et symbolique du mouvement ouvrier pour mieux légitimer leur « propre combat[30] », une volonté de récupération qui répond aussi « à une autre exigence majeure » des compagnons : le besoin de rattacher « leur altérité radicale militante aux différents épisodes des luttes sociales du passé afin d'acquérir aux yeux des masses populaires cette légitimité historique qui pouvait leur faire défaut[31] ».

Cette volonté de s'approprier des épisodes marquants du combat ouvrier est par exemple parfaitement lisible à l'échelle nationale, à travers la « récupération » par les

24. A. D. de la Loire, 30 M 71, rapport du 30 janvier 1883.
25. Ibid.
26. A. D. de L'Isère, 75 M 2, rapport du 10 juin 1887.
27. Voir le chapitre consacré à l'action anarchiste dans les années 1890.
28. Gaetano Manfredonia, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », in *Les cultures politiques en France*, Serge Berstein (dir.), Éd. du Seuil, 1999, p. 262-263.
29. Ibid.
30. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France, 1848-1914*, thèse de doctorat faite sous la direction de Raoul Girardet et soutenue en 1990 à l'IEP de Paris, tome 3, p. 265.
31. Ibid.

compagnons de la révolte des canuts lyonnais[32], mais aussi à l'échelle locale, comme le montre l'attitude des anarchistes du département de la Loire au début des années 1880 : les quelques compagnons du département tentent alors de commémorer les échauffourées qui ont opposé forces de l'ordre et mineurs dans la localité de La Ricamarie en 1869, au moment de la grève des mineurs. Selon un rapport de juin 1882, des manifestations auxquelles assistera Louise Michel sont projetées à La Ricamarie pour le dimanche 18 juin[33], et si Louise Michel fait finalement défaut aux manifestants, un télégramme du préfet de la Loire au ministre de l'Intérieur daté du 19 juin 1882 témoigne d'une réunion commémorative comptant une vingtaine de personnes entrées par effraction dans le cimetière de La Ricamarie, dont les compagnons Bordat et Régis Faure : le premier sera condamné à un mois de prison pour violation de sépulture, bris de clôture, outrage à fonctionnaire municipal et port d'armes prohibées, et le second à six jours de prison pour complicité de violation de sépultures et bris de clôture[34]. En 1883, la manifestation prend de l'ampleur, toujours sous l'égide des anarchistes. Elle est annoncée par affichages, et, le jour dit, la police signale l'arrivée d'un premier groupe de manifestants comptant 12 à 15 individus, venant de Firminy et portant une grande couronne de fleurs sans inscription ; ils sont rejoints par des petits groupes de Stéphanois portant eux aussi des couronnes sur lesquelles on peut lire : « Les anarchistes stéphanois » ou : « *La Lutte* et les révolutionnaires de Lyon à leurs frères morts en 1869 » ; et ce sont bientôt une centaine de manifestants selon la police qui se trouvent réunis près du cimetière dont l'accès leur est interdit, et qui se rendront du coup au lieu-dit : « Le champ de Bataille[35]. »

Sur un plan symbolique, cette volonté de s'inscrire dans la filiation du mouvement ouvrier est par ailleurs perceptible à travers la récupération par les compagnons de certains symboles forts du mouvement ouvrier, comme par exemple le drapeau noir lui-même : comme le signale Gaetano Manfredonia, « […] parmi les raisons qui poussent les anarchistes à adopter le drapeau noir, la référence ouverte à la révolte des canuts joue un rôle capital ». « Elle permet au jeune mouvement libertaire d'inscrire ses choix insurrectionnels dans la durée, et donc, de tirer de l'annexion de cet épisode glorieux du combat ouvrier un surcroît de légitimité[36] » ; il est, selon le *Révolté* du 1er juillet 1885 l'« emblème de la misère que les travailleurs arborèrent dans les jours sombres où la faim et le désespoir les poussaient dans la rue en les faisant combattre pour le droit à l'existence[37] ».

Mais le drapeau rouge est un autre héritage de l'histoire ouvrière qui compte pour les compagnons, même s'il est « officiellement » répudié par Louise Michel en 1882 au profit du drapeau noir. Tout au long des années 1880, des groupes anarchistes ou des journaux anarchistes continueront à s'y référer explicitement, et, au cours de ces années 1880-1890, il gardera pour les libertaires « sa dimension subversive[38] » tout en restant, par-delà les divisions de chapelles, « l'emblème de tout le mouvement ouvrier[39] » ; le *Révolté* du 21 juin au 1er juillet 1885 lui consacre par exemple un article enthousiaste[40], tandis qu'Émile Pouget, dans son *Père Peinard* du dimanche 12 mai 1889, rapporte dans

32. Ibid.
33. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 17 juin 1882.
34. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 27 juin 1882.
35. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 17 juin 1883.
36. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France…*, op. cit, tome 3, p. 265.
37. Le Révolté du 21 juin au 1er juillet 1885 : « Le drapeau tricolore et le drapeau rouge ».
38. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France…*, op. cit, p. 182.
39. Ibid.
40. Le Révolté du 21 juin au 1er juillet 1885 lui consacre par exemple un article enthousiaste intitulé « Le drapeau tricolore et le drapeau rouge ».

un article intitulé « Mon Drapeau rouge » qu'un drapeau rouge est resté accroché à sa « turne de la rue du Croissant » toute la nuit. De même, dans les chansons de la période héroïque du mouvement, c'est « la référence au drapeau rouge qui revient le plus fréquemment[41] », et les compagnons continuent d'ailleurs à manifester sous cette bannière : ainsi en 1890, Dardare, Decamp et Léveillé sont roués de coups pour avoir manifesté à Saint-Denis, un drapeau rouge à la main.

L'héritage idéologique, symbolique et historique légué par la tradition républicaine

Comme l'écrit Gaetano Manfredonia, « la Révolution française reste bon gré mal gré [...] – LA révolution par excellence ; archétype fondateur de la tradition révolutionnaire tout court à laquelle les anarchistes iconoclastes aussi rendent hommage », et « le fait qu'il y ait eu parmi les anarchistes des années 1880-1890 d'anciens blanquistes ou des socialistes indépendants » contribue « sans doute à maintenir vivace ce souvenir[42] ». Ce que les anarchistes rejettent, « ce ne sont pas les principes de 89 en tant que tels, mais leur expression jacobine et bourgeoise[43] ». Ils « prennent dans l'héritage de la révolution française ce qui les intéresse ou les arrange, sans se laisser berner par la référence abstraite à une mystique républicaine quelconque », et ce ne sera pas du côté de la Marseillaise ni des symboles officiels de la République qu'il faut aller chercher leurs références, mais « dans [...] une production qui se rattache ouvertement à une composante populaire et insurrectionnelle de la Révolution française bien précise », que Gaetano Manfredonia qualifie « faute de mieux », et en paraphrasant Proudhon, de tradition « sans culotte[44] ». Ainsi dans les années 1880 par exemple, si les compagnons n'hésitent pas à reconnaître qu'ils doivent à la Grande Révolution de 1789 l'abolition du servage et l'abolition du pouvoir absolu des rois[45], ils ne revendiquent que la dynamique populaire et insurrectionnelle du mouvement[46] tout en ne cessant de dénoncer la confiscation de la révolution par la bourgeoisie[47]. Par ailleurs, quand en 1888 un Pouget ou un Constant Martin choisissent d'appeler leur nouveau journal le *Ça Ira*, ils ne se contentent pas seulement de reprendre « un cri de révolte et d'espérance qui domine toute la révolution française », « ils se placent aussi délibérément sous le signe d'une tradition qui est celle du peuple en armes obligeant sans cesse la bourgeoisie à aller de l'avant sous la menace des piques. Leur tâche à eux sera d'achever le travail commencé par leurs aïeux, mais en prenant bien soin cette fois-ci, de ne pas laisser une nouvelle oligarchie déposséder le peuple de sa victoire[48] ».

C'est tout aussi vrai pour la Commune de Paris. Ce que les anarchistes retiennent de la Commune, comme le montrent divers articles parus dans le *Révolté*[49] ainsi que dans le *Père Peinard*[50], c'est avant tout le formidable élan populaire qui voit le peuple parisien devenir maître de son destin, un élan dont les fruits ont été une nouvelle fois

41. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France...*, op. cit, tome 3, p. 181.
42. Ibid., p. 232.
43. Ibid., p. 231.
44. Ibid., p. 232.
45. La Révolte n° 18, du 13 au 19 janvier 1889.
46. La Révolte n° 42, du 30 juin au 6 juillet 1889, « Le centenaire de la révolution ».
47. Ibid. ; Le Père Peinard, n° 20 du 7 juillet 1889.
48. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France...*, op. cit, tome 3, p. 232.
49. Le Révolté, n° 48 du 19 au 25 mars 1887, « Le 18 mars ».
50. Le Père Peinard, n° 4 du 17 mars 1889, « Le 18 mars ».

confisqués par des chefs qui dupent le populaire[51]. C'est de ces erreurs qu'il faut que le mouvement révolutionnaire tire les leçons, ce qui semble fait pour le *Révolté* dès le milieu des années 1880[52], mais cela n'empêche pas les compagnons de commémorer chaque année l'épisode de la Commune, comme en témoigne un certain nombre de rapports de police : ainsi en 1886 par exemple, quatre circulaires émanant des groupes de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux invitent les groupes à des manifestations pour le 18 mars semblables à celles qui seront projetées dans les grands centres anarchistes[53].

La tradition républicaine fournit elle aussi ses symboles au mouvement anarchiste. Toutefois là encore, les anarchistes se réfèrent à la composante populaire et insurrectionnelle de la Révolution française[54]. Ainsi, tant que la représentation de la Marianne par exemple est considérée par les hommes de la Troisième République – surtout au début du régime – comme un acte séditieux « associé tant aux excès de la période révolutionnaire qu'à ceux de la Commune », elle est réquisitionnée par les anarchistes. Mais parce qu'elle perd rapidement de sa charge subversive « au fur et à mesure que le régime officialise son image et qu'elle s'identifie à ses institutions[55] », elle est bientôt purement et simplement rejetée par un certain nombre de compagnons[56]. Il en va de même de la Marseillaise. Si comme Michel Vovelle l'a écrit, « la force de la Marseillaise jusqu'en 1879 a été d'être le point de ralliement de toutes les subversions, de toutes les révoltes[57] », son officialisation comme hymne de la République et sa récupération par les bourgeois « lui a aliéné les sympathies non seulement des militants les plus avancés mais encore d'une partie des couches populaires[58] » : « Sa disparition progressive comme chant de protestation et de revendication parmi les populations l'atteste largement[59] », et si elle « continua […] à avoir droit de cité au sein des mouvements socialistes, surtout à l'étranger, où elle demeura longtemps un chant révolutionnaire à tous les égards, en mesure de concurrencer l'Internationale de Pottier », « son rejet sans remords par les libertaires n'est pas moins hautement significatif, car il marque une véritable rupture par rapport à toute une tradition nationaliste progressiste héritée de 1789[60] […] ».

Faire du nouveau avec l'ancien

Comme l'a montré Gaetano Manfredonia, les compagnons ne se contentent pas d'emprunter des symboles et des références idéologiques ou historiques à l'histoire de la République ou à l'histoire ouvrière : ils se réapproprient aussi cet héritage de différentes façons.

Ainsi, plus que le souvenir des jours de révolte ouvrière, les anarchistes font du drapeau noir le symbole d'une ère nouvelle, comme le montre un article paru dans le numéro un du *Drapeau noir* lyonnais le 12 août 1883[61] :

51. Le Révolté du 7 au 30 juin 1885, « Les massacres du Père Lachaise » et du 19 au 25 mars 1887 ; Le Père Peinard, n° 4 du 17 mars 1889 et n° 53 du 16 mars 1890.
52. Le Révolté du 23 mars au 10 avril 1886, « Le 18 mars ».
53. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 20 mars 1886.
54. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France…*, op. cit, tome 3, p. 232.
55. Ibid., p. 232-233.
56. Ibid., p. 234.
57. Michel VOVELLE, *La Marseillaise, la guerre et la paix*, p. 121.
58. Gaetano MANFREDONIA, *La Chanson anarchiste…*, op. cit., p. 175.
59. Ibid.
60. Ibid.
61. Cité par Gaetano MANFREDONIA, in « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », op. cit., p. 261.

> « Nous en avons fini avec les errements du passé, dans le domaine purement pratique de l'action révolutionnaire, comme dans celui plus spéculatif, peut-être, des emblèmes et des symboles. Ce que nous voulons faire maintenant – et nous le disons sans crainte des mots, ni de bien autres choses – c'est la guerre de partisans, le combat de tirailleurs, d'enfants perdus, aussi acharnés qu'ils sont dispersés, c'est la lutte dans l'ombre, mais à coup sûr, la seule guerre logique, la guerre civile – la seule guerre profitable –, la guerre sociale […]. Loin donc de nous tout sentimentalisme et toute transaction ; c'est avec la société bourgeoise un duel à mort qui commence. Elle ne peut vaincre, et, en prenant le drapeau noir, en faisant flotter au vent les sombres plis de l'étendard du désespoir, c'est plus un avertissement, c'est mieux qu'un appel, c'est le signe même que nous adressons au vieux monde de son trépas […]. »

Il s'agit ici pour les compagnons de rompre avec le vieux monde bourgeois et de « prendre […] [leurs] distances avec les vieilles écoles du socialisme, y compris sur le plan symbolique[62] ».

Par ailleurs, il y a de la part des anarchistes tout un travail de réappropriation des symboles républicains, surtout lorsque ceux-ci ne sont pas suffisamment subversifs à leur goût. C'est par exemple le cas de la Marianne, qui n'est plus représentée de façon traditionnelle par les compagnons : « […] Quand ils s'aventurent à peindre sous des traits positifs le symbole de la République, ils le font en la représentant avec un bonnet "rouge de travers" ou en quête de "mâles amants" (les anarchistes en l'occurrence !), seuls capables de la féconder et de l'arracher à l'ignominie de la prostitution bourgeoise[63] » : ce n'est alors plus à n'importe quelle Marianne républicaine que l'on a affaire, mais à une Marianne sociale, qui se voit échoir la tâche d'accomplir la révolution. Et comme l'a bien montré Gaetano Manfredonia, ce travail de réappropriation s'exerce aussi à l'encontre des autres grands symboles républicains[64].

La constitution d'une « geste » anarchiste

L'identité anarchiste passe aussi dans les années 1880 par la construction, *via* les chansons, les articles de journaux ou les livres qui paraissent sur le mouvement – qu'ils soient anarchistes ou non – d'« une geste anarchiste », comme le montrent par exemple les *Notes sur le Mouvement* d'Émile Darnaud, éditées à Foix en 1891.

Cette identité s'affirme également à travers la construction d'un martyrologe anarchiste. Gaetano Manfredonia signale d'ailleurs que dès février 1885, dans un article paru à Bordeaux dans *La Revue anarchiste internationale*, on trouve formulé avec force le vœu de voir se constituer à l'avenir un « Panthéon des révoltés » dont feraient partie tous ceux qui se sont sacrifiés pour l'idéal anarchiste ». Les premiers d'entre eux sont les anarchistes de Chicago, dont la *Révolte* prévient en octobre 1887 que leur exécution fera d'eux des martyrs du mouvement[65], ce qui est chose faite l'année suivante, comme le montre un article du journal intitulé « Anniversaire du 11 novembre[66] » ainsi que les

62. Ibid., p. 178.
63. Ibid., p. 265.
64. Voir les travaux de Gaetano Manfredonia déjà signalés.
65. La Révolte, n° 5 du 15 au 21 octobre 1887 : « Nos Martyrs ».
66. La Révolte, n° 9, du 11 au 17 novembre 1888 : « Voilà une année qui nous sépare déjà de ce jour. Et nous voyons que nos martyrs n'ont pas donné leur vie en vain. Leurs grandes images se trouvent gravées dans les cœurs des travailleurs du monde entier […]. Les travailleurs du monde entier les ont reconnu pour leurs martyrs. Toute une jeune génération grandira tournant ses yeux vers ces hommes qui moururent pour montrer à l'humanité le vrai chemin de son affranchissement. »

manifestations organisées pour commémorer leur exécution en province comme à Paris : à Paris par exemple 600 à 700 personnes sont rassemblées autour de Louise Michel pour communier dans leur souvenir.

La construction d'un imaginaire anarchiste

Du point de vue de la cohésion du mouvement, ces années 1880 sont encore déterminantes pour la construction d'un imaginaire anarchiste.

Une même vision de la société

La construction de cet imaginaire anarchiste passe d'abord par une même perception de la société, perception bien étudiée par Gaetano Manfredonia.

Ce dernier en effet, en se fondant sur l'étude de la production chansonnière anarchiste (« lieu privilégié de la création d'un imaginaire anarchiste[67] »), a ainsi montré que la perception des rapports sociaux qui prédomine chez les compagnons est celle « d'un monde en noir et blanc, opposant dans un combat inéluctable exploiteurs et exploités, dominants et dominés[68] », et qu'ils se sont forgés une « même vision de la société dominée par l'existence de barrières de classe infranchissables[69] ». Ainsi les chansons anarchistes « […] sont littéralement truffées de stéréotypes poussés jusqu'à l'extrême[70] », où « les rôles sont ici assignés une fois pour toutes[71] » : « Les bourgeois sont toujours représentés comme des êtres gros et abjects, tandis que les prolétaires, maigres et chétifs, se métamorphosent quand ils se révoltent, en de fiers gaillards aux vengeances terribles mais justes[72]. » Pour lui, c'est « cette intime conviction sans cesse réaffirmée », qui pousse « les anarchistes à s'identifier à la classe des prolétaires, même quand, par leurs origines sociales, ils en sont très éloignés[73] ». C'est elle aussi qui « les conduit, à l'occasion, à donner une image idéalisée d'eux-mêmes et de leur combat[74] ».

Les représentations de soi à travers la chanson anarchiste

Là encore, les travaux de Gaetano Manfredonia sont novateurs, puisqu'ils montrent à travers la chanson anarchiste comment s'impose chez les compagnons une certaine « représentation de soi[75] ». Selon lui, ces derniers se perçoivent « avant tout comme des révoltés, ayant tout rejeté de l'ancienne société[76] », « comme les nouveaux apôtres disposés à sacrifier leur vie, leurs biens ou la considération de ce monde pour leurs idéaux[77] », ou « comme de farouches iconoclastes […] osant s'attaquer aux "préjugés" tant économiques que moraux qui pouvaient entraver leur épanouissement[78] ». Mais « révolté et iconoclaste », l'anarchiste ne se perçoit pas comme un surhomme « au sens nietzschéen,

67. Gaetano MANFREDONIA, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », op. cit., p. 262-263.
68. Ibid.
69. Ibid.
70. Ibid.
71. Ibid.
72. Ibid.
73. Ibid.
74. Ibid.
75. Gaetano MANFREDONIA, *La Chanson anarchiste…*, op. cit., p. 229.
76. Ibid.
77. Ibid., p. 215.
78. Ibid., p. 230.

c'est-à-dire qu'il « ne vise pas à écraser les autres », « mais sait vivre en harmonie avec lui-même et son environnement[79] » ; par ailleurs l'anarchiste ne se considère « nullement comme un adepte du néant », mais se veut « créateur de valeurs nouvelles pour l'humanité entière, une sorte d'accoucheur de l'histoire en mesure de féconder le vieux monde rendu stérile par l'État et le capital[80] […] ». Bref, les anarchistes français du tournant du siècle se penseraient tous « à la manière du *Père Peinard* popularisé par Émile Pouget, c'est-à-dire un "gas" à la logique solide et aux arguments frappants, expression la plus achevée du bon sens populaire. Prométhée le jour de la révolte suprême, le militant anarchiste est le reste du temps "un bon bougre", sûr de ses droits comme de son métier. Un individu qui n'a pas forcément fait d'études mais "à-qui-on-ne-la-fait-pas"[81] ».

L'unité théorique du mouvement et ses limites

Mais ce qui fait la cohésion des anarchistes au même titre que la construction d'un imaginaire anarchiste, c'est aussi l'adhésion des individus et des groupes à un certain nombre d'idées structurantes pour le mouvement.

Les théories anarchistes

Dans un article intitulé « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », Gaetano Manfredonia rappelle que l'anarchisme comme courant de pensée « historiquement daté » est né avec Proudhon. Mais il rappelle aussi que l'anarchisme ne se résume pas au proudhonisme, que la pensée de Proudhon s'est enrichie par la suite des réflexions de fouriéristes radicalisés tels que Ernest Cœurderoy, et qu'elle s'est élaborée progressivement, par étapes, grâce à des apports successifs constituant autant de formes « d'arrangement-modification-élargissement » de « l'héritage proudhonien d'origine » : adoption par exemple des idées collectivistes par l'AIT au Congrès de Bruxelles de septembre 1868 ; adoption du communisme par la majorité des internationalistes anti-autoritaires au cours des années 1870 ; théorisation de la « propagande par le fait » en 1880 au congrès de Vevey[82]. C'est au cours de cette période de maturation que le courant libertaire se différencie des autres composantes socialistes au sein du mouvement ouvrier français, cela à l'issue d'un long processus qui débute au lendemain de l'insurrection de juin 1848 et s'achève seulement au sein de l'AIT avec, en septembre 1872, la scission entre « autoritaires » marxistes et « anti-autoritaires » partisans de Bakounine lors du Congrès de La Haye.

Développer ces idées anarchistes est hors de notre propos, et nous renvoyons le lecteur aux ouvrages consacrés à la pensée anarchiste dans notre bibliographie. Nous nous contenterons de rappeler que ces théories, portées par Proudhon, Bakounine, puis d'autres encore dans les années 1880-1914, sont plus ou moins bien assimilées par les militants des années 1880, et que ce sont elles, qui, diffusées dans les groupes par le biais de la propagande, sont le ciment du mouvement.

79. Ibid., p. 232.
80. Ibid.
81. Ibid.
82. Gaetano MANFREDONIA, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », op. cit., p. 249 sq.

Des débats qui ne remettent *a priori* pas en cause l'unité du mouvement

Il faut toutefois signaler que, dans les années 1880, un certain nombre de ces idées sont sujettes à débat au sein du mouvement anarchiste, même si aucun de ces débats ne semble *a priori* pouvoir emporter sa cohésion – et c'est là une grande différence avec les années 1890.

Dans les milieux anarchistes, il en va ainsi des discussions portant sur la façon dont les attentats anarchistes ont été réalisés ainsi que sur leur utilité. Certains compagnons semblent en effet s'inquiéter de dérives possibles, et engagent un véritable effort pédagogique pour indiquer aux futurs propagandistes ce que doit être l'acte révolutionnaire. Pour *L'Avant Garde cosmopolite*, l'acte révolutionnaire ne peut être que celui d'un révolutionnaire conscient[83], et la *Révolte* reprend cette idée dans son numéro 21 paru la semaine du 11 au 17 février 1888, en confiant justement à la presse anarchiste le rôle de faire du futur propagandiste un révolutionnaire conscient :

> « La réponse des camarades de Toulon nous fournissant l'occasion de revenir sur cette question des organes de théorie et des organes de lutte et de nous expliquer sur notre manière d'envisager la propagande, nous allons le faire une bonne fois pour toutes. Ce reproche de modérantisme a toujours été fait à la *Révolte* par des camarades qui trouvent que l'on est révolutionnaire qu'à la condition de parler sans cesse de fusillades, d'incendies, de massacres et de pendaisons de bourgeois […] il ne suffit pas de prêcher la révolte et de nier le droit à la propriété. Ce qu'il faut, c'est arriver à faire comprendre à ceux que l'on voudrait voir se révolter qu'ils sont esclaves et qu'ils ont droit à la richesse sociale […]. »

Selon la *Révolte*, l'acte révolutionnaire doit par ailleurs avoir un caractère moral[84] :

> « Non, le but à atteindre ne justifie pas tous les moyens. Nous n'admettons pas comme moyens révolutionnaires ceux qui sont basés sur l'emploi du mensonge, de la bassesse, de la sournoiserie, en un mot sur des traits de caractère qui nous répugnent chez tout homme […] En ceci, nous ne faisons pas acte révolutionnaire et personne ne s'y trompe. »

Il doit également être conçu de telle manière qu'il soit immédiatement perçu par les masses comme l'acte politique d'un anarchiste, comme le rappellent certains auteurs anonymes d'articles parus dans *Terre et Liberté*[85] ou dans la *Révolte*[86] :

> « Si l'on veut faire de la besogne pratique, si l'on veut que les idées pénètrent dans la masse et arriver à ce qu'elles soient respectées même de ceux qui en sont les adversaires, il faut déblayer le terrain qu'elles ont à parcourir, il faut les débarrasser des nébulosités qui les obscurcissent, les dégager des aspirations vagues et non encore définies et arriver à formuler un plan d'ensemble où les individus, tout en restant libres d'agir et de penser comme ils l'entendront, il soit impossible aux détraqués et aux malintentionnés de venir mettre sur le dos des idées anarchistes, des actes ou des théories qui en soient la négation. »

83. L'Avant Garde Cosmopolite, n° 7 du 16 au 22 juillet 1887.
84. La Révolte, n° 47 du 20 août au 1er septembre 1888.
85. Terre et Liberté, n° 9 du 15 au 22 novembre 1884.
86. La Révolte, n° 12 du 16 au 20 avril 1887, « Terrain à déblayer ».

Ce doit être avant tout un acte pédagogique, comme l'écrit l'auteur d'un article paru dans *Terre et Liberté*[87], tandis qu'un certain nombre de journaux comme *L'Attaque*[88] ou la *Révolte* insistent sur le caractère spontané qu'il doit revêtir[89] :

> « L'initiative personnelle, telle est la forme d'organisation spontanée que chacun de nous doit apporter dans l'incessant combat. Quand la société capitaliste se sentira attaquée de toutes parts, dans les usines, dans les champs, dans les casernes, dans les palais mêmes, quand de toutes parts se dressera le famélique réclamant son pain et l'opprimé reprenant sa part à la vie, quand les gouvernements ne sauront plus de quel côté lancer leurs armées, ils seront bien près de leur fin. »

Certaines feuilles poussent même le futur propagandiste vers telle ou telle forme d'action, comme la *Révolte*[90] ou comme *L'Attaque*, qui rappelle aux compagnons qu'il est possible de faire de la propagande anarchiste au quotidien[91] :

> « Pour détruire les préjugés, c'est-à-dire pour faire l'éducation révolutionnaire du peuple, les anarchistes ne se bornent pas à la propagande théorique, qui serait insuffisante et inefficace si ces actes individuels ne se commettaient pas, démontrant la nécessité et la légitimité de la révolte. Ces actes constituent la propagande par le fait. Appliquée à la destruction de la propriété, cette propagande découle des reprises partielles nécessaires pour opposer la logique anarchiste à la mensongère économie bourgeoise. Dans le domaine politique, ce sont – depuis la désobéissance à un sergot, jusqu'à l'incendie d'un palais d'hiver par exemple – toutes les actions ayant comme résultat la destruction du respect pour les maîtres. »

Mais malgré ces discussions, toute la presse anarchiste approuve les attentats de ces années. Ainsi, au moment de l'affaire Gallo en 1886, c'est le cas de *L'Idée ouvrière*[92] et du *Révolté*[93] :

> « Il n'y a plus à en douter. C'est la guerre sociale qui s'annonce, avec toutes ses conséquences inévitables […]. La situation est devenue intenable pour le travailleur : il se révolte. »

C'est encore le cas du *Révolté* après l'explosion de la rue Berthe en 1887[94] et de l'ensemble de la presse anarchiste au moment de la campagne entreprise par de mystérieux individus contre les bureaux de placement à partir de 1888. La *Révolte*, successivement dans les numéros quatre (7 au 13 octobre 1888) neuf (11 au 17 novembre 1888) et 14 (15 au 22 décembre 1888) suit attentivement l'action entreprise par les « dynamitards », et ne cache pas sa joie[95] :

> « À ce qu'il paraît, qu'à la suite des explosions à la mairie du 18e, on a affiché des placards que les garçons limonadiers pouvaient se présenter, que la mairie se chargeait de les placer. On n'a rien voulu faire pour eux tant qu'ils se sont

87. Terre et Liberté, n° 4 du 15 au 22 novembre 1884, « Terrain à déblayer ».
88. L'Attaque, n° 56 du 18 au 25 janvier 1890, article de Lucien Weil.
89. La Révolte, n° 24 du 24 février au 2 mars 1889.
90. La Révolte, n° 26 du 4 au 10 septembre 1886.
91. L'Attaque, n° 56 du 18 au 25 juin 1890, « La propagande par le fait », article de Lucien Weil.
92. L'Idée ouvrière, n° 27, du 10 au 17 mars 1888.
93. Le Révolté, n° 23 du 15 au 28 mars 1886.
94. Le Révolté, n° 15 (3e année) paru la semaine du 16 au 22 juillet 1887, « Mouvement Social ».
95. La Révolte, 2e année, n° 9 du 11 au 17 décembre 1888.

> contentés d'employer les moyens légaux. La poudre ayant parlé, on cherche à leur être agréables. Nous avons toujours pensé, et dit qu'il était facile d'obtenir tout ce que l'on voudrait des bourgeois, il ne s'agit que de savoir s'y prendre. »

Même réaction d'approbation dans un article du *Père Peinard* publié dans le numéro 43 du 22 décembre 1889, tandis que l'auteur anonyme d'un article de deux colonnes et demie intitulé, « Dame Dynamite », publié en première page du numéro 8 du *Ça Ira* du dimanche 21 octobre 1888 revendique bruyamment les attentats comme des actes authentiquement anarchistes :

> « Elle a parlé la belle. Et son rauque mugissement a éveillé un quartier, soulevé les pavés, brisé les carreaux et vitres… Elle a parlé au centre de Paris. Et sachez, bourgeois, elle ne fait qu'entrer en matière, n'en est encore qu'aux tâtonnements, la jolie fille. Elle vous en fera voir de plus drôle, la coquine : Les temps viennent où la parole lui sera laissée, où sa voix stridente dominera à elle seule le silence de vos bedaines apeurées. »

On peut donc dire que la propagande par le fait emporta l'adhésion des compagnons, mais qu'une minorité intellectuelle – des rédacteurs de *L'Attaque*, de *Terre et Liberté* et surtout de la *Révolte* – ont compris les dangers inhérents à cette forme d'action révolutionnaire pour le mouvement lui-même. Dans les colonnes des feuilles anarchistes, ces derniers mènent alors un véritable travail de réflexion critique sur les attentats qui ont lieu à Paris dans les années 1881-1891.

Concernant la reprise individuelle, les anarchistes des années 1880 ont eu davantage de mal à concilier leurs points de vue, comme le montrent les articles parus dans la presse anarchiste. Pour les uns, la propagande par le fait sous forme de reprise individuelle est par excellence un acte anarchiste véhiculant les idées anarchistes et participant ainsi de la révolution, tandis que pour les autres, cette forme d'action est d'un usage trop délicat : comment faire la part entre le révolutionnaire volant pour la cause et le malfrat qui entrerait dans le mouvement pour justifier une conduite malhonnête ? À long terme, la reprise individuelle risquerait de discréditer les théories anarchistes et de dénaturer le mouvement.

Au début des années 1880, seul le *Révolté* se fait l'écho de ce débat qui préoccupe pourtant les compagnons, successivement dans un numéro paru la semaine du 21 juin au 4 juillet 1885, intitulé « Les voleurs », et dans un autre article intitulé « La morale », publié dans le numéro 9 du 2 au 15 août 1885 :

> « C'est une victime de la société, dites-vous en parlant du voleur, il se défend comme il peut. Erreur grossière, la lutte du voleur n'est pas la lutte contre la société, mais bien la lutte de l'individu qui cherche à enlever à un autre les armes qui lui permettront de s'imposer à son tour en parasite de la société […]. On ne fait pas une révolution qui doit briser l'égoïsme dans lequel se meut la société, avec des éléments égoïstes […]. »

Mais par la suite, avec l'affaire Duval[96], l'attitude de la *Révolte* évolue sur cette question et le débat paraît s'apaiser au sein du mouvement. Le journal, dans son numéro 29 du 6 au 12 novembre 1886, se borne tout d'abord à publier une lettre de Clément Duval se justifiant d'une première condamnation. Sans commentaire, une seconde lettre envoyée par les amis de Duval pour le justifier est publiée dans le numéro 31 du journal paru la semaine du 20 au 26 novembre 1886, tandis que dans son numéro paru la semaine du 15 au 21 janvier 1887, le *Révolté* annonce qu'il couvrira le procès Duval la semaine suivante.

96. Voir le chapitre consacré à la propagande par le fait.

Le journal ne s'engage donc pas jusqu'à ce que l'attitude énergique de Duval à son procès ne convainque la rédaction de sa bonne foi et de l'intérêt de la reprise individuelle, et le numéro 41 du *Révolté* paru la semaine du 24 janvier au 4 février 1887 prend délibérément parti pour l'accusé et son action à travers un article anonyme intitulé « Le procès Duval » :

> « Pour nous, Duval est un parfait honnête homme. Il a illustré la morale anarchiste ; son acte et sa condamnation complètent beaucoup de brochures et d'articles de journaux comme la pratique complète la théorie. Ceci n'est rien sans cela […] Duval a pensé que l'on devait prendre dans la poche des jouisseurs pour répandre parmi ceux qui souffrent de manque de toutes choses et selon l'idéal anarchiste, il a voulu substituer l'action individuelle à l'action gouvernementale. Il nous a montré ce que tous les déshérités devront faire le jour de la révolution. Nous n'admettons pas la propriété individuelle ? Montrons-le par nos actes comme par nos paroles. »

À partir de ce moment, la presse anarchiste tout entière défend Duval contre la critique, comme le montrent le numéro trois de la *Révolution Cosmopolite*, le *Ça Ira*[97], et deux numéros du *Révolté* (l'un de mars 1887[98] et l'autre de février 1887[99]) :

> « Comme il fallait s'y attendre, l'acte de Duval a soulevé les colères de la presse bourgeoise, mais en cela, rien que de très naturel : les journalistes bourgeois sont dans leur rôle de chiens de garde de la propriété […]. Mais le spectacle devient écœurant lorsque l'on voit prendre part au concert de vociférations des individus qui, pour se faire une popularité, ont prêché de tout temps que la propriété est un vol fait au préjudice des travailleurs ; […]. C'est ici que les socialistes honnêtes essaient de glisser leur distinguo : "Duval affirme avoir agi pour la propagande, mais rien ne le prouve" – ce qui le prouve ? – son attitude ! Un voleur ordinaire n'aurait pas eu les accents indignés que Duval a trouvés lorsqu'il a développé les idées qui l'ont fait agir […]. Un voleur ordinaire n'a pas devant le tribunal l'énergie de Duval. »

Pour le *Révolté* dans son numéro 42 paru la semaine du 5 au 11 février 1887, la reprise individuelle a alors une fonction pédagogique :

> « Les anarchistes, eux applaudiront toujours aux actes des Fournier, des Florion, des Stellmacher et des Duval […] parce que nous les considérons comme autant d'accrocs aux préjugés bêtes qui arrêtent les masses au jour de révolution ; accrocs qui permettront à la révolution de passer au travers. »

Pour la majorité des organes de presse anarchistes, ce type d'action est idéal parce qu'il permet de résoudre immédiatement la question sociale et de commencer la grande œuvre révolutionnaire, comme on peut le lire dans *L'Avant Garde cosmopolite*[100], *La Révolution cosmopolite*[101], *L'Anarchie*[102] et *Le Ça Ira*[103] :

> « Pratiquons le droit de reprise individuelle, et ne craignons qu'une chose : ne pouvoir le pratiquer assez pour le triomphe de la révolution. »

97. Article intitulé « Le choix de la vie ».
98. Le Révolté, n° 46, du 5 au 11 mars 1887.
99. Le Révolté, n° 42, du 5 au 11 février 1887.
100. L'Avant Garde Cosmopolite, n° 7 du 16 au 22 juillet 1887.
101. La Révolution Cosmopolite, n° 1.
102. L'Anarchie, n° 2, 26 mars 1887.
103. Le Ça Ira n° 7 du 10 septembre 1888.

Certains journaux vont même beaucoup plus loin en affirmant la supériorité de cette forme d'action sur toutes les autres, comme l'auteur d'un article publié dans le numéro 44 du *Révolté* paru la semaine du 19 au 25 février 1887, ou un autre article intitulé « Les actes révolutionnaires » paru dans le numéro 7 de *L'Avant Garde Cosmopolite* du 16 au 22 juillet 1887 :

> « Duval est la figure sublime qui représente la révolte populaire et le droit producteur contre le vol capitaliste et propriétaire. Vive le voleur anarchiste, et que les soudards qui dépouillaient les communaux gardent les autres. »

Et cet engouement est tel, qu'il ne faut pas être étonné lorsqu'en 1889 les théoriciens de la *Révolte* envisagent de donner un nouveau sens au mot « vol[104] » :

> « À une différente conception de la propriété doit correspondre un nouveau sens des mots "vol" et "voleur" […] le voleur est celui qui s'empare du sol et qui le détient sans le travailler pour le faire travailler par d'autres à son profit, le voleur est celui qui, sans produire lui-même, gagne sur le travail d'autrui et en accapare les profits […]. Honnête au contraire, exerçant en toute plénitude son droit légitime, est le pauvre diable qui, ayant faim, prend sa part au banquet de la vie […]. Honnête est le mandrin qui exerce son droit de reprise contre les gabelles, les douanes et la maréchaussée, pour répartir son butin entre les faibles et les pauvres. Honnêtes, les révolutionnaires qui, dans la mesure de leurs forces, passent du précepte à la pratique pour reprendre la fortune privée et lui restituer son utilité communautaire. »

À cette époque, alors que la propagande par le fait sous forme de reprise individuelle est unanimement reconnue par les compagnons comme un type d'action révolutionnaire, l'affaire Pini[105] et l'attitude de Pini à son procès, ne peuvent que susciter des murmures d'approbation dans les colonnes des journaux anarchistes. La *Révolte*, dans son numéro 11 paraissant la semaine du 23 au 29 novembre 1889 se montre ainsi très favorable à Pini dans un article intitulé « Le procès Pini » :

> « À propos du procès Pini, il n'est pas nécessaire de rouvrir la discussion sur le vol. Quelle que soit l'opinion de chacun sur le besoin de prêcher, on ne peut qu'applaudir à une attitude comme celle de Pini ; […]. Pini le voleur, restera dans notre mémoire à tous comme un des précurseurs de la révolution sociale. »

Le *Père Peinard*, dans son numéro 19 du 30 juin 1889, dans un article intitulé « Les vrais voleurs », approuve lui aussi l'acte de Pini, comparant même ce dernier à Robin des Bois six mois plus tard[106] :

> « Chez les Angliches, y en a eu beaucoup comme ça [comme Pini] […] y a des quantités de chansons là-bas, qui vantent les coups de Robin Hood, un bandit qui perchait dans les forêts. Ses flèches pointues piquaient les seigneurs. Il avait de belles cordes pour pendre les richards et des trucs épatants pour piller les châteaux. La galette qu'il prenait aux seigneurs, il la distribuait aux pauvres diables […]. Pini est de la famille de ces grands brigands qui rétablissaient autant qu'ils pouvaient l'équilibre entre les grosses crapules de richards et les pauvres diables. »

104. Le Révolté, n° 22, du 10 au 16 février 1889.
105. Voir le chapitre consacré à la propagande par le fait.
106. Le Père Peinard du 10 novembre 1889.

Ainsi, à la fin des années 1880, la reprise individuelle ne divise plus réellement les compagnons.

L'attitude à adopter à l'égard du général Boulanger a pu également, temporairement, être un ferment de division entre ceux qui souhaitaient défendre la République contre la Réaction et les autres, mais là encore, cela ne dura pas.

Dans les premiers temps, les compagnons ont eu bien du mal à adopter une position commune vis-à-vis de Boulanger. En 1888, selon les rapports de police, il semble que la « majorité » des compagnons[107] souhaite seulement exploiter les événements pour faire de la propagande anarchiste ; c'est par exemple la position des compagnons qui organisent différentes réunions de propagande purement anarchiste à Paris et y attirent des auditeurs en indiquant qu'ils vont traiter du boulangisme[108]. C'est également ce qui transparaît dans la presse anarchiste : on apprend ainsi par un rapport du 18 avril 1888 que « les anarchistes (nuance Grave) sont d'avis de laisser le courant boulangiste suivre sa pente, la révolution n'ayant qu'à gagner aux perturbations politiques qui naîtront[109] ». Cela dit, s'affirme en même temps chez une minorité de compagnons une volonté de combattre le boulangisme par réflexe de défense républicaine ; la *Révolte* même paraît, un temps, tentée par l'aventure, ce dont témoigne un article intitulé « Les intentions de Monsieur Boulanger », paru dans le numéro 33 du journal du 18 au 24 mai 1888 :

> « Un gouvernement fort appuyé sur le plébiscite et concentré dans les mains d'un chef de l'État, serait la fin de cet interrègne qui nous a permis enfin de penser, de nous instruire, de nous grouper, de déblayer le terrain. Que les bourgeois veuillent ce gouvernement fort, c'est naturel. Ils sont dans leur rôle. Mais que le travailleur laisse faire et laisse ce gouvernement se constituer, ce serait trop bête […]. Nous préférons le gouvernement actuel qui n'en est pas un, au gouvernement fort que nous promettent les boulangistes. »

Ainsi certains compagnons se mobilisent contre Boulanger dans un pur réflexe de défense républicaine, parce que, comme le dira Leboucher en juillet 1889 « son arrivée au pouvoir ferait reculer de 100 ans la République » ; aussi ajoute-t-il que lui « brûler la gueule » serait « commettre un bel acte individuel[110] ». En tout cas, très peu de compagnons rallièrent « la boulange » à cette époque, comme l'indique le seul témoignage allant dans ce sens dont nous disposons fin décembre 1888, qui signale « cinq individus professant des opinions boulangistes et fréquentant des réunions anarchistes[111] ».

Toutefois, à partir de 1889, dans leur grande majorité, les anarchistes paraissent avoir abandonné tout réflexe de défense républicaine, et l'auteur d'un article paru dans le numéro cinq du *Père Peinard* du dimanche 24 mars 1889 sous le titre « La postiche de Barbapoux » est semble-t-il bien représentatif de l'état d'esprit de tous :

> « Nom de dieu, il nous foutra donc pas la paix cet animal de Boulange ? Ce que j'en ai soupé de sa fiole ! Ce mufle-là se figure que c'est arrivé ; que nous coupons dans ses panneaux et qu'on va se laisser mener à sa fantaisie. Ah non alors ! Le salop peut se fouiller […]. Le populo vote pour lui histoire d'emmerder le gouvernement ; mais si Boulange tenait la queue de la poêle, on voterait aussi bien contre lui […]. La République, c'est très chouette, mais voilà deux fois qu'elle nous assassine et nous fait crever de faim. Y a beau temps, les larmes nous venaient aux yeux rien qu'en prononçant ce mot magique. Ah on avait

107. P. Po. B.A./75, rapport du 27 mars 1888.
108. P. Po. B.A./75, rapport du 16 mars 1888.
109. P. Po. B.A./75.
110. P. Po. B.A./1506, rapport du 8 juillet 1889.
111. P. Po. B.A./75, rapport du 27 décembre 1888.

> confiance, on croyait à la Marianne. Hélas, elle s'est montrée aussi marâtre que les autres gouvernements, aussi on ne s'emballe plus pour elle. Ma vieille, tes enfants vont t'assommer si tu continues. Faut que ça change, nom de dieu ! Et le moment venu, faudra mettre carrément les pieds dans le plat, prendre notre part. »

Ils boudent les manifestations antiboulangistes, ce que montre par exemple une coupure de presse du *Temps* datée du 13 novembre 1889, rapportant une réunion tenue la veille au Rocher-Suisse, à Montmartre, avec Louise Michel, au cours de laquelle elle aurait dit[112] :

> « L'attitude que nous autres anarchistes devons garder devant la rentrée de la Chambre [...] c'est celle que nous devrions avoir devant les échappés de Charenton qui s'imagineraient être la République. »

Ils souhaitent profiter de l'agitation politique pour faire de la propagande anarchiste, voire préparer la révolution[113]. Ils profitent notamment de la campagne électorale pour se lancer dans une grande campagne abstentionniste, d'une part en interrompant les réunions politiques de leurs adversaires[114], et d'autre part en organisant eux-mêmes de nombreuses réunions publiques comme celle du 18 janvier 1889 animée par Viard, qui dénonce en Boulanger « le massacreur de 1871[115] ». Cette campagne s'appuie sur la publication de manifestes comme le manifeste abstentionniste du *Père Peinard*, « Le Père Peinard au Populo » distribué à 3 000 exemplaires à Paris, dans lequel on trouve ces mots : « Aussi au lieu de m'emballer pour Jacquot, Boulanger ou Boulé, je gueule[116]. » Même échos abstentionnistes dans la presse anarchiste, une presse anarchiste dans laquelle on trouve des articles comme celui de la *Révolte* fin janvier 1889[117] :

> « [...] Que le scrutin parisien réponde Jacques ou Boulanger, cela nous est tout à fait indifférent. Ils sont aussi farceurs l'un que l'autre. »

Quant à une éventuelle collusion entre les anarchistes et les boulangistes, il semble qu'elle relève avant tout du fantasme policier et n'aurait concerné qu'une petite minorité de compagnons, car comme en 1888, seuls quelques rapports d'indicateurs signalent l'existence de contacts entre compagnons et boulangistes : un indicateur rapporte ainsi en octobre 1889 que « les anarchistes auraient l'intention de se rendre place de la Concorde le jour de la rentrée de la Chambre et d'y soutenir les boulangistes en cas de conflit[118] ». Les sources nous invitent donc à considérer ces contacts comme exceptionnels, et en définitive, même l'épisode boulangiste n'a pas su diviser profondément les compagnons.

Les limites de l'unité

Cette entente apparente sur des questions importantes dissimule toutefois des fractures qui ne tarderont pas à s'approfondir, notamment entre les rédacteurs du *Révolté* (puis de la *Révolte*) et les autres anarchistes. Au moment de l'affaire Gallo par exemple, des tensions se sont déjà fait sentir entre la majorité des anarchistes de Paris et les

112. P. Po. B.A./76.
113. Ibid.
114. P. Po. B.A./76, rapport du 26 janvier 1889.
115. P. Po. B.A./76, rapport du 19 janvier 1889.
116. P. Po. B.A./76.
117. La Révolte, n° 20 du 27 janvier au 3 février 1889 : « L'élection du 27. »
118. P. Po. B.A./76, rapport du 9 novembre 1889.

hommes de la *Révolte*, notamment lorsque Jean Grave refuse de publier dans son journal les écrits de Gallo[119] et de s'intéresser à son procès[120] :

> « Un grand nombre de groupes anarchistes ont été plus que mécontents de l'attitude prise par le *Révolté* envers l'auteur de l'attentat à la Bourse […]. Non seulement le journal n'avait jamais parlé de Gallo, mais encore il avait très carrément refusé d'insérer les motifs de défense rédigés par l'accusé dans sa cellule de Mazas ainsi que la notice biographique écrite par Louiche, et devant être placé en tête de l'écrit de Gallo. »

Il en a été de même lorsque la question de la reprise individuelle a été débattue par les groupes anarchistes au milieu des années 1880 : même si la *Révolte* se décide en 1889 à approuver l'action de Duval ou Pini, les tensions n'en ont pas moins été vives entre ses rédacteurs et l'ensemble des anarchistes parisiens. Ainsi, sur cette question, un rapport du 11 septembre 1889 intitulé « Schisme anarchiste » oppose les rédacteurs de la *Révolte*, « minorité platonique », et « les seconds, dont le désordre violent va devenir l'élément vital [du mouvement][121] ». Un autre rapport daté du mois suivant signale que l'animosité existant entre le trio de la *Révolte* composé de Grave, Paul Reclus et Kropotkine d'une part, et d'autre part l'ensemble des anarchistes parisiens, provient « de ce que la *Révolte* est le seul journal anarchiste qui paraisse encore et que Grave en interdit l'accès aux doctrines matérialistes absolues du vol et de l'égoïsme absolu. On veut le déloger de là ; il tient bon mais il est à croire qu'il succombera dans la lutte. Il ne veut pas non plus d'excitation aux actes de propagande individuelle par la violence[122] […] ». Et cette animosité contre les hommes de la *Révolte* s'exaspère avec l'affaire Pini[123], comme en témoigne un rapport du 15 novembre 1889[124] :

> « La *Révolte* tire à 5 000 exemplaires, et ce tirage ne lui suffirait pas pour vivre à cause de l'irrégularité de ses correspondants, si Reclus n'envoyait 100 francs toutes les semaines. La ligne de conduite du journal est la même qu'il y a huit ans […]. Elle répudie le vol et le brigandage et fait quelques concessions à l'idéalisme. Grave est impitoyable pour tous ceux qui s'éloignent de ces trois points. Aussi est-il en opposition avec d'autres anarchistes qui, poussant à l'extrême les théories individualistes, sont en complet désaccord avec ce programme. Malato, Tennevin, Pouget, Weil, Paulet, Faure, qui forment le reste du contingent des écrivains sont constamment en hostilité sourde avec la *Révolte* […]. Leur but est de transformer en anarchistes tous les voleurs et réciproquement […]. Le vol sous toutes ses formes, est considéré par eux comme l'acte de propagande par excellence. »

Ces désaccords, même s'ils sont pour partie résolus, témoignent d'un malaise plus profond au sein du mouvement, à tel point qu'un rapport du 23 octobre 1890 parle du mouvement anarchiste comme devant inéluctablement se briser en « deux tronçons[125] ». En effet, si les rédacteurs de la *Révolte* oublient de défendre certains propagandistes par le fait ou s'ils luttent contre le vol, c'est parce qu'ils pensent que de tels actes ou de telles théories contribuent à amener à l'anarchie un certain nombre de vauriens qui dissimulent

119. P. Po. B.A./74, rapport du 21 juillet 1886.
120. P. Po. B.A./74, rapport du 22 juillet 1886.
121. P. Po. B.A./76.
122. P. Po. B.A./76, rapport du 12 octobre 1889.
123. P. Po. B.A./76, rapport du 27 octobre 1889.
124. P. Po. B.A./76, rapport du 15 novembre 1889.
125. P. Po. B.A./75, rapport du 22 décembre 1887.

derrière des théories anarchistes des appétits n'ayant rien de révolutionnaires ; en tout cas, c'est ce qu'indique un rapport de police du 24 février 1888 [126] :

> « Il y a en ce moment des tiraillements très accentués parmi les groupes anarchistes. Ceux qui se disent sérieux voudraient se débarrasser des nombreux vauriens qui se sont glissés dans leurs rangs et qui, sans principe, et surtout, sans moralité, ne voient dans l'anarchie que le moyen d'excuser leur fainéantise en satisfaisant leurs appétits […] dans ce but, le groupe Terre et Liberté va changer de local et abandonner la salle Rousseau […]. Un tri va donc s'opérer ou tenter de s'opérer dans certains groupes. Cela ne veut pas dire que la tentative réussira. »

De leur côté, les détracteurs de la *Révolte* dénoncent l'autoritarisme des rédacteurs du journal [127], un autoritarisme capable de pousser ces derniers à rallier le camp des socialistes autoritaires. Un indicateur écrit ainsi [128] :

> « Le groupe "Terre et Liberté", avec Constant Martin, Gallet, Duprat et d'autres est fortement soupçonné de se rallier aux blanquistes. Le *Révolté* […] est aussi en suspicion. On se plaint beaucoup de Grave, et surtout de Méreaux, le gérant. »

Et ces critiques portent d'autant qu'au même moment, les hommes de la *Révolte* tentent de réorienter l'action des anarchistes vers les masses laborieuses. Le journal en convient, la grève réformiste n'est qu'un leurre [129], mais il en va en revanche différemment lorsqu'elle devient révolutionnaire [130] :

> « Si les grèves ne peuvent rien pour l'émancipation des travailleurs, si, même réussissant, elles ne peuvent apporter aucune amélioration à leur sort, par contre, elles peuvent fournir un puissant moyen d'agitation, une menace perpétuelle pour la tranquillité des exploiteurs, elles peuvent, par les troubles qu'elles occasionnent, favoriser une série d'actes contre le Capital et les exploiteurs, et aider ainsi à la propagation des idées de revendication sociale, la rapide extension des idées anarchistes le donne à craindre […]. Pour qu'une grève devienne dangereuse, pour qu'elle soit une menace à l'adresse des privilégiés, il suffirait que les idées de reprise de possession du sol, de l'outillage et du capital fussent développées un peu plus profondément dans la masse. Il suffirait que le milieu où doit se déclarer une grève ait été préparé par une forte propagande et que les idées anarchistes y aient été développées clairement pour voir la masse se ruer d'elle-même sur ceux qui l'exploitent. Si les anarchistes savent opérer ce travail, s'ils savent faire de la propagande sérieuse et se mettre en relation avec ces centres purement ouvriers et que jusqu'ici on n'a pas essayé de travailler, d'anodines qu'elles sont, les grèves pourront devenir un puissant moyen d'agitation. »

La grève a alors une valeur éducative [131] :

> « […] Les actes que l'on aura accomplis serviront à l'éducation de ceux qui ne comprennent pas encore la question sociale […]. Quant à la durée de cette reprise de possession, cela est secondaire, qu'importe qu'elle ait plus ou moins de

126. P. Po. B.A./75.
127. P. Po. B.A./75, rapport du 6 février 1887.
128. P. Po. B.A./75, rapport du 27 février 1887.
129. Le Révolté du 27 avril 1884, « Les Grèves ».
130. Ibid.
131. Ibid.

> durée ? Qu'importe si les travailleurs ne réussissent pas à garder une première fois ce dont ils se seront emparés ? À ce compte, les travailleurs n'entreprendraient jamais rien. »

Et ce doit être le rôle des anarchistes que de se tourner vers les masses laborieuses pour montrer l'exemple[132]. C'est en effet auprès des travailleurs que les compagnons feront de la bonne besogne révolutionnaire[133] et qu'ils prépareront réellement la révolution[134] :

> « Aujourd'hui c'est le peuple, qui las d'attendre, descend dans la rue. L'ère des faits isolés s'en va. C'est le peuple qui parle, et non les individus. Nous entrons dans la période des insurrections vraiment populaires qui précèdent toutes les grandes révolutions. Ce n'est plus l'individu ni le groupe qui agit. C'est la masse populaire qui se met en branle avec ce caractère spontané et contagieux qui a toujours caractérisé les grands mouvements populaires […]. La situation devient grave à propos d'émeutes qui se sont produites dans le nord, le centre, l'ouest de l'Angleterre, Londres, Madrid, au Portugal. »

En fait, derrière cette scission qui se profile, ce sont peut-être déjà deux conceptions de l'anarchie qui s'affrontent : d'un côté une conception anarchiste communiste portée par la *Révolte*, qui incite les compagnons à se tourner vers les masses laborieuses et à se méfier de certains types d'actions individuelles jugés dangereux pour le mouvement, voire, à les abandonner. De l'autre, une conception anarchiste individualiste portée à cette époque par des hommes comme « Charles Laurens, [Charles] Baudelot, [Louis] Vivier, [Pompée] Viar, Baudoin, [Auguste] Courtois, Charveron, Martinet, Leroux[135]… », qui « partent de ce principe que l'homme naît fatalement égoïste, qu'il n'a pas à se préoccuper du voisin, que l'unique morale consiste dans la plus grande satisfaction possible de tous les besoins, satisfaction acquise par quelque moyen que ce soit », et que « s'introduire chez un ami et le dévaliser est moral, parce que cet ami, ruiné voudra en ruiner un autre et qu'à la fin il s'attaquera à ceux qui possèdent[136] […] ». Quatre ans plus tôt, de tels arguments avaient déjà été développés par certains anarchistes comme Roussel, arguments donnant lieu à des règlements de compte ou à des mises au point théoriques au sein des groupes, ainsi qu'en témoigne ce rapport daté du 10 février 1886[137] :

> « La veille, réunion salle Aumaire, 13, salle Horel, réunion des groupes anarchistes de Paris : L'ordre du jour avait trait aux agissements de certains anarchistes qu'on accuse : 1. D'avoir, de leur initiative privée, organisé des réunions dans un but d'intérêt personnel et en se servant du nom des groupes sans en avoir reçu l'autorisation. 2. D'avoir empoché, sans en avoir rendu compte, le produit des 3 réunions données dernièrement la 1re salle Rivoli et les deux autres salle Molière 3. D'avoir brûlé la salle Rivoli, c'est-à-dire de n'avoir pas payé la location de cette salle ni les frais accessoires de la réunion. 4. De tenir dans les réunions une conduite susceptible de compromettre la bonne renommée du parti […] Roussel a prétendu que les anarchistes avaient le droit s'il leur en prenait la fantaisie, de provoquer toute réunion, de prendre les noms de tout groupe et de conserver par-devers eux toute somme sans jamais avoir

132. Le Révolté du 31 juillet au 6 août 1886 : « Sur l'action des anarchistes pendant les insurrections. »
133. La Révolte, n° 51 du 7 au 13 septembre 1889, « Ce que c'est qu'une grève ».
134. Le Révolté du 28 février au 14 mars 1886, « Les Révoltes populaires ».
135. P. Po. B.A./76, rapport du 15 novembre 1889.
136. Ibid.
137. P. Po. B.A./74.

> à rendre compte à qui que ce soit de leurs actes. Des dénégations violentes ont accueilli ces paroles. Godar a protesté et déclaré que pour son compte personnel, s'il faisait partie d'un groupe, il ne permettrait pas qu'on agît au nom du groupe sans l'autorisation de ses membres. Roussel lui a répliqué : "Alors, vous n'êtes plus anarchiste, vous êtes autoritaire." »

C'est bien cette analyse qui a été développée par Gaetano Manfredonia dans sa thèse sur les individualistes. Selon lui, dès 1881, « on peut repérer l'existence d'un clivage au sein du mouvement international sur les manières d'entendre l'anarchisme, opposant d'un côté les tenants d'une approche "sociale" fondée sur l'action collective de masse, se plaçant ouvertement sur le terrain de la lutte économique et sociale, à une approche "individualiste" des partisans inconditionnels de l'autonomie, qui refusent d'apporter toutes sortes de limitations ou de contraintes à la liberté individuelle. Certes, on ne peut parler encore à ce moment-là de l'existence d'un courant individualiste, mais tous les éléments sont déjà réunis[138] » : « Initiative individuelle, libre entente, communisme libre, propagande par le fait, spontanéité du fait révolutionnaire », autant de notions renvoyant à une conception de l'individu autonome comme agent de la transformation sociale[139]. Et selon lui, c'est à la suite d'une crise d'identité que traverserait l'anarchisme dans les années 1880 après l'échec des actions engagées par les compagnons dans ces années, des actions qui les auraient coupés des masses sans déclencher l'étincelle du « grand soir révolutionnaire[140] », que les tenants d'une approche sociale auraient tenté de refonder le mouvement en le moralisant, « en prouvant aux masses que les anarchistes étaient capables de mener avec elles la révolution sociale » et en arrachant « des mains des réformistes l'héritage du mouvement ouvrier de l'Internationale[141] ». Cette évolution se serait déroulée dans un contexte propice : le réveil général de l'action ouvrière après l'intense période de réaction qui suivit l'écrasement de la Commune.

138. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France…*, op. cit., tome 1, p. 44-45.
139. Ibid., p. 49.
140. Ibid., p. 87.
141. Ibid., p. 89 sq.

Chapitre IV. L'action contre la République au cours de la décennie 1880

L'organisation anarchiste a été le support de l'action engagée par les compagnons au cours des années 1880-1890, une action multiforme : trouble à l'ordre public, soutien à l'agitation ouvrière ; propagande par la parole, par l'écrit, ou par le fait.

L'anarchiste : un agitateur

Troubler l'ordre public

> « Les anarchistes disent toujours qu'ils n'approuvent pas les manifestations, qu'ils s'en désintéressent, etc., ce qui n'empêche nullement qu'on peut être sûr de les y rencontrer, tout prêts à profiter de la moindre circonstance pour faire du tapage[1]. »

Ainsi au cours de la décennie 1880, les anarchistes ne cessent jamais d'être des perturbateurs de l'ordre public, et cette agitation est protéiforme, résultat tantôt d'initiatives individuelles, tantôt d'initiatives collectives. En janvier 1888 par exemple, des anarchistes parisiens[2] se rencontrent pour « faire du grabuge » contre le bal organisé à l'hôtel de ville de Paris, avec l'idée de faire peur aux bons bourgeois qui s'y rendront[3]. Le 27 mai 1888, ce sont des compagnons du 19e et du 20e arrondissement qui se réunissent chez Lexcellent pour se rendre au Père Lachaise afin de déployer un drapeau rouge à l'intérieur du cimetière[4] ; toujours en mai 1888, ce sont des ouvriers de Rimogne (Ardennes), qui, à l'occasion d'une grève locale, déploient un drapeau noir[5].

Les incitations au pillage : l'affaire des boulangeries à Paris

L'incitation au pillage fait aussi partie de cette dimension de la vie anarchiste, comme en témoigne par exemple une affaire comme celle des boulangeries de Paris en 1883. Si l'on se rapporte en effet à l'acte d'accusation dressé contre Louise Michel, le pillage du 9 mars 1883 est le résultat d'un mouvement populaire animé par les anarchistes, puisque c'est au signal de Louise Michel, principale responsable, entourée de ses lieutenants Pouget et Mareuil, que des boulangeries sont pillées, une action obéissant aux mots d'ordres extrêmement violents lancés par les journaux anarchistes de l'époque, qui demandent à

1. P. Po. B.A./1498, rapport du 3 octobre 1904.
2. P. Po. B.A./75, rapport du 16 janvier 1888.
3. P. Po. B.A./75, rapport du 24 janvier 1888.
4. P. Po. B.A./75, rapport du 14 mai 1888.
5. Dominique PETIT, op. cit., p. 14.

leurs lecteurs de reprendre immédiatement et illégalement les produits entreposés çà et là par la bourgeoisie pour en faire le profit de la collectivité [6] :

> « Vers 3 h, cette bande ainsi conduite, arrivée rue des Canetes, 3, devant la boutique du sieur Bouché, boulanger, 15 ou 20 individus dont cinq ou six étaient armés de cannes plombées, se ruèrent dans la boutique en criant : ”du pain, du travail ou du plomb”, et menacèrent le boulanger de leurs cannes, qu’ils levèrent pour le frapper. Ils s’emparèrent de pains qu’ils jetèrent à ceux qui étaient restés dans la rue et brisèrent en se retirant une vitre de la devanture. La bande se remit en marche et s’arrêta une seconde fois rue du faubourg Saint-Germain, 13, devant la boutique de la dame Augereau, boulangère. Louise Michel frappa la terre de la hampe de son drapeau, et une voix de femme fit entendre le cri ”allez” ; à ce moment, une quinzaine d’individus envahirent la boutique en criant : ”Du pain, nous avons faim.” D’autres les suivirent, on s’empara de pains, de gâteaux, on brisa les vitres, les assiettes. Après ce second pillage, la bande reprit sa marche et s’arrêta devant la boutique de la dame Moriat, boulangère boulevard Saint-Germain, 125. Louise Michel escortée de Pouget et de Mareuil, agita puis posa à terre la hampe de son drapeau, et se mit à rire, dit la dame Moriat, boulangère, en regardant du côté de sa boutique. À ce double signal, la boutique fut envahie par un grand nombre d’individus criant : ”Du pain et du travail.” La dame Moriat coupa aussitôt des morceaux de pain, leur en offrit, mais cela ne suffit pas ; la boutique fut mise au pillage. »

Soutenir l’action des travailleurs

Mais ce travail de sape protéiforme trouve aussi d’autres domaines d’élection, et notamment, partout en France, le soutien aux ouvriers sans travail. Ainsi en janvier 1886, dans la capitale, une « Commission des ouvriers sans travail » travaille en contact étroit avec une commission lyonnaise fonctionnant sur le même modèle pour superviser les formes d’action à entreprendre afin d’aider les ouvriers sans travail dans les deux villes, et elle finance les campagnes d’agitation [7].

Pour ce qui concerne l’attitude des anarchistes à l’égard des grèves [8], elle est ambivalente. D’une part les compagnons sont opposés au réformisme et dénoncent la supercherie de mouvements sociaux visant purement et simplement à obtenir une amélioration des conditions de travail à court terme. Mais d’autre part, ils portent une attention réelle aux luttes sociales de leur époque dans la mesure où d’abord, à l’aube de la décennie 1880, la multiplication des conflits sociaux leur semble annonciatrice du « grand soir », où ensuite, il leur paraît essentiel de ne pas perdre contact avec le monde ouvrier, et où enfin ils veulent se tenir prêts à faire d’une grève réformiste une grève révolutionnaire.

Toutefois cette méfiance à l’égard des conflits sociaux ne les a pas empêchés d’intervenir de plusieurs façons dans ceux-ci pour aider les ouvriers : ainsi, à travers de nombreux articles paraissant dans la presse anarchiste, ils soutiennent les luttes sociales. Ils financent aussi certaines de ces grèves et tentent d’adoucir le sort des familles des grévistes, soit en organisant des souscriptions dont les bénéfices iront aux grévistes ; soit en

6. C’est ce que semble soutenir l’acte d’accusation dressé contre Louise Michel, Émile Pouget et Mareuil, anarchistes notoires, les rendant responsables des pillages du 9 mars, que rapporte la Gazette des Tribunaux du 22 juin 1883.

7. P. Po. B.A./74, rapport du 29 janvier 1885 et P. Po. B.A./1505, rapport du 20 janvier 1886, selon lequel la « Vengeance » a fait verser 5,50 francs à la « Commission des ouvriers sans travail ».

8. Sur la grève dans les années 1871-1890 en France, nous renvoyons le lecteur à l’ouvrage de Michèle PERROT : Jeunesse de la Grève. France 1871-1890, Éd. du Seuil, 1984, 324 p.

organisant des conférences au profit des ouvriers grévistes (à Saint-Étienne par exemple, en décembre 1881, Bordat de Lyon et le docteur Susini de Marseille participent à des meetings dont les bénéfices iront aux ouvriers grévistes de Villefranche[9]) ; soit en décidant de faire des collectes au sein des groupes anarchistes : en mars 1886 par exemple, Pierre Martin de Vienne (Isère) quitte le département pour Decazeville en emportant une somme d'argent réunie par le groupe de Vienne pour soulager la misère des familles des grévistes de Decazeville[10].

Ce soutien d'une partie des compagnons aux revendications ouvrières est encore perceptible – mais c'est plus rare – à travers l'organisation d'un certain nombre de réunions publiques destinées à récupérer des mouvements de contestation et à faire pression sur les patrons ou les pouvoirs publics, comme en mars 1886 dans l'Isère par exemple : à cette époque, les « Indignés » de Vienne, présidés par Pierre Martin, organisent une réunion publique au cours de laquelle les participants demandent une augmentation des salaires dans une usine de tissage, réunion à laquelle assistent plus de mille ouvriers ainsi que les membres des autres groupes socialistes[11]. Enfin les compagnons participent directement à ces grèves pour tenter de leur imprimer un cours plus révolutionnaire : ainsi par exemple, le compagnon Eugène Anheim est l'un des principaux meneurs de la grève des ouvriers bonnetiers aux établissements Mauchauffée de Troyes en 1888 ; de même Jacques Boisson, compagnon de Marseille, se rend dans le Gard en 1887 pour faire de l'agitation à l'occasion de la grève des ouvriers mineurs qui s'y déroule.

La propagande orale

Une propagande informelle et spontanée : conversations, cris, chansons

Pour une part, cette propagande est spontanée. Elle s'exprime d'abord à l'estaminet ou à l'atelier, comme en témoigne l'exemple de Joseph Degruilliers de Lillers (Pas-de-Calais), qui avoue aux agents venus perquisitionner son domicile « qu'il ne se gênait pas pour faire part de ses idées à ses camarades, soit à l'atelier, soit à l'estaminet[12] […] ». Elle se manifeste aussi à travers ce que les autorités appellent des « cris séditieux », cris lancés par les compagnons dans la rue ou dans les réunions publiques, voire au moment du tirage au sort, « cris séditieux » qui sont autant de provocations à l'adresse de tous ce/ceux que les compagnons exècre(nt) : le bourgeois, l'État, la chose religieuse… Elle se manifeste encore à travers les insultes : à Roubaix par exemple, en octobre 1887, le compagnon Louis Clayes est roué de coups par un zouave auquel il vient de reprocher son inutilité[13]. Elle se manifeste enfin par le biais de chansons révolutionnaires, qui, contrairement à ce qu'écrit Gaetano Manfredonia, n'ont pas attendu de s'épanouir « […] dans le cadre restreint et intime » des soirées familiales pour pénétrer dans les ateliers et connaître le succès des cabarets ou des cafés-concerts[14], mais furent très fréquemment entonnées dans l'espace public dès la décennie 1880 : ainsi, entre autres exemples, on connaît le

9. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 26 novembre 1881.
10. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 1er mars 1886.
11. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 27 mars 1886.
12. A. D. du Pas-de-Calais, M 2025, notice individuelle.
13. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 57.
14. Gaetano MANFREDONIA, La Chanson anarchiste…, op. cit., p. 163.

cas du compagnon Bury de Roubaix, chantant la Carmagnole dans les rues de la ville en juillet 1885, un drapeau rouge à la main[15].

Les lectures publiques

D'autres interventions sont un peu plus préparées dans la mesure où elles ont été rédigées : à Marseille par exemple, en janvier 1888, on apprend que plusieurs bars sont consignés aux hommes de troupe car les anarchistes – Mazade en particulier – viennent y faire la lecture à voix haute de leurs journaux et de leurs brochures[16]. Parfois cette propagande orale s'exprime à travers de véritables discours lus sur la place publique par tel compagnon, comme Martinet, qui, chaque jour, d'août 1885 à février 1886, déclame sur la grand-place de Roubaix divers pamphlets aux titres évocateurs (Les infamies de la police de Roubaix ; Les deux complices ; Le Pharisien et le gros porc…) et se taille un franc succès auprès de la foule et des ouvriers sans travail[17]. Mais d'autres compagnons attendent des occasions plus solennelles pour discourir, comme par exemple les enterrements de militants : Jean Polet signale ainsi que, dans le département du Nord, « les enterrements civils se transforment souvent en manifestations », et que « ce genre de démonstration choque beaucoup la population roubaisienne et tourquennoise[18] ».

D'autres encore vont à la rencontre des ouvriers en se rendant aux conférences publiques organisées par leurs adversaires politiques. Ainsi Jean Polet remarque que, dans le département du Nord, « puisque les ouvriers ne viennent pas aux conférences anarchistes[19] », les compagnons décident de « les trouver là où ils sont attirés[20] » : « Les conférences socialistes sont toujours contredites par un ou plusieurs compagnons qui n'hésitent pas à affronter les salles combles malgré leur petit nombre[21]. »

Les réunions publiques

Quant aux réunions publiques, elles sont de plusieurs types : meetings, conférences, réunions publiques contradictoires, toasts aux conscrits, et contrairement à la propagande orale informelle ou spontanée, elles nécessitent toute une organisation : location d'une salle ; invitation d'un conférencier qu'il faut parfois loger et nourrir ; annonce de la manifestation par voie de presse, d'affiches ou de prospectus ; demande d'autorisation à la préfecture. Or toutes ces démarches nécessitent un minimum de concertation, et on est bien loin ici de l'action individuelle. Elles sont en général entreprises au sein d'un groupe, mais elles peuvent aussi être décidées par plusieurs groupes. Parfois même, elles mobilisent tous les groupes d'un endroit, comme ce « meeting international public » organisé par les groupes anarchistes de Paris et de la banlieue en février 1884[22].

Lors de leur organisation, diverses procédures – qui ne s'excluent d'ailleurs pas les unes les autres – sont alors utilisées par les compagnons pour faciliter la concertation entre les différents groupes. La procédure la plus souple consiste, dans les grands centres anarchistes, à profiter des « réunions générales des groupes anarchistes », comme par exemple en septembre 1882, lors de cette réunion salle Horel à Paris où « on s'est […]

15. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 57.
16. René BIANCO, op. cit., p. 169.
17. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 53.
18. Ibid., p. 57.
19. Ibid., p. 53.
20. Ibid.
21. Ibid.
22. P. Po. B.A./73, rapport du 24 février 1884.

occupé de l'organisation de deux réunions anarchistes qui auront lieu [...] dans la salle des Mille-Colonnes, rue de la Gaieté[23] ». Une autre procédure tout aussi souple consiste, à l'initiative d'un groupe, à envoyer des délégués aux autres groupes de la région pour solliciter ponctuellement leur aide afin d'organiser une réunion publique, le groupe organisateur conservant l'initiative et se chargeant entièrement de la mise en œuvre de ladite manifestation : c'est cette solution que privilégie le groupe de Saint-Étienne lorsqu'il décide de faire venir Louise Michel dans la région pour une conférence ; Dumas est chargé par les compagnons de Saint-Étienne de contacter les compagnons de Saint-Chamond, ceux du Chambon et ceux de Firminy, pour qu'ils coopèrent[24]. Enfin, il existe une troisième procédure plus lourde : à l'initiative du groupe souhaitant organiser la réunion publique, les autres groupements sont convoqués en assemblée générale, assemblée générale qui nomme une commission plus ou moins secrète chargée de l'organisation de la manifestation : « De cette façon on n'aura plus à s'en occuper et les choses marcheront plus rapidement et plus sûrement[25] [...]. » Cette commission est contrôlée par l'assemblée générale à laquelle elle doit rendre des comptes, une assemblée générale qui peut être saisie par les membres de la commission elle-même en cas de problèmes ou par un des groupes. C'est par exemple cette procédure qui est suivie à Paris au début de l'année 1885, lorsque le compagnon Deherme fait inscrire au journal Terre et Liberté une convocation de tous les anarchistes à une réunion salle Faur, 39, rue de Montreuil, « pour dimanche prochain », réunion dont l'ordre du jour est le suivant : « Moyens à employer pour organiser un meeting en plein air[26]. » Peu avant cette réunion, une "Commission pour l'organisation du meeting" a été nommée, composée des compagnons Graillat, Holtz, Gros et Deherme[27] », sous la présidence de Gros[28]. Elle est contrôlée ou « doublée » par des réunions générales qui continuent d'avoir lieu, comme celle du 18 janvier, dont l'ordre du jour est le suivant : « Tactique à suivre [pour l'organisation du meeting sur la voie publique][29]. »

L'organisation de toute conférence ou meeting nécessite la collecte de fonds plus ou moins importants. Une partie de cette somme est d'abord nécessaire à l'impression des affiches et des prospectus annonçant la manifestation (il serait possible de s'en passer et de préparer quelques affiches ou passe-partout à la main, mais, comme le dit l'anarchiste Martinet lors d'une réunion anarchiste rue Coquillière, fin janvier 1885, ce ne serait pas « sérieux[30] ») : en février 1887 par exemple, à l'issue d'une réunion publique salle Pétrelle à Paris, on apprend que les compagnons ont dépensé pour celle-ci 24 francs d'affichage et 5 francs de collage[31]. Il faut aussi de l'argent pour louer la salle lorsque la manifestation n'a pas lieu sur la voie publique : en octobre 1887, à Paris, la location de la salle Graffard coûte 70 francs[32] ; mais certaines salles sont beaucoup plus chères encore. Par ailleurs, il est parfois nécessaire de rémunérer le conférencier, surtout quand c'est un « professionnel » qui vit de ses conférences ou en tire une partie substantielle de son revenu : ainsi, à l'issue de la réunion qui a lieu salle Pétrelle à Paris fin février 1887, les anarchistes, qui se sont rendus dans un débit de boisson pour faire leurs comptes, allouent

23. P. Po. B.A./1502, rapport du 4 septembre 1882.
24. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapports des 19-20 avril 1890.
25. P. Po. B.A./74, rapport du 30 janvier 1885 : plaidoyer de Leboucher pour la nomination d'une commission lors de l'organisation d'un meeting en plein air par les groupes anarchistes au début de l'année.
26. P. Po. B.A./74, rapport du 15 janvier 1885.
27. Ibid.
28. P. Po. B.A./74, rapport du 19 janvier 1885.
29. Ibid.
30. P. Po. B.A./74, rapport du 30 janvier 1885.
31. P. Po. B.A./74, rapport du 21 février 1886.
32. P. Po. B.A./1508, rapport du 7 octobre 1885.

10 francs à Louise Michel, soit plus d'un cinquième des bénéfices[33]. Enfin il faut couvrir les frais de déplacement du ou des conférencier(s) lorsque celui-ci ou ceux-ci n'habite(nt) pas sur place. Habituellement, leur voyage est à la charge du groupe organisateur de la manifestation ou de la tournée de conférences : en 1890 par exemple, Louise Michel demande que les groupes du département de la Loire qui l'ont sollicitée pour faire des conférences dans la région lui envoient les 120 francs qui lui permettront de venir sur place[34] ; de même, dans les grands centres anarchistes, il arrive fréquemment que tous les groupes se cotisent pour réunir l'argent qui permettra à l'un d'entre eux de partir en tournée de propagande, comme par exemple en octobre 1889, salle Horel à Paris, où une soixantaine d'anarchistes « allouent [...] à Jahn une somme de 50 francs pour lui permettre d'aller faire de la propagande dans le nord[35] » ; le conférencier doit d'ailleurs rendre des comptes à ces groupes à son retour, ce que fait Jahn le 27 octobre 1889, salle Horel, devant « près de 200 compagnons[36] ». Enfin – mais c'est sans doute plus rare et ce n'est pas « l'usage » – le groupe organisateur se propose parfois de payer les frais de déplacement des compagnons souhaitant assister aux meetings : en juin 1889 par exemple, Sébastien Faure, qui est à Nîmes pour une conférence, incite les compagnons de Saint-Étienne à venir assister au meeting anarchiste qu'il se propose de faire dans la ville, « les frais de déplacement étant pris en charge par les compagnons de l'endroit[37] ».

L'argent nécessaire à ces manifestations est souvent collecté à l'occasion de quêtes au sein du ou des groupes : c'est par exemple le cas en juin 1886 à Paris, lors d'une réunion du groupe la « Vengeance », salle Gaucher, rue de la Montagne Sainte-Geneviève, groupe qui souhaite organiser à lui seul une réunion publique[38]. Et lors de ces collectes, certains compagnons n'hésitent pas à donner le peu d'argent qu'ils possèdent : ainsi en juin 1886, salle Gaucher, le compagnon Bonnet « offre d'avance 15 francs pour la location de la salle », et il ajoute : « Si la réunion ne rendait pas suivant notre désir et que j'aie faim, je saurais faire la révolution moi-même[39]. » D'autres fois, pour récolter des fonds, les compagnons recourent à l'organisation de tombolas dont les bénéfices sont souvent très modestes : ainsi en janvier 1885 à Paris, la tombola organisée par la « Commission pour la préparation d'un meeting en plein air » chez un marchand de vin, 6 rue de Popincourt, produit 3 francs[40]. D'autre fois encore, les anarchistes décident de faire circuler des listes de souscriptions au sein des groupes, comme par exemple le 18 janvier 1886, 58, rue Réaumur à Paris, où Roussel, qui a convoqué « les compagnons de Paris et de la banlieue » pour prendre avec eux les décisions nécessaires à l'organisation d'un grand meeting salle Graffard, « invite les anarchistes ayant de l'argent à souscrire pour couvrir les frais d'affichage[41] ».

Pour réunir les fonds nécessaires à l'organisation de meetings ou de conférences, les compagnons ont encore pu solliciter des anarchistes de passage bien argentés, comme Elie Kmielewski, qui fournit l'argent manquant aux compagnons Holtz, Quinque et Méreaux pour l'impression des passe-partout annonçant un meeting le 1er avril 1885, place de l'Opéra à Paris[42] ; et ils n'hésitent pas non plus à écrire à l'étranger pour demander

33. P. Po. B.A./74, rapport du 21 février 1886.
34. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapports des 19-20 avril 1890.
35. P. Po. B.A./1506, rapport du 14 octobre 1889.
36. P. Po. B.A./1506, rapport du 28 octobre 1889.
37. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 29 juin 1889.
38. P. Po. B.A./1505, rapport du 2 juin 1886.
39. Ibid.
40. P. Po. B.A./74, rapport du 26 janvier 1885.
41. P. Po. B.A./74, rapport du 19 janvier 1886.
42. P. Po. B.A./74, rapport du 29 mars 1885.

de l'aide, comme en témoigne un rapport de mars 1885 : lors d'une réunion rassemblant une quarantaine d'individus rue de Montreuil, 39, salle Vaur, pour l'organisation d'un meeting en plein air, « Holts donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de Londres en réponse à une demande d'argent faite aux compagnons d'Angleterre pour l'organisation du meeting en plein air[43] ».

Lorsque plusieurs groupes participent financièrement à une même entreprise, l'argent anarchiste est centralisé de différentes façons. Soit le groupe qui est à l'initiative du projet envoie aux autres groupes des délégués chargés de collecter les fonds, comme par exemple dans le département de la Loire en avril 1890, lorsqu'il s'agit de faire venir Louise Michel dans la région. Soit ils s'accordent temporairement pour nommer un « trésorier » : c'est lui qui collecte les fonds au cours de réunions rassemblant les membres des différents groupes, comme en janvier 1885 à Paris, lors d'une réunion des anarchistes rue Coquillière, chez Renaudin, dont l'ordre du jour est l'« Organisation d'un meeting sur la voie publique[44] ». Le trésorier reçoit alors les sommes suivantes au nom des groupes ou des individus présents ou représentés[45].

Mais parfois, malgré tous ces efforts, la manifestation projetée ne peut avoir lieu faute de fonds suffisants : en janvier 1885 par exemple, lors d'une réunion de la « Commission secrète pour l'organisation d'un meeting » salle Vaur, 39, rue de Montreuil à Paris, Holtz prend la parole et dit que celui-ci ne peut avoir lieu car la commission n'a que 38 francs en caisse[46]. Il arrive aussi qu'elle soit retardée à cause de malversations : lors d'une réunion de la même commission chez un marchand de vin à Paris en janvier 1885, rue de Popincourt, « plusieurs assistants ont affirmé que le nommé Gros a dépensé les 38 francs appartenant à la caisse de la commission et que la date du meeting en plein air va encore être reculée faute de fonds[47] ».

Ces réunions ou meetings sont le fruit d'une minutieuse préparation au sein du/des groupes anarchistes ou des commissions créées pour l'organisation de ces manifestations. C'est en effet au sein de ces groupes ou commissions que l'on adopte l'ordre du jour des meetings ou des réunions, ce parfois après de rudes discussions, comme lors de cette réunion des « groupes anarchistes de Paris et de la banlieue » en août 1889, salle Horel, où « […] les anarchistes se sont occupés uniquement de l'organisation du meeting qui aura lieu le premier dimanche de septembre », et où ils décident de l'ordre du jour « après une longue discussion[48] ». C'est encore au sein du/des groupes ou des commissions que les compagnons débattent, préalablement à toute manifestation, de la date et du lieu où l'on se réunira, parfois sans parvenir à s'entendre : ainsi, lors de l'organisation d'un meeting en plein air en janvier 1886 à Paris, « les groupes du 15e arrondissement optent pour l'Esplanade des Invalides, ceux du 9e et du 12e arrondissement entendent que le meeting soit tenu place de la Bourse, tandis que les groupes du 5e et du 18e voudraient remettre cette manifestation pour l'organiser de manière plus sérieuse[49] » ; et face à ces positions discordantes, l'ensemble des groupes de la capitale est alors saisi de la question[50] (parfois, pour des raisons de sécurité, ces décisions restent confidentielles, comme le montre un rapport de février 1884 : le 21 février, salle Brunot, 41, rue des Couronnes à Paris, plusieurs groupes anarchistes sans distinction d'écoles sont réunis, et l'anarchiste Rebourg, qui demande aux compagnons où aura lieu le meeting prévu, se

43. P. Po. B.A./74, rapport du 22 mars 1885.
44. P. Po. B.A./74, rapport du 30 janvier 1885.
45. Ibid.
46. P. Po. B.A./74, rapport du 21 janvier 1885.
47. P. Po. B.A./74, rapport du 26 janvier 1885.
48. P. Po. B.A./76, rapport du 12 août 1889.
49. P. Po. B.A./74, rapports des 13 et 14 janvier 1885.
50. P. Po. B.A./74, rapport du 19 janvier 1885.

voit répondre par Leboucher « que la commission elle-même le saurait dans quelques jours[51] »). C'est enfin au sein de ces groupes ou commissions que les textes des affiches ou manifestes destinés à assurer la publicité du meeting ou de la manifestation sont élaborés et âprement discutés : en février 1884 à Paris, salle Renaudin, 14, rue Coquillière, lors de la réunion de la « Commission » nommée la veille pour organiser un meeting dans la capitale, le compagnon Bordes refuse que le manifeste de Denéchère invitant les travailleurs à descendre dans la rue pour ledit meeting soit imprimé tant qu'il ne l'a pas vu[52] ; deux jours plus tard, un autre rapport suggère que le manifeste a sans doute été refusé par la « Commission » après lecture, puisque c'est Bordes qui lit son manifeste « destiné à servir de premier appel aux travailleurs », manifeste alors critiqué par Faliès, qui demande que deux ou trois lignes en soient rayées avant son adoption[53].

Par ailleurs, à l'occasion de la préparation de telles manifestations, certains compagnons se voient chargés de tâches spécifiques. Il faut, le cas échéant, se procurer des armes ou des drapeaux : ainsi en janvier 1885, un rapport de police signale que « Ritzerfeld doit se rendre un de ces jours à la campagne avec l'anarchiste Graillat pour aller chercher les drapeaux rouges qui ont servi pour l'enterrement de la mère de Louise Michel ainsi que les armes nécessaires pour le meeting[54] ». Il faut aussi faire une déclaration de réunion à la préfecture, faute de quoi la manifestation est illégale et le patron de la salle est en droit de refuser aux anarchistes son accès. C'est ce qui se produit à la mi-mars 1884 à Paris, lorsque le patron de l'Elysée refuse de donner sa salle[55] :

> « Druelle a demandé […] si la déclaration à la préfecture de police avait été faite. Après quelques explications fournies par Denéchère, on a appris que les organisateurs du meeting avaient négligé de remplir cette formalité. »

Il faut encore louer la salle, une tâche parfois bien difficile car les compagnons ne sont pas les bienvenus partout, comme par exemple à Paris, à la salle Rivoli, « brûlée » en février 1886 par certains anarchistes[56]. Il faut aussi prendre contact avec les orateurs que le groupe souhaite solliciter. Cela peut se faire de vive voix quand l'orateur réside à proximité, et c'est fréquemment le cas dans la capitale, qui compte un certain nombre de conférenciers français parmi les plus écoutés et les plus connus : en janvier 1886 par exemple, les « anarchistes de Paris et de la banlieue » réunis 50, rue Ménilmontant, salle Devez, décident de demander à Louise Michel sa participation à un meeting public en lui envoyant quelques-uns des leurs[57]. Mais comme le plus souvent ces orateurs n'habitent pas à proximité du lieu de réunion du groupe, ces contacts ont lieu par le biais des réseaux de correspondance tissés entre anarchistes : ainsi les compagnons Chirat puis Feuillade de Saint-Étienne vont l'un après l'autre à Lyon au début du mois de décembre 1882 pour obtenir de l'anarchiste Bordat l'adresse de Sanlaville de Villefranche-sur-Saône, parce que ce dernier a acquis une certaine notoriété et « qu'il faudrait le faire venir à Saint-Étienne[58] ». C'est encore par courrier que les compagnons, quand ils ont reçu un conférencier qu'ils ont apprécié, recommandent ce dernier aux groupes : en témoigne une lettre que le compagnon stéphanois Poinas reçoit en février 1889 de Ferraton jeune, demeurant à Toulouse, par laquelle ce dernier leur propose les services de Sébastien Faure,

51. P. Po. B.A./73, rapport du 22 février 1884.
52. P. Po. B.A./73, rapport du 26 février 1884.
53. P. Po. B.A./73, rapport du 28 février 1884.
54. P. Po. B.A./74, rapport du 15 janvier 1885.
55. P. Po. B.A./73, rapport du 16 mars 1884.
56. « Brûlée » signifie que lors d'une réunion antérieure, les compagnons n'ont pas payé la location de la salle « ni les frais accessoires de la réunion » (P. Po. B.A./74, rapport du 10 février 1886).
57. P. Po. B.A./74, rapport du 17 janvier 1886.
58. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 29 novembre 1882.

qui doit passer d'abord à Cette, puis Vienne (Isère), et sera à Saint-Étienne autour du 23 mars[59]. Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier le rôle que la presse anarchiste joue dans ce domaine : elle insère d'une part les communiqués des groupes réclamant des conférences aux orateurs, et d'autre part, les réponses de ces orateurs où toute autre information concernant le voyage ; le Révolté, dans son numéro 3 du 23 au 29 avril 1887, publie ainsi le communiqué suivant émanant de Tricot :

> « Les groupes de Berre, Nîmes, Montpellier, Narbonne et autres localités de la région du Midi où le compagnon Tricot devait donner des conférences à son retour sont informés que c'est partie remise, ce compagnon ayant été rappelé à Marseille pour affaire urgente. »

Enfin, il faut faire autour de l'événement toute la publicité nécessaire, d'abord en envoyant des invitations aux compagnons que l'on connaît, comme Sébastien Faure, qui, de Nîmes, incite les anarchistes de Saint-Étienne à venir assister à un meeting local auquel il participe[60]. Ensuite, en faisant imprimer et distribuer les affiches et les passe-partout destinés à annoncer la future réunion publique ; un compagnon se charge parfois de cette tâche, mais en général, surtout dans les grands centres anarchistes, il s'agit de l'action d'un petit groupe déterminé qui doit faire face à toutes sortes de difficultés : d'abord, faire imprimer à moindre coût un texte qui tombe parfois sous le coup de la loi – et il faut souvent aller chercher bien loin un imprimeur qui accepte le travail, comme cet imprimeur lyonnais contacté par Pierre Martin de Vienne (Isère), qui imprime des affiches annonçant une conférence de Bordat à Vienne le 18 mars 1887[61]. Ensuite, distribuer illégalement des prospectus et coller des affiches non timbrées pour la plupart d'entre elles : les risques d'être arrêtés sont alors si grands que, lors de la préparation du meeting en plein air de janvier 1885 à Paris, il est décidé que « le meeting […] sera annoncé par un Comité secret […] au moyen de prospectus ne portant aucun nom », et on insiste pour qu'ils soient distribués « discrètement » dans les rues[62]. Mais toutes ces précautions n'empêchent pas les arrestations : par exemple celles de 23 anarchistes réunis salle Renaudin, 14, rue Coquillière à Paris, pour se partager une grande quantité d'imprimés qu'ils devaient distribuer dans Paris[63]. Enfin, prendre contact avec les comités de rédaction des journaux anarchistes ; et il faut ici différencier d'une part des organes de presse comme le Révolté, qui centralisent des informations à échelle nationale (on trouve ainsi dans la rubrique « Convocations » du Révolté, de janvier à avril 1887, 12 convocations pour des réunions publiques, grandes conférences, meetings, punchs-conférences qui ont lieu dans toute la France), et d'autre part des journaux comme le Forçat du travail de Bordeaux ou L'Idée ouvrière du Havre, qui, comparativement, annoncent moins de manifestations et centralisent davantage les informations à échelle locale ou régionale : ainsi, seules cinq manifestations anarchistes sont annoncées dans le Forçat du travail de Bordeaux entre septembre et décembre 1885 et entre février et juin 1886, toutes cinq à Bordeaux[64].

Caractériser cette propagande orale est difficile mais possible au début des années 1880.

Pour ce qui est de la diffusion de la parole anarchiste, on peut en effet remarquer que dès le début des années 1880, Paris est le moteur de la propagande orale en France, dans

59. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 24 février 1889.
60. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 29 juin 1889.
61. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 22 mars 1887.
62. P. Po. B.A./74, rapport du 11 janvier 1885.
63. P. Po. B.A./74.
64. Le Forçat du travail.

la mesure où c'est de Paris que vient le plus souvent cette bonne parole anarchiste, où, à Paris même, il n'est point de place pour les orateurs provinciaux, et où ces orateurs parisiens sont assurément les seuls en France à avoir le statut officieux d'orateurs nationaux du mouvement au cours des années 1880 : il s'agit de Tortelier, de Louise Michel, de Paule Minck, d'Émile Digeon, d'Émile Gauthier, de Courtois ou de Gustave Lefrançais. Quant à Sébastien Faure, il n'a pas encore acquis la stature de ces orateurs nationaux à la fin des années 1880, comme nous le montre un rapport peu flatteur daté du 15 novembre 1889[65] :

> « Au second rang des orateurs anarchistes se place Faure (Sébastien) […] Il est très retiré et n'est familier avec aucun compagnon. Il a peut-être lu Quintilien et il sait qu'un orateur perd à être connu en robe de chambre. Comme doctrine, il a lu Karl Marx et il se sert de l'ouvrage du créateur de l'Internationale pour faire la critique de la société actuelle. Il découpe ça et là dans des ouvrages des parties saillantes auxquelles il adapte des finales de son cru. Il ne dédaigne même pas, comme il l'a fait mercredi à la salle des Capucines, de répéter des phrases entières de Guesde. Ces discours sont des mosaïques car on y trouve de tout excepté du Faure. Servi par une excellente mémoire, il apprend par cœur les discours qu'il doit répéter. […] Il y a un fait certain, c'est que Faure ne conclut jamais et que, dans les groupes quand il y va, il a toujours un mal de gorge qui l'empêche de discuter. »

Pour ce qui est des autres orateurs connus pour l'époque – des Parisiens mais surtout des provinciaux – ils jouent davantage un rôle régional ou local. Ce sont quelques orateurs parisiens qui s'aventurent moins facilement en province comme Tennevin ou encore Leboucher ou Montant[66] :

> « Avec Leboucher, nous entrons dans la catégorie des dévoyés. Il dévore tous les ouvrages qui lui tombent sous la main, principalement ceux qui concernent les sciences biologiques. Donc d'un timbre de voix très éclatant, d'un geste dramatique, il tonne surtout en réunion publique, contre les contradicteurs […] pendant une demi-heure, son argumentation est serrée, sa phrase a de l'ampleur, en un mot, c'est un tribun […]. Montant parle très peu maintenant. C'est un anarchiste des premiers jours. Il croit pouvoir transformer la société par le simple tableau d'une humanité altruiste et généreuse, meilleure que l'ancienne. »

Ce sont des orateurs lillois comme Girier-Lorion, qui intervient de préférence dans le nord de la France : il fait des conférences à Roubaix, Lille et Armentières, « parfois à la frontière belge[67] ». Ce sont des orateurs lyonnais ou viennois, qui se contentent bien souvent de propager « l'évangile » anarchiste dans un grand quart sud-est de la France, comme Bernard et Bordat, qui participent à des réunions publiques organisées à Lyon, Villefranche-sur-Saône ; comme Pierre Martin de Vienne, Sanlaville de Villefranche-sur-Saône, Tricot de Lyon et Marseille ; et plus secondairement Monod de Dijon, Monat de Toulon ou Charles Cival de Marseille[68]. Il faut d'ailleurs signaler la grande différence existant entre les orateurs parisiens et les autres orateurs, les uns ayant une vraie capa-

65. P. Po. B.A./76.
66. P. Po. B.A./76, rapport du 15 novembre 1889.
67. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 53.
68. Voir A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552 ; A. D. de l'Isère, 75 M 1 et 75 M 2 ; A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392.

cité à attirer les foules tandis que les autres, au contraire, ne remplissent que peu les salles : c'est ce que Jean Polet remarque par exemple dans le département du Nord[69].

Pour ce qui est du nombre des réunions publiques, nous pouvons faire plusieurs constats. Premier constat : selon les sources policières, les terrains privilégiés de la propagande orale seraient les grandes villes et leurs banlieues comme Paris, Lyon, Marseille et peut-être Lille[70], avec une nette prépondérance de Paris. Marcel Massard compte environ une soixantaine de réunions ou meetings organisés à Lyon pour les années 1880[71] ; René Bianco en comptabilise 50 dans les Bouches-du-Rhône, dont 47 à Marseille[72], tandis qu'à Paris, si l'on répertorie les seules réunions ou meetings ayant attiré plus de 100 personnes de 1883 à 1893, on en dénombre 96[73], le centre de gravité de ces manifestations se situant avant tout dans le nord de la capitale (parmi les groupes initiateurs de ces manifestations, on rencontre par exemple les groupes anarchistes de Charonne et de Belleville, la « Jeunesse anarchiste », l'« Aiguille », le « Groupe du 11e arrondissement », la « Sentinelle révolutionnaire[74] »). Les autres départements seraient touchés plus secondairement – le phénomène reste là encore avant tout urbain – avec au minimum une dizaine de réunions publiques ou meetings dans le département de l'Isère par exemple, toutes organisées à Vienne[75] ; idem dans le département de la Loire, où elles ont lieu pour l'essentiel à Saint-Étienne et Roanne[76] ; enfin, probablement autant sinon plus dans la Somme (Amiens) comme semblent l'indiquer les sources journalistiques[77]. Partout ailleurs selon les sondages que nous avons pu pratiquer, on en dénombrerait moins : moins d'une dizaine à Toulouse, trois au Havre, une seule à Reims et aucune à Nice ou à Dijon par exemple[78]. Deuxième constat : le nombre des réunions publiques varie parfois fortement à court terme, au gré des événements locaux et des choix faits par les compagnons eux-mêmes en matière de propagande (Marcel Massard montre par exemple comment les arrestations qui décapitent le milieu révolutionnaire lyonnais au début des années 1880 laminent dans un premier temps la propagande par oral, mais aussi comment les réunions se multiplient avec le procès de Lyon[79], puis comment elles diminuent au cours des années 1883-1885 parce que les compagnons ont fait le choix de s'investir dans la presse écrite[80]). Troisième constat : certaines évolutions significatives se dessinent toutefois à plus long terme. Si, à Marseille, le nombre de réunions publiques paraît augmenter au fur et à mesure que l'on s'avance dans les années 1880-1890, il semble au contraire, en règle générale, que le nombre de ces réunions publiques faiblisse dans le même temps à Lyon, Paris ou Lille ; ainsi, à Paris, si on dénombre 40 réunions publiques ayant attiré plus de 100 personnes avant 1884, elles sont moins nombreuses par la suite (on en compte dix en 1885, 15 en 1886, six en 1887, neuf en 1888, 16 en 1889, quatre en 1890, une seule en 1891), et la Révolte du 17 avril 1891 témoigne de cette situation :

69. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 97.
70. Si l'on se fonde sur l'agitation existant à cette époque dans le département du Nord et sur le nombre de militants qui y réside, on peut estimer que le nombre des réunions publiques devait y être assez élevé, mais on ne dispose d'aucune source fiable pour le confirmer.
71. Marcel MASSARD, op. cit., p. 46-47.
72. René BIANCO, op. cit., p. 255.
73. P. Po. B.A./73-79.
74. Ibid.
75. A. D. de l'Isère, 75 M 2.
76. A. D. de la Loire, 1 M 527.
77. Voir les annonces parues dans les journaux anarchistes de l'époque.
78. Voir les A. D. de Côte-d'Or.
79. Marcel MASSARD, op. cit., p. 91.
80. Ibid.

> « […] à l'inverse de ce qui s'est passé quelquefois, les groupes organisent peu de réunions, il faut pour cela de l'argent dont on manque le plus souvent […]. »

Quatrième constat : en dehors des grands centres anarchistes, on s'aperçoit que ces réunions ont lieu pour l'essentiel dans la seconde moitié des années 1880. Dans les Ardennes, les tournées de conférences des orateurs parisiens ont toutes lieu à partir de 1888. Dans l'Isère, la dizaine de réunions publiques dont les archives ont conservé la trace sont organisées à partir de 1886, et à Toulouse, on rencontre également dans les sources les premières réunions publiques à partir de 1886[81]. Comment comprendre cette situation ? Il y a ici deux explications plausibles. Première explication : les réunions publiques sont les plus nombreuses dans les grands centres anarchistes parce que c'est là que les compagnons sont le plus à même de s'entendre et de s'entraider pour les organiser, mais leur nombre faiblit au fur et à mesure que, dans la décennie 1880, le milieu se déstructure, et que, dans l'âme anarchiste, l'acte individuel destructeur occulte peu à peu la propagande plus constructive[82]. Deuxième explication : des réunions publiques sont organisées dans la seconde moitié des années 1880 dans les petits foyers anarchistes de province parce que c'est à cette époque que des petits groupes commencent à s'y stabiliser. Ceux-ci font alors appel aux orateurs des centres plus dynamiques pour donner un nouvel élan au mouvement local.

Pour ce qui est de l'impact qu'aurait eu cette propagande orale, il est très difficile d'en avoir une idée. Il est en effet presque impossible de connaître avec précision la fréquentation moyenne des réunions publiques anarchistes, d'abord parce que souvent, les rapports de police ne mentionnent pas le nombre des présents, se contentant au mieux d'indications vagues comme « salle comble », « réunion suivie » ou « peu suivie », et ensuite parce que l'on constate fréquemment combien ces renseignements sont approximatifs : lorsque deux « mouchards » rendent par exemple compte d'une même réunion, leurs évaluations du nombre des individus présents sont souvent discordantes[83]. Cela dit, on peut faire plusieurs constats. Premier constat : à court terme, la fréquentation moyenne des réunions publiques anarchistes a parfois beaucoup varié en un même endroit, ce en un laps de temps réduit, et ces variations sont fonction de plusieurs paramètres comme le prix d'entrée (généralement bas : il se monte le plus souvent à 0,20 centime ou 0,50 centime, mais quelquefois à plus) ou comme le climat politique du moment : Marcel Massard montre par exemple comment le procès des anarchistes de Lyon au début des années 1880, en attirant l'attention de l'opinion publique sur les anarchistes de la ville, incite « de nombreuses personnes, curieuses de les mieux connaître et attirées par le renom des conférenciers » à assister un temps « aux réunions publiques[84] ». Elle est aussi fonction du talent oratoire et de la notoriété des orateurs qui se produisent : pour Marcel Massard, le succès des deux conférences données par Louise Michel au tout début des années 1880 à Lyon est avant tout un « succès de curiosité[85] ». Elle est enfin fonction du lieu, du moment et de l'ordre du jour choisi pour la réunion publique (en bref, de la capacité des compagnons à récupérer politiquement l'événement) : il est évident qu'une tournée de conférences organisée dans la région de Saint-Étienne au bénéfice des ouvriers grévistes de Villefranche à l'automne 1881[86] ou qu'un meeting pour la suppression des bureaux de placement à Paris à la fin des années 1880[87], compte tenu du contexte social, au-

81. A.-M. MAGNOU, op. cit., p. 68 sq.
82. Voir la partie consacrée à la propagande par le fait.
83. Voir par exemple les archives de la Préfecture de police de Paris (P. Po. B.A.).
84. Marcel MASSARD, op. cit., p. 91.
85. Ibid., p. 46-47.
86. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 26 novembre 1881.
87. P. Po. B.A./76, rapport du 13 mars 1889.

ront davantage de chance de succès qu'un discours sur « L'Amour dans le mariage » en même lieu et date. D'ailleurs, les compagnons n'hésitent pas à utiliser les temps forts de l'actualité pour attirer des curieux et faire de la propagande anarchiste : ainsi en avril 1888 « les anarchistes des 17e et 18e arrondissements disent qu'ils organiseraient une réunion au profit des terrassiers grévistes » (alors qu'en réalité, les bénéfices réalisés seront destinés à la propagande anarchiste[88]). Deuxième constat : ces réunions publiques mobilisent semble-t-il assez peu les contemporains : à Lille, c'est parce que les ouvriers ne viennent pas aux réunions anarchistes que les compagnons décident « de les trouver là où ils sont attirés », c'est-à-dire dans les conférences socialistes[89]. Troisième constat : ce sont, pour l'essentiel, des ouvriers qui y assistent, comme le montrent les rapports qui décrivent les spectateurs présents (en général, plus de la moitié de l'assistance est composée d'ouvriers, et les bourgeois, les curieux ou les contradicteurs sont une petite minorité). Par ailleurs, si on considère maintenant la répartition par sexe des assistants, on peut affirmer que les femmes sont toujours très minoritaires dans ce genre de manifestations. Il faut encore faire une mention pour les étudiants, parfois nombreux quand ces réunions se déroulent par exemple au Quartier latin à Paris[90].

Pour ce qui est des thèmes abordés lors de ces réunions, nous savons qu'à Lille, « le thème dominant a trait à la "question sociale" sous toutes ses formes, à l'impuissance des partis politiques, aux possibilités révolutionnaires des grèves[91] ». À Marseille, sur 225 sujets d'exposés connus au cours de la période 1880-1914, René Bianco constate que 36 conférences ont porté sur des exposés généraux de la doctrine, que, parmi les sujets traités, la question religieuse occupe une place de choix (28 conférences), que d'autres thèmes apparaissent plus secondaires comme l'émancipation féminine, les rapports du couple, les problèmes d'éducation des enfants, enfin que certains sujets – moins nombreux – sont en prise directe avec l'actualité anarchiste comme la question des bagnes militaires ou du pain gratuit[92]. À Paris, les thèmes abordés au cours de ces manifestations sont très divers. Il s'agit d'abord d'exposés généraux de la doctrine comme « La place de l'anarchie dans l'évolution du socialisme[93] » ; il s'agit aussi de questions qui divisent le mouvement comme la grève générale en 1888[94] ; les compagnons traitent encore de points particuliers des théories anarchistes, comme « L'amour dans le mariage[95] ». Mais le plus souvent, ils choisissent des sujets en rapport avec la réalité politique et sociale de l'époque, comme le 11 octobre 1884, salle des Mille Colonnes, rue de la Gaieté, lorsque 250 personnes sont rassemblées pour entendre parler du « Traité Fournier, de l'entrevue Ferry-Bismarck et des explosions de Lyon[96] ».

88. P. Po. B.A./75, rapport du 1er avril 1888.
89. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 53.
90. Voir les archives de la Préfecture de police de Paris (P. Po. B.A.).
91. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 53.
92. René BIANCO, op. cit., p. 262.
93. P. Po. B.A./73, conférence de Louise Michel et de Kropotkine le 27 février 1884.
94. P. Po. B.A./76, conférences des 31 août et 2 septembre 1888, qui rassemblent respectivement 350 et 800 personnes environ.
95. P. Po. B.A./76, conférence de Roux le 13 mars 1889, 46 rue de la Montagne Sainte-Geneviève, devant 150 personnes environ.
96. P. Po. B.A./73.

La propagande écrite

> « […] Il nous faut donc partout, et même lorsque nous voyageons, faire parvenir dans les villages ou hameaux brochures, journaux etc. traitant des questions sociales[97]. »

Bien plus que la propagande orale, la propagande écrite a nécessité l'entente des anarchistes et un minimum d'organisation de leur part, que cela soit pour rédiger, pour imprimer ou pour financer des placards ou des journaux.

Les formes de la publicité anarchiste et ses vecteurs

En général, les groupes sont prévenus de la parution prochaine d'une feuille anarchiste – et ce, parfois à l'autre bout de la France – une feuille dont ses promoteurs attendent la plupart du temps qu'elle soit soutenue financièrement par les compagnons, qu'ils s'engagent à l'acheter, à la placer et à lui faire de la publicité ; ainsi en 1888, on sait que des compagnons toulonnais et belges sont prévenus de la prochaine parution du Ça Ira à Paris : lors d'une réunion rassemblant 35 compagnons au 131 de la rue Saint-Martin, salle J.-J. Rouseau, l'anarchiste Sureau « […] donne lecture de deux lettres reçues de Toulon et de Belgique » dans lesquelles « les anarchistes [toulonnais et belges] déclarent qu'il est absolument nécessaire que le nouvel organe de combat [Le Ça Ira] paraisse le plus tôt possible afin d'engager les meurt-de-faim à commettre des actes individuels. Ils ajoutent qu'ils feront tous leurs efforts pour venir en aide au journal[98] ».

Et après la parution de ces journaux, les compagnons se tiennent très au courant de leur situation : de leur succès, de leurs difficultés financières ou de leurs démêlés avec la justice. Ainsi, si les anarchistes des différents groupes parisiens suivent toutes les difficultés financières du journal L'Audace, fondé par les groupes parisiens[99], ils sont aussi parfaitement informés de la situation des journaux lyonnais, genevois ou marseillais : en décembre 1883 par exemple, les compagnons Faliès et Seigné se tiennent prêts à partir pour Lyon afin de remplacer Boissy, gérant du Drapeau Noir, qui vient d'être arrêté[100] ; de même en avril 1885, les anarchistes de la capitale connaissent la volonté de Pemjean, un déserteur français réfugié à Bruxelles, de donner sa démission du poste de rédacteur en chef de L'Insurgé de Bruxelles, et tous souhaitent qu'il reste[101].

Quels sont les vecteurs de « l'information anarchiste » dans ces années 1880 ? À l'échelle régionale, nationale, voire internationale, ces renseignements empruntent divers canaux.

Ces renseignements sont d'abord véhiculés par les compagnons en déplacement, comme en avril 1884, lorsque l'anarchiste Ely Kmielewski, récemment expulsé de Suisse, de passage à Paris, fait la promotion des journaux de Genève lors d'une « réunion générale des anarchistes », salle Renaudin, au 14 de la rue Coquillière, en demandant aux anarchistes parisiens de choisir celui qui leur convient le mieux[102]. Kmielewski réitère ce type d'opération en mars 1885, lorsqu'il vient à Paris pour informer les compagnons de la capitale de l'investissement des locaux du Révolté par la police suisse : il a pu échapper aux poursuites et se dirige vers Londres avec un faux passeport[103].

97. René BIANCO, op. cit., p. 222.
98. P. Po. B.A./75, rapport du 31 janvier 1888.
99. P. Po. B.A./1502, rapport du 10 octobre 1886.
100. P. Po. B.A./73, rapports des 4 et 21 décembre 1883.
101. P. Po. B.A./74, rapport du 19 avril 1885.
102. P. Po. B.A./73, rapport du 18 avril 1884.
103. P. Po. B.A./74, rapport du 29 mars 1885.

Ces renseignements empruntent aussi le canal des « correspondances privées » qui lient les compagnons entre eux. Ces derniers s'en servent pour annoncer des parutions : Deherme par exemple, qui a quitté momentanément Marseille pour Paris en septembre 1884, annonce ainsi à ses amis marseillais Chauvin et Torrens la parution à Paris de la Revue Antipatriote révolutionnaire [104]. Les compagnons s'écrivent aussi pour demander de l'aide : en août 1882, lors d'une réunion d'anarchistes rue Saint-André-des-Arts à Paris, c'est par une lettre du compagnon Christin, demandant des fonds pour que le Droit social ne disparaisse pas, que les compagnons parisiens apprennent la situation du journal [105].

Ces renseignements peuvent aussi circuler par le biais d'une correspondance « plus officielle », comme ces lettres que les comités de rédaction du Révolté de Genève et de L'Antipatriote de Paris adressent aux « secrétaires » des divers groupes de Marseille en demandant que les Marseillais propagent ces journaux [106]. Parmi elles, les circulaires envoyées à différents groupes français, parfois accompagnées de spécimens, sont une autre forme plus élaborée de ces échanges épistolaires. Elles sont en général rédigées avec soin comme cette circulaire du « Groupe de propagande anarchiste » de Paris datée du 20 janvier 1882 [107] :

> « Compagnons,
>
> Persuadés qu'il est non seulement utile mais indispensable de donner à la vulgarisation des idées révolutionnaires la plus grande extension ; convaincus d'autre part par l'expérience de tous les jours, que les groupes d'études sociales, tout en rendant de réels services, ne peuvent avoir sur la grande foule une action suffisante, nous nous sommes réunis un certain nombre d'amis, sur notre propre initiative et sous notre propre responsabilité, en vue de faire de la propagande anarchiste par tous les moyens possibles.
>
> Notre intervention est en d'autres termes de faire publier à intervalles réguliers, – tous les mois si faire ce peut – et dans toutes les occasions possibles qui paraîtront propices, des placards, des brochures, des affiches, des manifestes, où seront exposées les théories anarchistes […]. C'est pourquoi, compagnons, nous venons aujourd'hui solliciter votre appui, si toutefois notre œuvre vous en paraît digne. Cet appui au surplus ne sera pas pour vous extrêmement onéreux. Nous nous proposons, en effet, de nous arranger de façon à ce que le prix de nos publications ne dépasse jamais trois ou quatre sous au maximum. Il suffirait donc qu'un certain nombre de groupes consentissent à nous prendre une cinquantaine d'exemplaires chacune pour que nous puissions imprimer en toute assurance. En sollicitant vos conseils et vos observations, nous vous prions de répondre à l'une des adresses suivantes, et dans les plus brefs délais possibles, pour nous dire si vous consentez à nous prêter votre concours, et dans quelle mesure vous êtes disposés à le faire.
>
> Recevez chers compagnons nos salutations égalitaires
>
> Baillet, tabletier, 145, boulevard d'Italie Bérard, ébéniste, 123 faubourg Saint-Honoré Couapied, comptable, 61, rue Vallier (Levallois-Perret) Faliès (Gustave), employé, 13 avenue des Gobelins Gallois, tourneur-repousseur, 31, rues des Deux-Ponts Gauthier (Emile), publiciste, 101, rue Monge Lagarde, artiste peintre, 3, rue de l'Abbaye Mollin, peintre-doreur, 28, rue de Lourcine

104. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 12 octobre 1884.
105. P. Po. B.A./1502, rapport du 4 août 1882.
106. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 12 octobre 1884.
107. P. Po. B.A./74.

Thomachot, tapissier, 145, rue Sain-Maur Vaillat (Émile), typographe, 31, rue d'Assas

P. S. : il est bien entendu qu'une fois les frais couverts, les exemplaires restants seront expédiés gratuitement à tous ceux qui en feront la demande. »

Et leur rédaction même est souvent le résultat d'un travail collectif, comme le montre une réunion rassemblant une cinquantaine de compagnons le 27 décembre 1887, salle J.-J. Rousseau, 131, rue Saint-Martin à Paris : les compagnons Louiche et Duprat, qui préparent la parution du Ça Ira, s'y mettent d'accord pour que la circulaire contienne « la ligne de conduite que suivra le journal », et l'anarchiste « Lucas dit que le journal doit être internationaliste » ; « Constant Martin déclare qu'il faut que la circulaire indique que les recettes et les dépenses du nouvel organe seront affichées dans les bureaux de la rédaction » ; Louiche rédige ensuite une circulaire dans laquelle il explique que le journal sera internationaliste, qu'il publiera chaque semaine un article sur la politique générale, un article pour inciter les compagnons à l'action, un article sur les causes de la misère actuelle, en un mot, que « le nouvel organe sera franchement anarchiste ». Tous décident enfin que cette circulaire sera tirée à 5 000 exemplaires[108].

Dans les grands centres anarchistes comme dans les petits, ces parutions peuvent encore être annoncées de vive voix dans les groupes, annonces accompagnées de la distribution de prospectus, comme en avril 1885 à Paris, où le compagnon Pénellier signale lors d'une « réunion générale des anarchistes de Paris et de la banlieue » que le groupe du 3e arrondissement est disposé à faire paraître le Drapeau rouge le 24 mai, et où il fait appel à la générosité des assistants en distribuant des prospectus[109]. Par la suite, lorsque ces journaux seront dans une situation difficile, les compagnons organiseront des réunions générales afin de trouver une réponse à ces difficultés : en mars 1885 par exemple, salle Pelée, rue Saint-Sabin à Paris, la rédaction du journal L'Audace, « qui se meurt faute de fonds[110] », fait appel à la générosité de tous les groupes, appel qui est réitéré en octobre 1885 lors d'une « réunion générale des anarchistes de Paris et de la banlieue » au 202 de la rue Saint-Martin, dont le but est de « trouver de l'argent » pour faire vivre L'Audace[111].

La publicité anarchiste est enfin véhiculée par la presse anarchiste, et certains journaux comme Le Révolté puis La Révolte sont, en matière de propagande par l'écrit, de vrais « centrales d'informations » pour le monde anarchiste. Les rédacteurs du journal sont consultés par les anarchistes de France et de l'étranger à tous propos ; certains leur demandent de faire des recherches sur tel ou tel sujet, comme un certain A. C. habitant Payerne, en octobre-novembre 1884[112] :

« A. C. à Payerne : Il ne nous reste aucune des brochures que vous nous demandez ; nous recherchons dans les collections du Révolté des articles qui en ont fourni le sujet […]. »

D'autres l'interrogent sur le calendrier des publications, comme en février 1885, H. G., de Port-Élisabeth[113] :

« H.G. à Port-Élisabeth : The Anarchist ne paraît pas encore, ou du moins nous n'en avons pas connaissance. Nous avons demandé à Londres les renseignements que vous désirez. »

108. P. Po. B.A./74, rapport du 28 décembre 1887.
109. P. Po. B.A./74, rapport du 19 avril 1885.
110. P. Po. B.A./74, rapport du 29 mars 1885.
111. P. Po. B.A./1502, rapport du 22 octobre 1885.
112. Le Révolté du 26 octobre au 8 novembre 1884.
113. Le Révolté du 15 au 28 février 1885.

Le journal prête aussi sa voix à certains groupes spécialisés dans la propagande par l'écrit, qui lui demandent d'annoncer leur naissance, leur raison d'être ainsi que la façon dont on peut les joindre. C'est par exemple le cas du groupe de « La Bibliothèque anarchiste » de Paris en avril 1887[114] :

> « Dans le but d'apporter leur concours à la propagande et de faciliter son développement, quelques camarades, dont plusieurs typographes, viennent de constituer un groupe sous le nom de la Bibliothèque anarchiste. La Bibliothèque anarchiste se propose de publier au plus bas prix possible toutes les brochures de tous les ouvrages ayant trait à l'anarchie, qui sont puisées ou introuvables, ainsi que la publication d'œuvres nouvelles. Le 1er avril, le groupe sera en possession de son local et commencera immédiatement la composition de sa première publication qu'il fera paraître dès qu'il aura les fonds nécessaires à l'achat du papier et au tirage. Il invite tous les groupes et les compagnons qui sont partisans de cette œuvre et qui voudraient l'aider dans son accomplissement à se mettre en relation avec les compagnons Gallais, 17, rue Jouyve-Rouve et Morel, 24 passage de l'Élysée des Beaux-Arts, Paris. »

Au total, en matière de propagande par l'écrit, les services rendus par le journal sont multiples. Il fait le service d'abonnement pour d'autres journaux anarchistes français ou étrangers[115], signale à ses lecteurs comment écrire aux comités de rédaction des journaux qui viennent de se créer, leur indique comment trouver les listes de souscriptions destinées à financer les ouvrages de propagande, et rend public les comptes des comités chargés de la création de feuilles anarchistes, ce que montrent divers exemples : en juillet 1886, le Révolté prête ses colonnes au « Comité de La Lutte », qui mentionne dans le journal le total des fonds collectés grâce aux listes de souscriptions[116], et demande à ce que les dernières listes lui reviennent ; en mai 1885, il prévient ses lecteurs que les communications du Forçat du travail[117] de Bordeaux doivent être adressées au compagnon Poutou, rue Saint-Jean ; en février 1887, il annonce la parution de L'Avant-Garde, précise que des listes de souscriptions sont en circulation, et indique qu'il faut s'adresser au compagnon Villaret, à Grenelle, 31, rue de l'Abbé-Groult, pour toute information complémentaire et pour le service de correspondance du journal (pour faire parvenir des articles ou des demandes d'abonnements[118]). Par ailleurs, il indique toutes les parutions anarchistes françaises et étrangères dont il a connaissance. Ainsi, concernant les journaux anarchistes qui doivent paraître entre mai 1884 et septembre 1887, le Révolté, annonce successivement pour la France la reparution du Glaneur anarchiste[119] ainsi que les parutions prochaines du Drapeau rouge[120] du Tire-Pied, de L'Aiguille[121], de L'Avant-Garde[122] et, pour l'étranger, les parutions de La Liberté de Verviers[123] et de L'Autonomie individuelle de Londres[124]. À la même période, le journal indique aussi à ses lecteurs les nouvelles brochures ainsi que les rééditions et les traductions d'anciens ouvrages, et il leur dit également où se procurer ces publications, en indiquant par exemple dans cer-

114. Le Révolté, n° 50, du 2 au 8 avril 1887, « Communication et correspondance ».
115. Le Révolté, n° 43 du 12 au 18 février 1887 par exemple.
116. Le Révolté, n° 11 du 3 au 9 juillet 1886.
117. Le Révolté, n° 3 du 10 au 23 mai 1885.
118. Le Révolté, n° 44 du 19 au 25 février 1887.
119. Le Révolté, n° 3 du 10 au 23 mai 1885.
120. Ibid.
121. Le Révolté, n° 14 du 25 novembre au 7 octobre 1885.
122. Le Révolté, n° 44 du 19 au 25 février 1887.
123. Le Révolté, n° 49 du 26 mars au 1er avril 1887.
124. Le Révolté, n° 7 du 21 au 27 mai 1887.

taines villes la liste des dépositaires et des vendeurs des journaux anarchistes[125] ou en insérant les noms et adresses des dépositaires de brochures et de placards comme celle de l'anarchiste Torrens en 1884 : « […] nos amis de Marseille nous prient d'annoncer que les groupes qui désirent se procurer des manifestes abstentionnistes peuvent s'adresser au compagnon Torrens, 26, quai du Port[126] ».

Financer les feuilles anarchistes

Le financement d'un imprimé quelconque (feuille, placard, journaux) peut être le fait d'un individu comme Victor Loquier à Épinal[127] – c'est plus rare – ou d'un seul groupe. Mais bien souvent, surtout quand la dépense est assez lourde, plusieurs groupes collaborent pour réunir les fonds, et il faut noter que ce type de coopération ignore les distances : le rapport d'un indicateur daté du 17 février 1886 signale par exemple que les anarchistes parisiens sont au courant de la parution de la Lutte à Lyon, et que Bordat, qui en est l'initiateur, reçoit « tous les jours les fonds et les adhésions de tous les groupes de France[128] ». Les sources révèlent aussi quelques exemples de coopération transnationale, comme lorsque le 3 novembre 1889, lors d'une réunion privée d'anarchistes au 127 de la rue Montmartre, Constant Martin annonce que la caisse anarchiste est vide et qu'il faut attendre les fonds qui viendront d'Amérique[129]. Par ailleurs, pour dynamiser la propagande écrite, il faut encore signaler que les compagnons ont parfois échafaudé de véritables plans de financement. Ainsi, à Paris, en mars 1883, pour financer les débuts de la Vengeance anarchiste, une cinquantaine de compagnons « appartenant aux différents groupes du parti anarchiste » décide lors d'une « réunion plénière des anarchistes de Paris et de la banlieue » « que chacun des groupes anarchistes de Paris et de la banlieue verserait […] une somme de 10 francs destinée à soutenir le journal[130] […] ». Enfin, en octobre 1886, l'idée « d'émettre mille parts de fondation de 5 francs chacune » pour faire réapparaître le journal Terre et Liberté à Paris est développée par Ricard, Grave et Albert Gardat lors d'une réunion privée rue Saint-Martin[131].

Les procédés servant à financer les feuilles anarchistes sont très divers et ne s'excluent pas les uns les autres, bien au contraire.

Les anarchistes peuvent d'abord bénéficier des dons de militants ou de sympathisants, qui affluent de toute la France, voire de l'étranger : ainsi en janvier 1888, le compagnon Albert annonce lors d'une réunion rassemblant une cinquantaine d'anarchistes salle Jean-Jacques Rousseau, 131, rue Saint-Martin à Paris, que les compagnons d'Amérique ont envoyé 150 francs à la Révolte[132]. Pour soutenir financièrement la propagande écrite, les compagnons peuvent aussi organiser différentes collectes au sein des groupes, comme en mai 1887, lors de cette réunion des anarchistes de Belleville qui produit 3,25 francs au profit des frais d'impression d'un manifeste abstentionniste[133]. Lorsque le produit de la quête est suffisant, ce qui arrive rarement, l'impression du placard – lorsqu'il s'agit d'un placard – est décidée immédiatement ; mais plus souvent, il faut attendre d'autres collectes s'insérant elles-mêmes dans des montages financiers plus compliqués : par exemple, lors de la réunion du groupe du 20e arrondissement qui a lieu salle Bruno le

125. Le Révolté, n° 10 du 6 décembre 1884 par exemple.
126. Le Révolté, n° 10, du 16 au 29 août 1885.
127. Jean MAITRON, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 2, p. 266.
128. P. Po. B.A./74, rapport du 17 février 1886.
129. P. Po. B.A./76, rapport du 4 novembre 1889.
130. P. Po. B.A./73, rapport du 28 mars 1883.
131. P. Po. B.A./74, rapport du 10 octobre 1886.
132. P. Po. B.A./75, rapport du 28 janvier 1888.
133. P. Po. B.A./75, rapport du 3 mai 1887.

16 avril 1887, les 3,75 francs produits par une quête faite à la demande du compagnon Thomas s'ajoutent au 50 francs « qu'il a déjà reçus », et il attend d'avoir 60 francs pour « faire imprimer 5 à 6000 manifestes qui seront distribués dans les réunions électorales[134] ».

Les anarchistes peuvent encore demander de l'argent aux bailleurs de fonds des journaux locaux, comme le père Jarricot à Saint-Étienne, qui, en août 1884, est en relation avec Pérelle, compagnon de Saint-Étienne auquel « il donne un subside[135] ». Ils peuvent aussi faire appel aux chambres syndicales, comme par exemple Pénellier, Castagnède, Denéchère et J.-A. Martin, qui, lors d'une « réunion d'anarchistes » le 18 avril 1885 au numéro 131 de la rue Saint-Martin « pour jeter les bases d'un nouvel organe anarchiste », décident que, pour couvrir les frais du journal, « on fera peut-être appel aux chambres syndicales[136] ». Ils peuvent aussi recevoir de l'argent de telle ou telle faction politique qui souhaite instrumentaliser les anarchistes dans le cadre d'une stratégie de conquête des pouvoirs publics à l'échelle locale, mais aussi départementale ou nationale : à échelle nationale par exemple, un certain nombre de rapports dénoncent par exemple à cette époque la collusion qui existerait entre anarchistes et jérômistes[137].

Parmi les autres initiatives des compagnons pour se procurer des fonds, il faut mentionner l'organisation de réunions publiques payantes ou de soirées de famille au cours desquelles ont lieu des tombolas organisées par un ou plusieurs groupes, et parfois, c'est toute une tournée de conférences qui est ainsi planifiée pour soutenir ou promouvoir un journal anarchiste, comme le montre la réunion des anarchistes « s'occupant de la réapparition de Terre et Liberté comme journal quotidien » le 9 octobre 1886 : tous se rallient à l'idée de Rozier qui « doit [...] faire une démarche auprès de Louise Michel » afin de l'engager à se produire en province pour une « grande tournée » au bénéfice du journal[138]. Et lors de la préparation de ces réunions publiques, les compagnons s'efforceront de mettre à l'ordre du jour des thèmes porteurs qui sauront mobiliser le spectateur potentiel, comme en mars 1888, ces anarchistes qui songent à organiser « au profit du journal Terre et Liberté une réunion publique [...] pour l'ordre du jour de laquelle ils auraient exploité l'affaire Boulanger afin d'attirer plus de monde[139] ». Ils s'efforceront aussi d'inviter des orateurs connus pour qu'elles soient un succès, qu'elles leur permettent de rentrer dans leurs fonds (location de la salle, impression des affiches) tout en faisant de substantiels bénéfices : ainsi Pouget souhaite en février 1883, lors d'une réunion privée des groupes du 20e arrondissement de Paris, que les compagnons appartenant à ces groupes contactent Louise Michel pour la réunion publique qu'ils veulent organiser en faveur des sans travail[140]. Et parfois, c'est le succès d'une ou de plusieurs de ces réunions qui permet effectivement aux anarchistes de publier leur feuille : c'est par exemple grâce à un bénéfice de 200 francs consécutif à une conférence organisée par les groupes anarchistes de Paris et de la banlieue au profit de Terre et Liberté, salle de la Redoute, rue Jean-Jacques Rousseau à Paris, qu'avec désormais 526 francs en caisse « on doit décider aujourd'hui » dans les groupes parisiens « quel jour le premier numéro paraîtra[141] ».

Le produit de ces collectes réalisées au sein des groupes et de ces réunions publiques ou soirées familiales organisées par les compagnons tant en France qu'à l'étranger alimente également parfois les listes de souscription, comme le montrent les propagandistes

134. P. Po. B.A./1508, rapport du 17 avril 1887.
135. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 26 août 1884.
136. P. Po. B.A./74, rapport du 19 avril 1885.
137. P. Po. B.A./74, rapport du 4 septembre 1885.
138. P. Po. B.A./74, rapport du 10 octobre 1886.
139. P. Po. B.A./75, rapport du 16 mars 1888.
140. P. Po. B.A./75, rapport du 21 janvier 1888.
141. P. Po. B.A./73, rapport du 28 septembre 1884.

par l'écrit qui n'hésitent pas à mettre en circulation, comme par exemple à Paris en 1882 la « Commission administrative provisoire chargée de fonder un organe du parti[142] ». Ces listes de souscriptions sont distribuées lors de réunions publiques organisées par les promoteurs de la feuille ou de l'imprimé qui a besoin du soutien des compagnons : ainsi lors d'une réunion rassemblant environ 40 personnes organisée par la « Commission du journal anarchiste Terre et Liberté » rue Michel-Le-Comte le 18 août 1884, il s'agit pour les membres de la « Commission » de « faire souscrire le plus d'anarchistes possibles », et 14 francs sont rassemblés[143]. Ces souscriptions circulent aussi au sein des groupes appartenant à la région dans laquelle l'initiative est née, mais elles parviennent aussi à des groupes éloignés, transitant sans doute par le biais des réseaux épistolaires ou distribuées par les soins de compagnons gyrovagues, quand elles ne sont pas expédiées aux groupes à leur demande, par les organes de presse anarchiste existants : en 1884, on sait par exemple que, lors d'une réunion des anarchistes marseillais au bar du Soleil, une liste de souscriptions de 217 francs destinée à soutenir la publication de Terre et Liberté est envoyée à Paris[144]. De même Jan Moulaert montre comment les caisses du journal belge Ni Dieu ni maître sont en partie alimentées par des listes de souscriptions, les groupes de la région de Lyon, de la vallée du Rhône et ceux de Londres apportant une « modeste contribution[145] ».

Dans le domaine de la collecte des fonds destinés à la propagande écrite, la presse anarchiste joue elle-même un rôle fondamental, notamment en insérant les appels de fonds des compagnons ou des groupes, comme le montre par exemple cette « Circulaire des groupes anarchistes de Paris à tous les anarchistes » qui paraît dans le numéro 23 de la Révolte en avril 1888, accompagnée d'un bulletin d'abonnement et de listes de souscriptions au profit du futur journal Terre et Liberté :

> « […] Compagnons,
>
> Devant cette irritante situation, devant cette décomposition de la société gouvernementale bourgeoise :
>
> Que font les anarchistes ?
>
> La prison et le bagne moissonnent indistinctement dans nos rangs et nos plus virils s'usent en une agitation, que stérilisent des divergences philosophiques, ou que semble se complaire à chanter seulement la révolution ! – il faut réagir !
>
> Le régime social actuel, établi par la révolution de 1789 à la faveur de l'ignorance et de la crédulité populaire, nécessite pour sa disparition, la destruction de tous les préjugés soigneusement entretenus chez les travailleurs par le prêtre et le journaliste, maquereaux et mouchards en souquenille ou en redingote vivant des soupirs du confessionnal ou des étreintes de l'alcôve et bénissant ou dénonçant toutes les prostitutions ; en se prostituant eux-mêmes à tous les régimes ! Or compagnon, pour obtenir ce résultat et sans perdre de vue l'objectif suprême : la propagation de l'Idée anarchiste, les compagnons parisiens pensent qu'il est urgent de se consacrer plus particulièrement à l'agitation nettement révolutionnaire ; ils pensent que l'heure n'est pas suffisant d'afficher hautement ses convictions et d'attendre que l'heure de la transformation sonne ; mais ils croient qu'il est temps d'en hâter l'avènement en s'appliquant résolument à saper toutes les institutions. Ils croient aussi que l'activité immédiatement révolutionnaire anarchiste répond aux vues et aux aspirations

142. P. Po. B.A./1502, rapport du 11 novembre 1882.
143. P. Po. B.A./73, rapport du 19 août 1884.
144. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392 [pas de date].
145. Jan MOULAERT, Le mouvement anarchiste en Belgique 1870-1914, Ortignies, Quorum, 1996, p. 46.

d'un grand nombre de militants. Pour toutes ces raisons réunies, la création d'un organe d'agitation, c'est-à-dire de combat, s'impose. Instruits par l'expérience des grands sacrifices faits jusqu'à ce jour, et convaincus de la nécessité de donner à la propagande un organe à tous ses besoins, les compagnons anarchistes parisiens en prennent l'initiative et réclament le concours de tous ceux qui voudront collaborer à Terre et Liberté, organe anarchiste d'agitation révolutionnaire

Brisant avec la routine des mots barbares et baroques, cet organe fait des travailleurs, et pour eux, son langage sera à la portée de tous.

En ce qui concerne la nature des dispositions des cadres du journal, nous nous proposons de le publier de la façon suivante :

1. Un article d'actualité contre la politique, le capital et la bourgeoisie ; 2. Sous la rubrique « Mots révolutionnaires », une citation tirée d'œuvres de bourgeois écrivains ; 3. Un article théorique ou littéraire ; 4. Dépêches et nouvelles révolutionnaires ; 5. Une tribune industrielle et une tribune agricole seront mises à la disposition des groupements ouvriers et des travailleurs des champs 6. Des faits divers seront publiés et commentés au point de vue révolutionnaire et anarchiste. Le mouvement international sera aussi particulièrement étudié et la correspondance des groupes aura sa place dans nos colonnes qui seront également toujours ouvertes pour recevoir le Denier aux détenus […]. L'administration se composant de compagnons dévoués affichera chaque semaine dans les bureaux de rédaction la gestion financière à la disposition de tous les intéressés. Compagnons, voilà ce que nous voulons faire. À vous de dire si nous pouvons compter sur votre concours. Si, comme nous l'espérons, vous répondez nombreux à notre appel, soit en organisant des réunions et des conférences (au bénéfice du journal), soit en faisant des souscriptions et des abonnements, son premier numéro paraîtra le 31 mars prochain et notre énergie dans la lutte et votre dévouement assureront l'existence de Terre et Liberté, dont les coups répétés contre l'institution, c'est-à-dire contre l'autorité, ne tardera pas à l'ébranler.

Vive la révolution sociale ! Vive l'anarchie ! Les compagnons anarchistes de Paris. »

Par ailleurs, les journaux anarchistes n'hésitent pas à ouvrir dans leurs colonnes des souscriptions qui ont plusieurs objectifs : d'abord renflouer les caisses des journaux (on sait en effet combien ces publications sont fragiles[146]) : c'est par exemple le cas de journaux comme L'Idée ouvrière, le produit de ces souscriptions pouvant être plus ou moins substantiel. Ensuite, développer le journal : ainsi dans les années 1880, la rédaction du Révolté ouvre une souscription pour « vendre le journal à 5 centimes », qui rapporte près de 470 francs[147]. Enfin, financer d'autres journaux anarchistes en centralisant l'argent destiné à des groupes de propagande spécialisés ou en ouvrant une souscription pour « la propagande révolutionnaire » en général. En 1887, c'est par exemple le cas du Révolté de janvier à juin, qui réunit environ 840 francs. Et ces souscriptions affluent de la France entière, comme en témoigne la provenance des fonds reçus par Terre et Liberté de la mi-novembre à la mi-février 1884 : Dijon, Firminy, Genève, Londres, Narbonne, Toul, Saint-Quentin… Elles sont envoyées par des particuliers, par des groupes, par des sympathisants ou des militants, et très fréquemment, leur provenance nous est inconnue, le journal se contentant d'indiquer, pour désigner le donateur, un nom propre ou un pseu-

146. Voir infra.
147. Le Révolté de janvier à juin 1887.

donyme. D'ailleurs, faute de place, tous les donateurs ne sont pas mentionnés dans le numéro.

Très concrètement, la collecte de ces fonds destinés à la propagande écrite nécessite une certaine organisation de la part des groupes, surtout quand il s'agit de faire paraître un véritable journal. Au sein des groupes, elle commande fréquemment la constitution de caisses de groupes alimentées plus ou moins régulièrement par des quêtes, voire l'instauration de cotisations ainsi que la désignation, probablement à l'amiable ou au vote (mais nous savons peu de choses sur ces questions), d'un trésorier responsable devant les autres membres du groupe. Par ailleurs, elle nécessite une coopération à plus ou moins long terme entre différents groupes, les formes prises par cette coopération obéissant alors à divers schémas : d'abord, lorsqu'il s'agit d'une publication ponctuelle, les groupes peuvent s'envoyer des délégués qui seront chargés de collecter l'argent. Pour des opérations de propagande plus ambitieuses, cette collaboration peut ensuite s'effectuer au sein d'un de ces groupes-forums plus ou moins institutionnalisés dont nous avons parlé. Enfin, elle peut s'exercer au sein de structures moins pérennes, créées spécialement à l'échelle d'un arrondissement de la capitale, pour l'édition d'un placard, d'une brochure ou d'un journal : à l'échelle de tous les groupes de Paris et de la banlieue, c'est par exemple le cas en 1883, où, lors de la réunion d'une cinquantaine d'anarchistes « appartenant aux différents groupes du parti anarchiste », il « a été décidé que chacun des groupes anarchistes de Paris et de la banlieue verserait entre les mains de Duprat, nommé trésorier, une somme de 10 francs destinée à soutenir le journal anarchiste intitulé La Vengeance anarchiste, qui paraîtra samedi ou dimanche prochain[148] ».

Mais malgré tous les efforts déployés par les compagnons pour financer la propagande par l'écrit, et même s'ils recourent à diverses astuces pour diminuer leurs frais[149] ou s'ils sont parfois prêts à accepter certaines compromissions[150], ils manquent souvent cruellement d'argent, parfois même parce que le compagnon chargé de la caisse a dilapidé les fonds. Ainsi, un rapport du 19 juin 1889 indique que Louise Michel a reçu d'une main inconnue 150 francs pour servir à l'impression d'un manifeste relatif à la grève des cochers, qu'ils ont été confiés à Luss, mais que « ce dernier commença par se rafraîchir surabondamment » avant d'apparaître salle Horel, avec un costume neuf : « Au lieu de remettre l'argent, Luss se retira soi-disant pour rédiger le manifeste[151]. » D'autres fois, l'imprimeur garde par-devers lui une marchandise que les compagnons ne peuvent pas payer : ainsi en mai 1886, alors que « Couchot a convoqué les anarchistes de Paris pour leur distribuer des manifestes, il doit avouer qu'il ne les a pas, l'imprimeur attendant les 20 francs qu'on lui doit[152] ». D'autres fois encore, le manque de fonds empêche tout simplement l'impression d'un placard[153] ou met un terme à la vie du journal : c'est par exemple le cas pour L'Audace, fin mars 1885, qui n'a plus que 30 francs en caisse et doit 900 francs à l'imprimeur[154].

148. P. Po. B.A./73, rapport du 28 mars 1883.
149. P. Po. B.A./76, rapport du 18 avril 1889 : l'indicateur signale que, pour éviter de payer le droit de timbre, les compagnons parisiens réutilisent les timbres plusieurs fois de suite.
150. Marcel MASSARD, op. cit., p. 147.
151. P. Po. B.A./75.
152. P. Po. B.A./74, rapport du 14 mai 1886.
153. P. Po. B.A./1502, rapport du 15 décembre 1883 : on apprend par exemple qu'en décembre 1883 l'impression du placard Suppression de la propriété a été laissée en suspens par les anarchistes parisiens, faute d'argent.
154. P. Po. B.A./74, rapport du 21 mars 1885.

À l'origine du verbe anarchiste

A priori, lorsqu'on compulse une bibliographie mentionnant les placards, les manifestes, les brochures ou les journaux divers publiés dans les années 1880 par le mouvement anarchiste, il semble, en schématisant, que la propagande écrite serait l'œuvre de quelques individualités sans rapport les unes avec les autres ayant écrit dans le secret de l'alcôve, et que les journaux eux-mêmes ne seraient que l'expression de comités de rédaction qui seraient autant de coteries presque ennemies, sans contacts les unes avec les autres. S'il ne faut pas nier, il est vrai, cette dimension de la propagande écrite, il ne faut pas oublier non plus que dans de nombreux cas, l'écriture des manifestes, des brochures ou même la rédaction des journaux fut le résultat d'un travail collectif qui montre la capacité des anarchistes à s'organiser en vue d'une action ponctuelle.

Tout d'abord, au vu des archives, il apparaît nettement que la rédaction d'un placard ou d'un manifeste quelconque est sans doute rarement un exercice solitaire. D'abord, parce que techniquement, on imagine la difficulté que peut représenter le fait de rédiger, seul, des imprimés qui sont souvent longs, sans laisser de fautes d'orthographe ou de français, sans tronquer ni travestir les théories du mouvement, bref, sans s'attirer les foudres des autres anarchistes ; ensuite, parce que bien souvent, ce travail, surtout s'il est destiné à l'impression, nécessite pour le ou les compagnons de recourir à la caisse du groupe ou aux caisses des groupes ; enfin et surtout, parce que si les manifestes, placards ou imprimés divers rassemblés dans notre bibliographie sont très rarement signés d'un nom propre, un certain nombre d'entre eux, en revanche, sont revendiqués par un groupe ou par plusieurs groupes, ce qui peut nous inciter à penser que ceux-ci, qui les ont probablement commandités et financés, les cautionnent, soit que le travail ait été collectif, soit que les membres du ou des groupes les aient relus, corrigés, ou aient simplement exercé un droit de regard.

Dans certains cas, on sait effectivement qu'il s'agit d'un exercice collectif entrepris au sein du groupe, au sein de plusieurs groupes, voire au sein de tous les groupes de l'endroit. En mars 1889 par exemple, lors d'une réunion de tous les anarchistes de Paris chez Horel, on décide de lancer un manifeste, et, pour sa rédaction, « on a convenu que chacun apporterait son idée ce soir, 131, rue Saint-Martin, chez Rousseau », qu'ainsi « le manifeste serait l'œuvre de tous » et pourrait être signé : « les anarchistes de Paris[155] ». Et effectivement, la rédaction est collective, comme le montre un rapport du 26 mars 1889 :

> « Les anarchistes qui s'étaient réunis dimanche chez Horel, rue Aumaire, étaient hier à 8 h ½ chez Rousseau, 131, rue Saint-Martin. On remarquait parmi eux Luss, Laurence, Baudelot, Pouget, Bernard, Weill, etc., que je vous cite plus particulièrement parce qu'ils ont pris part à l'élaboration du manifeste qui doit être affiché dans la nuit de mercredi à jeudi pour protester contre la cavalcade de la "Bouchée de Pain". L'argent nécessaire à l'affichage, 22 francs, a été fourni par le Cercle international. Toute la soirée a été consacrée à la rédaction de ce manifeste, véritable habit d'Arlequin, auquel chacun a apporté un mot, une ligne, une phrase […]. Le manifeste sera tiré dans l'après-midi et affiché par Luss dans la nuit de mercredi à jeudi sur tout le parcours de la cavalcade. »

Autre solution : un compagnon est chargé par ses coreligionnaires d'écrire le factum, comme Tennevin par exemple lors d'une réunion organisée par « les différents groupes

155. P. Po. B.A./75, rapport du 25 mars 1889.

anarchistes de la capitale » le 13 janvier 1888, 96, rue de Richelieu à Paris[156]. Mais parfois, ce sont plusieurs compagnons d'un même groupe qui doivent « se coller » séparément ou collectivement à l'exercice : ainsi, en janvier 1889, lors d'une séance animée de la salle Horel à Paris rassemblant 80 compagnons, il n'est question au cours de la réunion « que de la publication d'un manifeste abstentionniste » et « il a été décidé que ce soir aurait lieu chez Rousseau, 131, rue Saint-Martin, une réunion de tous les compagnons qui ont un manifeste à proposer. On choisira alors celui qui devra être publié[157] ».

Le texte est ensuite lu lors d'une nouvelle réunion du ou des groupes, et le travail jugé par les autres compagnons. Les sources policières témoignent abondamment de ces séances de lecture : ainsi, le 21 avril 1889, lors d'une réunion chez Rousseau à Paris « de quelques anarchistes », Pouget donne lecture d'un placard qui « sera tiré aujourd'hui à 5 000 exemplaires[158] ». Au terme de la lecture, le texte peut être adopté immédiatement : ainsi en août 1885, alors que Tortelier lit le manifeste qu'il a été chargé de rédiger, Adrien Martin demande l'addition de quelques mots, addition acceptée ; néanmoins, on « décide de faire une autre grande réunion, qui sera la dernière avant de faire imprimer le manifeste[159] ». Et parfois, ces séances de lecture peuvent être houleuses, comme lors d'une réunion des groupes des 5e et 13e arrondissements de Paris rassemblant une trentaine de personnes salle Jacquet, 11, place d'Italie : « Chacun voulait qu'on attribuât la priorité à son factum[160]. »

Il s'agit donc bien souvent d'un travail de longue haleine et qui n'aboutit pas toujours, comme le montre la rédaction du manifeste intitulé Le Drapeau noir. La décision de rédiger un placard qui serait intitulé Le Drapeau noir et expliquerait pourquoi les anarchistes ont adopté cet emblème, est prise par les compagnons présents chez Rousseau, rue Saint-Martin à Paris, dès le 17 juillet 1883[161] :

> « Les dénommés Grave, Vaillat et Faliès ont été chargés d'en rédiger le texte et d'apporter mardi prochain leurs articles afin qu'on puisse les discuter et les adopter. Ces individus ont, en outre, été invités à trouver un imprimeur car ils ne veulent pas faire imprimer ces placards chez le nommé Herzig de Genève, celui-ci demandant trop de temps pour ses travaux. »

Le 31 juillet, alors qu'une nouvelle réunion privée a lieu salle Rousseau pour travailler sur le texte du manifeste, Jean Grave donne lecture d'une lettre de l'imprimeur de la Lutte, qui lui annonce que le dernier numéro de la Lutte a été saisi et qu'il ferait paraître le journal lyonnais le 11 courant sous le titre Le Drapeau noir. En conséquence, « le placard dont il a été question plus haut ne portera pas ce titre, mais il a été décidé qu'il serait intitulé Suppression de la propriété, et que les articles qui devront le composer seront lus et discutés mardi prochain afin que l'imprimeur de Lyon puisse en tirer un certain nombre d'exemplaires destinés à être publiés à Paris[162] ». Le 8 août, nouvelle réunion du groupe au même endroit, au cours de laquelle Bérard lit l'article qu'il a composé et qui est destiné au placard Suppression de la propriété. Il est décidé la semaine suivante, cet article ainsi que celui du compagnon Faliès sur le même sujet seront revus, corrigés, et adressés à l'imprimerie sise rue Ferandière, 52, à Lyon, pour être aussitôt apposés

156. P. Po. B.A./75, rapport du 14 janvier 1888.
157. P. Po. B.A./1506, rapport du 7 janvier 1889.
158. P. Po. B.A./76, rapport du 22 janvier 1889.
159. P. Po. B.A./74, rapport du 1er août 1885.
160. P. Po. B.A./76, rapport du 29 juin 1890.
161. P. Po. B.A./1502, rapport du 19 juillet 1883.
162. P. Po. B.A./1502, rapport du 1er août 1883.

sous forme de placard dans les rues de Paris[163]. Enfin en décembre 1883, soit près de quatre mois plus tard, on apprend par un rapport de police que l'impression du placard Suppression de la propriété a été laissée en suspens faute d'argent[164], et le 29 décembre 1883, qu'il ne sera pas imprimé et sera remplacé par un autre ayant trait aux élections prochaines[165].

Pour ce qui est des brochures ou des livres répertoriés dans notre bibliographie, la plupart ont un auteur attitré, et l'on pourrait penser que la rédaction de ces ouvrages – parce qu'ils sont plus longs que ceux que nous venons d'évoquer – se prêtait moins à un travail collectif. C'est probablement vrai pour la plupart d'entre eux, mais on doit se montrer prudent : d'abord parce que de nos jours, si l'on interroge les anarchistes, on s'aperçoit qu'au sein des groupes, tel ou tel « camarade » se voit souvent attribuer la rédaction d'une brochure ou d'un ouvrage quelconque au nom du groupe, un groupe qui, pour financer l'impression de la brochure ou de l'ouvrage, doit certainement l'avoir lu et critiqué – et il n'y a pas de raison pour que ce type de pratique ait changé avec le temps. Ensuite, parce que si nous n'avons pas rencontré dans les rapports de police d'exemples de travail de groupe sur telle ou telle brochure ou sur tel ouvrage, la presse anarchiste, elle, nous en donne quelques-unes.

La presse nous montre par exemple que les anarchistes n'hésitent pas à travailler en groupe pour rassembler les informations nécessaires à la rédaction de certaines brochures ainsi qu'à leur correction elle-même : c'est par exemple le cas en octobre 1887, lorsque le « Groupe parisien pour la propagande dans les campagnes », récemment constitué dans le but de rédiger des brochures à destination des campagnes, décide de mettre en œuvre une de ces brochures : par le biais de la Révolte, ses membres demandent à « ceux de leurs camarades qui sont en relation avec leurs camarades des champs » de leur « adresser les résultats des observations qu'ils ont pu faire sur la situation des paysans, leurs aspirations, et les moyens à employer pour les rallier à la révolution sociale », puis d'« adresser les communications au journal[166] » ; deux semaines plus tard, l'appel se fait à nouveau pressant en direction des « camarades des campagnes[167] » :

> « Cette œuvre ne pouvant être obtenue que par la centralisation des documents et des fonds, nous comptons que nos amis n'y failliront pas. Adresser toute communication à la Révolte. »

Enfin, en janvier 1888, alors que la brochure destinée aux travailleurs des campagnes est parue, le groupe indique dans la Révolte qu'il compte aussi « sur ceux qui s'intéressent à cette propagande » « pour leur signaler les points où ils n'auraient pas été assez clairs et explicites de façon à corriger pour le second tirage[168] ».

Pour ce qui est des journaux, en schématisant un peu, on peut dire que ce que l'on sait aujourd'hui de leur rédaction se résume à quelques informations laconiques concernant leur(s) fondateur(s) ou leur(s) principal(aux) rédacteur(s) et collaborateur(s) quand on les connaît[169], renseignements qui donnent un peu l'impression que ces journaux ne seraient que l'expression de quelques coteries. S'il ne faut pas nier cette dimension de la propagande écrite que nous venons d'exprimer de façon très caricaturale, et qui pose le problème de légitimité de la parole anarchiste (les feuilles anarchistes dont certaines

163. P. Po. B.A./1502, rapport du 8 août 1883.
164. P. Po. B.A./1502, rapport du 15 décembre 1883.
165. P. Po. B.A./1502, rapport du 29 décembre 1883.
166. La Révolte, n° 3, du 1er au 7 octobre 1887.
167. La Révolte, n° 6, du 15 au 21 octobre 1887.
168. La Révolte, n° 18, du 21 au 27 janvier 1888.
169. Voir René BIANCO, Un siècle de Presse anarchiste d'expression française, 1880-1983, doctorat d'État, 1987, Aix-Marseille 1.

nous sont présentées habituellement comme les voix du mouvement en sont-elles la légitime expression ?), on peut se demander si le vœu exprimé par certains compagnons comme Rozier en octobre 1886 « d'un journal qui ne portera ombrage à aucune petite feuille existante et dans lequel ils [les compagnons] pourront tous écrire[170] » n'a pas existé.

En fait, un journal anarchiste n'est en général jamais totalement l'œuvre de son seul comité de rédaction : si des hommes isolés – ou parfois quelques individus – ont pu assurer la rédaction complète de certains journaux (c'est probablement le cas de Victor Loquier dans les Vosges), la plupart ont eu des correspondants (généralement des compagnons bénévoles) un peu partout en France et à l'étranger pour leur raconter l'histoire des luttes locales entre possédants et exploités, pour leur faire parvenir des articles théoriques, des vers, des chansons, ou ne serait-ce que pour leur envoyer les convocations des groupes locaux, les comités de rédaction se bornant alors souvent pour une partie plus ou moins importante du journal à puiser dans cette matière. Pour vérifier cette idée, il est difficile de se fonder sur la signature des articles ou des encadrés publiés dans ces journaux, la plupart d'entre eux étant anonymes. En revanche, les rapports de police montrent comment des compagnons de toute la France collaborent à la presse anarchiste d'expression française paraissant à l'intérieur des frontières nationales ainsi qu'à l'étranger, comme cette « liste de correspondants de journaux anarchistes établie au début des années 1880[171] ».

Si les journaux anarchistes ne sont jamais totalement l'œuvre de leurs seuls comités de rédaction, ces derniers n'en ont pas moins un rôle essentiel dans la mesure où ils acceptent ou refusent la matière qu'on leur envoie pour des questions de place, d'intérêt, mais parfois aussi pour des raisons idéologiques : bref, dans la mesure où ils donnent « une ligne » au journal. On peut alors se demander si certains journaux anarchistes sont bien les porte-parole d'un mouvement dans lequel ils puisent leurs idées, ou non. La question peut par exemple se poser pour le journal de Jean Grave, Le Révolté, puis La Révolte. Dans les années 1880, il apparaît en effet assez clairement qu'il est aux mains d'une « coterie[172] » et qu'il est coupé de la réalité parisienne du mouvement. Il est en effet aux mains de quelques compagnons comme Kropotkine et Élisée Reclus « qui se partagent la besogne[173] » :

> « puis viennent Paul Reclus, Élie Reclus – rarement ce dernier – puis encore pour le courant, Grave, cumulant, avec ses fonctions de rédacteur, le rôle d'administrateur et celui de typographie, lorsqu'il est libre. De ci, de là, quelques articles d'écrivains russes ou français faisant de l'anarchie en dilettanti. »

Le journal se prépare chez Rousseau, rue Saint-Martin à Paris, lors de séances de lecture qui, dans les années 1885-1886, réunissent périodiquement quelques compagnons seulement comme Loth, Constant Martin, Bérard, Mège, Grave, Legrand et parfois Gallais et Élisée Reclus[174]. Ce sont ces hommes qui lui donnent une ligne directrice toujours plus en décalage avec le mouvement : ainsi à la fin des années 1880, alors que la plupart des compagnons parisiens souhaiteraient le voir se transformer en journal d'action à la veille d'un « grand soir » qu'ils attendent tous, le journal « reste ce qu'il a été dès le début : dogmatique, un peu savant et toujours bien écrit[175] », bref un journal, qui,

170. P. Po. B.A./74, rapport du 10 octobre 1886.
171. P. Po. B.A./73.
172. C'est le mot utilisé par les compagnons parisiens (P. Po. B.A./77).
173. P. Po. B.A./77, rapport du 5 novembre 1891.
174. Voir P. Po. B.A./74 et P. Po. B.A./1502.
175. P. Po. B.A./77, rapport du 5 novembre 1891.

bien que très diffusé dans les groupes anarchistes, n'est pas souvent compris et alimente surtout les spéculations intellectuelles d'ouvriers qualifiés et de bourgeois de province libres penseurs. Du point de vue de la théorie, c'est aussi un journal qui s'éloigne peu à peu des positions défendues dans la plupart des groupes français concernant le vol, les attentats, le brigandage[176]. C'est enfin un journal dont « l'indépendance idéologique » est garantie par son « indépendance financière », sa caisse étant avant tout alimentée par ses ventes, par des souscriptions provenant de la province et de l'étranger, et par des subsides d'Élisée Reclus[177].

À l'inverse, d'autres journaux sont davantage enracinés dans la réalité du mouvement parce que leurs comités de rédaction en sont l'émanation. À Paris par exemple, il semble bien que cela soit pour recouvrer un accès à une parole anarchiste confisquée par Jean Grave, que les compagnons de la capitale se sont battus tout au long des années 1880. Les attaques contre le journal de Jean Grave et les tentatives pour créer un organe anarchiste qui soit une alternative au Révolté puis à La Révolte – sous le contrôle des groupes de Paris et de la banlieue – sont en effet récurrentes dans les années 1880 et surtout à partir du milieu des années 1880 : en juillet 1886 par exemple, au moment de l'affaire Gallo – Gallo que tous les compagnons admirent – on apprend que « les groupes anarchistes seraient furieux contre Grave à cause du refus qu'il a opposé à la demande qui lui avait été faite de publier les écrits de Gallo et de s'occuper de son procès[178] », et « qu'ils veulent créer un journal en opposition au Révolté[179] ». Cette nouvelle feuille « aurait pour titre Terre et Liberté et pour principal rédacteur Louiche[180] » ; en décembre 1887, un indicateur signale que les « groupes anarchistes de Paris » ont décidé de créer un nouvel organe de presse pour « remplacer la Révolte qu'ils trouvent trop théorique et pas assez de combat[181] » ; en 1889, l'affaire Pini est un nouveau sujet de fâcherie entre les anarchistes parisiens et Grave, des anarchistes parisiens qui décident encore une fois, contre la Révolte, de créer leur propre organe de presse[182] :

> « On aurait compté que pour une fois, la Révolte insérerait la Défense de Pini car ce dernier ne serait pas pour les anarchistes un vulgaire filou puisque Grave […] que son vol devait servir la propagande. Tout le monde croyait que Grave céderait, il n'en a été rien. C'est pour cela que des froissements se produisirent et que le journal L'Attaque paraîtra spécialement pour l'insertion de cette défense ; le but de cette feuille, facile à comprendre, est de se faire une immense réclame tout en faisant pièce à la Révolte. »

Enfin, un rapport du 15 novembre 1889 rappelle que c'est dans le cadre de discussions très vives sur la propagande par le fait et à cause de leur hostilité à la Révolte que les compagnons parisiens ont fait paraître le Ça Ira et L'Attaque[183].

Ainsi, certains journaux anarchistes sont le fruit d'une collaboration de tous les groupes d'une ville ou d'une région : dans les années 1880, pour Paris, c'est par exemple le cas de La Vengeance anarchiste, de Terre et Liberté, de L'Audace, du Drapeau rouge ou du Ça Ira. Si on prend l'exemple de Terre et Liberté créé explicitement pour servir « d'organe » au mouvement[184], son comité est élu lors d'assemblées réunissant tous les

176. P. Po. B.A./76, rapport du 15 novembre 1889.
177. Ibid.
178. P. Po. B.A./74, rapport du 21 juillet 1886.
179. Ibid.
180. Ibid.
181. P. Po. B.A./75, rapport du 22 décembre 1887.
182. P. Po. B.A./76, rapport du 27 octobre 1889.
183. P. Po. B.A./76, rapport du 15 novembre 1889.
184. P. Po. B.A./73, rapport du 18 septembre 1884.

« anarchistes de Paris et de la banlieue[185] ». Le journal est ainsi en quelque sorte, dès la nomination du « Comité », l'expression de la vox anarchiae de Paris. Mais l'élection de ces comités de rédaction n'empêche pas l'« assemblée » de se réunir en séances plénières pour prendre des décisions concernant le journal, comme lors de cette réunion organisée « par tous les groupes anarchistes de Paris » le 1er décembre 1884, ruelle Pelée, pour choisir « des articles devant paraître dans le journal Terre et Liberté ». « À l'unanimité », il y est décidé qu'« un article de Digeon serait inséré dans le journal ». Et les compagnons n'hésitent alors pas à rappeler que le journal est l'émanation de tous les compagnons de la ville ou de la région, comme Denéchère, qui s'écrie à propos de L'Audace en mars 1885 : « Quant à la rédaction […] elle est composée de nous tous[186] […]. »

Les divers types de supports

Il est en général très difficile pour les anarchistes de faire imprimer leurs placards ou journaux chez un imprimeur patenté : d'abord parce que trouver un imprimeur sûr relève de la gageure (en 1894 à Arras par exemple, Monsieur Bar, imprimeur habitant rue d'Amiens, dénonce à la police les anarchistes qui lui ont donné à imprimer la Déclaration de Caserio Santo[187]). Ensuite, parce que l'impression coûte cher et que les anarchistes manquent de fonds ; aussi, toute impression débute-t-elle côté anarchiste, par la recherche de « l'imprimeur meilleur marché », comme le montre cette conversation qui a lieu entre les compagnons Pouget et Godard, le 10 novembre 1882, lors d'une réunion des anarchistes composant la « Commission administrative provisoire chargée de fonder un organe du parti » chez Renaudin, 14, rue Coquillière à Paris[188] :

> « Pouget rend compte qu'il a été à Vincennes, chez un imprimeur, pour savoir le prix d'impression du futur journal et qu'on lui a répondu que le premier mille coûterait 95 francs, et les autres mille 20 francs, mais payables d'avance. Godard répond qu'il se charge de trouver un imprimeur à Paris qui offrira les mêmes conditions, et de plus, fera du crédit. »

Parce les imprimeurs se montrent méfiants à l'égard de compagnons qui ne les paient pas toujours, comme en témoigne à Paris, en février 1883, l'exemple de l'imprimeur Lombardin, qui envoie aux compagnons une lettre lue salle Horel en séance plénière[189] :

> « Il y a 6 mois, je vous ai imprimé 15 000 manifestes. Il m'a été payé un acompte de 100 francs. Il reste encore 206 francs. Ne voyant plus ceux qui m'ont commandé ce travail, je m'inquiète. Je serai cependant bien aise d'être soldé. »

Parce que, même payé, l'imprimeur hésite toujours à imprimer certains tracts, placards ou journaux, car il a peur d'être inquiété par la police en raison de leurs contenus : en juillet 1883 par exemple, lors d'une réunion du « Groupe de propagande anarchiste » au 131 de la rue Rousseau à Paris, Thomachot fait connaître aux autres compagnons qu'il « a demandé au sieur Lombardin, imprimeur rue de la Roquette, 128, de tirer un placard anarchiste intitulé Le Drapeau noir. Lombardin s'y est refusé sous le prétexte que la police lui suscitait en ce moment des ennuis[190] […] ».

185. P. Po. B.A./73, rapport du 17 août 1884.
186. P. Po. B.A./1502, rapport du 29 mars 1885.
187. A. D. du Pas-de-Calais, M 2020, rapport du 22 octobre 1894.
188. P. Po. B.A./73.
189. P. Po. B.A./73, rapport du 23 février 1883.
190. P. Po. B.A./76, rapport du 25 juillet 1883.

Pour toutes ces raisons, les anarchistes ont du mal à trouver des imprimeurs : ainsi, le « Groupe de propagande anarchiste » de Paris, qui, au début du mois de novembre 1884, veut faire imprimer le Glaneur anarchiste « rue du Marché des Patriarches[191] », n'y parvient pas.

Il y a alors plusieurs solutions pour diffuser la propagande écrite. Première solution : le graffiti. Dès les origines du mouvement, on le rencontre sur les murs de maisons bourgeoises ou dans les urinoirs de la capitale ou des villes de province, sans que l'on puisse dire s'il est l'œuvre de mauvais plaisants ou de compagnons conscients. Deuxième solution : les affiches manuscrites. Ainsi à Roubaix, au milieu des années 1880[192], Bury, « un des compagnons les plus actifs de Roubaix », propose en décembre 1884 aux anarchistes locaux de coller des affiches manuscrites invitant les ouvriers à ne plus payer leur loyer[193]. Troisième solution : la lithographie. Ce procédé est par exemple utilisé par les compagnons de Roubaix en 1889 pour donner corps au journal de Vercruysse, L'Écho de la Misère[194]. Quatrième solution enfin, l'autographie. Les anarchistes recourent à ce procédé pour faire paraître L'Esprit de Révolte[195] et Le Révolté redimanché, ce dernier étant distribué chaque semaine par l'anarchiste Achille Baicry et imprimé d'un côté à l'autocopiste noir[196].

Pour éviter des ennuis aux imprimeurs disposés à publier leurs œuvres, les anarchistes, qui craignent les mouchards, se sont par ailleurs efforcés de taire leurs noms au sein du milieu : ainsi en octobre 1882, lorsque salle Horel, rue Aumaire à Paris, une « commission » se composant de Maria, Duprat et Pouget est nommée pour faire tirer à 15 000 exemplaires un manifeste destiné aux mineurs, elle refuse de faire connaître aux 50 compagnons présents le nom de l'imprimeur[197].

Une autre solution consiste en l'achat d'un petit matériel d'imprimerie. Quelques groupes y sont parvenus après avoir longtemps économisé, comme le « Groupe anarchiste de Charonne », qui a 100 francs en caisse en septembre 1883 et hésite entre l'achat d'une petite presse à 100 francs ou d'une « plus belle » à 200 francs[198]. Mais les compagnons ont aussi pu coopérer afin de rassembler davantage d'argent pour acheter un matériel plus performant qui coûterait dans les 1 500 à 2 000 francs, l'opération mobilisant pendant un temps tous les groupes d'un endroit : c'est ce qui semble par exemple se produire à Paris à l'automne, 1889, où une souscription est ouverte à cette fin dans la Révolte[199]. Ces efforts ont-ils permis aux anarchistes de Paris et de la banlieue d'acheter dès novembre 1889 l'imprimerie clandestine de la rue des Marais, une imprimerie qu'ils utilisent tous comme en témoigne un rapport daté du 15 novembre 1889 et intitulé « Du parti anarchiste » ? Ce rapport montre comment les compagnons procèdent pour faire tirer les innombrables petits passe-partout « qui sont continuellement distribués dans les groupes[200] ».

Les compagnons ont encore une troisième solution : faire exécuter le travail ailleurs. Ce peut être dans une autre ville de France, pour brouiller les pistes, en bénéficiant de l'aide d'un imprimeur plus conciliant : en juillet 1883, Jean Grave a par exemple été « chargé » par le « Groupe de Propagande anarchiste » de Paris de « trouver à Lyon un

191. P. Po. B.A./1502, rapport du 5 novembre 1884.
192. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 50.
193. Ibid., p. 51.
194. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 47.
195. Jean MAITRON, op. cit., tome 2, p. 245.
196. Ibid., p. 250.
197. P. Po. B.A./1502, rapport du 8 octobre 1882.
198. P. Po. B.A./1508, rapports des 12 et 15 septembre 1883.
199. P. Po. B.A./1505, rapport du 13 octobre 1889.
200. P. Po. B.A./76.

imprimeur qui consentirait à faire le travail[201] » que ceux de Paris refusent d'accomplir. Ce peut être aussi à l'étranger : en janvier 1886 par exemple, alors que les anarchistes parisiens étudient la façon de faire imprimer un Appel à l'insurrection, on décide de demander l'aide des compagnons de Suisse ou de Bruxelles[202]. L'opération nécessite dans ces cas-là pour les compagnons de prendre contact avec l'imprimeur de l'endroit, ce souvent par le biais des anarchistes locaux, de le payer et de lui faire parvenir l'épreuve du futur manuscrit par la poste en évitant la saisie du document par les autorités. Mais un certain nombre de compagnons estiment plus sûr de faire le déplacement pour le remettre en main propre à leurs correspondants : c'est par exemple le cas en avril 1886, lorsque le « Comité anarchiste de Marseille » envoie à Lyon l'épreuve d'un placard et prévoit qu'un compagnon lyonnais se le verrait confier et devrait l'apporter à Genève, où il serait imprimé[203]. Parfois encore, carte blanche est laissée aux anarchistes de l'endroit choisi, qui prennent eux-mêmes contact avec les imprimeurs locaux et participent à la relecture du texte ainsi qu'aux frais d'impression, comme le montre un rapport du 26 octobre 1889 : une douzaine d'anarchistes réunis la veille chez Rousseau à Paris apprennent que Louis Parmeggiani et Alexandre Marocco, tous deux anarchistes du groupe londonien des « Intransigenti », ont pris connaissance de la Défense de Pini. Ils l'ont renvoyée à Duprat en disant qu'ils avaient envie de la faire paraître en France et en Italie. « En conséquence, il a été décidé que Duprat et Malato se mettraient dès aujourd'hui à corriger quelques phrases de cette défense et qu'ils l'expédieraient à Londres immédiatement après […]. De cette façon, elle serait prête dans les prochains jours du mois prochain[204]. » Le retour des imprimés exige là encore de la part des compagnons un minimum d'organisation, car il s'agit que ces paquets, souvent volumineux, ne soient pas saisis par la police des frontières, ce qui arrive parfois, comme en témoigne un rapport de juin 1884[205] :

> « Hier soir, une partie des membres du "Groupe des Amandiers" et une partie de ceux du "Drapeau noir" se sont réunis salle Lexcellent, 28, boulevard Ménilmontant. Ils attendaient de Genève des placards qu'ils devaient apposer pour le 14 juillet. Ces placards ne sont pas arrivés […] on suppose qu'ils ont été saisis à la frontière. »

Ils recourent alors à divers stratagèmes pour éviter ces saisies : en septembre 1882 par exemple, les anarchistes lyonnais, qui souhaitent éditer à leur manifeste intitulé Les ouvriers de la septième Cie d'artillerie de Lyon à leurs frères de l'armée incitant les militaires à la grève et à la rébellion, parviennent à le faire imprimer à Genève à 5 000 exemplaires, et cette commande arrive à la gare de Perrache cachée dans le tender d'une locomotive[206]. De même en avril 1886, les anarchistes marseillais décident qu'une fois tirés à Genève, « les placards seraient transportés par plusieurs adhérents au-delà de la zone douanière et remis par colis postaux à la gare, par paquets, le placard 500 exemplaires[207] ». Et parfois, grâce à toutes ces dispositions, le placard arrive sans encombre à destination, comme le montre entre autres exemples un rapport du 28 janvier 1883, qui signale l'arrivée à Paris d'un placard de propagande imprimé à Genève, placard éma-

201. A. D. du Pas-de-Calais, M 2020, rapport du 22 octobre 1894.
202. P. Po. B.A./74, rapport du 2 janvier 1886.
203. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 9 avril 1886.
204. P. Po. B.A./76.
205. P. Po. B.A./73, rapport du 13 juin 1884.
206. Marcel MASSARD, op. cit, p. 172.
207. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du 9 avril 1886.

nant du « Groupe parisien de propagande anarchiste » et s'intitulant Aux travailleurs. Les anarchistes et l'Internationale[208].

La diffusion des imprimés

Si l'on se fonde sur le nombre de numéros parus chaque année en France au cours de la décennie 1880 (le nombre de journaux ne signifiant rien en effet, puisque, comme le souligne Jean Maitron, « en raison des poursuites, c'est le même périodique qui, souvent, continue de paraître sous des titres divers[209] »), on peut établir un premier constat : l'essor de cette presse anarchiste d'expression française eut lieu en deux temps ; d'abord, autour de l'année 1881, puis, autour de l'année 1885.

Si l'on considère maintenant le tirage de la presse anarchiste, on peut établir un second constat en croisant différentes sources : la faiblesse du tirage de ces journaux, qui eurent toujours beaucoup de mal à dépasser les 5 000 exemplaires.

Nom du journal	Lieu de parution	Date	Tirage
L'Écho de la Misère	Lille	1889	Environ 3000
L'Étendard révolutionnaire	Lyon		4 800 exemplaires d'abord, puis, 5000
La Lutte	Lyon		5 000 exemplaires
La Révolte	Paris	1889-1890	5 000 puis 4 000 exemplaires
Le Droit social	Lyon		4 000 ou à 5 000 exemplaires
Le Glaneur anarchiste	Paris		2 000 exemplaires
Le Père Peinard	Paris	1889	2 000 exemplaires
Le Révolté	Genève		1200-1300 exemplaires à ses débuts, puis 5 000 exemplaires
Le n° 3 de Terre et Liberté	Paris		4 000 exemplaires
La Lutte sociale	Lyon		5 000 exemplaires

Tableau 4. – *Le tirage de la presse anarchiste dans les années 1880*.

Pour ce qui est des principaux foyers de propagande, si l'on se fonde sur les travaux de Jean Maitron, de Marcel Massard et de Jan Moulaert, il semble acquis aujourd'hui qu'au début des années 1880, sur l'ensemble du territoire national, le principal foyer de propagande écrite a été le foyer lyonnais, tandis qu'à l'étranger, le foyer de propagande genevois aura probablement été le plus dynamique. Toutefois cette situation évolue vers le milieu des années 1880 : Paris s'affirme alors jusqu'à la fin des années 1880 comme le principal foyer de propagande anarchiste en France, tandis qu'à l'extérieur du territoire, avec le transfert du Révolté de Genève à Paris, le pôle de propagande genevois s'affaiblit et est probablement supplanté par le foyer de propagande belge.

208. P. Po. B.A./1502.
209. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 139.

Pour ce qui est de la diffusion de ces journaux, il semble que dans les premières années de la décennie 1880, ces publications anarchistes – autorisées comme interdites – étaient parfois diffusées fort loin de leur pôle d'émission. On sait par exemple que le plus connu des journaux anarchistes genevois, Le Révolté, alors qu'il est interdit sur le territoire national, est reçu entre autres à Paris[210], Marseille[211], dans les centres industriels de la région de Roubaix[212], à Vienne[213], à Decazeville[214], qu'il est diffusé dans les mines de Saint-Étienne[215], à Toulouse[216] ou à Montceau-les-Mines[217]. Ce constat est également vérifié par les informations que nous livrent les rubriques des divers journaux anarchistes servant à la correspondance avec leurs abonnés ou leurs lecteurs : elles montrent leurs aires d'expansion et ses spécificités.

Pour ce qui est des logiques de circulation de cette presse, il semble (après l'installation du Révolté à Paris en avril 1885 et avec les efforts faits par les compagnons français pour promouvoir une presse anarchiste à Paris et à Lille) qu'il y ait eu des changements dans la seconde moitié des années 1880. Du point de vue de la diffusion de la propagande écrite, Paris prendrait le pas sur Genève et Lyon, comme en témoigne par exemple Jean Polet pour le département du Nord, en avril 1885[218] :

> « Jusqu'en 1885, les journaux vendus dans les rues de Roubaix et Armentières proviennent surtout de Suisse, de Lyon et de Paris […]. Le Révolté vient s'installer à Paris […] les journaux parisiens se font alors plus nombreux et sont aussi diffusés à Roubaix. »

Les rapports se distendraient puis se rompraient entre les foyers anarchistes français et le foyer de propagande genevois ; c'est ce dont témoigne par exemple le compagnon Narcisse, vendeur de journaux à Toulouse, lors d'un interrogatoire : « Autrefois, quand le Révolté devenu plus tard la Révolte s'imprimait à Genève, je correspondais avec ce pays. Aujourd'hui non[219]. » La Belgique deviendrait désormais le principal foyer de diffusion en France d'une presse anarchiste étrangère d'expression française. C'est ce que signale par exemple Jean Polet pour le département du Nord[220] :

> « [En avril 1885] le Révolté vient s'installer à Paris, ce qui marque la fin des rapports avec la Suisse. En conséquence, à partir de ce moment, la presse anarchiste étrangère d'expression française est belge pour l'essentiel, et elle parvient entre autres à Armentières en 1886. »

Enfin, pour ce qui est des réseaux de distribution de cette presse anarchiste, il faut savoir qu'ils participent d'une machine complexe mettant à contribution bon nombre de militants : les journaux, brochures ou autres imprimés anarchistes empruntent en effet dans les années 1880 deux circuits de distribution.

Le premier de ces circuits de distribution est le réseau légal. Il s'agit d'une part du service d'abonnement des journaux anarchistes autorisés par le gouvernement, et il s'agit d'autre part des libraires, des marchands de journaux, des colporteurs et des dépositaires

210. P. Po. B.A./73, rapport du 13 mars 1884.
211. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapports du 26 août 1884 et du 8 mars 1885.
212. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 48.
213. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 8 novembre 1884.
214. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 6 avril 1886.
215. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 4 juin 1884.
216. A. N. F7 12508.
217. A. D. de la Saône-et-Loire, M 283, rapport du 12 octobre 1884.
218. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 48.
219. A. N. F7 12508.
220. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 49.

agréés par l'État, qui acceptent de diffuser les publications anarchistes. Pour partie, ce réseau de distribution a été investi par des compagnons dès le début des années 1880, compagnons qui sont devenus marchands de journaux ou ont demandé et obtenu des permis de colportage : quelques-uns d'entre eux sont clairement identifiés dans les sources, comme Bordat, qui, après son départ de Lyon, s'est installé à Vienne (Isère) où il tient avec sa femme une librairie[221]. Mais pour une autre partie, ce réseau de distribution échappe au contrôle des anarchistes : on rencontre par exemple à cette époque, parmi les distributeurs des journaux anarchistes, des acteurs classiques de la distribution de la presse ou du livre, comme les bibliothèques des gares de chemin de fer dont Hachette a le monopole, qui distribuent le Révolté ; toutefois, ce « segment » non anarchiste de la distribution des ouvrages de propagande semble jouer un rôle mineur dans leur diffusion à l'échelle de la France et de l'étranger, comme le montre une lettre du ministre de l'Intérieur répondant en août 1887 au préfet de Côte-d'Or qui lui demandait l'interdiction de la distribution du Révolté par Hachette : pour le ministre, cela « n'était pas possible » pour l'instant, et d'ailleurs, Hachette « diffusait très peu ces publications » puisqu'en moyenne, pendant les mois de mai et de juin 1887, il ne s'était vendu que 120 numéros du journal en France[222].

Le second circuit est un circuit parallèle extralégal, qui permet aux anarchistes de diffuser non seulement les publications autorisées, mais surtout celles qui sont interdites : les propagandistes utilisent en effet les réseaux anarchistes pour faire circuler les feuilles ou imprimés destinés à la propagande d'un bout à l'autre de la France, et même vers l'étranger. Ils profitent d'abord de leurs déplacements pour acheminer la propagande écrite à l'endroit où elle sera vendue ou distribuée, comme Duprat, qui, de Paris, doit emporter à Lyon en août 1884 mille brochures À L'Armée, tirées par les Parisiens[223]. Ils savent ensuite exploiter les mailles denses des réseaux épistolaires tissés entre eux, comme le montre l'exemple de Monod de Dijon, signalé par une dépêche du ministère de l'Intérieur du 21 décembre 1888 comme ayant reçu du compagnon stéphanois Faure une centaine d'exemplaires d'une brochure intitulée Le Fruit de la terre[224]. Et ils recourent alors à certains « trucs » pour déjouer la surveillance des autorités, comme en témoigne le Révolté du 20 octobre au 8 novembre 1884 : lorsque Grave apprend que les autorités françaises ont décidé de lever l'interdiction sur le Révolté, il annonce dans le journal qu'il enverra un petit nombre de journaux « à découvert », « à n'importe quelle adresse », pour tester les réactions des autorités, ce qui suppose que les exemplaires envoyés en France au cours des années précédentes rentraient clandestinement sur le territoire national et circulaient sous le manteau. Dans des villes-relais existeraient par ailleurs des dépôts clandestins : ainsi en 1887, un rapport d'un indicateur signale au préfet que le « dépôt pour la France » de L'Indicateur anarchiste, une brochure interdite, est à Vienne (Isère)[225]. Sur place, le mouvement a ses vendeurs, ses colporteurs, ses dépositaires, ses marchands de journaux non agréés par l'État, des vendeurs ou colporteurs d'ailleurs difficiles à distinguer dans les sources de ceux qui bénéficient d'une autorisation de vente de la part des autorités. Le système de distribution du Révolté de Genève, interdit en France en 1884, est à bien des égards exemplaire de cette « distribution sous le manteau » : Jean Grave dispose de contacts dans les différentes villes dans lesquelles il souhaite vendre le

221. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 22 mars 1888.
222. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, réponse du ministre de l'Intérieur au préfet de Côte-d'Or datée du 16 août 1887.
223. P. Po. B.A./1502, rapport du 4 août 1884.
224. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, rapport au préfet daté du 28 décembre 1888.
225. A. D. de l'Isère, 75 M 22, rapport du 15 juin 1887.

journal, comme par exemple l'anarchiste Deherme à Marseille en août 1884[226]. Certains de ces contacts jouent le rôle d'intermédiaires entre Genève et d'autres villes françaises, comme Pierre Romans, habitant 16, place de l'Arsenal à Lille, qui fait transiter des brochures genevoises pénétrant en France par la frontière nord vers la Saône-et-Loire, où elles sont reçues par Pierre Cendrin « demeurant près du bois de Verne, commune de Montceau[227] ». Il a ses colporteurs sans permis, comme Pierre Cendrin, qui, selon un rapport du 25 août 1884, se voit dresser un procès-verbal pour infraction à la loi sur le colportage[228] ; il a ses vendeurs et ses dépositaires, comme Pérelle à Saint-Étienne[229], des vendeurs ou dépositaires qu'il visite au besoin comme en août 1884, lorsqu'il vient à Saint-Étienne pour relever les ventes du journal dans la ville, un journal qui ne se vend plus de la façon dont il se vendait depuis deux mois[230]. L'exemple de Paris témoigne par ailleurs de la façon dont a pu fonctionner au début des années 1880 la diffusion des feuilles ou imprimés anarchistes provenant de l'ensemble du territoire national ou de l'étranger. Ils sont réceptionnés dans la capitale par des « dépositaires » dont nous ne connaissons pas la situation exacte au regard de la loi dans les grandes villes.

Pour le journal belge L'Émeute, c'est par exemple le cas en décembre 1883 de Boriaud, habitant 17, rue de Loos à Paris[231]. Dès l'arrivée de la feuille, le dépositaire convoque en assemblée générale les anarchistes de Paris pour qu'ils « placent » le journal, soit que les groupes se chargent eux-même de sa vente, soit qu'ils les déposent chez des libraires. La distribution aux groupes, à leur demande, se fait sous l'œil vigilant du dépositaire (qui peut en prendre lui-même), voire d'une commission élue chargée de la répartition : ainsi, en avril 1884, le compagnon Puillet, qui vient de recevoir les exemplaires de L'Alarme, convoque tous les groupes pour leur annoncer la nouvelle et pour demander « que chaque anarchiste » se charge d'en placer « un certain nombre chez les libraires » ; une commission de quatre membres (Puillet, Faliès, Duprat et Pinoy) est ensuite nommée pour distribuer les exemplaires[232]. La question du paiement de ces journaux a par ailleurs suscité de la part des compagnons, à cette époque, des tentatives pour s'organiser davantage, ce à la suite de diverses plaintes des comités de rédaction de ces organes de presse : ainsi à la fin du mois d'avril 1884, lors d'une « réunion générale des anarchistes » salle Renaudin, 14, rue Coquillière, est lue une lettre des rédacteurs de L'Alarme qui se plaignent amèrement de ne pas être payés pour les exemplaires envoyés et de risquer de disparaître ; « on a alors décidé qu'à l'avenir, le journal serait envoyé à Faliès et au café Renaudin, qu'une commission de quatre membres serait chargée de distribuer les exemplaires à des délégués des groupes, par quartiers, et que cette commission encaisserait et ferait des envois d'argent à Lyon[233] » ; deux mois plus tard, la Commission ne semble pas avoir remédié à la situation puisque le 27 juin 1884, les « groupes anarchistes de Paris et de la banlieue » sont convoqués pour se voir communiquer une lettre de Dervieux, gérant du Droit anarchique, qui « se plaint de ce que, depuis que l'on envoie des journaux à la commission qui siège chez Renaudin, on n'a reçu que 64 francs, et que, cette semaine, le journal ne paraîtra pas faute d'argent. Il engage les anarchistes à faire tout le possible pour réunir des fonds afin de sauver l'existence du journal […]. À la suite de cette lecture,

226. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1392, rapport du ministre de l'Intérieur au préfet daté du 26 août 1884.
227. A. D. de Saône-et-Loire, M 283, rapport du 20 août 1884.
228. A. D. de la Saône, M 283, rapport du commissaire spécial de police de Montceau du 25 août 1884.
229. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 12 octobre 1884.
230. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 10 août 1884.
231. P. Po. B.A./1502, rapports des 10 et 11 décembre 1883.
232. P. Po. B.A./1502, rapport du 15 avril 1884.
233. P. Po. B.A./1502, rapport du 18 avril 1884.

on a décidé de convoquer tous les groupes anarchistes de Paris et de la banlieue salle Vidal, rue Michel Lecomte numéro 36, pour le jeudi 3 juillet à 8 h du soir[234] ».

Enfin, les journaux anarchistes eux-mêmes jouent un grand rôle dans la diffusion de la propagande anarchiste. Ils envoient des imprimés divers à des correspondants éloignés, assurent le service de leurs abonnés et, à l'échelle d'une localité ou d'une grande ville, approvisionnent directement en ouvrages subversifs les compagnons qui viennent se servir au siège du journal. De la mi-novembre à la mi-février 1884, Terre et Liberté met ainsi à la disposition de ses lecteurs pas moins de 43 ouvrages (journaux ou brochures).

Cette propagande anarchiste a ses temps forts, comme le tirage au sort pour son volet antimilitariste ou comme les élections pour son volet abstentionniste : ainsi, entre autres exemples, le placard intitulé Le Père Peinard au Populo paraît pour les élections législatives de janvier 1889[235]. Par ailleurs, il faut noter que si les distributions de brochures ou d'imprimés anarchistes ont lieu de jour, les affichages de placards anarchistes ont, quant à eux, essentiellement lieu la nuit pour des raisons de sécurité[236].

Les distributions de brochures à usage des compagnons ou à destination du profane ont lieu dans les endroits les plus divers : au cours des réunions anarchistes, comme en novembre 1885, salle Réaumur à Paris, où l'on trouve des exemplaires de L'Égalitaire, de Ni Dieu ni maître et du Forçat du travail[237] ; à la sortie des meetings politiques, comme lors du meeting de Tortelier en mars 1890, où sont vendues les brochures Le Salariat, L'Esprit de Révolte, Une révolte à Foix, ainsi que des numéros du journal Le Révolté[238] ; enfin dans la rue, lors de manifestations politiques, comme pendant cette manifestation anarchiste au Père Lachaise en mai 1889[239]. Les groupes peuvent aussi organiser des tournées de propagande dans les localités avoisinantes ou dans les campagnes : c'est par exemple le cas du groupe de Vienne (Isère), qui fait distribuer à Vienne et dans les localités environnantes 5 000 manifestes abstentionnistes en juin 1887[240]. Il faut aussi noter que certaines de ces opérations de propagande visent clairement telle ou telle catégorie de la population. C'est par exemple le cas des ouvriers, comme le montre un rapport du 2 août 1884 annonçant qu'une petite brochure anarchiste a été distribuée « à profusion » dans les usines, les ateliers et les mines du Nord[241] ; c'est encore le cas des soldats, ce que montrent les nombreuses distributions de tracts sur les terrains de manœuvre, comme en 1887, dans le département de l'Isère[242].

Les affichages ont, quant à eux, plusieurs objectifs. Ils visent d'abord à baliser un territoire que l'on a pu maîtriser temporairement (ne fût-ce que la durée d'une nuit). Ensuite, à faire de la propagande ou à délivrer une information, comme par exemple ces placards affichés dans les environs du ministère de l'Intérieur en janvier 1885, qui invitent les citoyens à une manifestation populaire devant la Chambre des députés pour réclamer l'amnistie[243]. Enfin, à provoquer le bon bourgeois, comme ces placards affichés sur la porte de l'église à Montcenis (Saône-et-Loire[244]) ou comme cet Appel à la révolution placardé dans la nuit du 28 au 29 mars 1889 sur les murs mêmes de l'Élysée[245]. Ils sont

234. P. Po. B.A./73, rapport du 2 juillet 1884.
235. P. Po. B.A./76.
236. P. Po. B.A./73-76.
237. P. Po. B.A./74, rapport du 11 novembre 1885.
238. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 3 mars 1890.
239. P. Po. B.A./76, rapport du 24 mai 1889.
240. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 7 juin 1887.
241. P. Po. B.A./1502.
242. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 12 février 1887.
243. P. Po. B.A./74.
244. A. D. de Saône-et-Loire, M 285, rapport du 2 février 1885.
245. P. Po. B.A./76.

par ailleurs signalés plus fréquemment dans des quartiers populeux comme le 20e arrondissement de Paris, les quartiers de Charonne, Belleville, ainsi que la banlieue ouvrière (Saint-Denis[246]). Et partout, on affiche semble-t-il de préférence dans les urinoirs, où chacun pourra lire tranquillement un factum que la police mettra un peu plus de temps à découvrir et à arracher : ainsi, entre autres exemples, Aux travailleurs. Les anarchistes et l'Internationale est affiché le 12 février 1883 dans un urinoir situé place Sébastopol à Paris[247].

Cette propagande est parfois le fait d'individus isolés comme Pol Martinet à Roubaix en 1885, qui, pour éviter que les agents ne déchirent son précieux Manifeste de Paris, défie l'autorité en le collant sur une planche qu'il promène dans les rues[248]. Certaines fois, elle est aussi le fait de plusieurs individus désignés par le groupe, comme Martin et Orcelin à Vienne (Isère) en juillet 1886, qui placardent « 80 exemplaires » d'un manifeste abstentionniste dans la ville[249]. Mais d'autres fois, elle est le fait de groupes entiers qui se mettent d'accord pour une opération coup-de-poing, comme cette vingtaine d'anarchistes rémois qui se rendent au bois de Cernay pour distribuer des brochures anarchistes aux promeneurs et aux militaires[250]. Et dans les grandes villes, ces opérations sont souvent discutées au sein du ou des groupes lors de réunions préparatoires comme en septembre 1889, où, salle Rousseau, les compagnons Pouget, Pennelier, Laurens, Brunet, Bernard, Duprat et Bidault décident de la manière dont des placards du Père Peinard seront affichés ainsi que de la date de l'affichage[251]. Les compagnons se donnent alors rendez-vous le jour dit, et celui – parfois ceux – qui, parmi eux, a été chargé de l'impression du placard, réceptionne les exemplaires chez l'imprimeur et les distribue aux autres, avant que tous ne se rendent sur les lieux où les manifestes doivent être affichés : ainsi, le 10 mai 1884, une quinzaine d'anarchistes auxquels Denéchère apporte des affiches destinées à combattre la candidature Joffrin se retrouvent dans la soirée rue Saint-Michel à Paris : « À 9 h 30 tous les anarchistes ont quitté la salle pour se rendre à Montmartre dans le quartier des grandes carrières afin de procéder au collage[252]. » Parfois, l'affichage ne suit pas immédiatement la distribution, surtout si l'ensemble des groupes anarchistes doit coopérer : à Paris, les placards peuvent être par exemple récupérés salle Horel par les compagnons appartenant à différents groupes, comme en juillet 1889, lorsque Cabot distribue aux 50 assistants de la salle Horel 20 000 exemplaires de son Apothéose de la bourgeoisie, et que les compagnons les répartiront alors dans leurs groupes respectifs avant que ne commence l'affichage. Par ailleurs, il faut noter que certaines de ces campagnes d'affichage ressemblent à de véritables « opérations commando », où l'on se rend sur les lieux armés, pour pouvoir réagir en cas de grabuge ; c'est par exemple le cas en avril 1888, où une vingtaine de compagnons se rassemblent au 38 de la rue Charlot et se répartissent 400 affiches[253] :

> « Les compagnons se sont séparés à 1 h 30 du matin, et se sont rendus dans les différents quartiers ouvriers afin d'y accomplir leur besogne. Tous étaient armés soit de revolvers, soit d'instruments aiguisés. C'est afin de résister à ceux qui s'opposeraient au placardage des affiches. »

246. Voir P. Po. B.A./73-77.
247. P. Po. B.A./73.
248. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 50.
249. A. D. de l'Isère, 75 M 1, rapport du 30 juillet 1886.
250. A. D. de la Marne, 30 M 73, rapport du 17 mai 1890.
251. P. Po. B.A./76, rapport du 14 septembre 1889.
252. P. Po. B.A./73, rapport du 11 mai 1884.
253. P. Po. B.A./75, rapport du 7 avril 1888.

Une nouvelle façon d'envisager l'action politique : la propagande par le fait

Définition de la propagande par le fait

La propagande par le fait est l'aboutissement de toute une réflexion menée par les socialistes anti-autoritaires sur les raisons des échecs successifs des révolutions de 1789, 1830 et 1848, ainsi que sur celui de la Commune. Cette réflexion s'est élaborée en trois temps. Au cours des années 1873-1877, les socialistes anti-autoritaires éprouvent la nécessité de donner naissance à un nouveau type d'action révolutionnaire et s'interrogent sur la forme qu'ils souhaitaient lui voir prendre. Les années 1873-1877 constituent ensuite la première mouture de la propagande par le fait, envisagée alors surtout sous la forme d'une action collective, tandis que les années 1877-1881 constituent une seconde période de maturation, qui les conduit – notamment sous l'influence du mouvement nihiliste russe – à appréhender l'action politique sous l'angle purement individuel.

En août 1873 déjà, l'assemblée générale des sections internationales du Jura bernois se réunissait à Undervillier pour s'entendre « sur le mode d'une organisation plus générale des travailleurs du Jura bernois », sur « le caractère » que devait « prendre la propagande socialiste et les moyens d'organiser cette propagande », enfin « sur l'attitude à prendre dans la question politique[254] », et concluait à l'insuffisance de la propagande purement théorique[255].

Mais c'est véritablement dans les années 1876-1878 que cette réflexion sur l'insuffisance de la propagande purement théorique prend son essor. L'analyse repose sur deux constatations : d'une part, les révolutionnaires s'aperçoivent que la collusion existant entre le monde de la presse et le monde du pouvoir et de l'argent leur interdit l'accès aux colonnes des grands journaux, seuls capables de diffuser largement leurs théories ; d'autre part, les théoriciens de l'anarchie constatent que l'ouvrier n'a ni le temps ni les moyens intellectuels pour saisir les théories socialistes abstraites et complexes[256], d'où l'idée de la propagande par le fait : pour les théoriciens de l'anarchie, l'acte de propagande est en effet infiniment supérieur à l'idée abstraite parce qu'il la matérialise, la rendant accessible directement à une classe prolétarienne accablée de travail[257].

Comme l'écrit Jean Maitron, « la propagande ainsi conçue aurait pu se développer sur un plan tout pacifique : sociétés d'assurance, magasins coopératifs, ateliers communistes, etc.[258] ». Or d'entrée, l'acte se place sous le signe de la rupture avec la bourgeoisie, de la lutte des classes. Il sera nécessairement violent et illégal, puisqu'une étude attentive de l'action révolutionnaire a depuis longtemps enseigné aux anarchistes que, chaque fois qu'il y eut conciliation avec la bourgeoisie, le prolétariat se condamna à l'impuissance[259]. Parce qu'il sera illégal, l'acte de propagande devra être lumineux : en effet, si l'auteur d'un article a tout le loisir de s'expliquer sur ses idées dans les colonnes des journaux, l'acte de propagande mal conçu, n'ayant pour se défendre que lui-même, serait susceptible d'être interprété de multiples façons, et finalement, pourrait faire plus de tort que

254. Bulletin de la Fédération Jurassienne du 10 août 1873, « Assemblée d'Undervillier ».
255. Article II de la « Résolution d'Undervillier », publié dans le Bulletin de la Fédération jurassienne du 17 août 1873.
256. Ces idées sont exprimées par l'auteur anonyme d'un article paru dans le Bulletin de la Fédération jurassienne du 5 août 1877, n° 31, intitulé « La propagande par le fait », et elles sont reprises dans le n° 28 de L'Avant Garde du 17 juin 1878.
257. Bulletin de la Fédération jurassienne du 15 juillet 1877 et Avant Garde, n° 28.
258. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 77.
259. Article de la « Résolution de l'assemblée d'Undervillier », reproduit dans le Bulletin de la Fédération Jurassienne du 17 août 1873.

de publicité à ses auteurs[260]. Idéalement, l'acte se fera la plus parfaite expression de la pensée politique particulière que le propagandiste aura voulu exprimer. Il sera accompli de telle manière qu'il ne pourra pas être confondu avec toutes les actions déviantes relevant du droit commun. Et pour conférer cette qualité d'expression à la propagande par le fait, les théoriciens excluent l'assassinat politique, dont la condamnation est sans appel parce qu'il est susceptible de multiples interprétations, parce qu'il risque de discréditer ses auteurs eux-mêmes, et, plus grave, leurs idées[261]. L'action n'est en fait envisagée au départ que sous la forme du mouvement insurrectionnel : la réalisation de l'idéal anarchiste dans un petit périmètre, village ou ville. En effet, si l'action envisagée sous cet angle est illégale, si elle est portée d'emblée dans la cité, bien menée, elle ne laissera planer aucun doute sur les intentions de ses auteurs. Et les théoriciens de l'anarchie de montrer dans les colonnes de leurs journaux les avantages que présente une propagande ainsi conçue par rapport à l'acte individuel, à l'assassinat politique[262].

Ainsi théorisée, la propagande par le fait est adoptée par la Fédération Jurassienne dès 1878, et tandis que les théoriciens s'efforcent de définir plus précisément cette nouvelle forme d'action révolutionnaire, des hommes entreprenants s'occupent simultanément de la concrétiser en Italie. C'est en effet la « Fédération italienne » qui paraît à l'époque la plus préoccupée de passer à l'action[263], et dans le Bulletin de la Fédération Jurassienne du 22 avril 1877, une lettre non signée datée du 14 avril relate les événements italiens :

> « C'est à San Lupo, le 5 courant, que la bande s'est montrée pour la première fois : mais surprise prématurément et peut-être à l'improviste par les carabiniers, elle les a reçus par une décharge de coups de feu […], puis s'est retirée du côté des montagnes, la bande pénétra ensuite à Létino et y brûla les papiers qui composaient les archives communales […]. Elle ne comptait pas plus de 30 hommes et était commandée par Carlo Cafiero, Errico Malatesta et Cesare Cecarelli […]. Les papiers ainsi que le portrait du roi furent brûlés sur la place publique […]. L'un des trois chefs, Cafiero, parla ensuite au peuple pendant une heure environ, dans le sens de l'Internationale. Il parla contre les riches, contre l'impôt […] et autres choses du même genre […] Cafiero […] a produit une certaine impression […]. Il n'est par le seul qui ait discouru ce jour-là. Un prêtre aussi, le signor Fortini fut obligé de prêcher la fraternité évangélique […]. Après tout cela vient l'heure du dîner. Ceux qui composaient la bande se firent donner à manger mais en payant tout […]. Puis la bande se mit en route pour la petite bourgade de San Gallo […]. Dans cette bourgade, les archives furent aussi brûlées et l'argent qu'on trouva au bureau du receveur des impôts fut distribué au peuple […]. Ils furent arrêtés le 11 avril. »

L'action des révolutionnaires italiens dans le Bénévent permet de caractériser très nettement la propagande par le fait des années 1876-1877. C'est tout d'abord une action illégale, conçue sous le seul angle insurrectionnel, comme en témoigne la stratégie adoptée par Cafiero, Cecarelli et Malatesta. C'est ensuite nécessairement un acte désintéressé, parce qu'il est un acte politique au service d'une cause juste. C'est enfin et surtout un acte de propagande qui tend à matérialiser les théories anarchistes en réalisant l'Idéal exemplaire dans un espace clos.

260. L'Avant Garde, n° 28 daté du 17 juin 1878.
261. Ibid.
262. Ibid.
263. James GUILLAUME, L'Internationale. Documents et souvenirs 1864-1878, p. 116.

Et pour les contemporains eux-mêmes, cette propagande en acte marqua un tournant dans l'histoire du mouvement anarchiste ; on lit ainsi dans le Bulletin de la Fédération jurassienne du 22 avril 1877 :

> « Quoique de Létino puisse paraître peu de chose, ce n'en est pas moins un fait d'une grande signification. En effet, c'est la première fois que, sans "décret" et toute la mise en scène révolutionnaire habituelle, la révolution anarchique s'est affirmée sur le terrain de l'action […]. Vous ne pouvez pas vous imaginer quelles espérances cet événement avait fait naître dans notre camp ! Quel désir ardent de la lutte ! Et quelle frayeur dans la bourgeoisie ! On a fait des arrestations en masse […] on a pris des précautions aussi inusitées que si la révolution eût été aux portes. »

Avec le recul, les historiens ont eux aussi reconnu le caractère particulier de l'équipée du Bénévent : pour Jean Maitron, c'est « […] le premier essai d'application d'un mode de propagande appelé à marquer de façon durable l'action anarchiste[264] », tandis que pour André Nataf, l'équipée de Bénévent annonce des modes d'action tout à fait nouveaux à partir desquels le mouvement anarchiste va pouvoir s'inscrire dans le siècle : « L'expérience de Malastesta et de Cafiero quittait le plan théorique du constructivisme pacifique pour s'ouvrir à la violence[265]. »

Mais l'idée que les anarchistes se font de la propagande par le fait évolue au cours des trois années suivantes. Quelles sont les raisons qui président à cette évolution ? Il faut les chercher dans la radicalisation de la lutte entre pouvoir et révolutionnaires à la fin des années 1870, particulièrement en Russie. Au cours de ces années, les nihilistes russes sont passés à l'action, une action conçue sous la forme du terrorisme : ils font sauter le palais d'hiver du tsar, qui en réchappe pour succomber le 13 mars 1881 sous les bombes de Ryssakoff, H. Helfmann, Kibaltchitck, Selakoff, Sophie Perovskaya et Mickhailoff. Plus tard, Vera Zassoulitch assassine Trepoff, gouverneur de Saint-Pétersbourg, et est acquittée par le tribunal devant lequel elle comparaît. Et ces actions ont un profond retentissement au sein du mouvement anarchiste, comme le raconte Jean Grave[266] :

> « Le 13 mars 1881, Alexandre II fut exécuté par les nihilistes. Cette exécution suivie entre autres de celle de Trépoff par Véra Zassoulitch, eut une influence immense sur le mouvement anarchiste qui commençait à se dessiner en France. Tous plus ou moins – mais plutôt plus que moins – nous rêvions bombes, attentats, actes "éclatants" capables de saper la société bourgeoise […]. Cette mentalité du reste existait dès l'aurore du mouvement. La lutte énergique menée contre le tsarisme par les nihilistes avait fortement influencé notre propagande. […]. Faire sauter le palais Bourbon, le palais de justice, la préfecture de police, c'était là nos buts et la possibilité en fut envisagée. Nous nous pourléchions d'avance. »

Face au terrorisme, la répression féroce engagée par le gouvernement russe et par d'autres gouvernements européens alimente chez les anarchistes le sentiment qu'il faudra un jour ou l'autre se défendre, sinon contre-attaquer : en 1873 déjà, on pouvait lire dans le Bulletin de la Fédération jurassienne que la réaction « universelle et universellement armée » « appellerait probablement sous peu le prolétariat socialiste européen à la réaction également armée », « cette situation exceptionnelle » imposant aux révolutionnaires « des devoirs exceptionnels[267] » ; en 1875, l'auteur d'une lettre anonyme

264. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 75.
265. André NATAF, op. cit., p. 253.
266. Jean GRAVE, Le Mouvement Libertaire sous la IIIe République, Paris, 1930, p. 210.
267. Bulletin de la Fédération Jurassienne du 27 juillet 1873, n° 16.

parue dans le même Bulletin écrivait après l'emprisonnement et le suicide de Vladimir Bogomoloff[268] :

> « Le gouvernement russe est impitoyable à l'égard de ses adversaires ; les socialistes russes se le doivent être de même à l'égard de ce gouvernement […]. Mourir en défendant ses idées vaut dans tous les cas mieux que de se suicider par suite de mauvais traitements dans une cellule […]. »

Or la répression s'exacerbe à la fin des années 1870, en réponse à la vague terroriste.

C'est sans nul doute l'action des révolutionnaires russes et son retentissement conjugués à l'exaspération des anti-autoritaires face aux persécutions dont ils sont l'objet, eux et leurs frères révolutionnaires, qui transforment la propagande par le fait des années 1876-1878, car le début des années 1880 accouche d'une nouvelle propagande par le fait, produit d'une greffe réussie de l'action terroriste sur la propagande en action théorisée avant 1878.

Cette construction se fait lentement dans les années 1878-1881. Fin 1877 encore, l'assassinat politique ne recueille pas l'assentiment des théoriciens de l'anarchie[269]. Mais le ton commence à changer dans un article paru dans L'Avant Garde le 17 juin 1878 :

> « Vous ne trouverez pas un ouvrier sur mille qui puisse […] s'instruire théoriquement. Hé bien ! Fieschi tire sur un roi sa machine infernale, Orsini sème de bombes la route d'un empereur, Hœdel tire et manque, Nobiling tire et blesse. Un point d'interrogation se dresse immédiatement partout sur la place publique, dans la rue, au foyer, sous la chaume et dans la mansarde. Nul ne peut rester froid ; demeurer indifférent. Pour ou contre, tout le monde s'agite. Que veulent donc ces assassins dit l'ouvrier qui va à la fabrique comme le paysan qui va à sa charrue. Ils ne veulent plus de roi, plus d'empereur. Que mettent-ils en place ? La république parbleu ! dit le passant. On arrête le passant mais le coup est donné, l'ébranlement est produit […] partout on discute la république, et quand on discute la république, la république s'établit. »

Enfin, une page semble tournée lorsqu'on lit dans L'Avant Garde du 2 décembre 1878, à peine six mois plus tard, cet article intitulé « Italie », qui débute par une citation de l'abbé Grégoire – « Les rois sont dans l'ordre politique, ce que sont dans l'ordre physique les monstres » – et qui se poursuit ainsi :

> « […] ceux qui viennent de manier la poudre et le fer ne manquaient pas de courage ! Marcusis, Hœdel, Nobiling avaient fait l'abandon de leur existence, et comme une acceptation complète du bourreau ! […] tournons encore un feuillet du martyrologe pour inscrire ce nom à la suite des autres : Giovanni Passanante […] Il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut, dans une poitrine royale, ouvrir une route à la révolution, fissent bon marché désormais du salut de l'entourage ? Que pour se trouver enfin, seuls, face à face avec un porte-couronne, ils marchassent sur lui, au travers de la tourbe des courtisans, secouée, dispersée, rompue, au bruit de la lueur des bombes. »

Et l'article se conclut par le récit du procès de Giovanni Passanante, dont il est fait louange.

Le « programme » adopté lors d'une réunion tenue le 12 septembre 1880 à Vevey pour préciser les moyens tactiques mis à l'étude par le congrès de la Chaux-de-Fonds l'année

268. Bulletin de la Fédération Jurassienne du 14 novembre 1875.
269. L'Avant Garde, n° 12 du 3 novembre 1877.

précédente, réunion à laquelle auraient assisté 32 « meneurs politiques » parmi lesquels Kropotkine venu de Genève, Elisée Reclus, Pierre Martin de Vienne (Isère) et cinq autres Français, témoigne de cette évolution. Ce « programme », écrit par Herzig, un Suisse, et Ontin, un Allemand, recommande [270] :

> « 1. La destruction intégrale par la force des institutions actuelles 2. Nécessité de faire tous les efforts possibles pour propager par des actes l'idée révolutionnaire et l'esprit de révolte 3. Sortir du terrain légal pour porter l'action sur le terrain de l'illégalité qui est la seule voie menant à la révolution 4. Les sciences techniques et chimiques ayant déjà rendu service à la cause révolutionnaire, il faut recommander aux organisations et aux individus faisant partie des groupes de donner un grand poids à l'étude et aux applications de ces sciences comme moyen d'attaque et de défense […]. »

Il est adopté au Congrès de Londres, en juillet 1881 [271], et on mesure le chemin parcouru depuis 1876 : l'action révolutionnaire ne relève plus seulement d'un groupe sérieusement organisé (l'article quatre s'adresse non seulement aux « organisations » mais aussi aux « individus faisant partie des groupes »). Sur un plan matériel, si, dans les années 1877-1880, la propagande par le fait est avant tout conçue dans le cadre du mouvement insurrectionnel, il en va différemment au début des années 1880 : les moyens à employer sont laissés à la discrétion du propagandiste [272], mais on privilégie pour une propagande par le fait menée sous la forme d'action individuelle les armes employées par les nihilistes russes, c'est-à-dire les explosifs, ce dont témoigne l'article quatre du programme de Vevey ainsi que des journaux anarchistes contemporains comme La Révolution Sociale, qui, sous la rubrique « Études scientifiques », livrent de véritables recettes pour fabriquer ces explosifs : le numéro un du 13 septembre 1880 est consacré au picrate de potasse ; le numéro deux du 19 septembre 1880 au fulmicoton ; le numéro quatre du 3 octobre 1880 aux torpilles ; le numéro cinq du 10 octobre 1880 à la nitroglycérine ; le numéro sept du 24 octobre 1880 à la dynamite ; le numéro 11 du 21 novembre 1880 au feu fénian, un procédé incendiaire, tandis que le numéro 35 du 14 août 1885 est à nouveau consacré au fulmicoton. On note aussi à cette époque l'élargissement du champ des objectifs destinés à devenir la cible des propagandistes : dans les années 1876-1877, leur action avait pour objectif la prise d'une ville ou d'un village, d'un espace clos et limité en tout cas, où ils pourraient matérialiser l'idéal anarchiste, alors que dans les années 1878-1880, les objectifs des propagandistes se démultiplient, comme le montrent les journaux de l'époque : attentats contre la classe bourgeoise visée dans ses intérêts et dans sa vie, assassinats d'hommes politiques, destructions d'églises…

Et si la propagande par le fait du début des années 1880 n'est plus celle des années 1876-1877, c'est parce que les anarchistes visent désormais à travers elle un triple objectif : faire de la propagande, trouver une solution aux problèmes sociaux et terroriser. En effet, l'acte de propagande en 1881, produit d'une greffe réussie de l'action révolutionnaire telle que l'entendaient les nihilistes et de l'acte de propagande tel que le concevaient les théoriciens de l'anarchie en 1876-1877, hérite à la fois des buts que se proposaient les révolutionnaires russes et les propagandistes par le fait des années 1876-1877 : le premier objectif reste l'objectif de propagande, comme le montre l'article deux du programme de Vevey (« Nécessité de faire tous les efforts possibles pour propager par des actes l'idée révolutionnaire ») ; l'acte de propagande est toujours un acte à caractère

270. A. N. F7 12504, rapport de police sans date.
271. Le Révolté, n° 11 du 23 juillet 1881.
272. Le Révolté, n° 22 du 2 décembre 1880 : « Tout est bon pour nous qui n'est pas la légalité » (Pierre Kropotkine).

dogmatique, réalisant concrètement les théories anarchistes pour l'éducation des masses, et il s'agit toujours d'une méthode d'action révolutionnaire élaborée dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire devant logiquement aboutir à la révolution elle-même. Mais un second objectif, hérité de l'action révolutionnaire russe, se greffe sur le premier. Alors que la propagande par le fait telle qu'elle était conçue en 1876-1877 n'était purement et simplement qu'un acte de propagande, elle devient aussi en 1881 un moyen « d'attaque et de défense[273] » aux mains du mouvement anarchiste lui permettant de mener une véritable guérilla contre la société capitaliste. Cette action participe elle aussi d'une stratégie révolutionnaire, puisque les anarchistes espèrent, par des actes individuels répétés, allumer l'étincelle de colère qui déclenchera la grande révolution. Enfin, dans l'esprit de ses utilisateurs, la propagande par le fait est un moyen de réaliser concrètement la grande œuvre révolutionnaire, comme l'explique par exemple à ses lecteurs l'auteur d'un article paru dans la Révolution Sociale[274] :

> « La force ne crée rien ! soit ! Mais nous ne lui demandons pas de créer quelque chose. Nous lui demandons de détruire l'ancienne société, de briser le monde étroit dans lequel les docteurs d'orthopédie sociale ont enfermé l'humanité […]. »

C'est tour à tour un de ces trois objectifs – plus rarement les trois simultanément – que les propagandistes par le fait privilégieront dans les années 1881-1890 à travers leurs actions.

Les formes prises par la propagande par le fait

Notre radiographie du mouvement anarchiste nous invite à relire l'action anarchiste des années 1880 : en effet lorsqu'on examine celle-ci à cette période, il semble difficile d'évacuer la question des complicités et des réseaux, et sans chercher systématiquement des connexions là où il n'y en a pas, il paraît nécessaire de remettre en perspective des hypothèses qui ont été délibérément évacuées de l'histoire de l'anarchie par les historiens au nom de l'idée qu'ils se sont faite jusqu'à aujourd'hui du fonctionnement du mouvement. Quelle fut la part des actes de désespérés isolés ? Quelle fut celle des réseaux terroristes ? C'est ce que nous nous proposerons de voir ici à travers différentes formes de propagande par le fait.

Révolutionner les mœurs bourgeoises : vers la libération sexuelle

La libération sexuelle est une première forme de propagande par le fait, mais, dans les années 1880, les archives nous livrent peu de renseignements sur les pratiques anarchistes – résultant toujours de choix individuels – qui participent pourtant d'une première contestation en acte de l'ordre bourgeois. Les anarchistes se sont-ils opposés au mariage ? Il ne le semble pas si l'on se rapporte à l'étude sociologique que nous avons effectuée[275] : le comportement sexuel des compagnons paraît en effet davantage varier en fonction de leur milieu social que de leurs options politiques.

273. Article quatre du « Programme de Vevey ».
274. La Révolution Sociale, n° 16, 28 décembre 1880, et le Révolté n° 22, 25 décembre 1880.
275. Voir également Jacques DUPÂQUIER, Histoire de la population française, Paris, p. 412 sq.

Désertion, refus du tirage au sort et abstentionnisme

La désertion, le refus du tirage au sort ainsi que les campagnes abstentionnistes organisées au moment des élections sont une autre forme de la propagande par le fait.

Les sources font ici peu état des désertions anarchistes ou du refus du tirage au sort dans les années 1880 ; elles nous en livrent seulement quelques rares exemples, et tous sont des actes individuels, comme celui de Georges Mertz à Dijon, rapporté par L'Eclair du 29 janvier 1890 :

> « Les opérations de tirage au sort ont été troublées par un conscrit nommé Georges Mertz, peintre en bâtiment, qui, à l'appel de son nom, a pris une poignée de numéros et les a lancés dans la salle. Il allait recommencer quand il a été arrêté par le capitaine de gendarmerie. Il a déclaré qu'il était anarchiste. Un gendarme l'ayant fouillé a trouvé sur lui une bouteille de vitriol destinée, a-t-il dit, à brûler les registres de la conscription, qui selon lui, est une institution idiote. Amené devant le parquet, Mertz a renouvelé sa déclaration. »

En revanche, les témoignages sur les campagnes abstentionnistes ne manquent pas. Il s'agit ici pour les compagnons, là où ils le peuvent, de présenter aux élections un certain nombre de « candidats abstentionnistes » (ou « candidats pour la forme »), qui mèneront dans leurs circonscriptions une vraie campagne abstentionniste, donc anarchiste, en profitant notamment, le temps des élections, de l'autorisation faite aux candidats d'afficher des placards sans acquitter de droit de timbre. Entre autres exemples de telles candidatures, on connaît dans le département de l'Aude celle d'Émile Digeon, journaliste et candidat anarchiste à Narbonne en 1883[276].

Ces campagnes sont parfois le fait d'individus isolés, qui, sans grands moyens financiers, se contentent de se présenter aux élections et d'assister aux réunions politiques organisées par leurs adversaires pour y développer, quand ils le peuvent, les idées anarchistes. Mais la plupart du temps, elles sont le fruit d'une action concertée au sein du groupe – ou au sein de plusieurs groupes – qui présentent leurs « candidats abstentionnistes ». Cette coopération entre différents groupements permet aux compagnons de rassembler des fonds parfois importants, qui servent à imprimer des affiches abstentionnistes ou à organiser des réunions politiques, comme par exemple cette réunion publique qui a lieu en août 1884 à Paris, à l'Alcazar d'Italie, 190, avenue de Choisy, à l'initiative du « Comité abstentionniste des 5e et 13e arrondissements[277] ». Parfois même, tous les groupes anarchistes d'une même ville coopèrent le temps de la campagne électorale, comme à Marseille, Lyon ou Paris. Ainsi à Paris, en période électorale, les groupes coordonnent fréquemment leur action : ils s'unissent pour créer là où cela est possible des « comités abstentionnistes de quartiers » à la suite de réunions générales[278] (il s'agit de permanences assurant la coordination et la continuité de l'action à l'échelle du quartier[279]), et, à l'échelle de la capitale et de la banlieue, des réunions rassemblent périodiquement les responsables locaux pour qu'ils rendent compte de l'action entreprise et décident de la forme à donner aux prochaines manifestations. Plusieurs anarchistes venus de groupes différents peuvent ainsi se rencontrer pour troubler les réunions électorales des autres candidats, comme ces 24 compagnons « de divers groupes » réunis à la permanence de la rue Réaumur[280]. Ils peuvent encore se réunir pour décider de l'impression

276. D.B.M.F…, notice d'Émile Digeon.
277. P. Po. B.A./76, rapport du 4 août 1889.
278. P. Po. B.A./73, rapport du 18 avril 1884.
279. P. Po. B.A./74, rapport du 18 octobre 1885.
280. P. Po. B.A./74.

du manifeste abstentionniste que l'un d'entre eux a écrit : c'est par exemple le cas en avril 1888 lors de cette réunion organisée « par différents groupes anarchistes de la capitale » au cours de laquelle le compagnon Tennevin donne lecture devant une vingtaine d'assistants du manifeste abstentionniste qu'il vient de rédiger[281]. Ils peuvent également se donner rendez-vous pour récupérer et afficher dans tous les arrondissements de la capitale des manifestes imprimés par les soins d'un groupe : ainsi, lors d'une réunion « d'anarchistes appartenant à différents groupes » salle Rousseau en mai 1888, Pivier fait savoir que le groupe l'« Avant garde cosmopolite » de Grenelle a fait imprimer deux mille manifestes abstentionnistes et que « la distribution en sera faite lors de la prochaine réunion abstentionniste qui aura lieu dans ce quartier[282] ». Ils peuvent enfin se concerter pour toute autre action : en septembre 1889 par exemple, il est convenu lors d'une réunion salle Horel « que tous les préaux d'école seraient demandés dans le courant de la semaine par les "candidats pour la forme" qui ont signé le placard abstentionniste de Weill[283] ».

Les formes de la délinquance et de la criminalité anarchiste

Il faut mentionner également comme autres formes de la propagande par le fait les « déménagements à la cloche de bois », la fabrication de fausse monnaie ainsi que la « reprise individuelle ».

Pour ce qui est des « déménagements à la cloche de bois », ils participent bien entendu au tout premier chef de la propagande par le fait : il s'agit ici, pour les compagnons locataires, de déménager juste avant que leurs propriétaires ne viennent réclamer le terme du loyer. Et de tels actes sont fréquents tout au long des années 1880, comme en témoigne entre autres exemples ce rapport de police daté d'avril 1889[284] :

> « Pendant deux jours, les anarchistes ont cessé toute agitation. Cet armistice est dû à ce que nous sommes à l'époque du terme. Or tout anarchiste qui se respecte ne peut décemment conserver pendant plus de trois mois son domicile et doit s'en aller sans payer son terme. Ainsi Luss est allé demeurer à Saint-Ouen, Alasia est déménagé de la rue de Lancry, 53 […]. Berthelot a quitté le 6 de la rue Nicolet à Montmartre […]. Bien d'autres en ont fait autant […]. »

Ces actes sont tantôt le résultat d'initiatives individuelles (ainsi Nicolo Converti, compagnon marseillais d'origine italienne, est signalé en 1887 comme déménageant « fréquemment "à la cloche de bois"[285] »), tantôt d'actions plus concertées : en 1884 par exemple, à Paris, une quarantaine d'anarchistes réunis 130, boulevard Ménilmontant décident, sur la proposition du compagnon Hénon, « de former une commission pour le déménagement de ceux qui ne peuvent pas payer leur terme » ; « […] elle se réunit régulièrement salle Renaudin, 14, rue Coquillière, au même endroit que la commission de secours aux détenus[286] » ; elle est alors composée de 17 membres[287], et il est décidé lors d'une réunion tenue le 15 février 1884 que « trois membres resteraient en permanence tous les soirs de 8 h à 10 h dans la boutique du sieur Bernardin, rue Coquillière, 14 :

281. P. Po. B.A./74, rapport du 29 avril 1888.
282. P. Po. B.A./75, rapport du 1er mai 1888.
283. P. Po. B.A./76, rapport du 30 septembre 1889.
284. P. Po. B.A./76, rapport du 11 avril 1889.
285. Signalé dans le volume 2 de la thèse que René Bianco consacre au mouvement anarchiste dans les Bouches-du-Rhône.
286. P. Po. B.A./73, rapport du 12 février 1884.
287. Ibid.

celui qui aurait des difficultés avec son propriétaire n'aurait qu'à venir à cette adresse où il demanderait un congé. On s'entendrait alors pour faire déménager le réclamant de bonne volonté si possible ou par force[288] ». La « Ligue des anti-propriétaires » poursuivra l'action de cette « Commisssion » dans la seconde moitié des années 1880.

Par ailleurs, à l'intérieur du mouvement anarchiste, du début des années 1880 au début de la Grande Guerre, un certain nombre de compagnons n'ont pas hésité non plus à s'adonner à la fabrication de fausse monnaie, ce dont les rapports de police témoignent de manière récurrente tout au long des années 1880-1914[289]. Or tout au long des années 1880-1914, la fabrication et la diffusion de fausse monnaie est une activité qu'il est difficile d'entreprendre seul. D'abord parce qu'elle nécessite un certain savoir technique, savoir auquel les compagnons n'ont souvent pas accès, comme ils le déplorent par exemple dans cette petite réunion tenue sur ces questions à Paris en avril 1897 autour d'Armand Fallières :

> « […] on a parlé des difficultés que présente la fabrication de la fausse monnaie et de la possibilité pour un graveur de faire une matrice à pièces de 5 francs et de frapper ces pièces en argent véritable avec lequel les bénéfices seraient encore considérables. Ce projet est souvent étudié par beaucoup de compagnons mais tous comme Fallières se heurtent à la difficulté d'apprendre l'état de graveur de médailles […]. »

Si quelques-uns d'entre eux s'engagent dans l'étude solitaire de la chimie comme Gallo, qui, à force d'exercices et de persévérance, parvient à acquérir des connaissances assez étendues dans ce domaine[290], les compagnons profitent la plupart du temps de « recettes » trouvées dans des brochures anarchistes ou dans divers articles publiés dans les journaux du mouvement : c'est par exemple le cas de Jean Boget dit « Joanny », qui, à Lyon, complète ces indications par l'achat et la lecture de « divers livres de chimie et de physique[291] ». D'autres, comme André Richon, font appel à l'expérience de compagnons de leur entourage connaissant davantage ces questions : ainsi, un rapport de police daté du 19 janvier 1908 rappelle que, lors d'une conférence tenue à l'Université populaire de Choisy-le-Roi il y a plusieurs années, Richon avait demandé des renseignements précis à un camarade « sur la fabrication des moules de pièces de 5 francs[292] ». D'autres, comme les compagnons de Bourges, n'hésitent pas à faire usage de leurs carnets d'adresses pour demander à être mis en contact avec des « professionnels » de la question : ainsi, en février 1889, ils écrivent au compagnon Baudelot à Paris pour lui demander l'adresse d'un graveur afin de les aider à fabriquer de la fausse monnaie[293], mais il ne semble pas que le projet ait abouti[294]. Ensuite, parce que le faux-monnayage nécessite l'acquisition d'un certain matériel qu'il est souvent difficile de se procurer seul : ainsi, dans la petite réunion tenue sur ces questions à Paris en avril 1897, on se lamente sur la difficulté que l'on peut éprouver à « se procurer l'argent nécessaire à l'achat d'un outillage suffisant[295] ». Certains d'entre eux parviennent par l'achat ou le vol à obtenir un petit matériel : c'est par exemple le cas de Louis Bardot, installé dans le Doubs, trouvé détenteur début janvier 1894 « d'une fiole contenant du mercure », d'« acide fluorhydrique », de « deux fioles contenant des liquides », de « morceaux d'étain », d'« une cuillère en

288. P. Po. B.A./73, rapport du 16 février 1884.
289. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 22 juin 1911.
290. La Gazette des Tribunaux du 26 juin 1886.
291. A. N. F7 12508, compte rendu de perquisitions menées contre les anarchistes de Lyon le 1er janvier 1894.
292. P. Po. B.A./1503.
293. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 2 février 1889.
294. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 11 mars 1889.
295. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 13 avril 1897.

fer pour faire fondre l'étain » d'« émail de cuivre et d'un moule à fabriquer les pièces de 5 francs[296] ». Mais d'autres compagnons peuvent se cotiser pour acheter un matériel plus conséquent, comme le montre ce rapport daté de l'année 1900 : « On [l'indicateur] a rencontré dernièrement quatre anarchistes qui ont acheté des ustensiles pour essayer de faire de la fausse monnaie[297]. » Et cette coopération entre anarchistes aboutit parfois à l'équipement de vrais laboratoires comme celui découvert en juin 1908 dans un petit local situé 24, rue Ménilmontant à Paris[298].

Toutes ces difficultés expliquent que l'on rencontre, certes, dans les archives de police, des individus isolés fabriquant chez eux de la fausse monnaie « à la petite semaine » (certains d'entre eux sont très connus dans les milieux anarchistes, comme Ravachol, qui, renvoyé ainsi que son frère de la maison où il travaille, s'essaye après la contrebande d'alcool à la fabrication de la fausse monnaie[299]), mais qu'on y découvre aussi de vraies bandes plus ou moins nombreuses, plus ou moins solidement organisées, ayant des contacts parfois fréquents et étroits avec les milieux du grand banditisme, ce alors même que certains compagnons, surtout à la fin de la décennie 1910, au moment des grands procès contre les faux-monnayeurs anarchistes, « blâment l'imprudence consistant à grouper un assez grand nombre d'associés[300] » parce qu'ils ont une trop grande visibilité.

Quant à la pratique du vol justicier par les mouvements révolutionnaires et les réseaux terroristes, elle trouve sa première justification en terres lointaines de Russie à la fin des années 1870. À cette époque en effet, alors que l'effort de propagande et la préparation du soulèvement armé grèvent lourdement le budget des mouvements révolutionnaires, les conspirateurs comprennent vite le parti qu'ils peuvent tirer du vol pratiqué à l'encontre de riches personnalités et du gouvernement. Mais ne souhaitant pas voir leur action confondue par l'opinion publique avec celle de vulgaires voleurs et désirant au contraire lui conserver son caractère authentiquement politique, ils baptisent leurs opérations de cambriolage : « l'expropriation », un terme plus noble que celui de « vol », ayant de surcroît le mérite de rappeler l'invincible répulsion des révolutionnaires russes pour la propriété. « L'expropriation » de la banque Kherson en 1879 en est le premier acte d'envergure, et par la suite, les révolutionnaires de la Narodnaïa Volia et tous les partis terroristes s'y livrent pour remplir leurs caisses[301]… En France, ce sont au milieu des années 1880 les compagnons Duval et Pini qui donnent à la pratique du vol justicier ses lettres de noblesse sous le nom de « reprise individuelle ». À leurs procès respectifs, Duval et Pini théorisent cette forme du vol justicier : Duval se défend de n'être qu'un vulgaire voleur, revendique avec force le « droit à la restitution » en proclamant « le droit de ceux qui n'ont rien » à « prendre à ceux qui possèdent », déclarant en agissant ainsi avoir été « absolument irréprochable du point de vue du droit naturel[302] » ; Pini défend lui aussi le principe du « droit au vol », ou mieux, de la « restitution », tandis que son avocat, Maître Labori, en fait « un justicier social[303] ». Toujours au cours de leurs procès, Duval et Pini présentent implicitement la reprise individuelle comme un acte illégal ayant trois objectifs : résoudre par la force la question sociale en s'attaquant de facto à la propriété ; terroriser le bourgeois ; véhiculer grâce à un acte pédagogique

296. A. N. F7 12508, compte rendu des perquisitions opérées dans le département du Doubs le 1er janvier 1894.
297. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 27 octobre 1900.
298. P. Po. B.A./1508, rapport de police du 19 juin 1908.
299. La Gazette des Tribunaux du 26 avril 1892.
300. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 19 janvier 1908.
301. Voir Jocelyne FENNER, Les Terroristes russes, Rennes, Ouest-France, 1989, 287 p.
302. La Gazette des tribunaux du 12 janvier 1887.
303. La Gazette des Tribunaux du 5-6 novembre 1889.

les théories anarchistes prônant la restitution et, à travers un type d'action appelé à être imité, contribuer à mettre le peuple sur le chemin de la révolution. En même temps, leurs procès donnent une impulsion sans précédent à la pratique du vol justicier, qui est soudain discutée à l'intérieur des groupes et qui suscite un vrai engouement au sein de ces milieux anarchistes, un engouement loin d'être passager comme en témoignent les rapports de police tout au long des années 1880-1914, et un engouement parfois ravivé par les exploits des révolutionnaires russes : ainsi on trouve dans le rapport d'un indicateur de septembre 1895 que « la propagande par l'expropriation gagne à Paris tous les jours du terrain » et « que les compagnons Murmain, Martinet, Denéchère, Georges Renard, Novi, Châtel, Pouget, Millet, Vignaud etc., etc., prêchent [ce type d'action] dans tous les groupes et dans les réunions[304] [...] » ; en octobre 1907, les indicateurs signalent que « depuis quelque temps les voleurs, faux-monnayeurs et cambrioleurs reviennent dans les groupes anarchistes[305] » ; idem en janvier 1908[306] :

> « Beaucoup de compagnons, ayant lu les journaux, les récits des exploits récents des nihilistes russes qui ont adopté la tactique utilitaire du vol à main armée et qui le pratiquent avec un brio incomparable, sont absolument émerveillés et très tentés d'imiter cet exemple. Malheureusement en France, cela serait plus difficile et offrirait beaucoup plus de dangers. D'autre part il ne faudrait pas compter sur la complaisance de la population, au contraire, et puis les énergies sont clairsemées et sans esprit de suite. »

Les historiens qui ont tenté d'apprécier la reprise individuelle dans sa pratique ont sans doute été gênés dans leurs analyses par plusieurs éléments : d'abord par l'adjectif épithète « individuelle », qui renvoie à un mode opératoire excluant les complicités et l'organisation. Ensuite, parce qu'au cours de leurs procès respectifs, Duval et Pini se sont présentés comme les seuls responsables des vols dont on les accusait : selon la Gazette des Tribunaux, Pini, par exemple, qui comparaît avec quatre co-accusés devant la cour d'Assises de la Seine le 4 novembre 1889, fut très « crâne » et « prit tout à sa charge[307] ». Parce que les structures du mouvement anarchiste telles que les historiens les ont décrites jusqu'à aujourd'hui n'ont pas non plus incité à considérer le vol justicier comme le fruit d'actions programmées par des bandes de cambrioleurs organisés. Enfin, parce qu'une « mémoire anarchiste » glorifiant les actes des Pini et des Duval a probablement contribué à gommer pour la postérité et pour le mouvement le versant « organisé » de la reprise individuelle. Or en matière de « reprise individuelle », on peut signaler d'une part les vols ou délits divers commis par des individus isolés, vols destinés le plus souvent à assurer la survie du compagnon ou de sa famille[308], mais d'autre part, on peut également constater l'action de vraies bandes organisées disposant d'un matériel perfectionné, agissant pour elles-mêmes et pour la cause. C'est par exemple le cas des individus gravitant autour du compagnon Pini, qui vit à Paris et fonde vers 1887 avec son compatriote Parmeggiani le groupe anarchiste des « Intransigenti[309] ». Sur une demande d'extradition formulée par le gouvernement italien à cause d'une tentative d'assassinat commise dans son pays natal contre le publiciste Ceretti pour des motifs politiques, on l'arrête chez lui le 18 juin 1889, et, au moment de son arrestation, on trouve à son domicile « l'attirail très complet et très perfectionné du voleur de profession ». On y découvre aussi une grande

304. P. Po. B.A./80, rapport de police du 1er septembre 1895.
305. A. N. F7 12723, rapport de police du 21 octobre 1907.
306. P. Po. B.A./1499, rapport de police du 12 janvier 1908.
307. La Gazette des Tribunaux des 5-6 novembre 1889.
308. C'est par exemple le cas de Vaillant dans les années 1880, qui a plusieurs fois maille à partir avec la justice.
309. La Révolte, n° 11 du 23-29 novembre 1889.

quantité d'objets de toutes natures, dont la présence révèle sa participation à un certain nombre de vols commis à Paris en 1888-1889 avec une audace et une habileté rares, et dont les auteurs ont été jusque-là inutilement recherchés[310] (Lombroso estime à 300 000 francs le montant de ces différents vols[311] tandis que Jean Maitron l'évalue à 400 000 ou 500 000 francs[312]). Le même jour, on arrête au domicile de Pini un Français nommé Fabre, recherché pour vol, qui meurt au cours de l'instruction mais a le temps de dénoncer quatre autres individus : les frères Placide et Julien Schuppe, anarchistes belges ; Elisa Pelgrom, femme du premier, et Marie Saenen, maîtresse du second. Chez les deux frères Schouppe, on trouvera comme chez Pini tout un outillage propre à commettre des vols[313] : il s'agissait donc d'une vraie bande de cambrioleurs, bien organisée.

Les attentats anarchistes

Enfin, pour les contemporains, la propagande par le fait, c'est avant tout l'attentat vengeur contre le bourgeois, attentat qui nécessite plus ou moins de préparation.

Si, pour passer à l'action, certains révolutionnaires recourent dans les années 1880-1914 à des instruments que presque tout un chacun peut se procurer, comme Célestin Nat et Léon Léauthier, qui utilisent leurs outils de travail (respectivement un tiers-point[314] et un tranchet[315]) pour frapper un bourgeois au hasard, comme Caserio, qui se procure un poignard chez un armurier sétois, ou encore comme Florion, Curien, Louis Chave, qui achètent tout simplement leurs pistolets chez l'armurier du coin[316], ce sont l'explosif, la bombe sophistiquée, voire le colis piégé qui sont le plus fréquemment employés par les compagnons, à tel point que pour l'opinion publique, l'attentat à l'explosif devient rapidement synonyme de « propagande par le fait ». Or la confection et la manipulation de ces derniers engins nécessitent un apprentissage, de l'argent, du temps, une matière première qui n'est pas toujours facilement accessible, un repérage de l'objectif, et donc, un minimum d'organisation : en Russie par exemple, à la même époque, et donc ce pays où le chimiste Narodvoletz Kilbatchich envisage pour la première fois l'utilisation de la dynamite à des fins terroristes, les mouvements révolutionnaires disposent de chimistes chevronnés, d'appartements conspiratifs, d'ateliers de confection de bombes à l'étranger comme celui de Boukhalo à Munich, alimentés par les fonds de la Sociale-démocratie allemande. Pendant ce temps, le mouvement anarchiste français est à première vue beaucoup moins structuré, et on peut se demander comment les compagnons s'organisèrent pour monter les attentats, et s'ils s'organisèrent.

Les compagnons n'ont semble-t-il pas éprouvé de réelles difficultés pour se procurer les « recettes » de fabrication des bombes, ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que dans ce domaine, la presse anarchiste joue un rôle essentiel comme vecteur d'informations : dans Le Mouvement libertaire sous la IIIe République, Jean Grave explique par exemple qu'il s'est « mis en tête de fabriquer de la nitroglycérine d'après les descriptions lues dans les journaux[317] » ; à Lyon, en septembre 1883, c'est en opérant selon l'exacte recette d'un procédé incendiaire décrit dans les colonnes du Drapeau noir du 15 septembre qu'un individu tente de mettre le feu aux locaux du Progrès (il déverse dans le vestibule

310. La Gazette des Tribunaux du 5-6 novembre 1889.
311. Cesare LOMBROSO, Les Anarchistes, Paris, 1897, p. 72.
312. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 187.
313. La Gazette des Tribunaux du 5-6 novembre 1889.
314. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 135.
315. La Gazette des tribunaux du 24 février 1894. Léauthier explique que « ce sera une délicatesse […] en crevant un bourgeois avec l'arme qui aura servi à produire ce que celui-ci consomme à mes dépens ».
316. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 128-129.
317. Jean GRAVE, op. cit., p. 110.

précédant l'atelier de typographie du journal un mélange de phosphore blanc et de sulfure de carbone qui commence à enflammer 600 kilogrammes de papier[318]). Ensuite, parce que l'apprentissage du métier de « bombiste » par le biais de la presse se révélant souvent insuffisant, nombre de camarades se regroupent pour étudier la chimie et pour échanger des « trucs » : c'est par exemple le cas à Reims, où « plusieurs membres des groupes anarchistes sont signalés comme étudiant la composition des explosifs[319] […] » :

> « Lardet, qui n'est pas chimiste se charge de faire des démonstrations : « On décide qu'à la prochaine réunion, chaque groupe enverra un délégué qui copiera la recette indiquée par Lardet et en donnera connaissance à son groupe respectif. »

Enfin, parce que certains compagnons se transmettent ces « recettes » par lettres : lors des perquisitions opérées dans le milieu anarchiste en avril et mai 1892 à Reims, une lettre concernant la fabrication de dynamite est ainsi découverte chez Jean-Joseph Bourguer, tisseur à Reims[320].

Si presque tous les compagnons parviennent, quand ils le désirent, à se procurer des indications sur la façon de procéder pour construire un engin explosif, les produits nécessaires à l'expérimentation sont quant à eux tout aussi accessibles, comme le montre la découverte relativement fréquente de telles substances lors des perquisitions qui ont lieu dans les milieux anarchistes : ainsi lors de perquisitions chez Henri Ménessier à Boult-sur-Suippe en avril et mai 1892, la police trouve trois flacons d'acide, un poignard et une boîte à poudre[321]. Les rapports de police montrent d'ailleurs que tout un chacun peut se procurer ces produits assez aisément, avec un peu d'astuce : d'abord en les achetant tout simplement dans le commerce : ainsi, Vaillant achète les produits chimiques par petites fractions chez divers marchands, de façon à ne pas donner l'éveil[322]. D'autres ont pu voler ces produits : de nombreux vols de dynamite ont ainsi lieu dans les bassins miniers, et il faut à ce propos rappeler que la dynamite utilisée pour une partie des attentats qui ont lieu à Paris en 1892-1894 provient du vol de Soisy-sous-Étiolles, où 420 cartouches ont été dérobées[323].

Enfin les services de police constatent dans toute la France, au sein des milieux anarchistes, le passage à l'expérimentation, soit individuelle soit au sein de petits groupes : c'est le cas de leaders du mouvement comme Jean Grave, qui rappelle ses expériences en la matière dans Le Mouvement libertaire sous la IIIe République[324] ; c'est aussi le cas de nombreux groupes français comme « la Panthère des Batignolles » à Paris, dont les « principaux membres passent leur temps […] à faire des essais de fabrication d'engins explosibles[325] […] » ou encore comme le groupe parisien la « Mafia » en 1890, dont un membre « […] vient de confectionner une petite bombe[326] […] ». Certains même proposent une réorganisation du mouvement en mettant l'accent sur l'étude et l'expérimentation en matière d'explosifs : ainsi à Saint-Étienne en 1884, où, lors d'une réunion qui a lieu au début de l'été, sept à huit anarchistes parmi les plus exaltés proposent une organisation du mouvement dans la région articulée d'une part autour d'un « groupe supérieur

318. Marcel MASSARD, op. cit, p. 113 sq.
319. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapport du 16 février 1894.
320. P. Po. B.A./1503, résultats des perquisitions d'avril et mai 1892.
321. Ibid.
322. La Gazette des Tribunaux du 11 janvier 1894.
323. La Gazette des Tribunaux du 26 avril 1892.
324. Jean GRAVE, op. cit., p. 110.
325. P. Po. B.A./75, rapport sur « L'Organisation des forces socialistes révolutionnaire à Paris » daté de la fin du mois de décembre 1887.
326. P. Po. B.A./76, rapport du 11 novembre 1890.

» composé des plus militants d'entre eux, et d'autre part autour de « groupes inférieurs » dans chaque quartier, les militants composant le groupe supérieur jouant un rôle de direction et devant « étudier la dynamite », « les matières explosibles » et « faire des expériences[327] ».

Cela fait-il pour autant de tous les anarchistes des propagandistes par le fait éprouvés, tout un chacun pouvant poser où il le souhaite un engin perfectionné ? Certainement non. La fabrication d'explosifs est un exercice difficile, comme en témoigne Jean Grave[328] :

> « […] J'en passai des soirées […] et j'en dépensai des produits pour n'aboutir à rien […]. Enfin […] j'étais sur la voie. Je passai à un autre exercice. Il me fallait fabriquer du fulminate de mercure. Les mêmes difficultés, les mêmes déboires. Ce ne fut qu'après des centaines d'expériences que je vis les cristaux de fulminate se déposer au fond du bocal. »

Et beaucoup de compagnons ne parviennent qu'à se blesser, parfois grièvement, comme le compagnon marseillais Jean Camoin, grièvement blessé à son domicile, 47, rue d'Alger, où il se livrait à des expériences : à la police qui l'interroge sur cet accident, il racontera qu'étant allé à la pêche sur la jetée, près du phare, il a trouvé quatre petits étuis qu'il a transportés chez lui et que c'est en essayant d'en ouvrir un que l'explosion a eu lieu ; il avouera quelques jours après à un indicateur venu prendre de ses nouvelles que c'est en préparant des cartouches destinées à faire sauter un pont dans la banlieue de Marseille sur le passage d'un train de luxe que l'une d'elles a fait explosion[329]. L'amateurisme de nombre de ces révolutionnaires en matière d'attentat est d'ailleurs lisible à travers les échecs qu'ils connaissent. Souvent, l'engin ne fonctionne pas bien parce qu'il a été mal construit : ainsi Gallo, qui a pourtant mis minutieusement au point l'attentat de la Bourse, a mal rempli la bouteille qu'il a lancée sur la foule ; selon une expertise chimique, si son explosion n'a pas fait de victimes, « cela tenait uniquement à ce que les manipulations auxquelles […] [il] s'était livré avaient dû être défectueuses[330] ». Par ailleurs, quand ce n'est pas la bombe qui est défectueuse, c'est la façon dont elle a été posée et la hâte ou l'inexpérience du propagandiste qui sont en cause : ainsi en 1884 à Roanne, lorsqu'un nommé Lagrue, arrivé dans la ville depuis deux mois, pose une cartouche de dynamite entre les barreaux d'une fenêtre de la maison d'arrêt, il n'y a que peu de dégâts matériels et personne n'est blessé[331]. L'acte de Florion témoigne encore de son inexpérience : ses balles effleurent seulement le visage du docteur Meymar, et Florion, qui le croit mort, se tire un coup de revolver dans la bouche et se rate (« La balle alla se heurter contre les molaires de la mâchoire supérieure et Florion dut la recracher immédiatement avec trois ou quatre dents[332] »). Cela dit, pour un nombre limité d'attentats, il semble bien que l'on ait affaire à des professionnels de la révolution, des hommes déterminés qui surent atteindre l'objectif qu'ils s'étaient fixé en frappant l'opinion. Dans ces cas-là, les engins utilisés sont souvent simples et puissants, comme la bombe de l'Assommoir à Lyon, à base de dynamite et de nombreux morceaux de plomb[333]. Certaine d'entre eux sont toutefois plus complexes, témoignant du savoir-faire de l'artificier. C'est par exemple le cas de ces livres explosifs adressés à Monsieur Constans, qui, selon les rapports établis le 3 novembre 1891 par Monsieur Girard, chef du laboratoire municipal, par Monsieur Vieille, ingénieur des poudres et salpêtres et

327. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport de police du 10 juin 1884.
328. Jean GRAVE, op. cit., p. 110.
329. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 136.
330. La Gazette des tribunaux du 15 décembre 1893.
331. A. D. de la Loire, 1 M 527, rapport du 15 décembre 1893.
332. A. BATAILLE, Causes criminelles et mondaines, Paris, 1895, p. 33.
333. Marcel MASSARD, op. cit., p. 70 sq.

par Monsieur Gastine Renette, expert arquebusier, étaient bien de véritables machines infernales qui auraient à coup sûr tué le destinataire des colis, si un heureux hasard ne lui avait permis d'en réchapper[334].

En conclusion, il semble que de 1880 à 1914 on ait eu affaire à deux types de propagandistes : pour la majorité d'entre eux, des isolés inexpérimentés dont l'action fit peu de bruit ou n'aboutit pas ; pour les autres – une minorité – des hommes résolus, bien préparés et disposant de complicités et d'argent.

Parmi les attentats qui frappent la France dans les années 1880-1914, un certain nombre sont en effet des actes de révolte individuels, souvent spontanés, actes tels que les hommes de Vevey les souhaitaient[335]. Ce sont ceux d'Émile Florion[336], Paul Marie Curien[337], Louis Chave[338] ou Charles Gallo[339].

La plupart de ces compagnons sont des hommes relativement jeunes au moment des faits, des hommes qui ont bien souvent été malmenés par la vie : Florion, qui a 23 ans en 1881 et en « paraît à peine 18[340] », a perdu très tôt ses parents ainsi qu'un frère et une sœur, et dès l'âge de 15 ans, il a commencé à travailler comme tisseur à Reims. Curien, lui, né à Hagenau le 29 août 1866, a 17 ans lorsqu'il tente d'assassiner Jules Ferry ; son père est mort alors qu'il était encore enfant et sa scolarité a été difficile : entré à l'âge de dix ans au Prytanée militaire de la Flèche, il en est renvoyé au bout d'une année à cause de son indiscipline, pour être ensuite placé en pension à Lille jusqu'à l'âge de 15 ans. Quant à Charles Gallo, il est né dans le Morbihan le 7 février 1859, dans une famille très humble, « s'est construit presque seul, avec une énergie de volonté remarquable[341] », et a passé cinq ans en prison pour fabrication de fausse monnaie. Exception faite de Florion, toujours considéré comme un excellent ouvrier par ses patrons, ce sont en général de mauvais ouvriers ou des individus instables, indisciplinés et aigris par la vie : Curien par exemple se place successivement à Lille en qualité d'apprenti coupeur dans différentes maisons de commerce mais ses patrons le congédient tous à cause de sa légèreté d'esprit et de son insubordination[342], tandis que Gallo, que ses divers employeurs décrivent comme un homme d'un orgueil incorrigible et d'un caractère indiscipliné, a été successivement maître-adjoint dans une école, clerc d'huissier, employé dans une maison de teintures et de produits chimiques, employé à l'imprimerie Berger-Levrault[343]. Tous, enfin, sont des militants obscurs, mais des convaincus. On sait ainsi que Florion, très tôt, a fait sa lecture habituelle des journaux socialistes Le Prolétaire et Le Citoyen ; qu'en 1879, à la suite d'une grève, il commence à donner les signes d'une grande exaltation, fréquente assidûment les cabarets où se réunissent les meneurs politiques, et qu'à son procès, dès qu'il prendra la parole, ce sera pour se lancer dans ce que la Gazette des tribunaux appelle « Les théories nuageuses du collectivisme[344] » ; A. Bataille, observateur discret pendant l'audience du 27 février, remarque que le jeune homme est « profondément gangrené par les théories anarchistes[345] ». Curien, lui, s'occupe avec ardeur de politique, parlant sans cesse de l'exploitation de l'ouvrier par le bourgeois ; on trouve fré-

334. Voir P. Po. B.A./139.
335. Voir infra.
336. La Gazette des tribunaux du 27 février 1882, ainsi que A. BATAILLE, Causes criminelles et mondaines, p. 33-34.
337. La Gazette des tribunaux du 4 janvier 1884.
338. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 128 sq.
339. La Gazette des tribunaux du 26 juin 1886.
340. A. BATAILLE, Causes Criminelles et Mondaines de 1886, p. 33.
341. La Gazette des tribunaux du 26 juin 1886.
342. La Gazette des tribunaux du 4 janvier 1884.
343. La Gazette des Tribunaux des 28-29 juin et 15-16 juillet 1886.
344. La Gazette des tribunaux du 27 février 1884.
345. A. BATAILLE, op. cit., p. 33.

quemment dans sa poche des journaux anarchistes comme le Forçat et le Drapeau Noir, et il fait partie du cercle socialiste lillois des « amis du progrès[346] ». Quant à Gallo, il crée le premier groupe anarchiste de Nancy et, en rapport avec les compagnons de Paris, distribue les journaux révolutionnaires dans cette ville ; quand il quittera Nancy pour Paris, il fréquentera assidûment les réunions et les meetings en y faisant même des discours d'une extrême violence (il prêche « l'extermination des capitalistes » ou « glorifie le meurtre du sieur Watrin[347] »).

Leurs actions n'ont pas été préparées de longue date : ce sont des actes de vengeance contre une société capitaliste dont ils s'estiment victimes une fois de trop, et, souvent, c'est à la suite de leur renvoi par leurs employeurs respectifs que tous ces hommes se proposent de passer à l'action : Florion décide ainsi d'agir parce qu'il se retrouve « sur le pavé » à 23 ans, « avec seulement 37,50 francs en poche », un violent sentiment d'injustice et une profonde haine à assouvir contre la bourgeoisie[348] ; Louis Chave vient d'être renvoyé de son emploi de jardinier au couvent de la Serviane (route de Valentine à Marseille) par la mère supérieure, et il a promis de se venger[349]. Il en va en revanche différemment pour Gallo, qui passe à l'action alors que la vie semble à nouveau lui sourire : sorti de prison, il vient de retrouver du travail à l'imprimerie Berger-Levrault[350]. En général, l'improvisation est totale, et la victime même leur est bien souvent inconnue au moment de l'acte : Florion s'achète un revolver aussitôt après son renvoi et décide de tuer Gambetta. Sans mettre personne dans la confidence, il prend la route de Paris, demande pour la nuit l'hospitalité dans des casernes de gendarmerie parce qu'il n'a presque plus d'argent et marche le jour en s'exerçant à tirer sur les arbres. Arrivé à Paris le 17 octobre 1881, il loge trois nuits à l'asile de la rue de Toqueville et rôde autour du palais Bourbon, sans succès. À bout de ressources pécuniaires, craignant d'être remarqué à force d'errer autour du Palais Bourbon, il se décide finalement à tuer la première personne venue paraissant riche et aisée : c'est ainsi que le 20 octobre 1881, dans l'après-midi, sur la grande avenue de Neuilly, il se dirige vers le docteur Meymar qu'il n'a jamais vu et sur lequel il tire deux balles de revolver[351]. Sur un coup de sang, Curien arrive de Lille à Paris où il ne connaît personne le 16 novembre 1883 pour tuer Jules Ferry. Après s'être dirigé en début d'après midi vers le ministère de l'Instruction publique et avoir demandé à le rencontrer sans succès, il tente de forcer l'entrée du ministère en s'écriant : « Je veux tuer Jules Ferry. Je suis venu exprès pour cela. Je suis anarchiste nihiliste. Les républicains sont tous des exploiteurs », et est rapidement maîtrisé[352]. Louis Chave, qui annonce par lettre à la rédaction de L'Hydre anarchiste qu'il va agir, n'obéit à aucun plan et se suicide en quelque sorte lorsque ce 27 février 1884, il retourne au couvent qui l'a employé et d'où il vient d'être chassé, tue la mère supérieure, Madame Deluil-Martiny, et blesse grièvement sa seconde, Madame Léonie de Sorval. Après une courte chasse à l'homme, il est lui-même abattu par un gendarme quelques heures après[353]. Seul Gallo a minutieusement préparé son attentat. Il envisage d'abord différentes actions qu'il élimine par réalisme : après avoir pensé un instant faire sauter la salle des séances lors de la réunion du Congrès de Versailles, il songe ensuite à employer la dynamite contre la Chambre des députés, et enfin, contre la Bourse, arrêtant son choix sur cette dernière. Il met minutieusement au point son attentat, après s'être convaincu que toute tentative pour y faire exploser de

346. La Gazette des tribunaux du 4 janvier 1884.
347. La Gazette des tribunaux du 26 juin 1886.
348. A. BATAILLE, op. cit., p. 33.
349. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 128 sq.
350. La Gazette des tribunaux du 26 juin 1886.
351. A. BATAILLE, op. cit., p. 33.
352. La Gazette des Tribunaux du 4 janvier 1884.
353. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 128 sq.

la dynamite était impossible. Il s'y rend à plusieurs reprises, prépare lui-même dans la nuit du 4 au 5 mars le produit employé (200 grammes d'acide prussique), avant de lancer d'une galerie supérieure ce 5 mars 1886, vers 3 h de l'après-midi, sur les coulissiers et les employés de banque encombrant la salle principale de la Bourse après la clôture du marché officiel et le départ des agents de change, une bouteille qui se brise sur les dalles en exhalant une odeur nauséabonde, et de tirer au jugé sur la foule[354].

En revanche à la même époque, d'autres attentats sont, semble-t-il, le fruit d'une vraie concertation entre quelques compagnons.

C'est sans doute le cas de la campagne d'attentats engagée contre les commissariats et les bureaux de placement de Paris à partir de 1888 : le 24 août 1888, un pétard placé sous une marche de l'escalier conduisant au bureau de placement de la rue Chénier descelle quelques pierres. Le 7 octobre 1888, en pleine nuit, vers 2 h du matin, une gourde remplie probablement de plomb, de zinc et d'antimoine, est déposée sur les trois marches de l'entrée du bureau situé au numéro 7 de la rue Chénier, bureau tenu par Monsieur Flisseau ; elle explose à 2 h 10. Le bruit est violent mais les dégâts ne seront que matériels : la façade d'en face est criblée de morceaux de plomb et de débris qui y ont été projetés, et la plupart des vitres de la rue ont été brisées. Le 7 novembre 1888, deux nouveaux bureaux de placement explosent : il s'agit du bureau de placement des garçons limonadiers situé au numéro 4 de la rue Boucher, connu sous le nom d'administration Daffieux et dirigé par messieurs Dumont, Cloquet et Briard, ainsi que d'un autre bureau de placement des garçons limonadiers dirigé par Messieurs Viault et Voisinot, situé cette fois rue Française. Les responsables ont encore une fois agi de nuit. Rue Boucher, le bureau a explosé à 1 h du matin. L'engin – sans doute une cartouche de dynamite qui a été placée sous la porte par laquelle les directeurs avaient accès aux bureaux – n'a pas fait de victime, mais la devanture est brisée et l'intérieur tout bouleversé. Enfin, rue Française, vers 1 h 20, une autre cartouche de dynamite fait sauter le bureau qui se trouve au rez-de-chaussée ; il est dévasté et la devanture est encore une fois brisée ; cette fois-ci, un brigadier du deuxième arrondissement, le nommé Durand, qui faisait sa ronde, est blessé assez grièvement au-dessus de l'œil gauche par des éclats de vitre. Par la suite, ce sont les commissariats des arrondissements de Paris qui sont pris pour cible, et des attentats contre eux se succèdent pendant une dizaine de mois : ainsi le 22 novembre 1888, lorsque le secrétaire de police du quartier des Archives de la Chaussée d'Antin arrive un peu avant 9 h au commissariat, il constate qu'une cartouche de dynamite a été glissée sous la porte. Le 21 décembre 1888, à 1 h du matin, une explosion se produit dans la cave du dénommé Neuville, marchand de papier en gros, cave située immédiatement au-dessous des bureaux du commissariat installé 9, rue de la Perle ; l'engin en cuivre contenant de la dynamite a été placé sur le bord du soupirail, et les dégâts matériels sont sans réelle importance : le soupirail a été descellé et un carreau a été brisé. Le 12 mars 1889, c'est une tentative pour faire sauter le commissariat situé 10, rue de la Cerisaie. La catastrophe est évitée de justesse parce que le garçon de bureau descend au sous-sol chercher du charbon et découvre l'engin jeté par le soupirail. Enfin, le 3 juin 1889, une cartouche est placée contre la porte du numéro 6 de la rue des Colonnes, où sont situés les bureaux du commissariat de police du quartier Vivienne ; elle explose vers 11 h du soir sans faire de dégâts, laissant juste une marque grisâtre sur la pierre[355]. Les anarchistes sont probablement à l'origine de cette campagne d'attentats. Depuis 1886 en effet, la lutte entre le monde capitaliste et le monde ouvrier s'est focalisée sur un point précis : la suppression des bureaux de placement ; les ouvriers arguent en effet que les

354. La Gazette des tribunaux du 26 juin 1886.
355. P. Po. B.A./138-139.

bureaux de placement sont organisés de façon à rendre davantage de services à ceux qui les paient pour être placés qu'aux gens qui prétendent placer les gens. Mais comment ? Socialistes et anarchistes proposent leurs solutions respectives : ils disent d'abord qu'ils ne servent à rien et qu'il faut les supprimer, et ce sont les socialistes qui ont l'oreille des ouvriers : ils orientent le mouvement vers une forme d'action légale et pacifique. Mais les pétitions et les députations vers la Chambre se succèdent en vain, exaspérant les ouvriers. L'inutilité de l'action légale pousse alors sans doute le mouvement à s'engager dans l'action violente, et le mouvement est en partie récupéré par les anarchistes. C'est en tout cas la piste anarchiste que la police privilégie alors – sans succès – mais des ténors du mouvement comme Jean Grave affirmeront par la suite que des anarchistes étaient bien à l'origine de ces attentats[356] :

> « Vers 1888, une violente campagne fut menée contre les bureaux de placement […]. Il y eut des bombes placées dans quelques-unes des offices d'exploitation. À la vérité, elles firent plus de bruit que de mal, mais elles jetèrent la terreur. Un de ceux qui se distinguèrent le plus dans cette campagne fut un nommé Souday, qui disparut peu après du mouvement [anarchiste]. »

Si des compagnons français surent s'organiser pour engager une véritable campagne d'attentats à Paris contre ceux qu'ils considèrent comme des exploiteurs, il semble aussi qu'ils furent capables d'entreprendre des actions semblables à Lyon au début des années 1880, et qu'en ces occasions, ils n'hésitèrent pas à collaborer avec des compagnons étrangers. Ainsi, la question des connexions entre les milieux anarchistes français et étrangers en vue de la préparation d'attentats peut par exemple être posée dans le cas de la « dynamitade » de L'Assommoir, à Lyon, dans la nuit du 22 au 23 octobre 1882. Cyvoct, le principal suspect, celui dont la police a longtemps pensé à tort qu'il avait rédigé l'article du Droit social du 12 mars 1882 intitulé « Un bouge », celui que le patron de L'Assommoir et un de ses employés identifièrent formellement lors du procès comme l'homme sorti en compagnie de deux autres personnes du boxe où l'explosion allait avoir lieu[357], l'homme sur lequel on trouva un lorgnon bleu semblable à celui que portait le propagandiste présumé le jour où il passa à l'action, est un anarchiste bien connu de Lyon, gérant de L'Étendard révolutionnaire depuis le 13 août 1882. Il connaît de nombreux compagnons français et possède aussi divers contacts en Suisse – pays d'où pourrait provenir la dynamite utilisée pour l'attentat[358] et où il séjournait juste avant ce dernier : c'est à la déposition d'amis suisses ayant certifié qu'arrivé à Lausanne le 10 octobre, il n'en avait pas bougé, qu'il dut son salut à son procès[359]. Or c'est ce même Cyvoct que l'on retrouve plus tard à Verviers puis en Belgique, où il circule sous un faux nom, s'est laissé pousser la barbe, et où il est rejoint par un de ses amis, Paul Métayer, que de longues pérégrinations ont conduit de Lyon jusqu'au Jura. Selon Jan Moulaert, à Bruxelles, l'anarchiste Hubert Delsaute le reçoit ainsi que deux étudiants russes[360]. Cyvoct quitte ensuite Bruxelles pour Ganshoren en compagnie de Métayer, l'initie au maniement des explosifs, et c'est dans les environs de Ganshoren, au cours d'une expérience préparatoire à la véritable opération, que, le 23 février 1883, un engin explose dans la poche de Métayer qui vient de buter sur une pierre, le blessant mortellement. Cyvoct est alors arrêté, et il semble qu'à cette époque, toujours selon Jan Moulaert, la police belge ait eu connaissance

356. Jean GRAVE, op. cit., p. 123.
357. Tout cela après qu'il se fut rasé la barbe, une barbe qu'il s'était laissé pousser et qu'il refusait énergiquement de se laisser raser après son arrestation.
358. A. N. F7 12520.
359. Marcel MASSARD, op. cit., p. 85 sq.
360. Jan MOULAERT, op. cit., p. 36.

d'une lettre anonyme faisant allusion à un complot international tramé par des Russes et des Français, complot auquel Métayer aurait apporté sa collaboration en transportant des fonds[361]. Mais la lettre ne mena nulle part : on retrouva seulement la trace de deux étudiants russes impliqués dans le transfert de fonds, qui, selon leurs dires, auraient été destinés à des condisciples de Paris et devaient les aider à financer des emprunts d'études. Finalement, l'explosion accidentelle de Ganshoren entraîna seulement la condamnation de l'étudiant russe Grégoire Federscher et d'Antoine Cyvoct pour utilisation d'un faux nom, un dénouement peu spectaculaire, tandis que la police belge continuait à croire à la thèse du complot[362].

Cette question des connexions avec l'étranger et d'un éventuel complot international se pose à nouveau lors de l'attentat au palais de Justice de Lyon le 8 février 1887. Les confidences des indicateurs lyonnais mettent rapidement les enquêteurs sur la piste de Brunet, Marquetti et Mounier, des anarchistes français séjournant en Suisse à l'époque des faits. Ils seraient arrivés de Suisse le jour de l'attentat et auraient volé à l'étalage de vieux fers et une marmite de fonte dans laquelle ils auraient mis plusieurs cartouches de dynamite. Les autres auraient fait le guet pendant que Mounier mettait le feu aux mèches. Mounier aurait alors regagné la Suisse pendant que Brunet et Marquetti, « délégués par les groupes suisses pour visiter les compagnons français, leur donner des indications pratiques et les inciter à l'action[363] », se seraient rendus à Vienne (Isère) le lendemain de l'attentat, puis à Saint-Étienne quelques jours plus tard[364]. Le 19 février, ils auraient dû rencontrer Monod à Dijon ainsi que Kirchener (ou Kirchner), autre délégué suisse, mais, à l'annonce de l'arrestation de Monod, ils se seraient dirigés sur le Creusot où ils auraient rencontré des anarchistes français venus de Paris et de Nîmes[365]. Kirchner serait même venu à Lyon dans la journée du 25 février et se serait entretenu un long moment avec Montfouilloux, Vitre, Puillet et d'autres militants actifs. Selon certains indicateurs, de nouveaux attentats auraient été décidés au cours de cette entrevue[366].

Et sur la base des rapports d'enquête auxquels ces attentats donnent lieu, Marcel Massard insiste sur la constitution à Lyon, à cette époque, d'un groupe d'anarchistes particulièrement puissant composé de Français, d'Allemands et de Suisses poussant les autres groupes de la région à l'action[367] ; on peut par ailleurs lire dans un rapport de police écrit une vingtaine de jours avant l'attentat, que « tout en s'occupant de propagande pour la Russie, les nihilistes qui habitent la Suisse ne négligent pas entièrement la propagande anarchiste dans les autres États » et que « leurs relations sont suivies avec […] Kropotkine, Grave, […] Bordat, et avec d'autres meneurs français ainsi que des meneurs allemands et espagnols[368] […] ».

361. Ibid.
362. Ibid.
363. Marcel MASSARD, op. cit., p. 122.
364. Ibid.
365. Ibid.
366. Ibid.
367. Ibid., p. 124.
368. A. N. F7 12520, rapport de police du 19 janvier 1887.

Deuxième partie. Le mouvement anarchiste du début des années 1890 au tournant des années 1895 : le repli sur soi

Dans les années 1880, dans le contexte de la « grande dépression » (1873-1896), le mouvement anarchiste s'est affirmé. Il s'est forgé une identité bien distincte à l'intérieur de la grande famille socialiste ; ses effectifs ont augmenté et les compagnons se sont dotés d'une « organisation » très souple, support de l'activité des militants ; et c'est en grande partie en se fondant sur cette « organisation » que la propagande orale, écrite, voire la propagande par le fait, ont pris leur essor.

Toutefois la croissance de cette organisation de combat sur le territoire national n'a pas été sans provoquer de vives réactions de la part des autorités (de grands procès ont ainsi eu lieu, comme en 1883, à Lyon), ce qui n'empêche pas de nouveaux « convaincus » d'entrer dans le mouvement. Aussi l'épreuve de force, inévitable, s'engage au début des années 1890, où l'on assiste d'une part, côté anarchiste, à une radicalisation des compagnons, et d'autre part, du côté du gouvernement, à une répression féroce : tandis que la législation évolue pour faire face au danger anarchiste (vote des « lois scélérates » notamment), Jean Maitron, en répertoriant les condamnations de militants signalées dans la *Révolte* du 1er janvier 1890 au 17 mars 1894, puis dans les *Temps Nouveaux* du 4 mai au 31 décembre 1895, construit le tableau suivant que nous reproduisons :

Années	Emprisonnement	Travaux forcés à perpétuité	Condamnations à mort
1890-1891	41 ans et 3 jours		
1891-1892	67 ans, 1 mois et 3 jours		
1892-1893	110 ans, 7 mois et 13 jours	1	1
1893-1894	34 ans, 7 mois et 25 jours		1
1894-1895	37 ans	2	3
1895-1896	2 ans et 6 jours		

Tableau 5. – *La répression durant la période des attentats anarchistes* (1890-1896) [a]

a. Jean MAITRON, op. cit., tome 1, p. 214.

Dans ce contexte, quelle fut l'évolution du mouvement anarchiste dans les années 1890-1894 ?

Chapitre V. Les contradictions de la démographie anarchiste au tournant des années 1890

Au tournant des années 1890, avec la vague d'attentats parfois sanglants que connaît la capitale, le mouvement anarchiste n'a jamais été autant surveillé par les autorités. Il nous est donc facile d'appréhender l'évolution de la population anarchiste.

Un nombre en très nette augmentation dans différents départements en 1891-1893

Nos sondages montrent pour les années 1891-1893 – exception faite de quelques cas particuliers – une augmentation assez considérable de cette population dans les foyers révolutionnaires existant au cours des années 1880, qu'il s'agisse des grands pôles anarchistes ou des foyers plus secondaires. Le mouvement bénéficie en effet à cette époque du prosélytisme des compagnons à travers la propagande écrite et à travers une propagande orale véhiculée par d'infatigables anarchistes, qu'ils soient simples compagnons formés à la propagande anarchiste dans les milieux parisiens comme Leleu, fondateur du groupe d'Arras en 1889[1], ou qu'ils soient compagnons itinérants semant la « bonne parole » anarchiste à tout vent comme Ernest Chappuis, qui parcourt la France en tous sens à cette époque[2].

Le dynamisme des grands foyers anarchistes

Pour ce qui concerne les grands foyers anarchistes, nous pouvons par exemple constater ce dynamisme à Paris, Lyon, Marseille ou dans le département de la Loire. Ainsi dans la capitale, si l'on examine le nombre des individus fréquentant assidûment les réunions générales des anarchistes, salle Horel, on constate, malgré des oscillations très marquées, une augmentation indéniable du nombre des compagnons présents : contre 60 en 1887-1889, ils sont en moyenne 120 en 1890 et 150 en 1892[3]. À Marseille au cours des années 1891-1893, la population anarchiste augmente là encore à cause d'une part de l'immigration italienne dans la ville, et d'autre part, de l'activité de Sébastien Faure, qui vient s'installer dans la cité phocéenne[4]. À cette époque, le groupe des meneurs est sans doute composé d'une vingtaine ou d'une trentaine de compagnons animant un mouvement dont les contours sont plus flous : probablement 90 ou 100 compagnons en 1893, ce que confirme l'auteur d'un rapport du 18 décembre 1893 lorsqu'il écrit : « Aujourd'hui,

1. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport non daté, sur papier de brouillon, au crayon, peu lisible.
2. Ernest Chappuis est en effet signalé dans de nombreux départements à cette époque.
3. P. Po. B.A./77, rapport du 21 avril 1892.
4. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393, rapport du 18 décembre 1893.

on compte à Marseille de 100 à 110 individus faisant profession d'anarchisme[5]. » Quant au département de la Loire au début des années 1890 (à Saint-Chamond, au Chambon, à La Ricamarie, à Rive-de-Gier et surtout à Roanne et Saint-Étienne), tous les chiffres dont nous disposons semblent concorder pour nous permettre d'évaluer à une soixantaine les compagnons les plus militants, autour desquels graviteraient environ 150 individus[6].

L'augmentation de la population anarchiste dans les foyers anarchistes plus secondaires

Pour ce qui est des foyers anarchistes secondaires, nous pouvons là encore faire le constat d'une augmentation des effectifs du mouvement dans toute la France au début des années 1890.

Cette augmentation est perceptible là où l'anarchisme eut du mal à s'enraciner dans les années 1880. C'est par exemple le cas à Cherbourg, où le compagnon Le Paslier, qui habite la ville de 1887 à 1893, et tente, en vain, de rassembler des anarchistes autour de lui jusqu'en 1891, voit ses espoirs se concrétiser avec la venue dans la ville de Sébastien Faure en 1891 : c'est à la suite d'une conférence de Sébastien Faure à Cherbourg qu'il aurait rapidement été entouré d'une quarantaine, voire d'une cinquantaine de « compagnons » selon un rapport de décembre 1893[7], tandis que le sieur Rouard, qui se porte « candidat abstentionniste » à cette même période dans la ville, recueille 103 voix[8]. Il en va de même à Limoges, où, à partir de 1892, le groupe des anarchistes paraît s'étoffer : autour de Tennevin, « chef incontesté du groupe », ils seraient alors une quinzaine, qui « se livrent à une véritable propagande[9] ». La même évolution est encore perceptible dans le département de la Seine-Inférieure, où, s'il n'était plus question d'anarchisme dans les rapports de police depuis 1887, les compagnons réapparaissent dans les sources : autour d'un petit noyau de quatre ou cinq meneurs[10], ils sont alors au nombre d'une dizaine ou d'une quinzaine, presque tous Havrais[11].

Cette augmentation des effectifs anarchistes est par ailleurs très sensible là où les anarchistes s'étaient implantés plus durablement dans les années 1880. C'est par exemple le cas dans la Marne, dans les Ardennes, et cela semble être également le cas dans la Somme. Dans la Somme, il semble ainsi qu'il faille alors compter sur une quarantaine – voire une cinquantaine – de compagnons, « dont 20 dangereux[12] ». À Reims, autour d'une vingtaine de compagnons dangereux[13] gravitent peut-être en 1893 80 adhérents ou sympathisants[14]. Dans les Ardennes, les sources, qui sont plus prolixes à partir de 1891, montrent là encore les progrès de l'idée anarchiste : elles permettent de localiser quelques foyers anarchistes comme Charleville (plus secondairement Sedan, Revin, Fumay et Nouzonville[15]), et de dénombrer un peu moins d'une trentaine de militants à une époque où, selon Jean Vuarnet, l'exaltation des esprits aurait été à son comble (c'est à cette époque que la dynamite saute à Revin et à Charleville[16]).

5. Ibid.
6. A. D. de la Loire, 1 M 528.
7. A. N. F7 12504, rapport du préfet de la Manche au ministre de l'Intérieur daté du 24 décembre 1893.
8. Ibid.
9. A. N. BB18 6449, apport du 18 décembre 1893.
10. A. D. de Seine-Maritime, 2 Z 45, rapport du 21 mars 1892.
11. A. D. de Seine-Maritime, 2 Z 45, rapport du 31 décembre 1893.
12. A. N. F7 12506, « État numérique des anarchistes signalés par les préfets », arrêté le 21 décembre 1893.
13. A. N. F7 12504.
14. Ibid.
15. A. N. F7 12504, rapport du préfet des Ardennes au ministre de l'Intérieur du 14 décembre 1893.
16. Jean VUARNET, *Le Mouvement anarchiste dans les Ardennes de 1890 à 1914*, D.E.S., Lille, 1959, p. 21.

L'apparition de foyers anarchistes là où ils n'existaient pas dans la décennie 1880

Par ailleurs, en même temps que la population anarchiste semble augmenter dans la plupart des foyers anarchistes – grands ou petits – existant depuis les années 1880, une nouvelle génération de foyers anarchistes apparaît au début des années 1890, ce qui témoigne là encore de la vitalité du mouvement.

Ainsi dans le Bassin parisien, des anarchistes apparaissent dans le département de l'Oise, où il est alors très difficile d'évaluer leur nombre. Jean-Pierre Besse, tout en soulignant qu'« étant donné l'état de conservation et de destruction de la série M, il n'est pas possible d'accorder aux anarchistes oisiens une influence proportionnelle à l'importance du dossier les concernant[17] », se risque à des estimations pour la période 1890-1895 : trois ou quatre anarchistes vivant à Creil et une vingtaine à Beauvais[18], probablement le principal foyer anarchiste du département. Ce phénomène est encore perceptible dans le centre-ouest, où Angers et Trélazé s'affirment par exemple comme des foyers anarchistes au cours de ces mêmes années : selon Thierry Buron qui ne cite pas ses sources, le mouvement aurait alors connu une progression fulgurante en gagnant 47 nouveaux venus – il serait passé de six adhérents à 53 en 1894[19]. De même en Bretagne, où l'anarchisme s'affirme pour la première fois à Brest et dans ses environs (essentiellement Lambézellec[20]). Selon Olivier Moreau, qui a consacré une volumineuse maîtrise au mouvement anarchiste en Bretagne, Brest compterait alors une trentaine de compagnons en 1894[21]. Enfin dans le couloir séquano-rhodanien, on note par exemple l'apparition de compagnons dans le Belfortain[22], dans le Doubs[23] et dans l'Isère, où, à la suite du procès des compagnons de Vienne, de nouveaux foyers anarchistes apparaissent à La Grive, à Saint-Marcellin ainsi qu'à Grenoble[24].

Les conséquences de la répression

À l'échelle nationale, le mouvement anarchiste bénéficie donc d'un afflux d'adhérents entre les années 1890 et 1892 – en partie grâce aux efforts tous azimuts déployés par les propagandistes par l'écrit, par l'oral et par le fait. Toutefois, on assiste en même temps, dès le début des années 1890, au déclin de la population anarchiste dans certains départements, principalement en raison de la répression féroce dont sont victimes les compagnons, une répression qui, parce qu'elle ne frappe d'abord que quelques départements – pour des raisons qui tiennent à l'histoire locale du mouvement – provoque dès 1890 le déclin de la population anarchiste dans ces quelques départements, puis qui, parce qu'elle affecte l'ensemble du territoire national à partir de 1893, suscite à partir de cette date un déclin des effectifs anarchistes sur l'ensemble du territoire national.

17. Jean-Pierre BESSE, *Le Mouvement ouvrier dans l'Oise, 1890-1914*, Université de Paris I Sorbonne, 1982, p. 30.
18. Ibid.
19. Thierry BURON, *Le Mouvement anarchiste à Angers de 1892 à 1914*, mémoire de maîtrise d'histoire, 1990. Voir le chapitre qu'il consacre au dénombrement des anarchistes.
20. A. D. du Finistère, 4 M 335, « État récapitulatif des anarchistes à résidence fixe pour le département » en 1894.
21. Olivier MOREAU, *Expression de l'anarchisme en Bretagne (1870-1918) : anarchisme traditionnel et spécificité bretonne*, mémoire de maîtrise d'histoire, Rennes, Université de Rennes II, 1987, p. 17.
22. A. D. du Territoire de Belfort, 1 M 181, rapport du 20 décembre 1893.
23. A. D. du Doubs, M 1122, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur daté du 21 décembre 1894.
24. A. D. de l'Isère, 75 M 3, « État des anarchistes présents à Grenoble le 29 mars 1892 ».

1891-1892 : les premières défections

Ces premières défections sont liées à des circonstances bien particulières, qui tiennent à l'histoire locale du mouvement et sont retracées dans les archives départementales. Dans certains départements en effet, les compagnons, parce qu'ils ont été plus actifs qu'ailleurs, ont connu une répression brutale qui a décapité le mouvement et provoqué une hémorragie des adhérents.

Un des tout premiers exemples d'une telle évolution est celui du foyer anarchiste viennois (Isère) à la suite du procès des anarchistes de Vienne. À Vienne en effet, la brusque augmentation du nombre des anarchistes consécutive à l'agitation entourant le procès des anarchistes de la ville après les événements du 1er mai 1890 n'est qu'un feu de paille, et, dès 1891, leur nombre faiblit, comme le remarquent les autorités locales : « les anarchistes parmi les plus influents ont quitté Vienne[25] » et, « en l'absence de meneurs intelligents », les anciens « Indignés » « ne se rencontrent plus qu'au cabaret, où ils paraissent s'occuper de tout autre chose que de politique militante[26] ».

Fin 1893-fin 1894 : l'hémorragie des militants

Les années 1893-1894, avec la multiplication d'attentats parfois sanglants à Paris, le vote des « lois scélérates », le « procès des Trente », et, en conséquence, l'exil, l'arrestation, l'expulsion des principaux meneurs anarchistes ou l'apostasie de militants plus tièdes, précipitent cette évolution à l'échelle nationale.

Pour ce qui est des foyers anarchistes plus secondaires, on constate ce phénomène dans presque tous les départements que nous avons sondés : dans le Var[27] ; dans le département des Alpes-Maritimes[28], dans le Loir-et-Cher[29], dans la Marne[30], à Bordeaux[31], dans le Territoire de Belfort[32], dans l'Isère (à Grenoble[33]), dans la Manche[34] ou dans le département du Pas-de-Calais. Dans le département du Pas-de-Calais par exemple, fin 1893-début 1894, en butte à la répression, beaucoup de compagnons désertent la cause, se réfugient à l'étranger ou sont emprisonnés ou expulsés : ainsi à Calais, Walter, l'animateur du groupe anarchiste de la ville, est condamné le 11 mars 1892 par la cour d'Assises de Saint-Omer pour la distribution d'écrits anarchistes, tandis que son meilleur ami, un dénommé Heitsmann, sujet anglais, anarchiste comme lui, est expulsé peu après ; à Arras, en butte aux tracasseries de la police, les compagnons Leleu et Procope ont quitté la région pour Cempuis[35] ; à Liévin à la même époque, un rapport de police signale la disparition du groupuscule anarchiste qui y avait été fondé à la suite de l'extradition de trois compagnons belges ; à Lillers, l'arrestation d'Adolphe Brylischi le 23 février 1893 pour infraction à un arrêté d'expulsion « […] a fait rentrer dans le rang tous les jeunes adhérents

25. A. D. de l'Isère, 75 M 3-4, rapport du 14 avril 1893.
26. Ibid.
27. Jean MASSE, « Le mouvement anarchiste dans le département du Var de 1879 à 1904 », in *Actes du 90 congrès des Sociétés savantes*, Nice, 1965, p. 472 sq.
28. Ulysse MARTINEZ, op. cit., p. 130.
29. A. N. F7 12508, rapport du préfet du Loir-et-Cher au ministre de l'Intérieur, daté du 25 décembre 1893.
30. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapport du 10 mars 1894.
31. A. N. F7 12504, rapport du 15 décembre 1893.
32. A. N F7 12506, « État numérique des anarchistes arrêté au 21 décembre 1893 » et A. N. F7 12508, « État numérique des perquisitions opérées le 1er janvier 1894 ».
33. A. D. de l'Isère, 75 M 3-7, série de rapports couvrant les années 1891-1894.
34. Voir les archives départementales de la Manche.
35. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022.

qui écoutaient les doctrines anarchistes[36] […] ». Les anarchistes du Pas-de-Calais sont alors sans doute moins d'une quinzaine, voire d'une dizaine, étroitement surveillés[37].

Et il en va de même dans les grands foyers anarchistes. Dans le nord de la France, Jean Polet avait déjà constaté dès 1889 – sans pouvoir l'expliquer et avant même que ne s'appesantisse la répression – un repli du mouvement. Or avec un décalage chronologique, le même phénomène est perceptible dans d'autres grands centres anarchistes. Dans la Loire, un rapport d'indicateur daté du 15 juillet 1894 parle ainsi de « la désaffection des anarchistes » par rapport au mouvement[38] ; à Lyon, selon Marcel Massard, l'assassinat du président Sadi Carnot en juin 1894 semble tout indiqué pour marquer une rupture dans l'évolution du mouvement[39] :

> « Celui-ci [le mouvement anarchiste lyonnais], qui depuis 1890 avait vu son activité se manifester d'une façon vigoureuse malgré les difficultés et les mesures de répression, recommence à vivoter après juin 1894. Les militants les plus fougueux en avaient assez d'être conduits en prison ; les plus tièdes se cachaient ou avaient tout abandonné. Le mouvement dans ces conditions ne vivait plus que de nom. L'assassinat de Carnot ne mit pas fin à son activité, mais il lui infligea un sérieux temps d'arrêt et abattit bien des enthousiasmes, qui avaient contribué pendant près de quatre ans à donner au "Parti" l'ardeur et l'éclat de ses origines. »

À Paris et en banlieue encore, si les anarchistes semblent avoir résisté aux arrestations et aux persécutions diverses engagées contre eux dès le début des années 1890, certains indices témoignent d'une évolution semblable à partir de 1893 surtout. On constate en effet à partir de cette date une contraction sensible du mouvement en banlieue et dans la capitale : en 1893, l'agitation anarchiste se concentre en effet dans les 11e, 12e, 13e, 18e, et 20e arrondissements, puis, en 1894, sur le quartier « formé par les rues Saint-Maur, Oberkampf, d'Angoulême, boulevard Montmartre », qui « peut être considéré » comme « un centre où les idées anarchistes ont le plus d'adhérents[40] ». Par ailleurs, en 1893, si l'on se fonde sur les rapports mentionnant le nombre des individus présents aux soirées familiales, aux meetings anarchistes ou lors de réunions rassemblant tous les anarchistes de Paris et de la banlieue, il semble que l'on ait désormais affaire à une trentaine ou une cinquantaine de compagnes et compagnons prêts à l'épreuve de force, animant un mouvement aux contours plus flous comptant 100 voire 150 individus[41], soit bien moins qu'en 1892. Et ces derniers sont probablement encore moins nombreux en 1894, alors que les arrestations se multiplient et qu'une partie des chefs du mouvement et des compagnons les plus en vue recherchent le salut à l'étranger : les rapports de police ne cessent en effet de signaler des départs[42] vers la Suisse, la Belgique et l'Angleterre[43], avec une préférence pour la Belgique, plus facile à atteindre dans l'immédiat[44].

36. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du 18 novembre 1893.
37. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du Commandant de la gendarmerie d'Arras du 27 octobre 1896.
38. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du commissaire spécial de Roanne daté du 15 juillet 1894.
39. Marcel MASSARD, op. cit., voir le chapitre consacré à l'assassinat de Sadi Carnot.
40. P. Po. B.A./79, rapport du 1er février 1894.
41. P. Po. B.A./79.
42. Ibid.
43. P. Po. B.A./78, rapport du 23 août 1894.
44. P. Po. B.A./79, rapport du 2 août 1894.

Une nouvelle carte de France anarchiste au début des années 1890

En schématisant, si l'on tente de construire une carte de la France anarchiste à l'acmé du mouvement, il semble que, comme dans les années 1880, les pôles principaux du mouvement – là où les anarchistes (militants et adhérents confondus) ont un temps probablement dépassé la centaine – aient été Paris et sa banlieue, Lyon, Marseille, Lille-Roubaix-Tourcoing, et, dans le département de la Loire, le doublet Roanne-Saint-Étienne, mais par rapport à la décennie 1880, un reclassement entre ces différents pôles semble s'être opéré : si le pôle principal du mouvement en France continue à être Paris et sa banlieue, les pôles marseillais et lyonnais ainsi que l'ensemble Saint-Étienne-Roanne (Roanne tirant désormais la croissance des effectifs anarchistes dans le département) ont vraisemblablement fait preuve de plus de dynamisme que le pôle Lille-Roubaix-Tourcoing, dont nous ne savons pratiquement rien à cette époque, sinon que, selon Jean Polet, les effectifs du mouvement y auraient faibli dès 1889. Autour de ces grands pôles du mouvement en France, un certain nombre de foyers anarchistes secondaires sont connus au cours des années 1890-1894, qui ont en général compté un noyau militant d'une vingtaine d'anarchistes (parfois une quinzaine, parfois une trentaine) animant un mouvement aux contours toujours flous pouvant rassembler un temps une centaine d'adhérents et de sympathisants, voire plus : c'est par exemple le cas du foyer rémois (Reims et la vallée de la Suippe) dans la Marne ; du foyer amiénois dans la Somme ; du doublet Angers-Trélazé dans le Maine-et-Loire ; du foyer limougeot ; de Bourges, de Grenoble ; de l'ensemble Valence-Romans dans la Drôme, du pôle Nouzon-Charleville, de Nantes-Saint-Nazaire-Trignac… On peut aussi distinguer une troisième catégorie de foyers anarchistes souvent animés par moins d'une dizaine de meneurs autour desquels graviteraient dans le meilleur des cas une trentaine d'individus : Agen par exemple, Saint-Quentin, Troyes, Dijon, Brest-Lambézellec, Arras, Calais, Beauvais, Avignon, Toulouse, Nancy, Perpignan, Montpellier, Rouen, Cherbourg, Béziers, Sète, Narbonne, La Grive, Alger… Enfin dans divers départements il n'est plus question de mentionner des foyers anarchistes, mais plutôt des individus isolés, comme dans le département de l'Ain ou en Saône-et-Loire.

Chapitre VI. Les mutations du monde anarchiste au début des années 1890

Les fluctuations que connaissent les effectifs anarchistes dans les années 1880-1894 se sont-elles accompagnées d'une transformation profonde du milieu anarchiste ?

Un monde d'hommes

Comme dans les années 1880, les femmes sont très peu nombreuses sur les listes d'anarchistes dressées dans chaque département au début des années 1890 ; le monde anarchiste reste donc un monde d'hommes[1] :

Cela dit, comme dans les années 1880, des femmes ont pu jouer un rôle dans l'histoire du mouvement : sans elles en effet, nombre de soirées de famille n'auraient jamais été organisées, car elles sont un pivot de la sociabilité anarchiste[2]. Par ailleurs, certaines d'entre elles comme Louise Michel continuent à s'affirmer parmi les ténors du mouvement. Enfin, il faut noter que l'on rencontre quelques femmes parmi les propagandistes par le fait du début des années 1890, comme par exemple Mariette Soubert, qui assiste Ravachol lors des attentats qui ensanglantent Paris au début des années 1890[3].

Autres générations, nouvel anarchisme ?

Les listes d'anarchistes et les notices individuelles

Si nous nous fondons sur les listes d'anarchistes ainsi que sur les notices individuelles établies par les préfets au début des années 1890, nous constatons qu'en général, la moyenne d'âge des compagnons est bien supérieure à 30 ans, et qu'en ce qui concerne par exemple les anarchistes du Havre, de Vienne (Isère), de Roanne, ainsi que les compagnons des départements de la Drôme et de Saône-et-Loire, elle est même supérieure ou égale à 35 ans. Et si cette moyenne d'âge est élevée, c'est pour deux raisons : d'abord parce que les très jeunes anarchistes (moins de 20 ans) sont peu nombreux (5,7 %), et ensuite parce que les plus de 40 ans (21,8 % de l'ensemble) forment parfois un quart – voire plus – des effectifs anarchistes à Vienne (Isère), Roanne, dans la Somme, la Drôme ou le Maine-et-Loire. Comme dans les années 1880, l'anarchiste serait donc un homme plutôt dans la force de l'âge.

Cela dit, par-delà ces remarques générales, il faut rappeler que si l'on procède à une analyse de détail, les profils sociologiques des populations que nous avons sondées sont bien différents d'un département à l'autre ou d'une localité à l'autre. Il n'y a en effet pas de comparaison possible entre les anarchistes de Charleville, dont la moyenne d'âge oscille autour de 29 ans et dont les trois-quarts ont moins de 30 ans (71,4 %) ; ceux de

1. Voir les archives départementales dans les départements cités ci-après.
2. Voir supra.
3. Voir infra.

Départements, villes ou localités	Date	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Nombre de biographies renseignées
Le « Groupe des anarchistes du Havre »	1892	0	11	11
Les « principaux anarchistes » de Grenoble et de Vienne en 1892	1892	0	45	45
Les anarchistes de la Saône-et-Loire	1894	0	19	19
Les anarchistes de la Somme	1894	1	76	77
Les anarchistes de Reims	1892	0	66	66
Les anarchistes du « Groupe de Limoges »	décembre 1893	1	14	14
Les anarchistes du Finistère	1893-1894	2	36	38
Les anarchistes du Maine-et-Loire	1893	1	53	54
Les anarchistes signalés dans les Ardennes	1892-1893	0	66	66
Total en % Total en valeur absolue	1,3 5	98,7 386	100 391	

Tableau 6. – *Nombre d'hommes et de femmes à travers les listes d'anarchistes établies en 1890 dans les départements français*

Saône-et-Loire, dont 6 sur 7 ont plus de 30 ans, et ceux de Reims encore : 8,9 % d'entre les anarchistes rémois ont moins de 20 ans ; 28,3 % sont âgés de 20 à 30 ans ; 41,7 % ont entre 30 et 40 ans ; et enfin 20,8 % ont plus de 40 ans.

Plusieurs explications peuvent être avancées pour nous permettre de comprendre cette moyenne d'âge relativement élevée. Première explication : l'incapacité de l'anarchisme à attirer des hommes jeunes ou très jeunes ; les nouvelles recrues seraient en général, des individus dans la force de l'âge, comme le montrent les travaux d'Olivier Delous à Paris [4] ainsi que les sondages que nous avons effectués en Saône-et-Loire [5] ou dans l'Isère ; dans le département de l'Isère en 1892 par exemple, la moyenne d'âge des 30 individus entrés dans le mouvement depuis 1886 est de 30 ans, et trois d'entre eux seulement ont moins de 20 ans [6]. Deuxième explication : le vieillissement des compagnons des années 1880, toujours fidèles aux théories anarchistes au début des années 1890, comme le montre l'exemple de Vienne (Isère) [7] ou de Paris et sa banlieue ; ainsi à Paris et dans sa banlieue, si le nombre des individus fichés par les autorités a presque doublé en une décennie (190 dans les années 1880 et 364 dans les années 1890-1892), presqu'un tiers d'entre eux (109) sont de « vieux » anarchistes [8] ». Troisième explication : un effet d'archives. Les listes d'anarchistes sont en effet les seules sources que nous puissions exploiter pour calculer la moyenne d'âge d'un groupe ou pour tenter d'évaluer avec précision le renouvellement du milieu ; or de nombreux compagnons sont maintenus sur celles-ci par les autorités alors même qu'ils ont cessé de militer. Cette pratique – courante dans de nombreux départements – a certainement contribué à tirer notre moyenne d'âge vers le haut et à gommer un éventuel rajeunissement du mouvement, rajeunissement que les indicateurs constatent dans différentes régions sans que l'on puisse l'évaluer avec précision.

Les rapports de police

En effet, les rapports des indicateurs de police signalent dans différentes villes des « conflits de générations » au sein du mouvement, comme par exemple à Paris et en banlieue au début des années 1890 [9] :

> « Ce que l'on a coutume d'appeler le "parti anarchiste" subit en ce moment une transformation qui rend assez difficile une étude d'ensemble sur ses groupes et ses principaux membres […]. Les personnalités plus ou moins tapageuses qui, il y a quelques années faisaient parler d'elles, se sont apaisées ou complètement retirées du mouvement ou n'apparaissent plus que de très loin en très loin dans les réunions de la secte. D'autre part, ceux que l'on désignait ou qui se désignaient eux-mêmes comme des militants, des hommes d'action sont pour les mêmes causes ou des causes adjacentes, disparus également pour la plupart […]. »

Et un autre « mouchard » de poursuivre [10] :

> « Ce qui s'appelle anarchiste à cette heure, ce sont principalement de tous jeunes gens de 17 à 20 ans au plus. […]. En banlieue, le mouvement se pola-

4. Olivier DELOUS, op. cit., p. 107 sq.
5. A. D. de Saône-et-Loire, M 283, 285, 286.
6. A. D. de l'Isère, 75 M 1, 26-39, 40-43 et A.N. BB18 6449.
7. Jean-Pierre BARTHÉLÉMY, op. cit., p. 12-13.
8. Voir les listes conservées aux archives de la Préfecture de police de Paris.
9. P. Po. B.A./76, rapport du 1er septembre 1891.
10. P. Po. B.A./76, rapport dactylographié de 10 p. daté du 5 novembre 1891.

Département, villes ou localités	Date	Individus de moins de 20 ans fichés	Individus âgés de 20 à 30 ans fichés	Individus âgés de 30 à 40 ans fichés	Individus de plus de 40 ans fichés	Moyenne d'âge des individus fichés	Nombre de biographies renseignées
Les anarchistes des Bouches-du-Rhône	1893	9	33	43	25	34	110
Le « Groupe des anarchistes du Havre »	1892		2	6	1	35	9
Les principaux anarchistes de Grenoble	1892		6	5	1	32	12
Les principaux anarchistes de Vienne (Isère)	1892	1	2	6	4	36	13
Les « Révoltés » de Roanne	1893		13	11	9	36	33
Les « Sans-Patrie » de Charleville	avril 1892	2	8	2	2	29	14
Les anarchistes de la Drôme	1894	6	39	45	37	35	127
Les anarchistes de la Saône-et-Loire	1894		1	3	3	38	7
Les anarchistes de la Somme	1894	9	18	8	9	30	44
Les anarchistes	1894	1	27	26	7	32	61

rise autour de Saint-Denis, qui remplace Clichy. C'est le vivier de la nouvelle génération […]. »

Cette évolution est par ailleurs sensible à travers la création de nombreux groupes de jeunesse dans des villes comme Lyon, Marseille ou Paris : ainsi en 1893, à Lyon, il existe un groupe dénommé la « Jeunesse libertaire » comprenant une cinquantaine de membres dont la majorité est composée de jeunes gens de 16 à 18 ans, qui se réunissent dans les terrains vagues avoisinant la gare de la Part-Dieu [11]. Ce rajeunissement est enfin perceptible au début des années 1890 à travers la création de groupes antimilitaristes anarchistes qui séduisent une fraction de la jeunesse hostile au service militaire et jouent le rôle de « sas » avant l'adhésion aux groupes anarchistes proprement dits : ces groupes se multiplient au début des années 1890, comme à Reims [12], à Roanne [13], ou à Lyon [14].

Les anarchistes français, des déracinés ?

Dans l'historiographie, l'anarchiste apparaît souvent comme un déraciné, toujours sur les routes pour les besoins de la propagande. Est-ce bien le cas au début des années 1890 ?

L'origine des anarchistes

En fait, on peut affirmer qu'à l'exception de quelques cas particuliers comme Nice (Ulysse Martinez a bien montré qu'à Nice, l'anarchisme fait avant tout des adeptes parmi les Italiens [15]) et à l'exception des grandes villes, où les migrants sont nombreux (Olivier Delous constate par exemple que, de 1880 à 1914, seulement 30 à 35 % des individus composant son *corpus* sont nés dans le département de la Seine, dont 85 % à Paris) [16], les anarchistes sont, pour la majorité d'entre eux (69,3 %) natifs du département dans lequel ils militent [17]. Donc, sauf exceptions, seule une minorité de compagnons sont « des déracinés coupés de leurs milieux d'origine, d'horizons divers et lointains », « déracinement » qui trouve en général sa nécessité « dans la recherche d'emplois [18] ».

Par ailleurs, il faut noter que parmi les individus signalés par les autorités, une minorité seule « a des habitudes de déplacement » (les activistes en général) et est susceptible de faire la liaison entre les différents groupes français.

L'anarchiste, un célibataire ?

Tous ces hommes sont également loin d'être des célibataires sans attache aucune. Les individus mariés, veufs ou ayant été mariés (donc relativement « installés ») sont majoritaires (un peu moins de 60 %) dans les départements que nous avons sondés, même

11. Marcel MASSARD, op. cit., p. 161-162.
12. A. D. de la Marne, 30 M 71, rapport du 13 juillet 1891.
13. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 15 décembre 1893.
14. Marcel MASSARD, op. cit., p. 162.
15. Ulysse MARTINEZ, op. cit., p. 117.
16. Olivier DELOUS, op. cit., p. 107 sq.
17. Pourcentage tiré de nos sondages dans les archives départementales des Bouches-du-Rhône, de l'Isère, de Seine-Maritimes, de la Loire, des Ardennes, de la Drôme, de la Saône-et-Loire, de la Somme, de la Loire-Inférieure, de la Marne, de la Loire, du Finistère, du Maine-et-Loire, du Lot-et-Garonne, et du Cher.
18. Jean MASSE, « Le mouvement anarchiste dans le département du Var de 1879 à 1904 », op. cit., p. 470 sq.

Départements, villes ou localités	Date	Nombre des anarchistes nés dans le département dans lequel ils militent	Nombre de biographies renseignées
« Principaux anarchistes » de Vienne et de Grenoble	1893-1894	14, dont 6 à Vienne et 3 à Grenoble	20
Les anarchistes de Brest	1893-1894	22, dont 6 à Brest et 4 à Lambézellec	30
Les anarchistes de Côte-d'Or	1892-1894	10	24
Les anarchistes de la Drôme	1894	62	110
Les anarchistes de la Somme	1893	25, dont 12 à Amiens	34
Les anarchistes des Bouches-du-Rhône	1894	24	89
Les anarchistes de Nantes-Saint-Nazaire	1894	32	58
Les anarchistes de Saint-Étienne	1891-1892	20, dont 16 à Saint-Étienne	24
Les anarchistes de Saône-et-Loire	1894	2	4
Les anarchistes de Vienne et de Grenoble	1892	13, dont 4 à Vienne et 2 à Grenoble	18
Les anarchistes du Havre	1892	7, dont 5 au Havre	10
Les anarchistes du Maine-et-Loire	1893	32, dont 15 à Trélazé et 10 à Angers	47
Les anarchistes varois	1892-1896	91 sont originaires du Var et des départements limitrophes	125
Total en valeur absolue	352	593	
Total en %	59,3	100	

Tableau 8. – *Origine des anarchistes français au début des années 1890*[a].

a. Voir les archives départementales dans les départements cités ci-après.

si les situations sont variables en fonction des régions, des villes ou des localités. Dans une grande ville comme Paris de 1880 à 1914, Olivier Delous signale ainsi plus de 70 % de célibataires parmi les individus fichés comme anarchistes (dont 10 % vit en concubinage [19]), et on constate grossièrement la même proportion de célibataires anarchistes dans des départements comme l'Isère ou la Somme. Ce n'est en revanche plus le cas dans un département comme le Maine-et-Loire par exemple, où 47 individus signalés comme anarchistes sur 48 ont été – ou sont – mariés en 1893.

L'anarchiste, son métier et son environnement social

Comme dans les années 1880, il semble que l'on puisse faire au moins trois grands constats concernant le métier des anarchistes.

Des travailleurs manuels

Selon les sondages que nous avons opérés, les anarchistes semblent surtout exercer des professions manuelles. Comme le montre en effet le tableau ci-dessous, les commerçants, employés, fonctionnaires ou intellectuels sont très peu nombreux dans les groupes : ils représentent moins de 5 % de l'échantillon sondé. En revanche, si l'on s'en remet aux analyses d'Olivier Delous, cette proportion augmenterait dans les grandes villes : à Paris, entre 1880 et 1914, on compterait ainsi 6 % de commerçants, 14,2 % de fonctionnaires et 23,5 % d'intellectuels non salariés parmi les individus signalés comme anarchistes [20].

Des ouvriers d'usine

« Les métiers les plus favorables à la diffusion de l'anarchisme » sont-ils « des métiers à l'ancienne, qui, outre la position qu'ils donnent, laissent la pensée libre, autorisent le dialogue entre les camarades d'atelier, laissent les songes libertaires imprégner les êtres et les choses [21] », des métiers où, « par opposition à la situation des ouvriers déspécialisés », « rivés à la machine dont ils ne sont que des auxiliaires effacés », « l'homme travaille de ses mains [22] […] » ?

Pour répondre à cette question, on pourra d'abord signaler que fréquemment, dans les petites villes de province peu industrialisées, les compagnons paraissent effectivement appartenir au milieu de l'artisanat, voire à la petite bourgeoisie déclassée : ainsi à Toulouse, selon les travaux de A.-M. Magnou, la majorité des anarchistes recensés entre 1886 et 1900 sont des artisans [23], et il en va de même à Dijon [24]. Ensuite, on pourra indiquer que dans certaines villes industrialisées, les anarchistes sont parfois, là encore, étrangers à la grande industrie concentrée : ainsi, Jean Masse a bien montré que dans le Var, l'anarchiste militant est généralement un petit commerçant, souvent déclassé, parfois raté, car l'influence anarchiste est faible dans les deux citadelles du mouvement ouvrier que sont l'arsenal et les chantiers navals [25]. Toutefois, on pourra nuancer ces premiers constats en remarquant que dans certaines régions, la nouvelle génération d'anarchistes pénétrant

19. Olivier DELOUS, op. cit., p. 110.
20. Olivier DELOUS, op. cit., p. 116.
21. André NATAF, op. cit., p. 312.
22. Thierry BURON, op. cit., p. 48.
23. A.M. MAGNOU et *alii*, op. cit., chapitre consacré à l'étude sociologique des anarchistes.
24. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 242, dossiers individuels d'anarchistes de 1886 à 1923.
25. Jean MASSE, « Le mouvement anarchiste dans le département du Var de 1879 à 1904 », op. cit., p. 470.

Départements, villes ou localités	Date	Célibataires	Concubins	Mariés	Veufs ou veuves	Nombre de biographies renseignées
« Principaux anarchistes de Vienne et Grenoble »	1893-1894	12	2	5 (dont un père de famille)		19
« Sans-patrie »	1892	2		4 (dont 2 pères de famille)		6
Les anarchistes de Côte-d'Or	1892-1894	4	5	12		21
Les anarchistes de la Somme	1894	20		11 (dont 5 pères de famille)	2	33
Les anarchistes de Nantes-Saint-Nazaire	1893-1894	28		22		50
Les anarchistes de Saône-et-Loire	1894		1	4 (dont 2 pères de famille)		5
Les anarchistes du Finistère	1894		4	11	2	22
Les anarchistes du Havre	1892			1		5
Les anarchistes du Maine-et-Loire	1893	1		47 (dont 8 ont abandonné leur femme)		48
Total en valeur absolue	76	12	117	4	209	
Total en %	36,3	5,7	55,9	1,9	100	

Tableau 9. – *Situation de famille des anarchistes français au début des années 1890*[a].

a. Voir les archives départementales dans les départements cités ci-après.

Départements, villes ou localités	Date	Commerçants	Fonctionnaires	Employés	Intellectuels non salariés	Biographies renseignées
Les « Sans-Parrie » de Charleville	1892	1				14
Les « Vengeurs » de Toulouse	1892	1		1		7
Les anarchistes de Côte-d'Or		3		1		31
Les anarchistes de Grenoble et de Vienne	1892					28
Les anarchistes de la Drôme	1894	2		1	1	127
Les anarchistes de la Somme	1894	1		1		32
Les anarchistes de Loire-Inférieure	1893-1894	4				59
Les anarchistes de Reims	1892	3		2	1	66
Les anarchistes de Saône-et-Loire	1894	2		1		28
Les anarchistes du Cher				1		16
Les anarchistes du Finistère	1893-1894	3		1		29
Les anarchistes du Maine-et-Loire	1893	2		1		50
Les compagnons du Havre	1892	1				12
Total en valeur absolue	26	0	10	3	499	
Total en %	5,2	0	146 2	0,6	100	

Tableau 10. – *Anarchistes ne pratiquant pas de professions manuelles au début des années 1890*[a].

a. Voir les archives départementales dans les départements cités ci-après.

les structures du mouvement au début des années 1890 est beaucoup plus « industrielle », comme le constate par exemple Antony Lorry pour la banlieue nord de Paris[26] :

> « À partir de 1892, les anarchistes de banlieue nord qui prirent part aux attentats […] accusaient une évolution sociologique certaine. Alors que les militants de la première heure correspondaient à l'image traditionnelle de l'anarchiste, celle de l'ouvrier-artisan, la nouvelle génération était beaucoup plus industrielle. Clichy et Levallois possédaient d'ailleurs une minorité d'actifs industriels. […]. L'essor du mouvement avait abouti à la formation de groupes importants à Saint-Denis et à Saint-Ouen. Or, la nature des industries qui se développaient dans ce périmètre ne pouvait que déteindre sur la sociologie des compagnons. J.-P. Brunet a pu cerner la profession d'une vingtaine de militants du groupe de Saint-Denis, le plus important à l'époque. Il a démontré qu'ils étaient pour la plupart ouvriers d'usine (dont beaucoup de métallurgistes) […]. »

On pourra également remarquer qu'à l'exception de l'est de la France, les anarchistes sont avant tout signalés dans les grands foyers urbanisés et industrialisés, où les usines sont nombreuses : dans la région parisienne et dans la région lyonnaise, dans le nord, le midi, la basse Seine, l'embouchure de la Loire et celle de la Gironde. Et si l'on travaille à une échelle plus fine, on constatera que c'est souvent dans les centres industriels que la documentation sur le mouvement est la plus abondante : il s'agit par exemple du secteur des mines et de la métallurgie dans le Nord, les Ardennes, la Loire-inférieure, la Saône-et-Loire ou à Saint-Étienne ; du secteur des cuirs et peaux dans la Drôme (chaussure) ou dans l'Isère (ganterie) ; du secteur textile à Vienne (Isère), à Calais, à Amiens, à Reims ou à Roanne ; du secteur du bâtiment dans le Maine-et-Loire… Ainsi, grâce au travail de Jean Polet, on sait qu'« à Lille, Roubaix, Tourcoing, le pourcentage des ouvriers d'usine reste toujours beaucoup plus important que celui des artisans » parmi les anarchistes, 76 % d'entre eux travaillant dans des industries concentrées où domine le salariat entre 1882 et 1891 (textile, mines, verreries[27]).

Des marginaux ?

Selon A.M. Magnou qui a travaillé sur les anarchistes toulousains entre 1880 et 1900, près d'un tiers d'entre eux « sont sans profession ou exercent une profession peu avouable », mais il ajoute que cette minorité n'est « guère représentative du mouvement[28] ». Est-ce bien le cas ? Qu'en est-il à l'échelle nationale ?

À partir des listes d'anarchistes dressées par les autorités[29], nous pouvons tenter d'appréhender ces marginaux grâce à différents indices : le type de travail qu'ils effectuent (marchands ambulants, colporteurs, manœuvres, journaliers, ménagères…). ; les mentions « s.p. » (« sans profession ») « s.d.f. » (« sans domicile fixe »), « alcoolique », « peu équilibré » ou « déséquilibré », qui apparaissent parfois dans ces listes ; enfin leurs casiers judiciaires, qui signalent par exemple : des condamnations pour « mendicité », « vagabondage » ou « attentat à la pudeur » ; des antécédents criminels sans lien apparent avec le militantisme anarchiste ; l'appartenance de tel ou tel individu au « milieu » (certains compagnons sont parfois présentés comme des « souteneurs » bien connus des services de police).

26. Antony LORRY, op. cit., p. 49-50.
27. Jean POLET, *L'Anarchisme dans le département du Nord…*, op. cit., p. 632.
28. A. M. MAGNOU et *alii*, op. cit., chapitre consacré à l'étude sociologique des anarchistes.
29. Voir les archives départementales dans les départements cités ci-après (tableau).

Il faut toutefois rappeler avant de mener à bien ce travail que les résultats que nous pourrons obtenir sont tous sujets à caution : d'une part, notre méthode ne permet en effet que d'approcher la « marginalité anarchiste » ; d'autre part, nous savons que certains préfets n'ont pas hésité à demander que l'on répertorie comme « anarchistes » des individus sans rapport avec le mouvement, soit par méconnaissance de l'anarchisme, soit par désir d'amalgamer l'anarchisme et toutes les formes de déviances sociales.

Sous réserve de la fiabilité de nos sources, en nous fondant sur ces indices, nous pouvons donc affirmer que ces marginaux sont présents dans les structures du mouvement, mais qu'ils y sont minoritaires (environ 10 %) ; que leur nombre ne dépasse jamais le tiers des individus répertoriés comme anarchistes ; enfin que ce nombre varie parfois fortement d'un endroit à l'autre (un tiers des individus signalés en Loire-inférieure mais aucun des anarchistes limougeots).

Départements, villes ou localités	Nombre de marginaux	Biographies renseignées	Marginaux (en %)
Les anarchistes de Côte-d'Or au début des années 1890	3	16	18,7
Les anarchistes de l'Isère dans les années 1892-1894	4	127	3,1
Les anarchistes de la Drôme en 1894	11	86	12,7
Les anarchistes de la Marne de 1892 à 1894	6	110	5,4
Les anarchistes de la Somme en 1894	6	45	13,3
Les anarchistes de Loire-Inférieure en 1893-1894	28	88	31,8
Les anarchistes de Saône-et-Loire en 1894	1	19	5,2
Les anarchistes des Bouches-du-Rhône de 1891 à 1893	31	163	19

Tableau 11. – *Les marginaux au sein du mouvement anarchiste au début des années 1890.*

Les anarchistes étrangers

Les anarchistes étrangers présentent-ils un profil différent de celui des anarchistes français ?

Leur répartition

À la lumière des rapports de police dont nous disposons au tournant des années 1890, nous pouvons préciser la répartition des anarchistes étrangers en France[30] : les anarchistes russes et polonais sont surtout présents à Paris ; les anarchistes autrichiens et allemands sont signalés dans la capitale, mais aussi dans les départements frontaliers comme l'Isère ou le Pas-de-Calais ; les anarchistes belges sont recensés avant tout dans le nord et l'est de la France (dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, mais aussi dans les Ardennes, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, la Marne, d'où ils disparaissent progressivement au fur et à mesure que la répression s'intensifie et que les mesures d'expulsion se multiplient), tandis que des Suisses sont surtout signalés dans les départements du Jura et du Doubs. Quant aux Italiens, on les rencontre dans les grandes villes comme Paris, Marseille ou Lyon, mais aussi dans des départements frontaliers comme l'Isère ou le Jura. Enfin, il ne faudrait pas oublier les Espagnols, qui sont présents à Marseille ou dans les départements du Sud-Est.

Ces informations sont en partie corroborées par un rapport de synthèse sur les anarchistes étrangers en France au début des années 1890, grâce auquel il est possible de dresser – bien schématiquement – une carte de France des anarchistes étrangers[31]. Selon ce rapport, ces derniers seraient moins de 200 sur le territoire national, présents pour l'essentiel dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, des Ardennes, du Nord et du Rhône, soit dans les départements industrialisés et/ou urbanisés, et les Italiens seraient la minorité étrangère la mieux représentée.

Qui sont-ils ?

Il est difficile de le dire car les sources manquent. Selon René Bianco qui a réalisé une étude sociologique à partir d'un *corpus* de 67 « anarchistes italiens » habitant – ou ayant habité – Marseille, ces derniers seraient jeunes, célibataires, souvent pauvres, journaliers ou ouvriers d'usines[32]. Ulysse Martinez parvient aux mêmes conclusions lorsqu'il tente de déterminer le profil sociologique des « anarchistes italiens » signalés à Nice au début des années 1890 : il s'agirait encore de « jeunes », « plutôt célibataires », venus en « quête de travail[33] » mais aussi « à la recherche d'un refuge politique[34] », qui restent mal intégrés au tissu socio-économique niçois[35] ; toutefois, parmi ces Italiens, il parvient à distinguer deux groupes : d'une part un groupe d'hommes jeunes installés depuis peu ou de passage, célibataires et plus instables ; d'autre part un groupe d'hommes mûrs, mariés, souvent pères de famille, vivant depuis longtemps à Nice et bien intégrés au tissu économique niçois[36]. Quant à nos propres analyses, qui portent sur les anarchistes étrangers signalés à Paris à la même époque, elles s'éloignent beaucoup de ce portrait-type dessiné par René Bianco et Ulysse Martinez. Pour l'essentiel, les compagnons sont italiens (un peu moins de la moitié), allemands (14,7 %) et belges (10,5 %), mais on note aussi la présence de Suisses, d'Espagnols, de Russes, d'Autrichiens, de Hollandais, de Luxembourgeois, de Polonais… Ils sont en général dans la force de l'âge puisque, 60 % d'entre eux a la trentaine et que près d'un tiers d'entre eux a plus de 40 ans (sur 35

30. Nous synthétisons ici des informations provenant des archives de la Préfecture de police de Paris et des Archives départementales.
31. P. Po. B.A./76.
32. René BIANCO, op. cit., p. 328 sqq.
33. Ulysse MARTINEZ, op. cit., p. 117.
34. Ibid.
35. Ibid.
36. Ibid.

biographies renseignées, un seul individu a moins de 20 ans). Enfin, ils semblent bien insérés au tissu socio-économique de la capitale, et la majorité d'entre eux paraît travailler à son compte et jouir d'une situation relativement stable. De même, les individus ayant une activité intellectuelle sont surreprésentés dans cet échantillon si on le compare aux sondages que nous avons effectués dans le reste des départements français (25,7 %[37]).

Quels ont été leurs rapports avec les anarchistes français ?

A priori, en province, ces anarchistes étrangers ne semblent pas être restés à l'écart des groupes français : ainsi, dans la Somme, en 1893, les sources mentionnent deux compagnons nés à Ypres, tous deux « anarchistes convaincus » et « ne fréquentant que les anarchistes [français ou étrangers] convaincus[38] », tandis qu'en Meurthe-et-Moselle, dans le Pas-de-Calais ou dans le Doubs, on connaît des groupes anarchistes composés majoritairement par des Français et animés par des étrangers. Il semble en être allé de même dans la capitale : ces anarchistes étrangers n'hésitent pas à se rendre à la salle Horel pour y mêler leurs voix à celles des militants français[39], et ils ont parfois accès aux réunions privées des petits groupes de la capitale : c'est par exemple le cas des Italiens, « toujours très nombreux à la salle Horel et dans les groupes anarchistes[40] ».

Toutefois, il faut constater que ces contacts sont limités par des problèmes de langue ; les révolutionnaires ont besoin d'interprètes pour se comprendre, comme l'explique Lucas le 24 janvier 1892[41] :

> « Sur la proposition de Lucas, les compagnons étrangers décident […] d'ouvrir […] leurs groupes aux compagnons français. Pour que ceux-ci puissent comprendre, on traduira en français. »

Mais surtout, ce qui mine les relations entre les anarchistes étrangers et les anarchistes français à Paris (exception faite des relations d'amitié et de confiance tissées d'individu à individu), c'est la grande méfiance éprouvée par les compagnons étrangers vis-à-vis des révolutionnaires français, dont les groupes sont souvent infiltrés par les indicateurs de police. C'est par exemple une situation dont témoignent les précautions prises par les révolutionnaires russes de la capitale lors de la création d'un « Cercle international » pour Juifs russes à Paris, rue du Trésor, au début de l'année 1892[42] :

> « Des anarchistes français s'étant glissés dans ces réunions de Russes, et ceux-ci préférant délibérer entre eux de leurs affaires, décidèrent de tenir dans une autre salle une autre réunion hebdomadaire où les anarchistes de n'importe quelle nationalité seraient admis. Les réunions de ce nouveau groupe ont lieu tous les dimanches à 8 heures et demie du soir, salle Jambon, 126 boulevard de la Chapelle. Elles comprennent les mêmes personnalités que celles du Cercle international. »

Leur action

Leur action est certes dirigée contre l'État français, mais surtout contre les élites de leurs pays respectifs, la France servant de base arrière à toutes sortes d'opérations :

37. Liste constituée à partir de sondages dans les archives de la Préfecture de police de Paris.
38. A. D. de la Somme, 500348.
39. P. Po. B.A./77, rapport du 24 janvier 1892.
40. P. Po. B.A./76, rapport du 29 septembre 1890.
41. P. Po. B.A./77.
42. P. Po. B.A./77, rapport d'avril 1892.

c'est par exemple ce que montre la fondation d'un journal anarchiste italien (*L'Anarchia*) à Marseille en 1890, ou encore, toujours à Marseille, le développement par les anarchistes espagnols d'une propagande écrite à destination de l'Espagne en 1893[43].

Des milieux anarchistes

Au début des années 1890 – comme d'ailleurs dans les années 1880 – il n'y a toujours pas *d'anarchiste type* en France, sauf dans l'imaginaire des compagnons. En revanche, il y a bien *des* milieux anarchistes, et l'on pourrait multiplier les monographies régionales sans épuiser le sujet.

Les anarchistes en province : l'exemple de la Côte-d'Or

L'exemple des anarchistes de Côte-d'Or est paradigmatique des milieux anarchistes de villes de province peu industrialisées. Pour la majorité d'entre eux, les compagnons sont nés en Côte-d'Or ou dans des départements voisins, mais on compte aussi parmi eux quelques étrangers (un Espagnol et un Italien). Pour plus de la moitié d'entre eux (12 sur 21), ils sont mariés. Ils sont par ailleurs assez bien insérés dans le tissu social, travaillent dans l'artisanat (les sources ne signalent que de rares ouvriers d'industrie) comme cordonniers, ébénistes, charpentiers, typographes… On note toutefois quelques autres professions : un agriculteur, un marchand de glace, un décorateur-paysagiste. Une petite minorité d'entre eux seulement paraît plus asociale, instable géographiquement et professionnellement, voire délinquante[44].

Les anarchistes des grandes villes de province : l'exemple de Marseille

À Marseille, les militants anarchistes sont nombreux à l'acmé du mouvement – peut-être une centaine – et ils viennent d'horizons différents (si 26 % d'entre eux sont nés dans les Bouches-du-Rhône, 44 % sont nés hors du département et 30 % sont des étrangers, pour la plupart italiens), et ce sont en général des hommes. La moyenne d'âge du groupe est relativement élevée (34 ans), mais grâce aux rapports de police, nous savons que les années 1890 ont vu de très jeunes anarchistes pénétrer les structures du mouvement et tenter de se faire une place aux dépens des « vieux anarchistes ». Enfin, si certains sont des déclassés – notamment les étrangers – les autres travaillent dans des secteurs d'activité variés, soit dans l'artisanat, soit dans l'industrie concentrée, mais il est impossible de dire dans quelle proportion. Cette hétérogénéité ne les empêche toutefois pas de se rencontrer et de se soutenir mutuellement en cas de besoin[45].

Les anarchistes dans les bassins ouvriers

Comparés aux anarchistes de Marseille, les compagnons de Haute-Saône présentent un profil sociologique bien différent. Peu nombreux – moins d'une quinzaine – ils sont

43. P. Po. B.A./1511, rapport du 3 octobre 1893.
44. A. D. de Côte-d'Or, liste constituée à partir des dossiers individuels des compagnons.
45. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393 et A.N. BB18 6449.

originaires de la région dans laquelle ils militent et sont français (ils viennent de la Saône-et-Loire, du Rhône ou de la Drôme), mais sont disséminés en différents points du département : Chalon, Montceau-les-Mines, Saint-Valliers, Sanvignes, Romanèche, Toulon-sur-Arnoux ou encore Tournus. Ceux dont nous connaissons la situation familiale sont pour la plupart d'entre eux mariés et pères de famille. Ils sont en général assez âgés puisque la moyenne d'âge du groupe considéré tourne autour de 38 ans. Tous exercent une profession, et ils appartiennent à des milieux différents, ce qui explique en partie le peu de contacts qu'ils entretiennent les uns avec les autres : on compte ainsi deux artisans probables (un chapelier, un cordonnier), huit ouvriers travaillant dans le secteur de la mine et de la métallurgie, et enfin deux commerçants, un employé et un artiste lyrique[46].

Sensiblement différents sont les compagnons du Maine-et-Loire au tournant des années 1890. Pour l'essentiel, ces compagnons sont de souche angevine ou viennent des départements voisins, et on ne signale pas d'étrangers parmi eux. Ils sont pratiquement tous mariés et la moyenne d'âge des individus sur lesquels nous avons travaillé est assez élevée (34 ans) : on a donc affaire, comme le signale Thierry Buron, « à une population mûre et adulte, loin de la fougue des jeunes anarchistes[47] ». Le milieu professionnel est assez homogène puisque 66 % d'entre eux travaillent dans le bâtiment comme carrier ou fendeur d'ardoise, et l'on peut supposer que l'anarchisme angevin y gagne en cohésion. On est bien loin ici de « l'anarchiste-artisan » exalté par le *Père Peinard*.

Encore différents sont les compagnons de Charleville, dans les Ardennes. D'abord, les « Sans-patrie » sont plus jeunes, puisque 70 % d'entre eux ont moins de 30 ans et que la moyenne d'âge du groupe est de 29 ans. Ensuite, les compagnons de Charleville sont moins nombreux. Par ailleurs, si une majorité d'entre eux est de nationalité française, on compte aussi parmi eux trois Belges, qui attestent des contacts entretenus entre Français et Belges par-delà la frontière ardennaise. Enfin, la majorité d'entre eux travaille dans le secteur des métaux comme tourneur en fer, ferronnier, ajusteur, frappeur ou forgeron, un milieu assez exalté dans lequel il semble que les sympathies anarchistes soient grandes, mais où l'on ne retient surtout des théories libertaires que l'acte violent et libérateur[48], comme par exemple dans les milieux ouvriers de Haute-Loire[49] :

> « Le groupe qui existe dans la Haute-Loire semble peu important ; il est cantonné dans le bassin houiller de Sainte-Florine et paraît pencher plutôt vers le socialisme que vers l'anarchie […] Il ne faut pas se dissimuler pourtant que dans des milieux peu éclairés, il n'y a qu'un pas d'une doctrine à l'autre, et que la propagande par le fait y apparaîtra toujours comme la forme la plus efficace. »

Des évolutions démographiques et sociologiques responsables de dysfonctionnements du mouvement ?

Nous gardons parfaitement à l'esprit que nos conclusions sur le monde anarchiste des années 1890 sont à prendre avec beaucoup de précautions, ce pour plusieurs raisons : fruit de sondages, elles sont nécessairement partielles ; elles se fondent sur des sources parfois difficiles à interpréter ; enfin notre perception de ce monde est filtrée par un

46. A. D. de Saône-et-Loire, M 283, 285, 286.
47. Thierry BURON, op. cit., p. 15.
48. Dominique PETIT, « Syndicalisme révolutionnaire et libertaire… », op. cit., p. 51.
49. A.N. F7 12506, rapport du préfet de la Haute-Loire au ministre de l'Intérieur daté de décembre 1893.

regard policier auquel elles doivent sans doute beaucoup. Cela ne nous dispense toutefois pas de tenter de conclure ce chapitre sur trois grandes idées.

Première idée : au début des années 1890, alors que les effectifs anarchistes augmentent et que de « vieux militants » prennent leur retraite, le mouvement vieillit, sans doute pour deux raisons : d'abord parce que l'anarchie attire surtout des hommes appartenant à la tranche d'âge des 26-45 ans, et ensuite parce qu'un certain nombre de compagnons des premières heures (un tiers ?) continue de militer. Cela dit, on ne peut nier qu'un certain nombre de jeunes – souvent sensibles au discours antimilitariste des compagnons – aient été attirés par l'anarchie au début des années 1890. Ils restent toutefois une minorité.

Deuxième idée : ce monde n'est pas le monde homogène et lisse que la mémoire anarchiste ou que les historiens de l'anarchie nous ont présenté jusqu'à aujourd'hui. En fait, comme dans les années 1880, le mot « anarchiste » est utilisé par les autorités pour stigmatiser une population de plus en plus hétérogène et comptant probablement davantage d'ouvriers travaillant dans la grande industrie – mais il est impossible de se risquer à des estimations. Parmi celle-ci, on rencontrera une minorité de marginaux, de déclassés et de désespérés, à l'instar d'Ingrand, ancien aiguilleur en chemin de fer d'Orléans, considéré comme atteint de névrose, vivant dans une profonde misère et faisant de la propagande anarchiste dans les cafés en compagnie de quatre ivrognes[50]. On rencontrera aussi différentes manières d'ouvriers gagnant plus ou moins bien leur vie, qu'il s'agisse d'ouvriers « discrets » comme Gabriel Rives, un Ariégeois « très assidu à son travail », « très estimé », dont « tout le monde ignore s'il a des opinions politiques » mais chez lequel on découvre des discours révolutionnaires[51], ou qu'il s'agisse du compagnon Braux, un ouvrier mineur de l'Aveyron au « caractère exalté et sournois » qui gagne un bon salaire[52]. Plus haut dans l'échelle sociale, on trouvera encore (mais ils sont une minorité) des bourgeois plus ou moins fortunés : des « forts en gueule » comme Georges Chaulet, négociant en fer habitant Dax, dont le chiffre d'affaires avoisine les 160 000 francs par an, qui jouit de l'estime de tous et se fait adresser le *Père Peinard* au café pour que l'on sache qu'il est révolutionnaire[53] ; mais on rencontrera aussi parmi ces bourgeois des « professionnels » de la révolution comme Émile Henry[54]. Enfin, dans cette galerie inépuisable de portraits, il faudrait encore faire la part des artistes ou des intellectuels, qui, nombreux, s'intéressent au mouvement au début des années 1890 : c'est par exemple le cas de Pissaro (il reçoit le *Père Peinard* à Eragny-sur-Oise) ou d'Octave Mirbeau[55].

Ces transformations ont perturbé le fonctionnement du mouvement pour au moins deux raisons : d'abord à cause de l'entrée dans les structures du mouvement d'une génération d'anarchistes plus « industrielle », des anarchistes « nouvelle formule » peut-être davantage prêts à l'action collective que les autres. À cause ensuite de l'entrée dans les structures du mouvement d'une minorité de jeunes, ce qui a suscité par endroits des querelles de génération, comme en témoigne la mise en place de groupes de « jeunes » différents de groupes de « vieux » dans de nombreuses villes, ou comme le suggère encore un rapport de 1890 signalant que l'évolution du mouvement à Marseille « se produit toujours dans le sens indiqué [par un précédent rapport] » avec « deux partis bien distincts » : « les vieux anarchistes » et « les jeunes[56] ».

50. A.N. F7 12506, rapport du préfet des Deux-Sèvres daté du 14 mars 1894.
51. A.N. F7 12506.
52. A.N. F7 12506, rapports du préfet de l'Aveyron datés des 13 mars et 3 avril 1894.
53. A.N. F7 12506, rapport du préfet des Landes daté du 17 mars 1894.
54. Voir le chapitre consacré à la propagande par la fait au début des années 1890.
55. A.N. F7 12506, rapport du préfet de l'Eure daté du 22 mars 1894.
56. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393, rapport de 1890.

Dans l'ensemble, il semble toutefois que l'entrée de jeunes dans les structures du mouvement se soit opérée sans conflit, sous le patronage des « anciens » qui l'ont encouragée en sachant par exemple canaliser le mécontentement d'une partie de la jeunesse à l'égard de la conscription. Ainsi à Roanne, si la « Jeunesse antipatriote » créée en 1891 est animée par des jeunes gens de 17 à 22 ans comme Thomassin[57], c'est Ségaud, un tout jeune homme mais un ancien des « Révoltés » qui a pris l'initiative de fonder le groupe en s'adressant « à des jeunes gens de son âge et plus jeunes que lui qu'il est parvenu à entraîner[58] », et le groupe fonctionne en liaison étroite avec les « Révoltés[59] ».

Cela dit, on trouve aussi dans les sources des signes de graves tensions montrant que les deux générations ont parfois du mal à cohabiter. À Marseille par exemple, dans l'année 1890, un groupe des « Vengeurs » « exclusivement composé d'anarchistes d'un certain âge » se crée par hostilité aux jeunes[60] ; à Paris, la jeune génération dont le vivier est Saint-Denis[61] ne veut accepter parmi elle « que le moins de vieux possible » et se montre si intolérante « pour ceux qui représentent des idées et des préjugés des temps passés » qu'elle a vite fini par « lasser les quelques hommes sérieux aventurés dans ce milieu bruyant[62] ». Et cette cohabitation est surtout difficile parce que du point de vue de la moralité, il semble que cette jeune génération, entrée dans les structures du mouvement à la grande époque de la reprise individuelle, de la propagande par le fait et des premiers débats sur l'individualisme anarchiste, n'obéisse pas aux mêmes règles que les « anciens » : ainsi à Marseille, le groupe des « Vengeurs » se crée « par hostilité aux jeunes » de la « Jeunesse révolutionnaire » « parce qu'il a été reconnu que ceux-ci faisaient des quêtes, soit pour faire de la propagande, soit pour les compagnons malades, et gardaient l'argent qu'ils se distribuaient entre eux à ce que l'on croit[63] » ; de même à Paris, lorsque les indicateurs décrivent les jeunes de Clichy, Saint-Ouen et Saint-Denis, c'est pour dénoncer « ces petites frappes de Saint-Denis qui refusent de s'entendre avec les autres » ou déplorer l'absence de moralité de « ces anarchistes nouvelle marque, fin de siècle[64] » !

Autre explication à ces tensions : la lutte pour le pouvoir au sein du mouvement et le contrôle de l'argent anarchiste, la vieille génération n'appréciant pas de se voir déborder par la nouvelle. C'est par exemple le cas à Marseille, où les compagnons d'un certain âge « que la crainte de la misère ou de la répression » obligeait à « rester cachés », mais qui, un temps, surent rester « les chefs du mouvement » en s'appuyant pour cela sur « plein de jeunes écervelés qui prêtaient non seulement leurs noms mais qui, profitant de la sécurité que leur donnait leur âge, pouvaient avec le secours de quelques-uns lutter contre la société[65] », refusent ensuite de se laisser « gouverner » par eux[66]. Et toujours à Marseille, la question de l'argent anarchiste envenime le conflit entre « anciens » et « jeunes[67] » :

> « […] La cause de cette séparation [entre jeunes et vieux anarchistes], outre des divergences de vue, doit être attribuée aux prétentions du nommé Maurice pour ce qui concerne les fonds recueillis dans les conférences, fonds qu'il prétendait

57. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 15 décembre 1893.
58. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 7 mai 1891 à Roanne.
59. Ibid.
60. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1394, rapport de 1890.
61. P. Po. B.A./76, rapport dactylographié de 10 p. daté du 5 novembre 1891.
62. P. Po. B.A./76, rapport du 1er septembre 1891.
63. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1394, rapport de 1890.
64. P. Po. B.A./76, rapport du 1er septembre 1891.
65. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1394, rapport sans date.
66. P. Po. B.A./76, rapport du 1er septembre 1891.
67. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 22 juin 1893.

> gérer à sa façon. Or lors de la publication du journal *L'Agitateur*, cet anarchiste n'ayant jamais voulu rendre compte de sa gestion à ses camarades, ceux-ci ont préféré se séparer de lui. Et comme il avait su intéresser à sa cause l'élément jeune et remuant du parti anarchiste de Marseille, la scission s'est produite ces jours derniers. »

Enfin, quand ces jeunes sont, comme à Marseille, de jeunes immigrés (« plus de la moitié des effectifs » des groupes selon une statistique du commissariat central de police de Marseille appartient « aux nationalités étrangères », « à l'Italie surtout[68] »), on peut se demander s'il n'y a pas eu là un risque supplémentaire pour l'unité du milieu marseillais : on sait en effet que si les compagnons italiens ont des rapports fréquents avec les compagnons français, ils ne parlent pas toujours leur langue, se réunissent en général entre eux et sont plus instables (ils « changent très souvent de quartiers et même […] de ville[69] »).

Et cet antagonisme a pu gripper ponctuellement l'action du mouvement, comme à Paris ou Marseille. Ainsi à Paris en 1891, un indicateur écrit qu'à cause de ces tensions il « n'y a plus de groupe possible », que les réunions familiales ou publiques « n'existent plus » et « ne sont même plus possibles[70] ». De même à Marseille par exemple, où on trouve face à face les anciens groupes partisans de l'anarchisme théorique préconisé par les compagnons Montant et Jouvarin, et le groupe dit des « Jeunes », qui compte les nommés Boisson, récemment sorti de prison, Lesbros, Raphaël, Louis Gros, Lavisse « […] et qui est dirigé par le nommé Maurice Perrier, marchand de journaux[71] […] ».

68. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893.
69. Ibid.
70. P. Po. B.A./76, rapport du 1er septembre 1891.
71. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 22 juin 1893.

Chapitre VII. L'organisation du mouvement : vers des recompositions (1890-1894)

Au cours des années 1890-1894, le mouvement anarchiste connaît une mutation très profonde.

Le mouvement anarchiste, un mouvement en miettes

Le nombre des groupes

Au début des années 1890, le gonflement des effectifs anarchistes se traduit mécaniquement par l'augmentation du nombre des groupes anarchistes. Cette augmentation est très nette en dehors des grands centres anarchistes, surtout dans les années 1890-1892, comme l'indiquent un certain nombre de signes.

Premier signe : d'après nos sondages, et sauf exception comme à Vienne (Isère), les groupes isolés existant en dehors des grands centres anarchistes au début des années 1880 sont toujours mentionnés dans les sources au début des années 1890, cela même s'ils ont connu des déboires ou s'ils ont changé de nom ; donc leur nombre n'a pas reculé. C'est par exemple le cas à Reims, où le groupe des « Résolus » est toujours dynamique dans les années 1890[1]. Deuxième signe : le nombre de ces groupes augmente dans un certain nombre de régions dans lesquelles les compagnons avaient déjà pu constituer des groupes ; on constate par exemple ce phénomène à Reims, où trois nouveaux groupes se créent[2]. Troisième signe : des groupes naissent dans des régions où les autorités avaient pu signaler une certaine agitation liée à la présence de meneurs ou de conférenciers anarchistes dans les années 1880, mais où soit aucun groupe n'avait été signalé, soit l'existence de groupes paraissait sujette à caution. Ainsi dans les Ardennes par exemple, si les premiers témoignages d'une influence anarchiste apparaissent en 1887 à Nouzon[3], puis à Rimogne en 1888[4], et si l'anarchisme y a vraisemblablement été diffusé par le compagnon Tortelier en 1888 lors d'une série de conférences[5], c'est seulement à partir de 1891-1892 que des groupes anarchistes se constituent, comme l'ont montré Jean Vuarnet[6] et plus récemment Dominique Petit[7] : le premier apparaît le 18 octobre 1891 à Charleville et s'intitule le groupe des « Sans-patrie »[8]. Quatrième signe de ce dynamisme : des groupes naissent dans les localités (serait-ce une lacune des sources ?) ne

1. A. D. de la Marne, 30 M 71, 72, 73.
2. A. D. de la Marne, 30 M 73, rapport du 24 août 1891 ; 30 M 71, rapports des 6 juin, 13 juillet, et 9 septembre 1891.
3. Dominique PETIT, « Syndicalisme révolutionnaire et libertaire… », op. cit., p. 13.
4. Ibid.
5. Ibid., p. 15-16.
6. Jean VUARNET, op. cit., p. 53.
7. Dominique PETIT, « Syndicalisme révolutionnaire et libertaire… », op. cit.
8. Jean VUARNET, op. cit., p. 18.

faisant état d'aucun rapport au cours des années précédentes d'une agitation anarchiste : ainsi à Belfort, nous sommes bien renseignés sur l'apparition d'un groupe – quasiment *ex nihilo* – en décembre 1892[9], à l'initiative du coiffeur anarchiste Ernest Chappuis :

> « Le service de la police spéciale a eu à s'occuper du mouvement socialiste pour la première fois vers le mois de décembre de l'an 1892. C'est l'époque où un déséquilibré du nom de Chappuis Ernest, garçon coiffeur, revenait du midi de la France, de Bergerac, où il avait eu maille à partir avec la justice, avec l'idée préconçue paraîtrait-il, de fonder un groupe socialiste-anarchiste dans notre ville. Chappuis, qui depuis des années avait lu tous les journaux et toutes les brochures socialistes révolutionnaires et anarchistes qui lui étaient tombées sous la main […] put prendre la parole dans les réunions socialistes publiques et privées qui y étaient organisées […]. »

Pour ne pas brusquer les ouvriers de Belfort « par ses opinions avancées », Chappuis met « de l'eau dans son vin » et doit « cacher son drapeau » en fondant un groupe d'abord « socialiste révolutionnaire », qui obtient un certain succès à ses débuts[10] :

> « […] au bout de quelques semaines, il sut grouper autour de sa personne un petit noyau d'adhérents qui paraissaient lui emboîter le pas, et la société fut fondée sous le titre de "Groupe socialiste révolutionnaire de Belfort". »

Chappuis mène alors une active propagande « au moyen de réunions et de conférences organisées dans les auberges et cafés du faubourg des Vosges », ce qui ne tarde pas à donner des résultats : « pendant un moment, l'idée semblait devoir faire du chemin ». Les adhésions « se multipliaient », « le groupe grandissait[11] ».

Si cette augmentation du nombre des groupes est très nette en dehors des grands centres anarchistes, elle est également perceptible dans les grands centres anarchistes, où les groupes étaient déjà nombreux. Dans la Loire[12] par exemple ainsi qu'à Marseille[13] et à Lyon, les groupes anarchistes « ne furent [en effet] jamais aussi nombreux[14] » qu'à cette époque, et il en va de même à Paris, où on peut constater la remarquable stabilité de quelques groupes nés dans les années 1880, toujours actifs au début des années 1890 malgré une histoire souvent chaotique[15], tandis qu'un certain nombre de rapports témoignent par ailleurs de la capacité de renouvellement du mouvement à travers la création de groupements neufs[16].

Toutefois, au cours de ces années 1890-1894, alors que le nombre des adhérents aux théories anarchistes diminue à cause de la répression qui s'exerce plus ou moins tôt et plus ou moins durement dans les diverses régions françaises selon que les foyers anarchistes locaux et régionaux sont plus ou moins dynamiques –, on remarque que bientôt ces groupes ne tardent pas à se désagréger. Et cette destructuration du mouvement, constatée par les indicateurs, ne manque d'ailleurs pas de les inquiéter[17] :

> « Beaucoup de compagnons sont découragés, mais d'autres sont prêts à continuer la lutte : ils se réunissent par groupes de deux ou trois et discutent en prenant leur café. Cet éparpillement des anarchistes est beaucoup plus à craindre

9. A. D. du Territoire de Belfort, 1 M 181, rapport du 20 décembre 1893.
10. Ibid.
11. Ibid.
12. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 10 avril 1892.
13. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393, rapport du 11 décembre 1891, du 12 août 1891, et rapport sans date.
14. Marcel MASSARD, op. cit., p. 158.
15. P. Po. B.A./77, rapport d'avril 1892.
16. P. Po. B.A./76-77.
17. P. Po. B.A./79, rapport du 15 mars 1894.

> que les anciens groupes car il est difficile de les atteindre. Il serait facile de les tenir tous en laissant former un groupe qui aurait l'air d'être secret. »

Ces premiers signes d'une désagrégation du milieu sont ainsi perceptibles à Vienne et à Paris dès le tournant des années 1890. À Vienne par exemple, principal foyer anarchiste régional au cours des années 1886-1890, le milieu se désorganise à la suite des manifestations du 1er mai et du procès-sensation des anarchistes de la ville[18]. Il en va de même à Paris au tournant des années 1890, alors que l'épreuve de force s'engage véritablement entre compagnons et forces de l'ordre : ainsi à la veille du 1er mai 1890, « afin d'empêcher les manifestations annoncées [pour le 1er mai] […] de se produire », le gouvernement prend « des mesures préventives d'une rigueur exceptionnelle ». « Une véritable razzia des anarchistes militants les plus compromis dans l'organisation de la journée du 1er mai » est opérée par divers commissaires de police ; par ailleurs, de nombreuses perquisitions ont lieu et l'imprimerie clandestine du mouvement à Paris est découverte[19]. Ce regain de tension n'est pas sans conséquences sur le milieu anarchiste de la capitale et de sa banlieue, qui, malgré la remarquable stabilité de quelques groupes nés dans les années 1880 et toujours actifs au début des années 1890, malgré la capacité de renouvellement du mouvement à travers la création de groupements neufs, commence à se transformer en profondeur, ce que rapportent des indicateurs en avril 1890[20] puis en mai 1890[21] :

> « L'anarchie à Paris n'est plus que le fantôme d'elle-même. […] On ne peut parler que pour mémoire de la propagande active, privée qu'elle est du noyau d'agitateurs qui formaient comme l'arbre de souche auquel se rattachait tout le mouvement. »

Le « paysage » anarchiste parisien devient également plus mobile, ce dont témoignent un certain nombre de rapports : un indicateur ne retrouve plus le groupe de Villemomble dans lequel il avait été introduit[22] ; un autre rappelle l'instabilité du mouvement : « […] Il est vrai que ce parti a tellement varié qu'il peut changer du jour au lendemain[23]. » Enfin, ponctuellement, on remarque la disparition de certains groupes, ce dont témoigne par exemple une conversation tenue avec le compagnon Pennelier lors d'une réunion du groupe des « Insoumis » en novembre 1890, au 131 de la rue Saint-Martin, chez Rousseau : Pennelier dit que « […] les anarchistes s'éparpillent » et qu'« il n'y a presque plus de groupes[24] ».

Dans ce contexte, avec les attentats parisiens de mars-avril 1892, un certain nombre d'autres groupes français sont victimes de l'arrestation, de la condamnation ou de l'expulsion de leurs meilleurs militants. C'est par exemple le cas à Calais[25], à Liévin à la même époque[26], à Bourges[27] ou encore à Nancy. À Nancy, après l'expulsion du meneur belge Arthur Baily, l'envoi dans les bataillons d'Afrique des deux soldats du 37e régiment

18. Ibid.
19. Le Matin du 29 août 1890, article intitulé « L'Anarchie, nombreuses arrestations à Paris et en province ».
20. P. Po. B.A./76, rapport du 29 avril 1890 : « Vous ne pouvez pas vous douter de l'impression produite sur le parti révolutionnaire entier par les actes énergiques du Ministère. L'anarchie à Paris n'existe plus. Tous les violents, tous les dynamiteurs rentrent dans leur trou et se cachent. »
21. P. Po. B.A./76, rapport du 13 mai 1890.
22. P. Po. B.A./76, rapport du 11 septembre 1890.
23. P. Po. B.A./76, rapport du 30 novembre 1892.
24. P. Po. B.A./76, rapport du 23 novembre 1890.
25. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport non daté du sous-préfet de l'arrondissement de Boulogne au préfet du Pas-de-Calais.
26. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du 29 mars 1892.
27. A. N. F7 12504, rapport du 25 décembre 1893.

(Delorme et Perret) qui fréquentaient le groupe, et le « départ de quelques autres[28] », la « Liberté » ne donne plus signe de vie ; aussi le préfet de la Meurthe-et-Moselle peut-il écrire au ministre de l'Intérieur le 8 avril 1892[29] :

> « En ce qui concerne Nancy, la situation n'est nullement inquiétante quant à présent, et, à moins qu'ils ne viennent du dehors, il n'y a lieu de redouter aucun excès de la part des anarchistes. »

Mais c'est surtout au cours des années 1893-1894 que s'opère la désagrégation du milieu partout en France. Avant même le vote des « lois scélérates » en effet, un certain nombre de groupements ont disparu dans l'année 1893, et le phénomène est sensible aux marges des grands centres anarchistes, comme le montrent nos sondages à Agen[30], Avignon[31], Saint-Quentin[32], Arras[33], Grenoble[34], Besançon[35] ou Lillers (Pas-de-Calais). Ainsi à Lillers par exemple, « la société anarchiste » qui existait « pendant un mois environ dans la ville » avec « pour directeur » Adolphe Brylischi, disparaît après son arrestation le 23 février 1893 pour infraction à un arrêté d'expulsion[36] :

> « L'arrestation de Brylischi Adolphe a divisé complètement les sociétés et a fait rentrer dans le rang tous les jeunes adhérents qui écoutaient les doctrines anarchistes […]. »

Même évolution dans les grands centres anarchistes comme Paris (à Paris et en banlieue, les groupes relativement stables et structurés disparaissent presque tous, sauf dans les 11e, 18e et 20e arrondissements[37]) et à Marseille : le 26 octobre 1893 à Marseille en effet, à l'occasion d'un meeting organisé place Saint-Michel pour la visite des officiers de l'escadre russe, une douzaine d'anarchistes sont arrêtés, puis relâchés. Le 15 novembre 1893, à la suite d'un attentat visant l'hôtel du quartier général, rue d'Armény, des perquisitions sont opérées au domicile de 58 militants réputés dangereux ; de nouvelles perquisitions ont lieu dans les jours qui suivent, et des chefs du mouvement comme le compagnon Henri Nicolas Riemer sont emprisonnés, tandis que 14 compagnons de nationalité étrangère « connus pour leur influence sur leurs coreligionnaires politiques, leur caractère résolu et les relations qu'ils entretenaient avec les camarades du dehors », sont expulsés[38]. Le « parti » connaît alors un « véritable désarroi[39] » ; minés par les divisions et privés de leurs chefs, les groupements disparaissent, et, fin 1893, il n'en existe plus à proprement parler[40].

Et les « lois scélérates » donnent le coup de grâce au mouvement. Partout en effet, les réunions cessent et les groupes se désagrègent : c'est le cas à Chalon[41], au Havre[42],

28. A. D. de Meurthe-et-Moselle, M 260, rapport du 29 mars 1892.
29. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 8 avril 1892.
30. A. N. F7 12504, rapport du 15 décembre 1893.
31. A. N. F7 12504, rapport du 18 décembre 1893.
32. A. N. F7 12504, rapport du 20 décembre 1893.
33. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022.
34. A. D. de l'Isère, 75 M 3-4, rapport du 20 avril 1893.
35. A. D. du Doubs, M 1122, rapport du commissaire central de Besançon au préfet daté du 18 décembre 1893.
36. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du 18 novembre 1893.
37. P. Po. B.A./78.
38. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893.
39. Ibid.
40. Ibid.
41. A. D. de la Saône-et-Loire, M 286, rapport au brouillon, non daté, mais probablement rédigé en 1894.
42. Voir les archives départementales de Seine-Maritime.

à Charleville et à Nouzon[43] ; à Roanne[44], à Angers et Trélazé[45], à Belfort[46], à Reims et dans la région champenoise[47], mais encore à Dijon, Marseille et Paris. À Dijon, si une vingtaine de compagnons se réunissent toujours chez Monod et Hinault en octobre 1893[48], « les nouvelles lois votées par le parlement semblent avoir pour premier résultat de faire rentrer tout ce monde-là dans l'ombre[49] », un monde qui « se désagrège de plus en plus » : les 20 ou 30 individus qui composent le groupe anarchiste dijonnais, depuis qu'ils se sentent étroitement surveillés, n'ont plus de réunions et affectent même de ne plus se connaître ; c'est la fin des « Résolus[50] », qui seront durablement privés de leur « chef » en décembre 1894, après la condamnation de Monod à cinq ans de travaux forcés pour « affiliation à une association établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes et les propriétés, apologie d'un fait qualifié meurtre et provocation de militaires à la désobéissance[51] ».

Même évolution à Marseille, comme le montre un rapport de police de décembre 1893[52] :

> « Il y a à Marseille 100 à 110 anarchistes ; plus de la moitié sont étrangers. Ils étaient constitués jadis en trois groupes distincts […]. À la suite des perquisitions successives et des expulsions auxquelles il a été procédé ces dernières années, tous ces groupes ont disparu. Il ne reste plus que des individualités d'autant plus redoutables que la disparition des groupes a rendu la surveillance plus difficile. »

Témoin de la peur qui s'empare alors des anarchistes marseillais, cet indicateur rédige la note suivante le 9 août 1894[53] :

> « […] Impossible de voir un anarchiste maintenant. Ils viennent cependant encore quelques-uns au bar Baptiste […] et s'entretiennent des perquisitions et des arrestations d'anarchistes. Le sentiment qui domine en ce moment chez la plupart des anarchistes de Marseille, c'est la peur. Un grand nombre d'entre eux ne s'occupe plus d'anarchisme […]. »

Même évolution encore à Paris et en banlieue, où, au cours de l'année 1894, la physionomie du mouvement anarchiste change : il s'est replié sur le quartier « formé par les rues Saint-Maur, Oberkampf, d'Angoulême, boulevard Montmartre », qui « peut être considéré » comme « un centre où les idées anarchistes ont le plus d'adhérents[54] ». Tous les groupes anarchistes ont disparu et les rapports des indicateurs ne mentionnent plus que des rencontres « anodines » chez les marchands de vin[55].

---

43. Voir les archives départementales des Ardennes.
44. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 27 juin 1894.
45. A. D. du Maine-et-Loire, 4 M 6/24.
46. A. D. de Belfort, M 1122, rapport du préfet le 9 juillet 1894.
47. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapports du 3 janvier et du 7 mars 1894.
48. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, note du 16.10.1893 du préfet au ministre de l'Intérieur.
49. Ibid.
50. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, rapports préfectoraux mensuels au ministre de l'Intérieur pour avril et mai 1894.
51. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, note émanant de l'administration pénitentiaire de la 10e circonscription, datée du 12 décembre 1894, et adressée à M. le Préfet : elle transmet une minute du greffe de la cour d'appel de Dijon du 10 août 1894 qui condamne Monod.
52. A. N. F7 12504, rapport établi à partir des réponses des préfets à une circulaire du 13 décembre 1893 visant à savoir s'il y a une organisation anarchiste en France.
53. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395.
54. P. Po. B.A./78, rapport du 1er février 1894.
55. P. Po. B.A./79.

Alors mécaniquement, en même temps que les groupes se désagrègent, participent de ce délitement du mouvement, on constate la multiplication des anarchistes « indépendants ».

Au début des années 1890 – comme dans les années 1880 d'ailleurs –, tous les anarchistes ne font pas partie d'un groupe. Il existe tout d'abord ce que nous appellerons des anarchistes « indépendants de fait » parce qu'ils vivent dans des endroits où des groupements n'ont jamais pu se constituer, ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient ponctuellement pu entrer en contact avec « leurs coreligionnaires » : c'est par exemple une situation que l'on peut constater dans les Pyrénées orientales[56], dans le Doubs[57], dans la Saône-et-Loire[58], ou dans les Ardennes[59], en Seine-et-Oise[60], la Somme, à l'écart des petits groupes d'Arras, Calais, Liévin, Drocourt[61]. Ainsi les autorités signalent quelques anarchistes isolés comme Albert Cusset à Boulogne-sur-Mer, âgé de 19 ans, demeurant chez ses parents et exerçant la profession de tailleur, « condamné par deux fois pour des faits se rapportant à l'anarchie » et prêt selon le sous-préfet de l'arrondissement de Boulogne à faire « très volontiers le sacrifice de sa vie » pour la cause[62]. Or avec la disparition des groupements de fait, le nombre de ces « indépendants de fait » augmente au début des années 1890, comme le montrent les archives à Belfort[63], à Vienne (Isère)[64], à Bourges[65], ou au Havre[66], et comme en témoigne un indicateur marseillais[67] :

> « Ces groupements avaient cela d'alarmant qu'ils augmentaient le pouvoir d'action du parti en accroissant ses ressources et en assurant plus d'activité à sa propagande […] ils offraient aussi pour avantage de permettre la vérification exacte des domiciles de ses membres et de faire promptement connaître les nouvelles recrues, prosélytes de fraîche date ou compagnons venus du dehors […]. Mais les groupements disparus, momentanément au moins, sont restées les individualités, n'ayant plus beaucoup de liens entre elles, mais peut-être plus dangereuses encore en fonction de leur isolement qui les soustrait facilement aux recherches de la police […]. Dans la situation actuelle du parti, la tâche de la police sera d'autant plus pénible que ses investigations devront être incessantes et sa surveillance s'étendre sur de nombreux individus, dispersés dans tous les quartiers de la ville, changeant à chaque instant de domicile et dont beaucoup ne seront que très difficilement connus. On ne peut donc dire que tout danger de ce côté soit écarté, mais l'action collective est enrayée. »

Mais parmi ces indépendants existent également ceux que l'on pourrait appeler les « indépendants volontaires », parfois difficiles à différencier de certains « indépendants de fait ». Ainsi à Paris, on rencontre alors un certain nombre de compagnons farouchement « individualistes » qui refusent d'entrer dans des groupes, fussent-ils secrets, « ne reconnaissent que la propagande personnelle et préconisent l'individualisme à outrance[68]

56. A. N. F7 12504.
57. A. D. du Doubs, M 1122, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, daté du 21 décembre 1894.
58. A. D. de la Saône-et-Loire, M 286, résultats des perquisitions faites le 19 février 1894 et rapport du préfet au ministre de l'Intérieur daté du 22 février 1894.
59. Jean VUARNET, op. cit., p. 19.
60. Jean-Pierre BÉE, op. cit., p. 31-41.
61. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022.
62. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du sous-préfet de l'arrondissement de Boulogne au préfet.
63. A. D. du Territoire de Belfort, 1 M 181, rapport du préfet à Sûreté, du 23 décembre 1893.
64. A. D. de l'Isère, 75 M 3-4, rapport du 14 avril 1893.
65. A. N. F7 12504, rapport du 25 décembre 1893.
66. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395.
67. A. N. F7 12504, rapport du préfet au ministre du 24 décembre 1893.
68. P. Po. B.A./77, rapport du 22 février 1890.

», ce que montre un rapport du 27 février 1890 : « […] la nouvelle tendance [au sein du parti] consiste à supprimer le groupement pour laisser toute l'initiative à l'individu[69] […] ». Parmi eux, on connaît à Paris en 1890 des hommes tels que Cabot, Baudelot ou Courtois[70], et on sait que leur attitude donne lieu à des débats passionnés entre compagnons[71].

Les groupes anarchistes : des organismes en mutation

Au cours des années 1890-1894, le délitement des groupes va de pair avec leur transformation.

Premier type de transformation : les groupes connaissent d'abord une augmentation de leurs effectifs[72], des effectifs qui diminuent par la suite fortement avec la répression selon des rythmes différents dans chaque région[73].

Deuxième type de transformation : ces groupes se replient sur eux-mêmes. En effet, si l'on connaît bien l'existence de groupes « ouverts » à cette époque, la grande nouveauté – avec la répression – semble avoir été la multiplication des groupes anarchistes « fermés ». Le phénomène est parfaitement perceptible en province (à Reims, dans l'Isère ou dans la Loire), mais il est également très visible à Paris. Ainsi à Paris, les anarchistes appellent à la création de « groupes fermés » à partir de 1890, alors que les compagnons désertent la salle Horel parce qu'ils attribuent l'efficacité de la répression qui a précédé le 1er mai à une mauvaise organisation du mouvement. Selon eux, ce sont les groupes « ouverts », ceux auxquels tous (même les mouchards) peuvent accéder, qui sont la grande cause de cette répression[74] :

> « Il est reconnu par la grande majorité des villes de province la tactique employée par les anarchistes parisiens et d'autres à développer les idées révolutionnaires par la fondation de groupes de propagande libres à tout le monde n'a pas donné les résultats qu'on espérait. Il a été prouvé que depuis les groupes se sont ouverts au premier venu, les anciens compagnons, les vrais militants, n'ont plus osé se prononcer ouvertement pour l'action violente, mais que l'on n'a pas cherché à faire de la propagande théorique et que pour cette raison, on s'est contenté de faire des progrès, on a fini par s'avachir. »

69. P. Po. B.A./76.
70. P. Po. B.A./78, rapport du 20 février 1893.
71. P. Po. B.A./77.
72. On peut en effet remarquer qu'au moment où le mouvement est le plus dynamique dans chaque région, les groupes paraissent rassembler en moyenne davantage d'adhérents qu'ils ne l'ont fait au cours des années précédentes : ainsi, si, comme dans les années 1880, les plus petits groupes de province rassemblent une dizaine d'adhérents (A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport non daté ; A. D. de la Saône-et-Loire, M 286, rapport non daté ; A. D. de Seine-Maritime, 2 Z 45, rapport du 31 décembre 1893 ; A. N. F7 12504, rapport du 6 mars 1894), les groupes appartenant à la catégorie supérieure paraissent quant à eux beaucoup plus nombreux que ceux qui existaient au cours des années 1880 (A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893 ; Marcel MASSARD, op. cit., p. 161-162 ; Jean VUARNET, op. cit., p. 18 ; A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260 ; A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, liste d'anarchiste datée de 1892 ; A. D. du Doubs, M 1122, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur daté du 21 décembre 1894), et on note même une multiplication des groupes d'une quarantaine – voire d'une cinquantaine – de membres, groupes qui étaient peu nombreux au cours des années 1880 : c'est par exemple le cas de la « Jeunesse libertaire » de Lyon (Marcel MASSARD, op. cit., p. 161-162), des « Révoltés » de Cherbourg (A. N. F7 12504, rapport du 24 décembre 1893), Bourges (A. N. F7 12504, rapport du 25 décembre 1893), ou Grenoble (rapport cité par Jean-Pierre BARTHÉLÉMY, in Les Anarchistes dans le département de l'Isère de 1880 à 1914, mémoire de maîtrise d'histoire, Grenoble, 1972, p. 24).
73. Voir supra.
74. P. Po. B.A./76, rapport du 26 février 1890.

Ces groupes « fermés » se réuniront « à certaines adresses aux jours et aux heures fixés, connus pour les membres seuls […] [75] », et, en même temps que fonctionnent encore quelques groupes « ouverts », ils se multiplient à Paris au début des années 1890, comme en témoigne un rapport du 18 mai 1892 [76] :

> « Ces derniers [les anarchistes parisiens] ont décidé à l'unanimité de former dans tous les quartiers des groupes secrets, composés de trois ou quatre membres au plus […]. Deux de ces groupes fonctionnent déjà dans le 10e et le 19e arrondissement de Paris. »

À cette époque effectivement, le milieu anarchiste parisien se ferme : ainsi, après les nombreuses arrestations qui précèdent le 1er mai, un indicateur écrit par exemple en mai 1890 : « Tous les violents, tous les dynamiteurs rentrent dans leur trou et se cachent [77] », tandis qu'en juin 1890, un mouchard se désole : « Depuis quelque temps, il est très difficile d'obtenir le moindre renseignement de la part des anarchistes qui se tiennent en ce moment sur leur réserve [78]. » La constitution de ces groupes fermés au sein du mouvement s'accompagne également d'une véritable chasse au mouchard : « On fait connaître que la question des indicateurs dans les groupes anarchistes est toujours à l'ordre du jour. Dernièrement, dans plusieurs réunions des groupes, on aurait fort agité cette question [79] […]. » Certains sont « exécutés » au sens figuré du terme, c'est-à-dire qu'une annonce parue dans la presse révolutionnaire les met à l'index de tous les groupes de la capitale. D'autres le sont au sens propre : « Il est bien acquis que l'anarchiste jeté dans le canal à Saint-Denis, a été exécuté par ses copains sous le prétexte qu'il les avait trahis […] on dit que les anarchistes sont en ce moment dans une période judiciaire [80]. »

Troisième type de transformation : si un certain nombre de groupes continuent à se donner des noms, les groupes « sans nom » se multiplient.

Au début des années 1890-1894 en effet – comme d'ailleurs dans les années 1880 –, un certain nombre de groupes se donnent des noms permettant aux compagnons et aux futurs militants de les identifier, comme c'est le cas pour le « Groupe anarchiste de propagande par l'écrit » à Paris [81]. Ces noms peuvent également indiquer le lieu où le groupe se réunit, comme c'est le cas pour le « Groupe anarchiste du 14e arrondissement [82] ». D'autres noms encore délivrent un message : le plus souvent, ils invitent les compagnons à la révolte, à la vengeance, à l'insoumission, à la destruction de ce monde capitaliste avec lequel il faut rompre (c'est le cas des « Déshérités » de Nouzon par exemple [83], mais aussi des « Rénovateurs [84] », des « Révoltés [85] », de « La Marche en avant [86] », des « Vengeurs [87] »). Ils présentent les anarchistes comme « L'Avant-Garde » d'une nouvelle humanité, les « Homme[s] libre[s] [88] », font la « Guerre aux préjugés [89] » avant les autres,

75. P. Po. B.A./76, rapport du 6 novembre 1890.
76. P. Po. B.A./77, rapport du 18 mai 1892.
77. P. Po. B.A./76, rapport du 29 avril 1890.
78. P. Po. B.A./76, rapport du 29 juin 1890.
79. P. Po. B.A./76, rapport du 30 juin 1892.
80. P. Po. B.A./77, rapport du 13 octobre 1892.
81. P. Po. B.A./77, rapport d'avril 1892.
82. Ibid.
83. Dominique PETIT, « Syndicalisme révolutionnaire et libertaire… », op. cit., p. 15-21.
84. A. D. des Bouches-du-Rhône, voir entre autres 1 M 1393.
85. Ibid.
86. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393, rapport du 11 décembre 1891.
87. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1394, rapport sans date.
88. A. N. F7 12504, rapport de décembre 1893.
89. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 28 mars 1891.

ceux qui, « Résolu[s][90] », sont « Les Semeur[s][91] » de l'évangile anarchiste et guident le Monde vers « La Liberté[92] ».

Mais d'autres groupes ne se donnent pas de noms ; et ils se multiplient avec la répression, alors qu'il devient impératif de ne pas se signaler aux autorités et alors que la propagande à visage découvert n'est plus à l'ordre du jour : ainsi le groupe anarchiste le « plus dangereux de Marseille » en 1892 est par exemple « sans désignation particulière[93] ».

Quatrième type de transformation : alors que certains groupes continuent un temps à organiser des réunions régulières, la tendance est progressivement à leur disparition.

En effet, au cours des années 1890-1894 – comme dans les années 1880 – un certain nombre de groupes continuent dans un premier temps à instaurer des réunions régulières, souvent annoncées par voie de presse (anarchiste ou locale), qui ont généralement lieu en fin de semaine (à Dijon par exemple, « la totalité » des anarchistes de la ville se réunit « de préférence le samedi »[94]. Mais avec la répression, les réunions privées ne sont plus annoncées par voie de presse et elles perdent leur régularité (elles sont décidées d'une réunion à l'autre ou elles sont le fruit de conciliabules réunissant seulement quelques membres du groupe). Cette évolution implique la fermeture d'un mouvement où il ne semble plus y avoir de place, sauf exception, d'autre part la mise en place de petites novices : ainsi dans la Sarthe, le préfet signale au ministre de l'Intérieur en décembre 1893 qu'un « groupement d'individus qui s'est formé par affinité mais sans cohésion ni lien sérieux se réunit de façon tout à fait irrégulière parfois le dimanche matin ou le soir dans la semaine[95] ».

Cinquième type de transformation : les « groupes locataires » sont de moins en moins nombreux.

Au début des années 1890 en effet – comme d'ailleurs dans les années 1880 –, un certain nombre de groupes disposent encore d'un petit local loué grâce aux cotisations des adhérents ou grâce aux quêtes organisées au sein du groupe. Parmi ces « groupes locataires », on connaît par exemple le groupe de Valence, dont les compagnons possèdent à partir du 1er décembre 1893 un local situé 4, rue Belle Image, au premier étage[96]. Parmi ces groupes disposant d'un local, il faut encore signaler deux groupes qui sont dans une situation un peu particulière : les « Chambres syndicales des hommes de peine » de Paris et de Saint-Étienne, qui occupent toujours un bureau dans les bourses du travail de ces deux villes au début des années 1890[97]. Mais parce qu'ils sont plus structurés (ils disposent d'une caisse de groupe qui paie le loyer), il est certain que ces groupes sont davantage sensibles à la conjoncture politique et qu'ils sont les premiers fragilisés par la répression : c'est par exemple le cas du groupe des « Rénovateurs » de Marseille bénéficie au premier chef de la manne financière que lui rapportent Sébastien Faure et les ventes de *L'Agitateur*, qu'il peut louer le local de la rue Fortia, un local qu'il abandonne dès l'arrestation de Faure[98]. Ces « sièges sociaux » loués disparaissent donc peu à peu au cours de ces années. Quant à la bourse du travail de Paris, elle expulse la « Chambre syndicale des hommes de peine » de son bureau de la bourse du travail avant avril 1892[99],

90. A. N. F7 12504, rapport du 15 décembre 1893.
91. A. D. de l'Isère, 75 M 3-4, rapport du 11 mai 1893.
92. Dernier nom du groupe de Nancy.
93. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 16 décembre 1893.
94. A. N. F7 12504, rapport du 20 décembre 1893.
95. A. N. F7 12504.
96. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 21 juillet 1891.
97. P. Po. B.A./77, rapport d'avril 1892 et A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 18 décembre 1893.
98. A. D. des Bouches-du-Rhône, rapport d'avril 1892.
99. P. Po. B.A./77.

tandis que la rupture est consommée le 9 décembre 1891 entre les « Hommes de peine » de Saint-Étienne et la bourse du travail de la ville, cela à la suite de conférences anarchistes à Saint-Étienne au cours desquelles les syndicats furent décriés et la bourse du travail dénoncée comme « une boîte à policiers[100] ».

Une solution pour les compagnons – solution à laquelle ils recourent de plus en plus au début des années 1890 –, est alors de se réunir chez un des membres du groupe – comme ils le faisaient déjà parfois dans les années 1880 –, le plus souvent chez son « chef », son « animateur » ou son « fondateur », comme par exemple à cette époque l'« Avant-Garde » de Grenoble, devenu les « Semeurs » entre août 1890 et mai 1893[101], qui se réunit chez Cadeau, 4 rue du Four[102], dont le domicile est décrit comme une salle de réunion « décorée » de drapeaux rouges et d'écussons portant des inscriptions telles que "Vive l'anarchie !" "Pas de patrie[103]". Et le choix de se réunir au domicile d'un des membres du groupe a l'avantage de la souplesse de fonctionnement puisque ces réunions ne nécessitent ni les fonds, ni les formalités nécessaires à la location d'une salle.

Une autre solution pour les compagnons est de se rencontrer dans des cafés, débits de boisson et bars en tout genre, lieux par excellence de sociabilité – qui étaient déjà des lieux de rencontre dans les années 1880. Au fur et à mesure que la répression s'intensifie, ces cafés ou bars sont de plus en plus utilisés comme lieux de réunion par les anarchistes, d'une part parce que si certains anarchistes abandonnent un temps leurs activités politiques, ils n'en continuent pas moins à se rencontrer dans le cadre d'une sociabilité anarchiste, et d'autre part parce que les membres de nombreux groupes plus ouverts et plus stables s'y réunissent fréquemment. À Saint-Étienne par exemple, les compagnons ont abandonné leurs lieux de réunion habituels et se sont dispersés, mais « ils sont donné leurs lieux de réunion ensemble, et, pour ne pas éveiller les soupçons ils se rendent par constant certains établissements[104] ».

Enfin dernière solution : un certain nombre de groupes ne disposent pas de lieux de réunion clairement identifiés, et leur nombre va en augmentant au fil des années 1892-1894, là encore en raison de la répression : ainsi à Alger, il existe un « faible groupe » dont « les revendications ne sont pas à craindre », « disséminé dans toute la ville », « peu nombreux » et ne paraissant pas avoir une organisation propre : les réunions sont rares et ont lieu tantôt chez un anarchiste, tantôt chez l'autre[105].

Sixième type de transformation : si bon nombre de groupes anarchistes sont encore relativement structurés au cours des années 1890-1894, on note leur disparition progressive avec la répression, car, très visibles, ils en sont les premières victimes.

En effet, ces groupes sont structurés d'abord parce que bien souvent, même si leurs membres répudient toute forme d'autorité, beaucoup d'entre eux n'en sont pas moins soumis à un « chef », soit que ce dernier bénéficie en tant que fondateur du groupe d'un ascendant naturel sur les autres (comme Bressoles à Cahuzac-sur-Vère[106]), soit qu'il se soit imposé en raison du rôle régional ou national qu'il assume à l'intérieur du mouvement (c'est par exemple le cas de Bordat à Narbonne[107], Bordat qui a été un des chefs du mouvement à Lyon puis Vienne), soit que son charisme, sa sincérité ou son dynamisme l'ait distingué aux yeux des autres (comme par exemple à Marseille[108]), soit enfin qu'il

100. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 21 juillet 1891.
101. A. D. de l'Isère, 75 M 3-4, rapport du 11 mai 1893.
102. Jean-Pierre BARTHÉLÉMY, op. cit., p. 24.
103. Ibid.
104. A. D. de la Loire, 1 M 529, rapport du 12 janvier 1894.
105. A. N. F7 12504, Alger, rapport du 15 décembre 1893.
106. A. N. F7 12504, rapport du 20 décembre 1893.
107. A. N. F7 12504, rapport du 23 décembre 1893.
108. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393, rapport sans date, probablement de novembre 1893.

conjugue ces qualités et statuts (comme par exemple Monod à Dijon, initiateur du mouvement en Côte-d'Or et animateur des « Résolus »).

Ensuite, parce que, comme dans les années 1880, à l'intérieur d'un certain nombre de groupes, un ou plusieurs compagnons assument des fonctions bien spécifiques. Ainsi dans les grands groupes, certains compagnons sont « orateurs » pour le groupe, envoyés en tournées de conférences sur sa caisse ou « prêtés » aux groupes voisins, comme Mollet et Cheylan du groupe des « Rénovateurs » à Marseille[109]. D'autres sont dépositaires explicitement des compagnons de Vienne (Isère) volontaires pour avoir la garde temporaire des brochures ou des journaux du groupe[110]. D'autres sont certainement été « préposés » aux bibliothèques de groupes quand elles existent, mais nous n'avons pas gardé trace de leurs noms. Certains encore sont trésoriers du groupe, quand celui-ci dispose d'une caisse commune alimentée par les cotisations régulières ou/et par des recettes moins régulières (quêtes, vols) : c'est par exemple le cas de Sala, trésorier du « Groupe des cerises » de Vienne (Isère), chez lequel on trouve un carnet contenant les dettes de chacun des individus appartenant au groupe (individus qui sont tous des anarchistes connus[111]). D'autres compagnons encore assument la charge de « secrétaire officiel » du groupe en s'occupant de la correspondance avec les autres anarchistes ou avec les comités de rédaction des journaux anarchistes. Parmi ces « secrétaires », on connaît par exemple Leleu, « correspondant du groupe central de la Fédération anarchiste[112] » d'Arras.

Or avec la répression, les meneurs sont souvent emprisonnés ou en cavale, tandis que les compagnons cessent progressivement d'exercer ces fonctions spécifiques au sein des groupes.

Septième type de transformation : les activités que les groupes proposent à leurs adhérents évoluent.

Les groupes sont d'abord des lieux de sociabilité au début des années 1890, comme le montrent de nombreux rapports d'indicateurs : à Narbonne par exemple, on profite des réunions pour absorber de « nombreuses consommations » tout en écoutant les théories anarchistes[113]. Mais dans de nombreux cas, ces groupes sont aussi des lieux où l'on discute des théories anarchistes et où l'on se forme en écoutant des compagnons plus avertis : à Grenoble par exemple, on y « fait lecture de brochures anarchistes[114] », « Cadeau fait des discours très violents[115] », aux compagnons d'avoir accès à la « littérature anarchiste ». Ils permettent également, comme à Grenoble, au domicile de Cadeau, siège du groupe, on trouve « sur une table, de nombreux journaux qui "sont entassés […]" tandis qu' "[…]" et de nombreuses brochures », et à Valence, les membres du groupe disposeraient d'une petite bibliothèque située au numéro 4 de la rue Belle Image, au premier étage[116]. Ils sont aussi des lieux d'une active propagande : ainsi, lors des réunions animées par Cadeau, on exerce « les jeunes gens et les adhérents » à « faire des discours anarchistes » et « décide de ceux des anarchistes qui participeront à toutes les réunions privées pour y prendre la parole[117] » ; à Avignon, le groupe achète des brochures pour faire de la propagande dans la ville et alentour[118]. Par ailleurs, comme dans les années

109. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1393, rapport du 4 mai 1890.
110. A. D. de l'Isère, 75 M 8, rapport d'avril 1897.
111. A. D. de l'Isère, 75 M 5, rapport du 5 janvier 1894.
112. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport non daté, sur papier de brouillon.
113. A. N. F7 12504, rapport du 23 décembre 1893.
114. Jean-Pierre BARTHÉLÉMY, op. cit., p. 24-25.
115. Ibid.
116. A. N. F7 12504, rapport du 6 mars 1894.
117. Jean-Pierre BARTHÉLÉMY, op. cit., p. 24-25.
118. Jean-Pierre BARTHÉLÉMY, op. cit., p. 24-25, rapport au brouillon, non daté, mais probablement rédigé en 1894.

1880, ces groupes sont autant de soutiens logistiques aux propagandistes : à Grenoble, après chaque réunion, « une quête est faite […] pour aider les compagnons venant de l'extérieur[119] », tandis qu'à Chalon lorsque le groupe qui se réunissait café Cognet, 12, rue du Châtelet, existait, il hébergeait les compagnons de passage[120].

Cela dit, avec la répression, le rôle des groupes évolue. On constate d'abord que les compagnons ont davantage tendance à constituer des groupes où l'on se prépare à l'action violente[121], et les attentats de Ravachol, qui, après avoir suscité des réserves au sein des groupes de la capitale et de sa banlieue[122], emportent l'adhésion[123], accélèrent cette évolution. La plupart des compagnons ne parlent plus que d'actes individuels, et, en conséquence, une réorganisation du mouvement s'impose, dont on parle beaucoup salle Horel lors d'une réunion très fréquentée qui a lieu au mois de mai 1892[124] :

> « Après avoir rappelé toutes les explosions qui se sont succédé en Europe et particulièrement à Paris, depuis quelque temps, il a été reconnu pour combattre les capitalistes et toutes les institutions bourgeoises, il n'y avait qu'un seul et unique moyen, c'était d'employer la dynamite. Le vol a aussi été recommandé, comme devant apporter un puissant appoint à la propagande par le fait […]. La formation de nombreux groupes secrets a aussi été recommandée, leur nécessité ayant été reconnue […]. L'action individuelle est surtout en faveur auprès des promoteurs de cette nouvelle forme d'action. »

Une seconde évolution est également très lisible à Paris puis en province dès le début des années 1890 ; c'est la transformation des groupes « ouverts », qui se vident progressivement d'une partie de ce qui faisait leur raison d'être, comme en témoignent des rapports d'indicateurs[125] :

> « Il faut bien se pénétrer d'une chose, c'est que l'ancienne façon de pratiquer des anarchistes a vécu. Les groupes sérieux où l'on discute entre soi, où l'on s'épanchait sans méfiance et où il était facile de connaître par le menu les desseins des compagnons ont disparu […]. »

Un rapport de décembre 1893 ne dit pas autre chose[126] :

> « Ce qui se dénomme actuellement groupe est tout simplement la réunion d'individus qui ne sont pas là pour dire ce qu'ils pensent mais pour le cacher. On n'y prend jamais de décision au nom de la collectivité, on discute sur des choses banales, on approuve Pallas ou Vaillant, on se concerte, et voilà tout. Les décisions et les actes sont purement individuels. C'est la tactique que l'on prêche depuis plusieurs années, et voilà qu'elle s'impose aujourd'hui. »

Ils ne sont plus que des points de rencontre pour les « vrais » compagnons, qui s'y retrouvent mais n'y restent pas[127] :

> « Lorsqu'un compagnon convaincu et capable d'agir, par hasard, vient dans une réunion, c'est parce qu'il pense y trouver quelque camarade qu'il cherche. Quand il l'y voit, un signe avertit l'autre et bientôt on les voit sortir tous deux. C'est là qu'ils se confient ce qu'ils ont à dire. »

119. A. D. de la Saône-et-Loire, M 286, rapport au brouillon, non daté.
120. A. D. du Doubs, rapport du 26 février 1890 en 1894.
121. P. Po. B.A./77, rapport du 19 mars 1892.
122. P. Po. B.A./77.
123. Voir le chapitre sur l'approfondissement du compagnonnage anarchiste.
124. P. Po. B.A./77, rapport du 13 mai 1892.
125. P. Po. B.A./77, rapport du 11 août 1892.
126. P. Po. B.A./78, rapport du 16 décembre 1893.
127. P. Po. B.A./78.

Physiquement, ils sont aussi des lieux de ralliement dans le cadre d'actions ponctuelles, comme à Paris en juillet 1893, où, à l'occasion des élections municipales, une permanence qui consistait à « organiser une réunion permanente d'anarchistes parmi lesquels seraient pris des compagnons qu'on enverrait troubler les réunions publiques » est établie salle Horel[128].

Enfin, il semble que dans les groupes ouverts, les activités de sociabilité aient progressivement pris le pas sur les discussions politiques sérieuses et sur les activités de propagande. À Vienne (Isère) par exemple (mais on constate le même phénomène à Paris[129] ou à Grenoble[130] dans la seconde moitié de l'année 1893), dès les événements de 1890, les membres restants du groupe (alors que « le parti se désorganise de plus en plus ») « ne se rencontrent plus qu'au cabaret[131] », et le seul groupement dont nous ayons connaissance dans la ville par la suite est le « Groupe des Cerises », dont Sala est le trésorier qui, selon lui « n'avait d'autre but que celui de se réunir pour boire quelques bouteilles de vin[132] ».

Vers la désorganisation du mouvement ?

Dans les années 1880, la concertation entre compagnons dans les grands centres anarchistes français s'appuyait sur les groupes ouverts, sur l'existence d'organismes comme les ligues et les syndicats, capables de fédérer un certain nombre de groupes – ou du moins, de coordonner une partie de leurs activités –, sur des groupes ayant pour fonction de servir de *forum* de concertation, et enfin sur les chefs du mouvement. Or au fil des années 1890-1894, à des rythmes différents selon les régions, ces hommes, ces pratiques et ces organismes, tous facteurs de cohésion pour le mouvement, disparaissent.

Ainsi la disparition des meneurs anarchistes à la suite de la répression du début des années 1890 n'est pas sans avoir eu de conséquences sur la cohésion du mouvement. À Marseille par exemple, le mouvement marseillais était rassemblé autour de Sébastien Faure, dont la présence et l'action accroissaient la cohésion des groupes. Par sa personnalité, l'autorité dont il bénéficiait à l'intérieur du mouvement, les bénéfices qu'il tirait du journal qu'il avait fondé et de ses conférences toujours très suivies[133], il rassemblait les groupes qui profitaient de cette manne financière :

> « Ces […] groupes conservèrent leur cohésion pendant environ deux ans grâce surtout à l'influence prise dans le parti anarchiste par le compagnon Sébastien Faure[134]. »

Son arrestation et sa condamnation à purger une peine de prison de 15 mois en 1893[135] sont donc un coup dur pour les compagnons marseillais : le mouvement est décapité et privé brutalement « des ressources produites par les conférences de son orateur le plus autorisé[136] » ainsi que « des bénéfices réalisés sur la vente du journal qu'il avait créé[137] », et le désarroi au sein du mouvement marseillais s'accroît encore avec les arrestations et expulsions de plusieurs autres meneurs « connus pour leur influence sur leurs

128. P. Po. B.A./77, rapport du 11 août 1892.
129. P. Po. B.A./77, rapport du 31 juillet 1893.
130. A. D. de l'Isère, 75 M 5, rapport du 15 juillet 1893.
131. A. D. de l'Isère, 75 M 5, rapport du 14 avril 1893.
132. A. D. de l'Isère, 75 M 5, rapport du 5 janvier 1894.
133. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893.
134. Ibid.
135. Ibid.
136. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 22 juin 1893.
137. Ibid.

coreligionnaires politiques, leur caractère résolu et les relations qu'ils entretenaient avec les camarades du dehors[138] ».

Il en va de même des réunions générales anarchistes. Si, encore en 1893 à Paris par exemple, des réunions privées anarchistes pouvaient déboucher sur des réunions plus importantes rassemblant les compagnons d'un arrondissement, de plusieurs arrondissements de la capitale[139], voire tous les anarchistes de la banlieue et de Paris[140], ces réunions, déjà très peu nombreuses à Paris en 1893[141], disparaissent en 1894. Il en va de même à Marseille, où si certains militants essaient de rassembler tous les membres des anciens groupes marseillais en 1892[142], ces tentatives sont les dernières.

De même, les structures favorisant la concertation au sein du mouvement se délitent. Si l'on considère en effet les activités de divers groupes anarchistes comme les groupes-*forums*, on constate ainsi leur disparition là où ils existaient. En 1893, c'est par exemple le cas de la « Ligue des Antipatriotes » à Paris[143]. C'est encore le cas à Saint-Étienne de la « Chambre syndicale des hommes de peine » : elle organisait des conférences au cours desquelles les théories anarchistes étaient explicitées et développées, et elle finit par éveiller l'attention de l'administration de la bourse du travail, qui l'expulse le 9 décembre 1891, tandis qu'à la suite de perquisitions, les compagnons brûlent le 7 du même mois le registre des noms et adresses des anciens membres de l'association lors d'une réunion clandestine des principaux meneurs chez le restaurateur Denhomme[144]. Enfin, à Paris et en banlieue, c'est le cas salle Horel, où les réunions ont de moins en moins de succès et où elles cessent à partir de 1893[145].

À une échelle régionale, nationale ou internationale, il faut enfin noter la disparition des congrès anarchistes. Jusqu'en 1892, ces congrès continuent à avoir lieu – alors qu'un grand nombre de compagnons y sont profondément hostiles – et leurs préparations donnent l'occasion aux anarchistes de s'écrire, d'établir de nouveaux contacts, et, pour certains, de raviver des amitiés anciennes ou d'échanger des adresses. C'est par exemple à l'occasion d'un congrès devant se tenir en Belgique le 15 août 1891 que « trois individus » – dont deux appartiennent aux groupes anarchistes de Charleville et de Fumay – se rendent à une réunion d'anarchistes à Reims afin de demander de l'argent dans le but de se rendre au congrès : « Une somme de 20 francs leur a été remise[146]. » Et parmi ces congrès du début des années 1890, on peut signaler celui qui est organisé le 6 juillet 1890 à Vienne (Isère) pour réunir des anarchistes français et étrangers[147], le « Congrès des groupes anarchistes français et suisses » de Genève qui a lieu le 16 août 1890[148], et les deux congrès de Lyon en octobre 1890[149] et en janvier 1892[150]. Mais après 1892, il n'y a plus de congrès anarchistes.

Alors, au cours de ces années, un certain nombre de compagnons ont tenté, en vain, d'abord de réorganiser le mouvement, et ensuite de l'empêcher de se déliter. C'est par

138. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893.
139. P. Po. B.A./78.
140. Ibid.
141. Ibid.
142. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 14 novembre 1892 et rapport du 19 novembre 1892.
143. P. Po. B.A./78, rapport du 1er octobre 1893.
144. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 16 décembre 1893.
145. P. Po. B.A./78.
146. A. D. de la Marne, 30 M 73, rapport du 6 août 1891.
147. A. D. de l'Isère, 75 M 2.
148. A. N. BB18 6449.
149. Ibid.
150. Ibid.

exemple le cas dans le département de la Loire[151], dans le département du Rhône[152], ou dans la Seine. Ainsi à Paris, comme le montrent un certain nombre de rapports d'indicateurs, des anarchistes réfléchissent régulièrement au meilleur moyen de restructurer le mouvement pour les besoins de la propagande : c'est le cas du compagnon Brunet par exemple, en septembre 1893, qui veut « fédéraliser » les groupes de Paris et de la banlieue pour « soutenir l'organe [de presse] fonder[153] ». C'est le cas d'une vingtaine de compagnons réunis 53, rue Louis-Blanc le 2 octobre 1893, qui veut les groupes pour faire le plus de propagande possible, qui discutent de « la manière de réformer les cotisations afin de pouvoir faire dans ces groupes des tier sans annonce dans les journaux. On établirait dans différentes salles publiques ou des meetings[154] » :

> « Quelques compagnons ont émis l'idée de former des groupes par quartier sans succès[155]. »

Vers la disparition de la presse anarchiste

Dans les années 1880, les journaux anarchistes étaient des organes de liaison au sein du mouvement, et en 1892, comme le note encore un indicateur, les anarchistes continuent dans un premier temps à correspondre « d'individu à individu et de groupe à groupe par l'intermédiaire de leurs journaux[156] ».

Ainsi la salle dans laquelle se réunit le comité de rédaction du journal anarchiste est d'abord – comme dans les années 1880 – un lieu où l'on peut se tenir informé des affaires du mouvement quand on le souhaite : un rapport de police du 20 février 1894 explique par exemple qu'« à la suite des perquisitions qui ont été opérées chez les anarchistes de Paris et de la banlieue, les bureaux de la *Révolte* et de la *Revue Libertaire* ont été visités par un grand nombre de compagnons, dont les uns racontent en détail la visite matinale du commissaire de police », tandis que « les autres se renseignent sur le résultat des perquisitions et sur les bombes de la rue Saint-Jacques et du faubourg Saint-Honoré[157] ». Surtout, ces journaux délivrent aux compagnons un certain nombre d'informations concernant le mouvement à travers différentes rubriques : pour la *Révolte* par exemple, il s'agit entre autres de la rubrique « Communication et correspondance » et de la rubrique « Convocations », par lesquelles transitent par exemple de janvier à mai 1891 près de 300 informations concernant différents aspects de la vie du mouvement. Enfin, parce que ces journaux jouent le rôle de vraies « centrales d'informations » pour les anarchistes en étant au centre de réseaux épistolaires maillant tout le territoire national et se prolongeant à l'étranger.

Ainsi, si l'on analyse les rubriques « Convocations » et « Communication et correspondance » de la *Révolte* de janvier à mai 1891, on s'aperçoit que les messages à l'adresse du journal qui y sont traités et dont nous connaissons – même approximativement – la provenance, sont expédiés de près de 70 régions, villes ou localités réparties sur l'ensemble du territoire national, mais qu'ils proviennent aussi d'Amérique, de Suisse, d'Angleterre, de Belgique ou encore d'Espagne.

Cela dit, avec la répression des années 1893-1894, le nombre des journaux anarchistes s'effondre tandis qu'ils perdent leur rôle « d'agents de liaison » au sein du mouvement :

151. A. D. de la Loire, op. cit., p. 163.
152. Marcel MASSARD, op. cit., 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893.
153. P. Po. B.A./78, rapport du 6 septembre 1893.
154. P. Po. B.A./78, rapport du 3 octobre 1893.
155. P. Po. B.A./78, rapport du 3 octobre 1893.
156. P. Po. B.A./77, rapport d'avril 1892.
157. P. Po. B.A./79, rapport du 20 février 1894.

ainsi les informations traitées par la *Révolte* à la fin de l'année 1893 et au début de l'année 1894 à travers la rubrique « Communication et correspondance » sont de moins en moins nombreuses (elles sont au nombre de 22 en janvier et février 1894). Par ailleurs, aucune « convocation » n'est plus mentionnée dans le journal au début de l'année 1894.

Le maintien de la concertation dans un cadre informel

Toutefois, malgré ce délitement du milieu anarchiste, la concertation se poursuit dans un cadre informel, comme le montrent des rapports d'indicateurs [158] :

> « Les anarchistes établis sur différents points du territoire ont entre eux, par correspondance, de fréquents rapports. Les documents saisis au cours des différentes perquisitions en font foi. Ils correspondent aussi d'individu à individu et de groupe à groupe par l'intermédiaire de leurs journaux […] ils s'assemblent, ils s'associent, ils se groupent parfois en comités secrets et organisent de continuels complots contre la société. »

Les lieux de rencontre en dehors des groupes

En effet, dans les régions dans lesquelles les groupes ouverts ont disparu à cause de la répression, tous les compagnons ne se comportent pas comme les 20 ou 30 individus composant le groupe anarchiste dijonnais, qui demeurent « calmes depuis qu'ils se sentent étroitement surveillés », « n'ont plus de réunions » et « affectent même de ne plus se parler entre eux [159] ». Un certain nombre d'entre eux continuent à « conférer » – pour reprendre le vocabulaire des autorités – la désagrégation des groupes n'ayant nullement empêché la permanence des contacts entre les anciens « affiliés » : ainsi la police constate que les anciens membres du groupe de Calais « ne se communiquent [plus] leurs idées qu'en tête-à-tête par exemple, quand ils se rencontrent par hasard [160] […] ».

Les compagnons peuvent également se réunir au cabaret, comme ces anarchistes du Vaucluse, qui ne se réunissent plus en « assemblée générale » « depuis quelques mois » selon un rapport de décembre 1893, mais qui « se rencontrent par petits groupes de cinq ou six, tantôt dans un café, tantôt dans un autre », et qui, à Avignon par exemple, continuent à avoir entre eux « des relations assez suivies [161] ».

Par ailleurs, de petites réunions informelles continuent à les rassembler chez les uns ou chez les autres : ainsi à Nancy, à partir de 1892, alors qu'il n'existe dans la ville à proprement parler plus de groupe anarchiste, quelques rares compagnons qui y résident (ils sont moins d'une dizaine), se réunissent discrètement les uns chez les autres, de manière très informelle [162].

À une échelle locale ou régionale, il faut encore noter le rôle joué par les soirées de famille, banquets, ou fêtes, toutes réunions rassemblant des anarchistes qui souhaitent *a priori* se divertir, seul divertissement, elles n'en permettent pas moins aux compagnons de se réunir, comme en juillet 1890 (après les incidents de Vienne, dans l'Isère) dans cette maison de Saint-Roman-en-Gal, près de Sainte-Colombe [163] :

158. P. Po. B.A./77, rapport d'avril 1892.
159. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, rapport d'avril 1892.
160. A. D. du Pas-de-Calais, 4 M 2022, rapport du sous-préfet spécial de Calais au Préfet, daté du 25 avril 1892.
161. A. N. F7 12504, 29 décembre 1893.
162. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 22 novembre 1892.
163. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport non daté, probablement de juillet 1890.

> « […] c'est là qu'indépendamment des autres jours de la semaine, ils se réunissent presque régulièrement jusqu'à 100 à 150 entre hommes, femmes et enfants, les samedis, dimanches et lundis à partir de l'après-midi. Ils se rendent dans ce local par petits groupes où ils délibèrent, jouent aux boules et consomment sur place ce qu'ils veulent. »

Et nul doute qu'elles sont propices à des rencontres qui n'ont pas toujours un caractère anodin. Ainsi à Saint-Roman-en-Gal, « […] toutes les fois […] qu'il y a des questions délicates à traiter », des compagnons s'isolent du groupe pour des réunions plus privées : « ce ne sont que les principaux membres qui y assistent, et d'une manière générale, un service sérieux de surveillance est établi afin de s'assurer de l'identité des assistants » ; et l'indicateur dit son impuissance à savoir de quoi il est alors question dans ces groupes restreints [164].

Les compagnons ont enfin pu se rencontrer lors des procès anarchistes plus ou moins retentissants et toujours plus nombreux avec la multiplication des attentats et l'aggravation de la répression, procès dont certains participent d'une justice-spectacle. Selon le procès et la personnalité des accusés, ils attirent parfois des compagnons de toutes les régions pour des manifestations de soutien aux accusés, suscitant quelquefois de nouvelles rencontres entre anarchistes, soit dans la ville dans laquelle a lieu le procès, soit dans le box des accusés. Ainsi en France, quelques grands procès anarchistes ont pu rapprocher les compagnons et créer dans toute une région un nouveau terreau révolutionnaire. C'est par exemple le cas lors du procès de Ravachol à Montbrison : les compagnons de différentes villes prennent contact pour se retrouver « en masse » au procès [165] ; ils s'entretiennent pour décider d'actions éventuelles [166] ; ils rédigent des manifestes, comme par exemple Masson, Samuel et Cazenave, tous anarchistes de Roanne, qui prennent contact à cet effet avec des compagnons de Lyon [167], de Paris [168]. Quant au procès lui-même, on sait que dès juin 1892, des anarchistes de Lyon [169], de Valence et ou de Vienne (Isère) [170] projettent de s'y rendre, tandis que des compagnons italiens sont sur place à la même époque [171].

Le rôle des anarchistes gyrovagues

Au cours du début des années 1890, comme dans les années 1880, les rigueurs de la répression n'ont pas empêché non plus, loin de là, le maintien ou l'approfondissement des liens tissés entre les compagnons français.

Ces liens sont entretenus par des hommes qui font des déplacements ponctuels au service de la cause, comme le compagnon Cazenave, qui voyage pour les besoins de la propagande : venu de Lausanne, il est à Saint-Étienne en juin 1892, d'où, après avoir conféré avec les anarchistes du lieu, il repart aussitôt pour Lyon afin d'y faire imprimer un manifeste (l'imprimerie de la Chambre syndicale des typographes de la région stéphanoise ayant refusé de prêter son matériel) [172] ; il est ensuite signalé à Valence dans

164. Ibid.
165. A. D. de la Loire, 1 M 533, rapport du 8 juin 1892.
166. A. D. de la Loire, 1 M 533, rapport du 1er juin 1892.
167. A. D. de la Loire, 1 M 533, rapport du 26 juin 1892.
168. A. D. de la Loire, 1 M 533, rapport du 1er juillet 1892.
169. A. D. de la Loire, 1 M 533, rapport du 11 juin 1892.
170. A. D. de la Loire, 1 M 533, rapport du 31 mai 1892.
171. A. D. de la Loire, 1 M 533, rapport du 24 juin 1892.
172. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 28 juin 1892.

la Drôme, où il demande par lettre à un compagnon parisien que son courrier lui soit adressé à Marseille, poste restante[173].

À cette époque, on rencontre aussi un certain nombre de militants qui, à l'échelle départementale, régionale ou nationale, et ce, même pendant les années les plus dures de la répression, jouent sur le long terme, dans le cadre de leur activité de propagande, le rôle d'agents de liaison entre les différents groupements anarchistes : à l'échelle du département, il apparaît ainsi que, dans les Ardennes par exemple, Thomassin met en contact les « Sans-patrie » de Charleville et les « Déshérités » de Nouzon[174]. À l'échelle régionale, on constate par exemple dans le Centre-Ouest que, s'il existe des liens entre les anarchistes du Maine-et-Loire et ceux de Nantes comme le signale une note de police du 20 février 1894 rappelant « la fréquence des rapports entre anarchistes de Nantes d'Angers et de Trélazé[175] », c'est parce qu'ils sont entretenus, entre autres, par deux meneurs, dont l'un, Philippe Auguste, un des personnages-clé de l'anarchisme angevin et Nantes[176], tandis que l'autre, l'anarchiste Meunier, qui a habité Angers jusqu'à la fin de l'année 1893, va de ville en ville (surtout dans les villes du Sud-Ouest) pour prêcher l'anarchie[177], avant de s'installer finalement en octobre 1893 à Lambézellec, dans les faubourgs de Brest, où il est à l'origine du renouveau de l'anarchisme toulonnais ; reconnu, il disparaît mais est arrêté à Marseille le 7 décembre 1893[178].

Ces liens sont aussi entretenus par des compagnons, qui, installés plus durablement dans diverses régions françaises, voire à l'étranger, savent multiplier les relations avec les anarchistes locaux lors de leur passage, et parfois, mettre en contact leurs réseaux de relation successifs. Ce rôle a pu être joué par des militants peu connus comme les frères Jacques et Geoffroy Pflug, dont on sait qu'ils appartenaient au « Groupe anarchiste socialiste de Troyes » vers 1890[179], et qu'en 1891, envoyés à Nancy au 37e régiment d'infanterie pour une période d'instruction, ils en profitèrent pour participer activement aux réunions du groupe anarchiste local et se lièrent avec Paul Serrure, un des animateurs du groupe de Nancy[180], auquel ils continueront à écrire alors qu'ils sont en 1892 « […] » membre du groupe "l'Essor social", en formation à Reims[181] : ils disparaissent par la suite de Reims et sont probablement à Paris, où leur père a déménagé — un homme lui aussi bien inséré dans le milieu anarchiste parisien et toujours en contact à cette époque avec les anarchistes rémois[182].

Mais des militants d'envergure ont aussi pu assumer ce rôle : c'est par exemple le cas d'Henri Riemer. Ce dernier a eu une vie mouvementée, ses changements d'adresse successifs lui permettant de nouer ou de renouer des contacts avec divers compagnons français et étrangers : sa vie de militant a commencé à Paris, où, profondément inséré dans le mouvement anarchiste de la capitale, il participe à la création de la « Chambre syndicale des hommes de peine » et à la campagne contre les bureaux de placement. Il voyage beaucoup par la suite, et la police a du mal à suivre tous ses déplacements : en

173. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 3 juillet 1892 : « Cher compagnon, je suis à Valence depuis hier midi et j'ai été rendre visite aux compagnons Petit et Lecordier ; nous avons passé toute l'après-midi d'hier ensemble et nous avons eu le plaisir de voir deux compagnons de Romans. »
174. A. N. F7 12504, rapport du procureur de Charleville au procureur général de Nancy du 14 décembre 1893.
175. A. D. du Maine-et-Loire, 4 M 6/15, note du 20 février 1894.
176. Thierry BURON, op. cit., « Quelques militants angevins », p. 53 sq.
177. Ibid. et A. N. F7 12504, rapport du préfet du Maine-et-Loire au ministre de l'Intérieur daté du 19 décembre 1893.
178. D.B.M.F., notice de Riemer.
179. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 29 mars 1892.
180. Ibid.
181. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapport du 15 mars 1894.
182. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapport du 15 mars 1894.

1890, on le rencontre à Angers (où il sera condamné par défaut à deux ans de prison et 1 000 francs d'amende le 26 mai 1891 « pour excitation au pillage et au meurtre ») et Trélazé, en compagnie des membres du groupe anarchiste local ; en 1891, il est à Bordeaux, puis en Espagne ; en 1891-1892, sous le nom de « Roussel », il revient s'installer à Toulon, où il est à l'origine du renouveau de l'anarchisme toulonnais ; reconnu, il disparaît mais est arrêté à Marseille le 7 décembre 1893[183].

Et la répression qui touche les milieux anarchistes dans différents pays au cours des années 1890 a contribué à multiplier ces contacts, puisqu'elle induit d'une part la fuite des compagnons poursuivis à travers leurs pays respectifs ou vers l'étranger, fuite nécessitant souvent des complicités et la rencontre d'autres compagnons ou proscrits, et d'autre part l'expulsion des anarchistes étrangers arrêtés sur le sol français. Car si une partie des révolutionnaires est rentrée dans le rang, si certains compagnons ont privilégié une stratégie d'évitement, soit en dissimulant leurs activités et les favoriseront[184], soit en infiltrant d'autres groupes politiques qui les plus lettrés, en infiltrant les groupes artistiques (c'est l'attitude adoptée par les anarchistes de plusieurs arrondissements de Paris selon un rapport de juillet 1894, surtout ceux de présence d'« anarchistes lettrés » « de plus en plus nombreux » dans le « Comité artistique de Montmartre[185] »). Les autres préfèrent la fuite ou l'exil.

Elle a donc eu pour conséquence de favoriser l'instabilité d'une population dont certains éléments étaient déjà instables : c'est pour échapper à une condamnation à deux mois de prison pour coups et rébellion que Paul Rozière quitte Grenoble pour Paris[186] ; c'est parce qu'il a eu maille à partir avec la justice qu'Ernest Chappuis quitte Bergerac[187], qu'Henri Nicolas Riemer quitte précipitamment Angers pour l'Espagne *via* Bordeaux[188] ou qu'Octave Jahn part pour la Suisse[189]. Et nous connaissons approximativement l'itinéraire de quelques-uns de ces compagnons « en cavale », comme Louis Million par exemple, apprenti de Monod à Dijon : après avoir fait l'objet d'une condamnation à deux mois de prison à Besançon en 1894, il disparaît avant d'être signalé par la suite à Saint-Dié, Dole et peut-être en Angleterre[190].

La constitution de bases arrières du terrorisme international

Ces déplacements liés aux rigueurs de la répression ont certainement contribué à l'existence de vraies bases arrières du terrorisme international à l'extérieur de la France.

C'est par exemple le cas en Belgique, pays qui devient un refuge sûr pour les anarchistes français – surtout pour les compagnons du nord de la France, car des solidarités anciennes existent entre les milieux anarchistes du Nord de la France et les milieux anarchistes belges, comme en témoigne par exemple Jean Vuarnet : « Dans la mesure où des anarchistes français gagnaient la Belgique et des ouvriers belges travaillaient dans les Ardennes, il était inévitable que des contacts fussent créés[191]. » Ainsi par exemple, Bourguer, un anarchiste rémois condamné à un an de prison et 11 francs d'amende pour avoir refusé de tirer au sort, décide de s'y enfuir[192].

183. D.B.M.F., notice de Riemer.
184. P. Po. B.A./78, rapport du 27 juillet 1894.
185. P. Po. B.A./78, rapport du 16 juillet 1894.
186. A. D. de l'Isère, 75 M 39, notice établie en décembre 1893.
187. A. D. du Territoire de Belfort, 1 M 181, notice établie.
188. D.B.M.F., notice de Riemer.
189. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 7 octobre 1890.
190. A. D. du Jura, 1 M 2623, rapports des 3 et 9 mai 1894 et rapport du 5 juillet 1896.
191. Jean VUARNET, op. cit., p. 29-30.
192. A. D. de la Marne, 30 M 74, rapport du 12 février 1892.

Mais la Belgique n'est souvent qu'un pays de transit sur la route qui mène à l'Angleterre, car Londres s'affirme en effet à cette époque comme une autre de ces « bases arrières » des années 1890. À Londres se rassemblent au cours du début des années 1890 de nombreux anarchistes français qui y côtoient d'autres exilés politiques de toutes nationalités ; et ce milieu est bien connu des autorités françaises qui ont envoyé outre-Manche de nombreux indicateurs.

Quant à la ville de Genève, qui jouait ce rôle au début des années 1880, elle continue à l'assumer. Nombreux sont en effet les anarchistes qui passent la frontière dans ces années pour s'installer en Suisse ou y transiter plus ou moins durablement, et les compagnons genevois sont toujours prêts à accueillir les nouveaux arrivants, comme le montre un indicateur, selon un rapport du 15 décembre 1893[193], effet d'un registre sur lequel se trouvent inscrits les noms de nombre d'anarchistes de la région de Lyon, de Saint-Étienne, de Vienne, de Grenoble et d'autres villes, et ce registre serait tenu par Steiger lui-même[194]. Lorsqu'un anarchiste arrive d'une ville quelconque, il « se rend le plus souvent au local du groupe[195] » où les compagnons lui trouvent un logement et du travail[196], s'il veut se fixer à Genève, ou bien il « donne des recommandations[197] » s'il continue sa route. Le compagnon est en même temps « questionné sur le lieu d'où il vient, sur les camarades sûrs, etc.[198] », et il est alors « pris note des adresses données de façon à permettre aux anarchistes qui se rendraient de Genève vers cette ville de trouver quelqu'un de sûr[199] ». Par ailleurs, « le sieur Steiger, qui est en outre l'éditeur de la *Peste religieuse*, en profite pour s'adresser à ces compagnons et leur offrir des brochures[200] […] » :

> « Le groupe Dalloz doit en tout cas correspondre avec les groupes et les villes de la région, car tout anarchiste arrivant à Genève se rend directement chez lui. Son domicile est, en un mot, une étape sûre pour les compagnons en voyage. »

Les réseaux épistolaires

Les compagnons, pour beaucoup d'entre eux, entretiennent fidèlement ces contacts, comme en témoigne l'ampleur du « courrier anarchiste » retrouvé lors des perquisitions, un courrier abondant qui ne représente pourtant qu'une faible partie de ces échanges épistolaires quand on sait que beaucoup de compagnons brûlent leurs lettres, comme par exemple Million, qui, suite à une perquisition à son domicile, provoque les agents en expliquant qu'il fait disparaître tout papier compromettant, et que « son petit poêle pourrait en dire long[201] ». Encore faudrait-il distinguer dans cette étude deux types de correspondance – comme d'ailleurs dans les années 1880 : une correspondance « privée » d'une part, et d'autre part une correspondance « à caractère officiel », sans doute de moins en moins importante au fur et à mesure que les groupes se délitent, correspondance constituée bien souvent de « lettres-circulaires » comme en 1892 cette « invitation » de Sébastien Faure au groupe de Roanne, invitation probablement envoyée à beaucoup

193. A. N. BB18 6449.
194. Ibid.
195. Ibid.
196. Ibid.
197. Ibid.
198. Ibid.
199. Ibid.
200. Ibid.
201. A. D. du Doubs, 34 M 1, rapport du 9 mai 1894.

d'autres groupes de la région, dans laquelle il annonce le congrès de Lyon en demandant que le groupe y envoie des délégués [202].

Ces réseaux de correspondance nécessitent l'usage de carnets d'adresses dont quelques-uns ont été découverts, carnets constitués probablement au fil des rencontres ou grâce à la presse anarchiste, carnets d'adresses que les anarchistes pouvaient aussi se communiquer les uns les autres, entre compagnons de confiance. Parmi ces carnets, on connaît celui de l'anarchiste Amy ; celui d'Albert Cusset de Boulogne-sur-Mer, contenant « les adresses de divers anarchistes français et étrangers […] » parmi lesquelles « se trouve celle de Marpeaux, agresseur de l'agent de la sûreté Colson [203] » ; celui de Masini (Isère [204]), et surtout les « noms relevés sur la correspondance et les registres appartenant à Sébastien Faure, correspondance et registres saisis à Aix chez le compagnon Leydet le 21 mars 1894 et transmis à Monsieur le Procureur de la République d'Aix le 31 mars 1894 [205] ».

Avec la répression, les compagnons ont pris le *maximum* de précautions pour que ces lettres ne tombent pas en de mauvaises mains ou pour que, si tel était le cas, elles ne puissent être déchiffrées. Selon de nombreux rapports, elles sont en effet souvent codées : en 1894, un rapport de police indique ainsi l'arrivée sur le continent, venu de Londres, de six anarchistes dont quatre Italiens et deux Belges [206]. Mais le codage des lettres n'est pas le seul procédé utilisé par les anarchistes, comme le montrent d'autres rapports [207] :

> « On a appris hier que les anarchistes, pour correspondre entre eux, se serviraient d'un moyen destiné à dérouter les indiscrétions du cabinet noir. Il consiste à écrire au recto d'une feuille de papier une lettre insignifiante, et au verso, à en écrire une autre, la plus intéressante, celle-ci, mais en se servant de salive comme encre. On peut employer pour cela un simple morceau de bois, voire une allumette. Pour faire apparaître le texte d'encre complètement recouvert d'un pinceau ou d'une éponge, il faut d'abord puis, sans lui laisser le temps de sécher, laver la feuille à l'eau claire. »

Par ailleurs, ces lettres font tout un circuit avant de parvenir à leurs véritables destinataires ; ainsi le courrier de la *Révolte* n'est pas adressé directement au journal [208] :

> « Une quantité de lettres émanant de la province a été adressée au compagnon Mercier, celui qui remplace Grave à la *Révolte*, 140 rue Mouffetard. Ces lettres ne sont pas venues directement par la poste au journal mais chez une tierce personne qui se faisait l'intermédiaire entre les correspondants politiques de la *Révolte* et la rédaction de ce journal. »

Et il en va de même pour ce qui concerne par exemple la correspondance privée des anarchistes de Saint-Denis : « Il paraît que toute la correspondance des anarchistes étrangers est expédiée à Saint-Denis, à des amis français, qui se chargent de la transmettre aux intéressés [209]. »

Ces correspondances témoignent de l'ampleur des réseaux épistolaires, qui, à échelle locale, régionale, nationale, voire internationale, maillent tout l'espace. Ainsi, dans le département de la Haute-Vienne, on peut remarquer que les anarchistes limougeots sont

202. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 16 janvier 1892.
203. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du sous-préfet au Préfet, non daté.
204. A. D. de l'Isère, 75 M 2.
205. A. N. F7 12506.
206. P. Po. B.A./79, rapport du 28 novembre 1894.
207. P. Po. B.A./1502, rapports du 30 août 1894 et du 29 novembre 1892.
208. P. Po. B.A./79, rapport du 12 février 1894.
209. P. Po. B.A./77, rapport du 13 avril 1892.

entrés en relation depuis 1888 avec des compagnons du Var, du Cher, des Bouches-du-Rhône, de Nantes et de Foix, mais aussi avec Tortelier, Jouy, Grave et Pouget, avec les frères Crescos de Clermont-Ferrand, avec Philippe Augie et Valadier de Lyon, avec Hornberger, Ernest Gégoux et Perrein Dandin de Paris, et enfin avec Chappuis de Belfort et Heudier du Havre ; qu'« en résumé, les perquisitions faites à Limoges permettent d'établir avec certitude […] que ce groupe anarchiste est en relation avec des anarchistes isolés, des groupes d'autres régions […] » et qu'ils « correspondent soit par la parole, soit par des émissaires[210] […] ».

Par ailleurs, concernant les rapports avec l'étranger, on constate que nombreux sont les compagnons de différentes villes de France dont nous avons la preuve qu'ils correspondent régulièrement avec le groupe de Genève à cette époque. Il en va de même pour les anarchistes français en relation avec la Belgique au début des années 1890, et nous disposons aussi pour 1892 d'une liste de 31 anarchistes français habitant dans 26 villes ou localités différentes, qui correspondent avec les compagnons de Londres[211]. Enfin, au cours de nos recherches, nous avons pu rencontrer un certain nombre d'anarchistes dont les noms ne figurent pas sur cette dernière liste, mais qui sont également signalés dans des rapports individuels comme correspondant avec Londres.

---

210. A. N. F7 12504, rapport du préfet de Charente-Inférieure au ministre de l'Intérieur daté du 15 décembre 1893.

211. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022, rapport du 16 août 1892. Rapport du ministre de l'Intérieur à la Police Spéciale des Chemins de fer de Calais.

Chapitre VIII. Les années 1890-1894 : vers un repli identitaire

En même temps que les groupes se ferment, que les anarchistes entrent dans la clandestinité ou quittent le territoire national et que les structures les plus visibles du mouvement se dissolvent, on constate un repli du mouvement sur lui-même, qui se caractérise par l'approfondissement du compagnonnage anarchiste, une redéfinition de l'identité anarchiste, et enfin la naissance d'une « union sacrée » dans la lutte contre le pouvoir bourgeois.

L'approfondissement du compagnonnage anarchiste

> « Les anarchistes forment d'abord une sorte de compagnonnage sous lequel chacun se connaît, se soutient et s'entraide. La qualité de compagnon anarchiste sert à celui qui peut en justifier la recommandation auprès de ses coreligionnaires[1]. »

Ce compagnonnage, qui était déjà une réalité dans les années 1880, est toujours d'actualité dans les années 1890, et ce d'autant que, surtout après 1892, le milieu se replie davantage sur lui-même.

Le devoir d'hospitalité

Au début des années 1890, malgré les tensions qui existent à l'intérieur des groupes[2], les vrais militants sont plus que jamais prêts à assumer les devoirs « quasi sacrés » du compagnon, et la répression sévère engagée par les autorités contre le mouvement dans les années 1890-1894 est loin de les avoir intimidés ; bien au contraire. Ainsi tout anarchiste qui se respecte doit accorder l'hospitalité à ses coreligionnaires, comme le montrent de très nombreux exemples, et quand en 1890 un indicateur signale que « lorsqu'un anarchiste voyage de Paris en province ou de province à Paris, il reçoit, s'il en a besoin, asile et hospitalité chez les affiliés[3] », il rapporte une réalité somme toute banale.

Le bon fonctionnement des réseaux

Les sources témoignent également du bon fonctionnement de véritables réseaux destinés à aider et à protéger les compagnons « en cavale » : ainsi dans un rapport de mars 1894, un indicateur signale qu'un compagnon rémois vient de recevoir une lettre provenant de Louis Claeys et de Pflug père à Paris, qui dit que si les anarchistes de Reims sont

1. P. Po. B.A./77.
2. Ibid.
3. P. Po. B.A.76.

tracassés par la police, « il faut venir à Paris ou partir à l'étranger », que « des fonds leur seraient fournis » et qu'on « les y aiderait[4] ».

De sources policières, nous connaissons également à cette époque certaines des « planques » utilisées par les fuyards, comme dans l'Allier, à Droiturier, la maison de l'anarchiste Tartarin, qui est « bien connue des anarchistes roannais avec lesquels il est en relation » et qui sert de refuge aux compagnons Tomasson puis Demure[5].

Le soutien aux victimes de la répression

Partout en France – et c'est de plus en plus nécessaire avec la répression – les compagnons communient aussi dans une même volonté de soulager la détresse de leurs frères de lutte victimes du pouvoir bourgeois, mais ils ne parviennent que très difficilement à faire fonctionner des caisses de solidarité comme celles qui existaient dans les années 1880, tandis que les journaux qui collectaient de l'argent (notamment au moyen de listes de souscriptions) pour aider les anarchistes en difficulté, disparaissent progressivement. Les compagnons continuent toutefois à organiser des quêtes dans les groupes, comme ces anarchistes de Reims qui décident en 1891 qu'en cas d'une condamnation de Decamp pour l'affaire du 1er mai 1890 « on fera une collecte[6] ». Ils envoient aux anarchistes qui en ont besoin l'argent récolté lors de soirées familiales, comme ces compagnons, qui, de Londres, expédient à Paris, au profit des détenus politiques, des fonds récoltés lors d'une fête tenue à l'Athénéum Muséum[7]. Ils font circuler des listes de souscriptions, comme ces anarchistes de Vienne (Isère), qui, au moment du procès des compagnons impliqués dans les événements du 1er mai 1890, en distribuent aux assistants « pour être mises en circulation dans les usines afin de ramasser l'argent nécessaire aux prévenus et à leurs familles », lesquelles « vont se rendre prochainement à Grenoble[8] ». Ils s'offrent aussi à prendre en charge la famille des compagnons tombés dans la lutte : ainsi quelques anarchistes de Reims chargent le camarade Foudrinier d'écrire à Paris pour demander à adopter la fille de Vaillant en janvier 1894[9]. Si nécessaire, ils servent encore d'intermédiaires entre les anarchistes détenus et leurs familles ; c'est par exemple le cas de ces compagnons grenoblois, qui visitent les compagnons viennois incarcérés à Grenoble et leur donnent des nouvelles de leurs familles : ainsi Henri Devise transmet les lettres de Madame Delalé à son mari emprisonné[10].

La fin des soirées de famille ?

Comme lors des années précédentes, les soirées de famille entretiennent elles aussi le compagnonnage anarchiste, mais, après avoir connu un certain succès à l'acmé du mouvement, elles semblent – sous bénéfice d'inventaire – avoir été beaucoup moins nombreuses à partir de 1893 à cause de la répression, les compagnons préférant se rencontrer par petits groupes dans des débits de boisson discrets.

4. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapport du 15 mars 1894.
5. A. D. de la Loire, 1 M 528, série de rapports datant de juin 1892.
6. A. D. de la Marne, 30 M 71, rapport du 9 mars 1891.
7. P. Po. B.A./77.
8. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 29 octobre 1890.
9. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapport du 20 janvier 1894.
10. A. D. de l'Isère, 75 M 6.

La vendetta anarchiste

Enfin, au début des années 1890, l'apparition d'une forme de vendetta anarchiste témoigne encore de la fermeture du milieu anarchiste. Alors qu'au cours des années précédentes, les propagandistes par le fait tentaient tout à la fois d'éduquer et de rallier au mouvement les masses laborieuses tout en terrorisant le bourgeois et en réalisant « un peu » de la révolution (c'est entre autres exemples le cas de l'attentat de la Bourse le 5 mars 1886), le début des années 1890 voit la naissance d'attentats différents ayant pour principal objectif de venger les compagnons victimes de la répression et de terroriser les serviteurs de l'État en la personne de magistrats ou policiers ayant eu affaire aux anarchistes. Avec ces attentats d'un nouveau genre, la dimension éducative de l'acte s'efface, tandis que le lien avec les masses exploitées tend à se rompre : en effet les propagandistes ne se font plus les porte-parole des exploités, mais exclusivement ceux d'un mouvement qui réclame vengeance, cela au prix même du sang ouvrier versé par exemple dans le restaurant Véry[11].

Ainsi, alors que la relation entre les révolutionnaires et l'autorité s'est brutalement tendue à Paris au début des années 1890, cette forme de propagande par le fait exclusivement terroriste et vengeresse naît de la condamnation des compagnons Dardare, Decamp et Léveillé après les événements du 1er mai 1890 à Paris, comme l'ont bien perçu des militants comme Jean Grave[12] :

> « Arrestations et condamnations suivaient leur cours, ne faisant qu'augmenter l'exaspération des anarchistes. La condamnation inique des manifestants de Clichy, surtout, avait porté cette exaspération à son comble. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Plusieurs compagnons, par solidarité, résolurent alors de venger leurs camarades. »

Lorsque dans la nuit du 9 au 10 juin 1891 – soit un mois après l'affaire du 1er mai 1890 – des inconnus essaient de faire sauter le commissariat de Levallois situé 41, rue de Rivay, c'est en effet un signe fort à l'adresse du commissaire Guilhem, qui a fait procéder aux arrestations de Dardare, Decamp et Léveillé : les compagnons ne resteront pas les bras croisés à attendre qu'on emprisonne et brutalise les leurs ; le 7 mars 1892, c'est le même message que Ravachol et ses comparses souhaitent délivrer aux autorités quand ils tentent de déposer une bombe devant la porte du même commissariat[13] :

> « Ravachol revendiquait avec force le caractère politique de ses actes et sa foi dans l'anarchie : "J'ai à dire les motifs qui m'ont déterminé. C'est : 1. Parce que monsieur Benoît avait été trop partial ; quand le jury avait, dans l'affaire Decamp-Dardare, demandé le minimum, monsieur Benoît a élevé la peine au maximum. 2. Parce qu'il n'a fait aucune attention aux violences exercées par les gardiens de la paix. On ne leur a pas seulement donné de l'eau pour laver leurs plaies. Quant à monsieur Bulot, il avait demandé la peine de mort contre Decamp qui est père de famille". »

Ils en seront empêchés par la présence d'un policier placé en faction[14], et, faute de pouvoir dynamiter le commissariat, le commando décide que « l'on attenterait aux jours de monsieur le conseiller Benoît, qui avait présidé les Assises de la Seine le 28 août 1891, et de monsieur le substitut Bulot, qui avait prononcé le réquisitoire dans la même affaire

11. Voir le chapitre de la deuxième partie consacré à la propagande par le fait.
12. Jean Grave, op. cit., p. 111.
13. La Gazette des Tribunaux du 27 avril 1892.
14. Ibid.

[l'affaire Decamp, Dardare et Léveillé][15] » et qui « avait demandé la peine de mort contre Decamp, qui est père de famille[16] ». De même, lorsque Meunier dynamite le restaurant Véry le 25 avril 1892, il s'agit pour lui et ses comparses de venger Ravachol, qui a été dénoncé par Lhérot, le garçon de café du restaurant, et de mettre en garde les mouchards qui s'apprêteraient à suivre l'exemple de Lhérot (on parlera désormais dans le milieu de « véryfication » pour qualifier ce type d'action punitive). Et l'attentat d'Émile Henry obéit encore pour partie au désir de vengeance. S'il a frappé comme il le dit lui-même à son procès, c'est entre autres pour venger les anarchistes, victimes de terribles représailles après l'attentat de Vaillant à la Bourse[17] :

> « J'avais assisté à la répression formidable qui suivit l'attentat du Palais Bourbon. Je fus témoin de mesures draconiennes prises par le gouvernement contre les anarchistes […] Vous aviez arrêté des centaines d'individus, vous avez violé bien des domiciles, mais il y avait encore hors de vos prisons des hommes que vous ignorez, qui dans l'ombre, assistaient à votre chasse à l'anarchie pour à leur tour chasser les chasseurs. »

Enfin, les attentats du faubourg Saint-Martin et de la rue Saint-Jacques en février 1894 sont de la même veine, puisqu'ils visent le commissaire Dresch, celui-là même qui a arrêté Ravachol, ainsi que le commissaire Belovino, un temps en poste à Saint-Denis, qui, lui aussi, a eu affaire aux anarchistes[18]. Et dans leur ensemble, de 1893 à 1894, les compagnons soutiennent d'ailleurs ces actes de vengeance : en 1892, l'anarchiste Etiévant de Clichy est partisan d'un attentat contre l'ambassade d'Espagne pour venger la mort des anarchistes de Xérès[19] ; en 1893, la Révolte proclame que le « sang des martyrs » est « une semence de révoltés[20] » ; en 1894, plusieurs anarchistes de Reims affirment qu'ils vengeront Vaillant s'il est condamné à mort[21] ; enfin, selon un rapport de mai 1894, « le mot d'ordre est aujourd'hui dans les sphères anarchistes : conspirer dans l'ombre, venger les martyrs de la cause, et propagande par le fait[22] ». Par ailleurs, il faut noter que les anarchistes qui meurent pour la cause incitent eux-mêmes les compagnons à suivre leur exemple, comme Vaillant, qui monte courageusement à l'échafaud et dont la dernière parole est : « Vive l'anarchie ! Ma mort sera vengée[23] ! »

Vers une redéfinition de l'identité anarchiste : l'anarchiste, un terroriste

Non seulement les années 1890-1894 sont celles de l'approfondissement du compagnonnage anarchiste, mais elles sont également celles d'un repli identitaire pour les compagnons : comme l'écrit Gaetano Manfredonia, c'est en effet à cette époque que « l'altérité » anarchiste en tant qu'expression d'une « radicalité militante[24] » s'exprime le plus clairement. Les références du mouvement sont de moins en moins les références

15. Ibid.
16. Ibid.
17. La Gazette des Tribunaux des 28 et 29 avril 1894.
18. P. Po. B.A./141-142.
19. P. Po. B.A./77, rapport du 15 février 1892.
20. La Révolte n°11, du 23 novembre au 1er décembre 1893 : « L'Anarchie s'impose. »
21. A. D. de la Marne, 30 M 75, rapport du 11 janvier 1894.
22. P. Po. B.A./79, rapport du 14 mai 1894.
23. Cité par Jean Maitron, op. cit., tome 1, p. 235.
24. Gaetano Manfredonia, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », op. cit., p. 243 sq.

républicaines, et ce n'est pas par hasard si la mémoire collective n'a retenu de l'anarchiste – entré vraiment dans l'histoire de France avec les attentats sanglants du début des années 1890 – que l'image du dynamiteur : les compagnons eux-mêmes ont contribué à forger cette image et se perçoivent comme tels à cette époque.

« Marianne la salope »

Comme l'écrit Gaetano Manfredonia, un « fossé de plus en plus grand se creuse » en effet au début des années 1890 entre les anarchistes d'un côté et les institutions républicaines de l'autre, cela à la suite d'événements comme la fusillade de Fourmies ou comme le scandale de Panama[25], mais surtout, avec la répression de plus en plus violente dont l'ensemble de l'extrême gauche est victime dans les années 1890-1894 : cette prise de distance est perceptible à travers des articles comme « Marianne la salope », paru dans le numéro 221 du Père Peinard (11 au 18 juin 1893), ou comme « Fête noire [il s'agit du 14 juillet] », paru dans le numéro 175 du même journal (24 au 31 juillet 1892).

L'anarchiste, un terroriste ?

En même temps, au cours de ces années, les chantres du mouvement anarchiste tendent à radicaliser davantage encore la culture politique du mouvement, notamment en glorifiant avant tout l'acte terroriste et le martyre.

Ainsi, parmi les événements qui donnent surtout lieu à commémorations au sein du mouvement, on trouve des fêtes organisées en souvenir de l'assassinat d'Alexandre II, comme le montre un rapport du 14 mars, qui mentionne « salle Gaucher, 46, rue de la Montagne Sainte-Geneviève, le meeting du "Groupe la Guerre sociale" avec le concours des anarchistes et des révolutionnaires indépendants de la rive gauche, pour célébrer l'anniversaire de "l'exécution du pendeur Alexandre II[26]" ». On célèbre aussi les anarchistes morts pour la cause, comme les pendus de Chicago, en mémoire desquels les compagnons du 12e arrondissement de Paris organisent par exemple un meeting de protestation le 17 novembre 1890[27].

Surtout, on s'efforce de constituer un martyrologe anarchiste, et l'exécution des compagnons de Xérès est l'occasion de poursuivre la construction de ce martyrologe : leur mort s'inscrit dans une histoire du mouvement jalonnée par d'autres morts violentes et courageuses que le mouvement revendique, comme le montre un article de la Révolte paru en février 1893[28] :

> « Nos amis [les anarchistes de Xérès] on se le rappelle, sont morts comme des anarchistes victimes de la bourgeoisie […]. Cette même bourgeoisie qui fit garrotter nos amis de Xérès, fit exécuter par le grand-père du Teigneux, Guillaume II, notre camarade Reinsdorff, cette même bourgeoisie qui fit pendre le 11 novembre 1887 à Chicago les compagnons Spies, Parsons, Engels et Fischer et fut la cause du suicide de Lingg, qui, plutôt que de livrer son corps d'homme aux bourreaux, préféra se faire sauter la cervelle en écrasant entre ses dents une cartouche de fulminate. C'est encore cette même bourgeoisie qui fit pourrir dans les prisons de la Passanante […]. Prenez garde, oh ! bourgeois, que le sang de ces autres victimes ne jaillisse sur vous sous une autre forme. »

25. Gaetano Manfredonia, Études sur le mouvement anarchiste en France… tome 3, p. 234.
26. P. Po. B.A./76.
27. Ibid.
28. La Révolte, n° 4 du 4 février 1893, « Nos Martyrs ».

Quant à Ravachol, il prend une bonne place dans ce martyrologe au début des années 1890, même si le processus d'héroïsation d'un homme reconnu aussi comme un assassin doublé d'un voleur put prendre son temps. Si l'on considère les journaux des compagnons – à l'exception de la Révolte – ils se firent immédiatement l'avocat du dynamiteur, excusant son passé et le réhabilitant. C'est par exemple le cas du Père Peinard, qui adopte tout de suite Ravachol et ne cesse, à chaque fois que l'occasion s'en présente, d'exalter les qualités du dynamiteur ainsi que sa foi dans l'anarchie. Au moment de l'arrestation de celui-ci, alors qu'il en reste encore un inconnu pour le mouvement, il loue sa force physique en n'hésitant pas, si besoin est, à inventer des détails qui feront frémir ses lecteurs crédules [29] :

> « Ça [l'arrestation de Ravachol] ne s'est pas fait en douce nom de Dieu ! Il leur a bougrement donné du fil à retordre : On l'a porté au poste plutôt qu'on ne l'a trimbalé. Et la, Dame ! y a eu un passage à tabac faramineux. Mais Ravachol ne perdait pas le nord : à un moment, il a pu choper le coupe-choux d'un flic et il ne s'en est guère fallu qu'il en éventre un ou deux. »

Deux mois plus tard, après que Ravachol se fut distingué au moment de son procès, le Père Peinard, plus enthousiaste que jamais, se réjouit de voir la peur que le propagandiste fait encore aux bourgeois alors qu'il croupit dans un cachot [30] :

> « "Ravachol…" Nom de Dieu, voilà un nom bougrement sonore. Rien qu'à entendre ces trois syllabes "Ra-va-chol" les jean-foutre serrent les fesses et s'en vont aux goguenots […]. Il est au clou, emboîté dans une cellule infecte, où l'eau pisse de tous côtés, où il n'y a pas deux liards de lumière ; on le nourrit avec de l'eau de vaisselle, des fayots pourris et du pain de féveroles moisis ; quoique ça, c'est lui qui fout la trouille à l'armée de jean-fesses qui se disent jugeurs. »

Enfin, au moment de son exécution, le journal exalte encore le courage du dynamiteur face à la mort [31] :

> « […] Tranquille, le gars s'habille ; au lieu des frusques de la prison, on lui fout ses anciens habits. Et lui de dire en gouaillant : "on me fait bien coquet, on dirait que je vais au bal". […] il est calme avec un petit air blagueur […]. La guillotine est à une centaine de mètres, Ravachol l'a juste en face : le couteau est tout en haut, bien luisant – ça ne l'émotionne pas plus que le reste. »

Il va même jusqu'à inventer une série de supplices qu'on lui aurait fait subir le jour de son exécution :

> « Il s'est passé des horreurs que personne n'a connues et il s'en est bougrement fallu de peu pour que Ravachol ait l'air d'aller à la guillotine la trouille au ventre […]. Les crapulards ne voulaient pas que leur victime meure en anarcho. Pour ça, ils ont usé d'un truc abominable : quand on lui a fait sa toilette, on lui a attaché comme c'est l'habitude, les mains derrière le dos, mais les cochons ne se sont pas contentés de ça ! quoique ficelé, il eût pu respirer et se mouvoir sans douleur. C'est ce qu'ils ne voulaient pas, nom de Dieu. Alors, on lui a attaché les couilles et on a ramené la corde par-derrière pour la fixer à ses mains. De la sorte, il y avait plus mèche qu'il bouge sans faire d'horribles grimaces arrachées par la souffrance. Les jean-foutre avaient compté sans l'énergie de Ravachol. »

29. Le Père Peinard, n° 160, 17 avril 1892.
30. Le Père Peinard, n° 171, 26 juin au 3 juillet 1892.
31. Le Père Peinard, n° 176, du 31 juillet au 7 août 1892.

Et quand il commença à chanter[32] :

> « […] pour lui clouer le bec, ils n'ont fait ni une ni deux, ils lui ont sauté à la gargamelle et lui ont serré le cou à l'étrangler. Que pouvait faire le malheureux ficelé comme un saucisson ? Bast, rien n'y a fait, le gars a continué à chanter le Père Duchesne jusqu'au pied de la guillotine. »

Pour le Père Peinard, Ravachol, supplicié et mort pour l'anarchie, est donc déjà un martyr, ce que ne manque pas de suggérer un dessin paru en première page du journal en 1892 : il représente en arrière-plan tous les martyrs de l'anarchie illuminés par le soleil – on distingue entre autres les pendus de Chicago –, tandis qu'au premier plan se dresse la guillotine, avec dans le panier, la tête de Ravachol[33].

De son côté, la Révolte se montra d'abord très défiante à l'égard de Ravachol, présenté comme un voleur criminel et un mouchard lorsqu'elle aborde les faits qui lui sont reprochés dans deux articles parus en janvier 1892 et intitulés « l'Affaire de Chambles[34] », ainsi que dans une note parue dans la rubrique « Mouvement Social en France » du numéro 30 du journal daté du 23 au 30 avril 1892 :

> « […] notre opinion sur le meurtre de Chambles et tous les actes pareils […] reste absolument celle que nous avons exprimée alors, sous la fraîche impression du procès. »

Mais cette méfiance s'évanouit progressivement, au fil des deux procès de Ravachol, et la Révolte réhabilite définitivement l'homme dans un article intitulé « Le procès de Montbrison », paru la semaine du 1er au 7 juillet 1892, dans son numéro 40. La Révolte fait alors feu de tout bois pour défendre le dynamiteur : elle fait appel au domaine de l'éthique et de la philosophie dans un article signé « Vulgus » et intitulé « Ce qu'il aurait dit », paru la semaine du 13 au 19 août 1892 dans le supplément littéraire du numéro 46 :

> « Je vais mourir [c'est Ravachol qui est censé parler afin de vous initier à une morale nouvelle ; et différente en tout, de celle que vos affameurs font enseigner à vos enfants dans leurs écoles]. […] si vous manquez d'ouvrage ou si la besogne à laquelle vous vous exténuez ne peut suffire à vous alimenter ; n'hésitez pas ! asseyez-vous à la table de force et piquez dans le plat, mais avec discernement car la vie humaine est sacrée […] c'est pour cette raison que, poussant les conséquences de ce principe jusqu'aux dernières limites, j'ai d'abord voulu dépouiller les cadavres. Ensuite […] j'ai choisi l'être vivant le plus répulsif [l'ermite de Chambles]. »

Toujours dans la Révolte (numéro 49 du 3 au 9 septembre 1892), dans un article intitulé « Entretien sur la vie et la mort de Ravachol » écrit par un positiviste et un autre personnage que Pierre Quillard appelle « l'instinctif », Pierre Quillard, un philosophe, un juriste, un poète, une jeune femme, justifient l'action de Ravachol en montrant le caractère arbitraire des lois et le caractère conventionnel des notions du bien et du mal. Et finalement le journal en fait un nouveau martyr du mouvement, comme on peut le constater dans un article intitulé « Le Rire de Ravachol », écrit par Victor Barrucand et paru la semaine du 6 au 12 août 1892, numéro 45, dans le supplément littéraire du journal :

32. Illisible dans la photo fournie à lea bibliothécaire.
33. Le Père Peinard n° 178 du 14 au 21 août 1892.
34. Le premier paraît dans le n° 16 du 9 au 15 janvier 1892, et le second, dans le n° 17, du 16 au 22 janvier 1892.

> « Ravachol apparaîtra peut-être un jour comme une sorte de Christ violent, tel que son temps et le milieu qu'il traversa le pouvait produire et point si inférieur aux idéaux désirables. On le rapprochera peut-être de cet autre supplicié – Jésus le Galiléen – qui a quelques égards fut anarchiste, ainsi que le constate Ernest Renan. »

Par ailleurs, en même temps que le mouvement se replie sur lui-même, les compagnons, malgré leurs dissensions, se montrent prêts à s'unir pour faire face à la « République bourgeoise ».

Vers « l'union sacrée »

À la charnière des années 1890, le mouvement anarchiste est dans un premier temps traversé par un certain nombre de débats qui semblent pouvoir emporter sa cohésion. Parmi ces débats, on trouve : la question de la reprise individuelle, déjà abordée dans les années 1880 ; un débat neuf qui s'ouvre au sein du mouvement en 1890 sur les limites de l'action terroriste ; la question de la participation ou non des anarchistes à la journée du 1er mai, question posée depuis que Raymond Lavigne, délégué du parti ouvrier et des syndicats de la Gironde, a fait adopter au Congrès international de Paris, en juillet 1889, l'internationalisation de cette journée (la première manifestation à date fixe du prolétariat organisé a d'ailleurs été décidée pour le 1er mai 1890) ; enfin, une réflexion sur la grève générale, dont Joseph Tortelier, du syndicat des menuisiers, se fait l'infatigable propagandiste à partir de 1888, relayé ensuite par Fernand Pelloutier.

Ces débats, qui donnent lieu à des discussions passionnées, font émerger trois grandes tendances au sein du mouvement anarchiste. Une première tendance – regroupant sans doute une majorité de compagnons – qui préconise l'action individuelle violente, que cela soit sous la forme de la reprise individuelle ou de l'attentat terroriste. Une seconde tendance – il s'agit sans doute là d'une minorité d'anarchistes – qui dénonce la reprise individuelle, le terrorisme, et demande aux compagnons de s'investir davantage dans le mouvement ouvrier et les formes d'action collective. Enfin, des compagnons – combien sont-ils ? – qui ne souhaitent pas que le mouvement se divise sur ces questions et qui privilégient la voie du consensus.

À la charnière des années 1880-1890 : trois grandes tendances au sein d'un mouvement menacé de se fragmenter

À la charnière des années 1880-1890, nombre de compagnons préconisent avant tout l'action individuelle et violente, comme le montre par exemple un rapport du 2 octobre 1890 :

> « À la réunion de la bourse du Travail de mardi dernier organisée par les hommes de peine, les compagnons Baudelot, Pas d'erreur, Tortelier, Courtois, Martinet, Charveron, Louvet […], Marc Alfred et Piccinelli ont pris la parole. À part les compagnons Tortelier et Louvet qui approuvent la grève générale comme moyen d'agir, les autres orateurs pressent l'action individuelle, et surtout la propagande par le fait […] À l'issue de cette réunion, Piccinelli s'est mis à l'œuvre pour former un groupe d'action […]. »

Et cette radicalisation des compagnons parisiens obéit, semble-t-il, à trois impulsions. D'abord, des événements extérieurs qui excitent le bellicisme des compagnons, comme l'exécution du général Seliverstoff[35] :

> « L'exécution du général Seliverstoff est l'objet depuis quelques jours de toutes les conversations des anarchistes qui saluent cet événement comme un réveil d'une ère toute révolutionnaire. Aussi dans tous les groupes et les réunions anarchistes on fait des vœux pour que l'exemple soit suivi les deux mondes par les esclaves de l'autorité et du capital. »

Ensuite, l'influence de quelques anarchistes étrangers, notamment italiens, qui savent rallier une très grande partie des compagnons parisiens à l'action terroriste : lors des discussions engagées salle Horel sur l'entrée des anarchistes dans les syndicats corporatifs, ce sont les Italiens, qui, au premier chef, poussent les compagnons à l'action individuelle violente en les détournant des syndicats[36] ; au cours des débats qui ont lieu au sein des groupes anarchistes parisiens sur l'utilité de la grève générale, on trouve encore une fois les Italiens au premier rang de ceux pour lesquels la seule action envisageable est l'action terroriste[37] ; par ailleurs, de nombreux rapports signalent encore leur violence verbale au cours de diverses réunions[38], tandis qu'en novembre 1890, pour « montrer leur activité » aux autres anarchistes, ces Italiens constitués en groupe secret (« La Mafia ») confectionnent même une petite bombe[39]. Enfin, les rigueurs de la répression, qui poussent les compagnons à réagir en transformant le mouvement en organisation de combat leur permettant de se livrer à la préparation d'attentats terroristes[40] :

> « D'un accord commun, les anarchistes reconnaissent aujourd'hui que l'organisation actuelle de leurs groupes laisse fort à désirer ; en effet, on s'aperçoit que la propagande révolutionnaire n'a été jusqu'ici que nullement théorique ; quant à la propagande d'action, elle a toujours été décidée par précisément ce à quoi l'on veut remédier. Pour cela, il a été décidé de créer dans les divers quartiers de la capitale des groupes fermés, et bien résolus seulement de huit à dix compagnons, se connaissant tous, par des écrits ou par les discours, mais par des actes. On s'occuperait tout d'abord dans ces petits comités, de la fabrication d'engins explosibles ; ensuite, on donnerait à l'instar de Padlewski, quelques exemples d'exécution. En outre, chaque groupe se réunirait clandestinement dans un endroit connu des seuls initiés. Le jour et l'heure de la réunion seraient fixés d'avance. »

En même temps, ces compagnons refusent toutes formes d'action collective et s'opposent à ceux qui souhaitent l'entrée des anarchistes dans les syndicats : ainsi au congrès de Lyon organisé par Jahn en automne 1890, le recours à l'action collective donne lieu à des débats très animés[41] ; de même, en octobre 1890, un rapport de police signale encore que la lecture des articles de Kropotkine parus dans la Révolte sur l'entrée des compagnons dans les syndicats cause un « vif émoi[42] » dans le milieu, et qu'on crie « presque à la trahison[43] ».

35. P. Po. B.A./76, rapport du 29 novembre 1890.
36. P. Po. B.A./76, rapport du 2 juillet 1890.
37. P. Po. B.A./76, rapports du 29 juillet et du 22 octobre 1890.
38. P. Po. B.A./76, rapport du 11 novembre 1890.
39. P. Po. B.A./76, rapport du 5 décembre 1890.
40. Illisible dans la photo fournie à lea bibliothécaire.
41. A. D. de la Loire, 75 M 2.
42. P. Po. B.A./76, rapport du 23 octobre 1890.
43. Ibid.

Mais si une majorité de compagnons préconise l'action individuelle et violente au début des années 1890, il en va très différemment à la même époque d'une minorité d'individus dont la Révolte se fait le porte-parole, qui demandent au contraire aux anarchistes de s'investir davantage dans des formes d'action collectives.

La Révolte tente en effet de réorienter l'action des compagnons vers les masses en argumentant dans trois directions : d'abord, en mettant les compagnons en garde contre une action terroriste, qui, à elle seule, ne peut faire aboutir la révolution sociale (cette mise en garde est plus tardive qu'on ne l'a dit car elle est réellement repérable dans les sources à l'automne 1890, quand Kropotkine s'élève contre « l'illusion que l'on puisse vaincre les coalitions d'exploiteurs avec quelques livres d'explosifs[44] »). Ensuite, en condamnant sans ambages la reprise individuelle[45] : ainsi, dans une série d'articles datant du début de l'année 1891, considérant tour à tour la question sous différents angles et tentant d'envisager toutes les objections qu'on peut lui faire, le journal essaie de montrer que le vol ne peut en aucun cas être un acte révolutionnaire ; il n'est qu'un acte de survie sociale[46], lâche par essence, avilissant l'âme et ne pouvant donc prétendre avoir une portée révolutionnaire[47]. Surtout, la Révolte tente de démontrer qu'on ne peut faire une révolution qui a pour perspective la rupture totale avec le monde tel qu'il est en recourant au vol, vol qui participe étroitement du fonctionnement de la société que l'on veut détruire, comme en témoignent trois articles : l'un intitulé « Encore la Morale II » (la Révolte, numéro 12, du 12 au 18 décembre 1891) ; le second intitulé « Encore la Morale III » (la Révolte, numéro 13 du 19 au 25 décembre 1891) ; le troisième intitulé « Un éclaircissement » (la Révolte, numéro 14, du 28 décembre au 1er janvier 1892). Et ces critiques sévères n'ont d'autre but que de moraliser le mouvement à une époque où, sous couvert d'anarchie, des gredins de toutes espèces pénètrent ses structures, comme l'indique un article postérieur[48] :

> « Il se produit en ce moment parmi les anarchistes une évolution fort intéressante […]. Il ressort en effet très clairement que la Révolte, obéissant à Kropotkine, a adhéré à la doctrine préconisée par Malatesta et Merlino, qui est le rapprochement des anarchistes avec les syndicats ouvriers dans le but de créer une propagande plus sérieuse et plus effective que celle qui a eu jusqu'à présent. Voilà le but avoué. Il en existerait un autre que les évolutionnistes n'avouent pas, mais qui, pour beaucoup indiscutable, c'est de se débarrasser de l'élément fainéant des "estampeurs", des filous, qui, à présent, constituent la majorité des groupes anarchistes. »

Enfin, la Révolte pousse les compagnons vers les masses. En effet, si dans un premier temps, au début des années 1880, l'action individuelle a été nécessaire pour réveiller les masses, c'est dans un second temps avec les masses que se fera la révolution, comme le signale le journal dès mars 1890[49] et comme le rappelle Jean Grave en mars 1891 lorsqu'il écrit que « l'idée anarchiste et communiste » doit pénétrer « dans les masses[50] ». Les compagnons iront donc à la rencontre de ces masses en entrant dans le mouvement

44. Jean Maitron, op. cit., tome 1, p. 260 : « C'est au cours de l'année 1888 que prend fin dans les journaux anarchistes la propagande suivie en faveur du terrorisme. »
45. Jean Maitron, op. cit., tome 1, p. 266.
46. P. Po. B.A./76, rapport du 30 mai 1890.
47. La Révolte, n° 9, 21-27 novembre 1891.
48. Article intitulé « Encore la Morale », publié dans le n° 11 de la Révolte paru la semaine du 5 au 11 décembre 1891.
49. P. Po. B.A./77, rapport du 30 septembre 1892.
50. La Révolte, n° 36, du 24 au 30 mai 1890.

corporatif[51], ou encore en participant à la manifestation du 1er mai, une manifestation sur laquelle la Révolte donne clairement son point de vue dans une série d'articles : elle incite les anarchistes à participer à cette manifestation à condition de la dépouiller de tout caractère légal, autoritaire et servile[52], une manifestation au cours de laquelle ils doivent rester eux-mêmes[53], une manifestation qui est l'occasion pour eux de prendre leur destin en main[54], « d'élargir le mouvement[55] », et, à partir de ce qui devrait devenir une grève générale, de déclencher la révolution[56].

Entre les partisans de l'action individuelle et ceux de l'action au sein des masses laborieuses, le Père Peinard exprime quant à lui la voix du consensus. Tout au cours de ces années, le Père Peinard ne critique en effet ni le vol, ni la propagande par le fait. Il se montre favorable à la manifestation du 1er mai en incitant dès avril 1890 les anarchistes à y participer pour faire de cette journée une journée révolutionnaire[57] ; le 1er mai doit en effet être le rendez-vous du peuple[58] au cours duquel les anarchistes de Chicago devront marcher dans les esprits des compagnons, et le journal se félicite des débordements qui ont eu lieu en mai 1890[59] ainsi qu'en mai 1891[60]. Comme la Révolte, il est pour la grève générale, à condition qu'elle soit une grève insurrectionnelle[61], mais à aucun moment il ne critique la propagande par le fait.

À Paris, c'est donc probablement à cause de ces divergences que les rapports entre les anarchistes de la Révolte et les compagnons de la salle Horel se tendent au début de l'hiver 1890, comme en témoigne un rapport du 29 novembre 1890 qui montre que Grave refuse d'insérer dans la Révolte les convocations du « Cercle international[62] » et que le « Cercle » le met en demeure de s'exécuter[63] :

> « [la réunion du Cercle international] bien que pas annoncée comme d'habitude dans la Révolte a été très nombreuse et très orageuse. Plus de 250 compagnons de toutes les langues étaient présents […]. La séance a été ouverte par le compagnon Laurens qui a prononcé un violent réquisitoire contre Grave, gérant de la Révolte, à cause de la mauvaise volonté qu'il met à publier les convocations anarchistes et pour avoir surtout refusé d'insérer la dernière réunion du cercle international. Grave a été traité de lâche et de charogne. Ensuite on a rédigé une nouvelle convocation du cercle pour dimanche prochain et on l'a envoyée à Grave avec mise en demeure de la publier […]. »

Selon de nombreux indicateurs de police, c'est encore à cause de ces questions qu'une scission semble se dessiner à cette époque chez les anarchistes[64] :

> « Les discussions assez violentes qui ont eu lieu au sein des groupes pourraient n'être que le prélude à une brisure en deux tronçons anarchistes. Jusqu'à présent, l'autonomie absolue des groupes, autonomie proclamée à coups de trompette dans toutes leurs réunions, tous subissent l'influence prédominante de

51. La Révolte, n° 32, du 18 au 24 mars 1891, cité par Jean Maitron, op. cit., p. 260.
52. P. Po. B.A./76, rapport du 23 octobre 1890.
53. La Révolte, n° 30 du 22 au 30 avril 1890 : « Pour 1er mai ».
54. La Révolte, n° 7, du 24 au 31 octobre 1890 : « Le 1er mai 1891 II ».
55. La Révolte, n° 34, du 2 au 8 mai 1891 : « Le 1er mai ».
56. La Révolte n° 30 du 3 au 10 avril 1891 : « Le 1er mai ».
57. Le Père Peinard, n° 33 du 3 au 9 mai 1890 : « Le 1er mai 1886 à Chicago ».
58. Le Père Peinard, n° 56 du 6 avril 1890 : « La manifestation du 1er mai ».
59. Le Père Peinard, n° 108 du 12 au 19 avril 1891 : « Le premier mai ».
60. Le Père Peinard, n° 11 du 3 au 10 mai 1891 : « Le 1er mai 1886 à Chicago ».
61. Le Père Peinard, n° 45 du 12 avril 1890 : « La Grève générale ».
62. P. Po. B.A./76.
63. P. Po. B.A./76, rapport du 29 novembre 1890.
64. P. Po. B.A./76, rapport du 23 octobre 1890.

Kropotkine. On ne le discutait pour ainsi dire pas. Voilà qu'il n'en est plus de même. »

C'est encore dans ce contexte qu'il faut comprendre l'enthousiasme que la parution du journal L'Internationale, à Londres, suscite chez les compagnons parisiens, un journal qui annonce une nouvelle ère pour l'anarchie, loin « des avachissements creux de la Révolte », un journal pour lequel les anarchistes parisiens effectuent des collectes de fonds[65]. Enfin, c'est probablement à cause de ces dissensions que, selon un rapport du 12 août 1891, « le tirage de la Révolte arrive à peine aujourd'hui à 3 500 exemplaires, tandis que le Père Peinard dépasse 16 000 », et que « dans toutes les réunions anarchistes des groupes parisiens on ne s'occupe que de la transformation du Père Peinard en journal quotidien[66] ».

Autour des attentats de mars-avril 1892 : la radicalisation des positions ?

Et les attentats de mars-avril 1892 éloignent encore ces deux tendances l'une de l'autre.

Le débat sur le vol témoigne ainsi de cette opposition entre tenants d'une approche sociale et anarchistes plus « individualistes ». Certains anciens voleurs comme Gustave Mathieu tentent par exemple de montrer en 1892 que Ravachol n'a ni volé ni tué par vice, mais par esprit révolutionnaire[67] ; par ailleurs, les esprits s'échauffent lorsqu'on aborde cette question comme le montre le déroulement de nombreuses réunions publiques[68].

Le débat sur le 1er mai participe aussi de ces tensions, d'une part entre les compagnons Malato, Pouget, Constant Martin, Broust, Tortelier, Prolo, Émile Henry, et Chiroky, qui affirment la nécessité pour les anarchistes de participer à cette manifestation dans le numéro 20 de la Révolte du 5-11 avril 1892[69], et d'autre part le compagnon Sébastien Faure, qui, arrivé à Marseille pour relancer l'anarchisme à la demande des anarchistes locaux, s'engage contre le 1er mai[70] et appelle les compagnons de toute la France à mener une campagne contre cette journée au cours d'une série de conférences terminée par une réunion régionale à Lyon. Il écrit ainsi une lettre aux compagnons du Falot cherbourgeois en janvier 1892, dans laquelle il expose longuement son point de vue qui se fonde sur un certain credo anarchiste : il prend parti contre cette journée en raison de ses origines marxistes ; en raison de la date fixe à laquelle elle a lieu ; en raison de l'allure pacifique, légalitaire et officielle des pétitions présentées ; en raison de sa périodicité, qui ressemble à une réhabilitation du suffrage universel ; en raison de la participation collective, qui détruit toute spontanéité et toute initiative individuelle, et enfin en raison de l'absurdité des objectifs poursuivis : la journée de huit heures[71].

Par ailleurs, la question de l'entrée des anarchistes dans les syndicats divise plus que jamais les compagnons. De Londres où ils se sont réfugiés, certains d'entre eux comme Malatesta, Malato, Kropotkine ou Louise Michel invitent les anarchistes à s'engager dans les syndicats[72]. Mais ces appels ne sont pas sans susciter des réticences importantes

65. P. Po. B.A./76, rapport du 20 juin 1890.
66. P. Po. B.A./77.
67. L'En Dehors, n° 61 du dimanche 3 janvier 1892, « Les Petits Ravachols grandiront ».
68. P. Po. B.A./77, rapports du 19 juin et du 22 juillet 1892.
69. Jean Maitron, op. cit., tome 1, p. 204.
70. René Bianco, op. cit., p. 108 sq.
71. Lettre de Sébastien Faure datée du 26 janvier 1892.
72. A. N. F7 12507.

au sein du milieu, comme le montre, entre autres, une réunion parisienne de juin 1890 rassemblant 80 compagnons [73] :

> « Sur ce point les opinions sont partagées. Certains trouvent que l'on pourrait faire quelque chose avec les syndicats. D'autres au contraire opposent aux principes anarchistes […]. »

Enfin, la propagande par le fait reste le point de cristallisation des tensions, ce que nous montre l'étude du milieu anarchiste parisien à cette époque. En effet, tandis que certains compagnons parmi les plus anciens « désapprouvent ce type d'action et veulent porter la question de la propagande par le fait salle Horel pour réexpliquer ce que doit être un acte de propagande par le fait [74] », d'autres « la défendent envers et contre tout [75] » : c'est par exemple le cas d'un grand nombre d'anarchistes parisiens en juillet 1892, qui la juge indispensable parce qu'il faut venger par tous les moyens les compagnons tombés, comme l'exprime par exemple un rapport de juillet 1892 [76] :

> « On parle fort dans le monde anarchiste, de venger Ravachol. Quel moyen emploiera-t-on pour cela ? Il sera difficile de le dire car l'action sera individuelle. »

Et d'ailleurs dès juin 1892, « tous les anarchistes » – en fait la base militante – de Paris seraient convaincus de l'efficacité de la seule propagande par le fait [77] :

> « Dans ces réunions on parle beaucoup d'une nouvelle campagne de propagande par le fait, reconnue par tous les anarchistes comme la seule et unique arme pour combattre efficacement la bourgeoisie. »

C'est pourquoi à la même époque, ils veulent tout faire pour la propager au sein des milieux populaires [78], comme en témoigne d'ailleurs un certain nombre de meetings ou de réunions à cette époque [79].

Par ailleurs, avec ces attentats, les positions défendues par certains journaux anarchistes évoluent elles aussi et témoignent d'un durcissement du débat.

Au cours de ces années, le Père Peinard campe quant à lui sur des positions inchangées, qu'il exprime parfois avec prudence lorsqu'il s'agit de sujets sensibles comme le terrorisme anarchiste, ce surtout en raison des nouvelles lois sur la presse [80]. Et c'est sans doute en partie à cause de ces lois que Jean Maitron écrit [81] :

> « Dès lors [après avril 1892] et durant toute la période tragique, jamais il ne se trouvera un journal anarchiste pour faire sans réserve l'apologie du terrorisme. Pour qui sait lire entre les lignes, c'est sa condamnation qui y sera prononcée. »

L'affaire Ravachol conduit le Père Peinard à justifier le crime et la reprise individuelle, parce que Ravachol a agi en raison de l'injustice sociale et parce que c'est à la société qu'il faut demander des comptes [82] – ce que fait ainsi l'auteur d'un article intitulé « Grisou

73. P. Po. B.A./76, rapport du 30 juin 1890.
74. P. Po. B.A./77, rapport du 19 mars 1892.
75. Ibid.
76. P. Po. B.A./77, rapport du 13 juillet 1892.
77. P. Po. B.A./77, rapport du 28 juin 1892.
78. P. Po. B.A./77, rapport du 8 juin 1892.
79. P. Po. B.A./77-78, rapports du 19 juin 1892, du 17 août 1892, du 27 février 1893 et du 15 novembre 1893.
80. Article intitulé « Nouvelles Lois », Le Père Peinard, paru la semaine du 10 au 27 avril 1892.
81. Jean Maitron, op. cit., tome 1, p. 260.
82. Le Père Peinard, n° 171 du 13 au 19 juin 1892, « Ravachol ».

et dynamite » paru la semaine du 20 au 27 mars 1892 dans le numéro 157 du journal, qui prend habilement la défense des propagandistes ayant agi en comparant le coup de grisou qui fit 157 victimes dans la mine d'Anderlues, à la dynamitade du boulevard Saint-Germain, qui ne fit pas de victime et qui visait l'odieux magistrat Benoît. Concluant son article par ces mots : « qui mérite la guillotine ? », il laisse le lecteur en juger. Il applaudit également aux conséquences des « dynamitades » de mars 1892, lorsque les propriétaires ou les locataires d'immeubles dans lesquels habitent des magistrats déménagent [83], ou de l'explosion chez Véry [84]. Enfin, il approuve l'action des anarchistes au sein des masses ouvrières : il approuve ainsi la grève générale [85] et incite les compagnons à participer au 1er mai, dont ils devront faire une journée révolutionnaire [86] au lieu de penser à nocer [87].

En revanche, si l'attitude du Père Peinard est restée inchangée, il n'en va pas de même pour la Révolte, qui n'est pas étrangère à ce regain de tensions au sein du mouvement. En effet, si l'« affaire » Ravachol amène la Révolte à nuancer un peu son point de vue sur la reprise individuelle (cette réhabilitation implicite de la reprise individuelle est liée à la nécessité dans laquelle elle se trouve de défendre Ravachol contre les attaques de la presse bourgeoise), il n'en va pas de même lorsqu'il est question de la propagande par le fait, car les attentats terroristes et vengeurs de mars et avril 1892 fournissent au journal une nouvelle occasion de préciser ses critiques sur le terrorisme anarchiste. Si la Révolte prend la défense des auteurs inconnus de l'attentat du boulevard Saint-Germain en répondant aux critiques que certains journaux bourgeois et que certains socialistes adressent au propagandiste en l'accusant de lâcheté et de cruauté [88], si elle reconnaît la nécessité de l'acte de révolte individuel dans l'optique d'une stratégie ayant pour objectif le déclenchement de la Révolution [89], elle se désolidarise simultanément de l'action telle que l'ont engagée les propagandistes de mars 1892 dans une série d'articles dans lesquels elle regrette que les attentats aient fait des victimes innocentes et n'aient pas atteint leur but [90], dans lesquels elle nie l'efficacité des bombes [91], dénonce une action qui risque de couper l'anarchie du peuple [92], qui ne sert plus les intérêts de l'ensemble de la masse laborieuse [93], et insère des communications de groupes allant dans le même sens [94]. Et au cours de l'année 1892, le journal réaffirme encore comme alternative au terrorisme la nécessité pour les anarchistes d'agir au sein des masses [95], de pénétrer les groupements ouvriers [96], une tactique qui, selon le journal, s'impose alors aux compagnons du monde entier « dans un ensemble frappant [97] ». La Révolte incite donc les compagnons à s'investir dans le mouvement ouvrier gréviste [98]. Là, au sein du peuple, le propagandiste partagera sa vie de labeur et de privation [99]. Il saura se rendre nécessaire

83. Le Père Peinard, n° 169 du 24 avril au 1er mai 1892.
84. Le Père Peinard, n° 165 du 13 au 22 mai 1892, « Crevaison ».
85. Le Père Peinard, n° 181 du 11 septembre 1892 : « Grève générale ! ».
86. Le Père Peinard, n° 156 du 13 au 20 mars 1892 : « Le premier mai s'amène ».
87. Le Père Peinard, n° 215, du 30 avril au 13 mai 1892.
88. Rubrique « Mouvement social en France », n° 30 du 23 au 30 avril 1892 : « Chahut ou chambard ».
89. La Révolte, n° 30 du 23 au 30 avril 1892, « Anarchisme et Terrorisme ».
90. La Révolte, n° 28, du 2 au 15 avril 1892 : « Les explosions ».
91. Ibid.
92. La Révolte, n° 29 du 16 au 22 avril 1892, « Anarchisme et terrorisme ».
93. La Révolte, n° 30 du 23 au 30 avril 1892 : « Le terrorisme ».
94. La Révolte, n° 43 du 23 au 29 juillet 1892 : communication du groupe « l'Alliance Anarchiste de Saint-Étienne ».
95. La Révolte, n° 3 du 1er au 7 octobre 1892 : « Question de tactique ».
96. La Révolte, n° 23 du 27 février au 4 mars 1892 : « Les groupements ouvriers ».
97. La Révolte, n° 17 du 16 au 22 janvier 1892 : « Les unions ouvrières ».
98. La Révolte, n° 35 du 28 mai au 2 juin 1892 : « Question de Tactique » et n° 4 du 7 au 13 octobre 1892.
99. La Révolte, n° 23 du 27 février au 4 mars 1892 : « Les groupements ouvriers ».

dans le syndicat en ne se posant pas de prime abord en adversaire systématique[100]. Il se solidarisera dans un premier temps avec les ouvriers grévistes dont il veut obtenir la confiance[101]. Et c'est alors seulement qu'il devra propager au sein des masses les idées anarchistes[102], qu'il tentera de faire comprendre aux membres des associations coopératives de consommation qu'elles « sont un avantage momentané[103] », qu'il profitera des grèves pour développer ses idées[104] ; bref, qu'il saura le moment venu se mettre au service des masses pour les guider lors des crises passagères et susciter la révolte collective[105], son rôle étant d'amener les masses vers la révolution[106]. Et comme au tout début des années 1890, le journal réaffirme la nécessité de participer au 1er mai, mais à un 1er mai qui ne sera pas pacifique[107]. Il faut au contraire que les compagnons profitent de cette date pour faire acte de propagande anarchiste[108].

Bref, à la fin de l'année 1892, une rupture au sein du mouvement paraît inéluctable.

1893-1894 : vers l'unité

On aurait pu imaginer que l'après Ravachol aurait consommé la rupture entre d'une part certains meneurs anarchistes de plus en plus hostiles aux attentats et favorables à l'action des masses, et d'autre part une base militante de plus en plus encline – dans le contexte de la répression – au terrorisme anarchiste. Mais il n'en sera rien, d'une part parce que la Révolte, s'alignant sur le Père Peinard, rompt au début de l'hiver 1893 avec son discours critique sur le terrorisme anarchiste et finit par le justifier et l'exalter ; ensuite parce que la base militante paraît en général à cette époque plus convaincue de la nécessité de répondre à la violence d'État par le terrorisme anarchiste que jamais. Le mouvement fait alors bloc contre la République bourgeoise en oubliant momentanément les divergences de vue.

Au cours de ces années en effet, dans la Révolte, quelques très rares articles de fond sont consacrés à l'action des anarchistes au sein des masses[109], tandis que beaucoup d'autres s'intéressent au terrorisme anarchiste, à l'égard duquel l'attitude du journal change à partir de novembre 1893 parce qu'il est une réponse aux souffrances endurées par les compagnons dans le contexte de la répression[110] et parce qu'il témoigne d'une soif de liberté[111]. La violence d'État justifie la violence anarchiste, et c'est par elle seule qu'une nouvelle ère de justice s'imposera[112] ; et cette violence s'apparente aux douleurs de l'enfantement d'une humanité nouvelle et justifie même les morts innocents[113]. Le terrorisme est par ailleurs pour le journal le signe que « L'Anarchie s'impose », pour reprendre le titre d'un article paru fin novembre 1893[114] :

> « Qu'importe la victime ? et même, qu'importe le justicier ? Ce qu'il faut voir, c'est l'idée qui arme son bras, c'est la contagion, l'heureuse contagion de cette

100. Ibid.
101. Ibid.
102. La Révolte, n° 29 du 16 au 22 avril 1892 : « Anarchisme et terrorisme ».
103. La Révolte, n° 23 du 27 février au 4 mars 1892 : « Les groupements ouvriers II ».
104. La Révolte, n° 24 du 5 au 11 mars 1892 : « Les groupements ouvriers ».
105. La Révolte, n° 30 du 23 au 30 avril 1892, intitulé « Le Terrorisme ».
106. La Révolte, n° 26 du 19 au 25 mars 1892.
107. La Révolte, n° 8, du 24 avril 1892 : « Le 1er mai pacifique ».
108. La Révolte, n° 31 du 30 avril au 7 mai 1892 : « Le 1er mai ».
109. La Révolte, n° 52 du 9 au 15 décembre 1893.
110. La Révolte, n° 10 du 18 au 24 novembre 1893 : « La vengeance ».
111. La Révolte, n° 20, du 27 janvier au 3 février 1894 : « La déclaration de Vaillant ».
112. La Révolte, n° 18, du 13 au 20 janvier 1894 : « Ultimatum ».
113. La Révolte, n° 26, du 4 au 10 mars 1894 : « Jusqu'à la lie ».
114. La Révolte, n° 11 du 24 novembre au 1er décembre 1893 : « L'Anarchie s'impose ».

> idée qui va faire de tout exploité un juge impitoyable de son exploiteur […]. Comme dit le compagnon Léauthier : ”La semence est jetée, rien ne l’empêchera de germer…” […] le sang des martyrs est une semence de révolté. Décidément, les grands jours se lèvent, jours d’épreuves peut-être, mais aussi jours de triomphe. »

Dans ce déchaînement de violence, la Révolte revendique d’ailleurs sa part de responsabilité dans les attentats, et pour qui sait lire entre les lignes pousse les compagnons à l’action[115], menaçant l’État bourgeois des foudres de la justice anarchiste[116] :

> « Nous n’avons pas la naïveté de proférer des menaces […]. Il est bien plus logique et plus simple d’attendre que le fait ait produit ses conséquences […] Et c’est la justice qui les amènera, non pas celle d’en haut […], l’autre, celle qui sort fatalement de la nature même des choses et qui rend à chacun selon sa vérité, le jour où celle-là rendra son arrêt, les meurtriers éprouveront la rigueur de cette parole autrefois proférée par des misérables qui l’ont portée pendant des siècles et des siècles : Que son sang retombe sur nous et sur nos enfants. »

Quant au Père Peinard, il est loin de dénoncer les attentats terroristes : il les justifie comme une réaction des miséreux crevant de faim ou comme une conséquence de la répression, par exemple en rapportant les propos d’Allemane sur l’attentat de Vaillant[117] :

> « Quelles que soient les mesures prises par la société bourgeoise, il est certain que des attentats semblables à celui dont vous êtes venus me parler se répéteront bientôt. Ce sera la réponse aux vexations que les socialistes seront obligés de subir : certains exaltés de notre parti ne tarderont pas à se transformer en anarchistes ; il est des malheureux, vous le savez, pour lesquels la vie n’est qu’une lutte continuelle contre la faim, ceux-là surtout sont à craindre […]. »

Il défend les dynamiteurs du théâtre Licéo contre les attaques des journaux bourgeois, qui, dans leurs articles sur l’attentat, dénoncent la présence de prolétaires parmi les victimes[118]. Il les défend contre les accusations de cruauté[119]. Enfin, il revendique une part de responsabilité dans les attentats[120], considère les Espagnols comme « l’avant-garde des populos européens » après l’attentat du théâtre Licéo[121], et, en septembre 1894, publie la Déclaration de Caserio dans un numéro broché[122].

En conséquence, à Paris, selon les rapports de police conservés, il semble que les tensions au sein du mouvement sur la question du terrorisme se soient apaisées : ainsi l’attentat sanglant de la rue des Bons-Enfants est par exemple revendiqué par la plupart des compagnons comme un acte anarchiste alors même que son auteur est inconnu[123]. Il est approuvé par la base militante[124], et certains anarchistes paraissent même « enchantés[125] ». D’ailleurs un bon nombre de compagnons n’hésitent pas à revendiquer une part de responsabilité dans cet attentat[126] :

115. La Révolte, n° 14, du 17 au 24 décembre 1893 : « Les responsabilités ».
116. La Révolte, n° 22 du 17 au 18 février 1894 : « Après ? [l’exécution de Vaillant] ».
117. Le Père Peinard, n° 248, du 17 au 24 décembre 1893 : « La terreur verte ! ».
118. Le Père Peinard, n° 238, du 9 au 15 octobre 1892 : « Vengeance de galonnards ».
119. Le Père Peinard, n° 243 du 12 au 19 novembre 1892 : « […] est vengé ! ».
120. Le Père Peinard, n° 199 du dimanche 8 au 15 janvier 1893 : « La bombe de la préfectance ».
121. Le Père Peinard, n° 237 du 1er au 8 octobre 1893 : « Marmelade espagnole ».
122. Le Père Peinard, 2e quinzaine de septembre 1894.
123. P. Po. B.A./76, rapport du 10 novembre 1892.
124. P. Po. B.A./76, rapport du 12 novembre 1892.
125. P. Po. B.A./77, rapport du 11 novembre 1892.
126. P. Po. B.A./78, rapport du 16 décembre 1893.

> « La discussion a porté sur l'explosion de la rue des Bons-Enfants, et tous les "compagnons" anarchistes de la rive gauche ont été unanimes à revendiquer leur part de responsabilité dans l'attentat dirigé contre les bureaux de la Cie des Mines de Carmaux. Ils sont, disent-ils, très heureux que l'explosion ait eu lieu au commissariat de police. »

Quant à ceux de Paulino Pallas ou de Vaillant, ils sont eux aussi approuvés dans les discussions[127]. Et presque partout en France, les anarchistes adoptent cette même attitude à l'égard des attentats : il en va ainsi à Reims, à Roanne ou encore à Grenoble. À Grenoble par exemple, à la nouvelle de l'attentat du Palais Bourbon, les anarchistes de la ville au nombre d'une quinzaine se réunissent 8, rue Brocherie, chez le nommé Pierre Burnichon, approuvent l'attentat, chantent des chansons anarchistes et trinquent à la santé des compagnons parisiens[128].

Quelques exceptions toutefois peuvent être mentionnées comme à Dijon par exemple, lors des perquisitions de mars 1894 au cours desquelles Jean-Baptiste Manières, « qui était autrefois très violent », a déclaré qu'il n'était nullement pour la propagande par le fait, « qu'il se rendait parfaitement compte que le programme anarchiste ne pourrait se réaliser que dans deux siècles[129] » ; Manières a-t-il peur en cette circonstance ou pense-t-il vraiment ce qu'il dit ?

L'individualisme : une vraie rupture ?

Toutefois, malgré l'apaisement des tensions au sein du mouvement anarchiste, l'épisode terroriste témoigne non pas « de la dernière poussée d'une maladie infantile de l'anarchisme[130] », comme l'écrit Jean Maitron, mais bien davantage, comme le soutient Gaetano Manfredonia, de la « phase finale » du « débat radical » portant, au sein du milieu anarchiste, « sur la nature de l'anarchisme[131] » :

> « Ce n'est pas une sorte d'accident de parcours dont on pourrait aisément se passer pour l'étude du mouvement libertaire, mais le mouvement central de cette évolution opposant les partisans d'une interprétation individualiste aux tenants d'une action collective. »

Cette crise – l'épisode terroriste – montre une réelle fracture au sein du mouvement entre deux tendances qui ne cesseront par la suite de se démarquer l'une de l'autre : une tendance individualiste d'une part et une tendance communiste anarchiste de l'autre. Et Gaetano Manfredonia a bien montré les étapes conduisant à cette rupture[132]. Pour lui, les principales thèses de l'individualisme théorique (antinomie individu-société ; élévation morale des masses ; rôle moteur de l'individu) ont d'abord été abordées dans les années 1880 par quelques individualités anarchistes : par Colas et son Individu libre, puis par des compagnons comme Georges Deherme, Carreron, Charles Schaeffer, Louiche, qui diffusent leurs idées dans les feuilles comme L'Autonomie individuelle ou le Cri typographique[133]. Mais par la suite, au début des années 1890, en réaction aux tentatives faites par Kropotkine ou Jean Grave pour moraliser le mouvement anarchiste et l'orienter vers l'action collective de masse, le débat entre partisans d'une interprétation individualiste

127. Illisible dans la photo fournie à lea bibliothécaire.
128. A. D. de l'Isère, 75 M 5, rapport du 10 décembre 1893.
129. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, rapport du 9 mars 1894.
130. Gaetano Manfredonia, Études sur le mouvement anarchiste en France…, op. cit., p. 134 sq.
131. Ibid., p. 134 sq.
132. Ibid., p. 74 sq.
133. Ibid., p. 74 sq.

de l'anarchie et tenants de l'action collective a pris de l'ampleur[134] : « toute une frange du mouvement[135] » s'est fait le porte-parole d'un « individualisme d'action » (Gaetano Manfredonia parle même de la naissance d'un « parti individualiste oppositionnel » en France[136]) bien différent de l'individualisme des années 1880, puisque contrairement aux hommes de L'Autonomie individuelle, les considérations théoriques occupent chez ces compagnons – parmi lesquels on ne trouve alors aucun ténor du mouvement – une place bien marginale.

Et cette opposition – même si elle est gommée par « l'union sacrée » de 1893-1894 – contribuera « de façon puissante à la naissance d'un courant individualiste [en France] en rendant irréversible la scission en cours[137] ».

L'isolement au sein de l'extrême gauche

Enfin, si les compagnons parlent d'une seule voix, il faut signaler que leur mouvement apparaît désormais comme bien isolé au sein de la gauche française car la méthode anarchiste est décrédibilisée par l'ensemble des organisations de gauche.

Anarchistes et socialistes dans les années 1880 : deux frères ennemis ?

Dans les années 1880, alors que l'anarchisme s'arrache dans la douleur à l'arbre socialiste, il existe encore des contacts entre ces derniers et les chapelles socialistes ainsi qu'une certaine considération mutuelle. À Lyon par exemple, Marcel Massard montre qu'anarchistes et socialistes manifestent ensemble contre la « loi sur les récidivistes[138] » ; qu'en 1887, le compagnon Bernard parvient à fonder un cercle d'étude (la « Bibliothèque d'études scientifiques et sociales[139] ») rassemblant des dissidents guesdistes et des représentants de toutes les écoles socialistes, et qu'à cette même époque, L'Égalité sociale, qui paraît régulièrement d'octobre 1887 à mars 1888, devient l'organe des anarchistes de Lyon et « de tous les partis socialistes de Lyon[140] ».

Toutefois, malgré ces ententes ponctuelles, anarchistes et socialistes commencent à s'éloigner les uns des autres au cours de ces mêmes années. Ils prennent conscience de leurs divergences doctrinales et opposent leurs méthodes d'action respectives : la violence politique d'une part et la légalité d'autre part. Ainsi, dès les années 1880, guesdistes et allemanistes n'hésitent pas à dénier à l'action anarchiste tout caractère politique[141] et à présenter le mouvement comme une vaste association de malfaiteurs déguisant leurs appétits en prêchant des doctrines révolutionnaires[142]. Côté anarchiste, René Bianco montre qu'à Marseille, (comme d'ailleurs un peu partout en France) si des contacts ont lieu entre les deux tendances, chacune « s'efforce de conserver sa personnalité, voire de l'affirmer », et qu'au fil de la décennie, ces relations s'enveniment[143].

134. Ibid., p. 89 sq.
135. Ibid., p. 114.
136. Ibid., p. 115.
137. Ibid., p. 133.
138. Marcel Massard, op. cit., p. 107.
139. Ibid., p. 147.
140. Ibid.
141. Le Prolétariat, n° 241 du 10 novembre 1888, J. Allemane : « Les deux explosions ».
142. Le Socialiste, n° 57 du 27 septembre 1886, Paul Lafargue, « Piller les boutiques ».
143. René Bianco, op. cit., p. 192 sq.

Mais ces tensions s'amplifient réellement au tournant des années 1890, avec la vague des attentats anarchistes.

Socialistes, anarchistes et propagande par le fait au début des années 1890

Les critiques les plus virulentes viennent sans doute des guesdistes et des possibilistes[144]. Ces derniers s'attachent en effet à montrer comment les attentats, parce qu'ils font des victimes innocentes, ne parviennent qu'à susciter l'horreur, l'indignation et le dégoût, et donc nuisent fatalement à la cause révolutionnaire (implicitement, ils font en même temps du mouvement libertaire une organisation politique réunissant des inconscients n'ayant rien compris aux ressorts de l'action révolutionnaire[145]). Ils utilisent également le passé criminel de Ravachol pour faire l'amalgame entre le mouvement anarchiste et une vaste organisation de malfaiteurs dont les adhérents ne seraient que des marginaux, des fous et des criminels[146]. Enfin, ils voient dans les explosions des années 1891-1892 une vaste mystification dont l'âme serait le pouvoir bourgeois, qui se servirait de la propagande par le fait pour prétexter des arrestations contre les milieux révolutionnaires et pour restreindre les libertés[147].

Les allemanistes se montrent moins durs vis-à-vis des anarchistes : ils défendent les propagandistes contre les critiques issues d'autres courants socialistes en rappelant notamment que les socialistes n'ont pas toujours répudié l'action violente par le passé[148] ; ils présentent les dynamiteurs comme des frères dans la lutte entreprise contre la bourgeoisie[149] ; ils affirment le caractère politique de l'action anarchiste[150] et se montrent admiratifs devant leur courage[151]. Mais en même temps, victimes eux aussi de la répression, ils développent et approfondissent la thèse selon laquelle l'anarchie serait l'instrument d'un complot bourgeois : certains attentats seraient montés de toutes pièces par la police pour faire oublier aux prolétaires les malversations financières des bourgeois[152] ; et quand cela ne serait pas les policiers eux-mêmes qui allumeraient les mèches[153], les anarchistes seraient les agents inconscients de la Réaction[154], et la propagande par le fait, l'instrument du pouvoir bourgeois[155].

Enfin les blanquistes condamnent eux aussi les méthodes anarchistes, même s'ils rendent l'organisation sociale défectueuse seule responsable des attentats[156], s'ils défendent les propagandistes contre ceux qui les traitent de fous, de scélérats et de malfaiteurs[157], et s'ils s'en prennent aux juges qui ont condamné Vaillant à mort[158]. Ils présentent en effet le propagandiste comme l'instrument naïf et inconscient du pouvoir bourgeois, montrent à quel point la propagande par le fait est inefficace et détourne les masses des mouvements révolutionnaires, et comment, enfin, elle est par excellence l'instrument

144. Pour cette période, nous n'avons malheureusement pas pu consulter le Socialiste, de Jules Guesde.
145. Le Prolétaire, n° 84, 4 juin 1892.
146. Le Prolétaire, n° 79 du 30 avril 1892, Paul Brousse, « Question de Propagande ».
147. Le Prolétaire, n° 73 du 19 mars 1892.
148. Le Parti Socialiste, n° 462 du 27 mars 1892.
149. Le Parti Ouvrier, n° 480, 26 et 27 avril 1892, « Socialisme et Anarchisme ».
150. Le Parti Ouvrier, n° 479, 25-26 avril 1892, « Nouvelles explosions ».
151. Le Parti Ouvrier, n° 476 du 4 avril 1892, « La Dynamitade ».
152. Le Parti Socialiste, n° 462 du 27 mars 1892.
153. Le Parti Ouvrier, n° 453, 10-11 mars 1892 : « Manœuvres Policières ».
154. Le Parti Ouvrier, n° 463, 28 et 29 mars 1892 : « Désarroi Gouvernemental ».
155. Le Parti Ouvrier, 6 avril 1892, n° 469 : « En avant ».
156. Le Parti Socialiste, n° 55, 24-29 juillet 1892, J.-L. Breton : « Héros ou assassin ».
157. Le Parti Socialiste, n° 118, 17 au 24 décembre 1893.
158. Le Parti socialiste, 17 au 24 décembre 1893, Henri Jullien : « Les Anarchistes ».

de la Réaction puisque chaque attentat fournit un nouveau prétexte au pouvoir bourgeois pour réduire les libertés, emprisonner et déporter les extrémistes de gauche en général et les socialistes en particulier.

Chapitre IX. La radicalisation dans l'action au début des années 1890

La désorganisation du mouvement a-t-elle gêné les anarchistes dans leur action contre la République ou le mouvement s'est-il adapté ?

Agitation, manifestation et soutien aux revendications ouvrières

Troubler l'ordre public

De 1880 à 1890, les anarchistes n'ont jamais cessé d'être des perturbateurs de l'ordre public, et ils continuent à s'agiter dans les années 1890. Leurs actions résultent alors tantôt d'initiatives individuelles, tantôt d'initiatives collectives à l'occasion desquelles ils font preuve de plus ou moins d'inventivité : en 1892 par exemple, à Roanne, un groupe d'une cinquantaine « d'antipatriotes » divisé en trois ou quatre bandes se réunit à l'entrée de l'église, place Saint-Étienne, pour entonner des chants révolutionnaires [1]…

Soutenir l'action des travailleurs

Les compagnons n'hésitent pas non plus à encourager des conflits sociaux qu'ils financent parfois et dont ils se font l'écho dans leurs journaux, comme par exemple cette grève très dure qui éclate le 9 décembre 1891 dans les Ardennes, chez Messieurs Deville et Paillette, à cause d'une baisse des tarifs horaires [2]. On connaît d'ailleurs à travers les rapports de police quelques-uns de ces agitateurs dont le rôle – difficile à cerner au vu de sources toujours peu bavardes – semble avoir été de pousser les travailleurs à l'action violente et de faire d'une grève réformiste une grève révolutionnaire. Certains d'entre eux sont étrangers à la localité ou à la région dans laquelle se déroule le conflit social : ainsi certains membres de « La Bombe » de Saint-Étienne sont délégués par leurs groupes en novembre 1891 pour engager les ouvriers verriers de Rive-de-Gier à ne pas reprendre le travail [3]. Certains parmi ces agitateurs habitent en revanche sur place, comme Philippe Auguste dans le Maine-et-Loire : ce dernier prend par exemple violemment la parole pendant la grève de 1205 ouvriers cordonniers en septembre-décembre 1893, et, lors d'une réunion publique qu'il anime le 15 octobre 1893 dans un local attenant au débit de boisson du compagnon Hériché, décore la salle avec une fourche et une potence, tandis qu'au fond du local, une marmite d'où dépasse une mèche a été installée, mèche qu'il allume au cours de la réunion [4].

1. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 8 avril 1892.
2. Selon Dominique PETIT, un ouvrier de l'entreprise envoie une lettre au Père Peinard le 20 mars 1891 pour l'informer de la situation (voir Dominique PETIT, « Syndicalisme révolutionnaire et libertaire… », op. cit., p. 55-56).
3. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 10 novembre 1891.
4. Thierry BURON, op. cit., p. 79 sq.

Participer à la journée du 1er mai

Ce soutien aux travailleurs s'exprime aussi à l'occasion de l'organisation de la journée du 1er mai en France, bien que la participation des anarchistes aux manifestations suscite alors débat au sein du mouvement. Dans certains groupes, on se prépare à l'action : à Lyon par exemple, Marcel Massard raconte comment Boissy fait savoir en avril 1890 à ses coreligionnaires politiques qu'il a acheté cinq revolvers avec l'argent provenant de cotisations, et qu'il les a distribués en prévision de cette journée que « l'on consacrera si possible au pillage[5] ».

Mais qu'advint-il de beaucoup de ces plans d'action ? Peu de choses en définitive, si on considère la participation effective des anarchistes à l'agitation ouvrière du 1er mai au cours de ces années : une manifestation à Marseille en 1890, avant que les compagnons marseillais ne se détournent de la journée du 1er mai à cause de son caractère légal[6] ; des tentatives d'incendies à l'aide de bougies dans les bois de Revin (Ardennes) le 1er mai 1891, dont les deux auteurs, Bourgeois et Bigel, ne sont pas des anarchistes convaincus[7] ; l'organisation de quelques réunions publiques ainsi que l'affichage de manifestes en 1890 à Reims[8] ou dans le Finistère en 1893[9] ; à Grenoble, des bagarres à l'instigation du compagnon Guinet[10] ainsi que les « pérorations » du compagnon Châtel, qui tente de provoquer un attroupement[11].

Les mesures de précaution prises par la police avant chaque 1er mai les ont sans doute dissuadés d'agir, avant que, au fil du temps, dans certaines régions, « la manifestation du 1er mai, qui avait à l'origine suscité l'enthousiasme des anarchistes parce qu'ils pensaient y trouver l'occasion de la transformer en émeute pré-révolutionnaire[12] », ne leur inspire « peu à peu que de l'indifférence et du dégoût[13] ».

En fait, seuls deux 1er mai resteront dans la mémoire collective du mouvement anarchiste à cette époque : celui de Vienne (Isère) en 1890, et celui de Clichy, en 1891.

À Vienne, les manifestations du 1er mai ont été précédées par l'affichage de divers placards du Père Peinard[14], mais l'agitation commence réellement le 1er mai au matin, lorsque des bandes d'appondeurs font sortir les ouvriers des usines vers 6 h[15] et qu'une partie d'entre eux assiste à une réunion politique très violente organisée salle du Théâtre par les anarchistes Martin et Gros[16]. Au cours de cette réunion qui dégénère, Monsieur Jouffray, maire de Vienne, demande la parole pour calmer les assistants ; mais il est bousculé tandis que le commissaire de police qui veut lui porter secours est « à moitié assommé par les anarchistes[17] ». Le compagnon Buisson aurait alors saisi Monsieur Jouffray « par la poitrine sous prétexte de le faire sortir du théâtre », mais « arrivé dans la cour », il l'aurait poussé en lui disant : « Je te livre à la justice du peuple »[18] », et « trois individus l'auraient frappé avec un coup-de-poing américain et un couteau », le blessant

5. Marcel MASSARD, op. cit., p. 193.
6. René BIANCO, op. cit., p. 108.
7. Ibid., p. 35.
8. A. D. de la Marne, 30 M 73, rapports des 26 et 28 avril 1890.
9. Olivier MOREAU, op. cit., p. 18 sq.
10. Le Réveil du Dauphiné, n° 320, samedi 2 mai 1891.
11. A. D. de l'Isère, 75 M 3, rapport du 1er mai 1891.
12. Marcel MASSARD, op. cit., p. 199-200.
13. Ibid.
14. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 30 avril 1890.
15. Le Petit Dauphinois républicain, n° 2034 du 13 août 1890.
16. Ibid.
17. A. D. de l'Isère, 75 M 2, rapport du 1er mai 1890.
18. Le Petit Dauphinois républicain, n° 2034 du 13 août 1890.

par trois fois[19]. Ensuite, Martin et Buisson, « armés d'un énorme gourdin », ainsi que Benoît Chatain, « tenant à la main un drapeau noir », auraient dirigé et excité la foule (environ 150 personnes), tandis que Louise Gagelin, Anna […] Tavernier [et] Marie Béala portaient des drapeaux rouges[20] […] ». S'ensuivent des tentatives de pillage, d'abord chez un marchand nommé Garon, qui échouent, et ensuite chez Brocard, où une pièce de drap de 43 mètres est volée et partagée. Puis, la foule serait allée chez Mézin, directeur d'usine, en le menaçant de mettre le feu aux quatre coins de l'usine, si n'adoptait pas les tarifs des anarchistes[21]. Enfin, au cours de l'après-midi, une charge au petit trot du 8e hussard sur les promenades de la ville disperse les attroupements[22].

Le scénario est un peu différent à Clichy. Tout commence lorsqu'un groupe d'une vingtaine d'anarchistes se réunit le 1er mai 1891 place de la République à Levallois-Perret, vers 2 h de l'après-midi, pour manifester pacifiquement, avant de se diriger vers la commune de Clichy, une femme en tête portant un drapeau rouge. Le commissaire de police de Levallois-Perret, prévenu, se met immédiatement à la poursuite de « ces porteurs d'emblèmes séditieux » en compagnie de son secrétaire et de trois agents du commissariat. En cours de route, les gardiens de la paix Dufoulon, Magnier, et Vernier, sautent dans une voiture qui passe pour rattraper plus rapidement les manifestants, tandis que le commissaire de police et son secrétaire continuent leur chemin à pied et parviennent enfin à rejoindre la petite troupe au moment où elle s'arrête chez un marchand du boulevard National. L'un d'eux veut s'emparer du drapeau rouge qu'on est en train de rouler dans un journal, mais un coup de feu retentit suivi de plusieurs autres, et c'est aussitôt la confusion. Manifestants et sergents de ville sortent de l'établissement, et une bagarre commence. Un agent est atteint à la joue et à l'épaule ; un autre reçoit une balle au-dessus du sein gauche. Au bruit des coups de feu, quatre gendarmes à cheval surviennent et tirent sur les manifestants qui prennent la fuite à l'exception de trois compagnons : Decamp, Dardare et Léveillé, qui résistent avec acharnement malgré leurs blessures, mais qui sont bientôt désarmés, ligotés, et, au bout de quelques minutes, emmenés au poste de police où ils subissent un « passage à tabac » dans toutes les règles de l'art. Decamp, dont l'oreille a été déchirée dans la lutte, a la tempe ouverte et la figure labourée par les coups. Léveillé, qui a eu la cuisse trouée d'une balle au cours de la bagarre, ne peut obtenir une goutte d'eau pour laver sa plaie, qui ne s'infecte pas, heureusement. Quant à Dardare, un des agents blessés, Dufoulon, veut se jeter sur lui pour lui fendre la tête avec son sabre ; il en est empêché par les autres policiers qui étaient présents[23]. Deux mois plus tard, le 28 août 1891, les trois anarchistes comparaissent devant la cour d'Assises de la Seine. Decamp et Dardare se trouvent là en terrain connu puisque Decamp, âgé de 32 ans, a déjà été condamné cinq fois par la justice pour vol, et que Dardare, âgé de 25 ans, a, quant à lui, été condamné auparavant pour vols et coups. Seul Léveillé, âgé de 34 ans au moment des faits, est sans antécédents judiciaires et inconnu des services de police. Les chefs d'inculpations sont sérieux : les trois compagnons sont accusés de « coups volontaires suivis d'effusion de sang portés à des agents de la force publique[24] », crime puni de mort par l'article 233 du code pénal ; selon l'accusation, les trois camarades auraient, à un mot d'ordre donné par Dardare, tiré sur les agents. Au cours du procès, Decamp, Dardare et Léveillé revendiquent leur appartenance au mouvement et se défendent avec courage. Decamp, interrogé sur les raisons qui l'ont poussé à tirer sur

19. Ibid.
20. Ibid.
21. Ibid.
22. Ibid.
23. La Gazette des Tribunaux du 29 août 1891.
24. Ibid.

les agents, s'écrie : « J'ai voulu sauver ma vie et ma liberté que menaçaient vos agents ivres d'alcool. J'ai quatre enfants à nourrir[25]. » Léveillé déclare lui aussi « qu'il défendait sa vie et n'avait pas d'autre but[26] ». Et non contents de se défendre, les trois accusés se muent à leur tour en accusateurs. Dardare dénonce d'abord toute l'affaire comme une machination policière. Accusé d'avoir eu en sa possession au moment des faits six balles mâchées, il répond[27] :

> — « R : je n'ai jamais eu ces balles-là en poche. La preuve, c'est que ce n'est pas au commissariat qu'on me les a saisies. C'est au dépôt, à la fouille, qu'on les a trouvées dans mes effets » — « D : ce qui veut dire qu'on les y aurait placées » — « R : ça ne serait déjà pas impossible. »

Ils font même interroger le commissaire de police de Levallois, qui ne peut nier que ses agents se soient livrés « à des violences[28] », tandis que dans sa défense probablement écrite par Sébastien Faure lui-même[29], Léveillé raconte les souffrances endurées au commissariat[30] :

> « Je ne chercherai pas à provoquer votre indignation par le récit des traitements qui nous ont été infligés. Qu'il vous suffise de savoir, Messieurs, que la cuisse traversée par une balle, lorsque dévoré par la fièvre et en proie à de cruelles souffrances, je demandais de l'eau, on me répondait par des coups de botte et de crosse de revolver. Qu'il vous suffise de vous rappeler que cette douloureuse agonie a duré six fois 24 jours et que je suis resté sans soins jusqu'au 20 mai, c'est-à-dire pendant 20 jours. Cependant, Messieurs, en temps de guerre, alors que les intérêts les plus féroces ont libre cours, il est de règle absolue que les blessés tombés aux mains de l'ennemi soient soignés et les prisonniers respectés. Mais, pour des hommes de police, nous sommes plus que des ennemis, parce que nous sommes des révolutionnaires, des anarchistes. »

Toutefois, malgré les aveux du commissaire et après un réquisitoire sévère du procureur général Bulot à l'encontre des anarchistes, Léveillé est seul acquitté à l'issue des débats. Dardare est condamné à trois ans de prison, et Decamp, à cinq ans de la même peine[31], ce qui suscite une grande indignation au sein du milieu anarchiste et donnera naissance à une forme de vendetta anarchiste.

La propagande orale de 1890 à 1894 : vers la fin des réunions publiques ?

Comme dans les années 1880, les anarchistes se sont efforcés de promouvoir les théories anarchistes par le biais de la propagande orale, et on peut alors distinguer deux types de propagande : d'abord une propagande informelle et spontanée, qui est souvent le fait d'individus isolés, et ensuite des réunions publiques, qui, la plupart du temps, sont le fruit de toute une organisation.

25. Ibid.
26. Ibid.
27. Ibid.
28. Ibid.
29. H. VARENNE, De Ravachol à Caserio, p. 109.
30. Jean MAITRON, Ravachol et les Anarchistes, Paris, rééd., 1992, p. 27-29.
31. Decamps ne sortira de la Centrale de Poissy qu'en septembre 1896 et émigrera alors aux États-Unis où il fera partie de la colonie : « La Libre Initiative » (Jean MAITRON, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 207).

Une propagande informelle et spontanée : conversations, cris, chansons

Cette propagande informelle et spontanée, qui – sous réserve d'inventaire – ne semble pas faiblir au cours des années 1890-1894, s'affirme d'abord au sein de l'atelier ou de l'usine, comme le montrent de nombreux témoignages dans la Somme [32], dans le Doubs [33], à Nancy [34], ou à Lillers [35] où Joseph Degrugilliers avoue qu'il est « anarchiste convaincu, et qu'il ne se gêne pas pour faire part de ses idées à ses camarades […] à l'atelier […] ». Mais la propagande orale sort aussi de l'atelier ou de l'usine en diverses occasions dans la rue, comme à Saint-Étienne-de-Rouvray en juillet 1894, où le maire se plaint d'avoir entendu dans la nuit de dimanche à lundi, entre une heure et deux heures du matin, des individus qu'on n'a pas retrouvés crier à travers les rues de la cité cotonnière : « Vive Ravachol, vive Vaillant et à bas Carnot [36] ! » Elle s'exprime encore dans les cafés, comme à Amiens où Henri Dhez « chante des chansons […] anarchistes […] et […] développe les idées anarchistes [37] ». Elle s'exprime encore lors des manifestations politiques – anarchistes bien sûr – mais pas uniquement : dans l'Isère, en 1891, les anarchistes Delalé et Jules Garnier interviennent bruyamment lors d'une conférence de Clovis Hugues [38] ; lors des enterrements civils (dans le Nord selon Jean Polet, « ce genre de démonstration [les discours anarchistes au moment des enterrements] choque beaucoup la population roubaisienne et tourquennoise [39] »), ou lors de moments plus exceptionnels, comme le tirage au sort où le groupe anarchiste profite de cette occasion pour chanter « à pleine voix le "Père Peinard", les "Antipatriotes" [40] » (c'est par exemple le cas à Nouzon), ou comme à Reims, en 1891, des anarchistes comme Victor Deverly répondent aux cris de « Vive Carnot » par « Fourmies, Fourmies [41] ! ».

Les destinataires de cette propagande sont alors pour l'essentiel – comme dans les années 1880 – les ouvriers (nous avons vu que l'atelier ou l'usine sont les lieux de toutes les discussions politiques), mais aussi les soldats : ainsi Léon Detronde est arrêté après s'être approché de jeunes soldats du 153e régiment pour leur dire [42] :

> « N'écoutez plus vos chefs, vous êtes probablement des malheureux ouvriers comme moi et obligés de travailler pour engraisser les bourgeois ; si vous lisiez le Père Peinard, vous ne seriez plus soldats et vous nous aideriez à faire sauter les bourgeois, je vous engage à crier avec moi "Vive l'anarchie, vive l'anarchie !" »

Quelles sont les réactions de ce public ? Il est très difficile de les apprécier, mais on peut imaginer qu'elles ne furent pas toujours positives – surtout au moment des attentats du début des années 1890 : ainsi à Orléans, on apprend par exemple que quatre compagnons qui tentent de commenter le Père Peinard dans un café doivent « s'enfuir, poursuivis par les injures des assistants [43] ».

32. A. D. de la Somme, 500348, notice individuelle de Pierre Tuncq.
33. A. D. du Doubs, M 1123, rapport du 13 décembre 1893.
34. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du Commissariat central daté du 20 juillet 1894.
35. A. D. du Pas-de-Calais, M 2016, rapport du 2 janvier 1894.
36. A. D. de Seine-Maritime, 4 M 2695, rapport du 4 juillet 1894.
37. A. D. de la Somme, 500348.
38. A. D. de l'Isère, 75 M 3, rapport du 3 avril 1891.
39. Jean POLET, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 57.
40. Dominique PETIT, « Déshérités et libertaires du Nord… », op. cit., p. 57.
41. A. D. de la Marne, 30 M 73, rapport du 19 septembre 1891.
42. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 262.
43. A. N. F' 12506.

Les réunions publiques

Comme dans les années 1880, les réunions publiques nécessitent quant à elles toute une logistique : il faut trouver une salle et la louer ; faire venir un orateur anarchiste, payer son voyage, voire, sa prestation ; lui faire de la publicité… Aussi ces réunions sont le plus souvent le produit d'une action concertée. Comme dans les années 1880 également, on distingue alors deux catégories d'orateurs : ceux qui ont une stature nationale (Sébastien Faure, Louise Michel, Joseph Tortelier…), et ceux qui jouent avant tout un rôle régional ou local (Cheylan pour Marseille, Demeule pour Brest, Girier-Lorion pour Lille, Pierre Martin pour Vienne…). Et comme dans les années 1880, on remarque enfin que les leaders parisiens jouent un rôle majeur en province.

Mais alors que la propagande orale informelle n'a probablement pas trop souffert de la répression, il en est sans doute allé très différemment des réunions publiques, et ce pour plusieurs raisons. Première raison : à cause d'une législation de plus en plus répressive, qui entrave davantage la parole anarchiste. Deuxième raison : à cause des nombreux emprisonnements de leaders du mouvement, des emprisonnements qui, sans nul doute, ont contribué à restreindre le « marché » des orateurs. Troisième raison : à cause de la disparition des groupes, qui, en se désagrégeant, n'ont probablement plus été à même de collecter les fonds nécessaires à l'organisation de ces réunions ; or cet argent est crucial pour l'organisation de telles conférences, ce dont témoigne la Révolte du 17 avril 1891 :

> « À l'inverse de ce qui s'est passé quelquefois, les groupes organisent peu de réunions. Il faut pour cela de l'argent dont on manque le plus souvent. »

Quatrième raison : à cause de la disparition des organes de presse anarchistes, qui, d'une part véhiculaient la publicité nécessaire à ces réunions, et d'autre part aidaient les compagnons à diffuser plus largement leurs listes de souscriptions. Cinquième raison : à cause d'une surveillance accrue des réunions publiques, comme le montre une communication de la Révolte insérée dans le journal en février 1894 [44] :

> « On nous a demandé d'annoncer une conférence qui serait faite 108, rue du Temple, salle Léger, le lundi 5 février, à 8 h 30 du soir. Nous n'avons pas de raisons de suspecter la sincérité des compagnons qui l'organisent, mais nous savons, d'autre part, qu'il s'y trouvera des individus se disant anarchistes et dans les meilleurs termes avec la police. En conséquence nous conseillons aux camarades d'y faire bonne garde, et d'exécuter carrément les mouchards s'ils sont reconnus. »

Cela ne devait inciter les compagnons ni à s'y rendre, ni à en organiser. Sixième raison : parce qu'au fil de ces réunions et au fur et à mesure que la répression s'accentue, le discours anarchiste s'est également probablement durci, même si la lecture des différents sujets proposés à leurs auditoires par les orateurs de l'époque ne nous autorise pas à l'affirmer : le suffrage universel, l'armée, l'amour libre, le droit au vol et à l'assassinat, les syndicats, l'avènement prochain d'un monde anarchiste, la crise économique et ses conséquences, la révolution sociale et la répression gouvernementale, Dieu, la patrie, la grève générale, les doctrines anarchistes, le 1er mai, le parlementarisme, le patriotisme… Bref, comme René Bianco l'a déjà constaté dans les Bouches-du-Rhône, on trouve parmi ces sujets de conférences : des exposés généraux de la doctrine ; des sujets de politique générale ; une critique de la religion ; des sujets davantage rattachés à l'actualité du moment ; enfin, toujours aussi minoritaires semble-t-il, des sujets traitant de l'émancipation féminine, des rapports au sein du couple ainsi que des enfants [45]. Septième raison :

44. La Révolte, n° 21 du 3 au 10 février 1894 : « Communications et correspondances ».
45. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 262 sq.

parce que si le public – au moins dans un premier temps – ne paraît pas avoir boudé les conférences anarchistes, il semble en revanche probable qu'au plus dur de la répression, par crainte d'être fichés, un certain nombre de citoyens les évitèrent. Ainsi dans l'Isère, après la condamnation des anarchistes de Vienne, le nombre des individus assistant aux réunions chute brutalement[46] ; les réunions furent peut-être aussi plus animées au fil du temps : ainsi à Brest en 1893, une conférence de Meunier donne lieu à une bagarre[47]. Huitième raison enfin : parce que les réunions publiques se sont faites plus rares dans de nombreux départements à partir de 1893, et qu'elles ont complètement disparu en 1894, au plus fort de cette répression, comme le montre le tableau ci-dessous :

Lieux dans lesquels les réunions publiques anarchistes sont organisées	1890	1891	1892	1893	1894
Département de la Loire[a]	4	8	4	1	
Département de la Marne[b]	3	4	4		
Département du Finistère[c]	9	3	1		
Département de l'Isère[d]			28		
Marseille[e]					
Paris[f]	4	1	12 (de janvier à novembre)	11 (de janvier à novembre)	0
Total	16	16	environ 49	environ 12	0

Tableau 12. – *Les réunions publiques anarchistes de 1890 à 1894*

La propagande écrite de 1890 à 1894 : entre blocages et adaptation

Au cours des années 1890-1894, la propagande par l'écrit connut son acmé avant de décliner à cause de la répression.

46. A. D. de l'Isère, 75 M 2 et 75 M 3.
47. A. D. du Finistère, 4 M 335, rapport du 4 décembre 1893.

Les permanences au début des années 1890

Au début des années 1890, des pratiques auxquelles recouraient les anarchistes dans les années 1880 sont toujours en vigueur au sein du mouvement pour ce qui est de la collecte des fonds, de la conception des imprimés, et de leur distribution.

Les blocages et leurs raisons

Mais par-delà ces éléments qui tendent à prouver la permanence de certaines pratiques nécessaires à la vie ou à la survie de la propagande écrite au début des années 1890, divers changements sont à l'œuvre, qui risquent de la compromettre.

Il faut d'abord compter au début des années 1890 avec l'exaspération des tensions entre anarchistes, des tensions qui, en divisant leurs forces, les gênent fréquemment dans les efforts entrepris quotidiennement pour promouvoir, réaliser – et surtout financer – la propagande écrite.

Ces tensions ont pu naître d'inimitiés tenaces : c'est par exemple en raison de telles inimitiés que deux journaux comme Le Pot à colle et le Rifflard, qui s'adressent à la même clientèle parisienne, sont créés, « le second » n'étant « que le dédoublement du premier, son éditeur s'étant rallié » avec Denéchère, l'initiateur du premier, et ayant fondé un journal concurrent[48] ». Elles peuvent aussi avoir été suscitées par la méfiance que les compagnons ressentent vis-à-vis de l'un d'entre eux, comme à Paris Martinet par exemple, qui, accusé d'être un agent provocateur, crée L'Anarchie à l'été 1890 parce que les compagnons parisiens ont refusé de lui prêter leur concours financier ; sa naissance est d'ailleurs condamnée dès sa naissance dans la mesure où il est lu davantage « par curiosité que par sympathie » par les compagnons[49].

Mais toujours à Paris, ces tensions ont surtout été alimentées – comme dans la seconde moitié des années 1880 – par l'hostilité que la majorité des compagnons parisiens éprouvent pour la Révolte, qui est « toujours dès le début : dogmatique, un peu savant et […] bien écrit […] », « avec pour rédacteur Kropotkine et Élisée Reclus qui se partagent la besogne sérieuse », aidés en cela par « Paul Reclus, Élie Reclus – rarement ce dernier », « encore pour le courant », par « Grave, avec ses fonctions de rédacteur, le rôle d'administrateur », ainsi que par des « écrivains russes ou français faisant de l'anarchie en dilettanti[50] ». Cette hostilité est d'autant plus vive que le journal se présente comme la voix autorisée du mouvement alors qu'il adopte des positions qui sont de plus en plus en décalage avec celles de ces compagnons parisiens sur maints sujets au cours des années 1890-1892, et elle se manifeste de différentes façons :

1. Par de violentes diatribes comme celles de l'été 1890 et de septembre 1892, qui rappellent à Grave ce que doivent être les vrais journaux anarchistes – des journaux appelant à l'action – et au cours desquelles on l'accuse « d'aller au socialisme autoritaire[51] ».

2. Par l'aide financière que ces mêmes compagnons souhaitent apporter au Père Peinard – plus proche de leurs vues – contre la Révolte, lorsqu'il s'agit de transformer l'un ou l'autre de ces organes de presse en journal quotidien à l'été 1891[52].

48. P. Po. B.A./77, rapport du 5 novembre 1891.
49. P. Po. B.A./76, rapports du 15 juillet et du 8 septembre 1890.
50. P. Po. B.A./76, rapport du 5 novembre 1891.
51. P. Po. B.A./76, rapport du 20 juin 1890 et P. Po. B.A./77, rapport du 30 septembre 1892.
52. Ibid.

3. Par l'enthousiasme que suscite au sein des milieux anarchistes parisiens L'Internationale de Londres, qui paraît à l'été 1890, qu'ils lisent et qu'ils soutiennent financièrement[53] car ses articles sont loin des « avachissements creux de la Révolte[54] ».

4. Par les efforts que les anarchistes parisiens font pour promouvoir un journal dans lequel chaque compagnon pourrait écrire, un journal qui puiserait ainsi sa substance aux vraies sources de l'anarchie, c'est-à-dire aux forces vives du mouvement, un journal qui n'émanerait pas d'une quelconque coterie revendiquant pour elle seule la pureté du dogme. Ainsi à l'été 1890 par exemple, contre la Révolte, on assiste de la part des compagnons parisiens à des tentatives pour mobiliser tous les anarchistes de Paris autour de la création d'un nouveau journal qui serait, comme le dit Tortelier, « tout anarchiste » et « entre les mains des anarchistes[55] » : il s'agit très clairement de gêner la Révolte, voire de la faire « tomber » pour reprendre une expression du compagnon Martinet, pour mieux prêter leur concours financier au journal une « guerre du diable », par exemple « en mettant en suspicion les initiateurs du projet, qu'il fait passer aux compagnons de province comme étant payés pour faire du tort à La Révolte[56] ».

Finalement, ces tensions se résorberont dans le cadre de « l'union sacrée » qui prévaut au sein du mouvement en 1894.

Il faut ensuite compter avec les conséquences de la répression sur le mouvement anarchiste lui-même.

Avec le durcissement de la répression, on constate tout d'abord la baisse du nombre de ceux que l'on pourrait appeler « les anarchistes actifs », ce qui n'est pas sans incidence sur le financement de la propagande écrite : tandis qu'un certain nombre de compagnons abandonnent les théories anarchistes, d'autres anarchistes restés fidèles à leurs convictions sont inquiétés par la police, emprisonnés, arrêtés ou en fuite ; autant de militants qui, les uns parce qu'ils sont perdus pour la propagande, les autres parce qu'ils ont souvent perdu plus ou moins momentanément leur travail, ne pourront que très difficilement alimenter les caisses de la propagande écrite, ce dont témoigne pour Paris un rapport de septembre 1892[57] :

> « On est arrêté par le manque d'argent, car en ce moment, il y a une masse de compagnons qui ne travaillent pas et qui sont forcés de se faire aider par les autres. »

Les anarchistes doivent encore compter avec la désorganisation progressive du mouvement et avec la désagrégation des groupes au cours de ces années, désagrégation qui entraîne la fin des réunions privées et des réunions publiques ; or au cours de la période antérieure, c'était du succès de ces réunions – privées et publiques – que dépendait pour une grande partie le financement de la propagande écrite. Par ailleurs, si les groupes se sont faits plus nombreux au tournant des années 1890-1891, leur nombre n'a pas tardé à diminuer ; et mécaniquement, on peut estimer que le délitement de ces groupements et la disparition de nombreuses caisses communes n'a pas été sans répercussions sur le financement de la propagande écrite à l'échelle locale, mais aussi sur le financement de la propagande à l'échelle nationale, de nombreux groupes étant en effet solidaires dans diverses entreprises : les conséquences financières de cette désagrégation des groupes sont par exemple lisibles à Paris dès février 1890, puisqu'un rapport nous signale que « l'activité de […] l'imprimerie [anarchiste] s'est beaucoup amoindrie depuis la nouvelle

53. P. Po. B.A./76.
54. Ibid.
55. P. Po. B.A./76, rapport du 29 juillet 1890.
56. P. Po. B.A./76, rapport du 30 août 1890.
57. P. Po. B.A./77, rapport du 18 septembre 1892.

sentence qui consiste à supprimer le groupe […] laissant toute initiative à l'individu. Il en résulte que la caisse n'est plus alimentée et que le nombre des imprimés pour la propagande a décru d'autant[58] ». Il faut par ailleurs noter que cette désagrégation n'est pas non plus sans conséquences sur la conception des journaux et des brochures anarchistes : en effet, au fur et à mesure que les groupes se dissolvent, que leurs réunions s'espacent ou qu'ils se vident de ce qui devait être une de leur raison d'être – l'action politique – les compagnons éprouvent de plus en plus de difficultés à se concerter pour mettre en forme la propagande écrite.

Enfin, il ne faut pas oublier les conséquences directes de la répression sur la propagande écrite.

Les indicateurs font par exemple un travail toujours plus efficace pour éventer les « combines » des anarchistes : ainsi à Paris, à la veille du 1er mai 1890, sur les indications d'un certain « Jean », la police parvient à mettre la main sur l'imprimerie clandestine des compagnons de Paris, et à détruire ainsi, une œuvre de propagande « laborieusement édifiée pendant huit ans[59] ».

De plus, au fur et à mesure que le discours anarchiste se durcit, la répression se fait plus sévère : nombre de feuilles (21 placards au moins entre décembre 1892 et février 1894) sont interdits[60]. L'État parvient même à interdire la vente des publications anarchistes à certains distributeurs comme les librairies de gare Hachette à partir du 16 décembre 1893[61], tandis que la police procède auprès des vendeurs et colporteurs de journaux anarchistes à des manœuvres d'intimidation en les empêchant de distribuer les imprimés[62]. Dans ce contexte, de guerre lasse, certains vendeurs de journaux – même anarchistes – cessent de diffuser ces publications : c'est par exemple le cas du compagnon Marius Gauchon, marchand de journaux à Marseille, qui, après tant d'années consacrées à rendre de loyaux services à « la cause », décide en janvier 1894 de ne plus recevoir les publications anarchistes pour échapper aux tracasseries de la police[63].

Par ailleurs, à cause de la répression, on constate que les relations existant entre les journaux anarchistes et leurs lecteurs-collaborateurs deviennent de plus en plus difficiles au fil des ans, voire presque impossibles en 1894, les lettres de ces derniers ne parvenant que rarement aux journaux anarchistes régulièrement visités par la police et victimes à ces occasions de nombreux « vols de mandats », et parfois, du « pillage » en règle de leurs locaux[64], ce que montre par exemple un appel « Aux camarades », dans le numéro 26 de la Révolte du 10 au 17 mars 1894 :

> « Depuis le jour de l'arrestation de Grave, des difficultés nous ont été suscitées ; le fait de la police qui pratique à Marseille tous les genres de cambriolages. Voilà quel a été notre pain quotidien pendant un mois. »

D'ailleurs, déjà dans le numéro 20 du 27 janvier au 3 février 1894, le comité de rédaction de la Révolte déplorait ne plus pouvoir compter sur ses correspondants de province pour avoir des nouvelles des luttes sociales en province et à l'étranger :

> « Bien qu'on nous vole pas mal de lettres, il nous en arrive quelques-unes ; nous serions heureux d'y trouver des renseignements sur le mouvement social

58. P. Po. B.A./77, rapport du 27 février 1891.
59. P. Po. B.A./76, rapport du 30 avril 1890.
60. Liste de feuilles interdites conservées aux A. D. du Pas-de-Calais.
61. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552.
62. Un avis inséré dans le n° 250 du Père Peinard du 31 décembre 1893 au 6 janvier 1894, intitulé « Avis aux marchands », témoigne de cette situation.
63. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1396, note du 9 janvier 1894.
64. La Révolte, n° 26 du 10 au 17 mars 1894.

en province et à l'étranger. Nous en sommes réduits aux télégrammes des quotidiens bourgeois où la mauvaise foi le dispute à la bêtise la plupart du temps. Écrivez-nous camarades : si la police ouvre votre lettre, elle y trouvera une nouvelle place au dossier de ses canailleries ; si elle nous laisse parvenir, ces agissements seront notés et relevés comme il convient. Pas besoin de signature. »

Et ces difficultés ne sont pas le fait de la seule Révolte ; ainsi on lit dans le numéro 252 du Père Peinard du 14 au 21 janvier 1894 :

« Ces dernières semaines y a eu bougrement des saisies du caneton. Y en a même eu bougrement d'illégales [...] Quelques copains avaient pris l'habitude d'adresser leurs lettres au fiston Pouget. Comme toute sa correspondance est barbotée, qu'ils cessent de lui écrire. »

La répression tous azimuts n'a pas été non plus sans affecter les capacités redistributives de ces journaux en matière de propagande écrite, ce bien avant qu'ils ne disparaissent complètement, comme le montrent divers communiqués de la Révolte : ainsi en octobre 1893, les saisies se multiplient partout en France, empêchant les abonnés de recevoir leur journal[65] ; en janvier 1894, les divers colis que le journal tente de faire parvenir à ses lecteurs sont saisis[66] ; en février 1894, le journal ne peut plus envoyer aux lecteurs qui le lui demandent les ouvrages qu'ils lui ont commandés[67] ; en mars 1894, le journal signale encore que les lettres et les mandats ne lui parviennent plus correctement[68]. Et la Révolte n'est bien entendu pas la seule victime de la répression, comme le montrent divers communiqués du Père Peinard ou de L'Insurgé, via la Révolte pour ce dernier[69]. L'affaiblissement de ces journaux – surtout la Révolte et le Père Peinard – qui faisaient beaucoup pour la propagande écrite en finançant par le biais des souscriptions ouvertes dans leurs colonnes les divers brochures ou placards, la prive par ailleurs d'une manne substantielle.

Enfin, il faut noter que diffuser la propagande écrite est une opération de plus en plus dangereuse au début des années 1890, d'autant que la surveillance policière s'est alors renforcée. Nombreux sont les rapports de police qui, à cette époque, signalent l'arrestation d'un compagnon tentant de distribuer, d'afficher ou de vendre des imprimés anarchistes : c'est le cas par exemple à Reims en avril 1890[70], à Angers encore, quelques jours après l'attentat de Vaillant[71], ou à Calais en avril 1892[72], ou effet arrêté à la sortie du domicile de Philippe avec 19 affiches intitulées Les Dynamitards au Panamitards, un pot de colle et un pinceau[73].

Les formes d'adaptation

Face à cette situation, les anarchistes durent s'adapter et trouver de nouvelles solutions pour diffuser la propagande écrite.

65. La Révolte, n° 5, du 14 au 20 octobre 1893.
66. La Révolte, n° 19 du 20 au 27 janvier 1894 : « Communications et correspondance ».
67. « De tous côtés on nous réclame des exemplaires du livre de Grave : La Société mourante et l'anarchie. Impossible en ce moment de satisfaire aucune demande. Mais nous prenons note de toutes : et nous ferons en sorte de contenter tout le monde dès que l'ère du pillage sera close. »
68. La Révolte, n° 26 du 10 au 17 mars 1894.
69. La Révolte, n° 11 du 25 novembre au 1er décembre : « Communications et correspondances ».
70. A. D. de la Marne, 30 M 73, rapport du 28 avril 1890.
71. A. D. du Pas-de-Calais, M 2028, notice de Laurent Louis, François établie le 25 novembre 1893.
72. A. D. du Pas-de-Calais, M 2028, notice de Laurent Louis, François établie le 25 novembre 1893.
73. Thierry BURON, op. cit., p. 51-52.

Au fur et à mesure de la disparition des groupes ouverts, on constate d'abord que le travail de rédaction s'émancipe progressivement de ces groupes pour investir la sphère plus discrète des groupes secrets ou des rencontres privées entre amis dans quelques bars : c'est par exemple au cours d'un conciliabule secret tenu entre les compagnons Dol, Nicolas et Abdon à Marseille, au bar Sicard, place d'Aix, qu'est rédigé un Appel aux conscrits affiché dans plusieurs quartiers de la ville[74]. Et quand les compagnons, trop surveillés, ne pourront plus élaborer leurs tracts, leurs affiches ou leurs journaux sur le sol français, c'est en exil, à l'étranger, que ces centres de propagande se reconstitueront.

Pour ce qui concerne le travail d'impression, comme dans les années 1880, on remarque que les anarchistes recourent à cette époque à divers pis-aller quand ils ne disposent pas du matériel d'impression : à la lithographie, au polycopié ou au manuscrit. Mais le plus simple est de voler le matériel d'impression, ce qui paraît relativement fréquent : ainsi en juillet 1894, un rapport de police indique que l'impression d'une « ignoble brochure » sur Madame Carnot à Londres est le fait de l'anarchiste Parmeggiani, « au moyen d'une machine qu'il a escroquée il y a quelques jours[75] ». D'autres compagnons préfèrent toutefois acheter le matériel d'impression, ce qui sera de plus en plus difficile, au fur et à mesure que les groupes, et donc les caisses de groupes, disparaîtront : ainsi en septembre 1890, on apprend par un rapport d'indicateur que dans tous les groupes parisiens, « en ce moment », on s'occupe sérieusement « […] d'arriver par toutes les combinaisons à acheter une presse, et qu'à cet effet, une souscription […] est ouverte depuis l'année dernière dans La Révolte[76] […] ».

Par ailleurs, comme dans les années 1880, quand on ne peut pas faire imprimer sur place pour diverses raisons, une autre solution consiste à trouver ailleurs – même loin – quelqu'un qui voudra bien se charger du travail ; et sous bénéfice d'inventaire, il semble que cette solution ait prévalu au début des années 1890. Elle pourra être un imprimeur français peu regardant, comme par exemple celui que le compagnon Cazenave s'apprête à visiter à Lyon en juin 1892, après que l'imprimerie de la Chambre syndicale des typographes de la région de Saint-Étienne a refusé de lui prêter son matériel[77]. Elle pourra encore être un imprimeur étranger ne tombant pas sous le coup des lois nationales toujours plus sévères, comme Villeval à Bruxelles, imprimeur rue Linné, qui travaille pour les compagnons en imprimant d'une part des fausses factures qui serviront pour des escroqueries, et d'autre part en mettant sous presse des brochures de propagande interdites en France : un rapport de police de juillet 1894 signale qu'un certain Libert serait « le représentant des Reclus » auprès de lui, et que ces derniers – les Reclus – qui auraient déjà dépensé « plus de 30000 francs pour la propagande », lui ont commandé « une grande quantité de brochures anarchistes » contenant « des excitations à la révolte », brochures dont une bonne partie a déjà été introduite en France par les compagnons Blanc, Misserond et Haumond « à deux points de frontière peu surveillés[78] ».

Et quand les compagnons, trop surveillés, ne pourront plus imprimer leurs tracts, leurs affiches ou leurs journaux sur le sol français, c'est en exil, à l'étranger, qu'ils diffuseront la propagande écrite.

Pour ce qui est de la distribution des imprimés anarchistes, nous avons montré au cours de la décennie 1880 la mise en place de deux réseaux de distribution pour la propagande écrite anarchiste, le premier, légal, et le second, illégal. Ces deux circuits de distribution fonctionnent toujours au début des années 1890, mais de plus en plus inéga-

74. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1395, rapport du 18 décembre 1893.
75. P. Po. B.A./1509, rapport du 19 juillet 1894.
76. P. Po. B.A./76, rapport du 15 septembre 1890.
77. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 28 juin 1892.
78. P. Po. B.A./1510, rapport du 3 juillet 1894.

lement semble-t-il, au fur et à mesure que la répression se fait plus pesante. En effet, on constate alors au cours de ces années l'atrophie progressive du réseau de distribution légal, et à rebours, l'utilisation de plus en plus fréquente du circuit de distribution illégal.

Pour ce qui est des formes de distribution légales, il s'agit avant tout, comme dans les années 1880, des libraires, des marchands de journaux, des colporteurs et des dépositaires « agréés » par l'État qui acceptent de diffuser les publications anarchistes. Pour partie, ce réseau de distribution échappe au contrôle des compagnons puisqu'il est composé d'hommes et de femmes qui ne sont pas anarchistes. Mais pour une autre partie, comme dans les années 1880 au cours desquelles il s'est constitué, il continue à être investi par des compagnons qui s'étaient fait marchands de journaux ou colporteurs dans les années 1880 ou qui le sont devenus en obtenant des permis de colportage au début des années 1890, dans les Ardennes [79], Maurice Coupaye dans les Bouches-du-Rhône [80] ou Narcisse Perrier dans la Haute-Garonne [81]. Et c'est ce réseau qui perd progressivement de son importance au cours des années 1890 au profit d'un circuit de distribution extralégal, comme dans les années 1880, qui permet aux anarchistes de diffuser non seulement les publications autorisées sur l'ensemble du territoire national, mais surtout les publications interdites ; et ce circuit de distribution illégal prend d'autant plus de consistance au début des années 1890 que le circuit légal faillit. Une partie de ces imprimés est acheminée par les compagnons eux-mêmes [82] :

> « On a appris indirectement que les anarchistes (Pouget surtout) ont su envoyer de Londres ces temps-ci, et vont encore expédier, des publications à répandre à Paris et dans diverses grandes villes de France. Ces publications n'ont pas dû être expédiées par la poste, mais elles ont dû être apportées par des compagnons ou des amis venant de Londres […]. C'est la voie de Newhaven-Dieppe qui est prise en général par des anarchistes ou leurs amis rentrant en France. »

Mais les compagnons savent aussi exploiter les mailles denses des réseaux épistolaires tissés entre eux à l'échelle régionale, nationale et internationale, pour demander qu'on leur fasse parvenir telle ou telle publication anarchiste interdite [83]. Les sources ont ainsi conservé la trace de nombreux imprimés interdits ayant circulé sur l'ensemble du territoire national par voie postale : à Roanne par exemple, en décembre 1892, le compagnon Claudius Recorbet informe les anarchistes de la ville qu'il a reçu par la poste une centaine d'exemplaires du manifeste Dynamite et Panama sortant d'une imprimerie de Londres [84]. Par ailleurs, ils recourent à des trésors d'imagination pour empêcher que ces imprimés ne soient découverts. Ils peuvent par exemple utiliser les services de « compagnes » (elles seront moins facilement soupçonnées car l'anarchie est avant tout un monde d'hommes), qui prétexteront une visite à des parents dans une ville plus éloignée pour rapporter des placards ou des brochures : c'est le cas à Reims, en juillet 1891, où deux femmes sont envoyées à Paris par le groupe local pour rapporter des placards Appel à l'Armée et Appel aux Conscrits [85]. Lorsqu'ils utilisent la poste, ils peuvent aussi dissimuler les placards révolutionnaires à l'intérieur d'autres imprimés : ainsi en novembre 1893, on apprend qu'un manifeste a été envoyé de Londres par la poste dans différentes villes de France

79. Jean VUARNET, op. cit., p. 24-26.
80. A. D. des Bouches-du-Rhône, 1 M 1396, note du 9 janvier 1894.
81. A. N. F' 12508.
82. P. Po. B.A./1509, rapport du 7 décembre 1894.
83. A. D. de la Loire, 1 M 529, rapport du 2 février 1892.
84. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 11 décembre 1892.
85. A. D. de la Marne, 30 M 73, rapports des 13 et 19 juillet 1891.

et qu'il est enveloppé dans des journaux anglais[86], un procédé qui paraît avoir été régulièrement utilisé[87]. En même temps, les compagnons font emprunter à ces brochures, journaux ou manifestes des itinéraires spécifiques pour minimiser les risques de saisie : ainsi, lorsque le groupe « L'avant Garde » de Londres décide de faire imprimer en décembre 1893 « un très grand nombre d'exemplaires » d'un nouveau manifeste destiné à être répandu à profusion à Paris et en province », il est décidé qu'« il sera envoyé comme d'habitude par petits paquets à des compagnons qui se chargeront de distribuer ou de l'afficher suivant le cas », et que « la plus grande partie entrera en France par la frontière belge, l'expédition directe de Londres à Paris étant trop surveillée[88] […] ». Bref, encore au début des années 1890 et malgré la répression, certains gérants de journaux anarchistes parviennent, comme l'avait fait Jean Grave pour Le Révolté en 1884, à constituer tout un réseau de vente illégale avec des colporteurs, des dépositaires, des abonnés et des vendeurs : c'est par exemple le cas à Paris pour le journal L'Internationale, imprimé à Londres, qui a ses dépositaires comme peut-être Achille Leroy demeurant 37, rue Gracieux[89], et dont les numéros sont distribués et vendus dans les groupes[90] avant d'être diffusés en province par la poste ou par le « Groupe des trimardeurs ».

Quant aux opérations destinées à distribuer les imprimés anarchistes au début des années 1890, elles ont toujours lieu, mais les compagnons prennent davantage de précautions : ainsi, salle Rousseau à Paris, fin avril 1890, Pouget répartit entre les assistants des exemplaires du placard Le Père Peinard au Populo en recommandant « surtout aux jeunes compagnons de ne pas se faire prendre en les placardant, car il croit fort que le contenu des dites affiches donnera matière à poursuites[91] ». Par ailleurs, ils continuent à cibler certaines catégories de population. Il s'agit d'abord des militaires, comme le montrent les découvertes fréquentes de tracts, de brochures ou de journaux à proximité des casernes : le 27 avril 1892 au matin, on ramasse par exemple dans la Marne sept exemplaires du manifeste anarchiste Aux simples soldats près de la caserne du 129e régiment d'infanterie[92]. Il s'agit ensuite des ouvriers : ainsi à Calais en juillet 1892, « tous les cafés et les établissements fréquentés par les ouvriers de fabrique sont mis en coupe réglée par les compagnons calaisiens[93] ». Il semble enfin qu'il faille insister – davantage que dans les années 1880 – sur le caractère provocateur de certaines opérations de propagande, dont beaucoup sont menées au pire de la répression par des anarchistes exilés à Londres : entre autres exemples, en janvier 1893, on peut signaler l'envoi au général Maurand, commandant le 1er corps d'armée, d'un placard antimilitariste intitulé À L'Armée[94], ou encore l'envoi à divers fonctionnaires en octobre 1894 de 100 manifestes sous enveloppe et sans timbre contenant La Défense de Caserio, rédigée par Malato, Parmeggiani « et un autre anarchiste[95] ».

Quoi qu'il en soit, avec la répression et le délitement des structures du mouvement, les foyers de propagande par l'écrit disparaissent progressivement du territoire national pour ne subsister bientôt réellement qu'à Paris, sans doute parce que la région parisienne reste le cœur français de l'anarchie en 1894 :

86. P. Po. B.A./1508, rapport du 10 novembre 1893.
87. P. Po. B.A./1509, rapport du 21 octobre 1894.
88. P. Po. B.A./1508, rapport du 23 décembre 1893.
89. P. Po. B.A./76, rapport du 15 juillet 1890.
90. P. Po. B.A./76, rapport du 8 septembre 1890.
91. P. Po. B.A./76, rapport du 24 avril 1890.
92. A. D. de la Marne, rapport du 27 avril 1892.
93. A. D. du Pas-de-Calais, rapport du 5 juillet 1892.
94. A. D. du Pas-de-Calais, M 2020, rapport du 14 janvier 1893.
95. Rapports des 11-12 octobre 1894.

Provenance	1890	1891	1892	1893	1894
Pourcentage de numéros parus en province	24,8	16,6	12	20,5	0
Pourcentage de numéros parus en région parisienne	75,2	83,4	88	79,5	100

Tableau 13. – *Pourcentage de numéros parus de 1890 à 1894 à Paris et en province pour l'ensemble de la presse anarchiste*

En dehors de Paris, il faut aller à l'étranger pour trouver des foyers de propagande écrite en langue française, et notamment à Londres, où, en terme de numéros, presque un quart de la presse anarchiste de langue française paraît en 1894[96]. Au début des années 1890 en effet, c'est à Londres – où de nombreux anarchistes français se sont réfugiés – qu'une partie de la propagande par l'écrit se pense, notamment autour de Sicard, Matha, Malato, Nikitine, Pouget, Parmeggiani ou Malatesta. Et ce rôle de Londres dans la conception et la diffusion de la propagande écrite en langue française n'est pas sans influer sur la circulation des fonds anarchistes destinés à cette même propagande écrite : les transferts de fonds se sont en effet intensifiés entre Paris et Londres, comme le montrent de nombreux rapports de police, qu'il s'agisse par exemple de collectes de fonds opérées dans tous les groupes parisiens pour subvenir aux besoins de L'Internationale, à Londres, en juin 1890[97], ou à l'inverse, de demandes d'aide faites aux compagnons de Londres par des anarchistes parisiens : c'est par exemple à cette solution que se résout l'anarchiste français Escarré, qui recueille des fonds à Londres en organisant des soirées théâtrales comme celle de novembre 1893[98], dont le bénéfice doit permettre de faire un Manifeste aux Conscrits qui doit être imprimé à Paris à 100000 exemplaires[99]. Ces transferts de fonds ont en partie permis de soutenir, tant à Paris qu'à Londres, la propagande par l'écrit contre la République ; et finalement, au début des années 1890, ce n'est plus Vienne (Isère) qui joue en France le rôle de pôle redistributeur pour les imprimés anarchistes de langue française provenant du centre de propagande genevois, mais il semble bien que ce soit Paris pour le centre de propagande londonien : ainsi le journal L'Internationale, qui arrive clandestinement de Londres à l'été 1890 à l'initiative semble-t-il du nihiliste Demski, est distribué chez Pouget, 23, rue Saint-Martin, au groupe des « Trimardeurs », qui se proposent de le diffuser dans toute la France au gré de leurs déplacements[100].

96. Voir le tableau ci-dessus.
97. P. Po. B.A./76, rapport du 20 juin 1890.
98. P. Po. B.A./79, rapport du 20 juin 1890.
99. P. Po. B.A./1508, rapport non daté.
100. P. Po. B.A./1508, rapport du 30 novembre 1893.

L’impact de la propagande anarchiste au début des années 1890

Il est très difficile de mesurer l’impact de la propagande écrite anarchiste sur la population française au cours de ces années, d’abord parce que les sources qui nous permettent de l’aborder sont peu abondantes ; ensuite parce que les informations qu’elles nous livrent sont souvent contradictoires et peu fiables [101] ; enfin parce que d’autres paramètres peuvent encore brouiller les pistes : le nombre de journaux vendus est bien souvent très inférieur au nombre de journaux tirés ; les chiffres dont nous disposons concernant les ventes de ces journaux à l’échelle locale, régionale ou nationale sont peu nombreux, et l’information est donc toujours ponctuelle et partielle ; un grand nombre de journaux ne parviennent jamais à leurs destinataires, soit que les ventes légales aient été empêchées, soit que les exemplaires diffusés sous le manteau aient été saisis – surtout en 1893-1894 ; un nombre sans doute appréciable de journaux – nombre qu’il est impossible de connaître – est distribué gratuitement, circule de main en main ou est diffusé par des circuits de distribution parallèles ; enfin, les rapports répertoriant par département les journaux découverts lors des visites domiciliaires opérées sur l’ensemble du territoire national sont difficiles à utiliser, d’abord parce que l’information est inégale (certains rapports indiquent le nombre des journaux retrouvés ainsi que leurs titres tandis que d’autres se contentent de mentions lapidaires comme : « imprimés anarchistes »), et ensuite parce que de nombreux compagnons ont pu se débarrasser des journaux qu’ils possédaient.

On peut toutefois formuler plusieurs hypothèses sur ces questions en croisant différentes sources.

Après une période d’embellie, on remarque d’abord le déclin de la propagande écrite anarchiste entre 1892 et 1894 : alors que 246 numéros ont paru en 1892, seulement 39 paraissent en 1894 [102].

On constate ensuite que l’espérance de vie de ces journaux ainsi que leurs tirages restent faibles : ainsi à sa parution, L’Insurgé de Lyon commence par tirer à 5000 exemplaires, puis à 4000 au second numéro, avant que le tirage ne tombe à 1000 puis ne remonte en octobre à 2500 pour se stabiliser enfin [103]. En regard du tirage de ces journaux, on remarque également que la Révolte et le Père Peinard s’affirment – au moins au tournant des années 1890 – comme les deux principaux organes de presse anarchiste français, leur tirage étant multiplié par deux par rapport à la décennie 1880. Ainsi la Révolte, après un « passage à vide » de novembre 1890 à novembre 1891 [104], tirerait à 10000 exemplaires en novembre 1891 [105], tandis que le Père Peinard tirerait à plus de 10000 exemplaires selon divers rapports dressés au tournant des années 1890, entre novembre 1890 et août 1891 [106].

Par ailleurs, comme dans les années 1880, et ce, malgré la répression, on remarque que les frontières du pays restent poreuses. Ainsi les journaux anarchistes en langue française paraissant à l’étranger sont connus et diffusés sur le territoire national, comme par exemple La Question sociale d’Ixelles-Bruxelles, reçue à Paris et « adressée à di-

101. Voir les problèmes méthodologiques soulevés dans l’introduction générale.
102. Jean MAITRON, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 2, p. 211 sq. (« Cent années de presse anarchiste 1880-fin 1972 »).
103. Marcel MASSARD, op. cit., p. 147.
104. P. Po. B.A./77.
105. P. Po. B.A./76, rapport daté du 15 novembre 1889 intitulé « Du parti anarchiste ».
106. P. Po. B.A./77, rapport dactylographié de 10 p. daté du 5 novembre 1891.

vers groupes » en juillet 1890[107]. De même, les journaux en langue étrangère publiés à l'étranger sont lus en France, comme Die Autonomie de Londres, reçue chaque semaine en décembre 1890 par les anarchistes allemands de Paris[108].

On constate enfin que, comme dans les années 1880, tous ces journaux ont souvent une clientèle de diffusion propre : ainsi le Pot à Colle et le Rifflard sont pour l'essentiel diffusés à Paris, plus particulièrement au faubourg Saint-Antoine, dans les quartiers de Charonne, du Père-Lachaise, et dans toute la partie du 11e arrondissement où se trouvent des ouvriers en meuble ; là, ils y sont avant tout lus « par les menuisiers et les ébénistes, et aussi un peu par d'autres ouvriers dont les professions se rapprochent du meuble ou du bâtiment[109] ». Le Père Peinard serait en revanche davantage lu en province qu'à Paris, particulièrement dans « les centres ouvriers de la Loire, Saint-Étienne, Le Creusot, etc. », et « les pays miniers » constitueraient « sa clientèle » de prédilection[110] ; c'est d'ailleurs grâce aux mineurs qu'« il commencerait à pénétrer chez les paysans »[111]. Quant à la Révolte, elle serait lue davantage par la « classe aisée » que par la « classe ouvrière[112] » – qui ne la comprendrait pas – et elle « n'aurait pas été sans influence sur la jeune génération des gens de lettres[113] » ; elle serait achetée par les anarchistes parisiens bien qu'ils « ne la lisent point[114] » et qu'ils « ne la comprennent guère[115] » ; elle serait lue en province, et compterait le plus de lecteurs « dans le Midi, l'Ouest et le Sud-Ouest[116] ».

Ce que les compagnons retiennent de cette propagande anarchiste

Grâce aux écrits anarchistes découverts lors des perquisitions de 1893-1894, il est possible de faire plusieurs remarques sur la « culture anarchiste » acquise par les compagnons à partir de la propagande écrite. En général, il semble que cette culture ait été majoritairement transmise par la Révolte pour la frange « la plus aisée » du mouvement, et, pour les autres anarchistes, par les ouvriers, par le Père Peinard, davantage lu par les ouvriers. Cela dit, certains dépôts importants de brochures et de journaux montrent qu'à Paris comme en province, des anarchistes curieux de parfaire leurs connaissances théoriques pouvaient aussi avoir accès à nombre d'ouvrages savants dont le contenu était probablement expliqué et discuté au sein du groupe.

La propagande par le fait

Au cours des années 1890-1894, les actes de propagande par le fait se multiplient, et il y a deux explications à cette évolution : d'une part l'entrée dans le mouvement d'un certain nombre d'individus douteux qui se livrent à des activités criminelles sous couvert d'anarchie ; d'autre part la répression, qui radicalise les compagnons et les incite à passer à l'action violente.

107. P. Po. B.A./76, rapport du 16 et du 18 juillet 1890.
108. P. Po. B.A./77, rapport du 8 décembre 1890.
109. P. Po. B.A./77, rapport du 5 novembre 1891.
110. Ibid.
111. Ibid.
112. Ibid.
113. Ibid.
114. Ibid.
115. Ibid.
116. Ibid.

Les anarchistes contre le devoir et l'obéissance civiques

Comme dans les années 1880, les campagnes abstentionnistes sont une forme d'action particulièrement appréciée des compagnons, mais là encore, il est probable que les candidatures abstentionnistes, nombreuses au début des années 1890, auront été moins soutenues à partir du moment où la répression provoque une désagrégation des groupes.

Parmi les autres formes d'action auxquelles recourent les compagnons à cette époque, un certain nombre d'actes visent également à dénoncer l'armée et la conscription. Sous bénéfice d'inventaire, il semble que ceux-ci aient été beaucoup plus nombreux au début des années 1890 que dans les années 1880, sans doute en raison de la multiplication des groupes antimilitaristes à cette époque.

On connaît ainsi un certain nombre d'actes – souvent individuels – de résistance au tirage au sort, des actes qui se produisent en général dans des régions où des groupes anarchistes antimilitaristes relativement importants se sont développés : ainsi à Roanne, en décembre 1891, l'anarchiste Ségot se promène le jour du tirage sur la place de l'Hôtel de ville, « armé d'une hachette » qu'il brandit pour qu'on ne l'approche pas[117]. Un certain nombre de compagnons n'hésitent pas non plus à s'enfuir pour échapper à leurs obligations civiques : ainsi au début des années 1890, l'anarchiste Claude James refuse de tirer au sort et se réfugie à Genève[118].

Si ces actes ont en général été des actes de résistance individuelle, il ne faut pas sous-estimer tout le travail de persuasion qui s'effectue au sein du groupe, non plus que les actions entreprises collectivement : ainsi, à Roanne, en 1891 par exemple, à Roanne, en 1891, ses futurs conscrits anarchistes décidèrent d'un commun accord, en signe de protestation, de se faire tonsurer avant le tirage au sort[119]. Par ailleurs, des « filières » de désertion existèrent : ainsi à Charleville, en mars 1892, quelques anarchistes appartenant aux « Sans-Patrie » décident de faire déserter Loriette, un jeune homme incorporé au 132e de ligne à Reims. Amant de la sœur d'un colonel, il aurait eu des mots avec son colonel, et le compagnon ardennais Malfait se charge de l'affaire, et se met en rapport avec un certain Leroux pour fournir à Loriette des vêtements civils. Loriette devait gagner Charleville, y être caché et passer la frontière. Mais l'opération échoue : la police, alertée, l'attend à sa descente de Charleville. Comme le signale Jean Vuarnet, ce cas de désertion fut probablement isolé et particulier à cause des relations intimes existant entre Loriette et la sœur de Moray. Mais à l'époque, pour les forces de l'ordre, l'affaire témoigne au contraire des tentatives faites par les anarchistes pour infiltrer et « gangréner » l'armée, car « plusieurs militaires auraient été en relation avec les anarchistes de Charleville[120] ».

Les formes de la délinquance et de la criminalité anarchiste

Les déménagements à la cloche de bois

Non contents de se refuser à l'accomplissement des devoirs civiques, les compagnons se sont par ailleurs livrés au début des années 1890 à toutes sortes d'activités illégales,

117. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 18 décembre 1893.
118. Voir la notice de Claude James in D.B.M.F.
119. A. D. de la Loire, 1 M 528, rapport du 18 décembre 1893.
120. Jean VUARNET, op. cit., p. 30-31.

comme les « déménagements à la cloche de bois ». Et si un certain nombre de ces déménagements ont résulté d'initiatives individuelles, les anarchistes ont aussi su s'organiser : ainsi en septembre 1892, à Nouzon, le groupe des « Déshérités » propose ses services à quiconque souhaite déménager avant le paiement du terme de son loyer[121]. Et il en va de même à Paris, où l'on fait les choses en plus grand : selon un rapport du 8 juillet 1892, « plusieurs anarchistes des groupes de Paris et de la banlieue faisant partie de la "Ligue des Antipatriotes" ont en effet établi « à l'approche du terme de location des loyers » des « permanences afin d'aider les compagnons qui auraient envie de déménager à la "cloche de bois"[122] ».

Le faux-monnayage

Les compagnons se sont également livrés au faux-monnayage.

Au cours des années 1880-1914 en effet, il est possible – sans prétendre à l'exhaustivité – d'identifier des bandes de faux-monnayeurs anarchistes opérant à Paris ou en province : c'est par exemple le cas en 1893 du petit groupe animé par les compagnons Catineau et Clovis Massoubre, dont l'activité cesse avec l'arrestation de Catineau à Bar-sur-Seine en mai 1893, où il se trouve porteur de sept fausses pièces de 5 francs. Sa femme, Clovis Massoubre ainsi que deux autres complices, sont interpellés par la police de Troyes, et on découvre à la suite d'une perquisition opérée dans la chambre qu'ils occupent à l'Hôtel du Petit Louvre « 120 fausses pièces de 5 francs en argent », « une fiole de vernis or » et différents produits chimiques tels que du cyanure de potassium et de l'acétate de cuivre[123].

Les sources mentionnent par ailleurs l'activité de bandes internationales de faux-monnayeurs anarchistes. Souvent invérifiables, ces informations doivent être prises avec précaution même si le fonctionnement du mouvement anarchiste ne paraît pas exclure leur existence. De telles organisations sont par exemple signalées dans un rapport du 24 septembre 1891, lequel indique la présence de deux jeunes anarchistes italiens à Paris, lesquels auraient fait don d'une liasse de billets de 500 francs aux bureaux de la Révolte en se présentant comme faisant partie d'une bande de faux-monnayeurs ayant à sa tête les frères Paris et Falcose ; la fausse monnaie qu'ils écoulaient à Paris aurait été fabriquée en Italie[124].

Et ces mêmes sources mentionnent également les liens tissés entre une frange de compagnons et le milieu – quand ils n'existaient pas avant : lorsqu'ils ne maîtrisent pas les techniques de fabrication de la fausse monnaie ou lorsqu'ils ne parviennent pas à obtenir la matière première qui leur permettrait de frapper des fausses pièces (ils ne peuvent en effet pas tous fabriquer de la fausse monnaie à partir d'or et d'argent provenant de bijoux qu'ils ont volés, comme le font en 1893 les anarchistes Émile Spaganel, Léveillé et Charlot), ils peuvent recourir aux receleurs du milieu ou à des malfaiteurs. De même, sans participer directement à la fabrication de la fausse monnaie, ils peuvent prendre langue avec des faux-monnayeurs pour l'écouler en retenant une commission : en mai 1905, un rapport d'un indicateur signale ainsi que le compagnon Mignotte a écoulé à Versailles en un seul jour 20 pièces de 5 francs sur lesquelles il avait 0,50 centimes de bénéfice, et 64 pièces de 20 francs sur lesquelles il avait un gain de 0,30 franc.

Quel fut donc l'usage de la fausse monnaie des anarchistes ? Il semble que, pour les compagnons dans le besoin se livrant à la fabrication de fausse monnaie à la « petite

121. Ibid.
122. P. Po. B.A./77, rapport du 8 juillet 1892.
123. P. Po. B.A./1503.
124. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 11 mai 1893.

semaine » comme Gallo ou Ravachol, le premier usage de cette fausse monnaie ait été un usage personnel. En revanche, pour des militants disposant du nécessaire et pratiquant le faux-monnayage à plus grande échelle, rien n'interdit de penser qu'ils n'aient consacré une partie de l'argent à la propagande : c'est par exemple le cas de ces deux Italiens appartenant à la bande Paris-Falcose, venus aux bureaux de la Révolte pour subventionner le journal avec de faux billets de 500 francs [125].

La reprise individuelle

Enfin, parmi ces formes de la délinquance anarchiste, il ne faut pas oublier, bien évidemment, la reprise individuelle.

Comme dans les années 1880, certains individus isolés se rendent coupables d'actes de reprise individuelle, parfois avec violence. C'est par exemple le cas de Vaillant, un de ces anarchistes isolés qu'on sait avoir volé par besoin ; au cours de ses nombreuses pérégrinations il eut plusieurs fois maille à partir avec la justice : le 27 mai 1876 par exemple, le tribunal correctionnel de Dijon le condamna pour un voyage en chemin de fer sans billet à 16 francs d'amende ; le 27 mai 1878, à Charleville, à six jours de prison pour mendicité ; le 14 décembre de la même année, à Marseille, à trois jours de prison pour mendicité ; enfin le 24 avril 1879 à Alger, à trois mois de prison pour vol.

Mais il existe aussi des bandes d'anarchistes organisées repérables en province. Quelques-unes sont dans le sud-est de la France : Jean-Paul Barthélémy rapporte l'existence d'une bande de faux-monnayeurs et de cambrioleurs dont les chefs sont Dumas, Maucer, un potier de Terrenoire, ainsi que Félix Roux du Vaucluse. Maucer est le receleur de l'organisation, tandis que Dumas liquide les objets volés sous couvert de son commerce de poterie. La bande a des ramifications à Grenoble ainsi qu'à Romans, où, lors des perquisitions engagées au cours de l'année 1894, le produit de nombreux vols réalisés de nuit dans des églises est découvert. Et au cours de l'année 1894 – alors traqués par la police – les membres de cette bande bénéficient de l'aide de presque tous les anarchistes de Grenoble, qui cachent Félix Roux et tentent de déménager à Saint-Étienne un butin constitué de bijoux volés. Selon un rapport de la police de Belfort daté du 30 mai 1896, cette organisation, aurait été démantelée en 1894, mais elle se serait reconstituée sans attendre [126].

D'autres organisations opèrent dans la capitale et sa banlieue, et on peut appréhender leur fonctionnement à travers certaines affaires criminelles. Ainsi la tentative de vol à main armée dirigée contre la Compagnie urbaine de Saint-Ouen le 30 janvier 1893 révèle la capacité de ces anarchistes à s'organiser pour « un coup ». L'anarchiste de Saint-Ouen, Gallot, est alors la cheville ouvrière de l'opération : il se fait embaucher dans les ateliers de la Compagnie courant janvier 1893 [127] :

> « D'après les renseignements recueillis, cet embauchage n'avait d'autre but que de favoriser à Gallot les moyens d'étudier exactement les lieux et usages de l'établissement, pour le cas échéant, en tirer profit […]. »

Il intéresse à l'affaire le compagnon Jean Perrin, un « autre individu dont le signalement correspond parfaitement à celui de Spagannel », ainsi que Forest dit « Grandjean », venu tout exprès de Reims grâce à l'anarchiste Bastard de Saint-Denis, et domicilié

125. Ibid.
126. P. Po. B.A./1503.
127. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 4 février 1893.

pour une nuit chez Gallot père[128]. Dans la nuit du 30 janvier, Gallot dirige ses compagnons vers l'immeuble visé sous prétexte de prendre des poules et des lapins. Forest, qui est armé d'un revolver chargé, a acheté de fausses clés à un brocanteur au marché de Clichy ainsi qu'une pince monseigneur. Mais soudain tout bascule. Le gardien André Brausch les surprend, et Forest, sur le point d'être pris, se sert de son pistolet et l'atteint au bras[129], tandis que toute la bande parvient à s'enfuir. D'après les indicateurs de police, Charles Gallot passe la nuit à Argenteuil chez un compagnon qui le cache du 1er au 2 février 1893[130], puis se réfugie à Londres[131]. Quant à Spagannel et Forest, tous deux recherchés par les forces de l'ordre, ils parviennent à échapper à leurs poursuivants[132], et ce seraient eux qui, à la même époque, auraient affiché le Manifeste des dynamiteurs à Levallois-Perret[133].

Spagannel, entraîné dans l'affaire de Saint-Ouen par Gallot, n'en est d'ailleurs pas son coup d'essai, et il est lui-même à la tête d'une bande de voleurs très active au début des années 1890. À cette époque, il est en cheville avec d'autres anarchistes comme Albert, Brunet, Ouin, Léveillé ou Vial, et prépare ou réalise avec eux des vols dans la région parisienne ou en province : en juin-juillet 1893, il fabrique avec Félix et le père Gallot des clés spéciales pour l'affaire de Vienne en Isère (un vol dans une draperie devant rapporter 50000 francs au bas mot, vol auquel devraient encore participer Ouin, Léveillé, Vial et Brunet[134]). En août 1893, après l'arrestation d'Albert et de Brunet pour vol de boutons de porte, il déménage leurs domiciles chez un autre compagnon en emportant toutes les plaques de cuivre volées ; il les écoulera chez un receleur, rue Victor Hugo[135]. En 1893, Spagannel est encore impliqué dans « l'affaire Moitrier », une affaire qui fit couler beaucoup d'encre à l'époque : le 18 octobre 1893, dans la matinée, alors que la femme Moitrier est partie chez un commerçant, Moitrier, un vieillard de 79 ans, ouvre sa porte à deux individus qui se présentent à son domicile, 13, rue Gide à Paris, sous le prétexte de louer le petit jardin qu'il propose. Il est immédiatement assommé d'un coup-de-poing américain et frappé de coups de crosse de revolver, tandis que son coffre-fort est ouvert et que les cambrioleurs se saisissent d'une dizaine de milliers de francs avant de s'évaporer dans la nature en laissant sur les lieux deux trousseaux de clé du coffre. Or deux jours auparavant, le commissaire de police de l'arrondissement avait été prévenu du cambriolage par une lettre anonyme : elle disait que le vieillard était au plus mal avec le mari de sa petite-fille, et que celui-ci, un nommé Fournier, établi serrurier à Levallois, 17, passage d'Isly, avait confié à Guermann, dit « Charlot », anarchiste connu et surveillé, qu'il serait très heureux que son beau-père fût dévalisé et supprimé. Guermann était signalé par la même lettre comme l'indicateur-opérateur du vol, un vol qu'il aurait préparé avec l'un de ses amis Spagannel. Les enquêteurs découvrent bientôt que Spagannel, Guermann et un dénommé Charles Piéri étaient effectivement à proximité du lieu du vol ce jour-là, tandis que Fournier se montre mal à l'aise devant leurs questions, à tel point qu'on pense l'incarcérer. Finalement, Spagannel et Piéri sont rapidement arrêtés tandis que Guermann parvient à échapper aux recherches. Quant aux bijoux, à l'argent et aux titres, ils ne seront jamais retrouvés[136]. Après l'arrestation de Spagannel, il faudra attendre que les activités et l'organisation de cette bande d'anarchistes cambrioleurs soient vé-

128. Ibid.
129. Ibid.
130. Ibid.
131. Ibid.
132. Ibid.
133. Ibid.
134. P. Po. B.A./1503, série de rapports de police du 28 juin au 25 juillet 1893.
135. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 19 août 1893.
136. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 28 octobre 1893.

ritablement mises en lumière : 23 chefs d'accusation relatifs à 23 co-accusés sont alors poursuivis pour le procès retentissant de la « bande Spagannel » en juin 1895[137] pour les vols de Nogent-sur-Marne, Suresnes et Rueil, la Garenne-Colombe, Neuilly, et surtout le vol commis chez Moitrier (ce dernier était décédé trois mois plus tard, à la suite des coups de crosse reçus à la tête[138]). À la tête de la bande, on trouve Spagannel, un jeune homme d'une vingtaine d'années qui supervisait les opérations, indiquait à chacun son champ d'activité et négociait les prises avec deux receleurs parisiens Ackermann et Hauchard[139]. La bande comprenait 19 comparses, tous relativement jeunes puisqu'ils avaient entre 15 et 22 ans, les receleurs étant plus âgés. Les affiliés signalaient à Spagannel les maisons mal gardées et celles dont les propriétaires étaient absents, et la bande, qui pénétrait dans les maisons en brisant une grille ou une fenêtre, était divisée en équipes ayant chacune une mission spéciale[140].

Enfin, à cette époque, nous pouvons établir l'existence de bandes d'anarchistes cambrioleurs ayant des ramifications dans plusieurs pays. Au début des années 1890 en effet, une série de vols audacieux a lieu à Paris et dans le nord-ouest de la France, et parmi ceux-ci, on peut noter les affaires suivantes :

— En août 1892, vol à Abbeville chez Monsieur Flandrin à l'aide de fausses clés. Le coffre-fort est fracturé et plus de 30000 francs de titres nominatifs au porteur sont volés.

— Le 8 janvier 1893, à Piquefleur, vers 2 h du matin, quatre individus vêtus de noir, coiffés de chapeaux haut de forme et ayant le bas du visage masqué, font irruption dans l'immeuble occupé par les dames Postel et Moulin en escaladant une haie et en fracturant deux portes avec une pince Monseigneur restée ensuite sur place. La dame Postel, surprise dans son sommeil, est pressée de remettre ses bijoux aux cambrioleurs sous la menace : elle leur donne des titres de la Société Générale d'Honfleur pour une valeur d'environ 800000 francs, des montres, des bijoux de famille et une somme en espèces. La femme Moulin est retrouvée attachée sur son lit, avec la porte fermée de l'intérieur. La domestique, terrorisée, n'a pas bougé, et le jeune domestique était parti à l'affût dans les marais pour chasser le canard[141].

— Le 27 janvier 1893, rue Marceau à Paris, vol de sept tableaux et divers objets chez le marquis de Passis-Panisse, qui a été ligoté et attaché à une chaise par des cambrioleurs guidés par un homme déguisé en commissaire de police et ayant présenté à la maisonnée un mandat de perquisition[142].

— Le 25 février 1893, vol commis à la maison Savart, à Saint-Michel, fabrique de chaussures occupant 400 ouvriers. Trois barreaux de la fenêtre de gauche d'un des bureaux donnant sur la rue sont arrachés de leur place entre minuit et une heure du matin. Le concierge, qui entend du bruit du côté des bureaux, se lève, mais ne constate rien d'anormal. Le lendemain, il s'aperçoit que les trois barreaux, tordus, raccourcis, sont répandus au hasard dans ladite pièce qui a été visitée tandis que les coffres ont été fracturés : 1200 francs ont été volés dont une certaine quantité de titres « la Micheloise » sans valeur négociable ainsi que deux boîtes de compas. Dérangés, les voleurs n'ont pas pu emporter une liasse d'obligation au porteur de 19000 francs et n'ont pas eu le temps de s'attaquer à la caisse principale. Les enquêteurs dépêchés sur place pensent avoir affaire à des cam-

137. À l'issue de ce procès, Spagannel sera condamné aux travaux forcés à perpétuité ; Piéri, à 20 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour ; tandis que leurs comparses seront condamnés à des peines oscillant entre 15 ans de travaux forcés et deux ans de prison avec cinq ans d'interdiction de séjour. Neuf des accusés seront par ailleurs acquittés, dont Guermann (La Gazette des tribunaux des 24-25 juin 1895).
138. Les Débats, « Dernières nouvelles du palais », 17 juin 1895.
139. Ibid.
140. La Gazette des tribunaux des 17-18 juin 1895.
141. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 7 février 1893.
142. P. Po. B.A./1503.

brioleurs de première force, sans doute au nombre de deux ou trois, qui ont utilisé une pince à mâchoire à pied-de-biche ou une sorte de clef de Garangeot dont se servent les dentistes[143].

— La nuit du 13 au 14 février 1893, entre minuit et demi et 2 h du matin, vol commis à l'usine Manquette et Cie de Sougland, une usine qui se trouve à droite, au bout d'un chemin venant de Saint-Michel. La porte a été fracturée et le coffre-fort forcé. 2465 francs ont été dérobés ainsi que le pistolet appartenant au directeur de l'usine[144].

— Entre la mi-février 1893 et le début du mois d'avril, vol à Guise, au Familistère. Là encore, le coffre-fort a été fracturé et 2000 francs et plus ont été dérobés[145].

— Le 15 février 1893, au numéro 61 de la rue de Galilée à Paris, vol chez Monsieur Colasson, un vieil original qui avait déjà été dévalisé à plusieurs reprises de 1886 à 1893. Il a été assailli par deux individus, un grand avec une longue barbe blonde et un plus petit, alors qu'il sortait de sa chambre pour se rendre dans sa bibliothèque avant d'être ligoté et encagoulé. 30000 francs lui ont été dérobés[146].

Or la manière dont ces vols ont été commis laisse rapidement penser aux autorités qu'elles sont face à une bande bien organisée. Tout d'abord, parce que d'après les enquêteurs qui ont travaillé sur les cambriolages, le mode opératoire ou les outils utilisés sont, semble-t-il, souvent les mêmes, maniés à chaque fois par des cambrioleurs audacieux et expérimentés : ainsi les traces d'effraction faites sur le coffre-fort de Monsieur Flandrin résultent de l'utilisation d'une pince semblable à celle retrouvée sur les lieux du vol de Piquefleur[147], tandis qu'à Guise, la façon dont le coffre-fort a été fracturé (on a d'abord fait un trou dans le revêtement en tôle avec un foret trempé américain avant de procéder par arrachement) rappelle la main des malfaiteurs d'Abbeville : « On retrouve là le modus operandi des mêmes individus[148]. »

Ensuite, parce que lorsque l'on synthétise les centaines de rapports de police consacrés à ces différentes affaires, on s'aperçoit qu'à moins d'une vingtaine d'individus presque tous les pistes mènent dans le milieu anarchiste, milieu qu'ils fréquentent depuis de nombreuses années : Siméon Manem de Brettauville ; Corti ; Nikitine ; Secondo Pavesi ; Joseph Crespin ; Malato ; les frères Schouppe ; Alfred Piénard ; Magrini Sante ; Émile Henry ; Léon Ortiz ; Marocco et Matha[149].

Parce que ces hommes ont par ailleurs la particularité d'habiter ou d'avoir habité à Londres, où ils se sont réfugiés à la suite de diverses condamnations. Certains entre eux font d'ailleurs de fréquents déplacements entre le Royaume-Uni et le continent[150] : Secondo Pavesi a séjourné alternativement à Londres et à Paris en 1892-1893[151], tandis que Magrini, venu secrètement à Paris puisqu'il a été reconnu au faubourg Saint-Antoine, est arrêté en février 1893 par la police française, lorsqu'aux enquêteurs, il prétend être arrivé de Londres le 2 février au matin[152] ; et il en va de même de Constant Martin ou d'Émile Henry. Par ailleurs, le milieu des anarchistes londoniens paraît fortement impliqué dans les différents vols : ainsi le papier administratif utilisé dans l'affaire Passis-Panisse, qui est semblable à celui dont se servent les juges d'instruction ou le parquet pour les mandats de perquisition, a été imprimé chez des compagnons suisses, dans Cle-

143. P. Po. B.A./1503, rapport du 8 avril 1893.
144. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 8 avril 1893.
145. Ibid.
146. La Gazette des Tribunaux du 16 juin 1894.
147. P. Po. B.A./1503.
148. P. Po. B.A./1503.
149. P. Po. B.A./1503.
150. P. Po. B.A./1503, rapports de police des 2 février et 9 mai 1893.
151. Ibid.
152. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 23 mars 1893.

veland Street[153] ; une partie des 30000 francs provenant du vol commis chez Monsieur Colasson aurait été envoyée de Londres à Bellinzona, en Suisse, chez le frère de Magrini[154] ; à Londres toujours, Malatesta aurait été le receleur des titres volés à Abbeville chez Flandrin[155] ; les titres au porteur provenant du vol de Piquefleur ont, de Londres, été expédiés par des compagnons à Paris, où de pseudo-hommes d'affaires devaient les présenter à négociation[156] ; c'est encore de Londres qu'est adressée à Mesdames Postel et Martin de Piquefleur une lettre les menaçant d'être victimes d'une nouvelle tentative de vol pratiquée avec plus de violence si elles n'envoient pas sous un certain délai à Richard, intermédiaire anarchiste de Londres, 67, Charlotte Street, une somme de 30000 francs[157].

Parce que tous ces hommes se connaissent, se sont fréquentés à Londres ou à Paris, et, pour certains d'entre eux, entretiennent des liens d'amitié : Secondo Pavesi a conservé de ses séjours à Londres des liens d'amitié solides avec Malatesta, Scialtice et d'autres anarchistes de renom, tandis qu'à Paris, il loge chez différents compagnons italiens comme Rondini et Salimberti[158] ; selon son concierge auquel on montra différentes photographies, Alfred Piénard aurait reçu des visites du compagnon Renard et de l'anarchiste Placide Schouppe[159] ; Magrini est un ami de Pini, avec lequel il aurait participé à un mouvement révolutionnaire à Rome, et il compte à Londres de nombreux amis anarchistes parmi lesquels Chiéricotti, mêlé à l'affaire des explosifs de la rue Berthe[160] ; un des domiciles d'Alfred Piénard apparaît sur le carnet d'adresses de Joseph Crespin[161], tandis que ce dernier est un proche de Manem de Brettauville[162] ; Gustave Mathieu et Placide Schouppe habitaient ensemble à Londres[163] ; Placide Schouppe, ancien forçat évadé de la Guyane française en même temps que Pini dont il est l'ami[164], fut par ailleurs compromis dans une tentative de vol manquée effectuée à Paris par Parmeggiani[165], Parmeggiani sur lequel on trouva, lors de son arrestation à Bruxelles, un certain nombre de lettres, dont quelques-unes de Malatesta, de Crespin et de Julien Léon Ortiz dit « Schiroky »[166].

Parce que tous paraissent au moins compromis dans un ou plusieurs vols : Renard, qui sera condamné à 20 ans de prison pour avoir joué le rôle du commissaire dans l'affaire Passis-Panisse[167], est un familier du domicile de Monsieur Colasson, puisqu'il est probablement, selon le témoignage d'une femme galante, Mlle Leseigneur, à laquelle il s'en était vanté, l'auteur d'un cambriolage chez ce même Monsieur Colasson en 1886 : il est d'ailleurs condamné pour le vol du 15 février 1893 à la prison à vie, malgré ses protestations (les méthodes violentes qui ont été employées chez Monsieur Colasson ne seraient pas les siennes[168]) ; Magrini, déjà fortement impliqué dans l'enquête qui suit le vol de Passis-Panisse[169], aurait fait envoyer une partie de l'argent récupéré chez Mon-

153. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 26 avril 1895.
154. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 24 février 1893.
155. P. Po. B.A./1503, rapport du 8 avril 1893.
156. P. Po. B.A./1503.
157. P. Po. B.A./1503, rapport du 8 avril 1893.
158. P. Po. B.A./1503, rapports de police des 2 février et 9 mai 1893.
159. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 23 mars 1893.
160. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 1er août 1893.
161. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 23 mars 1893.
162. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 8 avril 1893.
163. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 8 avril 1893.
164. P. Po. B.A./1503, rapport de police s. d.
165. Ibid.
166. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 17 avril 1894.
167. Le Figaro du 16 juin 1894.
168. La Gazette des Tribunaux du 16 juin 1894.
169. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 26 avril 1895.

sieur Colasson à son frère, Toussaint Sante, en Suisse[170], et aurait dû participer au vol de Piquefleur[171] :

> « Le compagnon Magrini (Santé), né à Bologne (Italie), est un des auteurs du vol de 800000 francs commis dernièrement à Piquefleur. Ce vol aurait été décidé dès octobre 1892 et devait être exécuté à la Toussaint. Mais il fut retardé parce qu'il manquait à Magrini l'argent nécessaire au voyage. »

Malatesta, qui serait, à Londres, selon Manem de Brettauville, le receleur des titres volés à Abbeville chez Flandrin[172], serait par ailleurs contacté par les compagnons pour écouler les titres de Piquefleur frappés d'opposition[173], est l'instigateur du vol de Colasson qui aurait opéré chez Monsieur Colasson[174] ; Placide Schouppe, sous le nom de Henry Dumont, l'a contacté pour écouler les titres de Flandrin frappés d'opposition (selon Manem de Brettauville, qui le reconnaît parmi plusieurs photos d'anarchistes de Londres dans le courant de mars 1893, des renseignements le dénoncent[175]), serait par ailleurs impliqué dans le vol d'Abbeville (selon une dénonciation anonyme parvenue aux services de police en mars 1893)[176] ; Gustave Mathieu a probablement participé au vol de Saint-Michel comme l'un des auteurs des vols commis à la maison Savart de Saint-Michel (les traces des snowboots qu'il devait porter le soir de sa fuite de Bruxelles ont été laissées sur les dossiers de la maison Savart[177]) ainsi qu'à ceux de Sougland (lors de son arrestation, on retrouve sur lui le pistolet qui y avait été volé et qui appartenait au directeur de l'usine[178]) et de Guise (selon une dénonciation anonyme parvenue aux services de police en mars 1893, Gustave Mathieu, qui avait longtemps habité la localité et qui connaissait l'existence et l'emplacement du coffre, aurait entraîné Schouppe dans l'entreprise[179]) ; enfin, selon les rapports d'indicateurs parisiens et londoniens, Émile Henry, Matha et Ortiz auraient participé plus ou moins directement aux vols d'Abbeville et de Piquefleur[180] ; Émile Henry, notamment, est reconnu sans hésitation sur des photographies soumises à témoins comme étant l'un des hommes se disant ingénieur anglais, venu repérer les lieux avant l'affaire de Piquefleur[181].

Il semble donc qu'à Londres, parmi les compagnons proscrits dont le nombre augmente sans cesse depuis la fin des années 1880, se soit constituée une bande d'anarchistes cambrioleurs composée avant tout d'Italiens et de Français, plus ou moins structurée, opérant en France mais aussi en Belgique (Placide Schouppe y sera arrêté pour deux vols[182]), et disposant de ramifications au moins en région parisienne, en Italie et en Suisse. Et d'ailleurs, les enquêteurs ne s'y trompent pas, qui signalèrent l'existence à Londres « depuis plusieurs années » d'une « véritable association de malfaiteurs », qui, « sous prétexte de professer les théories anarchistes », commettent toutes sortes de méfaits[183] :

170. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 24 février 1893.
171. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 27 février 1893.
172. P. Po. B.A./1503, rapport du 8 avril 1893.
173. Ibid.
174. Ibid.
175. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 26 mars 1893.
176. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 8 avril 1893.
177. P. Po. B.A./1503, rapport du 8 avril 1893.
178. Ibid.
179. Ibid.
180. P. Po. B.A./1503.
181. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 17 avril 1894.
182. P. Po. B.A./1503, article de la Paix du 21 juillet 1893.
183. P. Po. B.A./1508, rapport du 26 mars 1893.

> « Autrefois elle avait pour chef les Pini, Duval, frères Schouppe. Puis elle a recruté Gallau […] Mathieu Gustave, etc… Actuellement les plus fameux de la bande sont les Italiens Malato, Malatesta, Merlino, Pommati, Magrini frères ; des Français tels que Mollet, Capp ou Kapp […] ces individus sont eux-mêmes en relation à Paris avec Weil, Lapie, Cluzel, Millet, Vinchon et d'autres encore […]. Les vols les plus audacieux commis récemment à Paris sont leur œuvre […]. »

Un autre rapport conclut lui aussi à l'existence d'« une association de malfaiteurs » dont le siège est à Londres et dont les membres « ont commis dans le Nord de la France et dans différents lieux de l'étranger des vols importants[184] […] ».

Tous ces hommes disposent de facilités financières étonnantes : Alfred Piénard possède quatre domiciles différents[185], tandis que Secondo Pavesi, simple tailleur, dispose de grandes quantités d'argent français[186] ; et il n'est pas impensable que la bande ait constitué à Londres une sorte de caisse commune destinée à financer ses opérations ; un rapport suggère en effet que « Merlino, Malato et Malatesta sont les caissiers de la bande[187] ».

Par ailleurs, le matériel utilisé au cours des vols est perfectionné, comme le montrent d'une part les outils retrouvés sur le lieu des vols (une pince à mâchoires à pied-de-biche ou une sorte de clef de Garangeot dont se servent les dentistes à la maison Savart de Saint-Michel[188]), et d'autre part le matériel saisi sur les cambrioleurs eux-mêmes : Gustave Mathieu est trouvé porteur à Bruxelles de « trois clés munies de serrures à gorges pour ouvrir les portes », « d'un outil pour ouvrir les coffres », d'« une pince à rallonge », de « trois scies à métaux », « le tout enfermé dans un sac semblable à celui dont se servent les musiciens pour serrer leurs instruments[189] ». Ces outils sont difficiles à trouver dans le commerce et ils ont sans doute été réalisés à Londres pour la circonstance, comme la pince monseigneur sans marque de fabrication restée sur place au moment du vol de Piquefleur[190], encore, comme l'outil conçu pour Placide Schouppe, ce dernier était composé de deux sortes de pinces : une articulée dont se servait spécialement Schouppe, l'autre à pied-de-biche des deux bouts, mais avec une section seule, longue (elles se reliaient bout au moyen d'un manche dans lequel elles se vissaient[191]) ». Selon un indicateur, la pince à Abbeville aurait été fabriquée à Londres par un mécanicien italien réfugié dans cette ville[192], peut-être l'anarchiste londonien Meloni dont un autre indicateur signale qu'il vient de faire une nouvelle invention pour ouvrir les coffres-forts, invention qui « sera mise en pratique par les compagnons quand ils feront des expropriations[193] ».

Le même professionnalisme est mis en œuvre quand il s'agit de dissimuler leur identité : le coiffeur anarchiste Charveron, ancien gérant du Père Peinard, réfugié à Londres, se fait une spécialité de « faire des têtes » : en janvier 1893, Charveron a ainsi décoloré les cheveux et la barbe de Schouppe, qui était brun. Et certains des cambrioleurs possèdent eux-mêmes « au suprême degré l'art de se grimer[194] » comme Schouppe et Mathieu, disposant de toute sorte de déguisements ou accessoires : ne trouve-t-on pas

184. P. Po. B.A./1503, rapport du 26 mars 1893.
185. P. Po. B.A./1503, rapport du 8 avril 1893.
186. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 23 mars 1893.
187. P. Po. B.A./1504, rapports de police des 2 février et 9 mai 1893.
188. P. Po. B.A./1503, rapport d'un indicateur londonien daté du 9 novembre 1894.
189. P. Po. B.A./1510, rapport de police du 30 décembre 1894.
190. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 7 février 1893.
191. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 27 avril 1892.
192. P. Po. B.A./1503.
193. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 12 avril 1893.
194. Ibid.

dans la valise de cuir de Gustave Mathieu un pistolet à baguette, une boîte de cartouches, trois montres dont deux de femmes, un coutelas et une fausse barbe blonde[195]. Les compagnons recourent également aux pseudonymes qu'ils doivent communiquer entre eux lorsqu'ils sont arrêtés en Belgique, on le trouve porteur de lettres signées « Robert » qui n'est autre que Malatesta selon les experts en graphologie, « André », qui serait Crespin, ou encore « Trog », qui serait un pseudonyme d'Ortiz[196]. Les compagnons empruntent aussi de faux noms comme celui « d'Henri Dumont », nom qui aurait peut-être servi successivement à Placide Schouppe[197], à Gustave Mathieu, voire à Émile Henry[198], et recourent aux faux papiers fabriqués à Londres ou volés[199] : c'est sous une autre identité qu'est arrêté en Belgique en avril 1893[200].

Comment ces bandes sont-elles organisées ?

Elles disposent d'indicateurs qui peuvent appartenir au « milieu » et qui les intéressent à certains « coups » : c'est par exemple le cas de Mademoiselle Leseigneur, une femme galante à laquelle Renard a demandé les noms de quelques-uns de ses riches clients. Elles peuvent aussi prendre leurs renseignements auprès d'hommes d'affaires véreux comme Manem de Brettauville, qui, pour connaître l'état de la fortune de Madame Postel de Piquefleur, se met en relation avec un pasteur protestant de Clermont sous le prétexte d'un éventuel mariage[201]. Mais qui décide qu'une opération est intéressante ? Existe-t-il un ou plusieurs cerveaux à Londres préparant et finançant les opérations ? Si l'on synthétise les informations rapportées par les indicateurs londoniens tout au cours de l'année 1893, Malato, Malatesta et surtout Marocco paraissent se trouver au centre des opérations décidées sur le continent[202].

Ce sont en effet eux que se tournent la plupart des Français venus à Londres pour négocier des titres volés[203] : ils sont d'une part en cheville avec des hommes comme Aubryot ou Escarré (aidé de son ami Capt), qui tiennent respectivement des boutiques d'allure misérable dans l'East India Road et aux environs de Finchley, où ils fondent les objets volés[204], et d'autre part avec des pseudo-hommes d'affaires chargés de présenter les titres à la négociation à Paris, comme Ernest Mauritz, Joseph Crespin ou Manem de Bauttreville. À eux de proposer le travail à des hommes de main sûrs et déterminés comme les frères Schouppe, Gustave Mathieu, Magrini et peut-être Émile Henry, qui font les premiers repérages sur place avant de passer à l'action de façon souvent audacieuse : lors du vol commis à la maison Savart de Saint-Michel, les enquêteurs remarquent que les cambrioleurs ont une connaissance à peu près exacte des lieux ; au moment de l'enquête sur le vol de Piquefleur, l'aubergiste de la localité raconte aux enquêteurs qu'une vingtaine de jours avant le vol, le 21 décembre 1892, deux individus s'étaient installés dans son auberge, et, après une discussion banale, lui avaient demandé quelles étaient les propriétés de rapport ou d'industrie pouvant être acquises pour y installer une distillerie de grains. Ils avaient pris pension à « La Rivière », une localité distante de trois kilomètres de Piquefleur environ, et, tandis que le plus vieux avait disparu, le plus jeune,

195. Ibid.
196. P. Po. B.A./1503, rapport du 20 mars 1893.
197. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 8 avril 1893.
198. P. Po. B.A./1508, rapport du 27 mars 1894.
199. P. Po. B.A./1508, rapport du 26 mars 1893.
200. La Paix du 21 juillet 1893.
201. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 8 avril 1893.
202. Cf. P. Po. B.A./1503.
203. Ibid.
204. P. Po. B.A./1510, rapport de police ; B.A./1503, rapports de police du 30 juin et du 2 juillet 1893.

se disant ingénieur, avait fait le repérage des lieux pendant trois jours et avait été rejoint par un dénommé Philpot. Le premier janvier, ils avaient même assisté à la messe du dimanche, une messe à laquelle assistaient les dames Postel et Moulin, qui sortaient alors rarement de chez elles[205].

Qu'est-il advenu du produit de ces vols ?

Pour une part, il est indéniable que le produit de ces rapines a bénéficié à leurs auteurs ou à leurs proches. Encore faut-il distinguer le produit de ce que l'on peut appeler le vol alimentaire, le plus courant, qui permet à son auteur de survivre ou d'améliorer son ordinaire temporairement (c'est par exemple à ce type de vol que se livre l'anarchiste Blanc en 1893, qui « ne vit que de vols[206] » et qui, avec Spagannel, fait des rafles de volailles peu organisées, dont ils se nourrissent[207]), de ceux disposant de sommes conséquentes provenant des activités crapuleuses de vraies bandes organisées. Ainsi, le train de vie du londonien Constant Martin incite un indicateur à poser cette question en 1894[208] :

> « Comment ferait donc pour vivre Constant Martin et pour payer les frais que nécessite l'envoi de fils [Paris], où il ne s'y fait rien du tout. Et les voyages de la crémerie de la rue Joplet à Paris, s'il n'y avait pas de sources cachées, comment ces gens pour vivre […] s'ils n'avaient pas les épaves de ceux qui prennent le chemin du bagne. »

Si l'argent sale profita à certains anarchistes, dans des proportions variables, nul doute qu'il alimenta aussi une propagande qui en avait bien besoin. Tout au long de ces années 1880-1914, les indicateurs ne cessent de s'interroger en effet sur la provenance des fonds alloués à la propagande par les compagnons, comme en septembre 1894 par exemple[209] :

> « On a obtenu du Cambi, ami de Parmeggiani, quelques renseignements sur la nature du placard que les anarchistes de Londres s'apprêtent à faire apposer en Italie [le Manifeste de Caserio]. [Or] il y a quelque chose qui étaient sans le moindre argent il y a quelque temps les anarchistes de tous ordres. D'où ont-ils tiré des fonds pour faire face aux besoins de la propagande, pour faire tirer le Tocsin et préparer la réapparition prochaine du Père Peinard ? Ou bien les anarchistes reçoivent de l'argent étranger, ou bien les fonds dont ils disposent actuellement sont le produit de cambriolages. C'est à cette dernière idée semble-t-il qu'il faut se ranger. »

Par ailleurs, on sait par exemple que l'arrestation des anarchistes Lecoq, Rouquin et Saulnier en avril 1893 contrarie les compagnons du faubourg Saint-Antoine, qui comptaient sur eux pour faire quelques nouveaux coups, et, avec le produit de ces vols, pour faire réapparaître le Pot-à-Colle, journal des ébénistes anarchistes[210]. De même, un rapport de mars 1893 rappelle que l'argent sale anarchiste profite aux hommes d'action du mouvement[211] :

> « Depuis plusieurs années, il existe à Londres une véritable association de malfaiteurs, qui, sous prétexte de professer les théories anarchistes commettent

205. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 7 février 1893.
206. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 27 février 1893.
207. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 25 mars 1893.
208. P. Po. B.A./1504, rapport du 9 novembre 1894.
209. P. Po. B.A./1509, rapport d'un indicateur londonien daté du 14 septembre 1894.
210. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 17 septembre 1893.
211. P. Po. B.A./1508, rapport d'un indicateur londonien daté du 26 mars 1893.

toute sorte de méfaits […]. Tous ces fonds ne sont pas dépensés en voyages et en plaisirs ; une large part est destinée aux hommes d'action retenus comme otages dans des retraites ou à ceux qu'il est nécessaire d'éloigner pour une cause ou une autre […]. »

Les attentats anarchistes

Jusqu'à aujourd'hui, on a eu coutume de considérer les attentats anarchistes de ces années comme des actes toujours individuels, et effectivement, ceux-ci sont toujours nombreux. Cela dit, en même temps, il semble que de plus en plus d'actions aient été préparées par des bandes organisées.

Parmi les attentats qui frappent la France dans les années 1880-1914, un certain nombre sont des actes de révolte individuels, souvent spontanés, actes tels que les hommes de Vevey le souhaitaient. Et il ne faut pas – avec certains indicateurs[212] – voir ces attentats comme participant d'un complot anarchiste international. Ce sont les actes commis par des compagnons comme Léon Jules Léauthier[213], Marpeaux[214], Célestin Nat[215], Vaillant[216], Léon Boutheille[217].

La plupart d'entre eux sont des hommes relativement jeunes au moment des faits, des hommes qui – exception faite de Léauthier né à Manosque le 5 janvier 1874 et dont l'existence fut un peu plus protégée – ont bien souvent été malmenés par la vie : Célestin Nat par exemple, né à Toulouse le 7 septembre 1870, de père et de mère inconnus, mène une existence misérable à Marseille, en partie vagabonde ; de même, Vaillant, né à Mézières dans les Ardennes le 27 décembre 1861, connaît une enfance misérable (son père l'abandonna, sa mère le mit en nourrice, et à 12 ans, il vivait seul à Paris) et a plusieurs fois maille à partir avec la justice au cours de ses nombreuses pérégrinations.

Ce sont en général de mauvais ouvriers ou des individus instables, indisciplinés et aigris par la vie : Vaillant exerça par exemple différents métiers (apprenti-pâtissier, frappeur, ouvrier chez un fabricant de thermomètres, laboureur, journalier dans une maroquinerie) avant de tenter sa chance en émigrant en Argentine, puis, avant de retourner en France, où il fut employé dans une maison de maroquinerie à Choisy-le-Roy. Léon Boutheille, révoqué de la Compagnie du Nord où il était ajusteur-mécanicien, fut ensuite engagé par la Compagnie du chemin de fer de l'ouest, mais il était mal noté par ses supérieurs. Léauthier, ouvrier cordonnier à Mazargue, Marseille et enfin Paris en 1893, ne livre pas dans les délais convenus les chaussures dont on lui confie la confection, travaille mal et se considère comme une victime de la société, tandis que G. Etiévant, dont la police pense qu'il est en Belgique au moment de sa tentative d'assassinat sur un policier, rôde en fait à Paris, obsédé par ses condamnations et se considérant comme une victime de la société.

Sur tous ces hommes jeunes ou encore assez jeunes mais déjà aigris par la vie, les effets de la propagande socialiste se sont exercés plus ou moins profondément. Certains sont des « anarchistes d'occasion », comme Léon Boutheille (les rapports de police le décrivent comme un brave garçon un peu exalté ne voulant pas tuer « l'homme riche mais

212. P. Po. B.A./79, rapport du 21 février 1894.
213. La Gazette des tribunaux du 24 février 1894 ainsi que A. BATAILLE, Causes criminelles et mondaines pour 1894.
214. La Gazette des Tribunaux du 28 février 1894 : le 29 novembre 1893, alors que Marpeaux est arrêté pour un vol de bicyclette, il tue l'agent de police Colson.
215. René BIANCO, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 135 sq.
216. La Gazette des Tribunaux du 11 janvier 1894.
217. P. Po. B.A./143, dossier sur la bombe de la rue Laffite.

protester contre l'homme riche mais ignore ce que c'est que travailler… »). D'autres comme Célestin Nat fréquentent les conférences de Sébastien Faure en janvier 1894, et quelquefois, se réunissent les anarchistes dangereux : en février 1894, il est d'ailleurs dénoncé par une lettre anonyme comme étant un « anarchiste dangereux », mais l'enquête très sérieuse menée par la police à son encontre n'aboutit à rien de suspect, et Célestin niera toujours être anarchiste. D'autres encore, s'ils ne sont pas des « ténors » du mouvement, sont des militants obscurs et déterminés : Léauthier, anarchiste depuis l'âge de 16 ans, suit toutes les conférences de Sébastien Faure depuis l'âge de 16 ans, lit le Père Peinard, la Révolte, la Revue Anarchiste, et il déploiera à son procès un long factum expliquant pourquoi il a commis le crime qui lui est reproché, un factum se terminant par ces mots : « Je pleurerai devant un enfant, je tremble devant un lézard, mais j'irai en souriant à la guillotine en criant "Hourra ! Pour la révolution sociale ! Vive l'anarchie[218] !" » D'autres enfin apparaissent comme des personnages hauts en couleur du milieu anarchiste : Vaillant par exemple, même s'il n'était pas connu au moment de son attentat par neuf-dixièmes des anarchistes comme le dira Émile Henry[219], était depuis des années en relation suivie avec de nombreux compagnons et tenait à Choisy-le-Roy, en qualité de secrétaire, la « Bibliothèque pour l'étude des sciences naturelles et leur vulgarisation », dont le but était la propagande anarchiste.

Leurs actions n'ont pas été préparées de longue date, participant d'un vaste plan de subversion, mais elles sont des actes spontanés de vengeance contre une société capitaliste dont ils s'estiment victimes une fois de trop. Le plus fréquemment, c'est à la suite de leur renvoi par leurs employeurs respectifs que tous les hommes se décident à passer à l'action : Célestin Nat alors qu'il a perdu son emploi fin avril 1894 et qu'il vient d'être éconduit par le chef de cabinet du maire de Marseille auquel il est allé s'adresser pour obtenir n'importe quel emploi et un peu de secours ; Léauthier, alors qu'il vient d'être renvoyé : plutôt que de se suicider, il décide de se venger en tuant un de ces bourgeois tant détestés ; Léon Boutheille encore, qui, mal noté, alors que, de facteur auxiliaire mixte à la gare d'Asnières il a été envoyé en disgrâce à Courbevoie, donne sa démission juste avant de confectionner sa bombe. Un compagnon seulement a agi alors que la vie semblait à nouveau lui sourire : Vaillant, qui, rentré d'Argentine, parvient à refonder un foyer et à se faire embaucher à la maison Petit Pont, une entreprise de maroquinerie de Marly-le-Roy.

Pour la plupart d'entre eux, l'improvisation est totale, et la victime même leur est bien souvent inconnue au moment de l'acte. Sur le quai des Augustins à Marseille, c'est un Célestin Nat désespéré qui frappe d'un coup de tiers-point le premier bourgeois rencontré, Monsieur Blanc, un fabricant d'huile, alors qu'il vient d'être éconduit par le chef de cabinet du maire de Marseille. L'acte de Léon Boutheille est encore celui d'un homme plein de rancœur contre la société, qui cherche à se venger de ceux qui ont réussi en préparant l'attentat de la rue Laffite, une bombe peu dangereuse (dont la portée ne pouvait être supérieure à deux mètres) lancée dans les jambes de trois individus qui y discutaient, dont le concierge et un policier.

Seul Vaillant a minutieusement préparé son attentat. Pour la confection de sa bombe, il loue en plus de son garni à Choisy-le-Roy une chambre à l'hôtel de l'Univers, 70, rue Daguerre. C'est dans cette chambre qu'il se livre à la préparation de la poudre, dont il achète les éléments par petites fractions chez divers marchands de produits chimiques de façon à ne pas donner l'éveil, sans que l'on sache d'où il tient les fonds pour louer la chambre, acheter ce matériel, et consacrer les quelques jours suivants à la préparation

218. A. BATAILLE, Causes criminelles et mondaines de 1894.

219. Extrait d'un entretien entre l'agent Duchâtel et Émile Henry paru dans un article intitulé : « La bombe du Café Terminus », dans le Temps du 19 février 1894.

de l'attentat. En vue de son attentat, il a cherché les jours précédents à obtenir l'entrée à la chambre des députés pour examiner les lieux dans lesquels il pourrait opérer, et, dans la matinée du 9 décembre, il confectionne son engin, qui se compose d'une boîte ovale en fer-blanc achetée chez une brocanteuse au coin de la rue Aumaire ; il l'a remplie de poudre verte après y avoir disposé un tube de verre à étranglement, et, dans la partie inférieure du tube qu'il a fermé au chalumeau, il a introduit de l'acide sulfurique à l'aide d'une pipette, puis, a mis un tampon de coton à l'étranglement du tube et rempli sa partie supérieure de poudre d'amorce. Enfin, ayant fermé la boîte, il l'a déposée dans une cantine en fer-blanc, sur une couche de gros clous dits « caboches » achetés chez un marchand de crépons. Il a comblé avec ces mêmes clous les interstices, fermé la cantine et passé autour de ce récipient plusieurs doubles de fil de fer. Sous la partie inférieure de la cantine, il a pris soin d'assujettir un bourrelet de papier qui doit assurer le renversement du système dans le cas où le choc ne suffirait pas à briser le tube de verre et à mettre en contact l'acide sulfurique avec la poudre d'amorce. Enfin, dans l'après-midi du 9 décembre 1893, il s'est rendu à la chambre des députés pour commettre son attentat, a dissimulé la bombe dans la ceinture de son pantalon et s'est installé dans les tribunes.

Et leurs actes se ressentent donc de leur inexpérience, de leur précipitation, et de l'improvisation dans laquelle ils ont été commis : Léauthier, qui porte à Monsieur Georgevitch un grand coup de tranchet en pleine poitrine, s'enfuit en courant en laissant la marque du fabricant chez qui il l'a acheté ainsi que son chapeau avec ses initiales ; Vaillant rate sa cible parce que son bras a heurté une personne placée devant lui ; Léon Boutheille construit un engin défectueux : la mèche n'a pas été fixée avant l'attentat, et, en conséquence, la tentative échoue car elle est repoussée.

Mais si les actes individuels ont été nombreux, il semble aussi que plusieurs attentats préparés et exécutés sur le sol français aient été le produit d'une véritable concertation. Il s'agit surtout des affaires suivantes :

— Charleville. Dans la nuit du 11 au 12 juin 1891, trois cartouches de dynamite explosent dans la cave de la gendarmerie de Revin, puis, dans la nuit du 21 au 22 juin 1891, une cartouche de dynamite explose dans les caves de la gendarmerie de Charleville ; enfin, le 16 juillet 1891, une boîte contenant 465 grammes de dynamite d'où sort une mèche calcinée est découverte sur la fenêtre de la maison de Deville, industriel à Charleville.

— 11 mars 1892. Paris : Ravachol fait sauter un immeuble situé boulevard Saint-Germain, où habite le président Benoît qui a dirigé les débats au moment de l'affaire Decamps. Il n'y a pas de victimes, mais de très importants dégâts.

— 27 mars 1892. Paris : Ravachol fait sauter un immeuble situé rue de Clichy, où habite Bulot, qui a requis contre Decamps, Dardare et Léveillé au moment du procès du 28 août 1891. 18 personnes sont blessées et les dégâts sont très importants.

— 25 avril 1892. Paris : l'anarchiste Meunier décide de venger Ravachol. Il fait exploser une bombe chez Véry, au numéro 13 du boulevard Magenta, et l'anarchie fait ses premières victimes, ce qui justifie l'importance des archives conservées à la Préfecture de police de Paris – quelque 403 pièces. Un ouvrier typographe nommé Hamonod et le restaurateur Very meurent à l'hôpital Saint-Louis dans d'atroces souffrances. Madame Very, sa fille, l'ouvrier Gaudon, Micard, et Cadieux, garçon chez Very, sont blessés. Une certaine Mlle Martin est atteinte de surdité.

— 8 novembre 1892. Paris : attentat de la rue des Bons-Enfants. À l'origine ce sont les bureaux de la compagnie des mines de Carmaux qui sont visés. Ils occupent l'entresol d'une maison qui porte le numéro 11 dans l'avenue de l'Opéra. C'est là, dans l'escalier, qu'une bombe est découverte en fin de matinée. Transportée avec précaution dans la rue d'Argenteuil, puis, dans le commissariat du quartier du Palais Royal, elle y explose en faisant quatre victimes : le sous-brigadier Formorin, le garçon de bureau Garin, le

secrétaire du commissaire, Pousset, dont le corps a à peine conservé une forme humaine, et l'inspecteur Troutot, qui, malgré ses horribles blessures, agonise longuement et meurt dans la journée.

— 2 février 1894. Paris : explosion de la rue Saint-Martin. L'auteur de l'attentat n'est pas retrouvé. Pas de victime.

— 12 février 1894. Paris : attentat de l'Hôtel Terminus. Il a lieu vers 20 h 30, lorsqu'un jeune homme bien mis entre dans le café Terminus situé avenue de l'Opéra, s'assoit devant un guéridon placé près de la porte où il se fait servir des consommations avant de lancer une bombe en direction de l'orchestre. Le dynamiteur sera arrêté alors qu'il tente de s'enfuir. Il s'appelle Émile Henry, et s'accuse de l'attentat de la rue des Bons-Enfants. Son attentat à l'Hôtel Terminus a fait des dégâts matériels et 17 blessés appartenant à toutes les catégories sociales : des garçons de café, un étudiant, des dessinateurs, un photographe, un employé de banque, un commis aux postes, des femmes au foyer.

— 20 février 1894. Paris : explosion du faubourg Saint-Jacques. L'auteur de l'attentat n'est pas retrouvé. L'attentat fait un mort et trois blessés, dont deux graves.

— 15 mars 1894, vers 14 h 35. Paris : explosion de la Madeleine. Le premier instant de stupeur passé, les croyants qui prient à ce moment-là dans l'église ainsi que le suisse, qui écrit dans la chapelle, se précipitent vers l'endroit d'où est parti le bruit. Dans le tambour, gît sous les décombres un cadavre déchiqueté. Les murs sont couverts de sang. Le dynamiteur, un dénommé Joseph Pauwels, a été victime de son propre engin.

— Juin 1894. Boulogne-sur-Mer : Louis Albert Cusset tente d'assassiner l'agent municipal Roux, son voisin, sur la fenêtre duquel on découvre une boîte cylindrique en fer-blanc munie d'une mèche de briquet et remplie d'une livre environ de poudre de chasse et d'un kilogramme de ferraille. La mèche de briquet s'était bien consumée hors de l'engin, mais ensuite, le poids de celui-ci, en le comprimant, avait empêché que la combustion ne continue à l'intérieur de l'engin.

— 15 août 1894. Lyon. Assassinat du Président Sadi Carnot par l'anarchiste italien Caserio.

L'Affaire Cusset

L'« affaire Albert Louis Cusset », soulève ainsi un certain nombre de questions. Cusset est un compagnon de Boulogne-sur-Mer âgé de 19 ans, déjà condamné deux fois pour des faits se rapportant à l'anarchie [220] avant sa tentative d'assassinat sur l'agent municipal Roux. Ce qui donne une certaine dimension à cette affaire somme toute banale, c'est qu'il semble avoir agi sur commande, car lors de son interrogatoire, il prétend « […] avoir été poussé à ce crime par un individu qu'il dit ne connaître que sous le nom de Monsieur Paul [221] […] » : ce serait ce Monsieur Paul qui lui aurait remis l'argent (3 francs) pour acheter de la poudre, et « l'aurait assuré qu'après l'attentat, il lui ferait parvenir des bombes toutes faites de Paris […] » pour faire sauter « des maisons de juges, de magistrats, etc. [222] ». Ce qui rend l'affaire plausible, c'est que l'on sait que Cusset était en relation avec d'autres compagnons depuis longtemps : lors de la perquisition opérée chez lui le 14 décembre 1893, la police avait découvert les adresses de divers anarchistes français et étrangers ; lors de nouvelles perquisitions, on trouva chez lui « une liste de magistrats du tribunal avec leurs adresses » et une lettre établissant qu'il était « affilié

220. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022.
221. A. N. F' 12515, rapport de police du 20 juin 1894.
222. Ibid.

à un groupe anarchiste » parisien Gauche et Beaulieu, qu'il connaissait « le nom d'un capitaine de gendarmerie » et des groupes anarchistes de Turin et des États-Unis [223].

Tout ceci ne permet pas d'établir la thèse du complot – et il n'y eut sans doute jamais que des actes « individuels ».

Les attentats ardennais

Les attentats qui frappent les Ardennes en 1891 et 1892 soulèvent eux aussi les mêmes questions. Lors de l'enquête sur l'attentat qui vise l'industriel Deville, les policiers découvrent un papier à moitié calciné qui a servi de mèche à l'engin, et sur ce papier, ils lisent le nom « Bigel », écrit à plusieurs reprises. Or Bigel, ajusteur à Revin, dont les parents habitent Charleville, a une petite sœur qui apprend justement à écrire les « B »… Au moment de son arrestation, la police découvre chez lui de nombreuses brochures anarchistes, et il finit par avouer, indiquant que d'autres explosions étaient prévues et dénonçant une douzaine de complices, arrêtés eux aussi, exception faite de Léon Raguet, un ardoisier de Fumay qui procurait à la bande la dynamite et qui, prévenu, part précipitamment pour la Belgique au moment des arrestations. Nous sommes donc bien en présence d'une bande de compagnons opérant complices dans les Ardennes, et en novembre 1891, Bigel et ses deux complices, Bourgeois et Chuillot seront condamnés à sept ans de travaux forcés chacun, tandis que d'autres comparses écopèrent de peines plus légères [224].

Cela n'empêche pas l'histoire de se répéter en avril 1892. À l'époque en effet, selon le rapport d'un mouchard, les anarchistes de Charleville se seraient abouchés avec un certain Mailfait, qui, condamné par défaut pour complicité de désertion, s'était réfugié en Belgique d'où il aurait apporté clandestinement des cartouches de dynamite aux anarchistes locaux, qui les auraient dissimulées. Des opérations de police aussitôt déclenchées aboutissent alors à l'arrestation des compagnons ardennais Thomassin, Mare et Bouillard, tandis qu'un quatrième complice, le frère de Mailfait, parvient à s'enfuir en Belgique [225].

Autour de Ravachol

La personnalité de Ravachol et l'idée même que l'on s'est toujours faite de la « propagande par le fait » ont empêché les historiens de relire l'histoire des attentats de la rue de Clichy et du boulevard Saint-Germain sous l'angle de l'histoire des réseaux. Pourtant, tout est écrit noir sur blanc dans les sources policières ou judiciaires. Les attentats du boulevard Saint-Germain ou de la rue de Clichy ne sont pas le fait d'un seul homme, Ravachol : ils sont le fruit d'une étroite coopération entre différents anarchistes, coopération dont les fils nous échappent le plus souvent.

Tout d'abord, si l'on suit attentivement la Gazette des Tribunaux, l'instigateur de l'action n'est pas Ravachol mais Chaumentin, dit « Chaumartin », un compagnon de Saint-Denis âgé de 34 ans au moment des faits, ami de Decamps. C'est lui qui prend l'initiative de réunir à ses côtés les hommes et les femmes qui préparent et réalisent les attentats destinés à venger Decamps, Dardare et Léveillé après les événements du 1er mai à Saint-Denis [226].

223. A. N. F' 12515, rapport du 20 juin 1894.
224. Jean VUARNET, op. cit., p. 29.
225. Ibid., p. 29 sq.
226. La Gazette des Tribunaux du 27 avril 1892.

Comment contacte-t-il ces hommes et femmes qui, pour certains d'entre eux, doivent s'installer à Paris et y vivre pendant de longs mois ? On l'ignore. On sait tout au plus que Koenigstein, dit « Ravachol », l'homme de main du groupe, lui est envoyé de Saint-Étienne ou de Lyon « par de secrets confidents », alors qu'il est activement recherché dans le département de la Loire pour des assassinats suivis de vols et qu'il est dans la nécessité de se cacher. Par ailleurs, tout montre dès le début les précautions prises par le futur commando ainsi que la lenteur des préparatifs, une lenteur destinée sans doute pour une part à ne pas donner l'alerte (on ne trouve dans les archives aucun rapport signalant des allers-et-venues suspectes au domicile de Chaumartin alors que les compagnons de Saint-Denis sont très surveillés à cette époque) : entre l'arrivée de Ravachol au domicile de Chaumartin (sous le nom de Léon Léger) en juillet 1891, alors que Simon est déjà là, et la venue de Jas Béala (sous le prétexte de chercher de l'ouvrage dans le département de la Seine) ainsi que de sa maîtresse Rosalie Soubère, dite « Mariette Béala », en février 1892, il ne s'écoule pas moins de huit mois !

Comment ces individus parviennent-ils sans se faire repérer à réunir les explosifs nécessaires aux actions qu'ils veulent mener ? Là encore, on sait seulement que Béala apporte avec lui de la grisoutine[227] de Saint-Étienne et que les vengeurs de Dardare, Decamp et Léveillé savent intéresser les compagnons Faugoux, Chevenet, Drouet et Etiévant à l'affaire, puisque ces hommes assistent Ravachol dans la nuit du 14 au 15 février 1892, lors d'un vol de 360 cartouches de dynamite, trois kilos de poudre, 100 mètres de mèche et 1400 capsules amorcées à Choisy-sous-Étiolles[228].

Suffisamment armés et suffisamment nombreux, les anarchistes délibèrent alors sur l'action à entreprendre. Pour venger Decamps, le groupe envisage d'abord qu'il pourrait dynamiter le commissariat de police de Clichy ; l'exécution du projet ne se fait pas attendre : après le vol de dynamite à Choisy-sous-Étiolle et après avoir chargé l'engin, Ravachol dépose 50 à 60 cartouches dans une marmite de faible dimension[229] :

> « Ces cartouches se composaient pour partie de la dynamite soustraite à Choisy, et pour partie de la grisoutine apportée par Béala de Saint-Étienne, Ravachol y sema des débris de fer en guise de mitraille. »

Et le 7 mars, Ravachol, Simon et Béala emportent alors la marmite chargée avec ses mèches pour la déposer devant la porte du commissariat de police de Clichy ; mais un policier placé en faction devant la porte les empêche de passer à l'action. Ne pouvant dynamiter le commissariat de Levallois, le groupuscule anarchiste décide d'abord que « l'on attenterait aux jours de monsieur le conseiller Benoît », « qui avait présidé les Assises de la Seine le 28 août 1891 », et de monsieur le substitut Bulot, « qui avait prononcé le réquisitoire dans la même affaire[230] ». Benoît est le premier sur la liste. Les compagnons connaissent son adresse mais ignorent l'étage auquel il habite. Aussi Simon est-il dépêché dans la demeure de Benoît, au 136 du boulevard Saint-Germain, pour tenter de savoir plus précisément à quel appartement il loge. Il parcourt les étages, cherchant une plaque ou un indice qui peut lui faire connaître la porte de l'appartement afin que « la dynamite fasse explosion au moment voulu », mais ses recherches restent « vaines, et vaines aussi les questions multiples à la concierge[231] ». Ravachol, Béala, Chaumentin et Simon décident donc de faire sauter tout l'immeuble, et, le 11 mars, vers 6 h du soir environ, ils partent tous ensemble.

227. La Gazette des Tribunaux du 27 avril 1892.
228. Ils furent jugés pour ces faits le 27 juillet 1892, et, devant la cour d'Assises de la Seine, condamnés à de lourdes peines.
229. La Gazette des Tribunaux du 27 avril 1892.
230. Ibid.
231. Ibid.

Le porteur de l'engin est d'abord Chaumentin, mais avant d'arriver au tramway, les autres trouvent suffisante cette assistance et ne l'emmènent pas parce qu'il est père de famille. Ravachol, vêtu de façon élégante, s'assoit à l'intérieur du tramway, tandis que Mariette prend place sur l'impériale, entre Simon et Béala, aussi près que possible du cocher afin d'échapper plus sûrement aux investigations des préposés de l'octroi, recouvrant de ses jupes la marmite déposée devant elle. Après le passage de la barrière, elle descend et retourne à son logement, tandis que Ravachol, Simon et Béala poursuivent leur route. Lorsqu'ils arrivent devant le numéro 136, Ravachol entre, armé de deux pistolets et muni de l'engin, tandis que Simon et Béala restent près de la porte entrebâillée, tant pour empêcher qu'elle soit refermée sur leur compagnon que pour faire le guet. Ravachol dépose « l'engin sur le palier du premier étage, au-dessus de l'entresol, afin d'attaquer l'immeuble en son centre », dans l'ignorance où il est de l'appartement occupé par monsieur Benoît. Il allume la mèche et redescend sans être vu[232]. Il est surpris par l'explosion au moment où il regagne le trottoir : il est 8 h 10. Les trois acolytes font retraite par une rue latérale en marchant espacés. Plus loin, ils se réunissent et rejoignent également Saint-Denis avant d'apprendre que Bulot a échappé à l'attentat.

Mais le petit commando médite déjà un second attentat, dirigé cette fois-ci contre le substitut Bulot. Dès le surlendemain de l'explosion du boulevard Saint-Germain, c'est-à-dire le dimanche 13 mars, Ravachol, « opérant d'après les notes données par le journal de L'Internationale », se met à « fabriquer de la nitroglycérine, dans sa chambre sise au numéro deux du quai de la Marine, à l'Île-Saint-Denis[233] ». Il n'est pas seul. Simon et Chaumentin, l'aident, et la femme Chevalier, qui peut pénétrer dans la chambre par la suite, décrit la scène : elle décrit Simon, « assis sur une couverture roulée », tenant en main un vase « grand comme un fond de chapeau » et de l'autre un thermomètre. Ravachol y verse goutte à goutte « un corps gras » dans un récipient. Si la température s'élève, on suspend le travail. Des cartouches de dynamite sont placées dans un casier, sur la cheminée. Chaumentin les assiste un moment.

Enfin, il se décide à agir le 27 mars 1892, sans l'assistance de ses compagnons du 11, on ne sait pourquoi. On ne connaît pas non plus les raisons qui causent les hésitations et l'inaction entre l'attentat du 11 et celui du 27. Est-ce l'attentat dont la caserne Lobau est le théâtre dans la nuit du 14 au 15 mars ? Impossible de le préciser. Ravachol met en tout cas à profit ces 15 jours pour abandonner son logement de l'Île-Saint-Denis et pour prendre une chambre à Saint-Mandé. Il réussit aussi à se procurer, on ne sait comment, l'adresse de monsieur Bulot, rue de Clichy, sans toutefois pouvoir connaître précisément ni l'étage ni la porte, et le dimanche 27 mars, muni de sa valise, il prend l'omnibus et arrive rue de Clichy vers 8 h du matin. Ne connaissant pas le numéro de l'appartement de Monsieur Bulot, il décide d'agir comme la première fois, en attaquant la maison dans ses fondements. Il vise donc la maison entière en plaçant le foyer de l'explosion sur la ligne médiane, au second palier. La mèche est cette fois plus longue ; aussi, après l'avoir allumée, Ravachol a le temps de descendre sans hâte, de tourner l'angle de la rue de Berlin et de remonter pendant 50 mètres la rue de Clichy[234].

Après les attentats contre le conseiller Benoît et le substitut Bulot, l'affaire Véry est la conséquence des « affaires Ravachol », puisque les auteurs de l'attentat s'attaquent au restaurateur Very pour venger la capture de Ravachol. Or elle aussi témoigne de la capacité des anarchistes à s'organiser. Après l'attentat, l'enquête piétine tout d'abord, et

232. Ibid.
233. Ibid.
234. Ibid.

les tentatives faites pour reconstituer la nature de l'explosif échouent, comme le signale un rapport de police daté du 26 avril 1892[235] :

> « Les décombres et les débris de matériaux du restaurant Very ont été minutieusement fouillés par monsieur Dupré, sous-chef du laboratoire municipal, dans le but de retrouver les éclats du projectile explosif […]. Ses recherches n'ont pas abouti. »

Vains aussi les efforts faits par la police pour trouver une piste sérieuse, comme le signale un rapport de police daté du 10 mai 1892 : « […] on ne sait rien de précis sur l'auteur de l'explosion du restaurant Very[236] ». Toutes les hypothèses sont envisagées, jusqu'à celle du concurrent jaloux, comme en témoigne une lettre retenue au dossier, datée du 12 mai 1892 et adressée à la préfecture de police par les frères Sapin, distillateurs[237] :

> « Vous serez de mon avis, monsieur le Préfet de police, lorsque vous saurez que ce malheureux restaurateur a par trop exploité une situation qu'il n'a due qu'en grande partie au hasard. En un mot, il en a fait plus qu'il n'en fallait pour attirer contre lui la jalousie d'un voisin méchant. »

C'est toutefois dès l'origine la piste anarchiste qui s'intéresse d'abord à un certain Gustave Mathieu[238], et il faut attendre le mois de juin 1892 pour que les investigations des policiers rencontrent une piste paraissant vraiment sérieuse, comme le signale un rapport de police daté du 16 juin 1892 :

> « Dans un rapport en date du 11 avril dernier, relatant la réunion du Cercle International Anarchiste, on a fait connaître que Francis et Bruneau étaient décidés à faire disparaître Lhérot avant le procès Ravachol – que ce serait ainsi donner une bonne leçon au mouchard amateur […]. Cabot qui assistait à la même réunion s'est rendu au restaurant Very vers 6 h du soir le dimanche 10 avril et a fait lire à Very et à Lhérot un passage de "l'En Dehors" des plus violents contre ces deux hommes […]. Ce même jour, pendant la réunion, Francis avait appelé plusieurs menuisiers et les avait emmenés chez Very, pour les faire juger de la réclame que ce restaurant faisait sur le nom de Ravachol et peut-être établir la disposition des lieux […]. Depuis l'arrestation de Ravachol, Francis fréquentait souvent l'établissement de Very. Il avait assisté aux succès de la table et de la liqueur et c'est probablement à la suite de toutes ces démonstrations qu'il aura conçu le projet de venger le célèbre anarchiste. »

L'enquête est poussée dans cette direction, et la police s'intéresse au petit groupe qui gravite autour de Francis : les anarchistes Drouet, Meunier, Bricou et sa maîtresse, Marie Delange. Elle a bientôt la conviction que Drouet, participant au vol de Soisy-sous-Etiolles, possédait la dynamite, et qu'il a fait don d'une partie de celle-ci à Bricou et à ses amis pour faire sauter le restaurant Very. Marie Delange, capturée par les agents, fait des aveux. Bricou, arrêté à son tour, dénonce Francis comme l'instigateur de l'action après cinq jours d'interrogatoire et une tentative de suicide. Ce dernier, déjà capturé par la police au moment des faits et ayant pu fournir un alibi, s'est expatrié en Angleterre en compagnie de Meunier. Sur une demande formulée par le gouvernement français, les Anglais le renvoient en France, et il est alors confronté à ses anciens amis, Marie Delange

235. P. Po. B.A./139.
236. Ibid.
237. Ibid.
238. P. Po. B.A./139, rapport du 26 avril 1892.

et Bricou ; mais les jurés ne pourront établir de façon certaine sa culpabilité. Au terme du procès, Francis et Marie Delange sont acquittés tandis que Bricou est condamné à 20 ans de travaux forcés. Les soupçons se reportent alors sur Théodule Meunier, toujours sur foi des dénonciations faites par Bricou, et les policiers parviennent enfin à reconstituer l'attentat dans son déroulement. Meunier, pour aller chez Very, emprunte à Francis « un complet brun marron foncé à rayures noires, une cravate haut-de-forme blanc sous dessins rouges, un chapeau haut-de-forme, et une chemise blanche », et il aurait fait sa moustache ; il aurait parlé à Lhérot, et le second garçon, le nommé Soupaud, en avait fait la remarque [239] :

> « Il était indispensable qu'il se déguisât pour aller chez Very, car maintes reprises, il y était entré prendre une consommation chez lui, il avait parlé à Lhérot, et le second garçon, le nommé Soupaud, en avait fait la remarque. »

Le 23 avril, il quitte son atelier à midi, après s'être fait régler. Avant de partir, il demande à Bricou s'il peut aller s'habiller chez lui le jour-même. De là, il se rend sous le pont de Pantin, pour prendre des munitions, et il revient vers 3 h. Vers 6 h, Meunier se présente chez lui et demande à la fille Delange si elle a les effets. Il tire de sa valise « 28 cartouches de dynamite, de la mèche de fumeur, une fausse barbe, un petit pot de colle et une boîte en bois, fermée par une planchette glissant dans les rainures », se met ensuite à défaire les cartouches et se fait ensuite aider par Marie Delange. Il émiette lui-même la dynamite dans la boîte. Comme l'explosif est un peu humide (il a été déterré dans l'après-midi), il fait allumer le feu pour la sécher. La boîte est enfin fermée, et, dans les deux trous qui ont été pratiqués dans le couvercle, Meunier introduit des amorces. Il envoie entre-temps Marie Delange chercher du fard afin de se grimer. Quand il rentre, l'engin est achevé : des morceaux de mèche de mine longs de 0,40 mètre au bout desquels sont ajustés des bouts de mèche de fumeur effilochés de sept à huit centimètres ont été adaptés aux amorces et un certain nombre de trous ont été pratiqués dans les parois de la valise afin de permettre la combustion des mèches [240].

Mais Meunier termine trop tard ses préparatifs, et il doit remettre « l'exécution du crime au lendemain ». Le lendemain donc, Francis annonce à Bricou et à Marie Delange qu'ils doivent se trouver entre 8 h 30 et 9 h sur la place de la République pour « le truc de chez Very ». Meunier, après avoir allumé ses mèches dans un urinoir voisin du restaurant, doit y entrer, déposer sa valise auprès du comptoir et se faire servir un petit verre qu'il paiera avec de la monnaie qu'il tiendra à la main. La consommation prise, il doit sortir aussitôt, abandonnant son engin meurtrier. Pour le cas où une conversation quelconque viendrait à s'engager, il a besoin d'un complice, qui, du dehors, l'appellera et l'invitera à sortir. Et c'est pour jouer ce rôle de complice que Francis doit se trouver le soir place de la République. Mais Bricou et Marie Delange l'en dissuadent, lui disant sans aucun doute de songer à ses enfants et de laisser agir ceux qui en sont célibataires. C'est pour cette raison sans doute que Meunier, privé du concours sur lequel il compte, doit ajourner encore. Il s'assure toutefois le concours d'un autre anarchiste, puisque le lendemain, Francis annonce à Marie Delange qu'ils doivent se fournir pour neuf heures ou neuf heures et demie du soir ». Avec l'intention de se fournir un alibi, Francis, Bricou et la fille Delange vont prendre leur repas au restaurant Lejeune. En quittant leur établissement, ils apprennent le résultat de l'attentat qu'ils étaient impatients de connaître [241].

239. La Gazette des Tribunaux du 27 juillet 1894.
240. La Gazette des Tribunaux du 27 juillet 1894.
241. Ibid.

Les anarchistes de Londres

Les attentats de la rue des Bons-Enfants le 8 novembre 1892 et de l'hôtel Terminus le 12 février 1894 peuvent eux aussi nous amener à nous poser un certain nombre de questions sur ces actes individuels.

D'abord, ces attentats ont été accomplis par Émile Henry, un homme profondément inséré dans le milieu anarchiste de la capitale, un milieu anarchiste qu'il a commencé à fréquenter sans doute vers novembre 1890, certainement sous l'influence de son frère aîné [242], et au sein duquel il s'est toujours montré actif, surtout à partir de 1892 : ainsi, on signale par exemple sa présence à un meeting anarchiste parisien qui a lieu salle du Commerce le 28 mai 1892 [243] ; en juin 1892, il assiste encore à une réunion anarchiste salle du Commerce, au cours de laquelle il pousse les compagnons à faire de l'agitation [244] ; en 1892, il collabore au Père Peinard, à la Révolte, au Coup de feu, à L'En dehors [245] ; dans la Révolte du 5 au 11 février 1892, il signe aux côtés de Malato, Pouget, Tortelier et autres compagnons une déclaration en faveur de la manifestation du 1er mai, contre les positions adoptées par Faure sur cette question [246].

C'est par ailleurs un homme prêt à l'action : si avant mars 1892, il semble, selon Malato, qu'il désapprouvait les attentats [247], « un changement radical » s'opère en lui à partir de cette date, non « comme l'ont dit certains, par désespoir d'amour », mais « parce que, devant les injustices sociales, cet hypersensible se mua en fanatique et ne vit de solution à la question sociale que dans le terrorisme [248] ». Lorsqu'en mars 1892 des policiers perquisitionnent son domicile de la rue Marcadet par deux fois, ils y découvrent un revolver chargé [249] et une canne plombée [250] ; en juin 1892, Émile Henry part avec son frère à Montbrison pour tenter d'empêcher l'exécution de Ravachol [251] ; le 18 février 1893, il a une entrevue avec l'anarchiste Achille Etiévant dans un cabaret de Clichy, et il aurait aussi comploté un attentat au moment du procès de Francis, qu'il aurait d'ailleurs rencontré à Londres [252].

Les anarchistes qui ont croisé sa route l'ont d'ailleurs jugé capable d'action : la femme d'Amilcare Pomati, qui reçoit de nombreuses correspondances des frères Henry à Londres, considère qu'« Émile et Henry Fortuné sont [...] audacieux et déterminés au point de tenter un coup », qu'« Émile » a des connaissances suffisantes en Chimie pour fabriquer des explosifs », et qu'« il est aussi plus froid et plus expérimenté que son frère [253] ». De plus, c'est un jeune homme qui a su se faire, par son caractère et son action, de nombreux amis parmi les « ténors » du mouvement, comme Duprat, Constant Martin, Marchand, Gallau, Bastard, Matha, Etiévant ou Ortiz [254]. Dès avant 1893, il a des contacts au sein du milieu anarchiste londonien, avec lequel on sait qu'il correspond dès décembre 1892 [255]. Mais ces liens avec le milieu londonien paraissent s'être encore considérablement renforcés après l'attentat de la rue des Bons-Enfants,

242. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Notice d'Émile Henry.
243. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Émile Henry datée du 24 septembre 1894.
244. Ibid.
245. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, notice d'Émile Henry.
246. Ibid.
247. Interview de Malato dans la The Fortnightly Review du 1er septembre 1894.
248. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, notice de Constant Malato.
249. P. Po. B.A./1115, rapport de police sur Émile Henry du 13 février 1894.
250. Ibid.
251. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, notice d'Émile Henry.
252. P. Po. B.A./1115, rapport de police du 13 février 1894.
253. P. Po. B.A./1115, rapport du 21 décembre 1892.
254. P. Po. B.A./1115, rapport de police sur Henry du 13 février 1894.
255. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Henry datée du 24 septembre 1894.

au moment de la fuite qui le fait passer par Londres, puis probablement par Liverpool et Manchester[256] : en effet, à partir de ce moment où il ne fait plus que des passages éclairs à Paris, il fréquente assidûment les clubs anarchistes londoniens (« les Réfractaires » et « l'Autonomie[257] »), où les indicateurs constatent qu'il y a un va-et-vient continuel d'étrangers et où règne selon eux une animation extraordinaire[258]. Au nombre des individus qu'il fréquente le plus à Londres, on peut citer Ortiz, Chiéricotti, Matha, Corti, Parmeggiani[259], Malato[260], Marocco, chez lequel il a été vu en août 1893[261], ou Richard, cet épicier de Charlotte Street qui fournit des fonds à certains anarchistes souhaitant quitter l'Angleterre, auquel il a été présenté par Moreau[262], des hommes tous très impliqués dans une série de vols audacieux qui ont lieu à Paris et dans le nord de la France.

De là à considérer qu'Henry participe aux activités de la bande des anarchistes cambrioleurs de Londres, il n'y a qu'un pas à franchir, pas que franchit la police au moment du vol de Piquefleur et que la vie d'Émile Henry après l'attentat de la rue des Bons-Enfants peut nous inciter à franchir. Émile Henry dispose à cette époque de facilités financières étonnantes ; financé contre des receleurs ou bijoutiers comme Joseph Lachaume à Paris, est dénoncé par des rapports d'indicateurs opérant sur les vols sur le continent[263], et semble pouvoir compter sur de nombreux points de chute dans les villes dans lesquelles les cambrioleurs anarchistes de Londres opèrent (Paris, Londres, Bruxelles) : ainsi, après l'attentat de la rue des Bons-Enfants, il se réfugie d'abord à Londres, puis, semble avoir quitté cette ville pour Liverpool et Manchester[264] ; il serait par la suite retourné à Paris ; puis il fait de nouveaux voyages à Bruxelles et à Paris[265] ; en août 1893, la préfecture est informée qu'il est de nouveau à Paris[266]. Et dans le détail, ces déplacements sont beaucoup plus nombreux et complexes, à tel point que le plus souvent, les indicateurs le perdent de vue : en août 1893 par exemple, il est aperçu à quelques jours d'intervalle à Paris avec Matha, à Londres en compagnie de Matha et de Marocco[267]. Partout où il passe, il dispose de réseaux de complicité : à Londres, au moment de sa fuite, il reçoit asile chez un compagnon[268] ; à Paris, le compagnon Germain le loge[269], quand il n'habite pas dans de petits pied-à-terre comme son domicile parisien en mars 1893[270]. Partout des complices lui servent de boîtes aux lettres : on sait ainsi qu'après l'attentat de la rue des Bons-Enfants, Henry, qui devait faire parvenir une lettre à Dupuy, rue de Rocroi à Paris, envoie de Londres une lettre contenant un pli cacheté à un compagnon d'Orléans, avec un billet lui demandant de le réexpédier[271] ; on sait aussi qu'en mars 1893, sa correspondance à Paris est adressée à une tierce personne habitant rue des Randonneaux, qui la lui fait parvenir[272]. Partout enfin, si la police ne le repère pas toujours, ses amis savent où

256. P. Po. B.A./1115, rapport de police du 13 février 1894.
257. Ibid.
258. P. Po. B.A./1509, rapport du 26 février 1894.
259. Cf. P. Po. B.A./1509.
260. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, notice de Charles Malato.
261. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Henry datée du 24 septembre 1894.
262. P. Po. B.A./1504, rapport du 17 octobre 1894.
263. Cf. plusieurs rapports du P. Po. B.A./1115.
264. P. Po. B.A./1504, rapport du 17 octobre 1894.
265. Ibid.
266. Ibid.
267. P. Po. B.A./1115, rapports des 2, 6 et 16 août 1893.
268. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Henry datée du 24 septembre 1894.
269. P. Po. B.A./1115, rapport du 14 avril 1894.
270. P. Po. B.A./1115, rapports des 21 et 25 mars 1893.
271. P. Po. B.A./1115, rapport du 22 novembre 1892.
272. P. Po. B.A./1115, rapports des 21 et 25 mars 1893.

le retrouver : ainsi lorsqu'il est à Paris, il voit Duprat, Constant Martin, Zévaco ; en 1893, il est aperçu par des indicateurs alors qu'il a rendez-vous avec Achille Etiévant dans un bar de Clichy[273], et en mars 1893, la police sait qu'il reçoit des compagnons chez lui sans parvenir à le localiser[274].

Dans quelle mesure ces réseaux et points de chute mis en place par les anarchistes de Londres ont-ils pu servir les attentats dans lesquels Henry fut impliqué ? Dans quelle mesure la bande finança-t-elle les préparatifs des attentats et fut-elle tenue au courant ? Henry fut-il seulement l'homme de main du groupe ou un « électron libre » au sein de la bande ? Il est presque impossible de répondre aujourd'hui à toutes ces questions. Ce qu'on peut dire simplement aujourd'hui, c'est que les attentats de la rue des Bons-Enfants, de l'Hôtel Terminus et peut-être d'autres encore, tous très violents et tous réussis, furent sans doute beaucoup plus préparés qu'on ne l'a dit jusqu'aujourd'hui, et que leurs auteurs s'appuyèrent probablement sur une logistique assez conséquente.

Concernant l'attentat de la rue des Bons-Enfants, la police puis les historiens de l'anarchie n'ont pas manqué de rappeler les nombreuses zones d'ombre de l'affaire[275] :

> « Qu'Émile Henry ait donc été un des principaux auteurs du drame, là-dessus aucun doute. Mais plusieurs faits donnèrent à penser qu'il n'avait pas été seul […] : tout d'abord son refus de fermer la bombe, "ce qui – déclare Monsieur Girard – m'a confirmé dans cette conviction qu'il ne savait plus comment elle se fermait et que, par conséquent, il n'avait pas seul à la confectionner" ; ensuite et surtout, le fait qu'un étudiant, Monsieur Le Frapper, s'étant trouvé le 8 novembre, à 11 h, heure du dépôt de la bombe, dans l'escalier de la maison de Carmaux, avait bien rencontré une femme portant, dans un panier un objet volumineux enveloppé dans un journal, mais n'avait nullement aperçu Henry. Le concierge déclarait par ailleurs n'avoir vu pénétrer dans l'immeuble, ce matin-là, qu'une personne qui lui était inconnue. Cette personne était la mystérieuse femme rencontrée par l'étudiant. »

Depuis, plusieurs versions, toutes invérifiables, ont été avancées. Monsieur et Madame Zévaès ont affirmé à plusieurs reprises, par exemple dans le Vendémiaire du 6 janvier 1937, qu'Émile Henry et la femme rencontrée dans les escaliers ne faisaient qu'un ; deux écrivains, A. Kesler et L. Thinet, dans un livre intitulé Sous la Terreur Verte, ont prétendu qu'Émile Henry était absolument étranger à l'attentat dont il n'avait endossé la responsabilité que pour éviter aux véritables auteurs d'être inquiétés ; enfin une certaine Elisabeth C… s'est vantée d'avoir elle-même déposé la bombe de la rue des Bons-Enfants[276].

Dans ce contexte, que penser de l'attentat de la rue des Bons-Enfants aujourd'hui ? D'abord, que c'est un attentat qui fut probablement longuement préparé : déjà fin mars 1892, les indicateurs constatent que les mains d'Émile Henry portent souvent la trace de « la morsure des acides[277] », tandis qu'en juillet 1892, ils signalent que celui-ci, officiellement parti à Brévannes chez sa mère pour y soigner un rhume, s'occupe en fait de chimie[278], ce que confirme encore une fois l'état de ses mains, souvent couvertes de taches d'acide[279]. Ensuite, qu'il y a de fortes chances pour que deux autres personnes au moins y soient impliquées de près ou de loin : d'une part le frère d'Émile, Fortuné

273. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Émile Henry datée du 24 septembre 1894.
274. P. Po. B.A./1115, rapports des 21 et 25 mars 1893.
275. Jean MAITRON, Le Mouvement anarchiste en France… op. cit., tome 1, p. 243-244.
276. Ibid. : propos tenus à M. Raphaël Mickiewicz et rapportés à J. Maitron par M. Lansac, ancien avocat à la cour de Paris. Lettre du 27 octobre 1947.
277. P. Po. B.A./1115, rapport de police du 13 février 1894.
278. P. Po. B.A./1115, rapport de police du 24 juillet 1892.
279. P. Po. B.A./1115, rapport de police du 16 juillet 1892.

Henry, présent à Brévannes à l'été 1892 (qui aurait dit à un indicateur : « Nous faisons quelque chose[280] ») ; d'autre part une femme dont la description correspondrait assez exactement à celle d'un témoin dans l'escalier de la rue des Bons-Enfants à l'heure de l'attentat : elle se nomme Adrienne Chaillet mais se fait appeler Marie Puget, fait de la propagande anarchiste dans les bars ou les jardins publics, et son attitude change radicalement immédiatement après l'affaire Very : elle cesse de sortir autrement que dans la rue de Buci, change totalement de costume, devient inquiète et soupçonneuse, croit toujours qu'on va l'arrêter « […] attendant avec impatience l'apparition des journaux pour lire les détails sur l'explosion[281] », et racontant avoir donné asile après l'attentat à un anarchiste recherché par la police, un nommé « Henry », que la notice individuelle d'Henry datée du 24 septembre 1894 confirme[282] ; à partir de mars 1893, elle semble même avoir eu de plus en plus de mal à maîtriser ses nerfs, faisant par exemple promettre à une amie de dire que, si elle était arrêtée pour l'affaire de la rue des Bons-Enfants, elles étaient ensemble ce jour-là[283], puis racontant à tout vent qu'Émile Henry était impliqué dans l'attentat, comme le signale ce rapport de police du 24 février 1894, qui, juste avant les aveux d'Henry, conclut que l'attentat de la rue des Bons-Enfants a été exécuté par quelques compagnons seulement ; qu'Émile Henry et un dénommé Bonnard ont confectionné la bombe ; que Marie Puget l'aurait apportée, et que deux ou trois autres anarchistes seulement auraient été au courant de l'affaire : Henry serait resté devant la porte, soit pour l'attendre, soit pour faire le guet[284]. Par ailleurs, signalons que la rumeur désignant Émile Henry comme coupable de l'attentat de la rue des Bons-Enfants courut très vite dans les milieux anarchistes parisiens et londoniens, ce qui laisse imaginer que d'autres que lui savaient et avaient été moins discrets : ainsi un indicateur londonien signale dans un rapport du 12 décembre 1892 qu'Henry est pour quelque chose dans l'affaire de la rue des Bons-Enfants car « le samedi, il savait ce qui allait arriver le mardi[285] » ; parmi d'autres rapports d'indicateurs parisiens, on peut encore citer celui du 23 mai 1893 selon lequel Gustave Babet, cordonnier 61, rue de Beaubourg, considère qu'Henry est l'auteur de l'affaire de la rue des Bons-Enfants[286].

On peut encore noter le vrai « soulagement » des anarchistes français de Londres à l'annonce de la condamnation d'Henry pour l'affaire de la rue des Bons-Enfants, « bien qu'étant persuadés que ce nouveau crime a été prémédité qu'Émile Henry seul[287] ».

Quant à l'attentat de l'hôtel Terminus, il fut lui aussi présenté à l'époque – puis dans les livres consacrés à l'histoire du mouvement – comme un acte de propagande par le fait, un acte individuel : celui d'Émile Henry. Mais là encore, on peut se demander s'il n'a pas impliqué davantage de compagnons. Ce que l'on sait de source sûre, c'est qu'un certain nombre d'anarchistes cambrioleurs de Londres sont à Paris peu avant l'attentat de l'hôtel Terminus : Matha est parti vers le 6 février environ « pour le service de Marocco[288] » ; Ortiz et Chiéricotti y sont au moins depuis le 7 février[289]. Émile Henry, quant à lui, a été signalé en France deux mois avant l'attentat du Terminus : il est alors venu trois jours à Paris, trois jours mis à profit, entre autres, pour déjeuner avec le bijoutier Joseph

280. P. Po. B.A./1115, rapport de police du 22 juillet 1892.
281. Ibid.
282. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Henry datée du 24 septembre 1894.
283. P. Po. B.A./1115, rapport du 11 mars 1893.
284. P. Po. B.A./1115.
285. P. Po. B.A./1115.
286. P. Po. B.A./1115.
287. P. Po. B.A./1509, rapport du 22 mai 1894.
288. P. Po. B.A./1509, rapport du 6 février 1894.
289. P. Po. B.A./1509, rapport du 7 février 1894.

Lachaume auquel il donne son adresse à Londres[290]. Il est encore signalé à Paris par deux rapports, l'un du 18 janvier, l'autre du 4 février[291], puis, tantôt à Londres, Paris et Bruxelles, à des intervalles très rapprochés[292]. Depuis le 18 janvier 1894, selon les informations de la police, il a une chambre à Ménilmontant transformée en « laboratoire anarchiste[293] », mais les recherches pour trouver son domicile sont vaines. A-t-il reçu à cette date les 100 francs qu'Ortiz lui aurait donnés pour qu'il fabrique sa bombe, ce qui nous laisse supposer qu'Ortiz était dans la confidence[294] ; est-il venu de Londres avec des matières « explosibles » que lui auraient confiées les anarchistes de Londres, comme le suggère un rapport postérieur de plus d'un mois aux faits[295] ? À toutes ces questions, nous n'avons pas de réponses. Ce que semblent nous dire les rapports de police, c'est seulement qu'à la demande d'Henry, Matha, qui connaissait son adresse et l'aurait rejoint huit jours avant l'attentat pour « faire un coup », serait resté avec lui[296]. Ortiz et un dénommé Pauwels, au courant des projets d'Henry, l'auraient par ailleurs aidé à fabriquer les bombes et savaient ce qu'il voulait faire[297]. L'opération aurait sans doute eu davantage d'envergure que l'attentat du Terminus, puisque Marocco affirmera près d'un mois plus tard qu'Henry n'aurait pas quitté Paris s'il était resté libre, car il aurait dû provoquer d'autres explosions[298]. Et probablement effectivement en contact, puisque selon la police, ces hommes se seraient rendus au domicile d'Émile Henry après son arrestation pour enlever les bombes avant le passage de la police, ce sont Ortiz, Matha, et un dénommé Millet[299] ; ou bien, selon un autre rapport, en revanche, c'est que le 21 février Ortiz et Pauwels[300]. Ce qui est bien certain, c'est que le 21 février Chiéricotti était encore à Paris[301], et que le 7 mars 1894, Matha et Ortiz étaient encore en France[302].

Autour de Pauwels

L'attentat de la Madeleine pose le même type de question que les attentats étudiés précédemment. Il implique une autre figure du milieu anarchiste, le belge Joseph Désiré Philibert Pauwels, né à Courcelles, en Belgique, le 29 janvier 1864, et installé à Saint-Denis où il est dépositaire et vendeur de journaux anarchistes, puis ouvrier mégissier. Marié en février 1890 avec Albertine Lardon[303] et père d'un enfant, c'est un homme bien connu des services de police. Il est signalé pour la première fois comme anarchiste militant le 14 janvier 1885, et il se montre très actif puisqu'il aurait été l'un des fondateurs de la « Jeunesse anarchiste » de Saint-Denis. Le 21 mars 1890, il est signalé comme « le plus ancien militant de Saint-Denis[304] ». Il est alors abonné à la Révolte et autres journaux anarchistes, s'est constitué chez lui une vraie bibliothèque et conserve à son domicile le drapeau noir du groupe de Saint-Denis. De mai 1890 à janvier 1891, il est décrit par les indicateurs comme très exalté : il s'occupe notamment d'imprimer au polycopié des

290. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Henry datée du 24 septembre 1894.
291. P. Po. B.A./1115, rapport du 13 février 1894.
292. Ibid.
293. P. Po. B.A./1115, notice individuelle sur Henry datée du 24 septembre 1894.
294. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, notice de Léon Ortiz.
295. P. Po. B.A./1115, rapport du 27 février 1894.
296. P. Po. B.A./1509, rapports des 15, 26, 27 février 1894 et P. Po. Paris, B.A./1115, rapport du 20 mars 1894.
297. P. Po. B.A./1115, rapport du 28 mars 1894.
298. P. Po. B.A./1115, rapport du 20 mars 1894.
299. P. Po. B.A./141, rapport du 9 mai 1894.
300. P. Po. B.A./1115, rapports des 28 mars et 17 avril 1894.
301. P. Po. B.A./1509, rapport du 21 février 1894.
302. P. Po. B.A./1509, rapport du 7 mars 1894.
303. A. N. BB^{19} 6461.
304. Ibid.

manifestes destinés aux conscrits, les affiche et les distribue ; et après janvier 1891, il tente de mettre sur pied des cercles d'études anarchistes. Tout au cours de ces années, il s'est fait de solides relations dans un milieu dans lequel il est estimé : c'est avec Louiche qu'il a fondé la « Jeunesse anarchiste de Saint-Denis » ; pendant son activité à Saint-Denis, on lui attribue « bon nombre de recrues affiliées au mouvement [305] » et il fréquente Ségard ou correspond avec Tennevin, alors que celui-ci est détenu à Grenoble.

Sa vie semble basculer en avril-mai 1891 : selon une note de police du 24 avril, sa femme l'a quitté à cause de son engagement toujours plus prononcé dans le mouvement, et alors qu'il prépare activement le 1er mai, il tombe sous le coup d'un arrêté d'expulsion le 28 avril 1891, puis, sous le coup d'un mandat d'amener délivré par le juge Couturier pour « faits se rattachant aux incidents du 1er mai à Levallois ». Commence alors pour lui une autre vie dans la clandestinité, faite de déplacements incessants et de préparation d'actions terroristes : le 11 mai 1891, la police apprend que, parti pour Londres avec Ségard par Saint-Lazare, il est descendu chez Richard, l'épicier de Charlott Street, 67, Fitzroy Square, qui aide les compagnons français arrivés du continent. De Londres, il correspond avec sa femme, qui habite Argenteuil et l'aide à se cacher entre le 28 avril et le début du mois de mai ; le 16 mai, il aurait logé chez l'anarchiste Boutteville, auquel il confie tous ses papiers. À Londres, il loge chez Ségard, dans la maison où habite Louise Michel, où il voit journellement Michel ; le 10 juin, le préfet de police est informé que la femme Ségard vient de recevoir de son mari et de Pauwels une dizaine de cartouches de dynamite : une perquisition qui ne donne rien est faite à son domicile le 19 juin. Quelques jours après, on apprend que Pauwels, ne trouvant pas de travail à Londres, est à Paris depuis le 14 juin, où il se cache sous le nom de Claude Defosse, avec un livret d'ouvrier et diverses pièces à ce nom : il habite chez la femme Lavroff, et, le plus souvent, se fait adresser sa correspondance chez Madeleine Wepler, femme de Paul Reclus. Arrêté le 21 juillet chez Paul Reclus, 21, rue Meynadier, où sont saisies une lettre et une liste de personnes habitant la banlieue, il déclare que ses faux papiers lui ont été remis à Londres par quelqu'un qu'il ne veut pas désigner. Relâché le 5 août 1891 après une ordonnance de non-lieu, il reçoit le 7 août la notification de l'arrêté d'expulsion et demande à être conduit dans le duché du Luxembourg. C'est alors qu'il disparaît avant d'avoir été expulsé. Son passage est relevé à Chaumont (Haute-Marne) dans le courant de janvier ; en mars 1892, il se trouverait dans un hôpital français ou anglais à Newcastle ; le 24 août 1892, alors qu'on le recherche partout activement depuis des mois, on apprend qu'il est présent à Londres et correspond avec Segard de Saint-Denis ; le 7 décembre 1892, le commissaire spécial d'Annemasse dit qu'il est à Genève, où il a retiré ses papiers du bureau des étrangers le matin même pour partir pour la France, se faisant appeler Meunier ou Ménier. Le 9 décembre 1892, la préfecture apprend que quelque temps auparavant, Reclus, Bastard et Pauwels (se faisant appeler Meunier), hommes « résolus à tout », se sont rencontrés à Saint-Denis, et que « durant leur passage dans la localité, ils se sont essayés à la fabrication d'engins explosifs [306] » : on se demande même si Pauwels n'est pas l'un des auteurs de l'explosion de la rue des Bons-Enfants ; le 29 décembre 1892, la préfecture apprend que Pauwels est à Barcelone et se fait envoyer sa correspondance à E. Productor, 2, San Olegario ; en janvier 1893 on sait qu'il a quitté Paris après les Bons-Enfants, s'est réfugié à Marseille chez Dominique Reymond, 11, rue d'Aubagne, et que de là, il est parti pour Barcelone. Il tente de rentrer en France en février 1893, et la préfecture est informée que la femme de Bastard cherche à lui procurer un livret militaire et des faux papiers. Le 5 mai 1893, il est encore à Barcelone. En octobre 1893, on apprend

305. Ibid.
306. Ibid.

qu'il est venu dans les environs de Saint-Denis. Sa femme devait demander le retrait de l'arrêté d'expulsion, et on découvre effectivement dans son foyer une lettre de la femme Martinet, qui lui transmet copie d'une lettre adressée par le ministère de l'Intérieur à Clemenceau pour lui faire connaître qu'il est impossible de revenir sur l'expulsion.

Quand a-t-il rencontré Émile Henry ? À Londres ? À Paris ? A-t-il participé avec lui à l'attentat de la rue des Bons-Enfants ? Faisait-il partie de la bande des cambrioleurs anarchistes de Londres ? Ce qui est certain, c'est que les deux hommes se connaissent, comme en témoigne une lettre d'Henry trouvée dans le portefeuille de Pauwels après sa mort à l'église de la Madeleine[307] ; qu'il était peut-être au courant d'Henry et de son intention de commettre un attentat avant le Terminus, que c'est peut-être avec ce même Ortiz qu'il a cambriolé la chambre d'Émile Henry avant le passage de la police[308], et que c'est sans doute là qu'ils ont trouvé de quoi faire la bombe qui a tué Pauwels à la Madeleine[309], voire les bombes du faubourg Saint-Martin et de la rue Saint-Jacques.

La reconstitution de la bombe utilisée par Pauwels, envoyée au laboratoire municipal de Chimie, donne en effet à l'affaire un relief nouveau : l'engin était chargé non de dynamite mais de poudre chlorate et de poudre verte. Il ne pouvait produire de grands dégâts mais semblait identique aux engins employés par Rabardy, le propagandiste qui voulait faire sauter les commissaires Dresch et Belovino lors des attentats du faubourg Saint-Martin et de la rue Saint-Jacques, le 20 février 1894. Pauwels était-il Rabardy ? C'est ce que les policiers tentèrent de savoir en demandant aux dames Guibourg et Israël de bien vouloir examiner le cadavre à la morgue. Celles-ci, formellement, ne reconnurent pas en Joseph Pauwels l'ouvrier qui s'était présenté au numéro 69 de la rue Saint-Jacques et dans l'hôtel de la Renaissance. Il semble donc difficile de dire que les deux explosions furent « l'œuvre de l'anarchiste belge Pauwels dit "Rabardy" », comme l'écrit Jean Maitron[310].

L'attentat contre le président Sadi Carnot

Cet attentat a fait l'objet d'un travail très intéressant et novateur de Jean Berthoud[311], qui s'interroge à cette occasion sur les ressorts de l'acte individuel anarchiste[312] :

> « S'agit-il d'un acte individuel ? […]. On pourrait croire que cette question n'a d'autre intérêt que policier. Mais ce serait là une vue superficielle des choses. Celle-ci met en effet en jeu la capacité du mouvement anarchiste, réputé comme anarchique au sens vulgaire du terme, – c'est-à-dire désordonné et flou –, à se doter ne serait-ce que pour un objectif limité, d'une organisation cohérente. »

Jean Berthoud montre en effet comment Caserio occupe une place de choix dans le mouvement anarchiste italien. À Milan, il joue un rôle essentiel au sein de l'association de distribution de tracts anarchistes, et l'ampleur de son activité transparaît dans les sources, lorsqu'il est arrêté le 26 avril 1882 pour distribution de tracts anarchistes. Condamné alors à 8 mois de prison, il s'enfuit en Suisse, où il a noué des relations avec les compagnons. À l'aide d'un faux passeport, il passe la frontière et se réfugie à Lugano, il effectue de brefs séjours à Lausanne (juillet 1893), à Genève et à Lyon, ville dans laquelle il se lie avec un compatriote anarchiste, Tiburce Stragiotti, dit « Crispi », émigré comme

307. P. Po. B.A./1115, rapport du 20 mai 1894.
308. P. Po. B.A./1115, rapport du 28 mars 1894.
309. P. Po. B.A./1115, rapport du 17 avril 1894.
310. Jean MAITRON, Le Mouvement anarchiste en France… op. cit., tome 1, page 247.
311. Jean BERTHOUD, L'Attentat contre le Président Carnot, et les rapports avec le mouvement anarchiste…, op. cit., p. 58-65.
312. Ibid., p. 58.

lui d'Italie, et fait aussi la connaissance de Marius Debard, autre ami de Stragiotti, et Sanlaville. Parti de Lyon le 20 septembre 1893, il séjourne alors à Vienne dans l'Isère, où il rencontre les anarchistes du lieu comme Castelli, Chevalier, ou Faure. En octobre 1893, il quitte Vienne pour Sète, où il connaît l'adresse d'un anarchiste nommé Saurel, qui s'occupe de sa correspondance et lui procure des journaux anarchistes. En janvier 1894, il est admis à l'hôpital de Sète pour une maladie vénérienne.

Durant son séjour à Sète, par l'intermédiaire de Saurel, qui fait passer sa correspondance, Caserio reprend contact avec Stragiotti par l'entremise d'une annonce que ce dernier fait passer dans L'Insurgé de Sanlaville le 21 octobre 1893. Tout porte à croire qu'il s'ensuit alors une correspondance entre les deux compagnons, qui restent en relation. Stragiotti et Debard quittent Lyon pour Sète et visitent plusieurs fois Caserio avant de revenir à Lyon fin janvier. Une fois à Lyon, Stragiotti envoie à Sète un autre compagnon, Bracmard, qui rend visite à Caserio en compagnie de Saurel. Et la réunion tenue chez Sanlaville, où l'on fait des projets d'attentats contre Carnot, se tient peu après le retour de Stragiotti à Lyon, c'est-à-dire le 5 février. Jean Berthoud montre ensuite que dès février 1894, Caserio formait « déjà des projets d'attentats » contre Sadi Carnot, « tout comme certains anarchistes lyonnais[313] ». Caserio multiplie alors les contacts au sein du milieu anarchiste : il rencontre des Italiens à Lamalou-les-Bains en mai 1894 (la police y découvre la trace de deux anarchistes italiens originaires de Milan, qu'elle ne peut retrouver) et il entretient des relations épistolaires avec certains anarchistes italiens résidant en France (Malagoli à Paris et Garinei à Marseille, qui tous deux restent introuvables).

Les jours qui précèdent l'attentat, il ne cesse pas ses contacts avec les anarchistes français et italiens : le samedi 23 juin 1894, il se dispute avec son patron, le quitte, achète un poignard chez un armurier sétois, rend visite à Saurel qui affirme qu'il ne lui a pas fait part de ses projets, et prend le train pour Montpellier vers 15 h, où il se rend chez l'anarchiste Laborie sans raison très précise d'après Laborie lui-même. Reparti de chez Laborie à 21 h, il prend à 23 h le train pour Avignon et Vienne. Arrivé à Vienne le dimanche matin, il rend visite à l'un des frères Castelli, rencontre Chevalier et Orcelin (qui soutiendront par la suite qu'ils ne connaissaient pas ses intentions). Puis, à pied, il se dirige vers Lyon. Il est à Simandre (Isère) vers 15 h et à Saint-Symphorien-d'Ozon vers 16 h 30. Ensuite, plus personne ne parle de lui avant l'attentat qu'il aurait accompli seul.

Mais pour Jean Berthoud, à Lyon, Caserio n'aurait pas pu accomplir son acte seul : d'autant plus qu'il ne parle que très peu le français. Il connaît très peu la ville, d'autant plus que, dans l'attente de son acte, il dit qu'il ne s'est guère éloigné de l'endroit où il travaille et où il couche. Comment admettre qu'il ait pu retrouver son chemin sans problème jusqu'au palais du Commerce, qu'il y soit parvenu au moment propice, alors qu'il ne pouvait connaître l'ordre du cortège ni la place de Carnot dans la voiture ? Jean Berthoux suppose que Caserio a probablement reçu l'aide de deux ou trois complices[314] :

> « Il suffisait que ce relais prenne Caserio en charge à un endroit fixé, connu de lui, qu'il le guide jusqu'à la place de la Bourse et le poste au bon endroit. Aucun des témoignages relevés ne vient démentir cette version des faits, car aucun témoin n'a aperçu Caserio seul. »

Et il conclut[315] :

> « S'il est impossible, faute de preuves formelles, d'affirmer catégoriquement que l'attentat contre Sadi Carnot ne constitue pas un acte individuel mais une

313. Ibid., p. 62.
314. Ibid., p. 63.
315. Ibid., p. 64.

> action organisée dont Caserio n'a été que l'exécuteur, on peut tout au moins noter, grâce à cet exemple, que la capacité d'organisation du mouvement anarchiste était plus élevée qu'on ne l'a cru généralement. Les pérégrinations de Caserio et ses rapports avec les anarchistes mettent en effet en évidence un certain nombre de "lignes de communication" entre les principaux points d'implantation du mouvement en France, en Italie du Nord et en Suisse. La première de ces "lignes de communication" joint Turin et Milan aux centres anarchistes suisses, Lausanne et Genève via Lugano […]. L'axe Lyon-Genève est le plus connu. Il permettait aux compagnons recherchés par la police suisse ou française, de se réfugier en pays voisin […]. Une autre "ligne de communication" se situe le long de la vallée du Rhône, de Lyon à Vienne jusqu'à Marseille, Montpellier et Sète […]. Des groupes anarchistes composés en partie d'émigrés italiens existaient à Marseille et dans les lieux voisins et établissaient des liaisons avec leurs pays d'origine. Il est hors de doute que ce réseau de relations se prolongeait avec Paris et Londres, d'une part, vers l'Espagne d'autre part. Les communications devaient s'effectuer la plupart du temps par des correspondances individuelles d'autant plus diverses que la plupart des groupes accueillaient des anarchistes venus d'autres localités ou d'autres pays, en conservant leurs contacts avec leurs amis. De plus il est certain que chaque "centre anarchiste" possédait un système de correspondance ou d'échanges collectifs, effectué par l'intermédiaire d'une sorte de bureau de coordination ; et c'est sans doute le rôle que jouait Caserio à Milan, Sanlaville à Lyon et sans doute Saurel à Sète. Les échanges devaient aussi se faire par l'intermédiaire des "voyageurs" […] qui par goût, par nécessité ou pour la cause, parcouraient le réseau anarchiste européen […]. La correspondance de Caserio montre d'ailleurs comment les compagnons de passage sont accueillis par les petits groupes d'anarchistes qui leur offrent l'hospitalité, et, le cas échéant, leur cherchent du travail […]. »

D'ailleurs, Caserio confirme cette analyse au moment de son procès quand il affirme[316] :

> « Quant au voyage de Lyon, je l'ai très bien fait parce que chaque 40 ou 50 km, je trouvais des petits groupes de compagnons, tous français, mais ils sont très bons et solidaires pour accueillir les compagnons. »

Le « Comité anarchiste de Londres »

Ces différents attentats ont conduit les autorités de l'époque à poser la question de l'existence d'un exécutif anarchiste basé à Londres, exécutif qui aurait été à l'origine des attentats sanglants commis sur le territoire français. Cette idée est effectivement récurrente dans les rapports de police, qui dénoncent les anarchistes de Londres comme les fabricants des bombes qui explosent sur le continent : ainsi un rapport de décembre 1892 rappelle que le chimiste Bertgheses (?) est à Londres, et qu'il « serait susceptible » de préparer des explosifs pour les anarchistes du continent[317] ; de même, un rapport de 1894 signale la fabrication à Londres d'importants dépôts explosifs par un chimiste russe[318] ; il en va de même d'un rapport d'avril 1894 selon lequel « des Russes anarchistes

316. Ibid.
317. P. Po. B.A./1508, rapport du 31 décembre 1892.
318. P. Po. B.A./1509, rapport du 21 février 1894.

ont confirmé que l'école pour la confection des bombes est à Londres et que le professeur est un réfugié russe[319] ».

On dénonce aussi les anarchistes de Londres comme les financiers occultes de la propagande par le fait ; ainsi on lit dans un rapport d'avril 1894[320] :

> « C'est à Londres […] qu'on envoie une partie de l'argent provenant des vols pour subvenir aux besoins des compagnons qui risquent leur vie dans des attentats comme ceux de la rue Saint-Jacques et de la rue du faubourg Saint-Martin […]. »

De même, un rapport daté lui-aussi d'avril 1894 signale que « […] Marocco fait métier de vendre des valeurs volées en retenant pour lui une forte remise », qu'il est « très lié avec Schoupe, peut-être avec Ortiz », et que ce « filou émérite » habitant au 16 de Dean Street a fait de sa boutique « un centre d'action et une officine d'où l'on dirigera les futurs cambriolages, à l'aide desquels on espère trouver les moyens de se procurer de quoi faire de nouveaux actes de propagande par le fait[321] ». Enfin un rapport du 31 juillet 1894 indique que de Londres, « des sommes quelquefois considérables » sont « remises aux destinataires par des voies indirectes », que « l'intermédiaire ignore parfois l'expéditeur » et que « le destinataire serait très embarrassé pour savoir exactement qui lui fait parvenir les fonds[322] ».

Pour les indicateurs de police, il ne fait donc nul doute qu'il existe à Londres un « Comité central de l'anarchie internationale », que non seulement les ordres partent de là, mais aussi l'argent nécessaire pour accomplir toutes les décisions[323], et que ce « Comité » est en contact avec les anarchistes belges[324] ou italiens, et que ce sont eux qui ont prémédité l'attentat contre Sadi Carnot[325] :

> « Dans de précédentes correspondances on a signalé à plusieurs reprises les groupes anarchistes de Londres étaient en relations fréquentes avec les groupes d'Italie. L'attentat dont vient d'être victime Monsieur le Président de la République suivant celui qui a été à Rome, dirigé contre Monsieur Crispi, prouve combien ce renseignement était exact. Il n'y a pas lieu de douter que ce nouveau crime a été prémédité à Londres. Malatesta qui est dans cette ville de l'oracle des réfugiés, montre en effet quelque répugnance à se servir de la bombe […]. Il est probable que partager cette manière de faire aux propagandistes par le fait resté sur le continent et avec lesquels, ainsi qu'il le dit plus haut, les groupes de Londres entretiennent des relations constantes. »

Sans aller aussi loin et dans l'attente d'une étude plus approfondie des sources anglaises, ces différentes « affaires » témoignent bien de la capacité des anarchistes à s'organiser.

319. P. Po. B.A./1509, rapport du 17 avril 1894.
320. P. Po. B.A./1509, rapport du 25 avril 1894.
321. P. Po. B.A./1509, rapport du 13 avril 1894.
322. P. Po. B.A./1509, rapport du 31 juillet 1894.
323. Ibid.
324. P. Po. B.A./1509, rapport du 19 mai 1894.
325. P. Po. B.A./1509, rapport du 26 juin 1894.

Troisième partie. De 1895 à 1914 : *les* mouvements anarchistes

Au début des années 1890, en butte à une répression terrible, le mouvement anarchiste s'est métamorphosé. Les groupes se sont fermés ou sont entrés dans la clandestinité, tandis que les effectifs du mouvement ont fondu et que la propagande par le fait est devenue le moyen de lutter contre la « République marâtre » [326]. Mais en 1895, alors que l'échec de cette stratégie anarchiste est patent (même l'assassinat de Sadi Carnot n'a pas déclenché le grand soir révolutionnaire) et alors que l'affaire Dreyfus accapare les contemporains – même anarchistes – les esprits s'apaisent et le mouvement se transforme à nouveau, profondément.

326. Le Père Peinard, n° 5 du dimanche 24 mars 1889 : « La postiche de Barbapoux ».

Chapitre X. Le mouvement anarchiste au tournant du siècle : la métamorphose (1895-1900)

À partir de 1895, alors que la répression s'apaise, le mouvement libertaire sort de l'ombre : les effectifs augmentent et les groupes réapparaissent.

Aux racines d'un renouveau anarchiste ?

Au lendemain de l'assassinat du président Carnot, trois raisons se conjuguent en effet pour expliquer un renouveau anarchiste. Première raison : la répression finit par s'apaiser et nombre de militants reviennent d'exil, tandis que de nouvelles réunions publiques sont organisées et que des journaux anarchistes reparaissent. Deuxième raison : les compagnons développent – ou s'approprient – de nouvelles idées, qui peuvent séduire certaines catégories de la population restées jusqu'alors insensibles aux théories anarchistes. Enfin troisième raison : une frange des compagnons donne au mouvement un visage plus avenant.

La fin de la répression et ses conséquences

Il faut signaler tout d'abord que les militants restent très étroitement surveillés, comme le montre l'« exposé des mesures appliquées en France pour assurer la surveillance des anarchistes », mesures présentées en 1898 à la « Conférence internationale de Rome pour la défense sociale contre les anarchistes » par Monsieur Vigui, délégué de la France[1]. Monsieur Vigui y rappelle en effet avec une pointe d'orgueil qu'en France, « tout individu signalé comme anarchiste fait l'objet d'une notice individuelle sur laquelle sont consignés son état civil, son signalement précis et ses antécédents[2] » ; que « les noms de tous les anarchistes sont, en outre, inscrits sur des états récapitulatifs par département[3] », l'ensemble de ces états étant « classé à la direction de la sûreté » et « tenu à jour[4] » ; il signale encore que les individus considérés comme anarchistes sont l'objet d'une surveillance constante et ininterrompue[5]. Il rappelle aussi que les anarchistes étrangers présents sur le territoire de la République et présumés dangereux sont rapidement expulsés[6]. Enfin, il précise les progrès faits par la France en matière

1. A. N. BB18 6446, Conférence internationale de Rome pour la défense sociale contre les anarchistes, 24 novembre-21 décembre 1898, exemplaire n° 36, Rome, Impr. du ministère des Affaires étrangères.
2. Ibid.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.
6. Ibid.

de signalement des individus dangereux, avec notamment l'instauration du « portrait parlé », qui se fonde sur deux photographies, l'une de profil, l'autre de face[7].

Mais cet effort en matière de surveillance et de répression des anarchistes n'est pas incompatible avec une certaine volonté d'apaisement dans les années 1895-1900, ce d'autant que nombre de compagnons se sont assagis et tournent résolument le dos à la propagande par le fait[8]. En effet, les peines prononcées contre les anarchistes sont alors en général moins nombreuses et moins lourdes (le « verdict de sagesse rendu à l'issue du procès des Trente[9] », qui est le dernier grand procès anarchiste du siècle, contribue par exemple à « calmer les esprits[10] »). Par ailleurs, des anarchistes en exil à Londres sont autorisés à rentrer sur le territoire national dès 1895, tandis que quelques compagnons victimes des lois « scélérates » reviennent du bagne au tournant du siècle[11]. Cette bouffée de liberté permet aux anarchistes français de reprendre leurs conciliabules et de faire du prosélytisme[12].

Un nouveau pouvoir de séduction des libertaires ?

Mais si l'anarchie fait de nouveaux adeptes au tournant du XXe siècle, c'est probablement aussi parce que les compagnons savent « surfer » sur les vagues antimilitariste et syndicaliste des années 1900. C'est aussi parce que, après l'échec de la manière terroriste, l'anarchisme français se modère et se transforme : un grand nombre de compagnons tourne en effet le dos à la propagande par le fait, renouvelle le langage du mouvement ainsi que ses idées (notamment en s'appropriant des théories relativement en vogue en ce début de siècle comme le néo-malthusianisme) et font de l'anarchiste un « libertaire »…

Comme le montre très bien René Bianco dans sa thèse consacrée au mouvement anarchiste dans les Bouches-du-Rhône, l'antimilitarisme a en effet pu – au moment de l'affaire Dreyfus et dans un contexte international de plus en plus tendu – être le moteur d'une renaissance anarchiste dans la seconde moitié des années 1890. René Bianco rappelle en effet que l'antimilitarisme a permis à nombre de nouveaux compagnons de franchir le pas qui les séparait de l'anarchisme[13], et il signale qu'à Marseille, la majorité des antimilitaristes fait également partie du « Groupe central libertaire », qui se réunit une fois par semaine au Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne[14].

Si le mouvement anarchiste a pu profiter de l'antimilitarisme pour faire des adeptes, il a aussi pu bénéficier, ponctuellement, au fur et à mesure qu'une frange du mouvement pénétrait du syndicalisme au sein des masses ouvrières[15]. Ainsi dans sa maîtrise, Jean Polet montre comment – à une période certes plus tardive – les théories anarchistes s'implantent dans le bassin houiller du Nord par le biais de l'anarcho-syndicalisme.

Pour lui en effet, si l'anarchisme s'éveille dans le bassin minier au tournant du siècle, c'est surtout après la naissance à Denain du « Jeune syndicat » broutchoutiste des mineurs du Nord et après la parution de son journal, L'Action syndicale, qui diffuse les thèmes propres à l'anarcho-syndicalisme. Ses statuts sont en effet très libertaires, et

7. Ibid.
8. Voir infra.
9. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 258.
10. Ibid.
11. Voir infra.
12. P. Po. B.A./80, rapport du 10 avril 1895.
13. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 171.
14. Ibid.
15. Sur cette question, on se reportera aux analyses de Jean Maitron, in Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 265 sq.

Broutchoux multiplie les réunions dans le bassin houiller, un bassin houiller travaillé en même temps par « l'évangile » individualiste propagé par des conférenciers comme Albert Libertad, André Lorulot, puis surtout comme Lanoff et Bluette. Lentement donc, surtout par le biais de l'anarcho-syndicalisme, les idées anarchistes gagnent Aniche, Valenciennes, Onnaing, Douai, Dorignies, et peu à peu, des cercles d'études sociales et des groupes se fondent à partir de 1911 à Dorignies, Aniche, Denain, Valenciennes, Abscon et Marly[16].

En même temps, sans doute désorientés par l'épisode terroriste, nombre de compagnons se sont tournés vers des solutions à la question sociale moins radicales que la propagande par le fait – et donc plus acceptables par les masses – des solutions déjà anciennes, qui n'avaient pas été suffisamment explorées dans les années 1880, comme la coopération.

La coopération n'est en effet pas à proprement parler une idée neuve. Comme le rappelle Jean Maitron, dès 1869, Bakounine a souligné l'intérêt des coopératives qui habituent les ouvriers à s'organiser et à diriger leurs affaires par eux-mêmes, sans aucune intervention du capital bourgeois ou d'une direction bourgeoise[17]. Mais après l'échec de la manière terroriste, cette idée dans laquelle nombre de compagnons avaient vu au cours des années précédentes, « sans le reconnaître explicitement », un « acheminement vers la révolution sociale[18] », connaît un regain d'intérêt et devient même « d'une grande actualité[19] ».

Ulysse Martinez donne son point de vue sur la question dans un livre intitulé en 1897 Le Coopérativisme dans les écoles sociales. Au congrès révolutionnaire ouvrier de 1900, il prend position en faveur des coopératives de consommation car « elles sont une préparation matérielle et morale au communisme[20] », et les anarchistes se montrent alors dans l'ensemble favorable au coopératisme de consommation envisagé comme moyen d'éducation mais non d'émancipation[21].

Les anarchistes s'intéressent également à l'éducation. Comme le rappelle Jean Maitron, ils ont « toujours considéré l'éducation et l'instruction comme des facteurs révolutionnaires déterminants[22] » : Proudhon voit en effet « l'effort moral comme ayant une importance décisive dans la formation de l'homme[23] », et pour Bakounine, si les hommes naissent à peu près égaux, « c'est l'éducation qui produit les énormes différences qui nous séparent aujourd'hui ». Donc « pour établir l'égalité parmi les hommes, il faut absolument l'établir dans l'éducation des enfants[24] ». Bakounine demande ainsi pour chaque enfant « l'instruction intégrale, aussi complète que le comporte la puissance intellectuelle du siècle, afin qu'au-dessus des masses ouvrières, il ne puisse se trouver désormais aucune classe qui puisse en savoir davantage, et qui précisément, parce qu'elle saura davantage, puisse les dominer et les exploiter[25] ». Les anarchistes ont donc toujours été sensibles à ces questions d'éducation, mais c'est vraiment entre 1897 et 1914 qu'ils tentent de mettre en œuvre ces idées et que celles-ci suscitent le plus de débats : ainsi au congrès antiparlementaire de 1900 par exemple, Émile Janvion présente un rapport dans lequel il attaque les programmes, la discipline et le classement, préconisant un enseignement

16. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 128.
17. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 362 sq.
18. Ibid.
19. Ibid.
20. Ibid.
21. Ibid.
22. Ibid.
23. E. Dolléans, Proudhon, op. cit., p. 45.
24. Ibid.
25. Ibid., p. 351-352.

intégral, rationnel et mixte[26]. À la même époque, Jean Maitron montre comment d'autres compagnons convaincus « qu'une bonne éducation peut hâter l'avènement de la révolution », consacrent « tous leurs efforts à ce genre nouveau de propagande au point qu'ils oublieront parfois le mobile qui les y avait poussés[27] ». Enfin, toujours au tournant du siècle, un rapport du 9 avril 1900 signale que « les sociétés d'enseignement prennent une importance considérable dans les groupes anarchistes », qu'il « s'en crée fréquemment », et que « leur caractère est constitué par le fait d'avoir une bibliothèque avec des ouvrages d'avant-garde que l'on prête aux adhérents, lesquels paient 0,5 franc à 1 franc par mois » pour les consulter[28].

D'autres anarchistes se tournent encore vers l'expérimentation de la vie anarchiste à travers la fondation de colonies. Là encore, l'idée n'est pas nouvelle, comme le montrent par le passé les expériences de socialistes appartenant à différentes écoles : R. Owen en 1825 aux États-Unis ; Cabet, au Texas en 1848, puis dans l'Illinois ; Victor Considérant au Texas en 1858… Et si la première expérience anarchiste a lieu au Brésil vers 1890 à l'initiative de compagnons italiens, on assiste en France, après la période des attentats, à la création de « milieux aussi nombreux que variés[29] ».

Mais si certains anarchistes remettent au goût du jour des idées déjà anciennes, d'autres innovent pour sortir de l'impasse dans laquelle l'épisode terroriste les a conduits.

Ainsi une partie des compagnons se tourne vers des formes de vie primitive. Comme le montre en effet Jean Maitron, pour une minorité d'anarchistes, « la révolution à faire » n'est désormais plus « d'ordre économique et collectif, mais humain et personnel[30] » ; elle concerne avant tout l'hygiène corporelle et alimentaire, et suscite de nouveaux courants de pensée au sein du mouvement[31]. Parmi eux, Jean Maitron distingue[32] : les « végétariens », qui prétendent que l'alimentation carnée est la source principale de nos maux ; les « crugitivoristes », qui vont plus loin et préconisent les crudités comme seule base de l'alimentation ; les « naturiens » comme Zisly, Beylie, Gravelle, qui publient une revue, La Nouvelle humanité. L'État naturel, et qui estiment que la civilisation est cause de toutes les souffrances humaines et qu'il faut revenir à la vie primitive ; les « sauvagistes », qui tentent un retour à la vie des premiers hommes en poussant à l'extrême la conception des « naturiens » ; les « nomadistes », qui font l'éloge de « l'individu affranchi de tous les liens moraux et matériels de notre imbécile société[33] ».

Enfin, tandis que certains compagnons adhèrent à des formes de vie primitives, d'autres se tournent vers le néo-malthusianisme introduit dans les milieux anarchistes par Paul Robin : au lendemain des attentats, de nombreux anarchistes sont en effet séduits par ces théories et par l'idée d'un bonheur universel à portée de main, non subordonné à une révolution ou à un cycle de révolutions sanglant. Pour certains d'entre eux, même, le néo-malthusianisme devient toute l'anarchie.

26. Ibid., p. 353.
27. P. Po. B.A./1498, rapport du 9 avril 1900.
28. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 383.
29. Ibid., p. 379 sq.
30. Le Libertaire, n° 33, 16-23 juin 1907, article de Balsamo : « le nomadisme ». Cité par Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 380.
31. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 379 sq.
32. Ibid.
33. Ibid.

Le « boom » anarchiste de la fin du XIXe siècle

Une remontée des effectifs anarchistes dans la seconde moitié des années 1890

De 1895 à 1900, les effectifs anarchistes remontent donc en France.

Ce renouveau est d'abord perceptible dans les grands centres anarchistes des années 1880-1894. Ainsi à Paris, les indicateurs de police constatent dès avril 1895 qu'avec l'apaisement de la répression, le mouvement a maintenant « une parfaite confiance dans l'avenir » et que « des groupes se fondent un peu partout [34] », et ils font le même constat à Marseille, dans le département du Nord ou dans le département de la Loire. Ce phénomène est également tangible dans les centres anarchistes plus secondaires, comme semblent le montrer les sondages que nous avons effectués au Havre [35], Dijon, dans l'Oise [36], dans la Marne [37], à Saint-Claude dans le Jura [38], Angers [39] ou à Trélazé [40]. Partout, les réunions reprennent, parfois timidement, tandis que des groupes réapparaissent.

Par rapport à l'année 1894, il y a donc bien une augmentation des effectifs anarchistes à la fin des années 1890, même si l'ampleur du phénomène reste difficile à apprécier compte tenu de la maigreur des sources. Ce que nous pouvons toutefois avancer en nous fondant sur les sources départementales, c'est que dans de nombreuses régions où le mouvement a été « saigné » par la répression, il a au moins retrouvé au cours de ces années son nombre d'adhérents de la fin des années 1880.

Pour une étude sociologique des anarchistes au tournant du siècle

Au tournant du siècle, les effectifs du mouvement anarchiste paraissent s'être profondément renouvelés, comme le montre le tableau suivant :

Toutefois, sociologiquement parlant, ce monde ne paraît pas réellement différent de celui des années 1880 ni de celui du début des années 1890. Il reste en effet un monde de travailleurs manuels et d'autres, même si une minorité d'entre eux appartient au monde du petit commerce ou est plus intellectuelle. Il reste également un monde coupé en trois, comptant d'abord une minorité de déclassés (dans chaque département) ; puis, des artisans, essentiellement dans les villes de province, les régions industrialisées ; et ensuite une troisième catégorie plus ouvrière dans le secteur ouvriers d'usine. Enfin et surtout, il reste un monde éclaté, qui présente de multiples visages : ainsi dans la Marne, les anarchistes rémois ont une moyenne d'âge de 34 ans, et la plupart d'entre eux travaillent dans le secteur textile (58 biographies renseignées sur 76), souvent comme ouvriers d'usine. Dans l'Aube, en janvier 1897, sur 19 compagnons signalés à Troyes, aucun n'a moins de 20 ans ; la moyenne d'âge du groupe tourne autour de 30 ans, et 78 % des individus fichés travaillent dans le secteur textile, notamment dans la bonneterie. En Saône-et-Loire, les individus identifiés comme anarchistes sont dans la force de l'âge, et plus de la moitié de ceux de Montceaux-les-Mines est employée dans le secteur des mines et de la métallurgie, souvent comme manœuvres. Dans le Jura en 1897, les anarchistes de Saint-Claude répertoriés dans les sources sont tous originaires du département, âgés

34. P. Po. B.A./80, rapport du 10 avril 1895.
35. A. D. de la Seine-Maritime, 4 M 2695, rapport du 30 octobre 1896.
36. A. D. de l'Oise, Mp 1425/4, rapports des 27 mars et 23 avril 1897.
37. A. D. de la Marne, 30 M 70.
38. A. D. du Jura, 4 Mp 76, dossier individuel de Julien Auguste Millet.
39. A. D. du Maine-et-Loire, 4 M 6/15, rapports du 10 mai 1897 et du 30 juin 1900.
40. A. D. du Maine-et-Loire, 4 M 6/15, rapports datés du 15 avril 1900 et du 18 février 1901.

Départements ou villes	Années	Pourcentage des individus ayant été fichés comme anarchistes dans le département avant les années précédentes
Aube	1897	Aucun des individus appartenant aux « anarchistes » en 1897 n'a été identifié comme compagnon dans le mouvement au cours des années précédentes
Bouches-du-Rhône	1895-1897	Sur plus de 400 « anarchistes » répertoriés dans le département entre 1895 et 1897, 15 % seulement ont été fichés au cours des années précédentes
Jura	1897	La presque totalité des « Libertaires » de Saint-Claude n'a jamais été fichée par les autorités
Maine-et-Loire	1897-1898	Sur 142 individus fichés comme anarchistes en 1897-1898, 34 % seulement ont fait l'objet d'une fiche
Marne	1896	Sur 106 individus signalés comme anarchistes dans la Marne en 1896, pratiquement la moitié (48 %) a été fichée au cours des années précédentes par les autorités
Saône-et-Loire	1896-1900	Sur 69 individus signalés comme anarchistes, deux seulement ont déjà milité dans le département
Paris et sa banlieue	1896-1900	Sur plus de 700 individus signalés comme anarchistes dans le département, 46 % seulement ont déjà milité dans le mouvement

Tableau 14. – *Le renouvellement des effectifs du mouvement entre 1895 et 1900 en France*[a].

a. Voir les listes d'anarchistes conservées aux Archives départementales.

en moyenne de 25 ans, célibataires ou concubins (cinq sur les cinq biographies dont nous disposons), et pratiquement tous travaillent dans la fabrication des pipes (11 sur 13 biographies renseignées), soit comme rapeurs, tourneurs, monteurs, ébaucheurs ou fraiseurs. À Nice, Ulysse Martinez montre comment le groupe local – dit « Groupe des Libertaires » –, qui compte une trentaine de membres, se compose d'hommes jeunes et célibataires travaillant pour l'essentiel dans le commerce et le secteur artisanal[41]. Enfin, dans les Bouches-du-Rhône, René Bianco indique qu'entre 1895 et 1899, les anarchistes du département (des Marseillais pour l'essentiel) sont avant tout de jeunes célibataires dont près de 65 % travaillent dans les métiers de l'artisanat et le petit commerce[42].

Les formes de l'entente

A priori, malgré ces fractures sociologiques, ce monde connaît une relative cohésion car plusieurs grandes raisons poussent les compagnons des années 1895-1900 à se rencontrer et à s'entendre.

Pourquoi se rencontrer ?

Au lendemain des attentats, nombre d'entre eux éprouvent tout d'abord le besoin de reconstruire le mouvement, et dans ce contexte, de nombreux contacts sont pris entre compagnons, comme nous l'avons signalé précédemment[43].

Comme dans les années précédentes, ces contacts sont facilités par les recompositions constantes du « paysage » anarchiste français, recompositions liées en grande partie à l'instabilité des groupes[44]. Elles entraînent par exemple des fusions plus ou moins durables entre groupes : ainsi en janvier 1896, « les compagnons d'Aubervilliers », qui se réunissent le samedi, 99, route de Flandres, « voyant leur groupe déserté », décident, de concert avec les compagnons de Belleville, la Villette et Montmartre, de « se réunir désormais le jeudi, 28, rue D'Allemagne, afin de permettre aux compagnons de Paris de communiquer plus facilement avec ceux de la banlieue[45] ».

Comme dans les années précédentes, ces contacts se nouent et se dénouent dans le cadre de l'activité militante. Ils peuvent être établis pour discuter de la rédaction d'un manifeste : ainsi par exemple, en juillet 1896, les compagnons de Levallois prennent rendez-vous avec des anarchistes des autres quartiers de Paris au numéro 11 de la rue Lepic afin de « discuter des termes d'un manifeste antipatriotique qui doit être diffusé en grande quantité le jour du 14 juillet[46] […] » ; pour s'entendre sur la tactique à observer : en février 1897 par exemple, une trentaine d'anarchistes des 10e, 11e, 19e et 20e arrondissements de Paris se rencontrent pour inciter les compagnons à la propagande par le fait et à l'action individuelle[47] ; enfin, pour décider d'une campagne contre tel ou tel politique : ainsi en février 1896, les compagnons de Saint-Denis, de Levallois et de Clichy préparent activement la campagne qu'ils doivent mener contre les candidats au siège de Monsieur Avez, ex-député de la circonscription[48]. Et il faut encore noter les efforts faits

41. Ulysse Martinez, op. cit., p. 134 sq.
42. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 307 sq.
43. Voir supra.
44. Ibid.
45. P. Po. B.A./80, rapport du 10 janvier 1896.
46. P. Po. B.A./80, rapport du 9 juillet 1896.
47. P. Po. B.A./1497, rapport du 21 février 1897.
48. P. Po. B.A./80, rapport du 5 février 1896.

par de nombreux groupements pour s'entendre sur les actions à mener pendant l'affaire Dreyfus[49].

De nombreuses rencontres ont encore lieu dans le cadre d'une sociabilité anarchiste toujours bien vivante. Dans la région de Roubaix par exemple, les anarchistes ainsi que les sympathisants du mouvement se retrouvent de temps à autre dans des lieux de sociabilité comme la Brasserie libertaire, qui ouvre ses portes en mai 1897, 76, rue de Mouvaux, et dans laquelle est installée une bibliothèque[50]. Un peu partout en France, les réceptions organisées par les groupes sont autant d'occasions de se rencontrer : il en va ainsi en février 1896, lorsque « Garnier et Bard du 14e arrondissement de Paris décident de faire appel aux compagnons parisiens » pour préparer une réception en l'honneur de Kropotkine, « qui est attendu dans les premiers jours de mars[51] ». À Paris et ailleurs, des groupes organisent ainsi des promenades auxquelles participent par exemple de concert en juillet 1896[52]. Enfin, il faut insister sur le rôle des soirées familiales : ainsi à Paris, il y a les « petites » soirées familiales qui réunissent parfois quelques groupes organisées chaque dimanche à l'automne 1895 par les compagnons des quartiers extérieurs de la rive droite, 84, rue de l'Aqueduc, au siège de la société de consommation, « La Marmite[53] » ; il y a celles – beaucoup plus importantes – organisées par le compagnon Bard pour les groupes de la rive Gauche ; enfin il y a les grandes soirées familiales comme celle organisée au bénéfice d'un compagnon en février 1896, 34, avenue Gambetta, à laquelle assistent des centaines de personnes[54].

Tous ces contacts ont permis la renaissance dans les années 1895-1900 d'une organisation anarchiste très souple.

L'institutionnalisation des contacts

En effet, comme dans les années précédentes, les anarchistes se sont unis ponctuellement, sans doute par affinités – et désormais par tendances – au sein de groupes, de comités, de ligues ou d'organismes de secours destinés à coordonner leur action.

Ainsi que nous avons pu le constater, de nombreux groupes se reconstituent en effet dès le début des années 1895[55]. Ces créations sont d'abord le fait d'anciens militants locaux secondés par des militants plus neufs, dont certains seront très actifs au cours des années suivantes : à Reims par exemple, un compagnon d'avant 1894, Foudrinier, fait ainsi partie des initiateurs du « Groupe libertaire de la jeunesse rémoise » avec d'autres anarchistes dont l'engagement est plus récent, comme Delpierre et Liénard[56]. Ces groupes ont aussi été activés ou réactivés par des « anarchistes gyrovagues », qui sillonnent la France en tous sens en semant aux quatre vents l'idée libertaire. Certains d'entre eux sont d'anciens militants discrets et peu connus comme Ernest Chappuis, déjà à l'origine d'un groupuscule révolutionnaire à Belfort au début des années 1890 : arrivé à Beauvais le 20 avril 1897 après un séjour à Lille, il aide ainsi le dénommé Charles Favier, âgé de 27 ans, colporteur du Père Peinard puis de L'Incorruptible, à animer le nouveau groupe de Beauvais en 1897-1898[57]. D'autres sont des conférenciers dont l'action s'exerce surtout à l'échelle régionale, ou des ténors du mouvement comme Sébastien

49. Voir infra.
50. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 76.
51. P. Po. B.A./80, rapport du 16 février 1896.
52. P. Po. B.A./80, rapport du 9 juillet 1896.
53. P. Po. B.A./80, rapport du 22 novembre 1895.
54. P. Po. B.A./80, rapport du 3 février 1896.
55. Voir infra.
56. A. D. de la Marne, 30 M 79, rapports des 13 et 30 mars 1896.
57. A. D. de l'Oise, Mp 1425/4, rapports des 27 mars et 23 avril 1897.

Faure. Les stratégies de ces anarchistes gyrovagues sont diverses. Certains comme Lanoff, à la veille de la Grande Guerre, travaillent sans relâche une région et un milieu social donné, et dans le Nord, en 1911-1912, la « floraison simultanée » de groupes anarchistes dans l'est du bassin minier résulte en partie de ses « tournées de conférences incessantes[58] ». D'autres comme Sébastien Faure préfèrent organiser des tournées de conférences dans toute la France, et lors de leur passage, savent ranimer les énergies révolutionnaires : ainsi, c'est après la venue de Sébastien Faure à Nice en 1897 qu'apparaît le « Groupe des libertaires » niçois[59]. Enfin, certains d'entre eux choisissent parfois de s'installer plus ou moins durablement dans une région donnée afin d'y développer les théories anarchistes, comme Henri Dhorr qui se fixe par exemple dans la ville de Chalon en février 1896[60] et qui essaie par tous les moyens de faire des adeptes, soit en donnant des conférences tantôt publiques, tantôt privées, soit en facilitant « d'une façon occulte la vente dans certains débits de tabac et autres de diverses feuilles anarchistes[61] […] ». Mais, sans aucun doute, les groupes se sont également reconstitués grâce à la réapparition des journaux anarchistes. En effet, dès leur parution ou leur reparution, ces derniers annoncent les premières réunions politiques, qui peuvent déboucher sur la constitution ou la reconstitution de groupements. C'est par exemple le cas dans le département du Nord, où, en septembre 1896, Adolphe Sauvage lance un appel dans la Sociale pour fonder « L'Action sociale », appel entendu dès le 1er mai 1897[62]. Enfin l'apaisement de la répression a aussi permis à de nombreux anarchistes de quitter les groupes socialistes auxquels ils avaient pu adhérer dans les années 1893-1894. C'est par exemple le cas d'Auguste Millet dans le Jura (chef local du mouvement anarchiste, mais « chef sans soldats » car tous avaient déserté le mouvement[63]), qui s'était décidé à rompre son isolement en fréquentant les collectivistes de Saint-Claude, notamment ceux du « Cercle socialiste » ; en 1896, à l'intérieur de ce cercle, de vives tensions l'opposent au secrétaire Ponard, et, dès juin 1896, Millet manifeste l'intention de se retirer du groupe collectiviste pour créer à Saint-Claude le 20 novembre 1896 – à un moment où la répression se fait moins brutalement sentir – le groupe « Les Libertaires », qui compte en quelques mois une quinzaine de membres[64].

Pour autant que l'on puisse en juger grâce à des sources souvent peu abondantes, ces groupes, toujours instables et dont les effectifs s'inscrivent dans la fourchette de ceux que nous avons pu indiquer pour le début des années 1890, sont bien différents de ceux du début des années 1890. En effet, ce sont d'abord, pour la plupart d'entre eux, des groupes « ouverts », et, avec l'échec de l'épisode terroriste, les groupes d'action secrets qui s'étaient multipliés au début des années 1890 deviennent très rares dans les sources. Ensuite, si les activités de ces groupements restent variées, très rares sont ceux dont les membres semblent s'adonner encore à la propagande par le fait, comme par exemple celui qui rassemble aux domiciles des compagnons Bordes et Petit les individus les plus décidés à l'action violente et individuelle[65]. Surtout, alors que le mouvement anarchiste s'individualise, le groupe devient avant tout un espace de sociabilité et un lieu d'éducation au sein duquel le militant s'adonne à l'étude des doctrines anarchistes en lisant des ouvrages politiques ou socio-économiques ou en assistant à des conférences[66],

58. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit.
59. Ulysse Martinez, op. cit., p. 135-140, p. 127-128.
60. A. D. de la Saône-et-Loire, M 287, rapport du 14 février 1896.
61. A. D. de la Saône-et-Loire, M 288, rapport du 18 novembre 1896.
62. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 76.
63. A. D. du Jura, 4 Mp 76, dossier individuel de Julien Auguste Millet.
64. Ibid.
65. P. Po. B.A./1497, rapport du 22 juillet 1898.
66. P. Po. B.A./80, rapport du 10 avril 1895.

et les noms des groupes français des années 1895-1900 témoignent d'ailleurs de ces mutations : on ne parle plus de la « Bombe », des « Dynamiteurs de Clichy » ou des « Vengeurs de Ravachol », mais de la « Bibliothèque du 3e arrondissement » ou du « Groupe d'éducation libertaire », de la « Bibliothèque du 3e arrondissement » ou du « Groupe d'études sociales ». Enfin, ces groupes sont plus ou moins structurés, mais l'absence de structures ne traduit plus, comme au début des années 1890, une volonté de lutte à mort contre le pouvoir en place. Certains compagnons se rencontrent de façon informelle au domicile de tel ou tel anarchiste, comme les membres du groupe de Dijon [67], tandis que d'autres mettent en place des structures plus « hiérarchisées », disposent parfois d'un local, d'une caisse commune alimentée par des cotisations plus ou moins régulières, voire d'une bibliothèque, et se réunissent à date fixe en se donnant un nom : parmi ces groupes, on rencontre par exemple les « Semeurs » de Grenoble, qui, en 1897, disposent d'une caisse de groupe tenue par Heberholt puis Buisson, tandis que Garnier puis Bougnol sont chargés de recevoir le Père Peinard, la Sociale et le Libertaire pour le groupe [68].

Participant également de cette organisation anarchiste, comme dans les années 1880, on voit réapparaître les groupes d'entraide, qui sont nombreux tout au long de ces années.

Les plus structurés d'entre eux disposent d'un secrétaire, d'un trésorier, d'un comité plus ou moins étoffé qui se porte garant de la constitution de la caisse et d'une commission de contrôle chargée de vérifier les opérations financières : cette commission insère des appels de fonds dans les journaux anarchistes, réceptionne l'argent, et, par souci de transparence, publie régulièrement des bilans financiers dans ces mêmes feuilles anarchistes. Certains même, comme le « Groupe de solidarité internationale et d'aide aux détenus », se fixent des objectifs très ambitieux, ce que montre un des communiqués du groupe paru dans le numéro 31 du Libertaire du 24 au 30 novembre 1900 :

> « Des tracasseries journalières, dont le but évident est de provoquer une recrudescence de persécution, nous font prévoir une nouvelle période de coups autoritaires. Aussi nous paraît-il indispensable de prendre dès maintenant les précautions utiles. Nous croyons devoir nous prémunir contre les vexations et mesures extraordinaires auxquelles nous sommes exposés parce que nous réclamons notre liberté d'opinion. Nous voulons défendre ceux que l'on opprime parce qu'ils ont certaines idées à eux et non pas les idées des autres. Nous nous proposerons donc : 1. D'attirer l'attention sur tous les actes d'arbitraire. 2. De venir en aide par tous les moyens possibles moralement et matériellement, aux victimes de ces actes et notamment aux détenus et à leurs familles. 3. D'assister ceux qui, pour des raisons d'opinion, sont forcés de s'expatrier. À cet effet nous signalerons par la voie de la presse, par des placards, par des brochures, les faits d'oppression, l'autorité et les violations des droits de l'homme. Nous organiserons des réunions, nous susciterons des protestations, etc., etc. »

Charles Albert est son trésorier (il reçoit les souscriptions aux bureaux des Temps nouveaux, 140, rue Mouffetard [69]), et dès l'automne 1900, de nombreux groupes et des personnalités diverses l'ont contacté. Il reçoit même « l'affiliation » de groupes de province et fait des émules à l'étranger : ainsi un groupe semblable se fonde à Barcelone à la fin du mois de janvier 1901 [70] ; à Madrid à la mi-février [71] ou encore à « Bilbao, Bordeaux,

67. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552, rapports de 1897.
68. A. D. de l'Isère, 75 M 8.
69. Le Libertaire, n° 31 du 24 au 30 novembre 1900.
70. Le Libertaire, n° 40, du 26 janvier au 1er février 1901.
71. Le Libertaire, n° 43, du 16 au 22 février 1901.

Marseille, Saleux, Bruxelles, Genève, Buenos-Ayres, etc.[72] », et tous seront, à terme en étroite liaison les uns avec les autres, comme l'indique le Libertaire[73] :

> « Aussitôt que les groupes en formation nous auront indiqué leurs adresses définitives, nous communiquerons la liste complète à chacun des groupes adhérents. »

Le comité fonctionne grâce à des listes de souscriptions circulant à Paris et en province, grâce aux appels de fonds insérés dans des journaux révolutionnaires comme le Libertaire, et grâce aux cotisations mensuelles qu'il impose à ses membres au printemps 1901[74] ; et malgré les dépenses, son fond de caisse grossit au fil du temps : en janvier 1901 par exemple, le total général de la caisse – dépenses déduites – se monte à 186,45 francs[75] ; 348,55 francs en février 1901 (alors qu'il a distribué 211,95 francs de secours à divers révolutionnaires et fait imprimer une circulaire[76]) et 442 francs en mars 1901[77]. On connaît d'ailleurs les noms de quelques-uns des révolutionnaires qui ont bénéficié de la générosité du groupe : Francis Prost, qui a perdu son travail à cause de la police[78] ; Maillard, condamné pour fait de grève[79] ; Ollier et Jahn, condamnés à tort semble-t-il pour vol[80], qui reçoivent 50 francs. Mais ces fonds ne servent pas uniquement à secourir les révolutionnaires : ils permettent également aux membres du groupe d'organiser des conférences, comme en février 1901, lorsque le Libertaire annonce l'organisation de réunions publiques payantes au cours desquelles interviendront des hommes comme Liard-Courtois[81] ; ils permettent aussi de faire imprimer des manifestes comme La liberté d'opinion en 1901, ou encore, à la même époque, d'acheter des livres pour les bagnards[82].

Participant de cette organisation anarchiste, on compte encore, comme dans les années 1880, des « comités », des « ligues » ou « associations » existe à l'époque de nombreuses « permanences » chargées très ponctuellement de coordonner l'action des groupes parisiens dans des domaines très divers. Il s'agit généralement de petites structures éphémères, fondées la plupart du temps par des groupes ou des individus ayant des affinités, qui se contentent en général de constituer une caisse commune gérée par un trésorier nommé ou élu, et également, de mettre en place une permanence servant de point de ralliement aux compagnons. C'est par exemple le cas de « ces groupes de propagande abstentionniste » qui fleurissent spontanément en période d'élection, rassemblant temporairement, pour les besoins de la lutte, des compagnons appartenant à des groupes différents : il en va ainsi du « Groupe de propagande abstentionniste des quartiers des Batignolles et des Épinettes » en juillet 1898[83].

Pour agir, les compagnons se sont aussi rassemblés momentanément à l'intérieur de ligues ou de « coalitions » plus ou moins éphémères et structurées, dont certaines nous sont connues, comme la « Ligue antireligieuse », créée en 1897. Elle multiplie les réunions publiques à cette époque, et, en février 1899, elle est dominée par Jeko, un « homme d'une cinquantaine d'années, blond, à barbe hirsute, mal peigné[84] », qui « marche

72. Le Libertaire, n° 45, du 2 au 8 mars 1901.
73. Ibid.
74. Ibid.
75. Le Libertaire, n° 37, du 5 au 11 janvier 1901.
76. Le Libertaire, n° du 9 au 15 février 1901.
77. Le Libertaire, n° 48, du 23 au 29 mars 1901.
78. Le Libertaire, n° du 8 au 14 décembre 1900.
79. Ibid.
80. Le Libertaire, n° 40, du 26 janvier au 1er février 1901.
81. Le Libertaire, n° 43, du 16 au 22 février 1901.
82. Le Libertaire, n° 40, du 26 janvier au 1er février 1901.
83. P. Po. B.A./1497, rapport du 22 juillet 1898.
84. P. Po. B.A./1497, rapport du 18 avril 1898.

avec une forte canne[85] [...] ». La ligue existe toujours en juin 1900, mais elle est alors animée par un nommé Bécourt, et elle compte des socialistes et des francs-maçons[86].

Enfin, certains groupes polarisent le mouvement dans la mesure où ils sont animés par des théoriciens qui ont acquis une autorité naturelle sur d'autres groupes apparus en général ultérieurement : pour les « Naturiens », c'est par exemple le cas du groupe des « Naturiens » de Zisly, siégeant 69, rue Blanche à Paris, auxquels les « Naturiens » de province s'adressent naturellement pour tout conseil ou toute information : des échanges de lettres entre provinciaux et Parisiens sont par exemple attestés à l'été 1898[87].

Il en va de même de quelques groupes spécialisés dans telle ou telle forme de propagande, qui ont su rassembler autour d'eux d'autres groupes se comportant en définitive comme leurs « filiales ». Parmi les plus connus, on peut ainsi mentionner le GPAP (Groupe de Propagande Antimilitariste de Paris), dont le secrétariat général se trouve 26, rue Titon et dont les réunions ont lieu tous les jeudis soirs. Il a été organisé avec beaucoup d'opiniâtreté par Gaston Dubois Dessaule, qui a déclaré qu'il ferait campagne sur le thème de l'antimilitarisme dans tous les arrondissements de Paris, et qui invite tous les groupes anarchistes à former, à côté du groupe régulier, un groupe de propagande antimilitariste dans chaque arrondissement ; sans se présenter explicitement comme une ligue, le GPAP coordonnera les efforts de ces sections autonomes formées en marge – ou en lieu et place – du groupe régulier.

Des contacts entretenus par les anarchistes sur l'ensemble du territoire national et avec l'étranger

Ces contacts qui ont d'abord lieu à l'échelle du département sont par exemple repérables dans la Loire, où ils sont permanents entre les compagnons de Roanne, de Saint-Étienne, de Rives-de-Gier ou de Firminy, car certains d'entre eux comme Chapoton jouent le rôle d'agent de liaison dans le département[88]. Mais les anarchistes se rencontrent aussi lors des grandes occasions (fêtes familiales ou réunions publiques) : ainsi le 1er septembre 1895, alors que le mouvement local se reconstitue avec peine, une centaine d'individus venus de tout le département assiste à une conférence de Sébastien Faure à Saint-Chamond, parmi lesquels les anarchistes Dumas et Chapoton de Saint-Étienne ainsi que Picard et Garinand de Saint-Chamond[89]. Enfin en juin 1896, les anarchistes de la Loire tentent même de fonder une organisation commune qui les regrouperait[90].

Les sources montrent encore comment, au début du siècle, un grand nombre de ces foyers anarchistes de province entretiennent comme par le passé des rapports réguliers avec les anarchistes parisiens. Ainsi, pour ce qui est des compagnons de la Loire, les contacts avec les militants parisiens sont étroits à partir de 1897 : on interroge les Parisiens sur leurs initiatives en matière de propagande et sur leur capacité à mener leurs projets à bien, comme en février 1897, où Pierre Rimaud, secrétaire des « Révoltés » à Roanne, reçoit mandat d'écrire aux compagnons Grave et Constant Martin pour leur demander des renseignements confidentiels sur la situation de la Clameur d'Émile Pouget[91]. Côté parisien, on s'enquiert de la disponibilité du groupe de Roanne pour savoir

85. Ibid.
86. P. Po. B.A./1498, rapports des 21 et 22 février 1899.
87. P. Po. B.A./1497, rapport du 22 juin 1898.
88. A. D. de la Loire, 1 M 530.
89. A. D. de la Loire, 1 M 530, 1er septembre 1895.
90. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapport du 29 juin 1896.
91. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapport du 19 février 1897.

s'il pourrait accueillir un conférencier anarchiste et organiser des réunions publiques[92] ; on pousse les anarchistes de la Loire à l'action, comme par exemple au moment de l'affaire Dreyfus[93] ; on les informe sur la vie du mouvement (en mai 1899, lors d'une réunion des « Libertaires », ces derniers prennent connaissance au cabaret Rimaud d'une lettre de Sébastien Faure annonçant qu'un meeting anarchiste se tiendra à la Haye lors de la Conférence pour la paix[94]) et on s'informe sur le succès de la propagande locale : ainsi en février 1899, Cyvoct écrit une lettre à Murat à Roanne, où il s'étonne que la récente conférence de Jean-Baptiste Broussouloux dans la ville ait eu si peu de succès[95].

Enfin, à partir de 1896, on constate, comme dans les années précédentes, que les liens tissés entre les anarchistes de France et ceux installés à l'étranger sont toujours solides.

Les anarchistes du Nord par exemple, sont en effet toujours en relation avec les groupes anarchistes des pays étrangers. Avec l'Angleterre tout d'abord, qui est et qui reste une terre de refuge pour les compagnons : lorsque Albert Philippe Auguste est condamné à cinq ans de prison par la cour d'Assises du Maine-et-Loire en 1897, il s'enfuit à Londres, mais reste en contact avec les compagnons de Roubaix puisqu'il demeure un temps gérant de la Cravache[96]. Avec la Belgique toute proche ensuite, Jean Polet explique les attentions de Pouget à l'égard des compagnons du Nord dont il soutient activement la propagande en février 1897 : « Pouget voit d'un œil favorable ce que font les compagnons du Nord, car ceux-ci font la liaison avec la Belgique[97] […] » ; et Jean Polet met en évidence un de ces réseaux transfrontaliers : il montre en effet que le groupe des « Révoltés » de Tourcoing (qui devient en 1907 le groupe des « Jeunes révoltés »), s'il est bien peu actif car il gravite dans l'orbite des compagnons de Roubaix, n'en est pas moins stratégique : « […] sa proximité avec la frontière fait un groupe relais entre Roubaix et Mouscron. Les Roubaisiens vont aider les compagnons belges de Mouscron dans leur propagande, et ceux-ci sont invités aux réunions tourquennoises[98] ».

Quant aux efforts faits par les gouvernements européens pour harmoniser la lutte contre les anarchistes, ils témoignent également du caractère international du « mal anarchiste », exigeant de ce fait « des remèdes internationaux[99] […] ». C'est ce que montre l'organisation à Rome d'une « Conférence internationale pour la défense sociale contre les anarchistes », qui, du 24 novembre au 21 décembre 1898, réunit à l'instigation de l'Italie des délégués de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, le Monténégro, Monaco, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Serbie, la Suède, la Norvège, la Suisse, la Turquie et la Russie[100]. Elle a plusieurs objectifs :

> « 1. Établir les données de fait caractérisant l'acte anarchique soit en ce qui concerne l'individu, soit en ce qui concerne son œuvre.
>
> 2. Suggérer en matière de législation et de police les moyens les plus propres à réprimer l'œuvre et la propagande anarchique, tout en respectant bien entendu l'autonomie législative et administrative de chaque État.

92. A. D. de la Loire, 1 M 530.
93. A. D. de la Loire, 1 M 530.
94. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapport du 21 mai 1899.
95. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapport du 25 février 1899.
96. A. D. du Nord, M 154/91, rapport du 22 octobre 1907.
97. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 69.
98. Ibid., p. 77.
99. A. N. BB18 6446, rapport de novembre 1898 présenté par la Commission française chargée de l'étude de mesures législatives contre les anarchistes.
100. Ibid.

3. Rechercher si tout acte anarchique ayant les caractères d'un délit, comme tel, et quel qu'en soit le mobile et la forme, doit être compris dans les effets utiles des traités d'extradition.

4. Examiner les moyens de maintenir les anarchistes sous la surveillance de la police et, en cas de nécessité, d'effectuer leur expulsion et leur extradition.

5. Étudier les moyens les plus propres, en tenant compte de l'esprit de la législation de chaque État, à prévenir ou à empêcher la circulation des imprimés ayant pour objet la propagande anarchique. »

Le 21 décembre 1898, cette conférence aboutit à la formulation de diverses propositions ayant pour objectif de faciliter la coopération entre États participants dans leur lutte contre les anarchistes, propositions qui resteront pour la plupart d'entre elles des déclarations de bonne intention [101].

Un pouvoir de séduction à ne pas surestimer

Le pouvoir de séduction de l'anarchisme français ne doit toutefois pas être surestimé car au cours de ces mêmes années, nombre de compagnons se sont en effet éloignés du mouvement pour diverses raisons : d'abord, pour entrer dans les syndicats et adhérer au socialisme, dont l'action paraît moins stérile ; ensuite, pour échapper à un monde anarchiste toujours plus divisé.

Les concurrences

En effet, après l'échec de la manière terroriste, nombre de compagnons, découragés, ont opté pour le socialisme ou le syndicalisme, délaissant les théories purement anarchistes, un phénomène qui prendra de l'ampleur au moment de l'affaire Dreyfus [102]. Ainsi en 1901, un indicateur parisien signale que les groupements « purement libertaires » sont de moins en moins nombreux [103] alors que les groupes de « jeunesse socialiste », groupes au sein desquels on rencontre beaucoup de transfuges anarchistes, prolifèrent [104].

Les divisions

Des débats d'idées

Les divisions sont tout d'abord liées à l'existence de débats d'idées qui traversent le mouvement anarchiste, alors qu'en toile de fond, participent de ces débats, l'épisode terroriste – « phase finale » du « débat radical sur la nature de l'anarchisme [105] » – a exacerbé l'opposition toujours plus forte entre d'une part une « tendance individualiste », et d'autre part « une tendance communiste anarchiste [106] », deux mondes dont l'un tend à couper l'anarchie des masses et à exalter l'acte individuel et illégal, et l'autre, au contraire, à inciter les compagnons à aller à la rencontre des masses ouvrières.

101. Ibid.
102. P. Po. B.A./1498, rapport du 27 septembre 1900.
103. P. Po. B.A./1498, rapport du 15 octobre 1901.
104. P. Po. B.A./1498, rapport du 27 septembre 1900.
105. Gaetano Manfredonia, Études sur le mouvement anarchiste en France..., op. cit., tome 1, p. 134 sq.
106. Ibid., p. 74 sq.

Au sein du mouvement même, les journaux anarchistes témoignent des débats opposant les compagnons entre eux. Certains de ces débats, qui rebondissent à la fin des années 1890, sont anciens et concernent des formes d'action (vol, propagande par le fait) auxquelles une frange seulement du mouvement reste attachée.

Ainsi, le débat sur le vol comme forme d'action révolutionnaire donne lieu à des échanges toujours vifs entre les anarchistes, et ces divergences s'expriment par exemple nettement à travers les arguments développés par les Temps nouveaux, qui le condamnent sans appel[107], et à travers ceux – beaucoup plus nuancés – du Libertaire, qui justifie le vol en décembre 1896[108], en le présentant comme le moyen de défense légitime du pauvre[109] :

> « Nous condamnons le vol comme nous condamnons la propriété individuelle, l'une a créé l'autre et seule la chute de celle-ci entraînera la disparition de celui-là. Mais dans cette société où il faut être ou voler ou voler souvent les deux, notre sympathie reste entière à celui que le système propriétaire a conduit à la révolte, à celui dont le cœur se déchire devant la femme et les enfants sans pain. En affirmant le droit au vol nous devons faire remarquer que nous ne parlons pas d'un droit naturel né avec l'homme et ne devant s'éteindre qu'avec lui. Pour les asservis, nous considérons le droit au vol comme le droit opposé au droit d'exploitation que les possédants ont pris. Il revient purement et simplement au droit de légitime défense que les codes bourgeois eux-mêmes reconnaissent et que personne ne songe à nier. »

Concernant la propagande par le fait, si désormais aucun journal ne condamne fermement les attentats[110], il en va autrement dans les réunions publiques anarchistes où les avis restent partagés sur la question, comme le montrent par exemple les discussions qui ont lieu entre compagnons au moment de l'attentat visant l'impératrice d'Autriche, salle du Trianon Concert à Paris en septembre 1898, lors d'une conférence de Sébastien Faure[111] :

> « On a beaucoup parlé à cette réunion de l'assassinat de l'impératrice d'Autriche. Presque tous les compagnons étaient d'accord pour trouver ce meurtre inutile et même nuisible. Ils craignent que cet acte soit préjudiciable à la cause et serve de prétexte aux gouvernements pour créer des lois nouvelles contre la propagande. Quelques-uns cependant cherchent à justifier cet attentat en déclarant que ce n'est pas la femme qui a été frappée, mais l'impératrice… Mais le plus grand nombre est plutôt fâché de l'incident, et tous ont été fort surpris de la nouvelle. »

Ces débats ont également pour objet les formes d'action collective ainsi que la question de l'organisation anarchiste.

---

107. Les Temps nouveaux, n° 31, du 28 novembre au 4 décembre 1896, Jean Grave, « Anarchistes et faux-monnayeurs ».
108. Le Libertaire, n° 57, du 10 au 7 décembre 1896 : « Le vol ».
109. Le Libertaire, n° 86, du 2 au 8 juillet 1897, Cabriol : « Exploitation et vol ».
110. Les Temps nouveaux, n° 26, du 1er octobre 1895, P. Dechape, « À propos d'attentats » ; Le Libertaire, n° 32 du 10 au 17 juin 1906, M.F., « Attentats et victimes » ; Les Temps nouveaux, n° 6, du 9 au 15 juin 1906, J. Grave, « La guerre continue », et n° 3 du 19 mai 1906, John L. Charpentier, « Glanes. À propos de bombes » (réponse à un article de M. Harduin dans Le Matin) ; Germinal, n° 55 du 9 au 15 juin 1906, Prudence, « Les bombes », et n° 62 du 1er au 14 septembre 1906, Georges Bastien, « Une bombe ».
111. P. Po. B.A./1497, rapport du 13 septembre 1898.

Ainsi, dans les groupes, on s'interroge sur la coopération, que le Libertaire[112] et les Temps nouveaux considèrent comme un palliatif ayant peu de chance d'aboutir si les compagnons qui constituent une coopérative n'ont pas de « réelles » affinités[113].

On réfléchit aussi à l'organisation de milieux libres, à laquelle s'oppose par exemple les Temps nouveaux pour plusieurs raisons : parce que, « quels que soient les résultats obtenus, leur tentative ne fera pas avancer l'idée communiste anarchiste d'un seul pas[114] » ; parce que « […] la coopération n'a rien de communiste » et que « ces expériences arriveraient-elles à un succès relatif, elles ne seraient qu'une image bien imparfaite, bien peu attrayante même, de ce que, d'après notre espérance, sera la société communiste anarchiste[115] » ; parce que « ce n'est pas la vie commune, la vie en communauté qui doit être le but du communisme, mais un affranchissement intégral de l'individu[116] » ; enfin parce que les anarchistes qui fondent des colonies se dérobent « momentanément à l'œuvre de propagande et à celle de l'affranchissement définitif pour se donner tout entier à une tentative souvent infructueuse, peut-être même aboutir à une désillusion certaine[117] ».

On discute également dans les groupes – et ce, avec les mêmes arguments qu'autrefois – d'une éventuelle participation des compagnons aux manifestations du 1er mai, comme le montre un article du Libertaire qui réaffirme que le 1er mai est une farce destinée à endormir le peuple[118] et que la manifestation n'a rien de révolutionnaire[119] :

> « Cette date n'a plus aucune signification pour personne. Les pouvoirs publics ne s'émeuvent plus ; les partis socialistes n'y pensent guère ; les organisations ouvrières n'en ont cure. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrais, moi qui dès la première heure, ai vu dans ces manifestations périodiques, disciplinairement organisées en se proposant la journée de huit heures, de ridicules mises en demeure de plates délégations, un nouvel atout dans le jeu de Messieurs les autoritaires. »

On y débat encore de la participation des compagnons aux grèves, et si l'Anarchie y est fermement opposée[120], les Temps nouveaux et le Libertaire adoptent une attitude plus nuancée : ils savent que les grèves sont toujours vouées à l'échec[121] ; ils condamnent le parlementarisme politique et syndicaliste, et ne croient pas au palliatif des réformes, mais ils conviennent que les anarchistes ne doivent pas se désolidariser des masses prolétarisées[122] et qu'ils doivent faire en sorte que la grève réformiste devienne révolutionnaire[123] :

> « […] Tous les efforts des endormeurs démocrates soi-disant socialistes n'ont pas réussi à tuer le mouvement des huit heures et à en faire une balançoire électorale. Le mouvement roule par-dessus leurs têtes. Aux travailleurs de toutes

112. Le Libertaire, n° 9, du 11 au 18 janvier 1896 : « Petite correspondance ».
113. Les Temps nouveaux, n° 39 du 22 au 28 janvier 1898, et n° 41, du 5 au 11 février 1898, André Girard : « Coopération communiste ».
114. Les Temps nouveaux, André Girard, n° 37 du 8 au 14 janvier 1898.
115. Ibid.
116. Les Temps nouveaux, Pierre Kropotkine, n° 2 du 9 au 15 mai 1896.
117. Le Libertaire, n° 24, du 25 avril au 1er mai 1896 : « Le 1er mai ».
118. Le Libertaire, n° 26, du 9 au 15 mai 1896, Sébastien Faure : « Le 1er mai » ; Le Libertaire, n° 77, du 29 avril au 4 mai 1897, Francis Prost, « À propos du 1er mai ».
119. Voir infra.
120. Les Temps nouveaux, n° 49, du 4 au 10 avril 1896, Myriam : « À propos des grèves ».
121. Les Temps nouveaux, n° 15, du 7 au 13 août 1897, Paul Boutin : « Les syndicats et les grèves ».
122. Les Temps nouveaux, n° 12, du 17 au 23 juillet 1897, Kropotkine : « Grande grève des mécaniciens ».
123. Les Temps nouveaux, n° 16, du 15 au 21 août 1896, Pierre Kropotkine : « Les congrès internationaux et le Congrès de Londres ».

nationalités de se solidariser avec ce mouvement et d'en faire une base pour un mouvement plus profond – l'expropriation des usines. »

La nécessité ou non de s'organiser reste par ailleurs un débat d'actualité, débat qui ressurgit par exemple à l'occasion de la préparation du congrès de Londres, préparation au cours de laquelle Kropotkine réaffirme son hostilité au congrès et au parlementarisme dans un article d'août 1896, où il dénonce le principe « vieilli » et « émacié » du « jacobinisme gouvernemental[124] ».

Enfin, comme les grèves, la « question syndicale » – débat sur l'entrée ou non des anarchistes dans les organisations syndicales – divise encore profondément les anarchistes en deux camps, ce que montre un rapport d'indicateur de février 1900[125] :

> « Les uns comme Pouget, Grandidier, Delesalle, Grave, Albert […] [sont] pour l'action dans les syndicats afin d'y préconiser la grève générale […]. D'autres anarchistes, plus nombreux peut-être, ne sont absolument que partisans de la révolte et de l'action personnelle sans association d'aucune sorte. »

Depuis les années 1890, les arguments des uns et des autres n'ont guère évolué : ainsi en 1896, pour le Libertaire, les syndicats condamnent les révolutionnaires qui y entrent à devenir des conservateurs féroces et autoritaires[126], alors que pour Paul Boutin, qui donne son point de vue sur cette question dans les Temps nouveaux en 1897, les anarchistes doivent pénétrer les syndicats pour y faire de la propagande ; c'est là l'intérêt majeur des syndicats[127] :

> « Nous condamnons le parlementarisme politique et ne croyons pas aux palliatifs des réformes gouvernementales, pas plus qu'à cet espèce de parlementarisme syndicaliste qui consiste à faire croire aux exploités que la poursuite d'améliorations corporatives par la grève à exclusive de pareils avantages est pour la masse ouvrière un idéal bourgeois, particulariste, maintient l'antagonisme entre les différentes catégories professionnelles d'exploiteurs, tout comme l'idéal patriotique maintient l'antagonisme entre les diverses agglomérations de gouvernés. Ce qui ne veut pas dire que nous condamnions le groupement syndical en lui-même et que nous prétendions qu'il n'y ait point œuvre bonne à faire dans les syndicats. Si on considère les syndicats comme des centres de groupements où l'on peut propagander en faisant comprendre aux syndiqués que les intérêts de tous les exploités sont les mêmes et que les pauvres ne sauveront pas les intérêts des uns sans les autres, il est très utile que l'élément anarchiste y pénètre […]. »

Mais si les débats n'ont guère évolué, il y a désormais ceux qui rentrent dans les syndicats et ceux qui s'y refusent, et cette entrée d'une partie des groupements anarchistes dans les syndicats obéit à une chronologie complexe. Avant le début des années 1890 et les appels de Kropotkine, certains compagnons sont déjà syndiqués : ainsi dans les Bouches-du-Rhône, si les compagnons sont en général très critiques à l'égard des syndicats dans les années 1880, et ce, jusqu'au début des années 1890, quelques compagnons comme Germain Menvielle y ont adhéré[128] ; de même à Toulouse, tous les anarchistes

124. P. Po. B.A./1498, rapport du 1er février 1900.
125. Le Libertaire, n° 17, du 7 au 14 mars 1896, Imanus : « Les syndicats ».
126. Les Temps nouveaux, n° 15, du 7 au 13 août 1897, Paul Boutin, « Les syndicats et les grèves ».
127. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 177 sq.
128. A.-M. Magnou, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit.

de l'ancien groupe des « Vengeurs » dissout en 1892 sont membres de différents syndicats, et les compagnons Roux et Narcisse ont une influence non négligeable au sein de la bourse du travail[129].

Mais l'entrée des anarchistes dans les syndicats commence vraiment avec la fin des attentats (plus tardivement, donc, que ne l'a dit Jean Maitron[130]). À Paris, par exemple, les rapports d'indicateurs témoignent du phénomène à partir de 1895[131] :

> « Les compagnons ne chercheraient [...] plus à désagréger les syndicats ou à y semer la discorde, mais au contraire, ils iraient y faire de la propagande libertaire. »

Des enquêtes diligentées dans l'ensemble du département de la Seine le confirment à partir de 1896[132], et un rapport de synthèse de juillet 1897 précise pour ce même département que « l'action anarchiste s'affirme de plus en plus dans les syndicats et les milieux corporatifs[133] ».

En province, il semble là encore que le phénomène ait été tardif, excepté dans certains départements comme la Loire-Inférieure par exemple, où Bernard Hazo estime que l'infiltration des idées anarchistes dans les syndicats date surtout des grandes grèves de 1893-1894 : c'est vraiment après que l'on commence à « se faire sentir l'influence de Pelloutier et de Hamon[134] [...] ». Dans les Bouches-du-Rhône, si dès 1892 L'Agitateur publié à Marseille préconise dans son numéro 3 du dimanche 13 mars l'entrée dans le syndicat comme un moyen « de gagner les ouvriers à l'anarchie[135] », il faut attendre les années 1895-1896 pour que « les compagnons fréquentent en préparant plus efficacement la révolution sociale[136] » ; il en va de même à Vienne (Isère), où quelques anarchistes seulement font partie du syndicat des tisseurs de Vienne au début des années 1890, même s'ils n'ont « ni la prétention ni le pouvoir de grouper les travailleurs afin de les utiliser dans un coup de propagande anarchiste, se bornant à soutenir les socialistes lorsque leurs intérêts communs sont en jeu[137] » ; et il faut attendre 1899 pour voir Pierre Martin inviter les prolétaires à s'organiser pour créer des syndicats et des coopératives sociales[138]. Dans les Alpes-Maritimes, Ulysse Martinez note que cette évolution est, là encore, en retard sur la chronologie proposée par Jean Maitron, et il attribue ce décalage, entre autres, à l'interdiction faite aux Italiens, jusqu'alors seuls tenants de l'anarchisme à Nice, d'être élus à un bureau syndical[139] ; en 1898 en revanche, il montre comment les articles d'inspiration syndicale sont très majoritaires dans le numéro 2 de L'Esclave, seul numéro conservé du journal anarchiste niçois dont le premier numéro est paru au mois d'août[140].

Toutefois cette évolution ne s'est pas faite sans heurts ni sans beaucoup de réticences : dans le Finistère par exemple, selon un rapport du 7 septembre 1896, aucun des neuf syndicats de Brest, dont cinq ont formé l'« Union syndicale des travailleurs de Brest »,

129. Jean Maitron, op. cit., p. 82 sq.
130. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France..., op. cit., tome 1, p. 265 sq.
131. P. Po. B.A./80, rapport du 14 mars 1895.
132. P. Po. B.A./1497, rapport du 28 juillet 1897.
133. Bernard Hazo, op. cit., p. 130.
134. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône..., op. cit., p. 179.
135. Ibid., p. 181.
136. A. D. de l'Isère, 75 M 8, rapport du 9 mars 1897.
137. Jean Pierre Barthélémy, Les Anarchistes dans le département de l'Isère de 1880 à 1914, mémoire de maîtrise d'histoire, Grenoble, 1972, p. 64.
138. Ulysse Martinez, op. cit., p. 130 sq.
139. Ibid., p. 137.
140. A. D. du Finistère, 4 M 335.

ne compte d'anarchistes[141]. En Côte-d'Or, le changement de stratégie ne paraît avoir été discuté dans le groupe anarchiste de Dijon qu'au début de l'année 1901, comme le montre un rapport daté du 17 mars 1901 :

> « Les anarchistes de Dijon dans leur dernière réunion, ont lu et commenté certaines brochures anarchistes nouvellement reçues ; puis, l'un d'eux prenant la parole a donné communication aux camarades en les développant, des instructions nouvelles contenues dans une lettre-circulaire dont nous n'avons pas pu savoir la provenance. Ces instructions constituent un nouveau plan d'action, une nouvelle tactique à employer pour amener le triomphe de l'idée anarchiste ; […] les voici : l'action individuelle pour la propagande par le fait n'a amené jusqu'à ce jour aucun résultat appréciable. Le sacrifice des plus résolus des nôtres n'a fait que nous priver de leur concours dans cette voie, nous nous verrions décimés peu à peu et nous perdrions les meilleurs de nos camarades. On sait maintenant que nous existons ; il faut nous appliquer à nous pénétrer dans le socialisme dont nous porte ouvert et à prendre position dans tous les syndicats ouvriers. »

Dans le département du Var, Jean Masse constate que « l'action syndicale » a été « négligée par les militants anarchistes[142] » ; il ajoute que le mouvement anarchiste local n'a « presqu'aucune tradition syndicale » et que « l'intérêt qu'il porte au syndicalisme » après 1904 « est tout neuf » ; et il attribue ce retard de l'anarchisme local « sur l'ensemble de l'anarchisme français », qui a pris son virage syndical beaucoup plus tôt, à une « répugnance typique de l'anarchisme méditerranéen à passer à des formes d'action collectives[143] ».

Dans le département du Nord, Jean Polet constate que les compagnons commencent à s'intéresser aux syndicats à partir de 1896, mais qu'à cette date, si le compagnon Sauvage déclare en septembre 1896 vouloir « s'engager dans les syndicats ou autres groupes ouvriers et chercher à y faire des prosélytes », il n'envisage pas encore de faire du syndicat un outil de lutte révolutionnaire et est sur ce point en retard sur Pouget, qui a toujours prôné l'entrée dans les syndicats, ainsi que sur Pelloutier et sur la plupart des chefs de file du mouvement[144]. Les collaborateurs de la Cravache s'engageront bientôt dans les syndicats, mais ce sera véritablement au début du XXe siècle que l'action anarchiste se fera sentir dans les syndicats du Nord.

D'ailleurs, certains groupes résistent farouchement à la tentation du syndicat. Selon un rapport d'indicateur parisien, c'est par exemple le cas de ceux qui se placent sous « le patronage » des « Renard dit "Georges" », des Martinet et de la bande de souteneurs que ceux-ci ont à leur remorque[145]. Dans la banlieue, Anthony Lorry prend quant à lui l'exemple du groupe de Levallois-Perret, qui refuse le syndicalisme et se rallie aux théories individualistes[146].

Les effets destructurateurs de ces débats sur le milieu anarchiste

Ces débats sont, entre autres, à l'origine d'inimitiés tenaces au sein du mouvement, dissolvant les groupes : les sources nous montrent en effet le mouvement anarchiste

141. Jean Masse, « Le mouvement anarchiste dans le département du Var de 1879 à 1904 », op. cit., p. 470.
142. Jean Masse, « Les Anarchistes varois, 1879-1921 », op. cit., p. 43.
143. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 82.
144. P. Po. B.A./80, rapport du 19 novembre 1896.
145. Antony Lorry, op. cit., p. 258.
146. P. Po. B.A./80.

comme un monde où tous sont en guerre contre tous, où les bagarres sont fréquentes[147], et où les antagonismes sont liés tant à des options politiques qu'à des rancœurs personnelles. À Saint-Étienne par exemple, en 1897, les indicateurs de police signalent le marasme dans lequel se trouve le groupe stéphanois, un groupe très divisé : sans que l'on sache pourquoi, Fauvet ne « peut pas voir » Faure ; dans le même temps, Mariette Soubert est fâchée avec Reynard, tandis qu'Alphonse Dumas et Amy sont « brouillés à mort[148] » depuis qu'Amy, qui était l'amant de la fille de Dumas, s'en est séparé.

Et c'est en partie de l'existence de ces débats et de ces fractures qui conduisent à l'apparition de véritables « chapelles anarchistes ». Ainsi à Paris par exemple, en 1895-1896, on peut distinguer :

1. Les « primitivistes », qui, bien que peu nombreux, sont très présents sur la butte Montmartre et dans les quartiers limitrophes. Ils sont organisés en groupes, comme le groupe des « Harmoniens » (apparu en 1895, il se réunit d'abord tous les mois au café Warin, 80, boulevard de Clichy[149], avant d'établir la permanence du groupe 69, rue Blanche[150]), celui des « Naturiens » (dont la première réunion a lieu en juin 1895, également au café Warin[151]), ou encore celui des « Sauvagistes », groupe d'étude de la nature qui, en mars 1899, se réunit tous les mardis salle Jules, 6, boulevard Magenta[152]. Gravelle, Beaulieu, Zisly, Luis Martin et Bariol y exposent, au cours de réunions privées et publiques, les doctrines de liberté individuelle en pleine nature, dissertent des peuplades asiatiques vivant dans des conditions spéciales de tranquillité et d'oisiveté, lisent leurs œuvres ou organisent des déjeuners littéraires ou des « banquets » « au restaurant de la rue Lepic ».

2. Les « Golbergtistes », qui, dès 1895, « tiennent » la Montagne Sainte-Geneviève[153]. Le groupe central a été fondé par Mécislas Goldberg, un étudiant polonais, et il siège 36, rue de la Montagne Sainte-Geneviève au local de la « Ligue démocratique[154] ». En août 1896, il devient « Les Négateurs », composé alors pour l'essentiel d'étudiants dont certains sont russes, tous spécialisés dans l'étude de l'économie politique[155], et qui, comme Goldberg, « rejettent toute théorie et toute philosophie », « ne veulent être que des destructeurs », « rêvent de déterminer un immense courant de révolte parmi les sans travail[156] » et, appuyant leurs théories sur le Capital de Karl Marx, affirment être les seuls marxistes car « les collectivistes se prétendent à tort disciples de ce sociologue[157] ». En janvier 1897, alors que Goldberg vient d'être expulsé de France, le groupe compte une quinzaine de membres dont Murmain, et il se réunit tous les jeudis[158]. Au printemps 1897, les Golbergtistes disposent d'un journal, Le Trimard, et ils ont même fondé d'autres groupes « golbergtistes » : en 1896, ils ont par exemple été à l'origine d'un groupe qui « tient ses réunions le mardi de chaque semaine rue de Ménilmontant, au coin de la rue Sorbier », composé d'ouvriers, tandis qu'un autre petit groupe a semble-t-il été créé à

147. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapports du 20 et du 24 janvier 1897.
148. P. Po. B.A./80, rapport du 7 juin 1895 ; rapport du 30 juillet 1897.
149. P. Po. B.A./1497, rapport du 28 juillet 1898.
150. P. Po. B.A./80, rapport du 19 juin 1895.
151. P. Po. B.A. 1498, rapport du 31 mars 1899.
152. P. Po. B.A./80, rapport du 20 août 1895.
153. P. Po. B.A./1497, rapport du 26 avril 1897.
154. Ibid., rapports des 16 et 7 août 1896.
155. Ibid.
156. P. Po. B.A./1497, rapport du 19 février 1897.
157. P. Po. B.A./1497, rapports du 1er janvier et des 19 et 26 février 1897.
158. P. Po. B.A./80, rapports du 28 janvier et du 7 août 1896.

la même époque à Choisy-le-Roi[159], deux groupes dont il est difficile de savoir s'ils fonctionnent encore au début de l'année 1897[160].

3. Les anarchistes individualistes, qui, pour certains d'entre eux, se sont aussi constitués en groupes séparés. Ils sont semble-t-il surtout présents dans les 3e et 4e arrondissements de Paris. Ainsi, dans le 4e arrondissement, probablement en janvier 1894, un certain monsieur Charles fonde avec Léo Brissac « un des groupes les plus suivis depuis l'amnistie[161] » (« L'Individu libre »), qui se réunit le lundi, salle du Trésor, rue Vieille-du-Temple, au Café allemand[162] : « On descend le lundi dans un sous-sol assez vaste, obscur, sans issue respirable, et l'on voit une quarantaine d'individualistes attentifs à écouter une conférence[163] […] », surtout des étudiants des Batignolles et de Montmartre, de nombreux étrangers (des Polonais ou des Roumains[164]) ; au cours des années 1894-1899, il fonctionnera par intermittence[165]. En août 1896, nous connaissons également l'existence d'un autre groupe individualiste qui se réunit lui aussi rue Vieille-du-Temple : il s'agit de « La Vérité », dont la première réunion en août 1896 rassemble une cinquantaine de compagnons comme Carteron, Georges Renard, Fallière et Langlois. Lui aussi dut probablement disparaître un temps, puisqu'un rapport d'avril 1897 signale que les individualistes purs ont, dans la première semaine de mai, « reconstitué le groupe la "Vérité" à la salle du Trésor, rue Vieille du Temple[166] […] ». Par ailleurs, il semble encore que des groupuscules individualistes aient existé à cette époque dans le 13e et le 14e arrondissement de Paris, comme celui qui se réunit par exemple salle du Moulin de la Vierge, rue de Vanves, en 1895[167] ; comme en 1896, le « groupe artistique libertaire », un « groupe individualiste fermé » qui a son siège 11, avenue d'Orléans et qui s'efforce d'attirer à lui les auteurs dont les pièces révolutionnaires n'ont même pas été acceptées par les théâtres d'à côté[168] ; comme enfin en février 1896, dans le 12e arrondissement, le groupe fondé par Otto, 58, rue de Charonne, autour du Rifflard, une feuille à chantage[169]. Ce sont des exemples parmi d'autres qui ne permettent pas d'appréhender une réalité mouvante et difficile à saisir.

4. Quant aux groupes communistes anarchistes de Paris, ils sont par exemple signalés dans un rapport d'avril 1897. Il s'agit entre autres du « Groupe de la rue du 18e arrondissement », groupe initié par Pouget et Brunet ; de la « Bibliothèque d'Orchampt », 125, rue de Reuilly, inspiré par Denéchère, gérant des Temps Nouveaux ; d'un petit groupe du 13e arrondissement, créé par Butaud, 104, avenue d'Italie ; de « L'Internationale scientifique », rue Saint-Denis […] groupe où ne va plus personne[170] ; enfin de groupes de banlieue qui n'existent que sur le papier et où deux ou trois, rarement quatre compagnons se trouvent réunis malgré toutes les convocations[171].

159. Ibid.
160. P. Po. B.A./1497, rapports du 19 février et du 26 avril 1897.
161. Ibid.
162. P. Po. B.A./80, rapports du 31 mars 1895 et du 10 avril 1895.
163. Ibid.
164. Ibid.
165. P. Po. B.A./80, rapports de novembre 1895 et du 29 juillet 1896.
166. P. Po. B.A./1497, rapport du 26 avril 1897.
167. P. Po. B.A./80, rapport du 13 décembre 1895.
168. P. Po. B.A./80, rapports des 1er, 6 mars et 17 avril 1896.
169. P. Po. B.A./80, rapports de février 1896.
170. P. Po. B.A./1497, rapport du 26 avril 1897.
171. Ibid.

L'affaire Dreyfus : un révélateur de ces divisions

Dans ce contexte, l'affaire Dreyfus a diverses conséquences sur l'évolution du mouvement anarchiste : d'une part, elle contribue à le rendre pour partie fréquentable ; d'autre part elle est un « révélateur », qui amplifie au sein du mouvement les fractures anciennes tout en en créant de nouvelles.

Vers l'« union sacrée » contre le cléricalisme et le militarisme (automne 1897-automne 1898)

Jusqu'à la fin de l'année 1897, il n'y a pratiquement pas trace dans les rapports de police d'un quelconque intérêt porté par les anarchistes de la capitale et de la province au sort du capitaine Dreyfus : on ne parle de son sort ni dans les groupes, ni dans les réunions publiques[172]. Quant à la presse anarchiste jusqu'à l'automne 1897, lorsqu'elle traite dans ses colonnes du sort de Dreyfus – c'est-à-dire rarement –, loin de remettre en cause sa culpabilité[173] : comme juif, il incarne « le coupable et le profiteur de la classe ouvrière […] » tandis que le double souvenir sanglant de la Commune et de Fourmies fait de ce capitaine d'artillerie stagiaire à l'état-major, l'archétype de l'antirévolutionnaire et de l'anti-ouvrier[174]. Par ailleurs, à l'heure où, depuis juillet 1897, une seconde commission d'enquête sur le scandale du Panama est à l'œuvre, l'extrême-gauche antiparlementaire inscrit, avec un relatif dégoût, cette affaire supplémentaire à la liste déjà longue des scandales qu'a connus cette République[175]. Et lorsque l'Affaire se réveille véritablement à partir de l'automne 1897, notamment sous l'impulsion de Bernard Lazare qui a déjà fait paraître en novembre 1896 une brochure intitulée La Vérité sur l'affaire Dreyfus, les compagnons n'éprouvent dans un premier temps qu'« une simple curiosité, loin de toute participation active militante[176] […] ». Ce qui motive les publicistes anarchistes, c'est avant tout « la déconsidération et le mépris que tous ces scandales vont déverser sur l'armée[177] ». Mais le ton change rapidement chez nombre d'entre eux, au fil de l'année 1898.

Les anarchistes et l'Affaire Dreyfus : leur engagement, ses raisons

L'attitude adoptée vis-à-vis de l'Affaire par les leaders du mouvement comme Émile Pouget, Jean Grave ou Sébastien Faure, leurs motivations et la chronologie de leur entrée dans la bataille dreyfusienne nous sont bien connues, notamment grâce aux articles qu'ils lui consacrent – ou ne lui consacrent pas – dans la presse anarchiste.

La position adoptée par Sébastien Faure dans le Libertaire est la plus nette : « Dreyfusiste par conviction idéologique et dreyfusard par compassion[178] », il s'engage dans l'Affaire à partir de janvier 1898 avec les publicistes du Libertaire (des hommes comme Jean Ferrière, Jean Devaldès, Charles Malato, Louis Matha, Ludovic Malquin ou encore

172. P. Po. B.A./1497.
173. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 23.
174. Ibid.
175. Ibid.
176. Ibid.
177. Ibid.
178. Ibid., p. 50.

Émile Janvion et Henri Dhorr…), non pas par intérêt pour les personnalités mêmes de Dreyfus et d'Esterhazy dans un premier temps (celle de Dreyfus lui est « indifférente[179] »), mais d'abord en janvier 1898, parce que l'Affaire porte en elle la question sociale toute entière, et donc qu'elle intéresse au premier chef les compagnons, qui devront se mêler à l'agitation pour dire ce qu'ils pensent « de la justice militaire ou civile, de l'armée, des chefs, du patriotisme, des religions, de l'antisémitisme, de la presse, de l'opinion publique[180] » ; ensuite, seulement à partir de septembre 1898, parce qu'il est convaincu de l'innocence de Dreyfus et qu'il veut tout faire pour obtenir sa libération[181] :

> « D'excellents camarades peuvent estimer que je fais fausse route. Nul n'est tenu de me suivre. […] Le Libertaire n'a qu'un guide : sa raison. Je n'engage que moi. Mais quand j'aperçois la vérité, je marche vers elle sans m'inquiéter de savoir si nous serons 100 000 ou si je serai seul. Je sais Dreyfus innocent […]. Je veux démasquer ceux-ci [les bourreaux de Dreyfus] et soulever contre eux la réprobation universelle. Ce faisant, j'agis en révolutionnaire. »

L'attitude de Jean Grave, et avec lui la position de son journal Les Temps nouveaux, est plus complexe. Au début de l'année 1898, parce que l'Affaire n'est pas l'affaire des anarchistes, Grave refuse résolument de s'engager contre le huis clos avec « certains de ceux qui se disent anarchistes[182] », même si en février 1898 Charles Albert célèbre dans Les Temps nouveaux le courage moral de Zola[183]. En revanche, à partir de l'été 1898, ses prises de position s'assouplissent : dans les Temps nouveaux auquel Ludovic Malquin, qui est publiciste au Libertaire, collabore désormais de temps à autre[184], les rebondissements de l'Affaire sont utilisés comme autant de leçons de choses anarchistes contre l'armée, les exploiteurs, les gouvernants[185]. Puis surtout, en août 1898, André Girard y invite les compagnons à participer activement à la bataille dreyfusienne parce qu'elle porte peut-être en elle le germe d'une révolution[186]. Et Jean Grave lui-même, qui considère en novembre 1898 que la ténacité des dreyfusards face à l'État, l'armée, la justice est « une leçon d'énergie[187] » pour les révolutionnaires, admet en même temps que l'Affaire, dépassant la personnalité de Dreyfus, est devenue « une lutte entre les aspirations nouvelles, entre les vieilles formes du passé[188] », « entre les clarté et l'obscurantisme, et que les anarchistes doivent participer à l'agitation, mais en évitant les compromissions et sans oublier qu'ils ont une « besogne spéciale à faire[189] ».

Quant à Émile Pouget et à son Père Peinard, pourtant considéré comme un fervent défenseur de la « neutralité » anarchiste, ses prises de positions évoluent elles aussi, quoique plus lentement. Au début de l'année 1898, il reste tout d'abord très « froid[190]

179. Le Libertaire, n° 115, du 29 janvier au 5 février 1898, Sébastien Faure, « Les anarchistes et l'Affaire Dreyfus ».
180. Ibid.
181. Le Libertaire, n° 145, du 4 au 10 septembre 1898, Sébastien Faure : « Dreyfus est innocent ».
182. Les Temps nouveaux, n° 39, du 22 au 28 janvier 1898.
183. Les Temps nouveaux, n° 40, du 29 janvier au 4 février 1898, Charles Albert : « À Monsieur Émile Zola ».
184. Les Temps nouveaux, n° 18, du 27 août au 2 septembre 1898, Ludovic Malquin : « Tartuferie du patriotisme ».
185. Voir par exemple les Temps nouveaux, n° 2, du 7 au 13 mai 1898, Jean Grave : « Sus à l'armée », et les Temps nouveaux, n° 20, 6-16 septembre 1898, Charles Albert : « Le point de vue anarchiste et mon frère Jacques ».
186. Les Temps nouveaux, n° 16, du 13 au 19 août 1898, André Girard : « Absurde indifférence ».
187. Les Temps nouveaux, n° 31, du 26 novembre au 2 décembre 1898, Jean Grave : « Une leçon d'énergie ».
188. Les Temps nouveaux, n° 28, du 5 au 11 novembre 1898.
189. Ibid., Jean Grave, « L'agitation et les anarchistes ».
190. Le Père Peinard, n° 65, du 16 au 23 janvier 1898, Émile Pouget : « La question Dreyfus ».

» devant « la question Dreyfus » en renvoyant dos à dos dreyfusiens et esterhaziens[191] pour plusieurs raisons : parce qu'« il n'y a pas d'innocent dans les culottes de peau [dans l'armée][192] », « pas plus Dreyfus que d'autres » ; parce qu'il doute que l'agitation à laquelle l'Affaire donne lieu « crève » le militarisme[193] ; peut-être aussi parce qu'il veut éviter toute tentative de manipulation des compagnons par les partis en présence et qu'il craint une scission du mouvement[194] (pour lui l'Affaire est seulement une occasion supplémentaire de montrer au peuple le degré d'avilissement de l'armée, de la justice et des gouvernants[195] et de profiter de l'émotion qu'elle suscite pour déclencher à partir de mars 1898 une campagne en faveur des anarchistes forçats[196]). Toutefois il sort de sa réserve à partir de l'automne 1898, alors que la République elle-même paraît menacée par la Réaction, il signe le manifeste du Libertaire appelant les « hommes libres » à former une « coalition révolutionnaire[197] » et il appelle les compagnons à défendre la République, même si c'est avec tristesse et amertume[198] :

> « Les anarchos, champions de la République bourgeoise, qui a inventé contre eux l'abomination des lois scélérates, qui les a persécutés avec rage et qui continuent – malgré qu'ils s'en cognent la tête à – […] C'est épatant mille marmites. Mais c'est encore plus triste que ç'aboulit, la "République" avait une signification si épatante […] Sous le mot de République est devenu l'équivalent de galbeuse […] ; si nous sommes à l'œil, c'est que nous ne voulons pas qu'on nous culbute dans la mouscaille réactionnaire, nous ne voulons pas perdre le chemin parcouru […]. Ils [Les anarchos] défendent la République actuelle non pas qu'ils en pincent pour ses beaux yeux – mais parce qu'ils considèrent qu'il est indispensable de lui passer sur le ventre pour aller à la sociale. »

Si l'on connaît bien les positions des meneurs anarchistes, on sait en revanche peu de chose sur la mobilisation de la base militante et sur ses raisons. D'ailleurs, pour tenter de l'apprécier, on ne dispose que de quelques rapports de police imprécis concernant pour la plupart d'entre eux le milieu anarchiste parisien.

Toutefois, à la lumière de ces rapports, il semble qu'au fil de l'année 1898, les compagnons parisiens se soient eux aussi, pour la plupart, progressivement engagés dans la bataille dreyfusienne, comme par exemple Tortelier, qui, en janvier 1898, lors de la réunion du Tivoli Waux Hall sur le huis clos, « réprouve les anarchistes qui font cause commune avec les partisans de Dreyfus[199] », et qui, en août 1898, envoie des lettres aux groupes de province, lettres dans lesquelles il incite les anarchistes à faire le plus de bruit possible autour de l'affaire Dreyfus et à coopérer à la campagne du Libertaire[200]. Cette mobilisation atteindrait son acmé à l'été et au début de l'automne 1898. À cette époque en effet, l'Affaire est le principal sujet de discussion des compagnons parisiens[201] ; les

191. Le Père Peinard, n° 66, du 23 au 30 janvier 1898, Émile Pouget : « Soyons nous-même, ni dreyfusien ni esterhazien ».
192. Le Père Peinard, n° 107, du 6 au 13 juin 1898, Émile Pouget : « Dreyfus sera révisionné ».
193. Le Père Peinard, n° 96, du 21 au 28 août 1898, Émile Pouget : « En crèvera-t-il ? ».
194. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 30.
195. Voir par exemple le Père Peinard, n° 71, du 27 février au mars 1898 : « Sale fourbi des jugeurs, au procès Zola » ; le Père Peinard, n° 80, du 10 au 17 juillet 1898 : « L'Amnistie et Dreyfus ! » ; n° 99, 11-18 septembre 1898, « Bêtes, crapules ? Les deux foutres » ; le Père Peinard, n° 72, du 6 au 13 mars 1898 : « Parlons des oubliés au bagne […] ».
196. Le Libertaire, n° 152, du 23 au 29 octobre 1898. Placard intitulé : « Coalition révolutionnaire ».
197. Le Libertaire, n° 152, du 23 au 29 octobre 1898. Placard intitulé : « Coalition révolutionnaire ».
198. Le Père Peinard, n° 108, du 30 octobre au 8 novembre 1899 : « Ouvrons l'œil les fistons ».
199. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 janvier 1898.
200. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapport du 24 août 1898.
201. P. Po. B.A./1497, rapport du 13 juillet 1898.

réunions politiques qui ont lieu en faveur de Dreyfus réunissent en grand nombre, comme par exemple la matinée organisée au théâtre de la République le 8 août 1898 par Le Libertaire, L'Intransigeant, La Lanterne, La Justice, Les Temps nouveaux, Le Père Peinard, qui a « attiré beaucoup de compagnons venus des différents quartiers de Paris et de banlieue [202] ». Enfin, les observateurs constatent que l'Affaire absorbe à Paris « toute l'agitation anarchiste [203] ». Parmi les collaborateurs du Libertaire qui participèrent alors à la campagne engagée par Sébastien Faure, on repère dans le journal les noms de Villeméjane, Jean Ferrière, Constant Martin, Ludovic Malquin, Élie Murmain, Louis Grandidier, F. Prost, Émile Janvion, Régis, Dhorr, Chaumel, P. Brenet, Malato, Degalvès, Louis Matha, Antoine Antignac, R. Dunois, Ernest Girault, Augustin Sartoris, René Chaughi, Broussouloux, Pierre Luc. Et parmi les militants qui, à titre divers et pour différentes raisons, apparaissent assez régulièrement dans les rapports de police dans le cadre de la bataille dreyfusienne, on peut citer Dhorr, Broussouloux, Louis Matha, Charles Malato, Émile Janvion, Jean Devaldès, Jean Ferrière, Girault, Julien Lavergne, Louise Michel, Ludovic Malquin, Lucas, Paule Minck, Roubineau, Prost, Michel Boala, Bordes, Brunet, Buteaud, Boicervoise, Belus, Fallier, Georges, Émile Joindy, Lambret, Marie Huchet, Murmain, Prudhomme, Villeval, Vivier [204]… Par ailleurs à cette époque, la nécessité de l'engagement semble également avoir été partagée par les anarchistes de province, voire de l'étranger, ce que montrent un rapport de juillet 1898 [205] ainsi que les rares sources départementales dont nous disposons sur le sujet et les quelques monographies régionales qui l'abordent : c'est par exemple le cas dans le département du Nord, comme l'a montré Jean Polet [206] ; dans le département des Bouches-du-Rhône étudié par René Bianco [207] ; dans la Bretagne anarchiste d'Olivier Moreau [208] ; ou encore à Roanne, d'après les maigres archives départementales rapportant sur ce point l'activité du groupe anarchiste local à l'été 1898 [209].

Cet engagement de la base militante dans la bataille dreyfusienne aux côtés de Dreyfus a été déterminé par des motivations très diverses, qui ne s'excluent pas toujours les unes les autres, bien au contraire : c'est tout d'abord parce que « le public s'y intéresse [à l'Affaire] [210] » ; parce que « tout cela finira mal » et que les anarchistes doivent en profiter pour « prendre la rue [211] » ; parce que les compagnons y voient « une excellente occasion pour la continuation de l'agitation antipatriotique et antimilitariste [212] » ; parce que c'est le moment ou jamais d'accentuer la lutte « contre la réaction militariste et bourgeoise [213] » ; parce qu'en dépassant la personne de Dreyfus, objet de nombreux clichés négatifs, les compagnons voient dans l'Affaire l'occasion de se placer sous les « auspices des grandes causes à majuscule » pour reprendre l'expression de Jean-François Sirinelli. C'est ce qu'exprime par exemple le compagnon Brunet lors d'une réunion publique organisée Salle du Commerce à Paris en juillet 1898 : « Je ne défends pas la personnalité de Dreyfus, mais j'estime que tous ceux qui ont soif de justice doivent protester contre toutes les

202. P. Po. B.A./1497, rapport du 9 août 1898.
203. P. Po. B.A./1497, rapport du 9 septembre 1898.
204. P. Po. B.A./1497.
205. P. Po. B.A./1497, rapport du 17 juillet 1898 : « Non seulement les anarchistes de France mais aussi ceux de différents pays d'Europe (d'après les nombreuses correspondances que l'on reçoit journellement à Paris) reconnaissent plus que jamais la nécessité d'une active et incessante propagande […] ».
206. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 80 sq.
207. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 114 sq.
208. Olivier Moreau, op. cit., p. 32 sq.
209. Cf. A. D. de la Loire, 1 M 530.
210. P. Po. B.A./1497, rapport du 13 juillet 1898.
211. Le Cravacheur, n° 2, du 11 au 18 février 1898 : « Préparons nous ».
212. P. Po. B.A./1497, rapport du 17 juillet 1898.
213. P. Po. B.A./1497, rapport du 14 juillet 1898.

iniquités commises, car chaque individu peut être victime à son tour[214] », et c'est ce qu'écrira aussi beaucoup plus tard Jean Grave dans un article intitulé « Dreyfus et Rousset » paru aux Temps nouveaux : « […] chaque fois que l'on fera appel pour la justice et la liberté, les anarchistes doivent – se doivent à eux-mêmes – d'y répondre[215] ». Enfin, comme les compagnons le répètent dans les réunions publiques tout au cours de l'été 1898, pour faire libérer et réhabiliter la personne de Dreyfus, qui est innocent[216].

Les limites de l'engagement

Un examen attentif des sources montre toutefois certaines dissonances au sein du mouvement anarchiste, des dissonances qui s'expriment dans les groupes, dans les réunions publiques ou encore dans la presse, de façon encore assourdie. Elles s'articulent autour de cinq grands thèmes.

Tout d'abord, au début de l'année 1898 surtout, le refus de l'engagement : c'est cette idée qu'affirme par exemple fortement Tortelier au Tivoli Waux Hall le 15 janvier 1898, devant plus de 3000 personnes : il « […] réprouve les anarchistes qui font cause commune avec les partisans de Dreyfus. Pour lui, il ne veut pas qu'on puisse dire qu'il touche de l'argent d'un syndicat quelconque. Dreyfus, en sa qualité de capitaine, était destiné à mitrailler le peuple dans la rue. Il faisait partie de la caste des mitrailleurs de 1871. Peu importe qu'il soit victime du système qu'il soutenait. Zola est un fumiste, qui proteste maintenant en faveur de Dreyfus et est resté coi quand on a fusillé et envoyé au bagne des anarchistes[217] » ; et c'est alors l'attitude d'Émile Pouget ou de quelques anarchistes subissant l'influence de Jean Grave », qui sont partisans de la « neutralité absolue », comme ces membres de « La Bibliothèque du 12e arrondissement » de Paris en avril 1898[218].

Deuxième thème à partir de l'été 1898 : le refus des compromissions auxquelles l'Affaire donne lieu, alors que s'accentuent les contacts entre les révolutionnaires et des dreyfusards de toutes nuances politiques, comme par exemple en août 1898 lors de la matinée du théâtre du Château d'eau[219] :

> « La matinée d'hier, au théâtre du Château d'eau a quelque peu manqué d'intérêt immédiat. Cependant on croit qu'elle sera appelée à jouer un rôle important sur le parti anarchiste. En effet, les vrais anarchistes n'ont pas accepté sans murmurer l'alliance que les organisateurs ont voulu, alliance qui réunissait pour la première fois officiellement les journaux anarchistes et L'Intransigeant, la Petite République et les journaux simplement radicaux. »

Troisième thème : au fur et à mesure que les libertaires entrent dans la bataille dreyfusienne, la volonté de ne pas voir les compagnons négliger leurs propres affaires ou leurs camarades dans le besoin. Ainsi en septembre 1898, si la question de la révision du procès Dreyfus est à l'honneur dans les groupes, Régis se prononce contre celle-ci lors d'une réunion à la Maison du Peuple, impasse Etiévant et autres compagnons qui ne disposaient pas des moyens nécessaires pour intéresser le public à leur cause[220].

214. P. Po. B.A./1497, rapport du 12 juillet 1898.
215. Les Temps Nouveaux, n° 16, du 17 août 1912.
216. Cf. P. Po. B.A./1497.
217. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 janvier 1898.
218. P. Po. B.A./1497, rapport du 11 avril 1898.
219. P. Po. B.A./1497, rapport du 9 août 1898.
220. P. Po. B.A./1497, rapport du 6 septembre 1898.

Quatrième thème : le souhait d'une campagne moins centrée sur l'Affaire et ses rebondissements, celle-ci n'étant que le prétexte de l'agitation anarchiste contre le militarisme et la Réaction bourgeoise. C'est sans doute dans ce sens qu'il faut comprendre les réticences de « plusieurs anarchistes » face au tour pris par la bataille dreyfusienne à l'été 1898, ainsi que les propos de Gustave (ou Raoul) Mayence : en juillet 1898, alors que dans les groupes parisiens les compagnons s'apprêtent à « tirer le plus large parti possible de l'affaire Zola-Dreyfus », « plusieurs anarchistes, tout en innocentant Dreyfus, n'admettent pas que l'on mette en cause Esterhazy […] » ; parmi eux, Gustave Mayence, qui s'écrie : « Nous ne devons pas être des dénonciateurs. Et peu nous importe si on trahit la patrie puisque nous n'y croyons pas[221]. » C'est sans doute aussi la raison des articles récurrents des publicistes du Père Peinard, des Temps nouveaux, et du Libertaire sur les mêmes thèmes, comme le montre par exemple un article de Janvion très provocateur paru dans le Libertaire de septembre 1898[222] :

> « Dreyfus est innocent. C'est entendu. Mais Esterhazy aussi puisqu'il est le produit d'une société coupable […]. Au revoir les Clemenceau, les Gohier, les Guyot, les Ajalbert. Déjà essoufflés. Asseyez-vous à ce tournant du chemin. Le phylloxéra se développe dans le milieu qui lui est favorable […]. Pour l'honneur de l'armée, il faudrait qu'il n'y ait plus d'armée. Pour la réhabilitation complète, il faudrait qu'il ne puisse plus y avoir d'Esterhazy. »

Enfin, parmi ces critiques, il ne faudrait pas oublier les manifestations d'antisémitisme, comme par exemple l'intervention à Marseille le 9 mars 1898 d'un compagnon dont le nom n'est pas précisé dans le rapport de police, qui, lors d'une réunion au palais de l'Alhambra, fait remarquer que « les juifs sont des capitalistes ». D'ailleurs, à propos de l'Affaire, les historiens ont beaucoup glosé jusqu'aujourd'hui sur l'antisémitisme des anarchistes, en se fondant d'abord sur les écrits de certains théoriciens du mouvement ou de ceux que les compagnons revendiquent comme tels (on cite ainsi fréquemment Proudhon, qui écrivit : « Le juif est l'ennemi du genre humain. Il faut renvoyer cette race en Asie ou l'exterminer ») ; ensuite, en s'appuyant sur les critiques adressées par les compagnons au cours des années précédentes à ceux qui, dans leur imaginaire, ne seraient à l'instar de Rothschild qu'une « bande cosmopolite de rapaces agioteurs », « de spéculateurs insatiables », récoltant « dans le champ de l'universel labeur une scandaleuse opulence[223] » ; enfin en rappelant les contacts existant ou ayant existé entre certains anarchistes et Drumont, Drumont qui avait défendu les compagnons au moment des lois scélérates, et qui d'ailleurs à cette occasion, avait obtenu les remerciements de certains militants comme Jean Grave par exemple[224]. Or la question de savoir si oui ou non les anarchistes étaient antisémite à cette époque n'est pas infondée ; une partie de la propagande antisémite à la veille de l'Affaire a en effet trouvé prise, de l'aveu même de Sébastien Faure, sur un certain nombre de compagnons, comme elle a plus généralement trouvé prise sur un grand nombre de prolétaires[225] :

> « Que de fois nous avons entendu dire par des camarades qui nous regardent que "l'antisémitisme nous indiffère ; c'est une querelle entre bourgeois qui ne nous regarde nullement !" D'autres laissaient entendre et même déclaraient que la campagne antisémite leur plaisait fort et leur paraissait même des plus utiles à la diffusion et au triomphe des idées libertaires. D'aucuns, enfin,

221. P. Po. B.A./1497, rapport du 17 juillet 1898.
222. Le Libertaire, n° 148, du 25 septembre au 1er octobre 1898, Émile Janvion : « Esterhazy est innocent ».
223. Le Libertaire, n° 117, du 12 au 18 février 1898, Sébastien Faure : « Les anarchistes et l'affaire Dreyfus ».
224. Les Temps nouveaux, n° 9, du 25 juin au 1er juillet 1898, Jean Grave : « A M. Drumont ».
225. Le Libertaire, n° 117, du 12 au 18 février 1898, Sébastien Faure : « Les anarchistes et l'affaire Dreyfus ».

> eussent volontiers fait chorus avec la bande à Drumont et eussent hurlé "À bas les youpins !" Et, grâce à l'indifférence des premiers encouragements et aux tacites encouragements des seconds et à la complicité combattive des derniers, le courant antisémite, entraînant dans sa course une partie des eaux prolétariennes est devenu aujourd'hui un torrent impétueux, dont il ne sera pas […] »

Cela dit, il faut remarquer que durant l'Affaire, les manifestations d'antisémitisme anarchiste, si elles existèrent, n'en furent pas moins très marginales, et il semble bien que l'affaire Dreyfus ait été l'occasion pour les compagnons de préciser leurs positions par rapport à l'antisémitisme [226], ce d'autant plus facilement que la plupart des militants, qui s'engagèrent pour Dreyfus contre la Réaction bourgeoise, militèrent en même temps, de façon mécanique, contre les antisémites. Dès février 1898, le Père Peinard donne ainsi son point de vue sur la question [227] :

> « Il n'y a aucun motif pour qu'il [le populo] fasse la chasse aux youpins, – à cause de leur race ou de leur religion. Leur en voudrait-il parce qu'on les a baptisés au sécateur, au lieu de les baptiser à la mode crétine, en les arrosant de lance et en leur collant du sel dans le bec ? Ce serait idiot ! La saison des guerres de race est finie […]. Un capitalo est un capitalo, quelle que soit sa religion. »

Jean Grave, dans les Temps nouveaux, condamne vigoureusement la campagne de Drumont en juin 1898 [228] :

> « J'estime que sa campagne antisémite [celle de Drumont], surtout avec la tournure qu'elle a prise depuis quelque temps, n'est qu'une manœuvre clericale qui masque l'œuvre la plus réactionnaire qui soit ; que c'est une monstruosité sans nom à notre époque. »

Et André Girard fait chorus en octobre 1898 [229] :

> « L'antisémitisme n'est pas seulement une réaction, c'est une réaction sans franchise, là est sa laideur et, dans une certaine mesure, son danger. C'est en prétendant nous mener aux aurores prochaines que les assommeurs de juifs nous rejettent en réalité vers les nuits du passé, et quelles nuits, celle des guerres de religion, des tortures et du passé. »

Mais c'est surtout Sébastien Faure dans le Libertaire, qui engage une vigoureuse action contre l'antisémitisme, lequel obéit selon lui « à la loi qui régit tout mouvement historique dont le but laisse subsister le principe d'autorité » et « s'inspire des colères jetées dans l'âme des foules par les souffrances et les iniquités qui les écrasent [230] ». La lutte contre les courants antisémites « en qui tous les débris déchus ont placé leur suprême espérance de restauration [231] » devient le Libertaire ; les compagnons font le coup de poing contre les antisémites et ils organisent même dès le printemps 1898 une tournée de conférences en Algérie à laquelle participent entre autres Sébastien Faure, Henri Dhorr et Georges Renard contre les appels à la haine antisémite que Drumont y développe [232].

---

226. Voir infra.
227. Le Père Peinard, n° 70, du 20 au 27 février 1898 : « Sus à tous les capitaux ! Juifs et crétins ! ».
228. Les Temps nouveaux, n° 9, du 25 juin au 1er juillet 1898, Jean Grave : « A M. Drumont ».
229. Les Temps nouveaux, n° 25, du 15 au 21 octobre 1898 : « L'équivoque antisémite ».
230. Le Libertaire, n° 117, du 12 au 18 février 1898, Sébastien Faure : « Les anarchistes et l'affaire Dreyfus ».
231. Le Libertaire, n° 135, du 26 juin au 2 juillet 1898, Sébastien Faure : « Agissons ».
232. Le Libertaire, n° 127, du 1er au 7 mai 1898.

La stratégie des alliances

Ces anarchistes ne sont pas allés seuls à la bataille dreyfusienne : au fil de l'année 1898, des compagnons du Libertaire comme Matha, Faure, Ferrière… ont noué des contacts toujours plus nombreux avec des dreyfusistes et des dreyfusards de toutes tendances. Côté anarchiste, les sentiments dreyfusards et dreyfusistes (les valeurs universelles de Liberté, Fraternité, Vérité, Justice revendiquées à la fois par les compagnons et par les dreyfusistes), mais surtout un engagement, qui, progressivement, s'est de moins en moins focalisé sur la notion de révolution sociale, ont favorisé ces rapprochements. Côté dreyfusard, certains ont pu saisir tout l'intérêt d'appuyer financièrement l'entrée dans la bataille dreyfusienne des révolutionnaires, comme force d'appoint contre les antisémites. Enfin, comme l'a bien montré Philippe Oriol, il ne faut pas oublier le rôle d'un intellectuel comme Bernard Lazare, tout à la fois bourgeois, littérateur anarchiste et juif, qui a contribué à mettre en contact les révolutionnaires et la société intellectuelle [233].

Des rapprochements ont ainsi lieu entre les groupes anarchistes parisiens [234]. Socialistes et anarchistes participent de concert à des meetings [235]. Des contacts sont pris avec la rédaction de L'Aurore, qui insère par exemple les convocations des réunions organisées par les anarchistes pour défendre Dreyfus [236] ; Le Libertaire, l'Intransigeant, la Lanterne, la Justice, les Temps nouveaux, le Père Peinard appellent à des réunions communes [237]. Enfin, des réunions publiques sont organisées conjointement par les compagnons et la Ligue des droits de l'homme [238].

Pour expliquer ces alliances parfois étonnantes, les indicateurs de police – c'est une idée récurrente dans leurs rapports – n'ont pas hésité à considérer que les anarchistes n'avaient pas su résister à l'argent qui leur était proposé par la Ligue des droits de l'homme, par des journaux comme L'Aurore, ou encore par « le Syndicat juif », qu'ils auraient donc été instrumentalisés par ces journaux ou lobbies : en avril 1898, un mouchard signale par exemple que L'Aurore « paierait » les anarchistes pour aller au procès de Zola à Versailles [239], et un autre, en juillet 1898, que « l'embauchage des anarchistes pour le procès Zola à Versailles a été pratiqué sur une vaste échelle » par L'Aurore et la Ligue des Droits de l'Homme, qui « ont payé » des compagnons [240]. À la même époque, c'est Sébastien Faure qui se voit accusé d'avoir reçu « de l'argent » du « Comité juif » pour faire la contre-partie dans le midi de l'Algérie, de la campagne Drumont [241]. Or s'il n'est pas impossible, voire fort probable, que les compagnons aient reçu de « petites sommes » pour les encourager dans leurs actions en faveur de Dreyfus, ces « dons » furent sans doute marginaux, comme le montre un rapport très nuancé de septembre 1899, et ils ne déterminèrent donc certainement pas l'engagement du plus grand nombre dans la campagne [242] :

> « En ce moment, toute l'agitation est pour ainsi dire absorbée par l'affaire Dreyfus. Les orateurs anarchistes ne se ménagent pas et donnent avec ensemble. Quelques-uns ont reçu de petites sommes, mais de façon irrégulière, et simplement à titre d'aide pour l'organisation de réunions. Les socialistes allemanistes

233. Philippe Oriol, Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif.
234. P. Po. B.A./1497, rapport du 25 juillet 1898.
235. P. Po. B.A./1497, rapport du 24 septembre 1898.
236. P. Po. B.A./1497, rapport du 20 février 1898.
237. P. Po. B.A./1497, rapport du 9 août 1898.
238. P. Po. B.A./1497, rapport du 1er septembre 1898.
239. P. Po. B.A./1497, rapport du 10 avril 1898.
240. P. Po. B.A./1497, rapport du 20 juillet 1898.
241. P. Po. B.A./1497, rapport du 14 juillet 1898.
242. P. Po. B.A./1497, rapport du 9 septembre 1898.

ont été mieux partagés ainsi que les socialistes indépendants de l'alliance communiste, qui eux, ont été véritablement subventionnés dans les personnes de Cyvoct, Joindy et beaucoup d'autres […]. Toutes les autres réunions ont été organisées avec les ressources particulières de groupes ou d'individus voyant dans cette affaire une occasion de retirer des bénéfices sérieux. »

Il faut probablement voir le plus souvent dans ces accusations « le fait de militants aigris ou envieux, victimes de la propagande antisémite[243] […] ».

Le tournant de l'automne 1898 : vers la division du mouvement

Jusqu'à l'automne 1898 l'Affaire a suscité seulement quelques tensions au sein du mouvement ; mais à partir du début de l'année 1899, celles-ci vont en s'aggravant[244]. En effet, une double évolution a alors lieu au sein du mouvement : tandis qu'une partie des compagnons, autour de Sébastien Faure, s'implique toujours plus dans la campagne dreyfusienne en multipliant les « compromissions » et en perdant semble-t-il de plus en plus de vue la perspective d'une possible révolution sociale, d'autres compagnons, en réaction, prennent leur distance avec ceux qu'ils finiront par appeler les « Fauristes » et tentent par tous les moyens de sortir le mouvement de l'impasse dreyfusienne.

Les efforts de Sébastien Faure et de ses « lieutenants »

Du milieu de l'année 1898 jusqu'au procès de Rennes le 7 août 1899, Sébastien Faure et son entourage n'ont pas hésité à approfondir et à multiplier les contacts avec toutes les forces politiques de gauche contre l'ennemi réactionnaire commun[245]. De « surprenantes alliances[246] » ont ainsi lieu avec ceux qu'hier encore les compagnons honnissaient, des alliances dont « […] il est difficile de déterminer les réelles motivations des acteurs », de savoir « si elles ont été dictées par les circonstances ou par de véritables amitiés[247] ». On sait comment, irrités par la timidité des dreyfusards modérés, les publicistes du Libertaire constituèrent une « coalition révolutionnaire » entendant fédérer tous les « Républicains, Démocrates, Penseurs libres, Socialistes, Révolutionnaires… », tous ces hommes libres que Faure appelait déjà contre le huis clos afin de sauvegarder la liberté (le manifeste de coalition, paraît dans Le Libertaire d'octobre 1898[248]), comment dès le dimanche 23 octobre, la coalition organise salle Chayne son premier grand meeting public et contradictoire « avec des orateurs aussi divers que Jean Allemane, Pierre Bertrand, Aristide Briand, Faure, Cyvoct, Malato[249] […] », et comment des groupes de « coalition révolutionnaire » naquirent sur ce modèle en province : à Brest par exemple[250]. On sait encore comment des socialistes comme Allemane, des partisans de la grève générale tels Briand et Pelloutier ou bien des démocrates comme Francis de Pressensé collaborèrent

243. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 94.
244. À cette époque, on ne peut pas réellement parler avec Jean Maitron « d'une participation active et presque générale des anarchistes dans la bataille dreyfusienne en France… » (Jean Maitron, Le mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 338).
245. Cf. Gaetano Manfredonia, Études sur le mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 3, p. 236-238.
246. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 81.
247. Ibid.
248. Le Libertaire, n° 152, du 23 au 29 octobre 1898. Placard intitulé : « Coalition révolutionnaire ».
249. P. Po. B.A./1498, rapport du 20 février 1901.
250. Olivier Moreau, op. cit., p. 34.

avec des militants libertaires au Journal du Peuple et comment ce dernier constitua « une passerelle vers la société intellectuelle » : en sollicitant les plumes les plus talentueuses, il permit aux compagnons de renouer après la période des attentats et des lois scélérates « avec quelques publicistes et littérateurs favorables à l'idéal anarchiste, tels Laurent Tailhade, Jean Ajalbert, Octave Mirbeau, Victor Méric…, cette "anarchie de lettre" qui mit sa qualité littéraire au service de la cause dreyfusarde, mais favorisa également la cause révolutionnaire[251] » ; Jean Grave même, qui se montra réticent, fut invité à collaborer par Sébastien Faure[252]. Mais le Journal du Peuple ne joua pas seul ce rôle de pont entre catégories sociales et entre anciens adversaires politiques dans la bataille dreyfusienne, et on connaît par exemple les liens existant entre les compagnons et la Petite République, et surtout ceux tissés entre les anarchistes et L'Aurore, qui, abondamment citée dans les rapports de police, mène de concert avec les compagnons la lutte contre les groupements nationalistes : « La présence des membres du journal aux conférences et meetings anarchistes est souvent constatée » ; « certains mouchards notent que des anarchistes prêtent main-forte au journal […] pour défendre ses locaux contre des groupes nationalistes » ; « s'ajoute une collaboration littéraire, Grave notamment[253] […] ».

Bénéficiant de ces contacts neufs, secondé dans ses initiatives par des hommes comme Lucien Dhorr, Jacques Prolo, Constant Martin, Élie Murmain ou Broussouloux, Sébastien Faure n'a pas hésité à s'engager toujours plus dans le Libertaire puis surtout dans le Journal du Peuple pour défendre la République en faisant directement appel aux masses lorsque le régime est menacé, en mettant à la disposition de la République l'« activisme illégaliste » des anarchistes et en prêchant chaque fois que nécessaire « la lutte armée pour briser le mouvement nationaliste[254] » ; et ce faisant, Faure et ses collaborateurs ont sans aucun doute vu croître la colère d'un certain nombre de compagnons à leur encontre, qui n'ont certainement pas manqué de dénoncer les manœuvres de ces « anarchistes de gouvernement » comme ils les appelaient[255]. Les étapes de cet engagement du journal dans la défense des institutions républicaines sont là encore bien connues[256] : publication d'une déclaration de principe prenant parti pour la « démocratie française » au lendemain de la mort subite de Félix Faure[257] ; manifeste dans lequel le journal invite le peuple de Paris – celui même de 1871, massacré par les Républicains bourgeois pour déjouer d'éventuelles tentatives de conspirations monarcho-cléricales contre la République[258] ; appel à l'action directe anarchiste pour barrer la route « au complot des muscadins » après qu'un royaliste a giflé le nouveau président Loubet[259] ; appel aux anarchistes pour qu'ils se rendent à la manifestation de soutien à la République à Longchamp le dimanche 11 juin 1899[260] ; même réflexe de défense républicaine lors du siège du local de la ligue antisémite rue de Chabrol. Et Faure et les compagnons qui l'entourent n'hésiteront pas même à se féliciter de l'élection de Loubet à la présidence de la République[261] dans la

251. Le n° 166 du Libertaire, du 29 janvier au 4 février 1899, donne les noms des individus qui prêtent leurs plumes au Journal du Peuple.
252. Cf. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 80-81.
253. Ibid., p. 80.
254. Gaetano Manfredonia, Études sur le mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 3, p. 237.
255. Rapport du congrès antiparlementaire international de 1900, Paris, supplément littéraire des Temps nouveaux.
256. Cf. les travaux déjà cités de Jean Maitron, Gaetano Manfredonia et Jean-Pierre Gourcerol.
257. Le Journal du Peuple, n° 15 du 21 février 1899 : « Aux Révolutionnaires ».
258. Le Journal du Peuple, n° 14 du 20 février 1899 : « Aux Révolutionnaires ».
259. Le Journal du Peuple, n° 119, du 6 juin 1899 : « Aux Révolutionnaires ».
260. Le Journal du Peuple, n° 194, du 20 août 1899 : « Aux Révolutionnaires ».
261. Le Journal du Peuple, n° 14, du 20 février 1899 : « Aux Révolutionnaires ».

mesure où elle marque la défaite des nationalistes antisémites, comme ils se félicitent de l'entrée de Millerand au gouvernement[262].

Dans le cadre de ces alliances, la campagne en faveur de Dreyfus s'est poursuivie avec vigueur à Paris et en province, toujours à l'initiative des leaders du mouvement parisien (les hommes du Libertaire), et surtout, à partir de février 1899, des hommes – les mêmes compagnons pour la plupart, tout au moins au début – du Journal du Peuple. Les anarchistes continuent à faire tous leurs efforts pour tenir la rue face à la Réaction, comme à Brest, à l'été 1899[263]. Par ailleurs, la bataille dreyfusienne donne lieu à la naissance d'une presse « spécialisée » consacrée à l'Affaire : le Journal du Peuple, né le 6 février 1899, qui sera la tribune journalière du dreyfusisme libertaire, entièrement consacrée à la révision du procès de Dreyfus et à la lutte contre le nationalisme et l'antisémitisme. Elle donne encore le jour à des placards, comme L'Appel aux hommes de vérité, de lumière, de justice, distribué par le groupe de « coalition révolutionnaire » de Brest, qui demande à la population brestoise de ne pas laisser la rue à la réaction[264]. Ces manifestes, généralement imprimés à Paris, sont en effet envoyés aux groupes ou aux anarchistes isolés de province pour qu'ils les affichent ou les distribuent. Enfin, le Journal du Peuple organise de nombreuses conférences à Paris et en province, avec pour principaux orateurs Broussouloux, Henri Dhorr, Sébastien Faure ou Élie Murmain, et on repère la trace de certains d'entre eux par exemple à Vienne, Amiens, Marseille, Brest…

Se pose naturellement à cette époque – comme avant 1898, mais avec encore plus d'acuité – la question du financement de la propagande faite par les « fauristes » en faveur de Dreyfus, et celle des intérêts financiers que Faure et les publicistes anarchistes du Journal du Peuple auraient tirés de l'Affaire. On ne peut pas dire que l'Affaire n'a été pour les compagnons qui s'y seraient investis qu'une « immense aubaine[265] » ni conclure avec les « mouchards » que la participation des compagnons est « dictée » par un choix purement financier et résulte « d'une stratégie pour assurer l'existence de leur presse et la diffusion de leurs idées[266] […] » : ces accusations ont sans nul doute participé d'une campagne contre Faure et « ses lieutenants anarchistes ». Toutefois, il ne faut pas nier que certains « compagnons » ont probablement « profité » – mais dans quelle mesure – de l'Affaire en monnayant leur engagement, comme en témoignent divers rapports de police assez nuancés[267] :

> « […] avec l'exagération coutumière, on lui reproche [à Sébastien Faure] ainsi qu'à ses lieutenants, d'avoir gagné des sommes folles dans l'affaire Dreyfus, en se servant des compagnons comme instrument […] cependant, et en tenant compte de l'exagération, il est certain que beaucoup d'anarchistes amis de Sébastien Faure ont touché de l'argent des partisans de la révision. »

Par ailleurs, on sait que l'agitation révolutionnaire en faveur de Dreyfus a été en partie financée par des dreyfusards, comme le montre Philippe Oriol, qui a par exemple exhumé de la correspondance Faure-Lazare une lettre de ce dernier révélant le financement du Journal du Peuple[268] :

> « De mon côté je suis prêt = local, imprimeur, fournisseur de papier, publicité, rédaction, etc. ; tout est entendu ferme, je n'attends plus que la réponse de votre côté. »

262. Olivier Moreau, n° 166, du 23 juillet 1899.
263. Olivier Moreau, op. cit., p. 34 : « La Scission socialiste ».
264. Ibid.
265. P. Po. B.A./1497, rapport du 31 mai 1898.
266. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 95.
267. P. Po. B.A./1497, rapport du 18 avril 1899.
268. Cité par Jean-Pierre Gourcerol.

De même, les ventes considérables du Journal du Peuple – qui n'était pas acheté par les seuls anarchistes – montrent qu'indirectement, des lecteurs dreyfusistes ou dreyfusards de toutes nuances politiques fournissaient alors des fonds aux anarchistes du journal, des fonds qui leur permettaient sans doute de financer une propagande purement anarchiste à Paris et en province. Enfin, on imagine bien qu'au sein des groupes constitués par des socialistes et des anarchistes à la fin de l'année 1898 ou lors des différents meetings entrepris de concert par ces derniers, les dépenses (et aussi les recettes) furent partagées.

Une fronde au sein du mouvement ?

À l'automne 1898, en même temps que Sébastien Faure et l'équipe du Libertaire puis du Journal du Peuple s'impliquent toujours d'avantage en faveur de Dreyfus, de nombreux compagnons commencent à hésiter sur la conduite à tenir face à l'Affaire (selon divers rapports de police, ils ne savent plus comment s'y aventurer[269]) ou bien ils sont un peu « désorientés », troublés[270]. Puis, à partir de novembre 1898, une partie d'entre eux semble avoir pris la décision de se désengager de la campagne dreyfusienne, au moins telle qu'elle est conduite par les publicistes du Libertaire et telle qu'elle le sera ceux du Journal du Peuple. À partir de cette date en effet, les indicateurs s'aperçoivent qu'une « réaction commence à se dessiner[271] » au sein du mouvement, une « réaction » qui ira en s'accentuant : en février 1899 par exemple, les rédactions du Cri de révolte, du Camarade, et de La Nouvelle Humanité décident contre Sébastien Faure et le Journal du Peuple de négliger Dreyfus et de prêcher la révolte, au besoin par la bombe[272] ; en mars 1899, des tensions travaillent la rédaction même du Journal du Peuple où, selon les indicateurs, d'un côté « il y a ceux qui veulent continuer à utiliser l'affaire Dreyfus, en tête Sébastien Faure, Pierre Quillard et Pressensé », et de l'autre « ceux qui ont le désir de tourner l'anarchie vers l'agitation générale, anticapitaliste, anticléricale, tels C. Martin, Michel Zévaco, Jacques Prolo[273] » ; en juin 1899, des transfuges du Journal du Peuple comme Henri Dagan, Ernest Girault, Émile Janvion, Charles Malato, Francis Prost, Julien Lavergne fondent L'Homme Libre, contre Sébastien Faure. Par ailleurs, il faut rappeler que c'est probablement au tournant de l'année 1899 que Jean Grave se retire de l'agitation avec les Temps nouveaux, après s'être très brièvement engagé en faveur de Dreyfus[274].

S'il est très difficile d'estimer précisément l'ampleur de cette « réaction » (les rapports des indicateurs de police – seules sources utilisables – ne mentionnent que rarement les noms et le nombre de ces compagnons[275]), on peut toutefois affirmer qu'ils sont relativement nombreux : ainsi à la mi-novembre 1898, on lit dans les rapports de police, que « beaucoup de compagnons reprochent à Sébastien Faure et à ses amis de les avoir entraînés[276] » dans l'Affaire. À la mi-janvier 1899, on compterait parmi les mécontents « beaucoup de compagnons et même des plus importants au point de vue militant », qui « murmurent tout haut et commencent à dire qu'il est temps de laisser ces ques-

269. P. Po. B.A./1497, rapport du 26 octobre 1898.
270. P. Po. B.A./1497, rapport du 4 novembre 1898.
271. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 novembre 1898.
272. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 février 1899.
273. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 février 1899.
274. Voir infra.
275. Pour tenter de dénombrer les mécontents, nous ne disposons que d'un seul chiffre : il s'agit du nombre des individus – une quarantaine de personnes – assistant à Paris, 102, rue de Saint-Ouen, à une réunion organisée « contre les défenseurs de Dreyfus » en juin 1899.
276. P. Po. B.A./1498, rapport du 18 juin 1899.

tions [l'affaire Dreyfus] de côté[277] ». Au mois de février, « […] nombre d'anarchistes se détachent encore de Dreyfus[278] […] » ; le « milieu anarchiste est travaillé par un mouvement de réaction intense[279] », tandis que l'« idée de détacher l'anarchie des faits de la politique immédiate domine bien des groupes[280] ». En mars encore, on apprend que « le mouvement d'indifférence contre l'affaire Dreyfus grossit toujours dans les milieux anarchistes [parisiens][281] ». En avril, « les anarchistes se divisent en deux camps », l'un favorable, l'autre hostile à l'engagement du mouvement dans l'affaire Dreyfus[282], et la province même semble bouger, puisqu'à la « Ligue anticléricale », « on reçoit de nombreuses lettres d'anarchistes de province […] fatigués de l'Affaire », qui « veulent qu'on en finisse[283] » ; à la même époque, un autre rapport signale que « beaucoup de compagnons ont reçu des lettres d'amis de province : toutes montrent le souci de la situation, et quelques-unes, en grand nombre même (sic) sont pleines de récriminations violentes contre Sébastien Faure particulièrement et contre ses amis[284] ».

Et en même temps que cette opposition paraît grandir au sein du mouvement, tous les rapports que nous avons pu consulter pour l'année 1899 font état d'une certaine désaffection des compagnons pour les manifestations, qui, en collaboration avec d'autres forces politiques, sont destinées à faire avancer l'affaire Dreyfus[285].

Parmi ces compagnons qui souhaitent – ou souhaiteront – voir le mouvement en finir avec l'Affaire au cours de l'année 1899, il en est un certain nombre qui apparaissent régulièrement dans les rapports de police et qui sont aisément identifiables : les individus les plus souvent cités dont certains participaient auparavant activement à la bataille dreyfusienne (quelques-uns sont des transfuges du Libertaire puis du Journal du Peuple), sont les compagnons Sadrin, Vivier, Louise Réville, la citoyenne Guillemart, Girault, Janvion, Caris, Prost, Lavergne, Régis, Devaldès, Roubineau, Duchmann, Papillon, Chaumel, Villeval, Bigot et Marnet, tous deux animateurs des « Sauvagistes[286] ».

Pourquoi abandonner Dreyfus ?

On connaît les motivations de quelques-uns des militants les plus en vue pendant la bataille dreyfusienne, qui ont gardé ou pris leurs distances avec l'Affaire à partir de l'automne 1898 : certains comme Roubineau sont antisémites[287] ; d'autres comme ceux qui, à l'été 1899, créent l'hebdomadaire L'Homme Libre contre Sébastien Faure, souhaitent un retour à la pureté idéologique ; d'autres encore comme Émile Janvion par exemple, estiment que, « tout en se tenant au premier rang de la mêlée », les anarchistes n'auraient dû prendre parti pour aucune des forces en présence, se plaçant à égale distance entre le pôle « philosémite » et le pôle « antisémite[288] » ; enfin d'autres n'hésitent, comme Jean Grave surtout, entré dans la bataille « en tirailleur », à s'en désengager quand ils voient

277. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 novembre 1898.
278. P. Po. B.A./1497, rapport du 12 janvier 1899.
279. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 février 1899.
280. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 février 1899.
281. P. Po. B.A./1497, rapport du 22 février 1899.
282. P. Po. B.A./1497, rapport du 11 mars 1899.
283. P. Po. B.A./1497, rapport du 5 avril 1899.
284. P. Po. B.A./1497, rapport du 18 avril 1899.
285. P. Po. B.A./1497, rapport du 5 avril 1899.
286. P. Po. B.A./1497, rapports des 12 mars, 19 mars, 9 juin, et 13 juin 1899.
287. Voir supra.
288. Rapport du congrès antiparlementaire international de 1900, Paris, Supplément littéraire des Temps nouveaux, p. 231-238.

d'une part que certains anarchistes se compromettent avec les partis politiques[289], et d'autre part que le mouvement anarchiste risque de devenir le jouet des deux partis en présence ; ainsi, répondant à Clemenceau qui aurait dit en parlant de la manifestation de Longchamp que « l'on verrait le préfet de police et Jean Grave travailler de concert à la déconfiture des royalistes[290] », il écrit en juin 1899[291] :

> « J'estime que l'anarchie a tout à gagner à se tenir à l'écart de ces manifestations, qui ne sont que l'œuvre factice des politiciens et des journalistes, et où la foule acclame aussi bien Marchand que Loubet, la République ou la paix […]. D'autant qu'à la manifestation de dimanche dernier, nous ne pouvions être totalement "nous", sans faire le jeu des réactionnaires. »

Aux Temps nouveaux, on se contentera désormais de « faire clair aux yeux de tous, le sens parfois obscurci de la lutte en notant les infamies […][292] » et, « d'assister à la lutte du scandale où s'écroule la société bourgeoise […] », d'étaler aux yeux des gens les saletés commises, dans l'espérance que les individus voudront enfin, finir par voir clair[293].

Pour les autres – la base militante – les motivations sont semble-t-il du même ordre, et s'articulent autour de quelques grands thèmes.

Dans les sources, on perçoit tout d'abord une série de critiques visant la personne même de Dreyfus, semblables à celles développées au cours des années précédentes par certains compagnons, comme par exemple ceux qui « refusent de s'intéresser au sort d'un militaire », qui n'auraient pas hésité à faire donner la troupe sur les anarchistes[294]. Mais surtout, à partir du début de l'année 1899, une certaine lassitude transparaît dans les propos tenus par nombre d'anarchistes dans les groupes ou dans les réunions. Ainsi en janvier 1899, on lit dans un rapport d'indicateur que, « dans les milieux anarchistes », « on commence à en avoir assez de la campagne de réunions en faveur de l'affaire Dreyfus et de Picquart[295] » de même en février 1899, où un autre rapport nous apprend que « les anarchistes commencent à se lasser de l'Affaire[296] » ; ou encore en avril 1899 : « Les anarchistes voudraient absolument prendre physionomie et se détacher de l'interminable affaire Dreyfus[297] […]. » Et ce « mouvement d'indifférence par rapport à l'Affaire grossit d'autant qu'au printemps 1899, elle « paraît tirer à sa fin[298] ». Cette perspective et quelques périodes de calme politique relatif sont par ailleurs l'occasion de dresser un premier bilan sur l'engagement des anarchistes dans l'Affaire, et de s'apercevoir que le « parti », qui s'y est embourbé, n'est plus que l'ombre de lui-même[299] :

> « Aussi aujourd'hui que l'on vient de traverser une période de calme, qu'on n'étant plus grisé par la lutte, l'on peut juger des résultats obtenus, on constate qu'ils sont déplorables et que la situation du parti est plus mauvaise qu'il y a dix ans. Pour mieux dire, tout est à recommencer en tant que propagande […] il n'y a plus de groupes, plus de réunions et plus de journaux positivement anarchistes. »

289. Les Hommes du jour, n° 27, 1908, cité par Jean Maitron, in Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 339.
290. Les Temps nouveaux, n° 8, du 17 au 23 juin 1899, Jean Grave : « Kif-Kif bourriquot ».
291. Ibid.
292. Les Temps nouveaux, n° 41, du 4 au 10 février 1899, Charles Albert : « Les deux affaires Dreyfus ».
293. Les Temps nouveaux, n° 7, du 10 au 16 juin 1899, Jean Grave : « Pourriture sociale et politique ».
294. P. Po. B.A./1497, rapport du 4 novembre 1898.
295. P. Po. B.A./1497, rapport du 17 février 1899.
296. P. Po. B.A./1497, rapport du 5 avril 1899.
297. P. Po. B.A./1497, rapport du 11 mars 1899.
298. P. Po. B.A./1497, rapport du 5 avril 1899.
299. P. Po. B.A./1497, rapport du 18 avril 1899.

Et, selon de nombreux compagnons qui s'expriment dans les groupes, cette situation est facilement explicable : c'est parce que la propagande « a été négligée pendant tout ce temps[300] », l'Affaire ayant pendant des mois « absorbé » toutes les activités « purement anarchistes[301] » ; c'est parce que les anarchistes se sont occupés de défendre un « galonné qui eût fait fusiller les anarchistes étant au pouvoir[302] » tout en laissant « les leurs pourrir dans les bagnes capitalistes[303] » ; c'est parce qu'« enfin, les avantages de cette campagne ont été nuls pour le parti[304] », et que d'ailleurs, pendant toute l'Affaire, les compagnons n'ont toujours été que la « cinquième roue du carrosse[305] ».

En conséquence, et c'est une attente qui paraît très forte dans les groupes parisiens à la lumière des rapports de police, surtout à partir du début de l'année 1899, les compagnons qui veulent désengager le mouvement de l'Affaire (au moins telle qu'elle est menée par Faure et consorts) militent pour redonner aux questions économiques et sociales une place que l'agitation et les actions en faveur de Dreyfus ont occultée : selon divers rapports, « tous regrettent qu'on ait abandonné les questions économiques pour les discussions politiques[306] […] » ; on condamne les « anarchistes d'affaire » qui « ont eu leur heure », et on souhaite « passer à autres », à ceux qui envisagent la propagande [purement anarchiste][307] ; on invite les compagnons à chercher des « solutions à la question sociale » et à envisager des « formules[308] » ; bref, on les incite à « s'occuper de la propagande » plutôt que du « galonné », à tout faire pour « détacher l'anarchie des faits de la politique immédiate[309] », pour tourner le mouvement « vers l'agitation générale, anticapitaliste, anticléricale[310] », et pour « s'occuper […] de l'attaque générale à organiser contre la bourgeoisie cléricale, militaire, justicière[311] ». En un mot, on appelle dans les groupes à « revenir à la propagande purement anarchiste[312] ».

En même temps qu'ils opèrent un retour à une propagande purement anarchiste, ces compagnons refusent de défendre « la république bourgeoise » (il faut « laisser les bourgeois se battre entre eux », comme le dit Caris en juin 1899[313]) et appellent à faire cesser immédiatement les compromissions avec les socialistes, voire les « réactionnaires[314] », alliances qui ne cessent et ne cesseront de se renforcer à l'initiative du Libertaire puis du Journal du Peuple. À partir de l'automne 1898, de fréquents rapports signalent en effet que les compagnons se reprochent les uns les autres de « s'allier aux allemanistes et aux socialistes bourgeois[315] » et qu'ils dénoncent le « pacte » qui semblerait exister entre les socialistes, les anarchistes et des bourgeois[316]. Ils dénient même le nom d'anarchistes à ces « compromissions » : ces derniers ne tiennent-ils pas des raisonnements de bourgeois, comme Sébastien Faure par exemple, lorsqu'il demande qu'Esterhazy soit envoyé au bagne[317] ? Et à chaque nouvel exemple de telles « compromissions », les griefs des

300. Ibid.
301. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 novembre 1898.
302. P. Po. B.A./1497, rapport du 11 mars 1899.
303. P. Po. B.A./1498, rapport du 29 mai 1899.
304. P. Po. B.A./1497, rapport du 10 janvier 1899.
305. P. Po. B.A./1498, rapport du 16 février 1899.
306. P. Po. B.A./1497, rapport du 29 septembre 1899.
307. P. Po. B.A./1497, rapport du 3 avril 1899.
308. P. Po. B.A./1497, rapport du 11 mars 1899.
309. P. Po. B.A./1497, rapport du 22 février 1899.
310. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 mars 1899.
311. P. Po. B.A./1497, rapport du 22 février 1899.
312. P. Po. B.A./1497, rapport du 18 avril 1899.
313. P. Po. B.A./1498, rapport du 9 juin 1899.
314. P. Po. B.A./1497, rapport du 26 octobre 1898.
315. Ibid.
316. Ibid.
317. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 février 1899.

compagnons contre ceux qui prennent part à ces sortes d'alliances augmentent, comme le montrent les réactions que suscite la participation officielle du Journal du Peuple au banquet organisé par la « Coalition révolutionnaire », au Palais Royal, pour l'anniversaire du 18 mars 1899[318]. Et ce malaise est à son acmé avec l'élection de Loubet et l'arrestation de Déroulède[319].

Tous ces griefs trouvent un « bouc émissaire » en la personne de Sébastien Faure et de ses « lieutenants » – surtout Lucien Weil alias Henri Dhorr – rendus responsables de la situation. Et si ces critiques contre Sébastien Faure ne sont pas nouvelles (avant même 1897, il est accusé par certains compagnons d'être un « anarchiste bourgeois[320] »), elles vont aller en s'amplifiant au cours de l'année 1899, au fur et à mesure même que Faure s'entête à « vider » l'affaire Dreyfus : c'est Faure qui a « entraîné » les anarchistes « dans des compromissions avec les socialistes, et même avec des réactionnaires[321] » ; c'est encore à cause de « sa faiblesse » que les compagnons se sont « déshonorés » en défendant les bourgeois et en aidant le gouvernement contre les antisémites[322] ; c'est encore à cause de lui que les anarchistes ont « abandonné les questions économiques pour les discussions politiques[323] ». Et surtout, si on va jusqu'à le haïr dans certains groupes[324], c'est qu'on l'accuse d'avoir « des intérêts » dans l'Affaire[325] ; plus précisément, on l'accuse de s'être « vendu […] » à la famille Dreyfus[326] et d'avoir « gardé cet officier pour son compte […] » en monopolisant « la caisse dreyfusiste » du Journal du Peuple[327] ; on imagine même qu'il recherche à travers sa participation à l'Affaire un siège électoral[328].

Enfin, comme dans les années précédentes, on relève quelques manifestations d'antisémitisme au sein du mouvement, comme par exemple le cas du discours prononcé par le compagnon Roubineau le 1er mars 1899 lors d'une réunion anarchiste salle de l'Alcazar d'Italie, 190, avenue de Choisy à Paris, discours dans lequel il explique qu'il a « l'intention de se séparer des libertaires, qui marchent à la remorque des capitalistes juifs, car les principes mêmes de l'anarchie sont contraires à ces sortes d'alliance avec la bourgeoisie[329] ». C'est encore le cas dans certains articles comme ceux publiés par Le Révolutionnaire, journal créé en mars 1899 à l'initiative de Raoul Mayence et des frères Henri et Georges Otto, qui se révèle rapidement être « une véritable officine de la droite extrême[330] ». Et il n'est pas impossible que l'engagement plus intense du Libertaire puis du Journal du Peuple au sein du dreyfusisme n'ait contribué à jeter quelques compagnons supplémentaires dans les bras des antisémites et à radicaliser encore ceux qui l'étaient déjà, comme les frères Otto, qui s'enfermeront dans « Fort Chabrol » avec Guérin[331]. On lit ainsi avec étonnement dans un rapport d'avril 1899[332] :

> « Les anarchistes sont plus que jamais divisés : 1. Il y a les amis de Faure, intellectuels et autres. 2. Le groupe du Cri du Révolté, presque antisémite. 3. Le groupe de L'Anarchiste, presque antisémite. 4. Le groupe du Révolutionnaire,

318. P. Po. B.A./1497, rapport du 4 novembre 1898.
319. P. Po. B.A./1497, rapport du 19 mars 1899.
320. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 95.
321. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 novembre 1898.
322. P. Po. B.A./1498, rapport du 12 octobre 1899.
323. P. Po. B.A./1497, rapport du 16 février 1899.
324. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 février 1899.
325. P. Po. B.A./1497, rapport du 11 mars 1899.
326. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 février 1899.
327. P. Po. B.A./1498, rapport du 29 mai 1899.
328. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 février 1899.
329. P. Po. B.A./1497, rapport du 1er mars 1899.
330. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 74.
331. Ibid.
332. P. Po. B.A. 1498, rapport du 12 avril 1899.

carrément antisémite. 5. Le groupe du 12e, indépendant, dont Duchmann est le directeur. 6. Le groupe des Sauvagistes. 7. Le groupe des Trimarderus. 8. Le groupe des Naturiens. 9. Le groupe des Individualistes. Enfin les indépendants qui ne vont dans aucun groupe, qui sont les plus dangereux. »

Toutefois, ce qui est certain, c'est que d'après les rapports de police de l'époque, les manifestations d'antisémitisme restèrent très marginales et qu'il convient sans doute d'opérer une distinction entre quelques rares compagnons comme Roubineau, les frères Otto et Raoul Mayence, qui furent antisémites en conscience, et d'autres compagnons qui usèrent d'une rhétorique antisémite davantage par dépit de voir quelques anarchistes s'engager toujours davantage dans l'Affaire au prix de ce qui leur semblait être de graves compromissions, que parce qu'ils étaient des antisémites convaincus. Il faut encore considérer avec prudence les informations de certains indicateurs, pour lesquelles « antifaurisme » et antisémitisme sont synonymes.

Les limites des efforts faits par les compagnons pour « désembourber » l'anarchie et lutter contre Sébastien Faure

Mais il ne faut pas considérer que tous ces efforts faits pour désengager les anarchistes de la bataille dreyfusienne payèrent, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord parce que justement, au cours de ces années pendant lesquelles se multiplient les critiques contre Sébastien Faure et le Journal du Peuple, celui-ci bénéficie de surprenants ralliements comme celui de Pouget, qui abandonne le Père Peinard le 22 janvier 1898 et collabore au Journal du Peuple [333].

Ensuite parce que Sébastien Faure et les compagnons qui le suivent comme Constant Martin ou Jacques Prolo font semble-t-il leur possible pour rallier les compagnons qui ont pu s'écarter de la bataille dreyfusienne, en y réussissant parfois : en juin 1899, c'est par exemple le cas de ces compagnons appartenant au Syndicat des terrassiers, que Sébastien Faure parvient à convaincre de « défendre Monsieur Loubet et la République contre les Muscadins et l'Œillet blanc [334] ».

Parce qu'en vertu d'une dynamique propre à l'Affaire, tous les efforts faits pour désengager le mouvement semblent marquer le pas dès qu'elle connaît de nouveaux rebondissements : ainsi, par exemple au moment du verdict de Rennes, certains groupes qui s'étaient retirés de l'Affaire rentrent en campagne contre le verdict : « La protestation contre le verdict de Rennes s'élargit et la lettre de Monsieur Zola lui donne de l'ampleur […]. Le fait protestataire est tel que des groupes disparus comme les Sauvagistes rentrent dans l'activité [335] […]. »

Parce que la propagande purement anarchiste que souhaitent les « antifauristes » à cette époque n'aboutit que rarement, ce malgré leurs efforts [336] :

> « L'affaire Dreyfus, qui arrive à son dénouement, paralyse bien des choses […]. Bien des combinaisons sont en suspens. Les anarchistes sont les victimes de la situation, la propagande ne se fait pas. Une idée que l'on voulait mener à bien, c'était la protestation contre Montjuich, mais on s'aperçoit que l'agitation sur ce sujet serait presque en pure perte. »

333. P. Po. B.A./1498, rapport du 9 juin 1899.
334. P. Po. B.A./1498, rapport du 9 juin 1899.
335. P. Po. B.A./1498, rapport du 12 septembre 1899.
336. P. Po. B.A./1497, rapport du 30 juin 1899.

Et certains d'entre eux, découragés à l'avance, ont conscience que leurs initiatives sont vaines tant que l'Affaire durera[337] :

> « Tout le monde attend avec impatience la fin de l'affaire Dreyfus. Les compagnons sont convaincus qu'il serait inutile et même impossible de faire le moindre effort de propagande tant que tous les esprits seront tendus vers cette seule affaire. Chacun attend la solution, ou tout au moins de la cour de cassation. »

Parce que toute la propagande faite par les opposants à Sébastien Faure, si elle paraît avoir abouti dans la capitale, ne semble pas avoir réellement donné de résultats en banlieue et en province : ainsi en juin 1899, on apprend que l'opposition à Faure concerne surtout la capitale et qu'elle « n'a pas encore pu se faire sentir pleinement » à Saint-Denis[338] ; de même en Saône-et-Loire, dans le département du Rhône, à Saint-Étienne, Nîmes, Marseille, où, selon un rapport postérieur, les anarchistes, qui n'auraient été entraînés « que très peu » dans l'affaire Dreyfus, n'auraient pas été touchés par « les divisions qui paralysent depuis longtemps l'élément parisien[339] », ce que semble confirmer l'examen des rares sources départementales conservées, par exemple en Bretagne[340] ou à Roanne à l'été 1899[341].

Enfin et surtout, parce que les défections connues par les « Fauristes », ainsi que la campagne « antifauriste », loin de fléchir les hommes du Libertaire puis du Journal du Peuple dans leur volonté de faire aboutir l'affaire Dreyfus, les ont peut-être poussés davantage dans la voie de ces « compromissions » qu'on leur reprochait : en effet, ces compromissions furent sans doute plus nombreuses « à la faveur d'un renforcement de la menace conservatrice[342] » ; au fur et à mesure que le soutien d'une partie du monde anarchiste s'érodait (en quelque sorte pour compenser les départs et les critiques) ; et peut-être également, à l'heure où le mouvement paraissait pouvoir se déchirer, pour faire aboutir l'Affaire au plus vite. Il faut toutefois rappeler ici que la position du Journal du Peuple – comme celle du Libertaire avant lui d'ailleurs – fut plus complexe et plus nuancée qu'il n'y paraît au premier abord et que ne le laissent entendre les critiques des « antifauristes[343] ». Gaetano Manfredonia a en effet montré que « jamais cet alignement sur la défense des institutions républicaines n'a fait taire les critiques habituelles contre le gouvernement et le parlement[344] », et que les anarchistes regroupés autour de Faure, « loin d'être unilatéralement complaisants vis-à-vis de la République bourgeoise », n'hésiteront pas à la rendre « directement responsable de la situation qui s'était créée et de son incapacité à réformer la société ou bien à améliorer en quoi que ce soit la condition du peuple[345] ». Il constate aussi que les anarchistes ont cherché à tirer directement partie des événements en s'efforçant d'obtenir de leurs nouveaux alliés « un programme minimum de revendication » qui aurait constitué une sorte de prix à payer pour leur participation et leur soutien » : « la libération des victimes anarchistes » des « lois scélérates[346] ». Enfin il distingue au sein même de l'équipe du Journal du Peuple « deux points de vue sen-

337. P. Po. B.A./1497, rapport du 3 mai 1899.
338. P. Po. B.A./1498, rapport du 13 juin 1899.
339. Olivier Moreau, op. cit., rapport du 20 février 1901.
340. Cf. A. D. de la Loire, op. cit., p. 32 sq.
341. Cf. A. D. de la Loire, 1 M 530.
342. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 81.
343. Gaetano Manfredonia, Études sur le mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 3, p. 238 sq.
344. Ibid., p. 238.
345. Ibid., p. 239.
346. Ibid.

siblement divergents, entre lesquels les anarchistes dreyfusards ne cessent d'hésiter[347] » :

> « Le premier que l'on pourrait qualifier de minimaliste, voyait dans la défense des libertés démocratiques une sorte de moindre mal auquel les libertaires étaient obligés de se plier à titre temporaire. Cette position partait du constat que les républicains, en dépit de leur politique réactionnaire depuis, n'avaient pas encore pu abolir les "quelques libertés acquises depuis la révolution française" et "qu'il était donc indispensable, malgré tout, de les défendre." »

Et à l'opposé : « Des prises de position nettement plus définies en faveur d'une action autonome, à caractère révolutionnaire et de classe », illustrée d'une position par exemple par la position de Pouget, qu'il caractérise comme « un dreyfusisme syndical[348] », Pouget d'ailleurs qui continue sa propagande pour faire libérer les anarchistes du bagne et obtenir l'abrogation des lois scélérates.

Les séquelles : vers la dispersion des tendances ?

L'affaire Dreyfus ne fut pas non plus sans conséquence sur le mouvement à plus long terme : elle souleva des rancœurs durables, des inimitiés nouvelles ou des amitiés fortes, et, de son dénouement, les compagnons ne furent pas indifférentes à ce que l'on a coutume d'appeler avec Jean Maitron « la dispersion des tendances[349] ».

L'ère des rancœurs

Pour nombre de compagnons en effet, comme l'a bien montré Jean-Pierre Gourcerol, la fin de l'affaire annonce « l'ère des rancœurs[350] », et ce avec « d'autant plus d'intensité » que les attentes des compagnons, qui seront déçues, ont été « ambitieuses » : alors qu'ils espéraient par exemple la libération des « victimes anarchistes » des « lois bourgeoises », ils comprennent vite vers la fin de l'année 1899 que la Ligue des droits de l'homme et leurs autres alliés du temps de l'Affaire, qui leur ont tant promis, ne sont pas prêts à s'investir dans cette nouvelle lutte (les seules libérations qui auront lieu après celle de Cyvoct, arrivé en France courant mars 1898, sont, de 1900 à 1902, celles de Monod, Liard-Courtois, Meunier et Forest).

Et cette situation est d'autant plus difficile à vivre pour les compagnons que la presse conservatrice ne ménage pas ses sarcasmes « […] pour les braves anarchistes transformés en chiens de garde aux gros bonnets, qui se sont fait copieusement passer à tabac par les sergots de la République en dangers qu'ils défendaient, sur les conseils des bergers profiteurs et roublards, et n'ont obtenu en échange « […] pas […] [un] conseil de guerre de moins, […] pas […] pas une liberté de plus, […] pas une pierre de moins aux murs des casernes, pas un mensonge de moins dans le gosier des parlementeurs[351] ».

Par ailleurs, nombre d'anarchistes constatent encore dans les Temps nouveaux qu'une nouvelle fois, leurs espoirs révolutionnaires ont été déçus[352] :

347. Ibid.
348. Ibid., p. 240.
349. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1.
350. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 90.
351. L'Ennemi du peuple du 3 février 1904, Damoclès, « Interview du commandant Fraystaetter ».
352. Les Temps nouveaux, n° 32, du 2 au 8 décembre 1899, Charles Albert : « Dénouement conforme ».

« Il faut en faire son deuil, l'éveil tant attendu des consciences ne sera pas encore pour cette fois-ci. Au milieu de l'indifférence générale, l'affaire Dreyfus se liquide platement et bourgeoisement […]. La montagne n'accouche que d'une souris […]. Ainsi l'Affaire sur laquelle certains naïfs avaient placé de si gros enjeux d'espoirs, s'achemine tout doucement vers sa fin, sans montrer quoi que ce soit d'inattendu, de beau, ou d'utile […]. Au lieu de dresser tout grand le drame d'une société qui meurt, pourrie de vices, vous avez rapetissé la chose aux proportions d'un scandale partiel, d'un désastre circonscrit. Vous n'avez pas voulu fouiller jusqu'aux vraies racines du mal […]. Aujourd'hui vous vous plaignez, mais de quoi ? »

« Fauristes » et « antifauristes »

Ces rancœurs nourrissent bien après l'Affaire les querelles entre « fauristes » et « antifauristes », les seconds reprochant aux premiers de n'avoir pas su monnayer leur alliance avec les dreyfusards et d'avoir engagé le mouvement dans une impasse.

À Paris, elles contribuent sans doute à précipiter la « pré-retraite politique » de Sébastien Faure et la fin des groupes « fauristes », qui avaient dans un premier temps semblé se ressaisir en continuant l'agitation, ce malgré la « dégringolade » du Journal du Peuple et ses 50 000 francs de dettes. De leur côté, les « antifauristes », guidés par Janvion et Girault, font toujours plus de propagande et fondent des groupes comme les « Iconoclastes », un des plus importants, dont Janvion est le chef, qui siège tous les mercredis au café des Artistes, 11, rue Lepic [353].

Ces rancœurs s'expriment également en province, comme à Lille par exemple, où Henri Dhorr vient faire des conférences au cours des années 1898-1899, où il sort un journal – Le Batailleur –, crée un nouveau groupe de « Jeunesse libertaire », multiplie les conférences destinées à faire vivre ce journal, et où surtout il ménage les susceptibilités socialistes et décide d'entrer en lutte contre toutes les formes d'oppression [354]. Or selon un rapport de janvier 1900, cette attitude lui aliène les anarchistes locaux : ces « anarchistes purs » – c'est le mot du mouchard – n'ont pas oublié les compromissions du Journal du Peuple et l'accusent de « courtiser » d'un peu trop près les socialistes en rupture de ban [355].

Vers de nouvelles recompositions…

Surtout, ces années de calme témoignent de lentes recompositions au sein du mouvement, l'Affaire Dreyfus faisant rejouer des fractures plus anciennes.

Si l'on schématise, une partie des anarchistes (parmi lesquels on trouve des hommes comme Delesalle, Papillon, E. Pouget, Pelloutier, Cyvoct, Barrucand) s'est en effet rapprochée des socialistes, avec lesquels elle est prête à négocier des alliances ; et il y a à cela plusieurs raisons : l'évolution d'un certain nombre de compagnons vers des positions plus modérées dès le vote des lois « scélérates [356] » ; l'entrée des compagnons dans les syndicats, qui a favorisé les échanges avec d'autres courants révolutionnaires et qui a pour partie domestiqué les énergies anarchistes ; les luttes de l'affaire Dreyfus, qui ont mobilisé côte à côte des révolutionnaires de toutes nuances pendant près de deux ans [357], et à

353. A. N. F7 12723, rapport du 7 février 1900.
354. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 73.
355. P. Po. B.A./1498, rapport du 4 janvier 1900.
356. Ibid.
357. Ibid.

cette occasion, l'intrusion au sein du mouvement de « nouveaux venus » socialistes, qui, « arrivant avec leur tempérament et leurs conceptions », « ont une action considérable sur toute une fraction du parti[358] ».

Mais en réaction, une autre fraction des compagnons a évolué à l'opposé et reprend une propagande impulsée au début des années 1890 par Carteron et Deherme. Pour l'essentiel, ces derniers ont le sentiment aigu d'avoir été « bernés » dans l'Affaire, et ils prennent conscience que, sous couvert de combattre la Réaction ou le danger clérical et antisémite, ils ont peut-être fait le jeu de la bourgeoisie. Ils veulent donc tout tenter pour « dégager l'anarchie de ses points de contact avec le socialisme[359] » en allant jusqu'à accepter la propriété individuelle. Comme l'a montré Gaetano Manfredonia, c'est parmi eux que se recrutera la nouvelle génération des individualistes[360], et ce sont ces derniers, qui, encadrés par des hommes comme Paul Martinet ou Georges Renard, seront à l'origine d'un regain de l'action individualiste, qui s'exprime par exemple à travers la parution de L'Ère nouvelle d'Armand, de L'Ennemi du Peuple de Janvion, et surtout, de L'Anarchie.

Enfin entre ces deux tendances, il y a ceux que les mouchards appellent tantôt « les anarchistes purs[361] », tantôt les « vieux anarchistes », comme Grave, Reclus ou Tailhade, « qui ne veulent se mêler à aucune lutte sauf à la lutte anarchiste, purement négative, conclusion purement anarchiste[362] ».

Mais il est bien entendu que ces distinctions sont schématiques, et que nombre d'anarchistes n'entreront pas dans ce classement : selon le même rapport, ce serait par exemple le cas de Jahn et Libertad, qui se situeraient entre les individualistes et les « vieux anarchistes » ; ce serait encore le cas de Matha, Constant Martin et Faure, qui se situeraient entre les individualistes et les « socialistes anarchistes[363] ».

…qui renvoient pour partie à des fractures sociologiques au sein du mouvement

Ces recompositions renvoient d'ailleurs pour partie à des fractures sociologiques au sein du mouvement, comme le montre un rapport de décembre 1901, qui, de façon très schématique, distingue à Paris trois catégories d'anarchistes bien distinctes[364] : la catégorie des voleurs et des « délinquants de tout poil », dont un certain nombre a été arrêté ; pour les forces de l'ordre, il s'agit ici pour l'essentiel des anarchistes individualistes. Ensuite la catégorie des anarchistes « honnêtes », une « seconde fraction » qui existe « en tant qu'individualité », « aussi nombreuse que jadis ». Enfin la catégorie des anarchistes « intellectuels », qui, en majorité, « ne sont même pas des anarchistes propagandistes », mais plutôt de « bons petits bourgeois, des snobs de l'anarchie, d'anciens dreyfusards, des républicains antimilitaristes, des gens qui acceptent un jour l'anarchie mais ne s'en réclament pas et ne s'avouent pas anarchistes une fois la réunion terminée ».

358. Ibid.
359. P. Po. B.A./1498, rapport du 29 novembre 1900.
360. Gaetano Manfredonia, Études sur le mouvement anarchiste en France…, tome 1, op. cit., p. 208.
361. P. Po. B.A./1498, rapport du 4 janvier 1900.
362. P. Po. B.A./1498, rapport du 29 novembre 1900.
363. Ibid.
364. P. Po. B.A./1498, rapport du 9 décembre 1901.

Conclusions sur les anarchistes et l'affaire Dreyfus

L'affaire Dreyfus est donc un moment fondateur pour le mouvement anarchiste. Avant l'Affaire, le mouvement mettait déjà aux prises les individualistes et les anarchistes communistes, ceux qui étaient pour l'entrée des compagnons dans les syndicats et ceux qui la refusaient, ceux qui étaient pour les alliances avec les socialistes et ceux qui prônaient un anarchisme pur, sans compromissions. Or l'Affaire, qui fait surgir brutalement toutes ces questions, suscite des débats passionnés, radicalise les positions des uns et des autres, les clarifie et contribue à faire émerger des mouvements anarchistes du début des années 1900.

L'héritage dreyfusien à Paris

Avant l'automne 1898, l'attitude des anarchistes face à l'affaire Dreyfus ne semble pas avoir eu de conséquences néfastes sur le mouvement. En revanche, à partir de l'automne 1898, les positionnements et repositionnements des militants n'ont pas été sans diviser profondément le milieu anarchiste dans la capitale, une division très perceptible dès juste après la parution du Journal du Peuple. En effet, une lecture attentive des sources montre l'existence, dans la mesure où ils gravitent au sein d'un mouvement parisien en recomposition, de groupes qui sont ou seront autant de pôles de résistance au « faurisme », soit qu'ils militent activement contre les « fauristes », soit qu'ils restent indifférents à l'Affaire ou le deviennent, tandis que certains groupes sont ou se forment justement à partir de mars 1899, donc juste après la parution du Journal du Peuple… En effet, il est possible d'identifier, parmi ces derniers[365] :

– le « Comité des études économiques de la bibliothèque de la rue Titon »
– l'« Anarchiste »
– l'« Harmonie »
– l'Homme libre
– la « Bibliothèque d'éducation libertaire » fondée par Prost à Belleville
– le « Comité pour les détenus politiques »
– le « Cri de Révolte »
– le groupe du 12e arrondissement, dont Duchmann est le directeur
– le « Révolutionnaire »
– le « Syndicat libre des irréguliers du travail »
– le « Groupe proudhonien »
– le Pot à colle
– les « Gars de l'Allier »
– les « Naturiens », autour des compagnons Gravelle, Zisly et Beaulieu
– les « Sauvagistes »
– les « Trimarderus »
– l'« Hébert Club »

Ce sont près des trois-quarts des groupes répertoriés dans les sources policières[366], dont certains, au cours de l'année 1899, ont été purement et simplement suscités par les « antifauristes » pour faire pièce aux « combinaisons de Faure », pour réaffirmer un « programme anarchiste » ainsi que pour « envisager les moyens d'organiser l'anarchie, de lui donner une valeur prépondérante[367] […] ». Un rapport d'avril 1899 insiste par exemple

365. P. Po. B.A./1497, rapport du 12 avril 1899.
366. P. Po. B.A./1497-1498.
367. P. Po. B.A./1497, rapport du 27 mars 1899.

« sur le véritable travail de gestation » qui « s'accomplit au sein du parti anarchiste » et sur les « tiraillements » qui résultent « d'une scission en train de s'accomplir[368] ».

Quant à la province, il ne semble pas que les anarchistes aient été touchés par les divisions qui paralysèrent les anarchistes parisiens[369] ; en tout cas les sources locales que nous avons pu consulter n'en font jamais état.

Toutes ces fractures n'ont pas été sans incidence sur l'action engagée par les anarchistes.

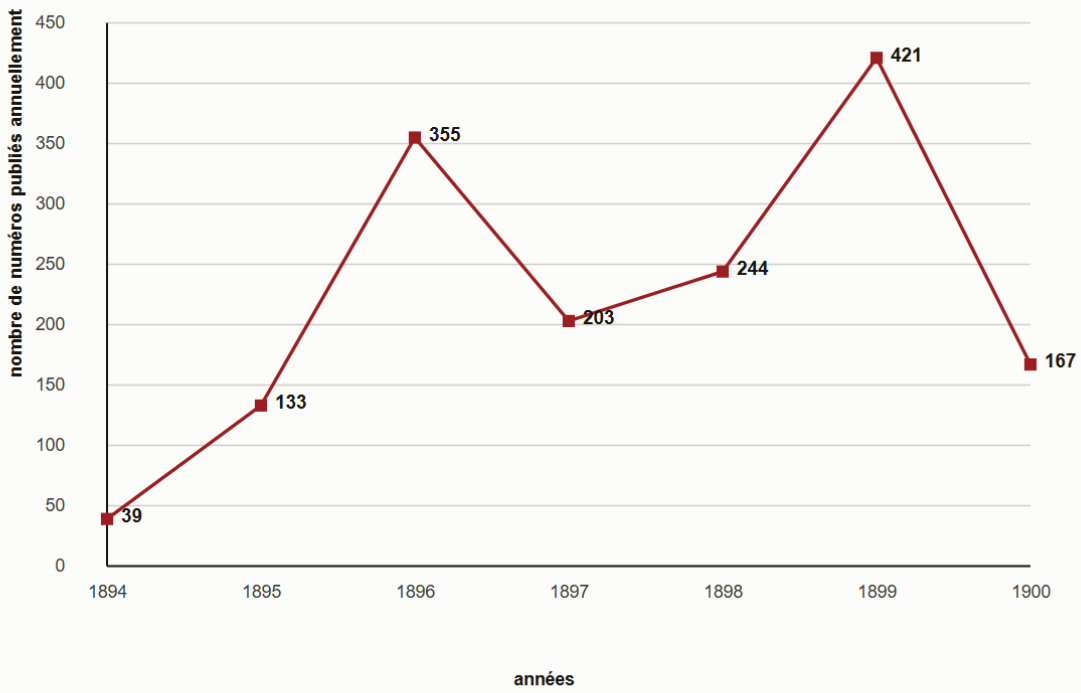
Le renouveau de l'action et la « parenthèse Dreyfus »

Le renouveau de l'action

Au cours des années 1895-1900, les actions anarchistes reprennent, mais il faut signaler que les actes terroristes comme celui d'Etiévant font désormais exception[370].

Après avoir disparu en 1894, les périodiques anarchistes reparaissent, comme l'a montré Jean Maitron en se fondant sur le nombre de numéros publiés annuellement en France[371] :

368. P. Po. B.A./1497, rapport du 18 avril 1899.
369. P. Po. B.A./1497, rapport du 20 février 1901.
370. Le 16 janvier 1898, G. Etiévant, anarchiste de longue date, plusieurs fois emprisonné pour des faits en rapport avec le mouvement, s'attaque dans un geste de désespoir au planton Renard devant le poste de police de la rue Berzélius à Paris. Il le larde de 22 coups de couteau dont huit produisent des blessures, avant d'être maîtrisé, enfermé, et condamné à mort le 15 juin suivant (peine commuée en travaux forcés à perpétuité) (Gazette des Tribunaux du 16 juin 1898). Il meurt au bagne quelques années plus tard.
371. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 140.



Graphique 1. — *Périodiques anarchistes de 1894 à 1901 (nombre de numéros publiés annuellement).*

Des leaders du mouvement comme Faure, Dhorr, Janvion, Ferrière, Broussouloux, Prost ou Girault sillonnent la France pour délivrer à nouveau aux Français « l'évangile anarchiste » ainsi que leur point de vue sur l'affaire Dreyfus[372], et les compagnons portent une attention nouvelle aux syndicats[373], à la colonisation, à la coopération, au retour à des formes de vie primitive, à l'éducation ainsi qu'au néo-malthusianisme. Concernant les milieux libres, un certain nombre de projets ou d'expérimentations comme la « Colonie libre de solidarité fraternelle » de Méry-sur-Oise ou les colonies « anarchotes » qui se développent sur les côtes de Tunisie ont été décrits par Jean Maitron[374]. Jean Maitron rapporte aussi les efforts faits par les anarchistes pour diffuser le néo-malthusianisme[375] et pour revenir à des formes de vie primitive[376]. Enfin dans le domaine de l'éducation, il montre le rôle joué par les anarchistes dans les universités populaires ainsi que la naissance et le fonctionnement d'écoles comme « l'École libertaire », projet initié par J. Degalvès et E. Janvion et soutenu financièrement par des écrivains engagés comme Zola. Par ailleurs, il faudrait signaler ici que les compagnons n'hésitent pas à recourir à l'art pour diffuser les idées anarchistes (le théâtre par exemple), et que cette évolution n'est certainement pas sans lien avec l'apparition au cours de ces années d'une « anarchie de lettre[377] ».

Mais si l'action anarchiste renaît, elle est aussi presque entièrement absorbée par l'affaire Dreyfus.

L'engagement des compagnons dans la bataille dreyfusienne

Certains compagnons s'engagent en effet à corps perdu dans la bataille dreyfusienne, et dans cette bataille, les groupes ne restent pas isolés les uns des autres : en effet, les compagnons français mais aussi les anarchistes européens ne cessent de correspondre entre eux et de se concerter sur la conduite à tenir et l'action à entreprendre, comme le montre un rapport de juillet 1898[378] :

> « La lettre de Zola parue dans L'Aurore d'hier a été bien accueillie par les compagnons anarchistes parisiens, qui voient une excellente occasion pour la continuation de l'agitation antipatriotique et antimilitariste. Non seulement les anarchistes de France mais aussi ceux de différents pays d'Europe (d'après les nombreuses correspondances que l'on reçoit journellement à Paris) reconnaissent plus que jamais la nécessité d'une active et incessante propagande contre l'autorité militaire et soutien des autorités tyranniques et bourgeoises […]. Ces jours-ci, on a vu plusieurs lettres venant de Suisse, de Belgique, de l'Italie et de Londres […]. »

Par ailleurs, il faut noter ici le rôle d'entraînement joué par les compagnons parisiens (particulièrement les publicistes du Libertaire), dont témoignent par exemple les lettres reçues de Paris par les compagnons de Roanne à l'été 1898 : ainsi lors d'une réunion intime du groupe anarchiste de Roanne chez Rimaud, Chapoton lit une lettre de Cyvoct « invitant les libertaires à se grouper, à se réunir plus souvent, sans bruit, à se tenir au

372. Voir infra.
373. Voir supra.
374. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 344 sq.
375. Ibid., p. 379 sq.
376. Ibid., p. 349 sq.
377. Voir infra.
378. P. Po. B.A./1497, rapport du 17 janvier 1898.

courant de l'affaire qui passionne une grande partie de la France, et, en cas d'événement, à répondre à l'appel qui leur sera fait[379] ».

L'action engagée par les compagnons est alors multiforme. Ils font le coup de poing contre les nationalistes et les antisémites, comme le montrent nombre de rapports : ainsi l'objet de la réunion libertaire organisée rue des Petites Carreaux à Paris en février 1898 est de s'entendre « pour faire de l'obstruction à la salle Chayne, où les antisémites doivent faire une réunion[380] ».

Les compagnons recourent aussi à la propagande écrite, diffusée dans la rue, dans les meetings ou dans les réunions publiques : on assiste ainsi à la parution de placards, comme cette grande feuille recto verso intitulée Contre le huis clos, signée « Des hommes libres », imprimée chez Louis Matha[381] et distribuée dans les réunions publiques au début de l'année 1898[382]. Il y eut aussi dès le début de l'Affaire une brochure de Sébastien Faure exclusivement consacrée à l'entrée en campagne des anarchistes et à ses raisons : Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus[383]. Il y eut encore la diffusion de petits placards comme celui intitulé Le Sabre et le Goupillon, dont un certain nombre sont par exemple lancés des galeries de la salle Lancry à Paris sur le public assistant à une conférence de Cyvoct sur la vie au bagne le 1er avril 1898 ; des articles comme ceux du Libertaire surtout, tout au long de l'Affaire ; la parution de journaux à un sou comme La Révision, vendu à la sortie d'une conférence de Sébastien Faure en septembre 1898 salle du Trianon à Paris[384]. Et Paris joue ici encore un rôle directeur pour le mouvement : c'est dans la capitale que sont conçus et imprimés la plupart des écrits de propagande publiés dans le cadre de la bataille dreyfusienne – ce malgré le déménagement du Libertaire à Marseille pour quelques mois en mars 1898. Ce sont encore les compagnons parisiens qui les diffusent en province, via les groupes locaux, comme le montrent divers rapports de police. Ils les leur envoient par la poste : ainsi à Roanne par exemple, le compagnon Tortelier annonce dans une lettre aux anarchistes de la localité que, « pour faire campagne en faveur de Dreyfus », « les groupes de province recevront un certain nombre de numéros du Libertaire où seront reproduits les articles de Jean Jaurès parus dans La Petite République » prouvant que Dreyfus est innocent, et qu'« il faudra les distribuer dans les villes et les campagnes[385] ». Ils emportent aussi des brochures de propagande dans leurs bagages quand ils doivent se rendre en province, comme Lucien Dhorr par exemple, qui fait distribuer Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus de Sébastien Faure pendant ses conférences dans le Nord en septembre 1898[386].

Enfin les anarchistes organisent nombre de réunions publiques et participent à celles de leurs alliés du moment. À Paris, le premier meeting public que les anarchistes consacrent à l'Affaire a lieu le 29 novembre 1897, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, au profit des Temps nouveaux, où il se déroule dans une belle cacophonie[387]. Par la suite, les réunions se multiplient, surtout à partir de l'été 1898, où « l'injustice est manifeste[388] ». Un rapport le confirme d'ailleurs, qui indique qu'à cette époque les

379. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapport du 18 juillet 1898.
380. P. Po. B.A./1497, rapport du 20 février 1898.
381. « Contre le huis clos. L'Affaire Dreyfus », signé « Des Hommes libres ». Paris, Impr. Louis Matha, boulevard Barbès, 1898, 2 p., 45,50 cm x 62 cm. Placard impr. sur papier blanc et vendu 5 centimes.
382. P. Po. B.A./1497, rapport du 23 janvier et du 2 avril 1898.
383. Sébastien Faure, Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus, Paris, impr. Lafont, 1898, 32 p., rééd., trad.
384. P. Po. B.A./1497, rapport du 13 septembre 1898.
385. A. D. de la Loire, 1 M 530, rapport du 24 août 1898.
386. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 73 sqq.
387. Cf. P. Po. B.A./1497.
388. Ibid.

orateurs anarchistes « ne se ménagent pas et donnent avec ensemble [389] ». Parmi ces orateurs, organisateurs et participants, on remarque surtout les compagnons Faure, Dhorr, Matha, Murmain, Malato, Dagan, Lucas, Prudhomme, Joindy, Bordes, Prost, Viver, Georges, Boicervoise… On y traite de thèmes généraux (de l'antisémitisme, du nationalisme, de la patrie, de la religion ou de la question sociale), mais aussi, au fil des rebondissements que connaît l'Affaire, du huis clos [390], de la révision [391], de la détention arbitraire du colonel Picquart à la prison du Cherche-Midi [392], et évidemment, tout au long de l'année 1898, de l'innocence de Dreyfus [393]. En province, les réunions publiques que nous avons pu répertorier sont pour l'essentiel, le fait des meneurs anarchistes liés au Libertaire, qui organisent les tournées de propagande, les groupes locaux se contentant d'assurer la logistique, comme le montre un communiqué du Libertaire de mai 1898 [394] :

> « Notre collaborateur Henri Dhorr va entreprendre une tournée de conférences dans les villes ci-dessous indiquées. Les camarades de ces localités sont priés de faire le nécessaire pour assurer le succès de ces conférences. »

Suivent ensuite les noms des villes ou localités dans lesquelles Dhorr se produira, accompagnés de la date de la conférence : Salon, Apt, Cavaillon, Avignon, Château-Renard, Beaucaire, Nîmes, Montpellier, Sète, Narbonne, Pezenas, Toulouse, Villeneuve-sur-Lot, Agen, Port-Saint-Marie, Marmande, La Réole, Langon, Bordeaux, Libourne, Angoulême, Niort, Poitiers, Angers, Le Mans [395]. Et le Libertaire annonce d'autres tournées de conférences [396], des tournées dont on ne sait pas si elles eurent toujours lieu car les sources policières dont nous disposons sont très fragmentaires.

Par ailleurs, il faut enfin noter que l'action anarchiste est à cette époque davantage au service de luttes intestines qu'au service de la cause révolutionnaire.

S'entre-déchirer plutôt que lutter contre l'ennemi commun

À Paris, on suit ainsi dans les sources – à partir du milieu de l'année 1895 surtout – l'exacerbation des tensions entre anarchistes individualistes et anarchistes communistes – une animosité réciproque qui ne va pas sans « instants de grâce », comme en avril 1897 [397] :

> « La période d'accalmie que l'on vient de traverser et l'espèce de trêve conclue entre les deux camps touche à sa fin et la lutte va reprendre plus violente. »

Dès 1895, de vives discussions ont lieu entre les deux partis lors des réunions de groupes, comme en décembre par exemple [398] :

389. P. Po. B.A./1497, rapport du 9 septembre 1898.
390. P. Po. B.A./1497, rapport du 30 juillet 1898.
391. P. Po. B.A./1497, rapport du 1er septembre 1898.
392. Cf. P. Po. B.A./1497, rapport du 17 novembre 1898.
393. Le Libertaire, n° 130, du 22 au 28 mai 1898 : « Tournée d'Henri Dhorr ».
394. Ibid.
395. Ibid.
396. Par exemple Le Libertaire, n° 149, 2-8 octobre 1898, annonce des conférences de Sébastien Faure à Montpellier, Béziers, Agen, Bordeaux.
397. P. Po. B.A./1497, rapport du 23 avril 1897.
398. P. Po. B.A./80, rapport du 30 décembre 1895.

> « La réunion qui a eu lieu ce soir, salle de l'Harmonie, 94, rue d'Angoulême, a marqué une scission bien nette entre communistes anarchistes dont Faure est le pontife, et les anarchistes individualistes dont Martinet répand la doctrine. Une discussion très vive s'est élevée et a failli dégénérer en rixe. »

Par ailleurs, individualistes et communistes organisent des réunions publiques dirigées contre « l'autre camp » ; ainsi en décembre 1895 toujours, les individualistes décident d'une campagne très active contre les anarchistes communistes[399] : « […] à cet effet, une première réunion aura lieu mercredi prochain, 68 rue Desmours, où les individualistes ont groupé un noyau d'adhérents à leurs doctrines. Une autre réunion aura lieu jeudi ou vendredi au café des Artistes, 11 rue Lepic et enfin une troisième, le 11 janvier, salle du Moulin de la Vierge, rue de Vanves. Des groupes vont être créés dans divers quartiers de Paris. »

De même, en janvier 1897, des conférences anticommunistes sont décidées par les individualistes[400]. Et en 1900, cette animosité aboutit même à la volonté des communistes d'exclure les individualistes du congrès anarchiste qui doit se tenir en février 1900[401]. Plus grave, des opérations coup de poing sont préparées contre l'autre camp : ainsi en juin 1897, après que les compagnons Parmeggiani et Rappe, réfugiés à Londres, ont envoyé à Paris un manifeste attaquant violemment Grave, entre autres, les anarchistes communistes, furieux contre les individualistes, décident d'assommer ces derniers venus des milieux ouvriers et l'individualiste Georges Renard ne circule plus qu'armé « d'un revolver « dont il se servira à la première occasion » pour protéger sa vie contre les tentatives d'assassinats projetées par les communistes[402]. Les deux partis luttent aussi, de vive vie, le biais d'articles ou de pamphlets ; ainsi en juin 1897, les anarchistes les plus connus de Paris reçoivent sous enveloppe un manifeste qui leur est adressé de Londres par la bande Parmeggiani[403] :

> « Ce manifeste avec gravure met en scène un groupe de communistes discutant avec les moyens les plus durs de combattre les individualistes. L'un des assistants propose de rechercher tel endroit où travaille tel individualiste dangereux et pour le dénoncer à son patron comme un anarchiste dangereux et ainsi lui faire perdre son emploi, un deuxième propose de répandre sans cesse l'accusation de mouchard […]. »

Et à la même époque, selon un rapport de police, « les groupes individualistes de Paris ont l'intention de lancer deux manifestes destinés à la province : l'un sera théorique, l'autre, copié sur ceux de Londres, démasquera les agissements de Faure, Grave et Pouget[404]. »

Au moment de l'affaire Dreyfus, ces luttes idéologiques sont compliquées par celles qui opposent « fauristes » et « antifauristes[405] ». Ainsi les « antifauristes » manifestent leur désaccord avec Faure en tentant de saboter les manifestations dreyfusiennes, et ces tentatives de sabotage donnent parfois lieu à des bagarres, comme à Paris, en mars 1899, lorsque Roubineau est violemment pris à partie par des compagnons lors d'une réunion publique (il est notamment accusé d'avoir été acheté par L'Intransigeant[406]). Ils

399. Ibid.
400. P. Po. B.A./1497, rapport du 12 janvier 1897.
401. P. Po. B.A./1498, rapport du 8 février 1900.
402. P. Po. B.A./1497, rapport du 4 juin 1897.
403. P. Po. B.A./1497, rapport du 2 juin 1897.
404. Ibid.
405. Ibid.
406. P. Po. B.A./1498, rapport du 29 mai 1899.

organisent aussi, de leur côté, des réunions publiques incitant les compagnons à ne plus marcher « avec les défenseurs de Dreyfus », comme par exemple en juin 1899, salle des Tableaux, 102, rue de Saint-Ouen à Paris, avec les compagnons Prost, Girault, Lavergne, Régis, Sadrin et Caris[407]. Même, ils se lancent dans une véritable campagne souterraine visant à détruire l'influence néfaste de Sébastien Faure au sein du mouvement et à gêner son action ainsi que celle des « prétendus anarchistes » qui le soutiennent[408] :

> « Pour le moment, c'est un travail souterrain qui se produit au sein du parti anarchiste. Les membres du groupe Le Cri de révolte et beaucoup d'autres compagnons font une active propagande individuelle parmi les anarchistes pour détruire l'influence de Sébastien Faure et constituer des éléments puissants pour reprendre l'ancienne tactique anarchiste […]. D'ailleurs, beaucoup de compagnons ont décidé que quand il se produirait une lutte en réunion ou au sujet de l'affaire Dreyfus, ils resteraient neutres au moins une fois ou toutes fois que ces messieurs, Faure, Dhorr, etc., se fassent casser la g… »

Enfin, il ne faut pas oublier la propagande écrite. Les adversaires de Faure ont ainsi exprimé leurs griefs par le biais d'un manifeste dont Janvion est l'initiateur, intitulé Aux anarchistes et signé entre autres par les compagnons Duchmann, Papillon, Chaumel, Roger Sadrin, Émile Janvion, Pflug, Carré… ainsi que par des groupes qui se sont séparés du Journal du Peuple et de Sébastien Faure en réaffirmant la neutralité des anarchistes « L'Hébert Club »[409]. Par ailleurs, en plus de journaux comme les Temps nouveaux de Jean Grave, brièvement engagé dans la bataille dreyfusienne, ou comme Le Cri de Révolte de G.A. Bordes, qui dénonce la façon dont les anarchistes ont négocié l'affaire Dreyfus – sans faire de propagande purement anarchiste[410] – ils font paraître des organes de presse destinés spécifiquement à battre en brèche les « fauristes ». Ainsi le journal antisémite Le Révolutionnaire sort en mars 1899, tandis que L'Homme Libre est fondé entre autres par Prost, Girault et Devaldès fin juin 1899, en pleine bataille dreyfusarde pour la révision du procès : dans cet hebdomadaire, sociologique, révolutionnaire, artistique et scientifique, ces publicistes refusent d'emboîter le pas à Sébastien Faure dans sa défense du régime et s'efforcent de « promouvoir une orientation nouvelle pour le dreyfusisme libertaire[411] » en se considérant avant tout comme libertaires et ne voyant dans l'Affaire qu'« un puissant levier d'évolution voire de révolution[412] ».

« Cannibalisée » par l'affaire Dreyfus et au service de guerres intestines, l'action anarchiste s'est donc affaiblie au cours des années 1895-1900.

L'affaiblissement du mouvement révolutionnaire

Ces heurts et ces luttes d'influence contribuent en effet encore un peu plus à affaiblir un mouvement révolutionnaire qui, au tout début des années 1900, ne présente pas des signes de bonne santé. L'affaire Dreyfus, qui a été « un dérivatif puissant[413] », a absorbé, canalisé et domestiqué pour partie les énergies révolutionnaires. Les événements ont en effet permis à la mouvance libertaire de retrouver une certaine respectabilité, de paraître

407. P. Po. B.A./1497, rapport du 1er mars 1899.
408. P. Po. B.A./1497, rapport du 18 juin 1899.
409. P. Po. B.A./1498, rapport du 16 octobre 1899.
410. Jean-Pierre Gourcerol, op. cit., p. 89.
411. L'Homme libre, n° 1, 24 juin-1er juillet 1899, Manuel Devaldès : « Agonie du militarisme ».
412. A. N. F7 12723, rapports du 7 février 1900.
413. A. N. F7 12723, rapports du 7 février 1900.

sinon fréquentable, du moins acceptable après le discrédit de la période des attentats et la répression des lois scélérates, et l'anarchie sort de la marginalité et d'une certaine clandestinité, même si elle n'est guère que tolérée ; les propos de Clemenceau rapportés par Sébastien Faure dans le Libertaire sont à cet égard révélateurs d'un certain malaise[414] :

> « Clemenceau me disait un jour : on n'ose pas s'embarquer avec vous ; avec ces diables d'anarchistes, on ne sait jamais où l'on va ni où l'on s'arrête. »

Sorti du discrédit et d'une longue période de lutte avec les socialistes entre autres, le mouvement s'est vu infiltré après l'Affaire par de nombreux éléments venus « des différentes écoles socialistes » et mal débarrassés de leurs précédentes théories[415] en même temps que par ceux qu'un rapport de décembre 1901 appelle « les anarchistes intellectuels[416] […] » :

> « La majorité des gens qui y viennent [dans les groupes parisiens] ne sont même pas des anarchistes propagandistes. Ce sont de bons petits bourgeois, des snobs de l'anarchie, d'anciens dreyfusards, des républicains antimilitaristes, des gens qui acceptent un jour l'anarchie mais ne s'en réclament pas et ne s'avouent pas anarchistes une fois la réunion terminée. »

De leur côté à la faveur de l'Affaire, « presque tous les anciens compagnons », qui n'ont pas compris la stratégie de Sébastien Faure, l'ont désapprouvée et ont vivement critiqué les querelles intestines auxquelles elle a donné lieu, se sont retirés[417]. Enfin le mouvement parisien se remet mal « de l'accaparement pendant plusieurs années de toute la propagande par Sébastien Faure[418] », car ce faisant, il a « découragé les anciens orateurs » anarchistes et « empêché qu'il ne s'en forme[419] ». Toutes ces transformations expliquent « la longue période de calme » que connaît le mouvement au lendemain de l'Affaire, le « manque d'orateurs », le « manque d'initiatives capables de retenir les nouveaux éléments, de les instruire[420] ». Mais peut-être cette période de calme concerne-t-elle davantage la capitale que la province, une province où les groupes, moins engagés dans l'Affaire et donc moins soumis aux déchirements auxquels elle donne lieu, resteraient dynamiques comparés à ceux de la capitale[421].

414. Le Libertaire, cité par Sébastien Faure.
415. P. Po. B.A./1498, rapport du 3 octobre 1902.
416. P. Po. B.A./1498, rapport du 9 décembre 1901.
417. Ibid.
418. P. Po. B.A./1498, rapport du 8 juin 1903.
419. P. Po. B.A./1498, rapport du 3 octobre 1902.
420. P. Po. B.A./1498, rapport du 20 février 1901.
421. P. Po. B.A./1498, rapport du 20 février 1901.

Chapitre XI. 1900-1914 : un monde éclaté ?

Au cours des années 1900-1914, alors que le nombre des anarchistes n'augmente plus, les tensions existant entre les différentes tendances anarchistes s'approfondissent. Elles donnent lieu à une réorganisation du mouvement et à l'émergence de mouvements anarchistes.

La population anarchiste au tout début du xxe siècle

Une stagnation des effectifs

Au cours des années 1900-1914, les effectifs du mouvement stagnent, et cela pour au moins quatre grandes raisons : la fin de la « Grande Dépression », qui induit probablement depuis 1896 une certaine détente sociale ; la multiplication des « tendances » anarchistes, multiplication qui a pu désorienter des adhérents potentiels ; l'impuissance à s'organiser, comme l'a souligné Jean Maitron[1] :

> « L'impuissance qui en résulte doit être comptée parmi les causes déterminantes de la rupture de certains militants avec l'anarchisme traditionnel et de leur entrée dans d'autres mouvements, le syndicalisme en particulier. »

Enfin, la concurrence que le syndicalisme, les socialismes antiparlementaires, voire les socialismes autoritaires, font aux « véritables groupes anarchistes[2] », une concurrence dont témoignent divers rapports de police : de 1903 à 1906 par exemple, dans le département du Nord, il paraîtrait que « plusieurs compagnons soient allés au guesdisme[3] » ; de même, un rapport général de 1909 indique que la santé du mouvement libertaire est étroitement liée à celle du syndicalisme[4] :

> « Depuis quelque temps – et c'est là le résultat forcé de la crise que subit actuellement le syndicalisme, il y a une tendance des éléments révolutionnaires anarchistes à s'organiser en de nouveaux groupements et à faire de l'action indépendante. Cette tendance est encore faible et n'a encore abouti à rien de concret ; cependant on l'a déjà constaté, et on en est d'autant moins surpris qu'on a toujours été convaincu que la faillite du mouvement syndicaliste produirait une renaissance de l'anarchie pure, théorique et pratique. »

Cette stagnation des effectifs est d'abord perceptible à travers les rapports généraux que nous avons pu consulter pour cette période, comme en avril 1904[5] :

1. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 441.
2. Illisible dans la photo fournie à lea bibliothécaire.
3. P. Po. B.A./1499, rapport du 29 mai 1908.
4. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 120.
5. P. Po. B.A./1498, rapport du 23 avril 1904.

> « On avait maintes fois entendu dire que si, à Paris, les anarchistes étaient considérablement refroidis, il en était tout autrement en province, que l'union régnait entre les camarades, que la propagande portait ses fruits, etc. Or il n'en est rien. Tout ce qui s'est passé à Paris est advenu en province. Depuis les lois anarchistes, les compagnons ont pris peur, sont entrés dans l'ombre et on n'a plus entendu parler d'eux. Ceux qui sont restés dans le mouvement, plus naïfs ou plus compromis, sont devenus eux-mêmes très sages comparativement, d'après ce qu'ils disent les uns des autres. »

Elle est ensuite ressentie par les anarchistes eux-mêmes, comme le montre, entre autres, un article de Pierre Mualdès dans le Libertaire de mai 1912[6] :

> « Ceux-ci [les anarchistes] existent, mais ce ne sont plus que les rares survivants d'une espèce autrefois assez nombreuse, mais qui est aujourd'hui considérablement réduite par les persécutions, les évolutions, et les adaptations diverses ! »

Elle est enfin lisible à travers l'évolution de la population anarchiste dans des départements qui, au début des années 1890, nous étaient apparus comme les grands foyers du mouvement (le département de la Loire par exemple[7]) ou comme des foyers anarchistes secondaires (Pas-de-Calais[8], Maine-et-Loire[9], Seine-Inférieure[10], Territoire de Belfort[11], Montceaux-les-Mines[12], Vienne[13] ou encore Grenoble[14]) : dans tous ces départements en effet, nous avons pu constater une diminution de la population anarchiste.

Les limites du phénomène

Cette stagnation des effectifs ou ce relatif déclin tolère toutefois de notables exceptions. Ainsi à Toulon, alors que les groupes anarchistes semblaient végéter au cours de la période précédente, Jean Masse parle de l'anarchisme toulonnais comme d'un anarchisme « rénové » à partir de 1904 : le Var compte alors trois groupes dynamiques (celui de Toulon, « très préoccupé par les questions d'organisation », celui de la Seyne et enfin celui de l'« Est du Var » fondé à Saint-Raphaël par l'anarchiste Prouvost), qui entretiennent une « correspondance volumineuse » avec les « anarchistes communistes malthusiens du monde entier[15] », organisent des conférences et reçoivent des leaders du mouvement comme Lorulot[16].

Surtout, l'anarchisme apparaît dans des régions où il n'avait jusqu'alors pas eu de réel succès, et ce souvent par le biais du syndicalisme. C'est par exemple le cas en Bretagne, où le syndicalisme brestois apparaît comme le principal vecteur de l'anarchisme, ce que montre Olivier Moreau[17] ; c'est également le cas dans le bassin minier du département du Nord[18] ; enfin, c'est le cas à Saint-Junien, centre industriel du Limousin spécialisé dans la

6. Le Libertaire, n° 33 du 11 mai 1912, Pierre Mualdès : « Restons anarchistes ».
7. A. D. de la Loire, 1 M 531.
8. A. D. du Pas-de-Calais, M 2031, rapports du 15 avril 1908 et du 16 mars 1909.
9. Thierry Buron, op. cit., p. 102.
10. A. D. de la Seine-Maritime, 4 M 366, rapport du 5 janvier 1908 et 2 Z 45, rapport du 3 novembre 1908.
11. A. D. du Territoire de Belfort, 1 M 181.
12. A. D. de la Saône-et-Loire, M 288.
13. A. D. de l'Isère, 75 M 8.
14. A. D. de l'Isère, 75 M 9, rapports du 13 et du 19 avril 1909.
15. Jean Masse, « Les Anarchistes varois, 1879-1921 », p. 47.
16. Ibid.
17. Olivier Moreau, op. cit., p. 24 sq.
18. Jean Polet, op. cit., p. 125 sq.

fabrication du papier et dans le travail des cuirs[19], à une époque où, « nantis de procédés techniques nouveaux et disposant de moyens financiers, deux patrons mégissiers avalent la plupart de leurs concurrents et transforment peu à peu leurs ateliers respectifs en deux vastes complexes[20] », ce qui n'est pas sans effet sur le mouvement ouvrier : le syndicat des gantiers naît le 10 décembre 1893, et, quelques mois plus tard, une chambre syndicale des cuirs et peaux où un certain activisme anarchiste est alors perceptible[21]. Finalement, initiés à l'anarchisme via le syndicalisme, un certain nombre de compagnons constituent un groupe libertaire qui apparaît dans les sources en 1902, et qui, au milieu des années 1910, compte probablement une soixantaine de « fidèles[22] ».

Pour une étude sociologique des anarchistes dans les années 1900-1914[23] : un monde plus ouvrier ?

Nous sommes très mal renseignés sur le profil sociologique des compagnons ou des individus considérés comme tels par les forces de l'ordre dans les années 1900, mais les informations dont nous disposons sur ce sujet ne paraissent pas surprenantes au regard des constats effectués au cours des années précédentes. Première information : pour la plupart d'entre eux, ce sont des hommes. Deuxième information : pour une majorité d'entre eux, ils sont français et sont loin d'être les déracinés que l'on imagine souvent ; 89 % de ceux fichés dans le Finistère (74 biographies renseignées sur 83), 67 % de ceux fichés dans le Finistère (21 biographies renseignées sur 31), plus de 75 % de ceux signalés dans le Maine-et-Loire (84 biographies renseignées sur 111) sont nés dans le département dans lequel ils militent. Troisième information : ceux que les autorités fichent comme « anarchistes » ne sont pas des « jeunes fanatiques ». Ainsi la moyenne d'âge des individus signalés comme « anarchistes » dans le Finistère en 1912 est de 35 ans ; elle est de 38 ans dans l'Isère vers 1900 ; de 39 ans dans l'Aube en 1912 ; de 47 ans en Côte-d'Or vers 1905 ; de 50 ans dans l'Isère en 1912… et les jeunes anarchistes comme ceux de Saint-Claude en 1905, dont la moyenne d'âge est alors de 23 ans, paraissent être une minorité. Ceci s'explique sans doute d'abord par un vieillissement du milieu ; ensuite, par un effet d'archives (vers 1900, les autorités continuent de ficher des individus dangereux dans les années 1880-1890, même quand ils se sont rangés, comme dans l'Isère ou le Maine-et-Loire) ; enfin, parce que la plupart des nouveaux adhérents ne sont pas de jeunes écervelés, mais des hommes dans la force de l'âge. Quatrième information : les individus fichés comme anarchistes ne sont pas tous, loin s'en faut, des hommes sans attaches ; près de la moitié des compagnons signalés dans la Somme est mariée (26 biographies renseignées sur 53) et 75 % dans le Maine-et-Loire (73 biographies renseignées sur 97). Cinquième information : exception faite d'une minorité de déclassés, la très grande majorité d'entre eux exerce une profession – manuelle la plupart du temps. En effet, comme au cours des années précédentes, on devine parmi eux des artisans et des ouvriers, et il n'est d'ailleurs pas impossible que ces derniers aient été plus nombreux parmi les anarchistes à une époque où le mouvement réoriente son action vers les masses. Ainsi dans le Maine-et-Loire, près de 69 % travaillent comme ouvriers dans les carrières

19. Vincent Brousse et Christian Dupuy, op. cit., p. 271.
20. Ibid., p. 272.
21. Ibid., p. 273.
22. Voir les archives départementales de l'Aube, de Côte-d'Or, du Finistère, de l'Isère, du Jura, du Maine-et-Loire et de la Somme.
23. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 363.

ou dans le secteur de l'allumette ; dans la Somme, les anarchistes sont avant tout signalés dans le secteur des métaux et du textile, et au moins 60 % d'entre eux ne sont pas à leur compte. Enfin, dans le Finistère, 70 % des individus signalés comme anarchistes sont ouvriers à l'arsenal.

Un monde atomisé

Au cours des années 1900-1914, comme l'écrit Roland Dorgelès dans Le Château des Brouillards[24], ce monde libertaire apparaît toujours plus atomisé, comme en témoignent par exemple les prises de position des compagnons sur telle ou telle question dans la presse.

De nouveaux débats à l'origine de nouvelles fractures

Le débat sur l'intérêt de la coopération par exemple, apparu au lendemain de la période des attentats, est bientôt à l'origine de discussions complexes et techniques, qui entraînent de nouvelles fractures au sein du mouvement ou en réactivent d'anciennes.

Pour nombre d'anarchistes d'abord, il faut distinguer les coopératives de production des coopératives de consommation : ce sont ces dernières dont A. Daudé Bancel préconise la création en 1897[25], et en 1912, dans le Libertaire, ce sont encore ces dernières qui ont les faveurs d'Henri Chapey[26]. Surtout, le débat porte sur l'utilité de la coopération, et Jean Maitron a bien montré que, de façon très schématique, il est possible d'opposer sur ces questions plusieurs catégories de compagnons. Première catégorie : un certain nombre de compagnons qui, en « l'absence de possibilités révolutionnaires immédiates », tentent des « essais nombreux » en s'investissant dans le mouvement coopératif[27]. Deuxième catégorie : les syndicalistes anarchistes comme E. Pouget et F. Pelloutier, qui, « d'une façon générale », « tout en faisant des réserves[28] », « insistent sur les côtés positifs du coopératisme[29] ». Troisième catégorie : de nombreux anarchistes appartenant entre autres « aux cercles anarchistes dirigeants[30] » qui – sans être totalement contre la coopération – tentent de modérer les ardeurs de ceux d'entre eux qui s'investissent dans la coopération en rappelant les limites de ce type d'action. C'est par exemple le cas de Jean Grave, qui, sans nier que les coopératives puissent apporter certains avantages, estime que « venir dire aux travailleurs qu'ils peuvent se substituer peu à peu à leurs exploiteurs en acceptant de lutter sur le terrain capitaliste est une mauvaise plaisanterie qui ne mérite pas que l'on s'y arrête plus longtemps[31] ». Quatrième catégorie : des compagnons résolument hostiles à la coopération comme Mauricius, qui craignent qu'elle ne transforme les anarchistes en « socialistes anarchisants[32] ».

Si les anarchistes sont en désaccord sur la question du mouvement coopératif, le néomalthusianisme les divise tout autant. Ce courant de pensée s'est développé au début des

24. Roland Dorgelès, op. cit., p. 83 : « […] L'anarchie comptait autant de fractions que le bouddhisme ont de castes. Sur les principes essentiels, qui consistaient à tout détruire, ils étaient bien obligés de s'entendre, mais dans le détail, tout les séparait. »
25. Voir infra.
26. Le Libertaire, n° 7, du 14 décembre 1912, Henry Chapey : « La Coopération », réponse à un article de Jean Maitron paru dans les T. N. du 7 décembre dernier.
27. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 363.
28. Ibid., p. 364.
29. Ibid.
30. Ibid.
31. Cité par Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 364. Les Temps nouveaux, n° 41, 2-8 février 1901.
32. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, du n° 17, du 24 février 1901.

années 1900 sous l'impulsion de Paul Robin, qui, activement soutenu par le compagnon Eugène Humbert à partir de 1903, a fondé la « Ligue de la Régénération humaine » et fait paraître le journal Régénération. Et même si, en 1908, Robin se retire du mouvement tandis que Régénération disparaît, Eugène Humbert poursuit son œuvre aidé par Sébastien Faure, Victor Méric, F. Kolney et Gabriel Giroud, tous s'exprimant dans une nouvelle tribune du mouvement : la revue Génération consciente[33].

À en croire la presse anarchiste, les compagnons sont, dans l'ensemble, assez favorables au néo-malthusianisme. Ainsi dès 1898, les colonnes du Libertaire sont ouvertes aux militants néo-malthusiens comme Paul Robin, tandis qu'à partir de 1908, une rubrique régulière intitulée « Bloc-notes néo-malthusien » y trouve place[34]. De même, les rédacteurs de L'Anarchie manifestent « maintes et maintes fois leur accord avec les théories de Paul Robin[35] », et, en 1906, L'Anarchie revendique le néo-malthusianisme comme faisant partie de la sociologie anarchiste[36] :

> « […] Considérons donc le néo-malthusianisme, nous, les passionnés du vrai et du solide, les dépositaires des vérités nouvelles, les agents déterminants des libertés futures comme partie intégrante de la sociologie anarchiste et travaillons à faire un prolétariat régénéré, conscient, haineux […]. »

Mais ce relatif consensus n'exclut pas des divisions révélées par des débats de fond sur les théories néo-malthusiennes. Ainsi, Jean Maitron a bien montré que les rédacteurs de L'Anarchie évitent de critiquer la théorie de Paul Robin même s'ils n'en acceptent pas toutes les conséquences[37] ; ils expriment surtout à travers le néo-malthusianisme « une conception personnelle des rapports sexuels[38] » en y voyant une pratique qui « s'accorde parfaitement avec leurs vues personnelles sur la procréation et la famille[39] » :

> « Dans la fièvre et l'instabilité de la vie militante, exposé à tous les dangers de la lutte, d'une situation sociale incertaine et insuffisante, je ne puis, en toute logique, m'assurer les charges de la procréation. Amour-libriste, je considérerais comme déraisonnable de laisser les soucis durables à mes éphémères compagnes. Parce qu'anarchiste, je suis néo-malthusien comme je suis propre […]. »

Ils ne retiennent par ailleurs que sa charge subversive, le néo-malthusianisme n'étant qu'un outil supplémentaire pour lutter contre la République : « Moins d'enfants d'ouvriers, d'où moins de malheureux, moins de chômeurs, moins de concurrence à la louée des forces de travail[40]. » Pour ce qui est des rédacteurs du Libertaire, tous sont d'accord avec la théorie néo-malthusienne quand elle s'assigne pour but « d'assurer une plus grande liberté et dignité humaine[41] », mais ils n'hésitent pas non plus à la critiquer, comme lorsque Victor Méric nie sa portée révolutionnaire[42] ou lorsque Madeleine Vernet s'élève « contre la théorie poussée à l'extrême », théorie qui aboutit non pas à la limitation des naissances mais « à leur suppression[43] ».

33. Ibid.
34. Ibid., p. 347.
35. Ibid.
36. Le Libertaire, n° 43, du 26 août au 2 septembre 1906, François Lucchesi : « Le Néo-malthusianisme ».
37. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 347.
38. Ibid.
39. L'Anarchie, n° 196 du 7 janvier 1909, Mauricius : « Néo-malthusianisme ».
40. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 347. Le Libertaire, n° 44, des 3-11 septembre 1904 : « Un problème ».
41. Ibid.
42. Cité par Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 347. Le Libertaire, n° 44, des 3-11 septembre 1904 : « Un problème ».
43. Le Libertaire, n° 24, du 8 avril 1911.

De même, les compagnons s'opposent les uns aux autres lorsqu'ils réfléchissent aux pratiques néo-malthusiennes. Ainsi, en 1911, un débat passionné sur l'avortement met aux prises les anarchistes du Libertaire, favorables à l'avortement, et ceux des Temps nouveaux – plus mesurés. En mars 1911, le Dr X. rappelle ainsi dans les Temps nouveaux les dangers de l'avortement[44]. Il insiste sur le risque opératoire, sur la morale (non la « morale bourgeoise » mais la « morale humaine »), qui invite à ne pas « assassiner in fœtus », en comparant le droit à l'avortement au droit à l'aumône (« Quand quelqu'un défend le soi-disant droit à l'avortement, c'est comme si on défendait aussi le droit à l'asile de nuit, le "droit à la bouchée de pain", etc. ») et rappelle la nécessité d'agir en amont :

> « Tâchons de la [la maternité] défendre, de la rendre possible et heureuse par la réorganisation de la société […]. Acceptons silencieusement la pratique des avortements comme une douloureuse nécessité imposée par la société bourgeoise à nombre de femmes, mais ne la prônons pas, ne l'érigeons pas en principe sous peine de faire dévier le mouvement libertaire. Ce n'est pas en défendant un correctif impuissant et dangereux – l'avortement – que nous supprimerons la cause des maux, que nous contribuerons à la réorganisation de la société. »

Et il est suivi par Michel Petit, Madeleine Vernet[45] ou Monsieur Pierrot, dont les arguments, parfois sensiblement différents[46], incitent la rédaction du Libertaire à une mise au point en la personne d'Eugène Perronnet, qui dénonce une croisade contre des « moulins à vent[47] » et rappelle que, bien sûr, l'avortement ne doit être utilisé qu'en dernier recours[48] :

> « Nous savons trop que l'avortement peut avoir des conséquences terribles, nous savons que la femme ne s'en tire pas toujours indemne ; nous sommes au contraire, franchement, sincèrement, sauf dans un cas de force majeure, contre l'avortement. Je crois pour ma part que la procréation irraisonnée est un des principaux facteurs de misère, mais je ne crois pas que le néo-malthusianisme est la panacée qui transformera notre détestable monde en paradis terrestre. Je ne tiens même pas du tout au titre de néo-malthusien. »

De même, E. Guichard précise dans les colonnes du journal que « si certains anarchistes se font les apôtres de l'avortement, il ne s'ensuit pas que l'idéal anarchiste soit l'avortement ou le néo-malthusianisme à outrance ; l'un et l'autre ne sont que des moyens de transformation sociale[49] ». Enfin, les compagnons s'opposent sur les objectifs du néo-malthusianisme : certains ne voient dans le néo-malthusianisme qu'un moyen d'éducation pour la classe ouvrière[50], d'autres, « un moyen de transformation sociale[51] », tandis que d'autres encore, parce qu'ils le comparent dans ses effets aux réformes, considèrent qu'il éloigne la révolution[52] :

> « Pour Robin certainement, le néo-malthusianisme était tout. Il fréquentait les anarchistes et les socialistes, parce qu'il comprenait que ses doctrines ne pou-

44. Les Temps nouveaux, n° 25, du 4 mars 1911, Dr X. : « Le droit à l'avortement ».
45. Les Temps nouveaux, n° 29, du 1er avril 1911 : « Toujours sur l'avortement ».
46. Ibid., M. Pierrot, « Sur le "droit à l'avortement" ».
47. Le Libertaire, « Sur le droit à l'avortement », réponse à Madeleine Vernet et au Dr Pierrot.
48. Ibid., E. Guichard, du 8 avril 1911, Eugène Perronnet : « La liberté sexuelle ».
49. Ibid., E. Guichard, « Sur le droit à l'avortement ».
50. E. Guichard, n° 116, du 21 janvier 1906 : « Procréation ».
51. Le Libertaire, n° 24, du 8 avril 1911.
52. La Voile, n° 49, du 4 octobre 1913, Madeleine Pelletier : « La vraie valeur du néo-malthusianisme ».

vaient guère avoir de succès ailleurs, mais son idéal, ce n'était ni le collectivisme, ni le communisme, mais le néo-malthusianisme, qui, à ses yeux, devenait la panacée unique au mal social […] [Or] le néo-malthusianisme a les mêmes valeurs que les réformes ; il éloigne la révolution dans la mesure où il accroît le bien-être du prolétariat. »

Comme le néo-malthusianisme, l'antimilitarisme est un autre objet de débat. L'affaire Dreyfus et la marche à la guerre ont en effet suscité au début du siècle un regain d'antimilitarisme au sein du mouvement anarchiste comme au sein de l'ensemble de la gauche française, et c'est dans ce cadre que l'AIA (Association Internationale Antimilitariste) a été créée[53]. Mais si les anarchistes sont tous des antimilitaristes, ils ne s'entendent pas tous sur l'antimilitarisme actif. Quelle attitude l'antimilitariste doit-il adopter : insoumission, objection de conscience, désertion, résistance au sein de l'armée ? Ce dernier point donne lieu « à des discussions passionnées[54] » et à des prises de position conditionnées en partie par l'appartenance à telle ou telle tendance, comme le montre l'attitude adoptée par les uns et les autres :

1. Certains comme les anarchistes stirnériens pourront éventuellement accepter le service militaire, ce que souligne Marestan dans L'Anarchie[55] :

> « Ceux que j'ai appelés les individualistes stirnériens subordonnent tous leurs actes au souci de l'utilité personnelle et immédiate […]. Ceux-là observeront donc le meilleur parti à prendre en ce sens et cela pourra être tantôt la désertion, tantôt l'entrée dans la caserne […]. »

2. Les anarchistes chrétiens préconisent de leur côté la révolte passive, ce qui ne manque pas d'entraîner leur expulsion du congrès d'Amsterdam[56].

3. La majorité des individualistes prône quant à elle la révolte individuelle : ainsi Paraf-Javal ou Libertad refusent d'adhérer à l'AIA en considérant que seule la désertion doit être encouragée par le congrès[57], et derrière eux, L'Anarchie présente l'insoumission ou la désertion comme la « panacée antimilitariste[58] ».

4. Enfin, la révolte collective est surtout approuvée par les anarchistes communistes, qui sont persuadés que « l'on ne peut transformer la société par l'éducation dans les conditions présentes » et qui « cherchent à être assez nombreux, assez forts, pour tenter au plus tôt, dans chaque nation, le hardi coup de main qu'est le renversement total de l'ordre établi[59] ». Cela dit, un certain nombre d'anarchistes communistes sont favorables à la révolte individuelle, et d'autres se refusent à condamner ou à préconiser ce moyen de lutte ; ainsi, comme l'a montré Jean Maitron, les Temps nouveaux soutiennent tour à tour les tenants de l'action individuelle et les partisans de l'action collective en proclamant qu'il y a là « affaire de tempérament[60] ».

L'existence des milieux libres divise encore les anarchistes en deux camps, et le débat qui résulte de ces divisions paraît parfois tourner à la querelle de générations à une époque où les colonies communistes se multiplient[61]. Les anarchistes qui s'opposent aux

53. Voir supra.
54. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 372.
55. L'Anarchie, n° 170, du 9 juillet 1910, Marestan : « Militarisme et anarchie ».
56. Le Libertaire, n° 36, du 10 au 17 juillet 1904, Almeyreda : « Le Congrès antimilitariste d'Amsterdam ».
57. Ibid.
58. L'Anarchie, n° 15, du 20 juillet 1905, Jules Bleuet : « L'homme et la caserne ».
59. L'Anarchie, n° 170, du 9 juillet 1910, Marestan : « Militarisme et anarchie ».
60. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 372. Les Temps nouveaux, n° 40, 30 janvier 1909.
61. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 373. Les Temps nouveaux, n° 74, du jeudi 6 septembre 1906.

milieux libres avancent plusieurs arguments. Pour ces derniers, on ne peut être anarchiste si l'on rompt avec le milieu[62], et les colonies témoignent de l'égoïsme de compagnons qui gâchent les énergies révolutionnaires en les utilisant à des fins aussi stériles[63]. Quant aux compagnons favorables aux milieux libres, ils voient ces expériences d'un œil très différent. Ces milieux permettent aux compagnons de vivre en anarchistes[64] ; ils témoignent de leur solidarité[65] ; ils sont l'œuvre d'anarchistes conscients[66] et sont un stimulant contre le découragement[67] ; enfin, ils sont aussi un moyen de propagande[68].

Ce débat transcende les clivages théoriques. Ainsi dans L'Anarchie, on rencontre tantôt des articles d'individualistes favorables aux milieux libres comme celui rédigé par Émile Armand en août 1906 intitulé « Les entreprises communistes extra-européennes[69] », tantôt des articles d'individualistes plus réservés à l'égard de ces mêmes milieux, comme celui de Platon en septembre 1906[70].

Parmi ces débats mettant aux prises les anarchistes, ceux concernant l'organisation ou l'union des énergies révolutionnaires ne sont pas les moins virulents.

Les discussions sur la nécessité de s'organiser ou non sont en effet vives chaque fois que des anarchistes tentent de réunir les compagnons en congrès, et c'est par exemple le cas au moment de l'organisation du congrès d'Amsterdam, comme le montre un article de E. Malatesta paru dans les Temps nouveaux en septembre 1907[71] :

> « Ce congrès se réunissait sous de mauvais auspices. Beaucoup de camarades, peut-être la majorité, avaient regardé sa préparation d'un œil indifférent ou hostile : quelques-uns n'y voyaient qu'une parlote inutile ; d'autres craignaient une tentative de centralisation et d'accaparement. Et même beaucoup de ceux qui tiennent le plus à l'entente entre camarades et qui croient le plus à l'efficacité des efforts coordonnés, étaient restés perplexes, dans la crainte que le congrès ne fût une occasion pour aigrir les esprits et augmenter les dissensions. »

Toutes les pratiques propres à ce que les anarchistes appellent le « parlementarisme » sont alors sujettes à discussion, comme par exemple la pratique du vote[72] :

> « Le vote que repoussent les anarchistes, qu'ils doivent repousser sous peine de se mettre en contradiction avec eux-mêmes, est le vote par lequel on renonce à sa propre souveraineté, le vote qui donne à la majorité le droit d'imposer sa volonté à la minorité, le vote qui sert à faire et à justifier la loi. Mais le vote qui sert à constater les opinions n'a certainement rien d'anti-anarchiste, comme n'est pas anti-anarchiste le vote, quand il est un moyen pratique, librement accepté, pour résoudre des questions pratiques qui n'admettent pas plusieurs solutions dans le même temps, et quand la minorité n'est pas obligée de se rallier à la majorité, si cela ne lui convient ou ne lui plaît pas […]. Et la preuve

62. Ibid.
63. Ibid.
64. Les Temps nouveaux, n° 12, du 20 sept. 1906, E. Armand : « Les entreprises communistes extra-européennes ».
65. Le Combat du Nord, n° 3, du 7 juillet 1906, G. Roussel : « À propos des colonies communistes ».
66. Le Combat du Nord, n° 35, du 19 au 28 août 1906, Platon, « Milieux libres et milieux-libristes ».
67. Les Temps nouveaux, n° 20, du 7 mars 1913, Pierre Arbousse : « Le but anarchiste ».
68. Les Temps nouveaux, n° 74, du 9 août 1906, Ch. Reinert : « En communisme ».
69. Les Temps nouveaux, n° 20, du jeudi 6 septembre 1906, E. Armand : « Les entreprises communistes extra-européennes ».
70. Les Temps nouveaux, n° 21, du 21 septembre 1907, E. Malatesta : « Le Congrès d'Amsterdam ».
71. Les Temps nouveaux, n° 21, du 21 septembre 1907, E. Malatesta : « Le Congrès d'Amsterdam ».
72. Ibid.

que tous, du moins dans la pratique, reconnaissent la justesse de cette manière de voir, c'est que dans la suite du congrès, toutes les propositions faites ont été soumises au vote pour constater l'opinion des présents […]. »

Et parmi les compagnons qui souhaitent s'organiser, on rencontre encore des tensions entre ceux qui sont prêts à ce que toutes les tendances anarchistes coopèrent et ceux qui s'y refusent. Ces tensions s'expriment par exemple au sein de l'AIA[73] : à sa création, il semble en effet que celle-ci ait eu vocation à rassembler tous les anarchistes sans distinction[74] (on compte en effet parmi les « principaux membres » de l'organisation en octobre 1904 des anarchistes communistes et des individualistes comme Georges Renard[75]), mais dès avril 1905, des tentatives ont lieu pour l'épurer dans un sens communiste anarchiste, comme par exemple le 23 avril 1905, où, lors d'une « réunion générale des adhérents de Paris et de la banlieue » rue de Saintonge à Paris, une quarantaine de militants travaille sur la question suivante : « L'AIA doit-elle être un groupement homogène de communistes libertaires de toutes tendances ou doit-elle être ouverte aux antimilitaristes de toutes tendances[76] ? » Ces tensions s'expriment encore au sein de la FCA (Fédération Communiste Anarchiste[77]), d'où des anarchistes individualistes comme Mauricius[78] ou Henri Thocaven sont exclus[79], et où, lors de congrès régionaux comme celui de Givors à l'automne 1913[80] ou celui de Lyon les 1er et 2 novembre 1913[81], les anarchistes présents réaffirment leur volonté de rompre avec les individualistes.

Un mouvement articulé autour de grandes tendances

Dans les années 1900 par ailleurs, les compagnons poursuivent la construction de vraies organisations contribuant à structurer les différentes tendances appartenant au mouvement.

Ainsi les individualistes militants continuent à fonder des groupes « séparés » – purement individualistes – et, à la veille de la Grande Guerre, il est possible de repérer certains d'entre ces groupes ainsi qu'une partie de la population individualiste de France grâce à différents rapports de synthèse : il en existe ainsi à Béziers, Boulogne, Le Havre, Lyon, Orléans, Rouen, Tours, et au moins 15 à Paris[82]. Certains de ces groupes entretiennent entre eux des relations privilégiées, notamment grâce à quelques leaders qui appartiennent à différents groupes en même temps comme Mauricius, Armand, Georges Renard ou Charles d'Avray, tandis que dans certains grands centres anarchistes comme Paris, les individualistes ont tenté de mettre en place des structures favorisant la concertation entre eux : ils organisent par exemple des réunions communes aux différents groupes individualistes de Paris[83], et surtout, l'individualisme s'organise à Paris autour du groupe des « Causeries populaires[84] » créé par feu Libertad, qui se réunit le lundi, 69, rue de l'Hôtel-de-Ville, et qui, dès 1912, paraît jouer un rôle essentiel dans « l'organisation in-

73. Voir supra.
74. P. Po. B.A./1511, rapport du 27 octobre 1905.
75. P. Po. B.A./1511, rapport du 1er octobre 1904.
76. P. Po. B.A./1511, rapport du 24 avril 1905.
77. Voir supra.
78. A. N. F7 13054, rapport du 3 août 1913.
79. A. N. F7 13057, notice individuelle d'avril-mai 1913.
80. A. N. F7 13057, rapport du 1er septembre 1913.
81. A. N. F7 13057, rapport du 4 novembre 1913.
82. A. N. F7 13058.
83. Ibid.
84. A. N. F7 13058.

dividualiste[85] ». En 1913, le groupe est « l'organisme central[86] » de l'individualisme anarchiste à Paris, tandis que les autres groupes, de création beaucoup plus récente, ne doivent être considérés que « comme de simples filiales[87] ». Enfin, les sources nous indiquent qu'en mars 1913, le compagnon Mauricius crée une « école d'orateurs » qu'il « veut démarquer de la Fédération Communiste Anarchiste » et qui contribue à structurer le milieu individualiste : elle réunit les individualistes parisiens qui le souhaitent et ses locaux sont situés salle Leveau, 88, avenue Parmentier. Elle fonctionne au moins jusqu'en février 1914, réunissant entre 20 et 80 compagnons[88].

De leur côté, les anarchistes communistes fondent des groupes qu'ils souhaitent exclusivement communistes. À la veille de la Grande Guerre, on en compte au moins 39 pour Paris et la banlieue[89], et en province, on en dénombre pas moins de 34 villes ou localités comme Amiens, Arles, Toulouse, Troyes, Saint-Quentin, Nancy, Montceau-les-Mines, Lyon, Charleville, Marseille[90]… que certains leaders tentent même de fédérer.

Ainsi apparaît en novembre 1910 une Fédération Communiste Révolutionnaire dont le siège est installé provisoirement passage Corbeau à Paris, avec Schneider pour secrétaire et Lucien Gras pour trésorier, qui a pour objectif de faire de l'action constante pour détruire l'autorité par tous les moyens. Le groupe anarchiste italien de Paris y adhère en principe ainsi que beaucoup de révolutionnaires espagnols, tandis que le Russe Gambachidz s'engage à la tenir en relation constante avec la fédération révolutionnaire anarchiste allemande.

Le 2 avril 1911, lors d'une réunion tenue 3, place des Victoires à Paris, le libertaire Dauthuille est nommé secrétaire à la place de Schneider, mais celui-ci reste l'âme de la propagande, tandis que Lucien Gras conserve la trésorerie. Par ailleurs, à la même réunion, les délégués de la Fédération, au nombre d'une quarantaine, nomment une commission chargée de la propagande qui siège tous les mardis au bar Chatel, boulevard Magenta, où l'on décide de se mettre en contact avec les fédérations anarchistes d'Italie, d'Espagne et d'Allemagne, de façon à organiser une action anarchiste internationale ayant entre autres buts celui d'empêcher la guerre par tous les moyens, sabotage compris. Elle est composée d'une vingtaine de membres, un par groupe ou section, et à cette époque, on compte parmi les groupes adhérents :

– la « Jeunesse libertaire » de la Seine,

– le « Groupe du 12e arrondissement », en formation, café de la terrasse, 14 av. Daumesnil,

– la « Section du 13e arrondissement » salle Kupfer, 14 rue de la Pointe d'Ivry,

– la « Section du 14e arrondissement », 13 rue Niepce,

– la « Section du 17e arrondissement », 51 rue Poloncçau,

– la « Section provisoire des 19e-20e arrondissements »,

– la « Section de Bezon », salle Marais, rampe du Pont,

– la « Section de Pantin-Aubervilliers », salle Didier, 38, rue Charles-Nodier, Pré-Saint-Gervais,

– le « Groupe des Originaires de l'Anjou », 17, route de Flandre à Aubervilliers,

– le « Groupes de Saint-Denis »,

– le « Groupe de Rosny-sous-Bois »,

85. A. N. F7 13058, rapport du 2 octobre 1912.
86. P. Po. B.A./1499, rapport général sur l'anarchie en 1913.
87. Ibid.
88. A. N. F7 13058, rapports des 8 et 14 mars 1913, des 5 et 27 septembre 1913, des 17 et 29 octobre 1913 et du 19 février 1914.
89. Ibid.
90. A. N. F7 13053, A. N. F7 13054 et P. Po. B.A./1499, rapport général sur l'anarchie en 1913.

– le « Groupe d'Argenteuil »,
– le « Groupe de Courbevoie »,
– le « Groupe de Puteaux »,
– le « Groupe d'Asnières »,
– le « Groupe de Mouy ».

On sait par ailleurs qu'elle envoie des militants dans toutes les villes où les groupements révolutionnaires ne sont pas fédérés [91].

À partir de 1912, des fédérations régionales adhérant à la FCR tentent également de se constituer en France. C'est par exemple le cas dans l'est, où, en juin 1912, le groupe local créé par Dhoogh adhère à une fédération régionale siégeant 37, rue du Mont d'Arène à Reims, dont le secrétaire serait Dhoogh [92]. Il en va de même dans l'ouest de la France par exemple, où se constitue en avril 1912 à Barbizieux, 3, avenue Thiers, un groupe anarchiste dit « Groupe d'études sociales » à l'origine en décembre 1911 d'une « Fédération communiste révolutionnaire des Charentes » adhérant à la Fédération Communiste Révolutionnaire de la Seine [93].

Ces efforts pour constituer une Fédération Communiste Révolutionnaire sont un prélude à la naissance d'une Fédération Communiste Anarchiste. « En dehors des organisations syndicales », « un certain nombre d'anarchistes » se sont en effet groupés « par affinité » à la veille de la Grande Guerre. Ces petits groupements ont d'abord vécu dans la plus stricte autonomie, puis, après plusieurs essais, ont réussi à former une organisation centrale qui porte le nom de « Fédération Communiste Anarchiste [94] ». Elle est née du Congrès de Paris les 15, 16, 17 et 18 août 1913, auquel des délégués de Paris et d'une soixantaine de groupes de province – dont Jean-Baptiste Knockaert pour Tourcoing, et Béranger pour Roubaix [95] – ont participé [96]. Elle « est pour les groupements communistes ce que la CGT est pour les organisations syndicales [97] », et elle siège 5, rue Henri-Chevreau.

Cette fédération est solidement organisée. Son premier secrétaire a été André Schneider, auquel ont succédé Eugène Martin, Boudot, Lecoin (« actuellement en prison [en 1913] pour fait de propagande anarchiste [98] »), puis « Jahane, qui vient [toujours en 1913] de céder la place à Gandrey [99] ». Lucien Belin a été son seul trésorier avant de se retirer en même temps que Jahane, Gandrey assumant les titres de secrétaire et de trésorier (mais selon les rapports d'indicateurs, « ses prédécesseurs », dont il est en réalité l'homme de paille, « ont gardé la direction occulte de l'organisation [100] »). Elle a par ailleurs ouvert en 1913 une école de propagande en vue de former des orateurs capables de remplacer ses principaux militants arrêtés puis condamnés au cours de la campagne antimilitariste de 1912 [101], et en décembre 1912, elle a acheté à l'anarchiste Louis Jacquemin habitant 23, rue du Garde-Chasse, aux Lilas, un matériel d'imprimerie installé maintenant 24, rue Villin, où sont imprimés ses tracts [102]. Elle a aussi publié pendant quelques mois un Bulletin mensuel concernant surtout son organisation intérieure, mais en 1913, ses communications paraissent dans le Libertaire et la Bataille syndicaliste [103].

91. A. D. de la Loire, 1 M 531, rapport du 29 septembre 1911.
92. A. N. F7 13057, rapports du 14 juin et du 2 juillet 1912.
93. P. Po. B.A./1499, rapports des 12 et 16 avril 1912.
94. P. Po. B.A./1499, rapport général sur l'anarchie en 1913.
95. A. N. F7 13057, rapport du 11 août 1913.
96. P. Po. B.A./1499, rapport du 27 août 1913.
97. Ibid.
98. Ibid.
99. Ibid.
100. Ibid.
101. A. N. F7 13053, rapport non daté.
102. Ibid.
103. Ibid.

Les hommes qui l'animent ont par ailleurs tenté de construire des fédérations régionales. Ainsi, dans une série d'annonces parues dans les Temps nouveaux et la Bataille syndicaliste de février à juin 1913, il est par exemple question d'organiser dans le Centre un « congrès constitutif de la Fédération Communiste Anarchiste du Centre [104] ». Il a lieu à Limoges le 29 juin 1913, et on y décide que le bureau, constitué pour recueillir les cotisations des groupes adhérents et pour en envoyer une partie (la moitié) à la Fédération Communiste Anarchiste de Paris, se composerait d'un secrétaire, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier, d'un trésorier adjoint, et qu'un congrès régional serait tenu chaque année à Limoges, siège de la fédération [105].

À l'automne 1913, il en va de même dans le Gard, où le « Groupe d'étude sociale » du Cailar composé d'une vingtaine de jeunes [106] adhère à la Fédération Communiste Anarchiste Révolutionnaire et décide à son tour d'organiser un congrès régional avec des camarades de Marsillargues et d'Aimargues [107] : il a lieu le 15 mars et donne naissance à une union régionale disposant d'une caisse centrale, d'une bibliothèque, et diffusant un bulletin trimestriel [108].

Il en a encore été de même dans le Sud-Est à l'été 1913. À partir de l'été 1913, les archives [109] nous montrent en effet les efforts réalisés par les anarchistes du sud-est pour créer une entente. Dès juillet, des compagnons comme le stéphanois Berthet ou le lyonnais Pierre Toti sillonnent la région pour mettre en place une « entente anarchiste » puis une « fédération anarchiste ». Et rapidement, ces contacts débouchent sur l'organisation d'un premier « congrès anarchiste » à Givors, congrès annoncé par voie de presse, au cours duquel les compagnons devront s'entendre sur le fonctionnement de cette future fédération. Le congrès a lieu le 17 août au lieu-dit « Le Bocage », à deux kilomètres environ en aval de Givors, avec entre autres des représentants de Lyon, Rive-de-Gier, Saint-Étienne et Givors : les congressistes réaffirment la nécessité pour les anarchistes de se grouper et ils s'entendent pour organiser définitivement la « Fédération du Sud-Est », qui décidera d'une part « des orateurs à envoyer dans les milieux où ils seront demandés », et d'autre part de « la distribution des brochures aux groupements adhérents » ; l'adhésion coûtera 2,50 francs à chaque groupement, et le siège de la fédération sera fixé 17, rue Marignan à Lyon, au local des groupes anarchistes. À la suite de cette décision, il semble qu'une seconde rencontre entre les délégués des divers groupes de la région ait eu lieu à Givors à la mi-septembre, rencontre au cours de laquelle les anarchistes de Saint-Étienne devaient s'occuper à nouveau de l'organisation de la Fédération du sud-est avec « des camarades de Lyon et de la région ». À Lyon, à la mi-octobre 1913, 17, rue Marignan, une réunion rassemble une quinzaine de militants – dont Pierre Toti – pour préparer le congrès régional des 1er et 2 novembre 1913 qui aura lieu dans la ville, un congrès qui doit finaliser la mise en place de la Fédération du Sud-Est et sur son fonctionnement. Ce congrès a lieu les 1er et 2 novembre, salle du Chalet russe, rassemblant une cinquantaine d'anarchistes venus avec leurs familles de Lyon, de Vienne (Bochat), Saint-Étienne (Berthet), Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Roanne, Givors, Tarare, Villefranche, toutes villes ou localités ayant donné leur adhésion à la nouvelle fédération. L'assemblée, non sans discussions, exprime la volonté de créer une fédération « avec bureau » sur le modèle de celle créée par le Congrès de Paris ; elle décide de centraliser la

104. A. N. F7 13057, série de communications insérées dans la presse anarchiste de février à juin 1913.
105. A. N. F7 13057, rapport du 9 juillet 1913.
106. A. N. F7 13057, rapport de police du 15 novembre 1913.
107. A. N. F7 13057, rapport du 25 octobre 1913.
108. A. N. F7 13057, le Libertaire du 4 avril 1914.
109. Pour les rapports concernant l'organisation anarchiste dans le sud-est, voir notamment les A. D. de la Loire, 1 M 531.

propagande anarchiste de la Fédération, qui organisera après entente avec les groupes adhérents des réunions ou conférences et désignera des militants pour y prendre la parole. Des brochures et tracts seront distribués au cours de cette réunion, tandis que des papillons seront apposés sur les murs de la ville ; elle réaffirme l'usage de tous les moyens pour la propagande, « même illégaux », et Toti, en attendant la constitution définitive de la Fédération, se propose comme secrétaire, ce qui est accepté. Enfin, on décide que, dans chaque groupe adhérent, un militant sera choisi pour la correspondance.

Enfin, à la même époque, le même effort d'organisation est signalé dans le nord de la France, où de vieilles solidarités régionales qui ne demandaient qu'à s'exprimer ont sans doute rejoué à cette occasion[110]. Dans le nord de la France, les relations entre groupes anarchistes sont en effet anciennes, et des tentatives d'organisation ont eu lieu dès 1907 : en décembre 1907, une circulaire envoyée aux groupes de Lens, Reims, Dorignies, Lille et Armentières par les libertaires de Roubaix-Tourcoing les invite pour le 15 du mois à se réunir au Congrès de Tourcoing. Les compagnons de Lens, Lille, Roubaix, Amiens, Avion, Denain, Harnes et Tourcoing répondent à l'appel, et deux fortes personnalités dominent le congrès : celle de Dumoulin et celle de Knockaert. Knockaert propose l'instauration d'une cotisation se montant à 0,50 franc par mois pour chaque militant afin de soutenir l'action du mouvement, mais Berthet s'y oppose et aucune décision n'est prise. Le congrès a échoué, mais dans les faits, « le comité de rédaction du Combat [de Roubaix] devient comme le bureau fédératif d'une fédération n'existant pas […] », et une autre tentative a lieu le 14 août 1910 : il s'agit cette fois-ci d'une part de réunir les groupes libertaires qui suivent le Combat du Nord et les groupes révolutionnaires syndicalistes qui s'inspirent du Combat du Nord de Roubaix-Tourcoing, de Broutchoux, d'autre part de fondre le Combat du Nord de Roubaix-Tourcoing, l'Action syndicale de Lens et le Réveil artésien d'Arras en un seul organe. Mais aucune décision n'est prise sur le choix de la localité où il devra paraître ni sur le groupe qui l'éditera, et ce sera finalement Lens en octobre 1910, où le Révolté paraît. Quelque temps plus tard, le 27 juillet 1913, une organisation véritable est créée. Les anarchistes de Lille, Roubaix, Tourcoing, Seclin, Halluin, Dunkerque se rencontrent, et même si les groupes de Lille et Seclin y refusent les propositions des groupes de Roubaix et Tourcoing concernant la mise en place d'une cotisation par membre et l'adoption d'une carte personnelle permettant de reconnaître les adhérents du groupe car ils ne veulent pas imiter les partis bourgeois, ces divergences n'empêchent pas la création d'un « bureau provisoire pour la formation de la Fédération » auquel les groupes devront rendre compte des décisions prises, et Lille et Seclin, qui ont maintenu le refus d'une cotisation par membre, s'engagent à verser 2 francs par an à la Fédération. À l'échelle nationale, lorsque la Fédération anarchiste de la Seine et de la Seine-et-Oise est créée en 1908, l'équipe du Combat y adhère ainsi que les anarchistes de Denain, de Wasquehal, de Tourcoing et de Dorignies. Par ailleurs, Juvigny de Lille, Béranger de Roubaix, Knockaert de Tourcoing et Ocsombre de Seclin sont délégués par leurs groupes au Congrès national des 14, 15, et 16 août 1913, qui voit la création de la Fédération Communiste Anarchiste Révolutionnaire de langue française, après l'expulsion des individualistes. Aussitôt après, les compagnons se réunissent dans une Fédération Communiste Anarchiste du Nord dont Lille et Seclin sont adhérentes.

110. Pour les rapports concernant l'organisation anarchiste dans le nord, voir notamment les A. N. F7 13057.

Un mouvement polarisé par les grands journaux anarchistes

La presse anarchiste contribue encore à organiser le milieu anarchiste en fonction des grandes tendances qui le traversent, comme le signale un rapport daté de juin 1897[111] :

> « Parmi les militants de l'idée libertaire, il y a, comme on voit, des hommes qui dirigent le mouvement. Chacun d'eux a son organe, sa publicité et ses moyens de propagande. On ne sait guère au point de vue des secrets ce qui se passe d'un clan à un autre ; celui qui se trouve à fréquenter une fraction devient presque un indifférent pour les autres en ce qui concerne les confidences. »

En effet, si certains journaux se présentent comme des « tribunes libres » du mouvement libertaire[112], ce n'est pas le cas de tous les journaux anarchistes et le mouvement est polarisé par au moins trois organes de presse exprimant chacun une conception de l'anarchie : il s'agit de L'Anarchie, du Libertaire et des Temps nouveaux.

L'Anarchie est le porte-parole d'une partie des individualistes, et le journal adopte une attitude très tranchée sur un certain nombre de questions débattues au sein du mouvement.

Le journal se prononce tout d'abord pour un minimum d'organisation[113] :

> « Lorsque des anarchistes veulent faire un travail en commun, il n'est point besoin qu'ils prennent d'engagement écrit, leur libre consentement doit suffire ; et il n'est pas plus nécessaire qu'ils disent à l'avance quelle quantité d'énergie ils pourront apporter régulièrement à ce travail, surtout lorsqu'il s'agit de l'énergie argent. »

Il se refuse tout aussi farouchement à l'union des énergies révolutionnaires (entre anarchistes, syndicalistes et socialistes), comme le montre un dialogue fictif entre les compagnons François et Jules paru en mars 1908 dans le journal, au moment de la reconstitution de l'AIA. François ayant annoncé à Jules la « bonne nouvelle » qu'est la reconstitution de l'AIA, ce dernier lui répond[114] :

> « Voilà une union qui me paraît tout au moins bizarre. Comment arriverez-vous, anarchistes, syndicalistes, socialistes, alors que vos moyens d'action sont si différents, comment arriverez-vous à vous entendre pour une telle propagande ? »

Le journal rejette aussi toutes les formes d'action collective. Le 1er mai y est par exemple décrié par Albert Libertad en mai 1905[115], tandis que le coopératisme et le syndicalisme y font l'objet de multiples attaques[116]. L'Anarchie est de même farouchement opposée à l'entrée des anarchistes dans les syndicats tout au long de la période, comme le montre par exemple un article de Latrou en juillet 1905[117], qui résume les arguments

111. P. Po. B.A./1497.
112. C'est par exemple le cas de la Vie anarchiste, ou encore de Germinal.
113. L'Anarchie, n° 167, du 18 juin 1908, Camille Chavin : « L'Internationale anarchiste et les forces anarchistes ».
114. L'Anarchie, n° 155, du 26 mars 1908 : « l'AIA ».
115. L'Anarchie, n° 4, du 4 mai 1905, Albert Libertad, « Le premier mai ».
116. L'Anarchie, n° 15, du jeudi 21 au 31 août 1905, Camille Tiercin, « Syndicat et coopérative » ; L'Anarchie, n° 21, du 31 août 1905, André Lorulot : « La faillite du syndicalisme » ; L'Anarchie, n° 26, du 5 octobre 1905, André Lorulot : « Syndicalisme et coopérative » ; L'Anarchie, n° 27, du 12 octobre 1905, André Lorulot : « Coopératives et milieux libres » ; L'Anarchie, n° 29, du 26 octobre 1905, Henri Richard : « Du plus au Gueux : la capitalisation » par Henri Richard ; L'Anarchie n° 76 du 20 septembre 1906, Latrou : « Notre correspondance : La crise syndicaliste ».
117. Ibid.

des hommes de L'Anarchie sur cette question et qui se termine ainsi : quand on entre dans les syndicats « on tombe sous l'autorité des lois de son milieu, sous la surveillance des flics corporatifs. Toute l'action directe se manifeste (surtout en province où je me trouve) par des ballades sentimentales […]. Le syndicat ramasse de l'argent qu'il met à la caisse d'épargne, ou en placements loin du syndicalisme […] ». Bref, ce qu'il faut pour les hommes de L'Anarchie, c'est un retour aux vraies sources de l'anarchie, comme l'écrit Eugène Cholet :

> « Je me demande à quoi ont abouti les efforts que les camarades anarchistes ont cru nécessaires de dépenser dans les organisations syndicales ? […] Que vous reste-t-il à faire ? À lâcher les syndicats, à essayer de nouvelles formes de groupements où tous les errements des derniers seraient rejetés, à commencer un travail sérieux et méthodique. Seule la méthode anarchiste appliquée intégralement et non pas à demi, peut nous amener un changement social véritable. »

Et sur cette question, la rédaction du journal pourrait conclure avec Free dans un article intitulé : « Le syndicat ou la mort[118] » :

> « Le syndicat est pour le moment le dernier mot de l'imbécillité, en même temps que de la férocité prolétarienne. Les syndicats discipliner ont plus fortement qu'elles ne l'ont jamais été les armées du Travail, et les feront bon gré mal gré, de meilleures gardiennes encore du capital. »

Si L'Anarchie se montre hostile à l'organisation et aux formes d'action collective, le journal se montre en revanche très favorable à l'action individuelle. Il présente par exemple l'insoumission ou la désertion comme la « panacée antimilitariste[119] », et surtout il est à cette époque le seul journal anarchiste qui ouvre ses colonnes au débat sur le recours à des formes d'actions individuelles comme le vol : tandis que l'anarchiste honnête condamne l'égoïsme du voleur anarchiste[120], tandis que le voleur y fait sans état d'âme l'apologie du vol comme moyen de survivre[121] et comme forme d'action révolutionnaire[122], d'autres compagnons y adoptent une attitude plus nuancée, comme Marestan dans la longue étude qu'il consacre au vol. Il condamne cette « prise au tas » qui ne favorise en rien la production[123], mais montre en quoi le vol peut être l'acte d'un révolutionnaire[124], et conclut[125] :

> « Par leur genre d'activité, les illégaux ne nous fournissent pas l'exemple de travaux utilisables dans un monde harmonique. Par la nécessité où ils se trouvent de se dissimuler, ils ne peuvent servir particulièrement notre propagande théorique ; par l'antipathie qu'ils inspirent au public, leur influence peut en revanche être désastreuse. leur action économique, enfin, ne se différencie pas dans ses lignes générales de celle de l'exploiteur, du rentier, du non-producteur. Quand ils s'enrichissent, ils peuvent faire beaucoup pour nous aider, mais certainement pas plus ni moins que l'homme ayant acquis des biens par des manœuvres plus licites […] il n'en est pas moins vrai j'éprouve pour les illégaux

118. L'Anarchie, n° 89, du 20 décembre 1906, Free : « Le syndicat ou la mort ».
119. Voir infra.
120. L'Anarchie, n° 67, du 19 juillet 1906, Homo, à Auguste Royer : « Notre correspondance, les Illégaux ».
121. L'Anarchie, n° 70, du 9 août 1906, Destructor : « Notre correspondance, les Illégaux ».
122. L'Anarchie, n° 81, du 25 octobre 1906, H. Laussinotte : « Les illégaux ».
123. L'Anarchie, n° 80, du 17 octobre 1906, Jean Marestan : « Les illégaux ».
124. L'Anarchie, n° 82, du 1er novembre 1906, Jean Marestan : « Les illégaux ».
125. L'Anarchie, Jean Marestan, n° 82, du 1er novembre 1906.

> une sympathie comme pour tous les cyniques, que j'éprouve pour le voleur à main armée une admiration comme pour tous les courageux parce que je vois dans son geste la revanche du pauvre diable sur le flibustier légal. Mais je me rends compte que ces appréciations sont toutes sentimentales et n'ont rien à voir avec les conclusions logiques que détermine l'examen des effets sociaux de l'illégalité […] ne jetons la pierre à personne, mais remettons dans son tiroir vous je vous en prie, l'espèce d'auréole dont les révolutionnaires plus romanesques que positifs avaient paré les silhouettes du trimardeur et de l'assassin. »

Enfin, si L'Anarchie sert de « plate-forme » aux opinions des anarchistes individualistes, elle contribue aussi à organiser le milieu individualiste, notamment en annonçant avant tout les réunions des groupes individualistes de 1906 à 1911, comme le montre le sondage auquel nous avons procédé dans le journal entre 1906 et 1911.

Le Libertaire illustre un autre point de vue anarchiste par rapport à toutes ces questions.

Au fil des années, comme le montre le tableau ci-dessous, les hommes du Libertaire militent d'abord toujours plus pour l'organisation :

Période	Nombre d'articles
De janvier à décembre 1896	0
De janvier à décembre 1906	3
De mai 1910 à décembre 1910	18

Tableau 15. – *Nombre d'articles parus dans le Libertaire sur « l'organisation » en 1896, 1906 et 1910*

En effet, par la voix de Victor Méric, progressivement, le Libertaire se montre favorable à l'organisation de congrès[126], à la pratique du vote[127], puis à la mise en place d'une véritable « organisation anarchiste », que ce soit pour faire pièce à la répression et pénétrer avec plus de sûreté le monde des travailleurs[128] ou pour agir « par des mouvements simultanés » ou centraliser les ressources des groupes[129]. Et les formes que doit prendre cette organisation sont discutées dans ses colonnes : ainsi au milieu de la décennie 1900 par exemple, George Naëj, rappelant l'essentiel des motions acceptées par les compagnons lors du Congrès de Londres, incite les camarades « de tous les pays » à créer une organisation sur un modèle fédératif[130], tandis que Georges Thonar milite pour une organisation selon le modèle belge[131], que face à lui, quelques compagnons comme Lorulot défendent « l'organisation cellulaire » : « L'association volontaire des individus s'unissant librement et se dissociant librement[132] », donc « la cellule anarchiste » « débarrassée de tout rouage inepte[133] ». Finalement, à la veille de la guerre, le Libertaire se ralliera au modèle fédératif[134].

Le Libertaire soutient par ailleurs tous les efforts faits par les compagnons pour s'entendre avec les autres tendances révolutionnaires et pour construire une organisation

126. Le Libertaire, n° 52, du 25 octobre 1913, Martin : « Ce que peut être un congrès international ».
127. Le Libertaire, n° 45, du 10 au 17 septembre 1905, V.M. : « L'Internationale antimilitariste ».
128. Le Libertaire, n° 19, du 4 mars 1911, Wasso Crocheli : « Faut-il nous organiser ? »
129. Le Libertaire, n° 47, du 20 septembre 1913, Martin : « la Fédération anarchiste ».
130. Le Libertaire, n° 31, du 3 au 10 juin 1906, Georges Naëj : « Groupons-nous ».
131. Le Libertaire, n° 32, du 10 au 17 juin 1906, Georges Thonar : « Organisation ».
132. Le Libertaire, n° 47, du 10 au 17 juin 1906, Lorulot et Georges Thonar : « L'organisation cellulaire ».
133. Le Libertaire, n° 47, du 20 septembre 1913, Martin : « La Fédération anarchiste ».
134. Le Libertaire, n° 47, du 20 septembre 1913, Martin : « La Fédération anarchiste ».

anarchiste. Ces efforts sont d'abord perceptibles au moment de la naissance de l'AIA. À cette époque en effet, le journal souhaite l'ouverture de l'AIA aux autres organisations de gauche, et ses publicistes expriment cette idée à plusieurs reprises, comme Henri Dagen par exemple en octobre 1905, pour lequel « un des enseignements qui se dégage de l'action antimilitariste de ces jours derniers est la nécessité, l'urgence de réunir les volontés conscientes et agissantes […] » afin de lutter contre les forces bourgeoises[135]. Le Libertaire appuie également des initiatives comme celles de la 17e section de l'AIA à Paris, qui rédige des statuts favorables à l'union des révolutionnaires[136]. Il se félicite de ce que les compagnons présents au Congrès national de l'AIA à Saint-Étienne aient réaffirmé l'ouverture de l'organisation à tous les antimilitaristes quelles que soient leurs convictions politiques[137], et incite les sections à ne parler que d'antimilitarisme au cours des réunions de groupe, cela pour éviter les frictions entre ceux qui adhèrent à des doctrines politiques différentes[138]. Toutefois les compagnons du Libertaire posent des conditions à ces « sortes d'alliances » : ils souhaitent que ces alliances n'altèrent pas l'identité anarchiste, comme l'affirme fortement Pierre Mualdès dans un article intitulé « Restons anarchistes[139] ».

Ils sont également perceptibles en 1910 à travers un article de Georges Durupt paru dans le numéro 30 du 22 mai 1910 et intitulé « Appel aux anarchistes. L'Alliance communiste anarchiste » :

> « Je suis sûr que des anarchistes ayant participé à la campagne du Comité antiparlementaire, pas un seul n'a regretté son concours, son effort. À Paris comme en province, tous les camarades se réjouissent de cette action et de ses résultats. Les résultats matériels et immédiats, nous les avons sous forme de chiffres, et les chiffres sont éloquents : ces chiffres nous disent le nombre des camarades qui ont répondu à l'appel du Comité antiparlementaire ; les gros sous qui sont arrivés par milliers ; la quantité de brochures et d'affiches diverses qui ont pu être répandues ou apposées […]. Des camarades de province ont formulé ce souhait que la besogne antiparlementaire et organisée ne s'arrêtât pas, qu'elle ne prît pas fin avec le Comité antiparlementaire lui-même. Ce souhait fut fait à Paris également […] Puisque c'est la période électorale qui a redonné une vitalité plus grande à l'action antiparlementaire ; puisque c'est la circonstance qui a provoqué le phénomène double de l'entente et de l'action, il s'agit pour revivifier le mouvement et l'action anarchiste d'être prêts à toutes les circonstances, groupés en vue d'un effort commun, d'un effort mobile et divers […]. »

À partir de cette date, le journal pousse les compagnons à l'organisation et rapporte tous les progrès qu'ils font en ce sens, comme le montrent les articles toujours plus nombreux parus sur cette question :

– Le Libertaire, numéro 31 du 29 mai 1910 : « L'Alliance communiste anarchiste » ; « Pour l'entente anarchiste ».

– Le Libertaire, numéro 33 du 12 juin 1910, Pierrot, Charles Albert, Grandjouan, Grave, Rimbault, E. Girault, « Pour l'entente anarchiste ».

– Le Libertaire, numéro 34 du 19 juin 1910, Georges Durupt et Amédée Dunois, « Pour l'Entente anarchiste ».

135. Le Libertaire, n° 51, du 22 au 28 octobre 1905, Henri Dagen : « L'unité révolutionnaire ».
136. Le Libertaire, Grandjouan, « Pour l'internationale antimilitariste ».
137. Le Libertaire, n° 38, du 23 au 9 juillet 1905, Louis Grandidier : « Le congrès national de l'AIA ».
138. Le Libertaire, n° 4, du 26 novembre au 3 décembre 1905, E.M. : « Pour l'internationale antimilitariste ».
139. Article paru dans le n° 28 du 11 mai 1912.

– Le Libertaire, numéro 35 du 26 juin 1910, Silvaire, René Dollé Marc Guidoni, Pamphile, E. Girault, « Pour l'Entente anarchiste ».

– Le Libertaire, numéro 36, du 3 juillet 1910, Silvaire, Georges Durupt et A. Prieur, « Pour l'entente ».

– Le Libertaire, numéro 37 du 19 juillet 1910, D. Lagru et Silvaire, « Pour l'entente ».

– Le Libertaire, numéro 38 du 17 juillet 1910, Silvaire, « Organisons-nous ».

– Le Libertaire, numéro 39 du 24 juillet 1910, Marc Guidoni, E. Girault et Waso Chrocheli, Silvaire, « Pour l'entente ».

– Le Libertaire, numéro 2, du 6 novembre 1910, A. Dauthuille, « Fédération communiste ».

– Le Libertaire, numéro 4 du 20 novembre 1910, A. D., « Fédération Communiste Révolutionnaire ».

De plus, à partir du numéro du 4 décembre 1910, le journal insère les convocations de la Fédération Communiste Révolutionnaire ainsi que les comptes de l'organisation.

En même temps, le Libertaire milite pour toutes les formes d'action collective parce qu'elles sont autant d'occasions de rencontrer les ouvriers. D'abord le 1er mai, auquel il se rallie progressivement : ainsi au début des années 1900, le 1er mai est pour le journal un jour ambigu, qui tient de la farce révolutionnaire mais peut aussi s'avérer redoutable pour la bourgeoisie[140]. En 1906, c'est un jour où tout paraît possible[141], et à la veille de la Grande Guerre, jusqu'à considérer les bons côtés d'un 1er mai réformiste[142], tandis que Georges Yvetot entend rendre toute sa signification à une manifestation qui ne doit pas mourir[143] et que Pierre Martin insiste sur la nécessité pour les anarchistes de participer à la manifestation pour ne pas se couper du peuple[144]. Si le journal finit par soutenir les manifestations du 1er mai, il soutient aussi la grève, même réformiste : pour la rédaction du journal en effet, le gréviste ne doit pas mériter la pitié dédaigneuse des compagnons[145] et les libertaires doivent faire tous leurs efforts pour déclencher la grève générale[146]. Enfin et surtout jusqu'à la fin de la décennie 1900-1910, le journal souhaite l'entrée des anarchistes dans les syndicats : si, la rédaction ouvre ses colonnes aux contempteurs des syndicats, ce qui donne lieu à de fréquents débats entre les « pour » et les « contre[147] », le Libertaire multiplie par la suite les appels incitant les anarchistes à pénétrer les syndicats car c'est là qu'ils trouveront les ouvriers, forces vives de la révolution future. Et la crise du syndicalisme à la veille de la Grande Guerre n'arrête pas les hommes du Libertaire : il faut agir pour sauver le syndicat du réformisme[148] et il faut résoudre cette crise en insufflant une atmosphère de combat dans le syndicat[149], en passant en action d'exemple, Pamphile se félicite des progrès de cette forme d'action[150] et la préconise « ardemment[151] »).

140. Le Libertaire, n° 26, du 1er au 8 mai 1903, Sylve : « Le 1er mai ».
141. Le Libertaire, n° 27, du 29 avril au 6 mai 1906 : « Le 1er mai ».
142. Le Libertaire, n° 27, du 29 avril 1911, Edouard Séné : « Propos de 1er mai ».
143. Le Libertaire, n° 27, du 3 mai 1912, Georges Yvetot : « Ce que doit être le 1er mai ».
144. Le Libertaire, n° 27, du 29 avril 1913, Martin : « Le 1er mai ».
145. Le Libertaire, n° 32, du 7 juin 1913, Eugène Jacquemin : « Contre la réaction par la grève générale ».
146. Le Libertaire, n° 24, du 3 mars 1911.
147. Le Libertaire, n° 4, du 25 novembre au 2 décembre 1906, Marius Duchanel : « Syndicalisme et anarchisme » ; Le Libertaire, n° 15, du 10 au 17 février 1907, G. Roussel : « Syndicats et syndicalisme » ; Le Libertaire, n° 17, du 24 février au 3 mars 1907, Sébastien Faure : « Des explications, en veux-tu, en voilà ! »
148. Le Libertaire, n° 5, du samedi 29 novembre 1913, D. Lagrue : « Le syndicalisme, facteur d'évolution ».
149. Le Libertaire, n° 16, du 10 février 1912, H. Bricheteau : « La crise du syndicalisme ».
150. Le Libertaire, n° 22, du 25 mars 1911, Pamphile : « La révolte en marche ».
151. Le Libertaire, n° 1, du 28 octobre 1911, Pamphile : « L'Action directe ».

Concernant les formes d'action individuelles, il faut toutefois remarquer que le journal ne condamne pas les actes de révolte antimilitaristes[152] et ne refuse pas totalement l'illégalisme. Si le vol n'est jamais salué lorsqu'il est égoïste, accompli dans le seul but de se procurer de l'argent pour des satisfactions purement individuelles (il est alors analysé comme la première conséquence des dysfonctionnements d'un système social vicieux, comme l'écrit par exemple Madeleine Vernet, qui, à « l'Avenir social », a été victime d'un vol et ne sait que dire à ses « enfants[153] »), le Libertaire loue le vol lorsqu'il participe de la lutte des classes[154] et lorsqu'il est clairement au service de la cause révolutionnaire[155].

Enfin, comme L'Anarchie contribue à structurer le monde individualiste, le Libertaire organise avant tout le monde anarchiste communiste, ce que montrent les convocations de groupes insérées dans le journal en septembre 1913 (la majorité d'entre elles – 26 sur 48 – émane de groupes adhérents à la FCAR).

Entre L'Anarchie et le Libertaire, les Temps nouveaux défendent, semble-t-il, une position médiane.

Le journal se montre favorable à l'organisation, mais dans certaines limites. Ainsi, concernant les congrès, son attitude est assez nuancée. Si les congrès ne sont pas absolument nécessaires à la vie militante[156], ils permettent aux compagnons de se rencontrer et de se connaître[157]. Ils sont aussi autant d'occasions de confronter des idées tout en laissant à chacun le soin d'agir et de conclure[158], car la liberté de chacun doit y être préservée[159]. C'est à cela qu'on distingue un congrès réussi d'un congrès qui ne l'est pas aux yeux de Jean Grave, et c'est parce qu'il « mérite d'être notre congrès » ainsi qu'il l'exprime, que le congrès de 1913 s'est déroulé ainsi qu'il mérite d'être « notre congrès[160] ».

Concernant maintenant les formes que doit prendre l'organisation, l'équipe des Temps nouveaux s'est toujours montrée favorable à la mise en place d'une structure souple, « association de groupes et d'individus » « où personne ne peut imposer sa volonté et amoindrir l'initiative d'autrui[161] ». Dans cette perspective, Jean Grave a réaffirmé constamment son idéal en matière d'organisation : une « organisation cellulaire[162] », et il a toujours milité contre la construction d'un vrai parti révolutionnaire[163] ; à cette époque, on ne trouve donc pas dans les colonnes des Temps nouveaux de campagne en faveur de la mise en place d'une « fédération » anarchiste.

Concernant l'action individuelle, le journal condamne fermement le vol, même révolutionnaire, et plus généralement l'illégalisme, pour éviter que ne s'opère une confusion dans l'esprit des contemporains entre anarchistes d'une part et malfaiteurs d'autre part, confusion préjudiciable au mouvement. Ainsi en 1912, Jean Grave écrit à l'occasion de l'arrestation de faux-monnayeurs anarchistes fréquentant assidûment le local du journal L'Anarchie :

152. Voir supra.
153. Le Libertaire, n° 12, du 20 au 27 janvier 1907, Madeleine Vernet : « Vols et voleurs ».
154. Le Libertaire, n° 13, du 27 janvier au 3 février 1907, L. : « Vol et voleur ».
155. Le Libertaire, n° 48, du 27 septembre 1913, Michel : « L'illégalisme ».
156. Les Temps nouveaux, n° 21, du 21 septembre 1907, André Girard : « Congrès anarchiste ».
157. Les Temps nouveaux, n° 12, du 2 août 1913 et n° 14 du 9 août 1913.
158. Les Temps nouveaux, n° 42, du 7 février 1907, Amédée Dunois : « Sur le congrès d'Amsterdam ».
159. Ibid.
160. Les Temps nouveaux, n° 15, du 23 août 1913 : « Notre congrès ».
161. Les Temps nouveaux, n° 23, du 5 octobre 1907, E. Malatesta : « le Congrès d'Amsterdam ».
162. Les Temps nouveaux, n° 29, du 6 décembre 1913, J. Grave : « La véritable organisation anarchiste ».
163. Les Temps nouveaux, n° 1, du 6 mai 1911, et n° 2, du 18 mai 1911.

> « Toute idée extrême attire à elle, c'est fatal, toutes sortes de détraqués. L'anarchie ne pouvait y échapper. Elle eut ses extrémistes, qui, voulant être plus avancés, voulaient trouver plus fort que ce qui avait été dit avant eux […]. »

Concernant les formes d'action collective, les Temps nouveaux adoptent des positions assez réservées à l'égard du 1er mai (si en 1906 le journal souhaite l'avènement d'un 1er mai révolutionnaire[164] qui serait l'occasion pour le prolétaire de mesurer tout son pouvoir sur les possédants[165], il en souhaite désormais deux ans plus tard, alors que la rédaction du journal aborde l'entrée des anarchistes dans les syndicats[166]) et milite franchement pour l'entrée des anarchistes dans les syndicats parce qu'ils sont la plus importante du mouvement révolutionnaire[167], parce que les grands penseurs de l'anarchie étaient syndicalistes avant même l'invention des syndicats[168], et enfin parce que les anarchistes sont les inventeurs des syndicats sont des groupements de lutte[169] ainsi qu'un moyen de propagande et d'action[170], ils savent aussi que la révolution ne se fera pas par le seul syndicat[171].

Enfin, pour ce qui est de leur rôle dans l'organisation du mouvement, les Temps nouveaux, eux aussi, insèrent en majorité les « convocations des groupes anarchistes communistes » – adhérant ou non à la FCA – comme le montre par exemple la rubrique « Convocations » du journal, en 1913. Mais dès 1907, Jean Grave tente également d'organiser le milieu anarchiste selon ses vœux – l'organisation cellulaire – en créant le « Comité des Temps nouveaux », animé par des hommes qui sont en accord avec ses idées et qui ont plusieurs objectifs : soutenir le journal Les Temps nouveaux, qui « est en train de péricliter[172] », et se « mettre en relation avec les groupes similaires existant dans les autres pays pour réaliser ainsi l'Internationale anarchiste[173] ». Ce comité a pour principaux membres Grave, Cornelisen, De Marmande, Pierrot[174], et trouve des relais en province : dans le Finistère par exemple, en 1911, une vingtaine d'anarchistes de Brest décident de créer un « Comité des Temps nouveaux » dans le but de « venir en aide au journal anarchiste » puis, une fois sa mission accomplie, de « devenir un foyer de propagande où les compagnons pourront se réunir et échanger leurs vues[175] ». En août, Le Gall a réussi à récolter 20 francs qui seront envoyés au journal, tandis que le groupe se structure davantage (il se réunit 9, rue Pautras, dans le local des néo-malthusiens, et Pengam fixe la cotisation obligatoire à 1 franc) avant de décliner à partir de décembre 1911[176].

Unir ses forces à celles des autres révolutionnaires : le souhait d'une frange des compagnons

Ces journaux contribuent donc à polariser des mondes anarchistes qui s'éloignent lentement les uns des autres. Mais par-delà cette volonté de s'organiser entre anarchistes

164. Les Temps nouveaux, n° 51-52, du 21-28 avril 1906 : « Le 1er mai ».
165. Ibid.
166. Les Temps nouveaux, n° 2, du 12 mai 1906, J.-L. Charpentier : « Glanes, 1er mai ».
167. Les Temps nouveaux, n° 21, du 9 mai 1908 : « Le 1er mai ».
168. Les Temps nouveaux, n° 39, du 26 janvier 1907, René Chaughi, « Bakounine syndicaliste ».
169. Les Temps nouveaux n° 30, du 24 novembre 1906 : « Anarchisme et syndicalisme ».
170. Les Temps nouveaux, n° 35, du 28 décembre 1907 : « Syndicats et syndicalisme ».
171. Les Temps nouveaux, n° 27, du 3 novembre 1906, Jean Grave : « L'Avenir et les syndicats ».
172. A. D. du Finistère, 4 M 335.
173. A. N. F7 13053, rapport du 20 octobre 1907.
174. Ibid.
175. A. D. du Finistère, 4 M 335, rapport du 21 octobre 1912.
176. A. D. du Finistère, 4 M 335, rapport du 2 décembre 1911.

d'une même tendance, une frange des compagnons – en général des anarchistes communistes et syndicalistes – se montre également prête, comme nous l'avons vu, à unir ses forces à celles des autres révolutionnaires, ce qui contribue encore à l'émiettement du mouvement. Ce type d'ententes avait sans doute été préparé par les contacts noués entre socialistes et anarchistes pendant la période des attentats, et surtout, pendant l'affaire Dreyfus, et elles prennent corps au sein de groupes, de comités, de syndicats, de ligues – voire de partis.

Au sein de comités, de syndicats

Ces contacts ont d'abord lieu au sein de comités destinés à promouvoir telle ou telle action. Ils sont parfois sous le contrôle des seuls anarchistes ou sont le lieu d'une lutte pour le pouvoir entre différentes tendances révolutionnaires. En tout cas, ils n'ont pas pour vocation de défendre les seuls anarchistes, et ils sont des lieux de contact avec les organisations politiques qui partagent certaines vues des compagnons.

Pour coordonner l'action antiparlementaire, c'est par exemple le cas du « Comité antiparlementaire révolutionnaire » fondé en avril-mai 1911 par le compagnon Grandjouan en vue des élections législatives. Dirigé avant tout contre les socialistes parlementaires, il est animé de concert par des anarchistes et des insurrectionnalistes[177]. Après les élections, malgré les efforts de Grandjouan, il finit par disparaître avant de se reconstituer en avril 1912. Il rassemble alors des antiparlementaires d'horizons très différents, et sa fondation a été précédée par un appel paru dans la Bataille syndicaliste du 28 mars 1912 s'adressant à tous les antiparlementaires. À cette époque, son secrétaire est H. Combes tandis que son trésorier est E. Jacquemin, et ses membres se réunissent à la Grange-aux-Belles à Paris. Les groupes anarchistes de Villefranche-sur-Saône, des 5e, 10e, 13e, 14e, 16e, 17e et 18e arrondissements de Paris y adhèrent dès avril 1912 en même temps que se constituent en province des « Comités antiparlementaires révolutionnaires » comme à Lille (161, rue de Wazemmes[178]) ou à Roanne (café Reignier, 15, Benoît Malon[179]) à la mi-avril 1912. Et c'est par le biais de ces groupes ou « comités » de province que circulent les appels de fonds ou les listes de souscriptions qui alimenteront les caisses du « Comité parisien » : ainsi par exemple, un rapport du 17 avril 1912 signale que des appels de fonds pour « la caisse de propagande antiparlementaire circulent […] » à Saint-Étienne et à Roanne[180]. Ces appels de fonds sont aussi insérés dans les journaux révolutionnaires, qui, par souci de transparence, nous indiquent régulièrement l'état des comptes du « Comité » : on apprend ainsi par le Libertaire du 21 avril 1912 que le « Foyer populaire de Belleville », un « Groupe de Bourges », la « Section du 18e (camarade de Nice), le « Groupe de la banlieue (FCR) », le « Groupe du 19e (FCR) » et le « FCR », le « Groupe de Nîmes (FCR) » et le « Groupe de Clichy (FCR) » ont souscrit pour 267 francs.

Les mêmes règles de fonctionnement régissent sans doute le « Syndicat des locataires », étudié par Anthony Lorry[181] : il apparaît en 1903 à l'instigation de l'anarcho-syndicaliste Claude Pennelier, secrétaire du « Cercle amical des employés », qui reprend le fonds commun de la défunte « Ligue des Antipropros » en le dotant d'un programme juridique et d'un mode d'organisation corporatif. À l'origine, le « Syndicat des locataires » devait lancer une campagne contre les logements insalubres, mais son action semble s'être vite limitée à l'utilisation de son équipe de déménageurs à la « cloche de bois » et

177. A. N. F7 13504, mai 1911, rapport d'ensemble sur l'action révolutionnaire en France.
178. A. N. F7 13053, la Bataille syndicaliste du 16 avril 1912.
179. Ibid.
180. Ibid.
181. Anthony Lorry, op. cit., p. 226 sq.

l'organisation disparaît trois ans après son apparition. L'idée continue toutefois à faire du chemin puisque de nouvelles tentatives pour la matérialiser sont signalées dans les sources à partir de 1909 : à cette époque en effet, des rapports indiquent la création d'un « Syndicat de locataires » dans le 18e arrondissement (la tentative ne dure que six mois environ). L'idée est ensuite reprise une nouvelle fois à Clichy en 1909, où un groupe d'une dizaine d'ouvriers pratique ce type de déménagements : une réunion est organisée le 4 décembre 1909 pour mettre en place le « Syndicat des Anti-vautours » (le titre est provisoire), qui a pour but de décréter la grève générale des loyers et dont les premières actions consistent en une série de déménagements à la « cloche de bois ». Il prend par la suite le nom de « Syndicats des locataires » et comprend alors neuf sections en banlieue nord, dont sept localisées dans le nord-ouest. Dans cette direction, son influence s'exerce jusqu'à Bezons où une section est en création en juin 1912, et à cette époque, « pratiquement toutes les villes proches de Paris possèdent un groupement de locataires qui procède à des déménagements[182] » et contribue « à sensibiliser les habitants de la Seine au problème du logement ouvrier[183] ».

À Paris comme en banlieue, les anarchistes sont souvent au cœur de l'action, même s'ils perdent en 1911 la direction du mouvement des locataires créé par l'un d'eux.

Participant de ces organisations, on compte aussi, comme pendant la période précédente, des groupes d'entraide destinés à défendre les révolutionnaires. Ils sont nombreux tout au long de ces années, comme par exemple « L'Entr'aide ». Elle naît en juillet 1912 d'une initiative de la Fédération Communiste Anarchiste dans le but de créer et gérer « une caisse de solidarité » destinée « à apporter une aide pécuniaire aux camarades (ainsi qu'à leurs familles) qui tombent sous les coups de la répression du pouvoir[184] ». Cette caisse de solidarité fonctionne de la façon suivante : le camarade Messager domicilié 12, rue Véron, désigné comme secrétaire, est chargé de donner et de recueillir tous les renseignements nécessaires pour aider les familles victimes de la répression et vérifier les cas qui lui sont soumis par les familles des prisonniers. Edouard Lacourte, domicilié 25, rue d'Enghien, est choisi comme trésorier et reçoit les fonds et les souscriptions. Une commission de contrôle de six membres vérifie toutes les opérations financières et publie tous les mois un bilan de l'action de « l'Entr'aide » dans les journaux révolutionnaires. Enfin, un comité garantit la création de cette caisse. « L'Entr'aide » fait circuler des listes de souscriptions à Paris et en province pour alimenter la caisse, tandis que les comités des Temps nouveaux et du Libertaire insèrent des appels de fonds dans leurs journaux[185] et ouvrent des souscriptions en sa faveur. « L'Entr'aide » est donc bien un exemple concret de cette collaboration entre révolutionnaires, car, comme le souhaitait Henri Combes dans un article intitulé « Les manœuvres de la Guerre sociale », elle n'est pas restée la caisse des seuls prisonniers anarchistes[186]. Au contraire, elle est rapidement devenue « l'œuvre de camarades groupements syndicalistes et communistes anarchistes appartenant à différents », non pas celle « d'un journal », ou « d'un groupement[187] ». D'ailleurs le Libertaire[188], qui dresse un premier bilan de son action en mai 1913 après bientôt dix mois de fonctionnement, insiste sur le fait que « cette caisse de l'Entr'aide est, par la composition de son Comité, sous le contrôle direct et permanent de la classe ouvrière,

182. Ibid.
183. Ibid.
184. Le Libertaire, n° 37, du 13 juillet 1912.
185. Le Libertaire, n° 38, du 20 juillet 1912 : « Communication ».
186. Les Temps nouveaux, n° 11, du 13 juillet 1912.
187. Le Libertaire, n° 31, du 31 mai 1913 : « L'Entr'aide ».
188. Ibid.

nombre de ces membres faisant partie de la CGT[189] […] ». Et lorsque le journal fait des appels de fonds, il s'adresse « aux militants, groupes, syndicats, bourses du travail[190] ».

Plus généralement, certains de ces groupements ont eu vocation à lutter contre toutes les « entreprises du pouvoir et les machinations de la police[191] ». C'est par exemple le cas du « Comité de Défense Sociale » (CDS), dont les objectifs sont ambitieux[192]. À la suite de l'affaire Pivoteau (un ouvrier condamné à dix ans de réclusion le 9 janvier 1905 pour avoir tué de deux coups de revolver son contremaître parce que celui-ci refusait de le réembaucher), il a été constitué en 1905 à Paris afin d'une part de lutter « contre les entreprises du pouvoir et les machinations de la police[193] », et d'autre part d'entreprendre des campagnes d'agitation dès que nécessaire. Ses premiers secrétaires sont de purs libertaires comme Thuillier, Grandidier, Perronnet, Tissier, et nombre d'entre eux font ou feront partie de son « Comité » comme Georges Brunet, Janvion ou Charles Albert, « l'âme du Comité ». Ses membres se réunissent le mercredi, soit 33, rue de la Grange-aux-Belles, soit 49, rue de Bretagne, un restaurant coopératif. Le CDS dispose d'un bulletin mensuel irrégulier à cause de la faiblesse de ses ressources, et il fait appel à la fois à la Guerre sociale, au Libertaire, à la Voix du Peuple et à l'Humanité pour faire insérer ses appels et ses communiqués. Par ailleurs, il a constitué au Quartier latin une « Section des Écoles » (qui deviendra par la suite le « Groupe révolutionnaire des Écoles »), avec Léo Poldès pour secrétaire, et en décembre 1905, il existe également en province 21 « comités régionaux » ou « sections » chargés de documenter le comité de Paris, dont les plus importants sont ceux de Lyon, Marseille, Brest et Lorient[194].

Les autres sections alors existantes ou en formation sont celles d'« Alençon, Angers, Avignon, Arles, Arras, Barbezieux, Cannes, Compiègne, Grenoble, Lens, Lille, Limoges, Nice, Oran, Perpignan, Pontoise, Rochefort, Saintes, Saint-Étienne, Saint-Raphaël, Toulon, Toulouse, Tours, Trélazé, Valence, Villefranche, Villeurbanne[195] », tandis que des comités sont encore signalés à cette époque dans les villes de Cherbourg, Clermont-Ferrand, la Flamengie (Aisne), Trélazé, Niort, Montluçon, Bourges et Alger[196].

Après avoir disparu un temps, le Comité reprend du service en août 1911 à l'occasion de l'affaire Rousset pour « mener le bon combat[197] » « devant la recrudescence des persécutions gouvernementales[198] », et la « Commission exécutive » est alors composée des mêmes hommes. En novembre 1911, alors que « six nouveaux comités viennent de se former en province » selon un communiqué du Libertaire, il compterait 22 sections. Les journaux révolutionnaires centralisent une partie de ses fonds, reçoivent les listes de souscriptions qui lui sont destinées, publient le nom des donateurs ainsi que les comptes de l'organisation, et c'est cet argent qui permet au « Comité » d'entreprendre ses campagnes d'agitation : de novembre 1911 à août 1912 par exemple, nous pouvons constater qu'il dispose mensuellement de sommes qui oscillent entre 1000 et 2000 francs. Par des communiqués publiés dans les journaux, les membres du CDS font appel aux « camarades » pour soutenir leurs efforts[199]. Et ces appels se répètent lorsque le « Comité » a

189. Le Libertaire, n° 38, du 20 juillet 1912 : « Comité de l'Entr'aide, secours aux prisonniers ».
190. Voir sur cette question un rapport d'ensemble daté de mai 1911 intitulé « L'action révolutionnaire en France », et A. N. BB18 6463.
191. Ibid.
192. Ibid.
193. Ibid.
194. A. N. F7 12908, rapport du 12 décembre 1905.
195. Ibid.
196. A. N. BB18 6463.
197. Le Libertaire, n° 42, du 12 août 1911, « Comité de Défense Sociale ».
198. Ibid.
199. Le Libertaire, n° 50, du 7 octobre 1911, « Comité de Défense Sociale ».

des difficultés financières, comme au début du mois d'août 1912, où le trésorier, qui n'a plus que 207,90 francs en caisse, « fait un appel pressant à tous les camarades […] », appel qui entendu puisque moins de trois semaines plus tard, on apprend que « nombre de militants, de syndicats, etc., ont répondu à leur circulaire » et que le CDS a 603,50 francs en caisse[200]. Parmi ces groupes soutenant le « Comité » de Paris, il faut d'ailleurs faire une mention spéciale au « Groupe des libérés des bagnes militaires », « filiale du Comité de Défense Sociale[201] », qui, fondé en mai 1910 par des individus ayant connu les compagnies de discipline, les pénitenciers et les ateliers de travaux publics[202]. Ses membres font avant tout profession d'antimilitarisme[203], correspondent par lettre avec les disciplinaires et communiquent leurs correspondances au « Comité de Défense Sociale » de Paris[204]. Son siège social se trouve 6, boulevard Magenta à Paris, et parmi ses secrétaires, on rencontre successivement Émile Aubin (secrétaire fondateur du groupe[205]) et Victor Leriché, réélu secrétaire le 17 février 1911[206]. La Guerre sociale, Le Libertaire et Les Temps nouveaux insèrent leurs communications.

Au sein de ligues : l'AIA

Mais le même effort a été entrepris au sein d'organisations plus ambitieuses comme l'AIA de 1904 à 1908, à laquelle tous les révolutionnaires, pourvu qu'ils soient antimilitaristes, peuvent appartenir.

C'est au mois de juin 1904 en effet que, sur l'initiative du célèbre révolutionnaire hollandais Domela Nieuwenhuis – venu au cours des années précédentes à Paris pour faire de la propagande antimilitariste –, des délégués de différentes nations se réunissent à Amsterdam pour un congrès destiné à mettre sur pied une « Internationale antimilitariste », les antimilitaristes n'ayant eu jusqu'alors « ni organisation ni moyens[207] ». Le congrès a été préparé de longue date en France et à l'étranger par divers meetings, et, malgré quelques critiques[208], il a, semble-t-il, reçu le soutien enthousiaste des compagnons[209] :

> « Le meeting de dimanche dernier à la bourse du travail a été un triomphe pour la mise en marche du congrès qui doit avoir lieu à Londres l'année prochaine et qui devient de plus en plus nécessaire. L'enthousiasme des militants, le nombre des adhésions reçues jusqu'à ce jour, les nombreuses lettres qui nous parviennent de Belgique, Angleterre, Suisse, Allemagne, Espagne, Italie, Amérique, montrent que de plus en plus, cette plaie hideuse "l'armée" doit disparaître à jamais. »

L'Internationale, qui, selon la volonté même d'Almeyreda, se veut relativement structurée[210], est alors organisée comme suit. Elle est coiffée par un « Comité central international » installé à Amsterdam, avec Nieuwenhuis pour « secrétaire international ». Dans chaque pays, un « Comité central national » chargé « d'organiser la propagande,

200. Le Libertaire, n° 44, du 30 août 1913.
201. A. N. BB18 6463.
202. A. N. F7 13504, rapport d'ensemble de mai 1911 : « L'action révolutionnaire en France ».
203. Ibid.
204. Ibid.
205. Ibid.
206. Ibid.
207. P. Po. B.A./1511, rapports du 14 juillet 1904 et du 27 octobre 1905.
208. Ibid.
209. Le Libertaire, rapport du 16 septembre 1904.
210. Le Libertaire, n° 8, du 28 décembre 1902 au 4 janvier 1903 : « L'agitation ». P. Po. B.A./1511, rapport du 12 octobre 1907.

de former des groupes et de provoquer des adhésions sur toute l'étendue du territoire » est mis en place : pour la France, Miguel Almeyreda et Georges Yvetot sont ainsi désignés comme secrétaires du « Comité national » qui siège à partir d'août 1904 à Paris au premier étage de la Maison commune du 3e arrondissement. Les membres de l'organisation sont immatriculés et chaque adhérent paie une cotisation mensuelle de 20 centimes (dont 10 centimes pour la section, 5 centimes pour le Comité national et 5 centimes pour le Comité international) en échange de laquelle il se voit délivrer une carte personnelle représentant deux mains crispées brisant un fusil en deux tronçons. Enfin, des congrès nationaux sont prévus, entre autres pour coordonner la propagande antimilitariste : un congrès national aura par exemple lieu à Saint-Étienne du 14 au 16 juillet 1905.

Au sein d'un véritable parti révolutionnaire

Toutes ces structures ne sont pas nouvelles. En revanche, du point de vue de l'histoire du mouvement, ce qui paraît plus neuf à cette époque, c'est la volonté exprimée par divers compagnons de construire un parti plus structuré ou d'entrer dans un parti révolutionnaire plus structuré.

Ainsi en 1911, après les élections législatives du printemps, alors que le compagnon Grandjouan souhaite que le « Comité antiparlementaire » continue de fonctionner tel quel, il se heurte à Almeyreda, soutenu par Gustave Hervé et avec l'accord de Sébastien Faure notamment, tente de le transformer en un vrai parti révolutionnaire avec un programme « pour défendre le peu de libertés publiques et de libertés individuelles contre l'arbitraire et l'oppression du gouvernement[211] ». Entreraient dans ce parti (qui ne voit finalement pas le jour) des socialistes insurrectionnels ayant quitté le PSU, des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes[212].

En adhérant à des organisations non anarchistes

Si une frange anarchiste n'a pas hésité à créer ou approfondir des contacts avec les autres partis révolutionnaires, certains compagnons n'ont pas hésité non plus à pénétrer d'autres organisations, et à travers celles-ci, ils ont pu bénéficier de moyens d'action nouveaux. Il faut noter que ces hommes ne sont pas forcément ceux dont nous avons pu parler précédemment : un anarchiste peut souhaiter la création d'un parti révolutionnaire tout en refusant d'entrer dans une organisation néo-malthusienne par exemple.

Certains anarchistes ou certains groupes anarchistes – qu'ils soient communistes ou individualistes – s'intéressent ainsi au néo-malthusianisme et font même parfois partie de la « Ligue française de régénération humaine » puis de la « Confédération des groupes ouvriers néo-malthusiens » dont les statuts sont les suivants[213] :

Art. 1 : Entre les organisations adhérentes aux présents statuts, il est constitué une Confédération.

Art. 2 : Cette Confédération a pour objet le développement des groupements ouvriers s'intéressant à la propagande néo-malthusienne.

Art. 3 : Pour atteindre ce but, la Confédération […] se fait un scrupuleux devoir de fournir à tous les travailleurs, à des prix défiant toute concurrence, les brochures et produits de préservation sexuelle.

Art. 4 : Seront radiés de la Confédération tous groupes qui auront vendu ces produits ou brochures à des prix supérieurs à ceux fixés par la Confédération.

211. Voir A. N. F7 13504, rapport d'ensemble de mai 1911, « L'action révolutionnaire en France ».
212. Ibid.
213. A. D. du Finistère, 4 M 335, rapport du 21 octobre 1912.

Art. 5 : Les ressources de propagande seront fournies à l'aide des prélèvements espérés sur le produit des ventes.

Art. 6 : Le conseil fédéral se compose de deux délégués de chaque groupe et se réunit tous les mois.

Art. 7 : La Confédération est administrée par un secrétaire, un secrétaire adjoint et un trésorier.

Art. 8 : Le Conseil désigne trois de ses membres pour former une commission de contrôle des finances, qui se réunit tous les mois dans la quinzaine qui précède la réunion du conseil.

Art. 9 : En cas de dissolution, l'actif de la Confédération sera versé à des organisations ouvrières.

Ainsi, parmi les groupes anarchistes propageant les théories néo-malthusiennes, on peut par exemple citer le « Groupe d'Études scientifiques » de Brest, qui a accepté de s'affilier à la Confédération des groupes ouvriers néo-malthusiens à l'automne 1912[214].

Tentés par le néo-malthusianisme, nombre de compagnons l'ont aussi été par le syndicalisme[215]. Jean Maitron a en effet montré que « le syndicalisme, si discuté dans les milieux anarchistes avant 1894, acquiert peu à peu au lendemain de la période des attentats une importance exceptionnelle dans ces mêmes milieux[216] », et que, de 1894 à 1902, les anarchistes français « conquièrent peu à peu les postes dirigeants du mouvement syndical français[217] ». Mais dans bon nombre de départements comme les Alpes-Maritimes[218], la Somme[219], les Bouches-du-Rhône[220], le Var[221], le Nord[222], ou dans la banlieue nord de Paris[223], c'est vraiment à partir des années 1900 que les compagnons pénètrent les syndicats.

Il n'empêche que ces compagnons entrant dans les structures syndicales « en groupe » ou « à titre individuel » pour plusieurs raisons (l'échec de la propagande par le fait au début des années 1890 et l'affaire Dreyfus ; le renouvellement des doctrines conduisant parfois à de nouvelles impasses et à la multiplication des tendances ; enfin, l'entrée de nouveaux militants dans les structures du mouvement) ont pu y trouver des relais et y bénéficier de nouveaux moyens.

Conclusion sur la multiplication des tendances : des anarchismes

Au sein du courant individualiste

Ainsi, au sein même du courant individualiste, les sources distinguent à cette époque plusieurs manières d'anarchistes en fonction des théories auxquelles ils souscrivent ou ne souscrivent pas. Première manière : les « vrais individualistes », disciples de Stirner, qui rejettent toute espèce d'autorité mais conservent la propriété individuelle[224]. Deuxième manière : les anciens anarchistes communistes ayant accepté les théories indi-

214. Ibid.
215. L'étude de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire en tant que telle n'a pas sa place dans notre travail.
216. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 279.
217. Ibid., p. 300.
218. Ulyse Martinez, op. cit., p. 166.
219. A. D. de Somme 99 M 13/2, rapport du 30 décembre 1901.
220. Ibid.
221. Jean Masse, « Les Anarchistes varois, 1879-1921 », op. cit., p. 43.
222. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 102.
223. Anthony Lorry, op. cit., p. 258 sq.
224. P. Po. B.A./1498, rapport du 3 octobre 1902.

vidualistes[225]. Troisième manière : ceux que certains contemporains (journalistes, mouchards ou policiers) appellent les « businessers », qui profitent des théories anarchistes « pour couvrir des moyens illégaux[226] ». Quatrime manière : ceux qui sont à la fois « partisans de la propagande par le fait », « adeptes de l'action révolutionnaire » et qui « rejettent en bloc toutes les théories[227] ». Cinquième manière enfin : les « néo-anarchistes » de L'Anarchie et des « Causeries populaires[228] ».

Au sein du courant anarchiste communiste

De même, au sein de ceux que l'on appelle les anarchistes communistes, les contemporains distinguent au moins cinq grandes tendances, mais ce monde est loin d'être figé et il est souvent bien difficile de « cataloguer » les uns et les autres. Première tendance : les « naturiens » ou les « sauvagistes[229] ». Deuxième tendance : les tolstoïstes (anarchistes chrétiens[230]). Troisième tendance : les syndicalistes et les antisyndicalistes, qui sont eux-mêmes divisés en trois catégories. Ceux que les indicateurs appellent les « syndicalistes purs[231] » ; ceux qui, « peu partisans du syndicat, croient pourtant à la possibilité d'une grève générale sans y compter absolument » (« ces derniers sont partisans de toutes les formes d'action, y compris l'action révolutionnaire individuelle[232] […] ») ; enfin ceux qui considèrent au contraire les syndicats « comme une duperie[233] ». Quatrième tendance : les partisans d'un rassemblement de toutes les énergies révolutionnaires au sein d'un grand parti. Pour les contemporains qui tentent de dresser un catalogue de ces tendances, on trouve parmi ces défenseurs les plus ardents d'un rassemblement à gauche les anarchistes syndicalistes. Un peu en retrait, il y aurait encore ceux qui, avec Sébastien Faure, gardent soigneusement leur idéal communiste libertaire et leur antiparlementarisme tout en pensant que les anarchistes doivent intervenir dans toutes les luttes, proches des syndicalistes (quoique la plupart ne soient pas syndicalistes) et des insurrectionnalistes (bien que ceux-ci ne soient pas antisocialistes[234]), ils s'opposent par exemple aux rédacteurs des Temps nouveaux […] [qui] ne

Les inclassables

veulent se mêler à aucune lutte sauf à la lutte anarchiste, purement négative, à l'action révolutionnaire à conclusion purement anarchiste[235]. Cinquième tendance enfin, toujours pour les contemporains, un certain nombre de « vieux anarchistes » qui « n'ont pas changé une ligne de leur façon de voir » depuis 1889-1890 et que l'auteur d'un rapport appelle les « communistes irréductibles[236] ». Il s'agit par exemple au début des années 1900 de Grave, Denéchère, Sacleux, Kropotkine, Tcherkesof, Reclus, Tailhade ou Léopold

225. Ibid.
226. Ibid.
227. Ibid.
228. P. Po. B.A./1499, rapport du 16 janvier 1910.
229. P. Po. B.A./1498, rapport du 3 octobre 1902.
230. Ibid. Il faut toutefois signaler avec Jean Maitron que, s'ils jouent un rôle important dans certains pays comme la Russie, ils sont pratiquement inexistants en France (Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 2, p. 183-185).
231. En 1910, leurs chefs de file sont « des anarchistes purement syndicalistes comme Pouget, Yvetot, Delpech, Laval, Thuillier, Janvion et ses amis » (P. Po. B.A./1498, rapport du 16 janvier 1910).
232. P. Po. B.A./1498, rapport du 8 juin 1903.
233. P. Po. B.A./1498, rapport du 3 octobre 1902.
234. P. Po. B.A./1499, rapport du 16 janvier 1910.
235. Ibid.
236. Ibid.

Lacour[237]. C'est une partie d'entre eux qui, hostile aux évolutions du mouvement, se met volontiers en retrait ou cesse de militer à cette époque : ainsi en octobre 1902, un rapport signale « une longue période de calme » qui a vu « l'élimination de quelques-uns des éléments les plus actifs du vieux parti[238] » ; de même, un rapport de juin 1903 montre comment l'Affaire Dreyfus a fini par lasser les « anciens éléments » qui « se sont retirés d'un mouvement qu'ils ne comprennent plus et qu'ils désapprouvent[239] ».

Par ailleurs, pour certains contemporains, il y a tout au cours de ces années un certain nombre d'anarchistes inclassables : ainsi en 1900 par exemple, pour quelques observateurs du mouvement, Jahn ou Libertad se situeraient entre les individualistes et les vieux anarchistes[240]. À la même époque, pour ces mêmes observateurs, Matha, Constant Martin et Sébastien Faure oscilleraient par leurs idées entre les individualistes et les socialistes anarchistes[241]. En 1903 encore, les indicateurs signalent qu'il « y a aussi une quantité de compagnons anciens et nouveaux qui flottent entre ces trois catégories [les anarchistes communistes, les anarchistes syndicalistes et les individualistes][242] »…

De même, il existe à cette époque des formes originales d'anarchisme : celle prônée par exemple par Marie Andrieu à Toulon, qui publie en 1896 cinq numéros du Christ anarchiste, un organe « anarchiste, universaliste, scientifique, philosophique, occultiste et justicier[243] », ou bien celle d'Émile Masson en Bretagne, qui, à la fois « internationaliste et breton militant[244] », s'efforce de traduire en breton les brochures de Tolstoï, Reclus, Kropotkine et Grave, afin de les diffuser dans les campagnes[245].

Ces divisions aboutissent-elles à l'existence de « mondes » anarchistes hermétiques les uns aux autres ? Il est difficile de l'affirmer : à cette époque en effet, on peut toujours parler – semble-t-il – d'un mouvement anarchiste, parce que les compagnons appartenant aux différentes tendances continuent en effet à se rencontrer au sein de groupes, de comités, de ligues, ou dans un cadre plus informel ; parce que, par-delà les divergences doctrinales, la sociabilité anarchiste ainsi que les formes de coopération restent vivaces ; parce que certains compagnons continuent à rêver à l'existence d'une organisation ouverte à toutes les tendances ; enfin, parce que malgré les différences, les compagnons de toutes tendances partagent une culture politique qui diffère de celle des autres forces politiques.

L'action

Au cours des années 1900, c'est donc à l'intérieur de ces cadres en partie neufs que l'action anarchiste se prépare et est mise en œuvre.

237. P. Po. B.A./1498, rapport du 29 novembre 1900.
238. Ibid.
239. P. Po. B.A./1498, rapport du 3 octobre 1902.
240. P. Po. B.A./1498, rapport du 8 juin 1903.
241. Ibid.
242. Ibid.
243. Jean Masse, « Le mouvement anarchiste dans le département du Var de 1879 à 1904 », op. cit., p. 477.
244. Olivier Moreau, op. cit., p. 134.
245. Ibid.

Les cadres de l'action

Les organisations qui ne sont pas purement anarchistes

Comme dans les années 1880, un certain nombre de « comités », de « syndicats » ou de « ligues » sont à l'origine des actions engagées par les compagnons, mais dans les années 1900-1914, contrairement aux années précédentes, certaines de ces organisations ne sont pas aux mains des seuls anarchistes et sont ouvertes à d'autres partis politiques ou à tous les exploités.

La Fédération des bourses du travail et la CGT sont ainsi des exemples de structures ouvertes aux anarchistes et bâties, entre autres, par des anarchistes.

Si l'on considère en effet la Fédération des bourses du travail, elle a été organisée en février 1892 lors d'un congrès réuni à Saint-Étienne, et elle est devenue rapidement avec Fernand Pelloutier surtout, qui en fut l'âme de 1895 à sa mort en 1901, « la chose des anarchistes[246] » et « le point d'appui dont ils avaient besoin[247] ». Comptant 11 bourses fédérées en 1892, elle en rassemble 65 en 1901, toutes animées d'une même volonté de refuser le rôle de l'État, de passer sans transition d'une société de type autoritaire à la société libertaire et de fonder leur action sur l'antimilitarisme, la grève révolutionnaire et l'action directe[248]. Dans le cadre de la lutte contre la bourgeoisie, elle offre donc aux compagnons une structure et des moyens considérables, ce qui permet à Jean Maitron d'écrire[249] :

> « Ainsi, ce que les anarchistes n'avaient pas su réaliser pour leur propre "parti", pour leurs groupes d'affinité, pour les organismes syndicaux qu'ils avaient l'ambition de diriger, ils comprenaient la nécessité de le faire pour les organismes syndicaux qu'ils avaient l'ambition de diriger. »

Quant à la CGT, dont le premier congrès se tient à Limoges en 1895 et qui a alors pour prétention « de réunir en son sein tout ce que le pays compte de travailleurs organisés[250] », elle est, elle aussi, investie par les anarchistes (et certains comme Delesalle, Yvetot ou Pouget en conquièrent autant les postes dirigeants), qui profitent de ses structures et de ses moyens tout autant que la CGT, de son côté, tente de les instrumentaliser en certaines occasions. Ainsi, au moment de l'affaire Rousset, la CGT prépare des manifestations, organise des réunions publiques et finance la réalisation d'imprimés, autant d'initiatives relayées par les groupes anarchistes dont les membres adhèrent à la Confédération : ces derniers, par exemple, accueillent les conférenciers de la CGT et se chargent de diffuser à l'échelle locale ses imprimés[251].

Le « Comité antiparlementaire » est un autre exemple de telles organisations ouvertes aux anarchistes, mais également à toutes les formations politiques antiparlementaires. Avec l'argent collecté auprès des groupes qui lui sont « affiliés », il organise des réunions publiques contre les élections[252]. À la demande des groupes qui le désirent, il envoie aux différents points de Paris ainsi qu'en banlieue des orateurs comme Togny, Jacques Long, Dauthuille, Girault… Enfin, il édite des brochures, des tracts ou des placards, comme le placard intitulé Le Criminel, qui se termine ainsi : « Le criminel, c'est l'électeur[253] ! » ; ces

246. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 296.
247. J. Montreuil (G. Lefranc), Histoire du mouvement ouvrier en France des origines à nos jours, Paris, p. 157 (cité par Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 301 sq.).
248. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 296.
249. Ibid., p. 307.
250. Ibid., p. 308.
251. Voir A. N. F7 13057.
252. A. N. F7 13053.
253. A. N. F7 13053, Le Criminel, impr. sur papier rouge ; 21 cm x 27,5 cm.

imprimés sont envoyés aux groupes qui en passent commande auprès d'Henri Combes, 31, rue de la Grange-aux-Belles à Paris, et qui les payent au trésorier du Comité [254].

Le CDS est encore une autre de ces organisations. Il a joué un grand rôle dans un certain nombre d'affaires qui secouent la République de 1905 à 1909, comme l'affaire Spano (un ouvrier meurtrier de son contremaître), l'attentat de la rue de Rohan, l'affaire Chandelier (un individu condamné pour avoir tiré des coups de revolver sur un agent), l'affaire Branquet (un individu finalement amnistié après avoir été condamné à trois ans de prison pour coups de revolver sur un agent), l'affaire Jacquart-Girard (elle commence par une bagarre au restaurant coopératif de la rue Guersant), les événements de Villeneuve-Saint-Georges, ou encore l'affaire Caffier (le compagnon Jean Caffier est accusé d'avoir déposé une bombe au commissariat de Calais [255]). Il s'est aussi occupé d'antimilitarisme, par exemple en soutenant les signataires de l'affiche antimilitariste de décembre 1905 [256] et en prenant très activement part à l'affaire Aernoult-Rousset en 1911-1912. Enfin, les autorités l'accusent, sous prétexte de défendre les anarchistes et les antimilitaristes, de répandre les doctrines libertaires.

Son action est multiforme. Avec l'aide des comités locaux du CDS, comités qui se confondent souvent avec les groupes anarchistes parisiens ou provinciaux, il organise des manifestations et finance des tournées de conférences pour les propagandistes, comme celle du camarade Bonafous en mai 1912. Il fait aussi imprimer de nombreuses affiches de propagande, brochures, cartes postales, « circulaires explicatives » – et même un « bulletin » – qui sont ensuite diffusées dans les milieux révolutionnaires. Parmi ces publications, on trouve par exemple une image du « genre Épinal », rappelant les épisodes de « l'assassinat d'Aernoult et la courageuse intervention de Rousset » qui « dénonça les bourreaux », image illustrée par Paul Poncet et tirée à 500 000 exemplaires en 1911 [257].

Parmi ces organismes qui ne sont pas purement anarchistes, mais qui jouent un rôle dans la diffusion des idées anarchistes, on peut encore citer la « Ligue française de régénération humaine » puis la « Confédération des groupes ouvriers néo-malthusiens ». Ces deux organisations ont pour objectif de diffuser les principes néo-malthusiens auprès du grand public, et donc de soutenir la propagande néo-malthusienne des groupes, notamment anarchistes, qui leur sont affiliés. En utilisant les cotisations versées par ces mêmes groupes, elles leur envoient des propagandistes comme Eugène Humbert, qui, en 1908 par exemple, réalise une tournée de conférences dans le Nord [258]. À leur demande, elle les approvisionne aussi en instruments de « préservation » à des « prix défiant toute concurrence [259] », et enfin, elle leur fournit des tracts, des livres ou des brochures comme L'Éducation sexuelle de J. Marestan.

Enfin, c'est encore le cas de l'AIA, dont l'action prolonge dans ses formes l'agitation antimilitariste entretenue par les anarchistes au cours des années précédentes. « L'Association » prend l'initiative d'actions, rassemble des fonds et donne des mots d'ordre à ses sections, qui se confondent le plus souvent – mais pas toujours – avec les groupes anarchistes [260]. L'AIA met sur pied des manifestations destinées à troubler l'ordre public [261] et recourt aussi à la propagande orale sous diverses formes. Elle organise des causeries dans ses sections avec des conférenciers invités, comme celle qui a lieu en mars 1907

254. A. N. F7 13053, la Bataille syndicaliste du 16 avril 1912.
255. Voir infra.
256. Voir infra.
257. Le Libertaire, n° 8, du 16 décembre 1911 : « Le Comité de Défense Sociale ».
258. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit.
259. A. D. de la Loire, 19 M 26, rapport du 21 octobre 1912.
260. P. Po. B.A./1511, rapport du 15 juillet 1906.
261. P. Po. B.A./1512, rapport du 21 mars 1907.

dans le local de la 17e section à Paris, avec Almeyreda comme orateur[262]. Ses sections montent aussi des groupes de théâtre, comme par exemple en janvier 1909, à Paris, le « Groupe théâtral », qui répète des pièces et les joue dans les salles des coopératives et des universités populaires[263].

Surtout, jusqu'en 1904-1905[264], elle multiplie les meetings et les grandes réunions publiques à Paris comme en province (par exemple dans le Var[265] ou dans le Maine-et-Loire[266]) avec des conférenciers comme Almeyreda et Merle (avant qu'ils ne quittent l'organisation), Sébastien Faure, Victor Méric, Ernest Girault, Liard-Courtois, Séverine, Libertad, De Marmande ou encore Gustave Hervé[267]. Le nombre des auditeurs varie fortement en fonction des orateurs invités (de 20 à 1 800 personnes) pour écouter des conférences qui, invariablement, ont pour thème l'antimilitarisme, et toutes les occasions sont bonnes pour décliner ce thème : la mort de Louise Michel par exemple, dont les dernières paroles auraient été « Nous tuerons la guerre[268] » ; les condamnations infligées par la Cour d'Assises de la Seine aux antimilitaristes[269] ; le départ de la classe[270] ; les événements de Casablanca en France[271] ; le voyage du tsar[272] ; les événements de Casablanca et la campagne du Maroc[273].

Mais c'est sans doute dans le domaine de la propagande écrite que les efforts de l'AIA produisent le plus de résultats, car elle édite de « petits passe-partout[274] » ou des « étiquettes » en très grand nombre, comme L'Association internationale antimilitariste. La dernière victoire de l'armée française, Limoges, 17 avril 1905. À bas l'armée, imprimée en mai 1905 et vendus 0,25 franc les 100 aux militants[275]. Elle fait également paraître pendant quelque temps (il sera rapidement victime de la répression) à Marseille un journal intitulé L'Action Antimilitariste, qui se présente comme « l'organe de combat » de l'AIA, et en ce sens, comme le fait remarquer René Bianco, n'est pas assimilable aux feuilles anarchistes locales même si les militants les plus en vue des Bouches-du-Rhône comme Marestan, E. Merle ou A. Sartoris[276] y collaborent. Elle publie encore des tracts (comme Conscrits, imprimés à l'« Imprimerie spéciale de l'AIA » et lancés en mars 1906 dans les rues de Paris par les compagnons qui se trouvent sur le char du Lavoir de la rue de Nantes[277]), des prospectus (comme l'AIA, Soldat, tu es maître de ta conscience. Ne tire jamais sur les travailleurs, édités à 6000 exemplaires par la « 10e section » de Paris[278]) et enfin et surtout, des affiches, dont certaines signées par de nombreux anarchistes ou antimilitaristes, donnent lieu à des poursuites de la part des autorités et à de grands procès qui furent autant d'occasions pour les antimilitaristes de faire parler d'eux. À l'automne 1905 par exemple, l'affichage d'un placard imprimé sur fond rouge et intitulé Association internationale antimilitariste des travailleurs, Conscrits, signé par 31

262. P. Po. B.A./1512, rapport du 21 mars 1907.
263. P. Po. B.A./1511, rapport du 17 janvier 1909.
264. Jean Masse, « Les Anarchistes varois, 1879-1921 », op. cit., p. 112-113.
265. Thierry Buron, op. cit., p. 67 sq.
266. Voir P. Po. B.A./1511-1512.
267. P. Po. B.A./1511, rapport du 22 janvier 1905.
268. P. Po. B.A./1512, rapport du 6 février 1906.
269. P. Po. B.A./1511, rapport du 26 septembre 1906.
270. P. Po. B.A./1512, rapport du 29 août 1909.
271. P. Po. B.A./1511, rapport du 17 janvier 1909.
272. P. Po. B.A./1512, rapport du 27 septembre 1907.
273. P. Po. B.A./1512, rapport du 27 septembre 1907.
274. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 171 sq.
275. P. Po. B.A./1511, rapport du 6 mai 1905.
276. P. Po. B.A./1512, rapport du 22 mars 1906.
277. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, note confidentielle non datée.
278. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 13 janvier 1900.

antimilitaristes des plus en vue, donne lieu à un procès au cours duquel 28 de ces antimilitaristes comparaissent, tous inculpés de « provocation au meurtre » et de « provocation de militaires à la désobéissance[279] ». Ils sont assistés devant la cour par 16 avocats, tandis que 19 témoins à charge et 56 témoins à décharge sont cités[280]. Une vingtaine d'orateurs en profiteront pour vanter à la barre les bienfaits de l'antimilitarisme, et le 31 décembre, les signataires de l'affiche seront condamnés respectivement à quatre ans de prison pour Gustave Hervé ; trois ans de prison pour Georges Yvetot, Roger Sadrin et Almeyreda ; deux ans de prison pour Louis Grandidier, les autres accusés étant condamnés à un an de prison[281]. Et d'autres affaires semblables auront lieu en 1907 à Narbonne (alors que le gouvernement vient de lancer l'armée contre les viticulteurs, ce qui suscite le soulèvement du 17e de ligne car les fils incorporés dans ce régiment se refusent à frapper leurs pères qui manifestent[282]) ; la même année à Lyon en juillet 1907, puis à Paris, en août-septembre 1907[283] ainsi qu'à Lorient en octobre 1907[284].

Les organisations proprement anarchistes

Les « organisations » proprement anarchistes – qu'elles soient individualistes ou communistes – sont, elles aussi, très actives dans les années 1900-1914. Ainsi Mauricius organise en 1913 une « école d'orateurs » pour individualistes destinée à former les conférenciers qui animent les réunions des groupes individualistes et sillonnent la France pour prêcher « l'évangile individualiste[285] ». Quant aux anarchistes communistes, ils profitent – pour une partie d'entre eux – des structures de la FCA, qui collectent l'argent des groupements anarchistes communistes qui lui sont affiliés afin de relancer « la propagande antirépublicaine, antipatriote et antimilitariste[286] ». Elle organise des meetings animés par ses orateurs, qui visitent les groupes dans toute la France, comme Knockaert l'explique aux membres du groupe anarchiste-communiste de Tourcoing en août 1913 :

> « Désormais, la Fédération Communiste Anarchiste du Nord sera visitée dans les différents groupements de la région par des orateurs attitrés de la future Fédération Communiste Anarchiste de langue française ; c'est ainsi que le 8 septembre, Sébastien Faure donnera à la Maison du Peuple, à Tourcoing, une conférence exclusivement communiste. »

Elle s'appuie aussi sur le Libertaire et la Revue anarchiste, dispose de deux imprimeries (l'une 22, rue Vilin, et l'autre, « L'Espérance », rue de Steinkerque), organise des manifestations et publie des affiches, des brochures ainsi que des manifestes[287] dont certains défraient la chronique[288], comme Contre les Armements. Contre les trois ans. Contre tout militarisme, réimprimé à 100 000 exemplaires après une première saisie.

Les caractéristiques communes à ces organisations

À bien les considérer, toutes ces organisations présentent des caractéristiques communes.

279. Voir A. N. F7 129010.
280. P. Po. B.A./1512, rapports des 25 et 28 décembre 1905.
281. P. Po. B.A./1512, 31 décembre 1905.
282. Voir P. Po. B.A./1512.
283. Ibid.
284. Ibid.
285. Voir A. N. F7 13058, rapports pour l'année 1913.
286. A. N. F7 13053, rapport de juin 1913.
287. Ibid.
288. Ibid.

Tout d'abord, il faut signaler que toutes ont leur siège à Paris, et qu'à ce titre, la capitale apparaît à cette époque comme l'un des centres nerveux du mouvement. Si l'on prend pour exemple le CDS (mais on pourrait arriver aux mêmes conclusions en travaillant sur les autres organisations), on s'aperçoit effectivement que ses « plans de bataille » sont arrêtés à Paris et que, toujours à Paris, des « circulaires explicatives » les détaillant sont destinées aux sections de banlieue ou de province[289]. Par ailleurs, si ses sections ont, entre autres fonctions, de se faire l'écho des iniquités qui ont lieu en province (en septembre 1912, le CDS parisien leur demande par exemple de l'informer lorsque des militants de province sont envoyés aux bagnes militaires pour fait de grève ou de propagande[290]), ces informations sont vérifiées par des enquêteurs dépêchés spécialement de Paris, comme Bonafous qui se rend à Villefranche à l'été 1912 pour s'assurer que Bodevesis, militant syndicaliste de Villefranche, est bien l'objet des « tracasseries des gradés » qui voient en lui « un révolutionnaire[291] ». De plus, la plupart des écrits de propagande émanant du CDS sont imprimés à Paris, et c'est de Paris qu'ils sont expédiés – après publicité via la presse révolutionnaire – aux groupes de province qui les ont commandés pour les afficher ou les distribuer[292]. De surcroît, la plupart des conférences publiques qui ont lieu en province sont organisées « sous les auspices » du CDS parisien, avec ses conférenciers, desquels se servent les groupes locaux pour assurer la logistique des campagnes de propagande[293]. Enfin, c'est de Paris, via les journaux révolutionnaires comme le Libertaire, que sont orchestrées les campagnes d'agitation ; ainsi en mars 1912, on lit encore dans le Libertaire[294] :

> « Les dernières nouvelles d'Algérie nous font connaître que l'instruction est commencée, mais qu'elle sera longue par suite de l'absence de nombreux témoins […]. Pendant cette période, tous les groupes qui nous ont aidé à mener la campagne en faveur de Rousset doivent continuer à créer autour d'eux une agitation nécessaire si nous voulons faire rendre la liberté au défenseur d'Aernoult. »

Et l'agitation qui en résulte témoigne de l'efficacité de cette stratégie, comme le montre un rapport d'indicateur[295] :

> « Ce fut alors à travers tout le pays parmi nos groupes avancés une campagne de meetings, d'affiches, de brochures, d'images qui secoua la torpeur des indécis et réveilla les énergies. Il fallait défendre un des nôtres, un paria au péril de sa vie n'avait pas craint de dénoncer un crime militaire. »

Si ces « organisations » ont toutes leur siège à Paris, il faut aussi indiquer qu'elles peuvent se prêter main-forte les unes aux autres lorsque les circonstances le nécessitent. Ainsi, avec l'arrivée au secrétariat du CDS de Thuillier, un syndicaliste, le Comité de Défense Sociale prend part à toutes les campagnes antimilitaristes de la CGT[296]. De même, un rapport de police sans date signale que la FCA appuie les tournées de conférences de la CGT contre la cherté des vivres, contre la répression gouvernementale, contre la guerre et pour le « Sou du soldat[297] ». De même encore, aux dires des indicateurs, la

289. Le Libertaire, n° 34, du 22 juin 1912.
290. Le Libertaire, n° 48, du 28 septembre 1912.
291. Le Libertaire, n° 36, du 6 juillet 1912.
292. Le Libertaire, n° 5, du 29 novembre 1911 : « Comité de Défense Sociale ».
293. Le Libertaire, n° 23, du 20 mars 1912 : « Comité de Défense Sociale ».
294. Le Libertaire, n° 53, du 1er mai 1912.
295. A. N. F7 12909, Affaire Aernoult-Rousset : rapport non daté, probablement de février 1912.
296. A. N. F7 13053, rapport daté de mai 1911.
297. A. N. BB18 6463.

force de l'AIA ne réside certes pas dans le nombre de ses adhérents ni dans des moyens financiers qui resteront faibles [298], mais elle résulte de l'affiliation de nombre de ses adhérents à une autre organisation révolutionnaire ou à des syndicats [299] : les rapports de police, nombreux, dénoncent d'ailleurs les contacts qui ont lieu au sein de l'AIA entre des anarchistes antimilitaristes, des syndicalistes, des socialistes, des indépendants et des révolutionnaires de tout acabit, les premiers influençant les seconds [300].

Et si ces différentes organisations peuvent coopérer temporairement – parfois à leur corps défendant – c'est principalement pour deux raisons : d'abord parce que des individualités adhèrent à celles-ci en même temps, et ensuite parce que les groupes eux-mêmes « s'affilient » en même temps à celles-ci, comme par exemple le groupe de Brest entre 1910 à 1913, dont les membres ont formé un « Comité des Temps Nouveaux » pour soutenir le journal de Jean Grave [301] tout en étant également « affiliés » au « Comité de Défense Sociale » dans les années 1911-1912 [302] ou en participant à l'œuvre néo-malthusienne [303].

Les journaux anarchistes sont, eux aussi, le support de l'action engagée par les compagnons contre la République bourgeoise, et soit leurs rédacteurs relaient l'action du CDS, de l'AIA, de la FCA, de la « Ligue néo-malthusienne », de la CGT ou d'autres comités, ligues, syndicats, groupes… soit ils agissent de leur propre chef.

Comme nous avons pu le voir pour les années précédentes, leur engagement revêt les formes les plus variées : ils collectent et centralisent une partie de l'argent destiné à la propagande ou aux compagnons dans le besoin ; ils sont les porte-parole des comités d'entraide révolutionnaire ; ils soutiennent les grèves et ouvrent leurs colonnes aux revendications des ouvriers (ainsi en 1896 par exemple, le Libertaire attaque très violemment Bessoneau, patron de filatures dans le Maine-et-Loire, parce qu'il vient de décider une réduction de 5 à 8 % du salaire de ses ouvriers [304]) ; ils apportent leur aide aux coopératives libertaires, aux colonies ou aux écoles libertaires qui se multiplient à partir des années 1900 (ils font ainsi appel à la générosité de leurs lecteurs en cas de besoin et les tiennent informés des résultats qu'elles obtiennent [305]) ; ils jouent un grand rôle dans la diffusion de la propagande écrite ; enfin, ils impulsent la propagande orale en annonçant les tournées de conférences anarchistes, en collectant l'argent qui permettra au conférencier de préparer sa tournée, en prenant contact avec les groupes de province qui voudront bien l'aider, en annonçant son itinéraire et ses modifications de dernière heure avant de dresser avec lui le bilan de sa tournée [306] :

> « Je [Sébastien Faure] rentre à Paris après deux mois d'absence. Une vingtaine de villes visitées, une quarantaine de conférences faites, 50 000 auditeurs environ, tel est le bilan de cette tournée en province. Grandes cités comme Dijon, Lyon, Saint-Étienne, Avignon, Nîmes, Toulon, Marseille, Béziers, Toulouse, etc., agglomérations de moindre importance : telles Chaumont, Châlon-sur-Saône, Cavaillon, Apt Hyères, Perpignan, et partout, la parole anarchiste a été sympathiquement écoutée ; partout la propagande libertaire a porté ses fruits. J'ai traversé des villes que j'avais naguère visitées. À la simple curiosité d'autrefois s'est substitué l'âpre désir de connaître nos conceptions. »

298. P. Po. B.A./1511, rapports du 24 avril 1905, du 24 juillet 1905, du 12 octobre 1907.
299. P. Po. B.A./1511, rapport du 26 avril 1906.
300. Voir supra.
301. A. D. du Finistère, 4 M 335.
302. Ibid.
303. Ibid.
304. Thierry Buron, op. cit., p. 79.
305. Ibid.
306. Le Libertaire, n° 30, du 27 mai au 3 juin 1906, Sébastien Faure : « Le Mouvement en province ».

Les formes de l’action

Le sabotage

C’est en 1897 à Toulouse, au congrès confédéral de la CGT, que les congressistes discutent pour la première fois du sabotage comme « moyen de lutte sociale », et en 1900, au congrès de Paris, après débat, que ce moyen de lutte est officiellement adopté par les militants (117 voix pour, 76 contre, et deux bulletins blancs). Une frange des anarchistes (ceux qui, entre autres, sont en contact avec les organisations syndicales) s’y intéressent à cette occasion, mais c’est vraiment autour des années 1910 que le mot apparaît de façon plus fréquente dans les sources anarchistes et qu’un compagnon comme Sébastien Faure peut passer, aux yeux de journalistes travaillant pour L’Éclair, comme un des principaux propagateurs du sabotage en France[307] :

> « Le sabotage est devenu l’arme des travailleurs conscients. Il ne leur manque que la manière de s’en servir et on la leur enseigne. C’est le métier – il nourrit son homme comme un autre – auquel se livre Monsieur Sébastien Faure […]. Pour rendre inutilisables les chaudières, il y a les explosifs, les silicates et une simple bouteille de verre, jetée sur le combustible, produit l’encrassement et l’empêche de brûler […]. Pour la destruction des câbles dans les caniveaux, il y a plusieurs moyens : l’incendie, l’inondation, la rupture et l’explosif […]. [Lors d’une réunion] Monsieur Sébastien Faure a pu donner ses leçons criminelles en toute impunité. Ces cours de barbarie qui font appel aux pires instincts, aux plus brutaux, se professent aujourd’hui ouvertement. »

C’est également à cette époque que, selon les sources policières, les « comités » de journaux révolutionnaires en relation avec des organisations comme le CDS ou la CGT orchestreraient de véritables campagnes de sabotage à grande échelle sur le territoire national. Ainsi un rapport intitulé « La lutte contre le sabotage », non daté, témoigne d’investigations poussées de la part des services du ministère de l’Intérieur afin de déterminer si, oui ou non, une association de malfaiteurs tombant sous le coup de la loi du 18 décembre 1893 organiserait le sabotage sur l’ensemble du territoire national. Pour l’auteur du rapport, il ne fait aucun doute que cette association existe : « D’après l’énumération des principaux crimes ou délits constatés – et presque tous impunis – on peut se convaincre que leur nombre s’est accru du jour où a été révélée l’existence d’une organisation secrète qui prend tantôt le nom d’”Organisation de combat”, tantôt celui de ”Jeunes gardes révolutionnaires”[308] », qu’elle n’est certainement pas « l’amalgame des libertaires composant la rédaction de la Guerre sociale et le Comité de Défense Sociale », comprenant aussi « un assez grand nombre de libertaires […] anciens membres ou membres actuels du Comité de Défense Sociale, affiliés à la Fédération Communiste Révolutionnaire[309] ». Elle se serait d’abord « dénommée ”Organisation de combat” quand l’occasion s’est présentée de commettre des actes de sabotage »; puis elle aurait pris le nom de « Jeunes-Gardes Révolutionnaires », quand, « devenue plus audacieuse », elle aurait « entrepris, non seulement de commettre des crimes contre les propriétés, mais encore de se livrer à des attentats contre la police ou ceux qu’elle soupçonne de seconder l’œuvre de cette dernière[310] ».

307. A. N. F7 13065, L’Éclair du 2 décembre 1909, « Les leçons pratiques d’anarchie méthodique ».
308. Ibid.
309. Ibid.
310. Ibid.

Et le rapport tente de faire l'historique de cette organisation dont Gustave Hervé serait le chef[311] :

> « Devenu peu à peu le chef incontesté des libertaires de toutes nuances, Gustave Hervé imagina, dès 1908, de les grouper à Paris, d'établir des relations avec ceux de province, afin de coordonner les efforts des individus et des groupements […]. La grève des PTT éclate en mars 1909, puis en mai. Hervé presse la constitution de l'organisation. Même contre le gré des postiers, il faut faire dégénérer la grève en mouvement révolutionnaire, en coupant les fils télégraphiques et téléphoniques […]. L'Organisation de combat est certainement constituée quelques mois après. Tout au moins, les professeurs de sabotage, tels qu'Hervé, Almeyreda, Perceau et quelques autres prennent les devants et adoptent cette signature pour lancer à tous les amis de la Guerre sociale l'ordre de saboter les fils télégraphiques et téléphoniques sur tout le territoire, pendant la nuit de lundi à mardi 1er juin […]. »

L'Organisation serait alors intimement liée à la rédaction du journal : « C'est la rédaction même du journal, grossie de quelques unités révolutionnaires[312] » ; et ce seraient les agissements des saboteurs qui le prouveraient[313] :

> « Il n'est pas inutile de rappeler, pour ceux qui attachent une importance spéciale aux relations de cause à effet, qu'un nombre considérable d'attentats contre les voies ferrées ont été commis à la suite des excitations de la Guerre sociale ou de "l'Organisation de combat" […], qu'ils se sont multipliés ou ont presque cessé suivant que l'ordre en était donné. Que tous ces crimes aient été commis par des affiliés de l'Organisation de combat ou des amis de la Guerre sociale, il est difficile de le démontrer […]. On peut noter, toutefois, qu'ils ont été le plus nombreux dans les départements où existent des groupements libertaires et des anarchistes isolés, et qu'il ne s'en produit pas dans les départements où ces groupuscules n'existaient pas et où les anarchistes ne sont pas touchés par ces excitations. »

Toujours suivant le rapport, l'ordre du jour voté par la Fédération révolutionnaire de la Seine le 2 avril 1911 prouverait son existence[314] :

> « La Fédération déclare ne pouvoir accepter l'Organisation de combat préconisée par Hervé, avec pour chef Hervé, comme adjoints Merle et Almeyreda, comme directeur technique Dulac, composée de militants organisés par groupes de dix et commandés par des chefs connaissant seuls le nom de leurs hommes […]. Comme le disait Hervé, l'Organisation révolutionnaire était désormais debout ; les conseils de sabotage étaient donnés et l'éducation des anarchistes sur ce point, était assez complète pour qu'on comptât sur eux dans l'avenir. »

Mais l'« hésitation des libertaires de la Seine à entrer dans une société secrète » aurait déterminé Hervé et Almeyreda « à trouver autre chose[315] » : c'est la création à partir du 29 mars 1911 des « Jeunes Gardes révolutionnaires[316] ». Composé de « jeunes libertaires

311. Ibid.
312. Ibid.
313. Ibid.
314. Ibid.
315. Ibid.
316. Ibid.

», ce groupement doit comprendre un certain nombre d'équipes de 10 hommes, armés à la moderne, ayant à leur tête un chef connaissant seul ses hommes, et étant seul en rapport avec le Comité exécutif[317]. Leur programme comprend trois points : « 1. La lutte contre la réaction 2. La lutte contre la tyrannie policière 3. Par l'entente et la camaraderie 4. Pour la révolution sans étiquette[318] », et les conseils qui leur seraient donnés seraient les mêmes que ceux donnés aux libertaires saboteurs. On remarquera toutefois qu'« il ne s'agit plus de sabotage, mais de résistance aux agents de la force publique […]. Comme on le voit, le groupement des Jeunes Gardes a pris pour spécialité les attentats contre les personnes, complétant ainsi l'œuvre de l'Organisation de combat qui, elle, ne s'en prenait qu'aux propriétés[319] ». Selon ce rapport à manipuler avec précaution, ce groupement comprendrait 300 à 400 membres, jeunes, disciplinés, bien armés, sous les ordres d'Almeyreda et d'Hervé[320].

Les associations de malfaiteurs

Au cours des années 1900-1914, il est également possible d'identifier – sans prétendre à l'exhaustivité – de nombreuses bandes d'anarchistes faux-monnayeurs ou de voleurs opérant sur le territoire national, qui participent également de « l'organisation anarchiste ».

En région parisienne en effet, les bandes de faux-monnayeurs paraissent nombreuses, et, d'une affaire à l'autre, la police constate l'implication des mêmes individus dont « la culpabilité n'a pas été suffisamment établie lors des affaires précédentes[321] ». Parmi elles, on peut par exemple mentionner l'activité de la bande d'Auguste Mousset, qui défraie la chronique au tout début des années 1900 : composée d'Auguste Mousset et de sa femme (les possesseurs de l'outillage), d'Eugène Moreau (chez lequel sont saisies des fausses pièces), de Nathalie Morel, de Gaston Galot et de Charles Gramm, elle s'applique à la fabrication de fausses pièces de 10 francs au millésime de 1860-1862 et à l'effigie de Napoléon[322].

À une autre échelle, les sources mentionnent aussi l'activité de bandes internationales de faux-monnayeurs anarchistes. Souvent invérifiables, ces informations doivent être appréhendées avec beaucoup de précautions, mais le fonctionnement du mouvement anarchiste ne paraît pas exclure leur existence. En juillet 1901 par exemple, on sait que la police britannique découvre à Londres, 131, Great Tichfield, un local contenant des moules et divers accessoires permettant la fabrication de fausse monnaie sur place, elle arrête l'anarchiste Max von Berghem, un Allemand, Anna Arendt, sa compagne, ainsi que le Belge Paul François, cordonnier, tous trois en relation avec des compagnons français écoulant la fausse monnaie sur le continent : les dénommés Simon, Gaston et Dufournel. Dufournel, Anna Arendt et Max von Berghem seront condamnés à cinq ans de travaux forcés à la suite de ces arrestations, tandis que Paul François écopera de quatre ans d'emprisonnement[323].

Mais les bandes d'anarchistes faux-monnayeurs ne sont pas seules à opérer sur le territoire français. On constate en effet à cette époque l'existence de bandes d'anarchistes cambrioleurs plus ou moins importantes et plus ou moins violentes. Si l'activité de Marius

317. Ibid.
318. Ibid.
319. Ibid.
320. Ibid.
321. P. Po. B.A./1503, rapport de police du 19 juin 1908.
322. P. Po. B.A./1503, rapports de police des 23 et 24 octobre 1900.
323. P. Po. B.A./1503, rapport du 15 juillet 1901.

Jacob a donné lieu à de nombreux livres ainsi qu'au personnage romanesque d'Arsène Lupin[324], et si, dans un autre genre « la bande à Bonnot » défraya la chronique à la veille de la guerre[325], d'autres bandes sont moins connues comme le « groupe d'Arles », étudié par René Bianco, qui a pu recueillir le témoignage oral d'un de ses membres, Ludovic Pradier : selon une mécanique bien rodée, des compagnons se glissaient dans les trains et choisissaient leur butin, jeté ensuite sur le talus en gare de Tarascon, à un endroit choisi à l'avance, dans une courbe où le train devait nécessairement ralentir. Les colis étaient ensuite récupérés par d'autres compagnons qui attendaient avec une charrette à l'endroit convenu, et les marchandises étaient revendues tandis que la quasi-totalité de l'argent était récupéré pour la propagande, les compagnons ne gardant pour eux que l'équivalent de leur journée de travail perdue. Les membres principaux du groupe étaient Marius Trévant, Paul Pradelle, Guigne, Vincent Gauthier, Louis Breyssep, jugés le 5 mars 1912 et condamnés respectivement à trois ans de prison pour Marius Trévant et Paul Pradelle, deux ans pour Guigne, un an pour Vincent Gauthier et 8 mois pour Louis Breyssep.

À une autre échelle, en 1900, la police semble par ailleurs croire en l'existence d'une bande internationale d'anarchistes cambrioleurs sur la foi d'informations délivrées par Charles Bernard, un malfaiteur arrêté avec deux complices, Bernard Desmond et Fernand Prévalet, à la suite d'un gros cambriolage ayant eu lieu à Rosière-aux-Salines en Meurthe-et-Moselle : les malfaiteurs s'étaient introduits chez un nommé Marchal et lui avaient dérobé une grande quantité de titres au porteur pour une valeur de 120 000 francs[326]. Au cours de sa détention à Nancy, Charles Bernard raconte qu'il appartient à une vaste organisation de malfaiteurs dont le Journal du Peuple est « le centre » et que des réunions intimes ont lieu fréquemment « dans un local de la rédaction », tandis que la bande a des ramifications à Paris, à Amiens, au Havre, à Limoges, Toulouse, Marseille, Londres, Zürich[327]. Les principaux dirigeants en seraient Sébastien Faure, Constant Martin et Matha à Paris, ainsi que Barthelmes à Bruxelles et Malatesta à Milan. À Zürich, tous les samedis soirs, des réunions ont lieu dans un café situé dans la rue longeant la caserne, et, autour de Gagliardi et Pedroni, tous deux animateurs du groupe, n'y seraient acceptés que des compagnons, dont certains viendraient d'Italie ou de Suisse italienne. À Paris, les réunions auraient lieu dans une chambre de l'appartement loué par le Journal du Peuple, animées par Sébastien Faure, Constant Martin, Matha et Libertad. À Bruxelles, un des points de rencontre des anarchistes serait le domicile de Barthelmès, 6, rue de Norvège, tandis qu'à Milan et à Londres, Charles Bernard ne connaît pas les lieux de réunion des anarchistes de la bande. Par ailleurs, toujours selon lui, des attentats seraient en préparation contre les chefs d'État devant se rendre à l'exposition universelle de Paris, et à cette fin, des explosifs auraient été testés près de Milan. Enfin, Charles Bernard connaît bien certains détails de la vie du mouvement, et il livre aux autorités les noms de 54 individus désignés par des pseudonymes ou par leurs seuls prénoms, dont certains retiennent l'attention de la police, comme Alexandre Marocco ou Alexis Paul Villeval[328].

Les commandos

Si l'on connaît à cette époque des associations de malfaiteurs anarchistes, on note aussi l'existence au début des années 1900 de véritables « commandos » anarchistes plus ou moins bien insérés dans la vie du mouvement.

---

324. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 415 sq.
325. Ibid.
326. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, rapport du 13 janvier 1900.
327. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260, note confidentielle non datée.
328. A. D. de Meurthe-et-Moselle, 4 M 260.

L'affaire Roussel témoigne par exemple de l'existence de ces commandos anarchistes à Paris[329]. Vers la fin du mois de mars 1908, la police est informée de la naissance d'un nouveau groupe anarchiste dans la capitale, le « Groupe international », au sein duquel se rencontrent plusieurs individus connus pour leurs opinions violentes. Parmi ceux-ci, Georges Roussel est un compagnon des plus dangereux : âgé de 43 ans, il est né à Paris le 13 mars 1865 et est célibataire, marchand de journaux, déjà plusieurs fois condamné pour détention d'engins explosifs et plusieurs fois poursuivi pour des actes de propagande antimilitariste. À cette époque, les autorités savent que dans certains milieux anarchistes parisiens, depuis quelques semaines, des Russes et des Français parlent d'actes en préparation et d'attentats devant illustrer le 1er mai 1908, sorte de réédition de ceux de 1893-1894 ; aussi surveille-t-elle avec attention Roussel et ses fréquentations dans les groupes et personne ne sait rien de ses moyens d'existence alors qu'il ne travaille pas depuis trois mois[330].

Le 5 avril courant, de bonne heure, la police apprend que Kuhn est parti de son domicile parisien pour la gare de Maisons-Alfort, tandis que Roussel est lui aussi absent de son domicile. Des agents se rendent alors immédiatement à la gare de Maisons-Alfort en auto et y aperçoivent Kuhn et Roussel qui attendent un troisième voyageur arrivant de Corbeil. Ils interviennent avec précaution lorsque le trio est au complet et découvrent ce que transportait avec lui le troisième larron, Melchior Roux, âgé de 40 ans, né à Paris le 31 août 1867, marié, habitant Corbeil : dix cartouches de dynamite, trois mètres de cordon Bickford et six détonateurs, de quoi, selon le laboratoire municipal de chimie, « préparer des engins redoutables[331] ». Roussel est par ailleurs trouvé porteur au moment de son arrestation d'un revolver chargé de cinq cartouches de huit millimètres, de deux lettres, l'une de Janvion et l'autre de Madeleine Vernet et d'exemplaires de Terre et Liberté.

Roux prétendit se faire le mandataire d'un colis inconnu qu'on lui avait donné à Corbeil ; Roussel, n'avoir donné rendez-vous aux deux autres que pour prendre à la gare livraison d'une édition du deuxième numéro de Terre et Liberté, journal clandestin imprimé à Bruxelles, et ignorer le contenu du paquet, tandis que Kuhn affirma n'être venu à Maisons-Alfort que pour y chercher du travail. Lors d'une perquisition chez lui, la police découvrit 64 exemplaires de Terre et Liberté ainsi qu'un poignard et un revolver chargé de cinq balles[332].

Ce qu'il est convenu d'appeler les « attentats de Liège », deux explosions visant respectivement deux commissaires de police liégeois les 18 et 22 mars 1908 et faisant pour la première sept blessés, dont quatre graves[333], témoignent aussi de la capacité de commandos anarchistes français à opérer à l'étranger.

Les hommes qui participent de près ou de loin à ces opérations sont pour la plupart bien insérés dans les milieux anarchistes et ils se connaissent. Il s'agit des individus suivants :

– P. Gudefin, né en 1881, se disant journalier et habitant les environs de Liège. Il a été impliqué plusieurs fois dans des vols importants commis à Clignancourt[334], fréquentait les réunions anarchistes et révolutionnaires, et a vécu à Paris avant de partir en Belgique on ne sait quand[335].

329. A. N. F7 12723, rapport du 9 avril 1908.
330. Ibid.
331. Ibid.
332. Ibid.
333. P. Po. B.A./1510.
334. P. Po. B.A./1510, rapport du 23 mars 1904.
335. A. N. F7 12905, rapport du 24 mars 1904.

– A. Lambin, né à Saint-Gilles (Meurthe) en 1883 et habitant Liège sous le faux nom de « Boucher[336] ». C'est un anarchiste en contact avec des anarchistes réfugiés en Angleterre comme Gendot, Kropotkine ou Malatesta[337]. Il a été compromis dans l'affaire de l'église Saint-Nizier à Troyes et condamné à cette occasion le 10 décembre 1900 à 18 mois d'emprisonnement pour détention illégale d'explosifs[338]. Le 14 novembre 1901, deux agents sont venus l'arrêter à Cherbourg comme auteur présumé de l'attentat contre l'église de Belleville du 31 octobre précédent, mais il est remis en liberté provisoire le 7 décembre, faute de preuves[339]. Enfin le 26 février 1904, il est arrêté à Paris en flagrant délit de vol à l'étalage en compagnie d'Albert Guignard et Arthur Maurice Bouche[340], et il est remis en liberté le 2 mars 1904. Cité le 16 mars devant la 8e chambre pour répondre du vol commis le 26 février, Lambin s'est réfugié en Belgique.

Les « engins de Liège », si l'on en croit les informations données par les journaux, auraient été fabriqués sur les mêmes plans que la bombe qui a fait explosion dans l'église de Belleville[341], et la police belge « suppose que c'est avec de l'argent remis par [les anarchistes] […] qu'il a pu revenir à Liège[342] ».

– Albert Philipp, né le 14 février 1882 à Paris. Il y fréquente le groupe dirigé par « Albert », dit « Libertad », 30, rue Muller, où on « rencontre beaucoup de malfaiteurs à tendance anarchiste ainsi que des individus sans moyens d'existence[343] ». Il a quitté Paris le 8 mars courant pour se rendre à Liège et est rentré précipitamment à Paris le 19 courant[344]. Il fréquentait aussi deux individus impliqués dans l'affaire (Découée et Chapey[345]).

– Modeste Boutet, mineur d'origine allemande : il fait profession de logeur à Saint-Nicolas-les-Liège, et c'est chez lui que logeaient les membres du commando[346].

– Henri Chapey : il habite Liège en 1904, où il fréquente les compagnons Découée, Georges Giraudon (disparu) ainsi que le dénommé Hella Alzire (disparu[347]). À Paris, où il réside habituellement, il fréquente le groupe dirigé par « Albert », dit « Libertad », 30, rue Muller, et rencontre Albert Philipp. Il connaît l'adresse de Modeste Boutet puisque dans son domicile parisien, la police découvre lors d'une perquisition postérieure aux attentats « une feuille de papier quadrillé sur laquelle on lit l'adresse suivante : Monsieur Boutet Modeste, 73, rue Likenn, Saint-Nicolas-les-Liège-Belgique. » On trouve aussi chez lui trois brochures éditées en Belgique : L'Heureuse anarchie par Borgueil, Précurseurs de l'International par V. Tcherkesoff et Pour la vie d'Alexandra Myriel.

Ces hommes sont par ailleurs bien organisés, comme en témoignent leurs dépositions au moment de leur procès. Selon Lambin, qui tente au cours du procès de présenter Philipp comme la « cheville ouvrière » du groupe – ce que ce dernier conteste –, l'affaire commence lors d'une rencontre qu'il a avec Philipp dans une rue voisine de la gare de Paris-Nord ; ce dernier lui raconte qu'il revient de Liège et qu'il est furieux contre un commissaire de cette ville, le commissaire Laurent, qui traque les anarchistes français et vient d'en faire expulser plusieurs comme Decouée, Hella, Chappey, etc. Philipp veut

336. P. Po. B.A./1510.
337. A. N. F7 12905, rapport du 23 mars 1904.
338. A. N. F7 12905, rapport du 19 mars 1904.
339. Ibid.
340. A. N. F7 12905, rapport du 24 mars 1904.
341. Ibid.
342. P. Po. B.A./1510, rapport du 23 mars 1904.
343. A. N. F7 12905, rapport du 24 mars 1904.
344. A. N. F7 12905, rapport du 24 mars 1904.
345. Ibid.
346. P. Po. B.A./1510, rapport du 23 mars 1904.
347. A. N. F7 12905, rapport du 30 mars 1904.

venger ces anarchistes et est revenu exprès à Paris pour trouver un compagnon ayant connaissance des explosifs, tandis que lui possède les fonds nécessaires. Lambin accepte d'aider Philipp, et c'est dans ces conditions, à trois ou quatre jours d'intervalle, que Lambin et Philipp arrivent à Liège, où ils préparent l'affaire en visitant les lieux et en achetant les produits nécessaires à l'attentat. Gudefin, de son côté, passé aux aveux, déclare avoir entendu parler de l'expulsion de Decouée dans les groupes anarchistes parisiens et être arrivé à Liège en provenance de Paris le 3 mars 1904[348]. Il y aurait rencontré Lambin pour la première fois le 14 mars, et aurait décidé ce jour-là de venger avec lui l'expulsion de Découée sur la personne de Laurent, commissaire de la sûreté[349]. Modeste Boutet leur prêta asile durant la préparation des attentats[350].

Toutefois, le rôle respectif de ces anarchistes dans la préparation de l'attentat reste difficile à établir, les compagnons se rejetant les responsabilités les uns sur les autres. Gudefin, qui souhaitait connaître le prix des produits destinés à confectionner la bombe, aurait adressé une lettre à un droguiste de Liège en signant « Philipp », et Philipp lui-même en aurait adressé une seconde à Eymal, un autre droguiste de Liège, pour demander le prix du ferrocyanure sous prétexte de faire de la teinturerie[351]. Ensuite, selon Gudefin, les produits chimiques furent apportés par Lambin dans des sacs en papier chez son logeur et complice Boutet[352] ; selon Lambin, qui présente Philipp comme la cheville ouvrière du groupe – ce que ce dernier conteste –, c'est Philipp qui se procura tous les produits nécessaires à l'attentat[353] ; selon Boutet, leur logeur, Lambin et Gudefin achetèrent par petites quantités les produits chimiques dont ils avaient besoin et les apportèrent chez lui[354]. Plus tard, une fois les produits rassemblés selon les dires de Gudefin confirmés par Boutet, Gudefin confectionna lui-même les bombes avec Lambin[355] dans la cave de Boutet, Philipp assistant seulement à la confection de la première bombe, une boîte en bois contenant du chlorate de potasse et du ferrocyanure au centre de laquelle fut disposée une petite boîte isolant le détonateur, lequel était relié avec l'air extérieur par un tube en verre teinté[356] ; et selon Lambin, pendant la confection de la bombe, il aurait fallu modérer la fureur de Philipp, qui se montrait le plus acharné contre Laurent, puisqu'il voulait mettre toute la dynamite possédée par le groupe (trois kilogrammes[357]). Toujours selon Lambin, le dimanche précédant l'attentat contre Laurent, il alla avec Gudefin et Philipp visiter les lieux, et le 12, il participait avec eux à un meeting anarchiste. L'engin fut ensuite apporté sur les lieux par Gudefin et Lambin, chacun à tour de rôle, le mit en place et le chargea en introduisant dans le tube un tampon d'ouate sur lequel fut versé une dose d'acide sulfurique destinée à opérer le contact explosif avec le détonateur, tandis que pendant ce temps, Gudefin faisait le guet en bas de la rue Sainte-Walburge, et Philipp, en haut de la rue. La boîte en bois avait été préalablement vernie en noir (vernis retrouvé chez Boutet) et munie d'une poignée en fer[358].

À l'issue du procès, Lambin et Gudefin furent condamnés à la peine de mort, tandis que Boutet était condamné aux travaux forcés à perpétuité[359].

348. Ibid.
349. Ibid.
350. Ibid.
351. A. N. F7 12905, rapport du 26 mai 1904.
352. A. N. F7 12905, rapport du 30 mars 1904.
353. A. N. F7 12905, rapport du 26 mai 1904.
354. P. Po. B.A./1510, rapport du 23 mars 1904.
355. A. N. F7 12905, rapport du 30 mars 1905.
356. Ibid.
357. A. N. F7 12905, rapport du 26 mai 1904.
358. Ibid.
359. A. N. F7 12905, rapport du 30 mars 1904.

Mais plus que tout autre, l'attentat de la rue de Rohan témoigne du degré de préparation de ces commandos et de l'aide que les réseaux anarchistes purent leur apporter sur le sol français et étranger.

Les détails de l'action sont bien connus[360]. Dans la nuit du 31 mai au 1er juin 1905, vers minuit vingt, alors que le jeune roi d'Espagne Alphonse XIII – en visite à Paris – rentre de l'Opéra en compagnie du président de la République, un individu lance deux bombes sur le cortège à l'angle des rues de Rivoli et de Rohan. Une seule éclate : elle explose presque sous les roues des voitures, fait de nombreuses victimes (17 blessés, dont plusieurs grièvement), mais le roi ainsi que le président sont indemnes. Si le coupable ne fut jamais arrêté (il se serait agi d'un anarchiste espagnol connu sous le nom d'Alexandre Farras), ce ne fut pas par négligence policière. Bien avant l'attentat en effet, la police savait qu'un complot se tramait contre le roi d'Espagne. Elle savait aussi qu'un Espagnol âgé de 26 ans, étudiant en médecine et réfugié en France après une condamnation à huit ans de travaux forcés encourue en Espagne, le dénommé Pedro Vallina, avait reçu d'Espagne plusieurs bombes en forme de « pommes de pin » semblables à celles qui devaient servir pour l'attentat contre Alphonse XIII. Elle savait encore que Malato en avait reçu également les 27 avril et 12 mai, et que Farras était en contact avec Vallina. Elle savait enfin que Vallina et Farras avaient caché leurs bombes dans les bois de Clamart et de Vélizy, et, huit jours avant l'attentat, elle arrêtait Vallina et Harvey, un Anglais âgé de 45 ans, qui séjournait en France depuis quatre ans (il était accusé d'avoir chargé les bombes), tandis que Farras, disparu de son domicile parisien dans la nuit du 23 au 24 mai, lui glissait entre les doigts. Enfin, le 27 novembre 1905, au terme de cinq mois d'instruction, Vallina, Harvey, Charles Malato ainsi qu'un autre compagnon dénommé Caussenel comparaissaient devant la cour d'Assises de la Seine, pour avoir, sinon exécuté, du moins organisé l'attentat. Toutefois, au terme des débats, devant l'obscurité de l'affaire, ils étaient acquittés par les jurés.

Malgré un épilogue décevant pour la police, cette enquête est pour nous une mine d'informations car elle témoigne des contacts existant entre anarchistes de toutes nationalités à cette époque. Dès mars 1905, en effet, il semble, selon les rapports des indicateurs, qu'à Londres, à Paris et en Espagne les anarchistes travaillent de concert à éliminer le roi d'Espagne lors de son voyage à Paris : ainsi on apprend que dès la mi-mars, les anarchistes espagnols réfugiés à Londres auraient chargé un des leurs nommé Colls, de la « Fédération espagnole » de Londres, d'offrir aux groupes de Paris – en même temps que le montant d'une souscription – le concours de militants si le besoin s'en faisait sentir[361], tandis que simultanément, à Paris même, on assiste à la formation d'une « commission des dix » « improvisée » par Malato, composée d'Italiens, de Français et d'Espagnols « […] qui passe pour ou Joseph[362]), ou encore comme l'anarchiste espagnol Prats (Antonio des hommes comme l'anarchiste espagnol Castells, « […] qui passe pour très dangereux[363] », très dangereux organe pour s'occuper du voyage du roi d'Espagne[364]. Gravitent autour de cet ces espagnols exilés sur le sol français et les anarchistes espagnols restés en L'enquête prouve encore les rapports étroits existant entre les anarchistes fait venir des compagnons italiens[365]. Espagne. Ils sont en relation permanente, comme le montrent les rapports d'indicateurs[366] :

360. A. N. F7 12905, rapport du 20 mai 1904.
361. A. N. F7 12513, rapport du 17 mars 1905.
362. P. Po. B.A./1511, rapport du 5 juin 1905.
363. A. N. F7 12513, le 14 mars 1905.
364. Ibid.
365. A. N. F7 12513, le 14 mars 1905.
366. A. N. F7 12513, rapport du 17 mars 1905.

> « En février dernier, avant la royale visite, Vallina recevait des fonds et se rendait à Barcelone, où il confectionnait des explosifs. Les anarchistes espagnols désiraient, eux commettre l'attentat dans la péninsule, sans attendre le départ du jeune monarque ; mais les persécutions dont ils furent l'objet leur firent abandonner leur projet. C'est alors qu'ils prièrent leurs compatriotes habitant ici de faire quelque chose. Malheureusement pour ces derniers, la police française neutralisa en partie leurs efforts et Vallina écrivit alors à Barcelone en disant que la surveillance qui était exercée à son endroit et à celui de ses amis rendait impossible l'accomplissement du projet […]. Ils changeront de tactique et feront tout ce qui dépendra d'eux pour poursuivre en Espagne leurs desseins. »

C'est d'Espagne qu'arrivent les compagnons qui doivent mettre la dernière main à l'attentat, comme par exemple Vallina, venu « préparer un plan avec les Italiens en vue du voyage du roi d'Espagne[367] » et qui « a dû faire des expériences avec des explosifs avant son départ car il a les mains tachées d'acide[368] » ; c'est encore le cas début mai de trois anarchistes espagnols ayant transité par Marseille, dont Malato s'occupe[369] ; c'est enfin le cas de trois autres Espagnols dont l'arrivée à Paris est signalée par un rapport du 24 mai 1908[370], ou encore de ce camarade qui serait chargé de l'exécution du roi d'Espagne, et dont Vallina demande fin mai si quelqu'un serait prêt à le cacher[371]. C'est également d'Espagne qu'arrive le contenu des bombes : les enquêteurs pensèrent d'abord que l'un des expéditeurs des engins aurait été un certain Antonio Prats, dont le nom est inscrit sur le second colis adressé à Caussenel[372], un homme d'ailleurs arrêté en Espagne après les attentats de Liceo et de Cambios Nuevos[373], avant de s'apercevoir que c'est probablement un autre anarchiste dénommé Carbonel, qui, descendu chez Prats à Narbonne, dut se servir de son nom pour expédier de Barcelone le colis[374]. En fait, presque deux mois plus tard, il paraît certain que l'expéditeur des bombes est l'anarchiste Perez-Leyva, alors en détention à Madrid[375] :

> « Le fondé de pouvoir, l'employé aux écritures et l'homme de peine de la maison Soler [transporteur de colis] ont formellement et sans hésitation désigné cet individu pour leur client de mai dernier. »

En Espagne même, l'enquête française met en évidence l'existence à partir de mars 1905 d'un comité d'action siégeant rue Blasco de Garay à Barcelone et ayant des liens « avec tous les autres groupes d'Espagne et même de l'étranger[376] ». Son local change fréquemment par la suite (rue Ferlandina, puis rue Bamalleras[377]), et il prend le nom « Juventus Libertaria[378] ». Les indicateurs savent par ailleurs que ses membres invitent « les compagnons à commettre des attentats[379] », et que, parmi ceux-ci, on compte les dénommés Alfredo Picoret, Primitivo Picoret (son père), Juan Tosas, Pedro Bernadas, Joa-

367. A. N. F7 12513, rapport du 1er mai 1905.
368. A. N. F7 12513, rapport du 22 mai 1905.
369. A. N. F7 12513, rapport du 18 mars 1905.
370. A. N. F7 12513, rapport du 24 mai 1908.
371. A. N. F7 12513.
372. A. N. F7 12513, rapport du 22 mai 1905.
373. Ibid.
374. A. N. F7 12513, rapport du 27 mai 1905.
375. A. N. F7 12513, rapport du 27 juillet 1905.
376. A. N. F7 12513, rapport du 3 mars 1905.
377. A. N. F7 12513, rapport du 13 mars 1905.
378. A. N. F7 12513, rapport du 5 juin 1905.
379. A. N. F7 12513, rapport du 9 avril 1905.

quin Corominas et Serra, tous arrêtés en juin 1905[380]. L'un des Picoret reconnaîtra par la suite avoir fabriqué deux bombes à retardement[381] et révèle que Corominas « faisait collection de pommes d'escalier en fer creuses à l'effet de construire des bombes[382] » ; « ainsi, la police, au cours de ces perquisitions ou dans toute autre circonstance ne pouvait, prétendait-il, soupçonner à quoi ces objets étaient destinés[383] ». L'enquête met encore en lumière le fonctionnement d'une partie des réseaux anarchistes espagnols constitués en France. Ainsi à Narbonne, les enquêteurs qui sont sur les traces de Prats mettent au jour une vraie « organisation anarchiste espagnole ». Le centre nerveux en est le « Groupe de Narbonne » en 1905, dont les adhérents auraient doublé en trois mois et qui aurait compté une quarantaine d'individus[384]. Parmi eux, « Prats Antonio paraît avoir été […] l'intermédiaire[385] » en recevant les correspondances qui étaient destinées aux membres du groupe et en les faisant suivre dans leurs déplacements : c'est un de ses amis qui livrait les lettres dans la région, à bicyclette[386], et une liste de noms et d'adresses saisie par la police (31 correspondants en France et en Espagne) témoigne de l'étendue de ces réseaux[387].

Enfin, l'enquête montre le fonctionnement de ces réseaux anarchistes étrangers dans une grande ville comme Paris. En effet, grâce à l'efficacité de la surveillance mise en place autour d'un certain nombre de révolutionnaires, on connaît presque jour après jour la façon dont l'attentat contre le roi d'Espagne fut préparé à Paris, ainsi que la vie des principaux protagonistes de cette histoire[388], et parmi les plus importants d'entre eux, il faut citer les individus suivants :

– Vallina. Il paraît avoir été une des chevilles ouvrières du groupe. D'abord, il a eu avec Malato de fréquents conciliabules à propos du voyage du roi d'Espagne en France, et il ne cache d'ailleurs pas qu'il veut commettre un attentat, se renseignant par exemple sur la voie ferrée et sur le programme du roi d'Espagne à Paris[389]. Ensuite, il reçoit périodiquement de l'argent d'on ne sait où. Par ailleurs, c'est un homme qui fut non seulement en relation suivie avec tous les autres conjurés, mais encore en contact avec l'Espagne : lors de perquisitions à Paris le 25 juin 1903, il est établi « de manière irréfutable » qu'il sert d'intermédiaire à Paris « entre les anarchistes d'Espagne, les chefs de groupes français et les compagnons de toute nationalité résidant à Londres[390] ». C'est encore lui qui semble prendre les initiatives au sein du groupe, comme lorsqu'il intime à ses comparses de ne plus se rencontrer (le groupe s'était aperçu qu'il était surveillé[391]) ou lorsqu'il prend l'initiative de cacher les bombes (il fit d'ailleurs partie de l'expédition au cours de laquelle les « pommes de pin » contenues dans le second colis furent enterrées du côté de Clamart, puis récupérées[392]). Enfin, c'est un homme d'action, qui, lorsqu'il était à Barcelone en février 1905, s'est livré à des expériences sur les explosifs[393] et qui paraît avoir confectionné une partie des bombes destinées à être utilisées lors de l'attentat : à plusieurs reprises, des indicateurs signalent en effet qu'on a vu sur ses mains des taches produites

380. A. N. F7 12513, rapport du 7 juin 1905.
381. A. N. F7 12513, rapport du 27 juillet 1905, déclaration de Picoret au juge d'instruction Catala.
382. Ibid.
383. Ibid.
384. A. N. F7 12513, rapport du 22 mai 1905.
385. Ibid.
386. Ibid.
387. Ibid.
388. Pour toutes ces informations, voir A. N. F7 12513, rapports des 13 mai et 5 juin 1905.
389. A. N. F7 12513, rapport du 18 mai 1905.
390. Ibid.
391. Ibid.
392. Ibid.
393. P. Po. B.A./1511, rapports du 13 mai et 5 juin 1905.

par des acides qui entrent dans la composition des explosifs[394] ; lorsqu'il s'aperçut que la police s'intéressait à lui, il se débarrassa de flacons, d'un thermomètre et d'une balance dont l'analyse des plateaux permit de découvrir des traces de chlorate de potasse[395] ; enfin, lors d'une perquisition chez lui, la police se saisit d'engins destinés à provoquer l'explosion qui sert à confectionner les détonateurs destinés à des planches et de vêtements avec de nombreuses taches produites par des acides, ainsi que des tiroirs où l'on pouvait encore voir des résidus de substances chimiques[396].

– Charles Malato. Il est difficile d'apprécier le rôle de Malato dans cette affaire, qui prétendit au procès avoir reçu les bombes par erreur. On peut cependant rappeler qu'il souhaitait manifestement l'attentat et qu'il lui était difficile d'ignorer la destination des objets que Caussenel lui apportait (c'est d'ailleurs l'avis de certains militants parisiens comme Tennevin, pour lequel « il connaissait la nature de ces colis[397] »). Par ailleurs, il est écrit noir sur blanc dans un rapport de police que Malato était avec Vallina quand celui-ci enterra les pommes de pin contenues dans le second colis[398].

– Farras. La police sait qu'il habite 17, rue Maître, mais il est impossible de savoir ce qu'il fait car il s'assure continuellement qu'on ne le suit pas. Il est en contact avec les autres, surveillant par exemple les alentours lorsque Vallina et Malato partent cacher le contenu du second colis[399] ; dans un rapport daté du 1er juin 1905, Vallina prétend que Farras a chargé les objets et que, après s'être dérobé en apprenant le 25 mai l'arrestation de ses compagnons, il a pu tirer les engins de leurs cachettes, et, quelques jours plus tard, les jeter[400]. En fait l'identité même de Farras est douteuse : « Il semble que cet individu, dont la date d'arrivée à Paris est incertaine, et qui, depuis la fin du mois d'octobre dernier, vivait en commun avec Joaquin Coca, cordonnier espagnol, anarchiste […] ne soit autre que Avino Edouardo Henrique José, né le 17 janvier 1882 à Gracia, commune de Barcelone. Compromis à Barcelone en octobre 1903 dans l'affaire de l'attentat contre le chef de police de Barcelone, il se serait alors enfui en usurpant l'état civil de Farras Alexandre, né le 24 mai 1880, à Barcelone[401]. »

– Caussenel : c'est un ouvrier cordonnier demeurant 26, rue de Vanves, qui reçoit fréquemment des lettres venues d'Espagne et dont on s'aperçoit bientôt qu'il sert de « boîte aux lettres » à Malato ; son courrier est alors ouvert avant distribution. Le 20 avril, Caussenel reçoit une lettre en mauvais français terminée par des mots incompréhensibles « paraissant être écrits en langage conventionnel », lettre portée immédiatement chez Malato ; le 21 avril, une nouvelle lettre venant d'Espagne et transitant par Caussenel lui signale l'arrivée d'un colis postal pesant 1,7 kilogrammes à la gare de Lyon, dans les locaux de la Compagnie PLM, rue Gabriel Lamé. Ouvert par la douane, le colis contient un objet en fonte taillé en forme de pomme de pin et percé au milieu jusqu'aux deux-tiers de la hauteur d'un trou fileté ayant deux centimètres de diamètre. Livré à Caussannel le 26 avril, le paquet est transporté par celui-ci dans une toilette chez Malato le 28 avril au matin : il ne peut sans doute le lui laisser car il repart avec, déposant au passage une lettre chez Vallina. Le 29 avril, Caussenel, porteur de la toilette, se rend nouveau chez Malato au matin et en sort en compagnie de sa femme ou de sa maîtresse, domestique chez Malato, après avoir laissé le paquet. Le 10 mai, Caussenel reçoit une nouvelle lettre annonçant l'arrivée d'un nouveau colis au même endroit, pesant cette fois-ci 5,6 kilogrammes, et

394. A. N. F7 12513, rapport du 18 mai 1905.
395. Ibid.
396. A. N. F7 12513, rapport du 11 juillet 1905.
397. A. N. F7 12513, rapport du 24 novembre 1905.
398. A. N. F7 12513, rapport du 18 mai 1905.
399. Ibid.
400. A. N. F7 12513, rapport du 1er juin 1905.
401. Ibid.

envoyé par A. Prats, de Barcelone, tandis que la police apprend aussi que les premiers objets envoyés ont été fabriqués dans une fonderie près de Barcelone. Le colis est livré le 12 mai chez Caussenel, qui l'apporte vers midi à Malato après avoir pris soin de n'être pas suivi. À chaque fois qu'il quitte Malato, il se rend longuement chez sa fille, 3, rue de la Bûcherie.

Parmi les autres comparses bien connus de la police et paraissant avoir joué un rôle plus secondaire dans l'Affaire, on rencontre encore :

– Jésus Navarro. Logeant 37, rue de la Harpe, il est arrivé à Paris au mois d'octobre 1904 et est connu à Barcelone pour relations suivies avec un dénommé Bernardou, lequel passait pour s'occuper beaucoup de chimie. Dès son arrivée, il s'est mis immédiatement en rapport avec Vallina[402].

– Firmin Palacios, qui habite 7, rue Bardin à Clichy et a donné asile à plusieurs anarchistes réfugiés à Paris[403].

– Joseph Prats, habitant 43, rue du faubourg Saint-Antoine[404].

– L'anarchiste-médecin Castells « […] qui passe pour très dangereux[405] ».

– Bernard Harvey, un anarchiste anglais qui se débarrasse le 13 mai courant de produits dans les égouts (une bouteille). Au cours d'une perquisition chez lui, la police se saisit d'un agenda contenant des formules pour la fabrication de substances explosives[406].

Tous ces hommes se connaissent bien : ils se sont rencontrés dans des cafés de l'avenue Ledru-Rollin et du faubourg Saint-Antoine, et ils ont monté une petite association avec une caisse commune dont Prats est le trésorier, alimentée par des souscriptions et des cotisations. Leur but est de secourir les Espagnols résidant à Paris, de faire venir des journaux révolutionnaires comme El Productor, Tierra e Libertad, Aurora, et de pouvoir poursuivre grâce à un journal spécial, L'Espagne inquisitoriale, une campagne de protestation contre les mesures de rigueur prises en Espagne[407]. Autour de ce groupe, il ne faut pas oublier le rôle des Italiens Tambolesi et Frigerio, deux anarchistes très militants, intéressés à l'affaire, dont l'auteur d'un rapport écrit juste après les arrestations du 25 mai déplore qu'ils aient pu échapper au « coup de filet[408] », ainsi que celui de militants encore mal identifiés au « coup de filet », ce que souligne un rapport que Vallina aurait mis dans la confidence, ce qui souligne un rapport du 24 mai 1905[409], ou encore ce rapport du 18 mai 1905, qui signale que plusieurs bombes auraient été remises par Vallina et Malato à des anarchistes français[410].

Le bilan de l'action anarchiste

Les groupes et individualités

Comme nous l'avons montré, au sein de ce que l'on a coutume d'appeler le mouvement anarchiste, on distingue toutes sortes de « comités », de « ligues », de « syndicats », de « fédérations » anarchistes et d'associations de malfaiteurs, qui ont permis à ces groupes de coopérer. À cette époque, les groupes, groupuscules et individus ont donc pu agir en obéissant à des stimuli divers en provenance de ces organismes. Cela dit, pour la

402. A. N. F7 12513, rapport du 18 mai 1905.
403. Ibid.
404. Ibid.
405. A. N. F7 12513, rapport du 17 mars 1905.
406. A. N. F7 12513, rapport du 11 juillet 1905.
407. A. N. F7 12513, rapport du 12 juillet 1905.
408. A. N. F7 12513, rapport du 26 mai 1905.
409. A. N. F7 12513, rapport du 24 mai 1905.
410. A. N. F7 12513, rapport du 26 mai 1905.

plupart d'entre eux, ces groupes et ces individualités ont aussi agi de leur propre chef spontanément ou non, en préservant leur indépendance dans l'action ; et il est en général bien difficile de déterminer si l'acte est, oui ou non, le résultat d'un des stimuli dont nous avons parlé plus haut.

La « mue anarchiste » des années 1900-1914 a-t-elle influé sur la stratégie adoptée par les compagnons et les a-t-elle gênés dans leur action ? Ce sont des questions auxquelles il n'est pas facile de répondre car les sources manquent. Toutefois, sous bénéfice d'inventaire, on peut supposer plusieurs réponses à ces interrogations.

L'agitation anarchiste

Rien n'indique que l'agitation anarchiste ait diminué au début du xxe siècle : à Boulogne-sur-Mer par exemple, le 23 juillet 1902, vers 9 h du soir, une bande de 11 anarchistes à la tête de laquelle se trouvent Vétu, Dupont et Touzard, grossie de voyous chantant la Carmagnole, croisent deux agents qui veulent les empêcher de chanter : pendant que les agents parlementent, Vétu, outrageant, leur couvre la tête avec un drapeau rouge « dont la hampe était entourée d'un ruban noir[411] ». Et des incidents du même type (des troubles à l'ordre public opposant des bandes d'anarchistes aux conscrits, aux forces de l'ordre ou aux bourgeois) sont signalés au Tréport en mai 1901[412] ; en mars 1903 à Friville-Escarbotin (Somme[413]) ; à Roanne en 1903[414] ; à Amiens, en 1905[415] ; dans le parc de Saint-Cloud en août 1905[416] ; à Paris, en février 1913[417].

De plus, ce qui est nouveau depuis l'affaire Dreyfus, c'est la participation de certains groupes anarchistes à de grandes campagnes d'agitation lancées par exemple par la FCA mais aussi par le CDS, la CGT, ou des partis socialistes. C'est par exemple ce qui se produit pendant l'Affaire Aernoult-Rousset[418], au cours de laquelle, dans le cadre d'une agitation générale impulsée par ces organisations, les groupes anarchistes manifestent, organisent des réunions publiques, distribuent des tracts et placardent des affiches. Cette affaire commence avec la mort du disciplinaire Aernoult aux bataillons d'Afrique à la suite de traitements atroces infligés par des gradés. Un de ses camarades, Rousset, écrit alors une lettre au Matin, publiée, pour dénoncer les agissements de certains officiers. Les autorités militaires trouvent le moyen de le condamner à cinq ans de prison pour outrage, ce qui émeut l'opinion publique, et Rousset sera finalement gracié par le ministre de la guerre en avril 1911. L'affaire ne s'arrête cependant pas là : le 27 août suivant, à la caserne de Médéah où Rousset se trouve, le soldat Brancoli est assassiné d'un coup de couteau, et le lieutenant instructeur ainsi que trois de ses camarades accusent Rousset, le témoignage de ces trois derniers reproduisant intégralement un rapport écrit la veille par le lieutenant instructeur. Toutefois Brancoli n'est pas mort immédiatement, et sur son lit d'hôpital, il blanchit Rousset, condamné pourtant par le conseil de guerre d'Alger à 20 ans de travaux forcés pour coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, ce qui émeut à nouveau l'opinion.

411. A. D. de la Somme, 4 M 2031, le 23 juillet 1902.
412. A. D. de Seine-Maritime, 4 M 2695, rapports de mai 1901.
413. A. D. de la Somme, 99 M 13/2, rapport du 18 mars 1903.
414. A. D. de la Loire, Roanne 1 M 528, rapport du 18 décembre 1893.
415. A. D. de la Somme, 2 I 17 2, rapport du 3 septembre 1905.
416. A. D. de Seine-et-Oise et A. N. F7 12723.
417. P. Po. B.A./1499, rapport du 3 février 1913.
418. Voir A. N. F7 12909.

Les actes de révolte, les attentats, l'illégalisme, le sabotage, l'action directe

Si l'agitation anarchiste n'a sans doute pas faibli au début des années 1900, il y a eu au cours de ces mêmes années une diminution du nombre des attentats et peut-être de l'illégalisme anarchiste, ce pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'une majorité de compagnons tourne le dos à la propagande par le fait après l'assassinat de Sadi Carnot et la répression qui s'ensuit. Ensuite, parce que les structures qui permettaient de tels actes (les groupes fermés notamment) sont bien moins nombreuses à cette époque que dans les années 1890-1894. Enfin, parce que la valeur révolutionnaire de tels actes n'est désormais défendue que par une minorité de compagnons (surtout des individualistes), eux-mêmes considérés par leurs contemporains – et souvent même par les anarchistes – comme une minorité déviante, ce qui contribue à discréditer leur action.

En revanche, il faut signaler que nombre d'anarchistes qui militent dans les bourses du travail et dans les syndicats – en se laissant parfois absorber par ces derniers – se sont livrés à l'action directe ou à des actes de sabotage participant peut-être de ce que les forces de l'ordre décrivent comme de véritables « campagnes de sabotage » organisées sur l'ensemble du territoire national[419], ce qui leur a sans doute permis d'inquiéter le pouvoir bourgeois comme jamais. Mais quel a été leur rôle exact dans ces « campagnes » de sabotage[420] – si elles ont existé ? Il est pratiquement impossible à déterminer car les auteurs de ces actes ont rarement été appréhendés par les forces de l'ordre, comme le rappelle un journaliste du Matin[421] :

> « Ces sortes d'attentats [2 268 fils ont été coupés en 27 mois sur les réseaux des voies ferrées] se sont produits cela va sans dire, sur des centaines de points différents […] mais ce qui est stupéfiant, c'est le nombre dérisoire des arrestations opérées ; ce qu'il y a d'inquiétant, c'est l'impunité quasi certaine des crimes de ce genre. Le chiffre des condamnations pour sabotage est éloquent : pour 2 268 fils coupés […] une douzaine de condamnations seulement […] [dont] six gamins. »

Et les sources, en conséquence, ne nous fournissent le plus souvent que des données chiffrées rapportant le nombre de ces sabotages, comme le montre le tableau ci-dessous :

Le témoignage oral d'Henri Cauvin à Marseille, qui avouera bien plus tard à René Bianco avoir tenté de saboter des lignes de chemin de fer[422], ou encore l'affaire Gourmelon à Brest (ce dernier a été pris en flagrant délit de sabotage des lignes télégraphiques en 1911 avant d'être condamné deux ans de prison par le conseil de guerre de Brest[423]), restent des affaires exceptionnelles dans les sources.

La propagande écrite

La division en grandes tendances et la fragmentation du mouvement n'ont, semble-t-il, pas réellement gêné l'effort de propagande écrite, malgré des hauts et des bas, facilité par l'apaisement de la répression, « dopé » par l'émergence au sein du mouvement d'une « anarchie intellectuelle[424] » ainsi que par les liens tissés entre les compagnons et les autres révolutionnaires. Concernant la propagande écrite, malgré des hauts et des bas,

419. Voir supra : le Libertaire par exemple, surtout à partir de 1911, pousse les anarchistes à l'action directe.
420. A. N. F7 13065.
421. A. N. F7 13065, le Matin du 18 juin 1911 : « La multiplication des sabotages et les saboteurs introuvables ».
422. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 139.
423. A. D. du Finistère, 4 M 335, rapport du 12 février 1913.
424. A. N. F7 13065.

Nature des actes	O	N	D	J	F	M	A	M	J	Totaux
Fils tél. et téléph. coupés	42	321	307	168	217	39	15	632	893	2634
Poteaux sciés ou arrachés	2	7	5	2	1	1		6	8	32
Fils de disques de signaux avancés ou sonneries coupées	3	15	9	9	9	4	3	14	44	103
Fils de disques ou de signaux mis dans l'impossibilité de fonctionner	1	2	2	4	1	4	4			19
Aiguilles calées, dérangées p. provoquer déraillement			1	2	2	4	1	1		11
					346					
Pierres, traverses, etc., placées	3	16	11	5	2	7	1	9	8	62

on peut ainsi constater que la presse anarchiste n'a jamais été aussi dynamique qu'à cette époque (plus de 400 numéros publiés en 1900, 1905, 1906[425]…). D'ailleurs, la bibliographie conseillée par exemple aux lecteurs du Libertaire dans le numéro 48 du journal daté du 27 septembre 1913 apparaît comme relativement fournie :

Matières	Nombre de titres
Anarchisme	42 (parmi les 42 auteurs cités, une place est faite à Kropotkine, dont l'intégralité des œuvres est conseillée)
Littérature	Les œuvres de 15 écrivains sont citées
Théâtre	11 (dont un pour plusieurs pièces de Courteline)
Néo-malthusianisme	21
Langue internationale	11
Antimilitarisme, antipatriotisme	22
Histoire	7
Sociologie et éducation	19
Sciences, philosophie	33
Antidéfensarisme, antiparlementarisme, etc.	45
Chansons et divers	27

Tableau 17. – *Bibliographie anarchiste conseillée aux lecteurs du Libertaire dans le numéro 48 du journal, daté du 27 septembre 1913*

La propagande orale

Quant à la propagande orale, elle semble elle aussi retrouver un nouveau souffle.

Les chansons anarchistes sont toujours plus nombreuses – entre autres parce que le milieu des chansonniers se professionnalise – (avec des artistes comme Clément, Noël, Poitevin, Reybar, Teuley, Lanoff, d'Avray et surtout Montéhus, qui louent leurs services pour aller répandre aussi bien à Paris qu'en province les théories anarchistes antimilitaristes[426]) : celles qui sont alors les plus goûtées par le public sont « À bas Biribi », « Ne tire pas, petit soldat ! », « La Grève des mères », « Les Bazars », « La Barricade », le « Vagabond », « Paix et Guerre », « L'Antiproprio », le « Credo anarchiste », le « Fusil Lebel », « La Journée de huit heures », « Le Policier », l'« Hymne à l'anarchie », « L'Internationale », « Le Drapeau rouge », « Le Chemin de Biribi », « Sur la tombe d'un Camisard », et « Gloire au XVIIe[427] » ; et René Bianco signale que les représentations de Montéhus au Palais de Cristal de Marseille « impressionnent fortement les masses ouvrières et sont de nature à faire faire aux idées antimilitaristes et révolutionnaires plus de progrès que les discours des agitateurs[428] ».

La propagande orale est par ailleurs dynamisée par de nouvelles formes de propagande comme le théâtre[429], car les anarchistes sont désormais favorables « à tout ce qui

425. Tableau réalisé à partir des travaux de Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 1, p. 140.
426. A. N. BB18 6463.
427. Ibid.
428. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 270.
429. Voir Patrick Barreau et René Bianco, « Le théâtre social, 1900-1914 », in Bulletin du CIRA, n° 11-12, septembre-octobre 1976, 72 p.

vise la scène[430] ». Cette évolution est attestée par un indicateur parisien en 1901[431], et René Bianco constate que « l'idée que le théâtre est un puissant moyen d'éducation[432] » s'impose dans les milieux anarchistes des Bouches-du-Rhône à cette époque, tandis qu'on assiste « au cours des années suivantes, sur tout le territoire national, à une éclosion simultanée de troupes d'amateurs[433] » : on peut par exemple citer à Paris, dans les années 1910-1912, d'institutions analogues au « Théâtre social », comme « Théâtre révolutionnaire », « L'Art du 11e », « L'association théâtrale populaire » ou « La Muse révolutionnaire[434] ». Et il en va de même en province : à Grenoble par exemple, en août 1903, les anarchistes locaux montent la pièce de théâtre « Les trois fléaux [la police, l'armée et le clergé][435] », tandis qu'en avril 1909, le groupe libertaire de la ville décide de faire jouer la pièce « Le Portefeuille[436] ». Il est vrai qu'au fil du temps, le répertoire théâtral des anarchistes s'est enrichi. Parmi les pièces les plus jouées, on trouve par exemple :

– À Biribi : « Sous l'ardent soleil d'Afrique, deux disciplinaires sont garrottés et étendus sur le sol ; un tirailleur les surveille ; deux sergents boivent en leur présence et rient de leurs souffrances. Au 2e acte, les deux disciplinaires s'évadent ; sur l'ordre d'un sergent, les deux tirailleurs tirent sur eux et les tuent ; l'un d'eux, avant d'expirer, crie au sergent : sale brute ! Assassin ! Etc. »

– Le Dragon : « Pendant une grève de forgerons, un ouvrier est tué au cours d'une charge. Son fils, un dragon qui avait coopéré au service d'ordre, vient chez lui après la bagarre ; devant le cadavre de son père, il jure de le venger, et, de la fenêtre, il tue son capitaine d'un coup de carabine. »

– Gendarme : « Un officier de gendarmerie interroge un vagabond ; il découvre que c'est son propre frère, lequel est déserteur. Il l'arrête, mais le vagabond le ligote et s'enfuit en criant "Vive la liberté". »

– L'Aiguilleur : « Un aiguilleur anarchiste, pour se venger de la société bourgeoise, provoque une catastrophe. »

– La Dernière Cartouche : « À la frontière, une sentinelle française et une sentinelle allemande fraternisent. Survient une patrouille française dont le chef veut tuer l'Allemand. La sentinelle française prend ce dernier sous sa protection et tue l'officier. Pendant que ce dernier agonise, ses soldats mettent la crosse en l'air et chantent l'Internationale. »

Par ailleurs, depuis 1895, les tournées de conférences ont repris. Ainsi, on en signale dans l'Oise[437], à Dijon[438], dans le Pas-de-Calais[439], à Lille[440], dans le Maine-et-Loire[441], en Seine-Inférieure[442], dans l'Isère[443], dans le Finistère[444], en Saône-et-Loire (à Montceau-les-Mines et à Chalon[445]), dans la Somme, surtout à Amiens (40 entre 1896 à 1913[446]), tandis que dans la Loire, que ce soit à Roanne ou à Saint-Étienne, on compte

430. P. Po. B.A./1498, rapport du 16 février 1900 : « Les pièces de théâtre vont jouer un grand rôle dans les milieux anarchistes. »
431. P. Po. B.A./1498, rapport du 25 décembre 1901.
432. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 269-270.
433. Ibid.
434. A. N. BB18 6463.
435. A. D. de l'Isère, 75 M 9, rapport d'août 1903.
436. A. D. de l'Isère, 75 M 9, rapport du 19 avril 1909.
437. A. D. de l'Oise, Mp 1425/4 et 1470.
438. A. D. de Côte-d'Or, 20 M 552.
439. A. D. du Pas-de-Calais, M 2022.
440. Jean Polet, L'Anarchisme dans le département du Nord…, op. cit., p. 67 sq.
441. Thierry Buron, op. cit., p. 88-89.
442. A. D. de la Seine-Maritime, 4 M 2 Z 45.
443. A. D. de l'Isère, 75 M 9.
444. A. D. du Finistère, 4 M 335.
445. A. D. de Saône-et-Loire, M 287-288.
446. A. D. de la Somme, 2 I 16 1.

au minimum 25 conférences entre 1896 et 1905 et 16 conférences entre 1909 et 1911[447]. Enfin, dans les Bouches-du-Rhône, René Bianco répertorie 183 conférences publiques de 1895 à 1914 – dont 149 à Marseille – contre 50 de 1883 à 1893[448]. Il y a donc en France un renouveau de la propagande orale sous la forme des conférences publiques, et nous connaissons quelques-uns de ces conférenciers : parmi les orateurs de stature nationale (la plupart d'entre eux sont parisiens et ce sont eux qui attirent le plus de spectateurs), on peut surtout citer Faure, Henri Dhorr, Louise Michel, Tortelier, mais aussi Girault, Lorulot, Barrucand, Janvion, Dubois Desaulle, Séraphine Pajaud, Laurent Taillade, Félicie Mumieska, Miguel Almeyreda, et Broussouloux. Parmi les conférenciers et conférencières de stature régionale, on connaît par exemple Ernest Chappuis dans l'Oise ; Cellard, Chatain et Pierre Martin dans l'Isère ; Léo Sivasty en Saône-et-Loire ; Philippe, Clayes, Favier et Wolke dans le Nord ; Marestan ou Fréjac dans les Bouches-du-Rhône ; enfin à Paris, on compte parmi les conférenciers locaux des hommes comme Libertad, Prost, Malato, Ferrière, ou Brunet, Fourquoy. Pourquoi ce renouveau des conférences anarchistes ? Il y a à cela plusieurs raisons : d'abord l'apaisement de la répression ; ensuite, l'échec des attentats, qui stimule la propagande orale ; sans doute enfin la concurrence entre chapelles anarchistes, chacune de ces chapelles envoyant des conférenciers parcourir la France avec une mission : rallier de nouveaux groupes.

Enfin, il faut noter qu'à cette époque les grands procès antimilitaristes sont autant d'occasions pour les compagnons de faire de la propagande anarchiste, et que ces derniers ne se privent d'ailleurs pas de les utiliser comme tribunes[449].

La coopération, les milieux libres, l'éducation des masses et les mouvements artistiques

Après l'échec de la manière terroriste et en même temps que le mouvement mue[450], il faut encore noter que les compagnons se tournent davantage vers des formes d'action plus « constructives » comme la coopération, les milieux libres, l'éducation des masses[451], voire l'art. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, l'action anarchiste de ces années est aussi celle d'une anarchie plus « intellectuelle », stimulée à la fois par l'échec de la manière terroriste (les anarchistes se sont tournés vers d'autres moyens d'expression) et par l'affaire Dreyfus. C'est par exemple ce qu'expriment deux rapports d'indicateurs parisiens, l'un daté de janvier 1901 et l'autre de juin 1900[452] [453] :

> « Ne pas abandonner la cause qui nous intéresse mais […] puisque la clôture de l'affaire Dreyfus et l'Exposition arrêtent notre œuvre de combat, consacrons-nous à la littérature, au théâtre, aux conférences. Et c'est pour cela que la situation est toute favorable aux intellectuels qui chantent et déclament plutôt qu'aux dynamiteurs. »

447. A. D. de la Loire, 1 M 529-531.
448. René Bianco, Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône…, op. cit., p. 183.
449. Voir supra.
450. Ibid.
451. Ibid.
452. P. Po. B.A./1498, rapport du 18 janvier 1901 : « On peut affirmer presque sans crainte d'erreur que le groupe des anarchistes intellectuels s'est fort augmenté depuis une année […]. Le groupe parisien compte des adhérents dans un très grand nombre de journaux, de revues, de publications comme L'Humanité nouvelle, La Revue Blanche, La Revue bleue et autres. »
453. P. Po. B.A./1498, rapport du 14 juin 1900.

En même temps, d'autres rapports signalent également les efforts faits par les compagnons pour s'instruire[454] ainsi que l'augmentation du nombre des « anarchistes intellectuels et bourgeois[455] ». L'idée artistique imprègne d'ailleurs fortement la propagande[456] :

> « Les anarchistes cherchent toutes les combinaisons possibles pour reprendre leur rôle de militants. Ils ne se détacheront pas de l'idée artistique et sèmeront partout où ils le pourront les chants anarchistes […]. »

Bref, pour nombre d'anarchistes, l'art paraît même le meilleur moyen de sensibiliser les masses aux idées libertaires.

454. P. Po. B.A./1498, rapport du 16 février 1900.
455. P. Po. B.A./1498, rapport du 15 octobre 1901.
456. P. Po. B.A./1498, rapport du 12 février 1900.

Chapitre XII. Pour servir d'épilogue : les anarchistes et la Grande Guerre

Dans les dix années qui ont précédé la Grande Guerre, l'activité antimilitariste des anarchistes redouble. Souvent les groupes anarchistes locaux agissent seuls, mais fréquemment aussi, comme nous l'avons montré [1], l'action est initiée par un certain nombre d'organisations comme l'AIA, la FCA ou la CGT.

Les supports de l'action

La CGT

Si l'on considère la CGT, il faut rappeler qu'elle a admis assez tard l'idée de s'opposer à une guerre étrangère (offensive ou défensive) en sabotant la mobilisation, et que l'entrée des anarchistes dans ses structures n'est sans doute pas étrangère à l'évolution de sa position sur la question [2]. En 1904, au congrès de Bourges, elle a voté un ordre du jour « contre la guerre » à propos du conflit russo-japonais [3], a engagé « les travailleurs à se tenir rigoureusement en dehors des conflits entre nations [4] » et à « garder précieusement toute leur énergie pour le vrai combat syndicaliste [5] […] ». Par la suite, le 11 janvier 1906, le jour même de l'ouverture de la Conférence d'Algésiras, elle a lancé sa première affiche Contre la guerre [6], puis, en octobre 1906, au congrès d'Amiens, elle a décidé que « la propagande antimilitariste et antipatriotique [7] » devait « devenir toujours plus intense et plus audacieuse [8] ». Enfin, au congrès de Marseille, l'organisation syndicale est allée plus loin encore, en votant par 681 voix contre 421 l'ordre du jour suivant [9] :

> « Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste. Le congrès rappelle la formule de l'Internationale : les travailleurs n'ont pas de patrie ! En conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière […] il faut […] au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

En même temps, la CGT – et avec elle, une frange des anarchistes qui a pénétré ses structures ou qui relaie ses mots d'ordres et appuie son action – s'est investie pleinement

1. Voir supra.
2. A. N. F7 13065, rapport du 16 novembre 1912.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.
6. Ibid.
7. Ibid.
8. Ibid.
9. Ibid.

dans la campagne antimilitariste : elle a édité des placards et a envoyé des orateurs en province, comme Morel, qui organise une conférence antimilitariste au Havre en 1907 avec son soutien [10] ; elle a orchestré des campagnes d'agitation contre la guerre, comme par exemple pendant l'affaire Rousset [11], et, à la veille de la Grande Guerre, elle aurait même été au centre d'une campagne de sabotage contre la mobilisation sur tout le territoire national [12] ; enfin, elle a été à l'origine du « sou du soldat » en empruntant l'idée aux milieux catholiques [13] :

> « C'est le clergé catholique qui eut, le premier, l'idée de maintenir des rapports avec les jeunes gens appelés sous les drapeaux. Les soldats étaient invités à venir passer leurs heures de repos dans les "cercles catholiques" où on continuait leur éducation et où on mettait à leur disposition du papier, des timbres, et même de petites sommes d'argent. Les fonds étaient recueillis dans une sorte de caisse qu'on appelait déjà "le Sou du soldat". »

En 1900, à l'occasion du départ de la classe, elle a rédigé un appel aux organisations ouvrières sous la forme d'une circulaire qui justifie le « sou du soldat » en ces termes [14] :

> « Nous savons tous que, dès que l'un des nôtres devient soldat, il rompt tous liens avec ses camarades de la veille et, absorbé par les inutiles autant qu'absurdes exercices militaires, il désapprend son métier, perd le goût du travail, et, ce qui est encore triste, il oublie trop souvent qu'il est un homme et que ces trois ans de caserne accomplis, il cessera d'être le défenseur armé du capital pour redevenir jusqu'à la tombe, l'éternel exploité. Le Congrès corporatif a souhaité qu'il soit pris des mesures pour remédier à ce déprimant état d'esprit […]. »

Et par la suite, ses congrès n'ont pas manqué de faire figurer « le sou du soldat » à leur ordre du jour, mais avant tout pour stimuler au sein de l'armée, l'antimilitarisme en général, puis l'antipatriotisme [15]. Grâce à ces efforts, le « sou du soldat » a d'ailleurs pris son essor au point qu'il a inquiété les autorités [16] et qu'à la veille de la guerre, il est l'un des plus sûrs relais de l'antimilitarisme au sein de l'armée elle-même [17].

La FCA

La FCA a quant à elle toujours affirmé son antimilitarisme par la bouche de ses dirigeants. Ainsi, au cours d'une réunion tenue le 2 avril 1911, un indicateur rapporte comment « […] tous se sont montrés partisans d'empêcher la guerre par tous les moyens, y compris l'insurrection et la grève générale révolutionnaire [18] ». De même, un rapport du 26 mai 1911 mentionne les propos tenus par Eugène Martin, secrétaire de la Fédération, lors d'une réunion du « Foyer populaire » dans le 20e arrondissement de Paris [19] :

> « Si une révolution éclatait par suite d'une guerre malheureuse, le devoir des anarchistes serait de brûler de suite les archives, les titres de propriété, les

10. A. D. de la Somme, 2 I 16 1, rapport du 2 mai 1907.
11. A. N. F7 12909, rapport du 28 février 1912.
12. A. N. F7 13065, rapport du 18 octobre 1910.
13. A. N. F7 129011, rapport du 3 janvier 1912, sur le « sou du soldat ».
14. Ibid.
15. Ibid.
16. Ibid.
17. Ibid.
18. A. N. F7 13053, rapport dactylographié du 24 avril 1912.
19. A. N. F7 13053.

études de notaires, d'avoués, d'huissiers, de fusiller les autorités et au besoin les propriétaires qui n'auraient pas eu le temps de fuir, et de s'emparer de ce qui constitue la fortune publique pour donner au peuple des vivres, des vêtements et des habitations confortables. On organiserait aussitôt la production communiste et les vivres seraient réparties selon les besoins de chacun. Puis, on éduquerait la masse pour l'habituer au communisme définitivement établi. »

Chaque fois que l'occasion se présente, la FCA s'engage totalement pour diffuser le même message antimilitariste. Elle organise par exemple des meetings contre la guerre, comme en septembre 1912[20] :

« En juin et septembre[21], la Fédération organise des réunions contre la loi Berry-Millerand qui a pour but d'envoyer aux compagnies de discipline les jeunes recrues ayant encouru des condamnations. Les orateurs de la Fédération y exposent les théories antimilitaristes et antipatriotes. »

Elle fait aussi éditer des manifestes ou des brochures antimilitaristes, comme ce manifeste placardé à l'occasion de la guerre des Balkans, qui appelle les travailleurs à s'insurger en cas de guerre[22] :

« Contre cette guerre éventuelle, les travailleurs doivent s'insurger autrement que par les vaines lamentations, autrement qu'en faisant appel aux sentiments humanitaires des gouvernants ou par des manifestations platoniques. »

Lors de la campagne contre les trois ans, campagne à laquelle elle participe en prenant l'initiative de l'agitation, elle fait rédiger la brochure Contre les trois ans. Contre tout militarisme, rééditée à 100 000 exemplaires à l'imprimerie « L'Espérance » après une première saisie ; et c'est encore elle qui prend l'initiative d'éditer la brochure En cas de guerre, rédigée par les compagnons Sené, Lecoin et Boudot à la Santé[23]. Par ailleurs, elle s'engage totalement dans la campagne pour la libération de Rousset[24] : « […] en décembre, elle a décidé de se joindre à tout mouvement en faveur de Rousset et d'apposer des affiches contre sa condamnation[25] ». Enfin, elle n'hésite pas, si nécessaire, à inciter les travailleurs au sabotage de la mobilisation[26] :

« […] le 13 septembre[27], dans une réunion de la FCA 18, rue de Cambronne, Lecoin, secrétaire de la Fédération, parle du sabotage dans l'armée […] et dans la même réunion, Boudot, autre secrétaire de la Fédération, décrit l'armée comme une école du vice, l'école du crime et de l'alcoolisme, une école de dégénérescence physique et morale ; il montre les atrocités commises par les soldats pendant les expéditions coloniales "où ils volent, pillent, massacrent, faisant du drapeau tricolore le drapeau du crime et de la bestialité" ».

D'ailleurs, contrairement aux socialistes et à la CGT, les anarchistes ont une idée très précise de la tactique qu'ils adopteront lors d'une éventuelle mobilisation.

20. A. N. F7 13053, rapport 14 septembre 1912.
21. P. Po. B.A./1497, rapport du 12 janvier 1899.
22. A. N. F7 13053, rapport non daté (probablement de septembre 1912).
23. Voir supra.
24. A. N. F7 13053, rapport du 13 juin 1913.
25. A. N. F7 13053, rapport du 22 janvier 1912.
26. A. N. F7 13053, rapport 14 septembre 1912.
27. P. Po. B.A./1497, rapport du 12 janvier 1899.

L’attitude des anarchistes en cas de mobilisation

La coopération au niveau international

Cette attitude est définie lors de la préparation de congrès anarchistes internationaux comme celui de Rome, qui doit avoir lieu du 22 au 29 septembre 1911 : des contacts sont pris dans plusieurs pays pour « promouvoir » une « entente mondiale contre la guerre[28] » ; on décide alors de plans de sabotage de la mobilisation, et il est convenu que la Fédération Communiste Anarchiste de Paris enverra officiellement à Rome « plusieurs plans de révolution en cas de guerre [des] Européens[29] », tandis que le « Groupe d’Union révolutionnaire anarchiste de Limoges » communique à Eugène Martin « un projet de sabotage en temps de paix et en temps de guerre, qui doit être soumis aux congressistes[30] ». Encore en mai 1914, alors que les anarchistes français font tout pour mettre en place un « comité d’organisation du Congrès anarchiste international » qui s’occupera à la fois « des rapports des différents pays sur l’activité anarchiste » et de « l’antimilitarisme[31] », des compagnons se donnent pour mission d’organiser « une agence internationale de désertion[32] ».

Les plans de la FCA

Au niveau national, lors d’un congrès tenu le 4 juin 1911, la FCA présente un programme d’action très précis en cas de guerre, programme qui sera légèrement modifié le 6 août suivant. Presque tous les groupes de la capitale seront réquisitionnés et l’action réclamera une véritable coordination de la part des compagnons[33] :

> « Immédiatement après la déclaration de guerre, une heure après s’il est possible, faire sauter les rails des lignes du Nord et de l’Est première-ment. Pour l’Est, les gares de Noisy-le-Sec et Saint-Denis et le ”pont de Mulhouse” sont les points désignés pour empêcher le départ des troupes de Paris ; les groupes de Pantin, des Lilas, d’Aubervilliers, de Vincennes et le groupe du 20e arrondissement de Paris sont tout désignés pour ces travaux ; en outre, ils devront couper les fils télégraphiques, ceci est de première importance. Pour l’État, les gares St-Lazare, Montparnasse, St-Cyr-l’École et Courbevoie sont les points les plus propices pour isoler la capitale ; les groupes de Bezons, Courbevoie, le 14e et le 15e [arrondissements] devront s’en charger. Pour les lignes de Lyon et d’Orléans, les points tels que Juvisy et Villeneuve-Saint-Georges sont confiés aux groupes de Sceaux et de Villeneuve. […]. Les groupes de Paris, eux, devront faire sauter l’Hôtel des Postes et le Bureau central de la rue de Grenelle. La chose la plus importante et en même temps la plus périlleuse consistera à détruire les appareils de télégraphie sans fil de la Tour Eiffel […]. On a pris toutes les dispositions nécessaires pour que les champs d’aviation de Bue et d’Issy-les-Moulineaux soient surveillés par les copains ; il en sera de même de celui de Reims […]. Toujours à Paris, on devra faire sauter le Palais présidentiel, les ministères de l’Intérieur, de la Guerre et des Finances […]. »

28. A. N. F7 13053, rapport du 28 août 1911.
29. Ibid.
30. Ibid.
31. A. N. F7 13053, rapport du 23 mai 1914.
32. A. N. F7 13053, rapport du 24 juin 1914 sur une réunion de la Fédération communiste anarchiste : « Les délégués au Congrès international de Londres ».
33. A. N. F7 13065, rapport dactylographié de juillet 1914.

Les plans des groupes

Certains groupes anarchistes, indépendamment ou non de la FCA, comptent eux aussi mettre à exécution des plans très précis, voire se livrer à quelques expérimentations préalables. C'est par exemple le cas du « Groupe libertaire de Nancy », dans lequel, le 3 janvier 1914, au cours d'une réunion, Einfalt définit l'attitude que devront adopter les compagnons :

> « Nous pouvons rendre des services innombrables. Dès le temps de paix, chaque compagnon doit être muni d'une cisaille et, si possible, d'une "pince universelle". Aux affiliés du groupe de Nancy incombe la mission de couper les fils télégraphiques, et d'interrompre soit l'énergie, soit la lumière. Ce sabotage doit s'exécuter rapidement et simultanément aux points de jonction essentiels ainsi qu'à des endroits différents, de façon à accroître la difficulté des réparations. Toujours au cours de la première journée de mobilisation, les libertaires devront envahir en groupe, revolver au poing, les armuriers (celle de la rue Saint-Jean par exemple) et s'emparer d'armes et de munitions. À la nuit tombante, les anarchistes devront se séparer et se diriger sur Paris ; en cours de route, ils tenteront de détruire les conduites d'eau des gares, en coupant les fils des signaux et de coincer les aiguilles et pénétrer dans les casernes pour empoisonner les abreuvoirs. Le rendez-vous général est à Paris, autant que possible le deuxième jour de la mobilisation… Je me chargerai de confectionner rapidement et de distribuer aux camarades des bombes d'une grande puissance. »

Et lors d'une réunion du 11 janvier, Einfalt poursuit l'explication de ses plans de campagne :

> « Sur la grande voie ferrée de Paris à Nancy, existe un point vulnérable ; c'est le tunnel de Pagny-sur-Meuse à Foug. J'ai étudié soigneusement le cours de ce tunnel et j'ai remarqué que des bouches d'aération se trouvent disséminées sur la route de Foug à Lay-Saint-Christophe. Ces bouches sont facilement accessibles, et on pourrait y descendre des bombes qui détruiraient le tunnel… Je recommande aux camarades de rechercher les points faibles des ouvrages d'art et les négligences apportées à leur surveillance ; je vérifierai les renseignements recueillis et étudierai les moyens de profiter des situations ainsi découvertes. »

Il est alors interrompu par l'anarchiste Balzer, qui a quant à lui réfléchi aux meilleures façons de saboter les installations de la place de Verdun[34] :

> « Le camp retranché de Verdun se compose d'une vingtaine de forts reliés à la citadelle. Cette citadelle, située sous une colline, renferme une manutention, un moulin et une machine destinée à approvisionner l'eau des forts. Les souterrains ont des "regards" facilement accessibles, notamment celui qui se trouve à quelques mètres de la "porte de France", donnant accès au souterrain qui va vers la manutention. Un libertaire déterminé peut, sans danger, faire sauter la manutention à l'aide d'une bombe. À proximité de la "porte Saint-Louis" se trouve l'ouverture d'un souterrain qui conduit sous les casernes Bevaux : on pourrait voir quel parti on peut tirer de cette situation… Un chemin de fer Decauville circule dans ce souterrain. En se dissimulant sous un wagon, on peut atteindre et faire sauter, à 200 mètres environ de l'entrée du souterrain un moulin et un magasin d'épicerie. […]. J'ai appris que la place de Verdun était reliée

34. A. N. F7 13065, rapport dactylographié de juillet 1914.

à celle de Langres par des lignes télégraphiques et téléphoniques passant par Vaucouleurs et Neufchâteau. Il faut s'habituer dès maintenant, à reconnaître les fils stratégiques de façon qu'en cas de mobilisation il n'y ait pas de confusion possible et que le temps ne soit pas inutilement perdu à rechercher ces fils au moment opportun. Ces reconnaissances pourront se faire au cours de nos promenades dominicales. »

Sensibiliser les masses ouvrières aux projets de sabotage de la mobilisation

Par ailleurs, en même temps qu'ils conçoivent des plans très précis en cas de mobilisation, les anarchistes tentent par tous les moyens de sensibiliser les masses ouvrières au sabotage, soit lors de réunions publiques, soit par le biais de la presse, de tracts, de manifestes et de brochures, véritables petits manuels du saboteur.

Ainsi, lors d'une réunion publique le 13 septembre 1912, les assistants peuvent entendre Lecoin s'exclamer[35] :

> « Voici la solution pratique pour le cas d'une mobilisation. Au premier jour, une dizaine de camarades conscients comme ils s'en trouvent certainement dans chaque régiment, sortent en ville porteurs d'un pli quelconque à l'adresse d'un officier supérieur ou d'un général. Lorsque le camarade est en présence de l'officier, il agit, et agir, c'est supprimer l'officier. »

Même incitation à l'action de la part de Boudot, au cours d'un meeting qui a lieu le 7 novembre 1912 dans la Mairie du Pré-Saint-Gervais[36] :

> « Les militants qui connaissent des officiers et savent où ils demeurent, ne devront pas hésiter, en cas de mobilisation, à mettre ces bêtes malfaisantes dans l'impossibilité de nuire. »

Et l'orateur développe ses idées au cours d'un grand meeting qui a lieu une semaine plus tard, à Paris, le 14 novembre 1912[37] :

> « Pour rendre impossible la concentration des troupes et empêcher ceux qui, trop inconscients ou trop lâches, répondraient à l'ordre de mobilisation et iraient se faire tuer pour la défense du coffre-fort, il faudrait saboter les lignes de chemin de fer, faire sauter les ouvrages d'art, empêcher les plaques tournantes de fonctionner et arrêter le mécanisme des signaux. Pour des militants qui seraient déjà incorporés, le sabotage du matériel de guerre s'imposerait. En enlevant la clavette de l'écrou du canon de 75, la pièce est hors d'usage, après le départ du premier coup… Un autre moyen d'arrêter la mobilisation consiste à profiter du désarroi causé par la mobilisation pour assassiner l'un après l'autre tous les officiers du régiment. »

Quant aux journaux anarchistes, ils ne sont pas non plus en reste, comme le montre un passage du numéro un de L'Anarchie, dont le directeur gérant est à l'époque Henry Combes[38] :

> « Dans tous les congrès corporatifs, les travailleurs ont proclamé qu'ils répondraient à la mobilisation par la grève générale révolutionnaire. De son côté, la

35. Ibid.
36. Ibid.
37. Ibid.
38. Ibid.

> Fédération Communiste Anarchiste, qui groupe tous les anarchistes du pays, a préparé pratiquement le sabotage de l'armée et de la mobilisation en cas de guerre. »

Et dans les numéros suivants, L'Anarchie donne de vrais conseils de sabotage ; on peut ainsi lire dans le numéro trois : « C'est le sabotage de la mobilisation qui s'impose, la révolte des soldats, la grève des appelés, les canons et les fusils mis hors d'état de nuire, les explosifs fusant en feu d'artifice dans les poudreries saccagées, les chemins de fer sabotés et les locomotives immobilisées[39] », propos accompagnés de la recette suivante : « Pour mettre un canon hors d'état de nuire, il suffit d'enlever le bouchon avant du frein hydropneumatique[40]. » Une autre recette paraît dans le numéro cinq du Mouvement anarchiste (décembre 1912), qui indique sous le titre « Recettes utiles », comment saboter un fusil Lebel : « [...] le fusil Lebel peut être mis hors d'état de tirer avec quelques grains de potée d'émeri placés près de la manette, sur la culasse mobile[41] ».

Par ailleurs, des circulaires ou des brochures donnant force détails techniques sur le sabotage du matériel de guerre se multiplient. C'est par exemple le cas d'une circulaire intitulée Ce que l'on peut saboter sur un aéroplane, attribuée à un certain Maurice Bouleutier, déserteur français, qui s'adresse d'abord aux néophytes[42] puis aux mécaniciens[43] ; et parfois, les antimilitaristes réutilisent même des manuels de l'armée, ce que signale par exemple un rapport du 23 juillet 1911[44] :

> « Dans une précédente communication datée du 21 juillet courant, on a parlé du vol d'un manuel militaire pour servir aux anarchistes, saboteurs de chemins de fer. On apprend aujourd'hui que ce manuel est intitulé Instructions pratiques sur la mise hors de service des voies ferrées. Il contiendrait des indications sur la mise hors de service des gares et du matériel roulant, des ponts en maçonnerie, en fer, des piles, culées, voûtes, travées métalliques, murs de soutènement, tunnels, etc. Les gens du Libertaire, de la Guerre sociale et de la Bataille syndicaliste auraient collaboré au maquillage du texte original de ce manuel. »

Ces conseils de sabotage semblent s'être progressivement répandus au sein des masses ouvrières à la veille de la Grande Guerre[45] :

> « Par la contamination progressive des milieux ouvriers s'est créée dans ces milieux une mentalité toute nouvelle, qu'on n'aurait jamais pensé à redouter il y

39. Ibid.
40. Ibid.
41. Ibid.
42. « L'appareil est à terre, beaucoup de monde autour pour savoir les nouvelles qu'il apporte, un moment d'inattention du pilote et vous versez du sodium sur les toiles de l'appareil, que d'un seul côté, ça suffit ; l'aéroplane part, il est à 300 mètres, la fraîcheur, la brume, l'échauffement du moteur forment une buée très épaisse, le sodium, au contact de l'eau ou de la buée s'enflamme et l'aéroplane n'est plus qu'une torche [...] » (A. N. F7 13065, rapport dactylographié de juillet 1914).
43. « Vous réparez un moteur "Gnome" par exemple, vous l'avez totalement démonté ; dans le haut des pistons, vous avez les segments ; dans les moteurs rotatifs "Gnome", les pistons sont en fonte maléable et un joint en cuivre le recouvre segments ; il n'y en a qu'un seul [...], en fonte maléable et un joint en cuivre le recouvre ce segment. Intentionnellement, vous oubliez de remettre ce segment en cuivre. Votre moteur remonté, vous le placez sur l'appareil ; au moment de le mettre en route, vous faites venir l'huile en grande quantité, jusqu'à ce qu'elle sorte par les soupapes d'échappement, ce qui fait pour maintenir votre plein segment. Le moteur tourne comme il faut pendant une heure, lorsque le trop plein d'huile sera parti, votre segment n'étant plus soutenu par l'huile de ricin, reste collé au fond du cylindre et la pression diminue déjà, votre piston descend, les segments restent en route ; encombre et pousse le segment et inévitablement, le casse franc est obligé de changer complètement le moteur » (A. N. F7 13065, rapport dactylographié de juillet 1914).
44. A. N. F7 13065, rapport dactylographié de juillet 1914.
45. Ibid.

a quelques années seulement, et qui apparaît infiniment dangereuse puisqu'elle aurait pour conséquence de mettre la France dans l'impossibilité de mobiliser son armée et de se défendre contre l'envahisseur. »

À la veille de la Grande Guerre, les anarchistes sont donc prêts au combat, et il faut maintenant s'interroger sur leur attitude au moment de la mobilisation. En effet, malgré leur engagement dans les manifestations antimilitaristes, leur détermination semble fléchir dès l'entrée en guerre.

Beaucoup de bruit pour rien ?

La dissolution du mouvement

****** L'exemple des anarchistes bretons

C'est par exemple le cas des anarchistes bretons, qui s'étaient pourtant beaucoup investis dans l'action antimilitariste. Dans les années 1900, la campagne antimilitariste s'était durcie en Bretagne[46]. Dans la région rennaise, des orateurs de la CGT s'étaient déplacés et leur discours avait été relayé par les anarchistes locaux[47]. Il en était allé de même à Fougères, où le « sou du soldat » avait été le principal vecteur de l'antimilitarisme[48]. À Lorient et à Brest, les initiatives de la CGT en matière d'antimilitarisme avaient également été fidèlement répercutées par des anarchistes, tandis que les compagnons s'étaient engagés individuellement et avaient contribué « à augmenter l'écho des pacifistes[49] » : ils étaient même allés jusqu'à s'allier ponctuellement avec la SFIO[50] dans le cadre d'un « Comité d'entente des groupes d'avant-garde[51] », et à cette époque, à Brest, 54 individus avaient d'ailleurs été inscrits au carnet B par les autorités[52].

Cela dit, soit parce que la fibre patriotique vibre à nouveau chez les anarchistes, soit à cause de la répression[53], Olivier Moreau montre bientôt comment dans toute la Bretagne « les voix antibellicistes se font […] plus rares[54] », et comment la virulence des premiers temps fait place au ralliement[55]. Ainsi, exception faite de quelques individualités, Rennes et sa région se rallient à « l'Union sacrée ». Il en va de même à Brest, où Victor Pengam accepte la guerre parce qu'il estime que les Austro-Allemands sont de mauvaise foi, rejoint son unité et est blessé au front en 1915[56], et où contre toute attente, Hervé Coatmeur, qui était pourtant de toutes les réunions antimilitaristes et distribuait le journal L'Anarchie, rejoint son unité[57]. Quant à la bourse du travail de Brest, elle cède elle aussi au bellicisme[58] :

46. Olivier Moreau, op. cit., p. 80 sq.
47. Ibid.
48. Ibid.
49. Ibid., p. 82.
50. Ibid., p. 83.
51. Ibid.
52. Ibid., p. 82.
53. À la veille de la Grande Guerre, les antimilitaristes bretons commencent à inquiéter les autorités, et à Brest, en 1912, une manifestation convainc le préfet de réagir. Il retire au maire socialiste de Brest ses pouvoirs de police, et dans une lettre adressée au ministère de l'Intérieur, il écrit : « Je suis convaincu qu'une tolérance trop longue aurait des conséquences graves pour l'ordre public. Brest est une ville d'un caractère particulier : Les éléments révolutionnaires et anarchistes y sont nombreux, audacieux, capables de tout entreprendre. Leur établissement principal est le syndicat des ouvriers de l'arsenal […]. Je me permets encore de vous rappeler que parmi ces ouvriers, plus de 50 sont inscrits au "carnet B" » (Olivier Moreau, op. cit., p. 85).
54. Olivier Moreau, op. cit., p. 85 sq.
55. Ibid., p. 91.
56. Ibid.
57. Ibid.
58. Olivier Moreau, op. cit., p. 91.

> « La bourse du travail va aussi céder au bellicisme, ce qui peut paraître paradoxal vu l'emprise qu'ont les libertaires sur le Comité directeur. Le syndicat de l'arsenal adopte la même attitude, toutefois, lui a été repris en main par les socialistes en 1914. Ces deux organismes accepteront et célébreront la cérémonie de la "journée française". Ceci constitue véritablement le symbole de l'échec de l'application des théories anarchistes et syndicalistes révolutionnaires face à la guerre. »

****** L'exemple des anarchistes parisiens

C'est encore le cas des anarchistes parisiens, qui mettent fin à l'agitation antimilitariste à l'annonce de la mobilisation, tandis que les groupes parisiens se dissolvent. Selon Olivier Delous dans l'étude qu'il consacre aux anarchistes parisiens, « […] on trouve [seulement] une poignée d'insoumis parmi les mobilisés [59] […] ». Par ailleurs, si quelques amis du Libertaire se rencontrent parfois le dimanche matin aux bureaux du journal, 15, rue d'Orsel, où ils s'entretiennent « de la situation militaire et des questions économiques mises à l'ordre du jour par l'état de guerre [60] », seul un groupe communiste, celui de Jean Grave (le groupe des Temps Nouveaux) fait preuve de quelque vitalité en tenant des réunions à son siège, 4, rue de Broca [61] ; mais ses seules initiatives consistent à envoyer des circulaires en province pour collecter des dons qui seront destinés aux camarades mobilisés. D'ailleurs, l'entourage de Grave semble s'être converti à « l'Union sacrée [62] ».

Quant aux groupes individualistes de la capitale, ils ne se réunissent plus et L'Anarchie ne paraît plus. Les seuls signes d'agitation individualiste se limitent à quelques allers et retours d'Armand entre Paris et Orléans, où il réside [63], ainsi qu'au retour de Mauricius dans la capitale : ce dernier habite le local de L'Anarchie, où il donne parfois rendez-vous à quelques jeunes gens [64].

L'acceptation de la mobilisation et la dissolution du mouvement anarchiste

Finalement, dans toute la France, l'attitude des anarchistes au moment de la mobilisation nous invite à quatre grands constats. Premier constat : un certain nombre d'entre eux se rallient à « l'Union sacrée ». Le 28 juillet 1914 en effet, la CGT publie un manifeste qui souligne la lourde responsabilité de l'Autriche et soutient le gouvernement français [65]. Suite à cette décision, G. Yvetot abandonne ses fonctions syndicales dans la confédération et des années de propagande antimilitariste sont annihilées. Côté anarchiste, le réflexe national fait là encore des émules : Kropotkine affirme qu'il faut défendre la France contre l'agression d'un État militaire et admet le principe de défense nationale, même s'il le subordonne à une démarche révolutionnaire [66]. Avec lui, on voit d'ailleurs un certain nombre d'anarchistes reprendre à leur compte le discours officiel du nationalisme français en se découvrant une mission civilisatrice : lutter contre le barbare allemand. C'est par exemple le cas de Charles Malato qui, dès le 5 août 1914, écrit : « Debout pour la

59. Olivier Delous, op. cit., p. 231.
60. A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915.
61. Ibid.
62. Lors d'une réunion de novembre 1914, le groupe flétrit les atrocités allemandes et ne partage pas l'idée de Malatesta, qui, de Londres, dit que les anarchistes ne doivent pas participer à cette guerre « bourgeoise » (A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915). Quant à Grave et ses amis, ils « disent que puisque cette guerre a été déclarée, il faut qu'elle se termine par l'anéantissement de l'impérialisme allemand » (A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915).
63. A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915.
64. Ibid.
65. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 2, p. 377-379.
66. Ibid.

liberté universelle[67] », ou encore de Charles Albert, qui déclare le 8 août 1914 à ceux qui vont combattre : « Partez sans amertume, partez sans regret, camarades ouvriers qu'on appelle aux frontières pour défendre la terre française […], c'est bien pour la révolution que vous allez combattre[68]. » Et ceux qui sont contre la guerre sont soit en prison (Louis Lecoin, Ruff), soit désemparés par la volte-face de leurs camarades. Deuxième constat : sans doute à cause de la répression et à cause de la mobilisation de certains militants, les structures les plus visibles du mouvement (les groupes notamment) se dissolvent dans « l'Union sacrée », comme le montre un rapport de 1915[69] :

> « Depuis la mobilisation, les groupes anarchistes français ne se sont plus réunis ; les membres de ces groupes libertaires et communistes ont rejoint leur corps, à quelques exceptions près, et il en a été de même dans les milieux individualistes, où le nombre des insoumis et des déserteurs paraît toutefois plus grand. »

Troisième constat : les manifestations les plus visibles de la propagande anarchiste cessent. Il en va ainsi des journaux anarchistes, qui disparaissent dès l'entrée en guerre[70]. Quatrième constat enfin : on peut affirmer qu'en France, chez les anarchistes, les idées pacifistes et la volonté de saboter la mobilisation ne se sont pratiquement pas traduites par des actions violentes, à l'exception de la région de Saint-Étienne, où des membres du groupe anarchiste stéphanois ont tenté de résister[71]. Ainsi, lors d'une réunion secrète de neuf d'entre eux à la bourse du travail de Saint-Étienne, le compagnon Benoît Liothier a en effet déclaré que la guerre était inévitable, et que « le moment de se préparer était venu[72] » :

> « Il faut au plus tôt vous munir de revolvers que vous porterez jusqu'au dernier moment, de pinces, de cisailles et dynamite, et tous autres objets nécessaires à la destruction. Il y a lieu pour chacun d'entre nous de s'enquérir des points plus spéciaux sur lesquels notre action devra surtout s'exercer : tunnel de Terrenoire, notamment, et toutes guérites qui sont le point de concentration des fils télégraphiques et téléphoniques. Aujourd'hui, à deux heures et demie de l'après-midi, place de Villebœuf, premier rendez-vous pour aller faire une reconnaissance des lieux à l'effet de rechercher : 1. un endroit pour y déposer la dynamite et tous autres objets compromettants ; 2. un lieu de réunion caché, où les compagnons devront se rendre sur un mot d'ordre donné […]. »

Par la suite, le 31 juillet 1914, le groupe a cessé ses réunions[73], et au cours du mois d'août, certains compagnons ont fabriqué clandestinement des engins explosifs, tandis que les anarchistes Brenetières, Julien et Gardant se sont évaporés dans la nature[74], et que Liothier et Rascle se sont réfugiés dans les environs de Saint-Étienne avec le projet de terroriser la région par des actes de pillage[75]. Cela dit, ces réactions sont restées exceptionnelles, puisque le 1er août 1914, le commissaire spécial de Saint-Étienne pouvait écrire au ministre de l'Intérieur les mots suivants[76] :

67. La Bataille syndicaliste. Cité par Jean Maitron, Le mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 2, p. 12.
68. Ibid.
69. A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915.
70. Jean Maitron, op. cit., tome 1, p. 140.
71. Jean-Jacques Becker, 1914 : comment les Français sont entrés dans la Grande Guerre…, op. cit., p. 351-352.
72. A. D. de la Loire, 1 M 531.
73. A. D. de la Loire, 1 M 531, rapport du 31 juillet 1914.
74. A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915.
75. Ibid.
76. A. D. de la Loire, 1 M 531.

« Après examen minutieux de la liste des individus inscrits dans la Loire au carnet B, je pense que les arrestations de ces derniers ne sont pas absolument indispensables pour arrêter tout acte de sabotage […]. »

Les formes de résistance à la Grande Guerre

La réaffirmation du pacifisme et de l'internationalisme

Mais comme l'écrit Jean-Jacques Becker à propos des milieux ouvriers, si « l'immense majorité des mobilisés est partie », « l'esprit d'opposition à la guerre » n'en a pas été complètement « oblitéré[77] ». C'est également vrai pour les anarchistes.

D'abord, parce que quelques compagnons n'hésitent pas à quitter la France pour se réfugier à l'étranger, comme E. Boudot et H. Combes par exemple[78].

Ensuite, parce que nombre d'entre eux, restés en France, continuent à dénoncer le conflit, que leur attitude se durcit au fil du temps et que leur nombre grossit : ainsi le 31 janvier 1915, Alain Le Duff, de Brest, « se montre heureux de constater que beaucoup d'anarchistes commencent à s'apercevoir de l'erreur qu'ils ont commise en considérant la guerre actuelle comme une lutte pour la civilisation[79] » ; de même, en février 1915, dans des lettres reçues aux Temps nouveaux, Fety de Limoges critique le militarisme ; toujours en février 1915, Daidery de Roanne exprime toute son horreur face au spectacle épouvantable dont sont responsables les capitalistes[80], tandis que Delagarde, secrétaire des « groupes des 11e et 12e arrondissements », « affirme son anarchisme et engage les membres du groupe à faire tout ce qui est possible pour arrêter les massacres[81] » ; selon Olivier Delous, il y aurait d'ailleurs à cette époque au moins 60 % des anarchistes de son corpus qui exprimeraient leur pacifisme ou des réserves vis-à-vis de la guerre[82].

Enfin, parce que certains compagnons tentent également de réveiller la combativité de leaders du mouvement comme Grave : ainsi, les membres de la « Fédération Anarchiste du Centre » critiquent le « Groupe des Temps nouveaux », qui « ne fait plus œuvre anarchiste[83] » et dont « les idées actuelles […] sont en opposition avec celles d'autrefois[84] » ; Prouvost, anarchiste de Saint-Raphaël, proteste quant à lui contre les « initiatives philanthropiques » du groupe en exprimant « le peu d'intérêt qu'il éprouve pour ceux qui ont bien voulu aller se faire casser la figure[85] » ; et quelques compagnons assistant à une réunion du groupe en janvier 1915 combattent également ses initiatives en affirmant que « […] ce n'est pas faire œuvre d'anarchiste que d'avoir créé une organisation destinée à venir en aide à ceux qui combattent contre les Allemands, que l'envahissement de la Belgique et de la France ne doit pas émouvoir les anarchistes et que ceux d'entre eux qui se sont soumis aux obligations militaires ne sont pas plus intéressants que les socialistes qui ont renié leur passé et qui combattent comme des patriotes[86]. »

77. Jean-Jacques Becker, 1914 : comment les Français sont entrés dans la Grande Guerre…, op. cit., p. 357.
78. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 2, p. 11.
79. A. N. F7 13058, rapport du 31 janvier 1915.
80. A. N. F7 13058, rapport du 7 février 1915.
81. Ibid.
82. Olivier Delous, op. cit., p. 232 sq.
83. A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915.
84. Ibid.
85. Ibid.
86. Ibid.

L'existence de réseaux

Par ailleurs, si les structures visibles (les groupes) du mouvement ont disparu, l'existence de ces lettres nous montre que les réseaux épistolaires se sont quant à eux reconstitués ou ont survécu à l'entrée dans la Grande Guerre. Ces réseaux mettent en effet en contact des anarchistes français qui n'ont pas été mobilisés, des anarchistes français et des compagnons étrangers (ceux qui par exemple se sont réfugiés à Londres), voire les anarchistes de « l'arrière » et ceux « du front » : ainsi en janvier 1915 par exemple, un compagnon employé du chemin de fer à la gare des Batignolles reçoit des lettres de mobilisés qui « disent que les camarades au front en ont assez[87] » ; le 1er mars 1915, le groupe des Temps nouveaux reçoit une lettre de Paulet, du 25e bataillon de chasseurs à pied, qui montre « une certaine violence à l'égard des chefs » et « raconte que des hommes sont fusillés sans motifs graves[88] […] » ; enfin le 8 juillet 1915 encore, un rapport signale que Martin reçoit des nouvelles de compagnons sur le front, qui « seraient de plus en plus hostiles à la continuation de la guerre[89] ».

Ce sont ces réseaux, qui, réactivés, sont en partie le support de l'action anarchiste dans les années 1914-1915, et ce de différentes façons :

1. Ainsi l'entraide anarchiste existe encore, comme le montre l'exemple du « Groupe des Temps nouveaux », qui est encore à même en 1915 de collecter des fonds en province pour aider les camarades mobilisés[90].

2. Grâce à ces réseaux, certains compagnons sont encore capables de trouver des fonds pour financer la propagande écrite anarchiste, comme le montre l'exemple d'Armand en février 1915, lorsqu'il parvient à recueillir des souscriptions en province qui lui permettent de lancer un manifeste relatif à la paix[91]. Dans quelle mesure ces réseaux ont-ils permis de financer les autres imprimés anarchistes parus au début de la Grande Guerre ? Il est difficile de le dire, mais en tout cas, des imprimés anarchistes continuent de paraître car certains compagnons n'ont pas hésité à poursuivre l'œuvre de propagande. Ainsi dès janvier 1915, Sébastien Faure rédige un manifeste contre la guerre imprimé à la colonie communiste « La Ruche[92] », et d'autres imprimés font au même moment leur apparition sur le territoire national : en janvier 1915, il s'agit par exemple du manifeste On nous trompe, on nous ment[93] ; en février 1915, Armand édite un manifeste qui a pour titre Pour la fin de la guerre : compagnons, ce que nous sommes, nous le restons[94] ; le 17 juin 1915, Sébastien Faure récidive en éditant La trêve des peuples, qui met en demeure la CGT et le parti socialiste d'agir nationalement et internationalement pour imposer une trêve aux belligérants[95] ; en décembre 1915, dans les bureaux de la rédaction du Libertaire, 15, rue d'Orsel, Martin fait tirer au polycopie le manifeste contre la guerre que Ruff et Lecoin avaient rédigé dans leur prison de Caen, tandis que Jahane répand dans les milieux anarchistes et syndicalistes la brochure de Pierre Chardon Les anarchistes et la guerre, deux attitudes[96] ; en janvier 1916, au cours d'une réunion organisée 5, rue du Château d'eau à Paris, quelques anarchistes donnent lecture d'un projet de manifeste intitulé Aux peuples fratricides, aux Égarés, qui stigmatise les Jean Grave, Kropotkine,

87. A. N. F7 13058, rapport du 21 janvier 1915.
88. A. N. F7 13058, rapport du 1er mars 1915.
89. A. N. F7 13058, rapport du 8 juillet 1915.
90. A. N. F7 13058, rapport du 18 février 1915.
91. A. N. F7 13058, rapport du 2 février 1915.
92. A. N. F7 13058, rapport du 2 janvier 1915.
93. A. N. F7 13058, rapport du 5 janvier 1915.
94. A. N. F7 13058, rapport du 2 février 1915.
95. A. N. F7 13058, rapport du 17 juin 1915.
96. A. N. F7 13058, rapport du 31 décembre 1915.

Malato, et réclame la paix à tout prix[97] ; toujours en janvier 1916, un indicateur signale qu'une Lettre aux abonnés des Temps nouveaux, peut-être éditée à l'Imprimerie Chatelain, 20, passage des Petites écuries, donne l'adhésion des anarchistes à la conférence de Zimmerwald[98]. Enfin, il faut signaler que des imprimés rédigés et édités en dehors des frontières de la France circulent sur le territoire national, comme le Manifeste du groupe international anarchiste de Londres comme Il Libertario en janvier 1915[99], ou encore comme La Barbarie continue, tract apparu en février 1916, dont l'auteur serait peut-être Jacques Long, anarchiste alors réfugié à Valence, en Espagne[100]. Jean Maitron signale d'ailleurs que les résistants français à la guerre s'exprimèrent surtout à l'étranger, dans des journaux comme Il Libertario (Italie), Tierra y Libertad (Espagne), Le Réveil (Suisse) ou Freedom (Angleterre[101]).

3. C'est encore une fois grâce à ces réseaux que les publications anarchistes interdites circulent en France. On sait ainsi que dès sa publication en janvier 1915, des exemplaires du manifeste de Sébastien Faure sont signalés à Paris, 49, rue de Bretagne, ainsi qu'en province (dans la Loire le 3 janvier ; en Seine-et-Oise le 8 janvier ; dans l'Isère le 11 janvier ; dans l'Hérault le 13 janvier ; dans les Hautes-Pyrénées le 18 janvier ; dans les Alpes-Maritimes le 22 janvier ; dans les Bouches-du-Rhône le 28 janvier ; en Lozère le 4 février, et même sur le front[102]), et des perquisitions opérées à la « Ruche » permettent d'apprendre que 2 500 exemplaires du manifeste ont été tirés les 26, 27, et 28 décembre et que 800 ont été expédiés par la poste le 29 décembre dans toute la France[103]. On sait encore que le manifeste On nous trompe est signalé simultanément à Paris, à Saint-Raphaël, et « dans une foule de départements » en janvier 1915[104], tandis qu'en février 1915, Martin se propose de « répandre » le Réveil anarchiste de Genève, dont la circulation est pourtant interdite sur le territoire national depuis le 22 février 1915[105]. Par ailleurs, il faut signaler que, grâce à ces réseaux, ces imprimés traversent même les frontières des pays belligérants : ils parviennent en France, de Suisse et de Grande Bretagne – les deux principales bases arrières des anarchistes français – mais aussi d'Italie et de Belgique. Ainsi en janvier 1915, une information judiciaire est ouverte à l'encontre de Louis Guillière, habitant Saint-Raphaël, chez lequel on trouve le Manifeste du groupe international anarchiste de Londres, le manifeste de Sébastien Faure, le manifeste On nous ment, on nous trompe, et des journaux anarchistes comme Il Libertario[106]. En mars 1915 encore, à Paris par exemple, les forces de l'ordre se saisissent de manifestes anarchistes dissimulés dans des exemplaires d'un journal yédish envoyé de Londres par un « Groupe anarchiste international[107] », et à la même date, le même manifeste parvient aux détenus politiques écroués à la prison de Saintes[108]. Il en va de même en janvier 1916, date à laquelle les milieux anarchistes sont au courant de l'arrivée prochaine sur le territoire français des trois publications suivantes : le Bulletin mensuel du Comité d'action international ; une brochure intitulée Lettre aux abonnés des Temps Nouveaux et un recueil de documents belges sur les origines de la guerre qui « reproduirait certaines pièces

97. A. N. F7 13058, rapport du 10 janvier 1916.
98. A. N. F7 13058, rapport du 24 janvier 1916.
99. A. N. F7 13058, rapport du 28 janvier 1915.
100. A. N. F7 13058, rapport du 4 février 1916.
101. Jean Maitron, Le Mouvement anarchiste en France…, op. cit., tome 2, p. 11.
102. A. N. F7 13058, rapport du 2 janvier 1915.
103. A. N. F7 13058, rapport du 10 janvier 1915.
104. A. N. F7 13058, rapport du 5 janvier 1915.
105. A. N. F7 13058, rapport du 24 janvier 1916.
106. A. N. F7 13058, rapport du 28 janvier 1915.
107. A. N. F7 13058, rapport du 10 mars 1915.
108. A. N. F7 13058, rapport du 25 mars 1915.

de chancellerie tendues publiques par le gouvernement allemand, lesquelles tendraient à établir que les gouvernants anglais et français avaient, en accord avec le gouvernement belge, concerté contre l'Allemagne[109] ». Enfin en février 1916, le tract La Barbarie continue, en provenance d'Espagne, puis du Midi, est signalé dans le département de la Seine[110]. Et au cours de ces années, les anarchistes réfugiés à Londres, de concert avec les anarchistes français, sont en mesure de mettre en œuvre des actions de propagande complexes : en effet, en janvier 1915 par exemple, Martin donne lecture au Libertaire, 15, rue d'Orsel, d'un manifeste qu'il vient de recevoir d'Angleterre (L'Internationale anarchiste et la Guerre) et qui émane d'un groupe international d'anarchistes de Londres composé de Henri Combes et de Boudot, ex-rédacteurs du Mouvement anarchiste, ainsi que de Malatesta et d'autres encore. Combes a adressé ce manifeste à Martin en lui demandant de recueillir des signatures chez les anarchistes français, et il doit être ensuite distribué dans les pays belligérants ainsi que dans les pays neutres, et traduit en plusieurs langues[111].

La désertion

Enfin, il ne faut pas imaginer que les compagnons sont tous montés au front. Ainsi, si l'on considère la situation militaire des 665 antimilitaristes ou inscrits au carnet B fichés en mars 1916, on s'aperçoit que 210 d'entre eux ont été exemptés ou réformés, que 448 ont été mobilisés et que 23 anarchistes au moins sont des insoumis ou des déserteurs[112].

109. A. N. F7 13058, rapport du 20 janvier 1916.
110. A. N. F7 13058, rapport du 4 février 1916.
111. A. N. F7 13058, rapport du 30 janvier 1915.
112. A. N. F7 13053.

Conclusion générale

Au terme de cette étude sur *Les Anarchistes contre la République de 1880 à 1914*, nous pouvons donc affirmer que le mouvement n'est pas composé de groupes « repliés sur eux-mêmes[1] » dont les journaux sont alors « fondamentaux pour pallier le manque de communication[2] », et qu'il n'est pas non plus ce que les contemporains appellent un « parti ». Il est un organisme beaucoup plus complexe, qui a évolué de façon très nette au cours de quatre grands moments : les années 1880, années de maturation ; le début des années 1890, celles du repli sur soi ; la fin des années 1890 et le début des années 1900, au cours desquels on assiste à un renouveau anarchiste en même temps qu'à un éclatement du mouvement ; enfin les années de l'entrée dans la Grande Guerre, qui sont celles des désillusions.

Le mouvement anarchiste dans les années 1880 : la maturation

Au début des années 1880, alors que le mouvement anarchiste vient officiellement de naître au Congrès du Centre, les compagnons sont peu nombreux : on les rencontre surtout dans les zones urbanisées et industrialisées, où l'on peut alors distinguer trois catégories de foyers anarchistes : les grands pôles du mouvement comme Lyon ou Paris, qui compteraient peut-être une centaine de militants ; des foyers secondaires comme Lille-Roubaix-Tourcoing, Vienne (Isère), Saint-Étienne ou Marseille, dans lesquels on en dénombrerait moins d'une trentaine, et enfin des foyers dans lesquels on ne trouve que des groupuscules anarchistes, comme Reims ou Dijon (moins d'une dizaine de militants). Bref, on est là bien loin des chiffres rapportés par l'agent Droz en 1882 (2660 compagnons « initiés » sur le sol français) dont par exemple 511 à Paris, 568 à Lyon ou 306 à Marseille[3].

Mais ces effectifs augmentent par la suite, surtout à partir du milieu des années 1880, de manière plus ou moins heurtée et dans des proportions variables en fonction des départements, ce dont témoignent d'une part les rapports d'indicateurs dans les foyers révolutionnaires déjà existants (c'est par exemple le cas à Paris, dans le département de la Loire ou à Marseille), et d'autre part la multiplication des groupes dans des régions dans lesquelles les compagnons étaient relativement absents jusqu'alors (dans la Manche, le Limousin, les Ardennes ou en Meurthe-et-Moselle…). À cette époque, il semble désormais que Paris soit devenu le foyer anarchiste le plus important, tandis qu'en même temps, de nombreux foyers anarchistes secondaires comme Marseille, Vienne (Isère), Saint-Étienne se sont renforcés. Et cette augmentation de la population anarchiste française au cours des années 1880 s'explique sans doute, dans le contexte de la « Grande Dépression », par le prosélytisme ardent des premiers compagnons, prosélytisme qui favorise – entre autres – une prise de conscience identitaire de la part de compagnons ayant eu jusque-là du mal à rompre avec la grande famille socialiste.

1. Jean MAITRON, *Le Mouvement anarchiste en France…*, op. cit., tome 1, p. 121.
2. *Ibid.*, tome 1, p. 122.
3. P. Po. B.A./438, rapport de l'agent Droz daté du 22 octobre 1882.

Ce milieu, difficile à appréhender d'un point de vue sociologique, est un milieu complexe. Certains compagnons sont des étrangers déracinés, comme bon nombre d'anarchistes italiens installés à Nice ; d'autres, comme Cottin de Saône-et-Loire, sont de jeunes célibataires très impliqués dans la vie militante, en déplacement constant, et déjà plusieurs fois condamnés pour des faits se rapportant à leurs activités politiques. D'autres, comme le compagnon Duret du Creusot, sont de vieux ouvriers[4] probablement venus à l'anarchie après une vie misérable, pleine de labeur ; d'autres encore, comme le compagnon Royer du Creusot, sont en revanche de presque bourgeois de l'anarchie (il est armurier-coutelier), marié et père de famille, bénéficiant donc d'une situation enviable au regard de celle de Duret. Bref, il n'existe pas en France *un* anarchiste-type, sauf dans l'imaginaire de leurs contemporains, voire dans celui des anarchistes eux-mêmes, mais bien *des* types d'anarchistes ; et l'on va à l'anarchie par désespoir, parce que, face à la misère, la seule vraie solution à la question sociale paraît être la révolte, ou encore par curiosité intellectuelle.

Ce sont ces hommes qui investissent et construisent « l'organisation » anarchiste au début des années 1880, car c'est bien d'une « organisation » qu'il s'agit. À la base du mouvement en effet, on trouve tout d'abord des individus isolés, mais surtout, des « groupes », qui se multiplient dans toute la France grâce aux efforts acharnés des militants. Leur naissance ne nécessite aucune procédure administrative, et bien souvent, ce qu'on appelle « groupe » n'est que la réunion périodique de quelques individus qui ont des affinités de goût et de tendances, et qui se rencontrent sur la base du voisinage. Mais le « groupe » peut être un organisme plus complexe et plus structuré, surtout au tout début des années 1880, quand les anarchistes ont du mal à rompre avec les autres socialismes : il peut porter un nom ; se réunir dans un local loué, ce qui suppose l'existence de cotisations et d'une caisse commune ; être régi par un certain nombre de règles, et éventuellement, avoir des statuts, un « trésorier », un « secrétaire » chargé de la correspondance du groupe, voire un « président » ; enfin, ces organismes sont tantôt « ouverts » (accessibles à toute personne venant de l'extérieur), et tantôt « fermés », (c'est-à-dire interdits à tous ceux qui n'ont pas été présentés aux autres membres, qui n'ont pas été invités ou qui ne connaissent pas le mot de passe permettant d'entrer dans le local de réunion). Par ailleurs, il faut savoir d'une part que si ces groupes ne comptent souvent que quelques militants, ils en réunissent parfois plus de 40, et d'autre part que leur existence est souvent éphémère : très fragiles, ils peuvent disparaître à la suite d'une simple dispute entre adhérents ou à la suite de l'arrestation du principal meneur.

Ces individus ou ces groupes ne vivent pas isolés les uns des autres comme on a pu l'écrire jusqu'à aujourd'hui. Bien au contraire, ils sont en général en contact permanent, et ce de plusieurs manières :

1. Grâce à des militants qui, parce qu'ils appartiennent à différents groupes en même temps, contribuent à coordonner leur action.
2. Grâce à ce que nous avons appelé des « groupes-forums », qui, dans les grands foyers anarchistes, réunissent périodiquement les membres de tous les groupes de l'endroit.
3. Grâce à des comités plus ou moins secrets, qui n'ont qu'une raison d'être : coordonner ponctuellement l'activité d'un certain nombre de groupements en rassemblant leurs délégués.

4. Duret est un mineur âgé d'une cinquantaine d'années.

4. Grâce à des associations de malfaiteurs ou à des réseaux terroristes, qui associent des compagnons venus d'horizons parfois différents pour pratiquer le vol justicier ou terroriser le bourgeois.
5. Grâce à des « caisses de secours aux détenus », qui, à l'échelle locale, nationale voire internationale, font jouer l'entraide entre compagnons.
6. Grâce à des « ligues », qui, au plan local, régional ou national, fédèrent un certain nombre de groupements.
7. Grâce à une minorité de « compagnons gyrovagues », qui font office d'agents de liaison en transmettant les nouvelles d'un groupe à l'autre.
8. Grâce encore aux réseaux épistolaires, qui maillent le territoire national.
9. Grâce aux journaux, qui collectent des fonds et publient toutes sortes d'informations relatives aux individus, aux groupes, ou à l'action entreprise par ces mêmes groupements, mais dont il faut toutefois relativiser le rôle dans « l'organisation » anarchiste.

Enfin, à la tête du mouvement, on pourrait même aller jusqu'à affirmer qu'il existe – de façon officieuse – une sorte d'exécutif anarchiste pour la France (voire pour l'Europe occidentale), dans la mesure où, finalement, un nombre réduit de militants français et étrangers qui se connaissent les uns les autres, installés à Paris, Lyon, ou encore en exil à Londres ou à Genève, font la « cuisine » du parti. C'est en effet parmi ces hommes que l'on rencontre les principaux orateurs anarchistes de l'époque. Ce sont encore ces militants qui écrivent dans les journaux anarchistes, qui les contrôlent, et qui sont donc à même de pouvoir collecter des fonds en provenance de toute la France – voire de l'étranger – et d'organiser le mouvement. Enfin, ce sont ces mêmes militants qui animent les « groupes-forums », les comités, les ligues ou les syndicats que nous venons d'évoquer, autant de structures qui s'enchevêtrent d'une façon quasi inextricable pour structurer le mouvement.

Toutefois, il n'y aurait pas de mouvement anarchiste à l'époque sans l'existence d'une identité anarchiste qui lui donne sa cohésion, identité dont les militants des années 1880 prennent conscience avec lenteur.

En effet, jusqu'au milieu des années 1880, nombre de ceux que les indicateurs de police appellent « les anarchistes » ne paraissent pas savoir clairement ce qui les distingue des « socialistes » : les uns et les autres militent parfois dans les mêmes structures, écrivent dans les mêmes journaux, et assistent par exemple indifféremment aux conférences publiques de Guesde et de Louise Michel. Et c'est sans doute parce que le mouvement anarchiste est un mouvement neuf, parce que la littérature anarchiste est pratiquement inexistante, parce que les tournées des conférenciers sont rares et que, donc, les connaissances théoriques des militants sont faibles. Mais cette situation évolue à partir du milieu des années 1880 : c'est en effet à partir de cette époque que de vrais groupes anarchistes – souvent nés d'une scission avec les socialistes – apparaissent en province, et il est difficile de ne pas mettre en relation ces naissances avec l'essor de la presse anarchiste, la multiplication d'ouvrages proprement anarchistes, et le début des grandes tournées de propagande organisées en province par des orateurs anarchistes, surtout parisiens ; ainsi les compagnons prendront conscience de leur identité et de leur singularité au sein de la grande famille socialiste, et cette évolution s'accélérera au début des années 1890 avec les attentats des Ravachol, des Vaillant ou des Émile Henry, quand les socialistes feront tout pour éviter d'être confondus avec ceux qui deviennent dans l'imaginaire collectif les poseurs de bombe. Cela dit, encore dans la seconde moitié des années 1880, nombre de militants continuent à ne retenir de la culture politique

anarchiste que l'acte violent et libérateur, qui fait du compagnon l'ennemi public numéro un.

Or au cours de ces années, le contenu de cette identité est évidemment plus complexe. Cette identité, en effet, se fonde d'abord sur le compagnonnage anarchiste, car être un anarchiste conscient, c'est être avant toute chose un « compagnon » (le mot apparaît au début des années 1880 dans la presse anarchiste), ce qui signifie qu'en tant que membre de la grande famille anarchiste, on se doit d'aider les autres, de leur accorder l'hospitalité en cas de besoin, de les aider à trouver du travail, de leur envoyer de l'argent lorsqu'ils sont dans la misère, d'entretenir leurs familles quand ils sont emprisonnés ou absents, de faciliter leur fuite si nécessaire, voire, s'ils sont condamnés à mort, de venger leur exécution ; et cette sociabilité anarchiste s'exprime au sein du groupe, au café, ou encore lors de grandes « soirées de famille ». Ensuite, comme l'écrit Gaetano Manfredonia, l'identité libertaire s'exprime à travers l'adhésion des militants à un certain nombre de symboles et « à un certain nombre de références historiques privilégiées », qui jouent un rôle majeur dans la formation d'une véritable mythologie de groupe[5] » : certains de ces symboles ou certaines de ces références, réappropriés, appartiennent à l'histoire du mouvement ouvrier, tandis que d'autres, également réappropriés, appartiennent à l'histoire républicaine. Cette identité s'affirme encore à travers la construction d'une histoire proprement anarchiste depuis la fin des années 1870 (et notamment à travers celle d'un martyrologe anarchiste). Elle transparaît également à travers la construction de tout un imaginaire anarchiste, qui témoigne, entre autres, d'une même perception de la société – bien étudiée par Gaetano Manfredonia grâce à l'étude de la production chansonnière anarchiste – ainsi que d'une « certaine représentation de soi[6] ». Enfin, cette identité se fonde bien évidemment sur l'adhésion des individus et des groupes à un certain nombre d'idées structurantes pour le mouvement, et Gaetano Manfredonia rappelle à ce propos dans un article intitulé « Persistance et actualité de la culture politique libertaire » que l'anarchisme comme courant de pensée « historiquement daté » est né avec Proudhon, que la pensée proudhonienne s'est ensuite enrichie avec le temps grâce à des apports successifs constituant autant de formes « d'arrangement-modification-élargissement[7] », et que c'est en définitive au terme d'une longue période de maturation commencée au lendemain de l'insurrection de juin 1848 que cette pensée s'est progressivement fixée[8]. Et au début des années 1880, ces mêmes théories, diffusées dans les groupes et plus ou moins bien assimilées par les militants, sont le ciment du mouvement. Ce sont encore ces mêmes théories qui, au début des années 1880, si elles donnent parfois lieu à de vifs débats entre militants, débats exprimant en fin de compte déjà deux conceptions de l'anarchie – d'une part une conception anarchiste communiste, et d'autre part une conception anarchiste individualiste – ne parviennent pas à entamer l'unité du monde anarchiste.

Cette « organisation » anarchiste a été dans une certaine mesure le support d'une action multiforme engagée par les compagnons contre la République au cours des années 1880-1914, car pour de nombreuses raisons, le propagandiste anarchiste est rarement un individu isolé, sorti de la masse anonyme pour venger la misère du peuple dans le sang du bourgeois. Tout d'abord – et même s'il sait aussi agir seul si nécessaire – l'anarchiste est en effet un agitateur, qui, souvent au sein de son groupe, après avoir délibéré de la conduite à tenir avec ses coreligionnaires politiques, décide, en compagnie d'autres militants, de s'attaquer à des soldats, de troubler des cérémonies religieuses, de troubler

5. Gaetano MANFREDONIA, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », op. cit., p. 262-263.
6. *Ibid*.
7. Gaetano MANFREDONIA, *La Chanson anarchiste…*, op. cit., p. 215.
8. *Ibid*.

les conférences publiques de ses adversaires politiques, ou encore de soutenir l'agitation ouvrière, soit en intervenant directement pour tenter de radicaliser les luttes ouvrières, soit en réunissant des fonds – grâce aux groupes ou aux journaux anarchistes – pour soutenir financièrement la grève, soit en dénonçant les exactions de tel ou tel patron dans des articles vengeurs parus dans les rubriques de leurs journaux consacrées au « Mouvement social » en France.

Ensuite, le militant anarchiste est un organisateur de réunions publiques au cours desquelles, dans toute la France, on diffuse la bonne parole anarchiste. Or la plupart du temps, ces réunions publiques ne s'improvisent pas : il faut inviter l'orateur, payer son voyage, le loger, le nourrir, et louer la salle dans laquelle se tiendra la réunion avant de l'annoncer par voie de presse, d'affiches ou de prospectus. Bref, toutes ces démarches nécessitent un *minimum* de concertation, et nous sommes bien loin ici de l'action individuelle. Ainsi, en général, c'est le groupe – voire, dans les grands foyers anarchistes, plusieurs groupes associés temporairement – qui prend l'initiative de la manifestation. Ce sont ses membres qui délèguent à quelques-uns d'entre eux le soin de régler les problèmes administratifs, d'accueillir le conférencier, et, éventuellement, de contacter un imprimeur ; ce sont eux qui réunissent les fonds (grâce aux dons ou aux cotisations des membres, grâce à l'organisation de tombolas lors des soirées de famille ou grâce à des appels de fonds insérés dans les colonnes des journaux anarchistes) ; ce sont enfin eux qui, par l'intermédiaire de l'éventuel « secrétaire » du groupe, écrivent au conférencier anarchiste – souvent un Parisien – pour lui demander s'il est disponible. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que quand certains groupes (souvent des « groupes-forums ») comptent parmi leurs membres des orateurs dont ils sont fiers, ils prennent parfois l'initiative de les envoyer en province en organisant des tournées de conférences : ils se mettent alors en contact avec les groupes français intéressés, décident d'un itinéraire qui sera publié dans un journal anarchiste et s'entendent sur les modalités matérielles de l'opération.

Mais davantage encore que la propagande orale, la propagande écrite a nécessité un *minimum* d'organisation de la part des compagnons, généralement au sein de groupes ou de comités spécialisés dans cette forme de propagande, que ce soit pour financer, pour rédiger, pour imprimer ou pour diffuser les brochures, les placards ou les journaux du mouvement. A un premier stade en effet, rares ont été les publications anarchistes de quelque importance dont la parution n'a pas été précédée par des formes de « publicité anarchiste » (lettres, voire circulaires accompagnées de spécimens, destinées aux groupes français et étrangers afin de les appeler à financer, à soutenir et à lire le futur imprimé. A un second stade, rares également ont été les publications (dont certaines n'ont paru qu'à la suite de véritables plans de financement) qui n'ont pas bénéficié lors de leur création, puis au fil de leur parution, de la générosité de nombreux anarchistes français et étrangers : collecté dans toute la France mais également jusqu'en Amérique et à la suite d'appels de fonds publiés dans les journaux anarchistes où que à l'occasion de la circulation de listes de souscriptions, cet argent est tantôt le produit de quêtes effectuées au sein des groupes, tantôt celui de tombolas organisées lors des grandes « soirées de famille », tantôt le fruit de la générosité de compagnons isolés, voire de voleurs anarchistes pratiquant la reprise individuelle. Par ailleurs, au stade de la rédaction de placards, de brochures et de journaux sont aussi le résultat le texte, entre compagnons, d'une part quand il s'agit de rédiger le texte, part quand il s'agit de le corriger lors de lectures souvent publiques au sein des groupes fermés comme des « groupes-forums », lectures qui donnent parfois lieu à des disputes au cours desquelles les compagnons en viennent aux mains. Enfin et surtout, ces imprimés anarchistes n'auraient jamais pu être diffusés sur le sol national, ni même à l'étranger, sans une certaine coopération entre les anarchistes : ainsi, c'est par exemple grâce aux liens que les compagnons entretiennent avec des anar-

chistes installés à l'étranger qu'ils peuvent faire imprimer hors des frontières nationales certains placards ou journaux interdits en France ; c'est également grâce à différents réseaux qu'ils peuvent les rapatrier en France, une fois imprimés ; et c'est enfin grâce à ces mêmes réseaux qu'ils peuvent diffuser sur l'ensemble du territoire national ces feuilles interdites.

Quant à la « propagande par le fait », théorisée au cours de la décennie 1870, elle a alors un triple objectif (faire de la propagande en acte, terroriser le bourgeois et réaliser un peu de la révolution), et elle est envisagée par les compagnons des années 1880 comme une façon :

1. De remettre en cause la vieille morale bourgeoise (en refusant la religion, le mariage, et en s'intéressant à l'amour libre et à l'utilisation des « instruments de préservation »).

2. De lutter contre le devoir civique en recourant à la propagande abstentionniste et à la désertion.

3. De s'attaquer à l'ordre social existant en se livrant à la délinquance, la criminalité, ou en préparant des attentats. Elle est alors tantôt le fruit d'initiatives individuelles, tantôt le résultat d'une action collective, même quand il s'agit par exemple des attentats : y aurait-il eu autant d'attentats si la presse anarchiste, dans son ensemble, n'avait pas diffusé des « recettes » de fabrication de bombes ? Y aurait-il eu tant d'engouement pour ces procédés si les compagnons ne s'étaient pas efforcés, par petits groupes, en étudiant la chimie, à s'entraîner et à réaliser ces engins de terreur ? Un certain nombre d'attentats auraient-ils réussi s'ils n'avaient pas été préparés par de véritables « commandos » bien entraînés et déterminés, bénéficiant éventuellement de complicités en France et à l'étranger ?

Quand on s'intéresse à la propagande par le fait, il semble donc bien difficile d'évacuer la question des complicités et des réseaux, ce que les historiens ont pourtant fait jusqu'à aujourd'hui.

Du début des années 1890 au tournant des années 1895 : l'ère du repli sur soi

Les années 1880 ont été des années de maturation pour le mouvement anarchiste français : le nombre des militants, adhérents ou sympathisants a augmenté ; les compagnons se sont dotés d'une « organisation » très souple, support de l'activité militante, et ils se sont forgés une identité bien distincte à l'intérieur de la grande famille socialiste. Mais la croissance de cette organisation de combat sur le territoire national n'a pas été sans provoquer de vives réactions de la part des autorités, et l'épreuve de force, inévitable, s'engage véritablement au début des années 1890, alors que les effectifs anarchistes augmentent encore.

En effet, à l'exception de quelques cas particuliers, toutes les informations dont nous disposons pour les années 1891-1892 montrent une augmentation assez considérable de la population anarchiste, alors que le mouvement bénéficie plus que jamais du prosélytisme ardent des militants. On constate ainsi le dynamisme de grands foyers anarchistes comme Paris, qui compte peut-être 150 à 200 militants vers 1892, ou comme Marseille (peut-être une centaine de compagnons en 1893) ; l'augmentation de la population anarchiste dans des foyers plus secondaires (où l'anarchisme avait même eu du mal à s'enraciner dans les années 1880) comme le département de la Manche, la Seine-Inférieure ou le Limousin ; et surtout, l'apparition de foyers anarchistes là où il n'en existait pas dans la décennie 1880, comme en Bretagne, dans le Belfortain ou dans le Doubs.

Toutefois, si, à l'échelle nationale, le mouvement bénéficie d'un afflux d'adhérents au tournant des années 1890 – et ce jusqu'en 1892 surtout – en partie grâce aux efforts déployés par les militants, on assiste en même temps, dès le début de ces années, au déclin de la population anarchiste dans certains départements comme l'Isère ou les Ardennes, cela à cause d'une répression qui a été plus brutale qu'ailleurs parce que les anarchistes s'y agitaient trop au gré des autorités locales. Et avec la multiplication d'attentats parfois sanglants à Paris en 1893-1894, avec le vote des « lois scélérates », le « procès des Trente » et, en conséquence, l'exil, l'arrestation ou l'expulsion des principaux meneurs anarchistes, ce déclin s'accélère au cours de l'année 1893 et se généralise en 1894, comme le montrent tous nos sondages : les hypothèses des historiens de l'anarchie selon lesquelles les effectifs anarchistes auraient crû jusqu'en 1894 ne sont donc pas fondées et résultent d'une mauvaise lecture des sources.

Si l'on tente de dresser le portrait de ces compagnons au début des années 1890, on s'aperçoit tout d'abord, alors que le nombre des anarchistes augmente et que de « vieux militants » prennent leur retraite, que le mouvement vieillit, et cela sans doute pour deux raisons : parce que l'anarchie attire surtout des hommes dans la force de l'âge et parce qu'un certain nombre de compagnons des années 1880 continue de militer. Mais on ne peut nier qu'une minorité de jeunes, sensibles à la tonalité antimilitariste du discours anarchiste, aient été attirés par l'anarchie au début des années 1890. Ensuite, on remarque que le mouvement reste une « organisation » interclassiste, comptant une minorité de marginaux, différentes manières d'ouvriers ainsi que des bourgeois plus ou moins fortunés, même si l'on constate également l'adhésion au discours anarchiste d'une population toujours plus « industrielle », peut-être à cause des mutations que connaît le monde ouvrier français dans le cadre de la « Grande Dépression ». Enfin, à l'acmé du mouvement, on peut également tenter de dresser une carte de France anarchiste : les grands foyers anarchistes sont alors Paris et sa banlieue, puis Marseille, Lyon, ainsi que Saint-Étienne-Roanne et Lille-Roubaix-Tourcoing, où l'on rencontre près d'une centaine de militants et parfois plus. Autour de ces grands pôles, on compte encore un certain nombre de foyers secondaires animés par une quinzaine, voire une trentaine de militants, comme Reims, Amiens, Angers-Trélazé, Limoges, Bourges, Grenoble, Valence-Romans, Nouzon-Charleville, Nantes-Saint-Nazaire-Trignac…

On peut ensuite distinguer une troisième catégorie de foyers anarchistes, souvent animés par moins d'une dizaine de meneurs autour desquels gravitent dans le meilleur des cas une trentaine d'individus, comme à Agen, Saint-Quentin, Troyes, Dijon, Brest-Lambézellec, Arras, Calais, Beauvais, Avignon, Toulouse, Nancy, Rouen, Cherbourg, Béziers, Sète, Charleville, Narbonne, Alger… Enfin, dans divers départements comme dans l'Ain, il n'est plus question de mentionner des foyers anarchistes, mais plutôt des individus isolés.

Ces hommes militent au sein d'un mouvement qui connaît une mutation très profonde, car après une période faste, confronté à une répression brutale, il se recompose sur de nouvelles bases.

Dans un premier temps, en effet, dans les années 1890-1892, l'afflux des militants se traduit mécaniquement par une augmentation du nombre des groupes anarchistes très nette dans les grands centres anarchistes et en marge de ces grands centres ; mais le mouvement continue de fonctionner – grossièrement – comme dans les années 1880, même si l'entrée d'une minorité de jeunes dans ses structures a pu induire des querelles de générations et si l'attirance qu'éprouve pour l'anarchie une population plus « industrielle », peut-être plus encline à l'action collective, a pu aviver les tensions – dans le contexte des attentats – avec ceux qui préfèrent l'action individuelle.

En revanche, à partir des années 1893-1894, alors que la répression s'intensifie (et parfois plus tôt dans certains départements comme la Seine ou l'Isère), à la suite de la condamnation ou de l'expulsion de leurs meilleurs militants, les groupes se ferment ou disparaissent ; les anarchistes rentrent dans la clandestinité, prennent le chemin de l'exil, ou, en attendant que l'orage passe, pénètrent les autres formations politiques socialistes ; les structures les plus visibles du mouvement – celles qui donnaient prise à la répression – se délitent (qu'il s'agisse des groupes « ouverts » ou des organismes capables de fédérer les activités du mouvement comme les ligues, les comités ou les « groupes-forums »), tandis que les congrès anarchistes ou les réunions générales d'anarchistes n'ont plus lieu, que la presse anarchiste disparaît et que les compagnons commencent une véritable chasse aux mouchards à l'intérieur de leur organisation. Le mouvement paraît donc se dissoudre et se fermer, ce qui n'empêche toutefois pas la concertation de se poursuivre entre convaincus, en France ou à l'étranger (à Genève, Bruxelles ou Londres par exemple) dans un cadre plus informel : rencontres fugitives en dehors de tout groupement (au café ou au domicile des uns et des autres par exemple) ; envois d'émissaires ou échanges de lettres… Le mouvement existe donc toujours, si l'on entend désormais par « mouvement » des réseaux en mutation constante qui continuent à mailler le territoire national, trouvent des prolongements jusqu'à l'étranger – notamment Londres – et sont le support d'une action surtout terroriste. Le mouvement est bien devenu à cette époque une véritable organisation de combat, et, au centre de cette toile d'araignée anarchiste, on peut encore – comme dans les années 1880 – s'interroger sur l'existence d'« exécutifs » anarchistes composés des principaux leaders du mouvement, qui, de Paris ou de Londres, « téléguideraient » un certain nombre des actions dirigées contre la Troisième République.

Cette mutation du mouvement s'accompagne d'un repli identitaire qui prend différentes formes au début des années 1890, dans le contexte de la répression.

Tout d'abord, comme l'a constaté Gaetano Manfredonia, on assiste alors à une redéfinition de l'identité anarchiste, perceptible par exemple à travers la disparition progressive des références républicaines dans le discours des compagnons[9] : un « fossé de plus en plus grand » se creuse entre les anarchistes d'une part et la République de l'autre. En même temps, les chantres du mouvement anarchiste tendent à radicaliser davantage encore la culture politique du mouvement, notamment en glorifiant l'acte terroriste et le martyr : on célèbre ainsi les dates-anniversaires des grands attentats qui ont visé les souverains européens ainsi que celles des anarchistes morts pour la cause, et on continue à constituer un martyrologe anarchiste.

Ensuite, à la même époque, on remarque que le compagnonnage anarchiste s'approfondit, cela pour plusieurs grandes raisons. D'abord, parce qu'à une époque où la répression bat son plein et où chacun a peur des mouchards, les rares compagnons qui continuent à se réunir au sein de quelques groupes existant encore abandonnent tout militantisme pour se consacrer à des activités de sociabilité (jeux de société, dégustations de vins, soirées de famille…) qui renforcent les liens déjà tissés entre eux. Ensuite, parce qu'à un moment où l'entraide devient plus difficile avec la disparition des groupes, des journaux et des « caisses de secours aux détenus », les anarchistes qui continuent de militer sont plus que jamais prêts à assumer les devoirs quasi sacrés du compagnon, qui consistent à accorder le gîte et le couvert à ceux qui ont eu maille à partir avec la justice, à les aider à fuir, et à soutenir comme ils le peuvent les familles de ceux tombés dans la lutte contre le pouvoir bourgeois. Enfin, parce que dans le cadre d'une lutte à mort contre celle qui devient « Marianne la salope[10] », les compagnons font progressivement

9. Gaetano MANFREDONIA, *Études sur le mouvement anarchiste en France…*, tome 1, p. 234.
10. *Le Père Peinard*, n° 221 du 11 au 18 juillet 1893.

de la propagande par le fait, non plus seulement un outil révolutionnaire, mais une arme au service d'une *vendetta* anarchiste : alors qu'au cours des années précédentes, les propagandistes par le fait tentaient tout à la fois d'éduquer et de rallier au mouvement les classes laborieuses et dangereuses en terrorisant le bourgeois et en réalisant un peu de la révolution, le début des années 1890 voit la naissance d'attentats différents ayant pour principal objectif de venger les compagnons victimes de la répression ; avec ces attentats « nouvelle formule », la dimension éducative de l'acte s'efface, tandis que le lien avec les masses exploitées tend à se rompre car les propagandistes ne se font plus exclusivement les porte-parole des exploités, mais ceux d'un mouvement qui réclame vengeance.

Enfin, on s'aperçoit que ce repli identitaire se fonde alors sur une « union sacrée » des anarchistes contre la République bourgeoise. Pourtant, au début des années 1890, cette union paraissait loin d'être réalisable car le mouvement était traversé par un certain nombre de tensions consécutives à des débats concernant, entre autres, la reprise individuelle, l'action terroriste, la participation ou non des compagnons à la journée du 1er mai, la question de la grève générale et celle de l'entrée dans les syndicats ; et à la charnière des années 1880-1890, le mouvement, divisé en deux grandes tendances en fonction des options politiques souscrites par les militants sur ces questions, paraissait prêt à éclater : certains compagnons – surtout des jeunes nouvellement entrés dans le mouvement – préconisaient avant tout l'action individuelle et violente, tandis qu'autour de *la Révolte*, d'autres anarchistes tentaient de réorienter l'action des compagnons vers les masses en arguant que la reprise individuelle et la propagande par le fait conduisaient à une impasse et nuisaient à l'image d'un mouvement qui, dans l'imaginaire collectif, risquait de devenir le « parti » des délinquants en tout genre, des criminels, des terroristes et de toutes sortes d'illuminés. Mais au début de l'hiver 1893, la répression brutale que subissent les anarchistes les radicalise et fait taire les dissensions : *la Révolte* finit par justifier et exalter le terrorisme anarchiste ; la base militante paraît plus que jamais convaincue de la nécessité de répondre à la violence d'État par le terrorisme anarchiste, et les militants semblent faire bloc comme jamais contre la République bourgeoise en oubliant momentanément leurs divergences de vue. Ce faisant, ils isolent toujours plus sur l'échiquier politique car les militants des autres organisations de gauche, pour éviter d'être les victimes des « lois scélérates », font tous leurs efforts pour se désolidariser des compagnons.

Les transformations connues par l'« organisation » anarchiste – surtout à partir de 1892 – n'ont pas été sans conséquences sur l'action engagée par ces mêmes compagnons contre la République.

Ainsi, si l'on considère les réunions publiques anarchistes organisées en France, on constate qu'après une période faste correspondant à l'augmentation des effectifs anarchistes, elles ont été de moins en moins nombreuses au fil du temps pour différentes raisons : d'abord, à cause d'une législation de plus en plus répressive qui a entravé la parole anarchiste ; ensuite, à cause de la disparition des groupes, qui, en se désagrégeant, n'ont plus été à même de collecter les fonds nécessaires à l'organisation de ces réunions ; puis, à cause de l'emprisonnement ou de l'exil des leaders du mouvement, qui a contribué à restreindre le « marché » des orateurs ; enfin, à cause de la disparition des journaux anarchistes, qui, entre autres, véhiculaient la publicité nécessaire à ces réunions.

Si l'on considère maintenant la propagande écrite, elle a aussi – après une période heureuse – vécu des heures sombres dans les années 1893-1894, et ce pratiquement pour les mêmes raisons que la propagande orale : son financement s'est ressenti de la diminution du nombre de ceux que l'on pourrait appeler les « anarchistes actifs » ; la désorganisation du mouvement a entraîné la baisse du nombre des réunions publiques et des réunions privées au cours desquelles étaient organisées des collectes en faveur

des journaux et au cours desquelles on discutait de la rédaction des feuilles anarchistes ; au fur et à mesure que le discours anarchiste s'est durci avec la répression, il est tombé davantage sous le coup d'une législation de plus en plus sévère, et de nombreuses feuilles ont disparu ; enfin, la répression tous azimuts n'a pas été sans affecter la distribution de ces imprimés, puisque certains vendeurs de journaux, même anarchistes, ont fini par cesser de diffuser ces publications, tandis que le contrôle des colis postaux adressés à des compagnons ou par des compagnons se faisait plus systématiquement.

En revanche, il en est allé très différemment de toutes les activités moins avouables des militants. Sous bénéfice d'inventaire en effet, les formes de délinquance anarchiste n'ont, semble-t-il, pas diminué, tandis que les attentats – bien au contraire – se sont multipliés.

En bref donc, dans la mesure où, dans les années 1880, le succès de la propagande orale ou écrite anarchiste se fondait avant tout sur les structures visibles du mouvement (groupes « ouverts » ; journaux collectant cette information et proposant des souscriptions…) et participait même de cette partie visible du monde anarchiste, il est évident qu'elle perd du terrain au début des années 1890 (car il fut facile d'interdire des réunions publiques anarchistes ou de mettre à l'index les journaux des compagnons), même si elle s'adapta à ce nouveau contexte. En revanche, pour ce qui concerne la propagande par le fait – actes individuels imprévisibles ou actions organisées par des réseaux clandestins – elle ne fut pas réellement gênée par les transformations que connut le mouvement ; bien au contraire, puisque le mouvement se transforma à cette époque pour permettre de tels actes.

Du mouvement aux mouvements anarchistes (de 1895 à la veille de la Grande Guerre)

Au début des années 1890, confronté à une répression terrible, le mouvement anarchiste s'est métamorphosé. Les groupes se sont fermés ou sont entrés dans la clandestinité, tandis que les effectifs du mouvement ont fondu et que la propagande par le fait est devenue *le* moyen de lutter contre la « République marâtre[11] ». Toutefois, à partir de 1895, trois facteurs se conjuguent pour permettre un renouveau anarchiste.

Le renouveau anarchiste à la fin des années 1890

Parmi ces facteurs, on peut tout d'abord noter l'apaisement de la répression – même si la surveillance ne se relâche pas totalement – qui permet aux anarchistes de reprendre leurs conciliabules. On peut encore signaler les efforts fournis par les compagnons pour développer – ou s'approprier – de nouvelles idées, qui peuvent séduire certaines catégories de la population restées jusqu'à cette époque insensibles à leurs théories : ainsi, après l'échec de la manière terroriste, l'anarchisme français se modère et un grand nombre de compagnons tourne résolument le dos à la propagande par le fait pour s'investir dans des œuvres plus constructives comme la coopération, les milieux libres, le retour à des formes de vie primitive, le néo-malthusianisme, l'éducation des masses ou les syndicats… Enfin, dernier facteur : l'affaire Dreyfus, qui donne une certaine respectabilité à des compagnons ayant préféré Dreyfus et la République – même bourgeoise – à la Réaction ; avec l'Affaire, les compagnons deviennent plus fréquentables et l'anarchie, même si elle n'est que tolérée, sort de la marginalité.

11. *Le Père Peinard*, n° 5, du dimanche 24 mars 1889 : « La postiche de Barbapoux ».

Dans ce contexte, le mouvement anarchiste commence à se reconstruire lentement : les « vieux » militants sortent de l'ombre ou rentrent d'exil, tandis que quelques compagnons quittent les groupes socialistes auxquels ils avaient pu adhérer dans les années 1893-1894. Les réunions privées reprennent ; les journaux reparaissent ; et les groupes se reconstituent grâce à ces « vieux » anarchistes, dont les efforts sont relayés par ceux de militants plus neufs. Ce renouveau est d'abord perceptible dans les grands centres anarchistes des années 1880-1894, comme Paris, Marseille, le pôle Lille-Roubaix-Tourcoing ou encore le pôle Saint-Étienne-Roanne, mais il est également tangible dans les centres anarchistes plus secondaires, comme semblent le montrer tous les sondages que nous avons effectués. On peut ainsi affirmer que, dans de nombreuses régions où le mouvement avait été « saigné » par la répression, il a au moins retrouvé au cours de ces années son niveau d'adhérents de la fin des années 1880.

Si ces derniers sont, pour beaucoup, de nouvelles recrues qui découvrent l'anarchie à l'orée du siècle, ce monde ne paraît pas – sociologiquement parlant – réellement différent de celui des années 1880 ni de celui des années 1890. Il reste en effet un monde d'hommes – même si l'on peut constater une certaine féminisation du milieu – dont certains sont de jeunes célibataires et d'autres sont dans la force de l'âge. Il reste un monde de travailleurs manuels, même si une minorité d'entre eux appartient au monde du petit commerce ou est plus intellectuelle. Il reste également un monde interclassiste, comptant d'abord une minorité de marginaux ; puis, des artisans, essentiellement dans les villes de province, petites ou grandes ; et ensuite, une troisième catégorie plus ouvrière dans les régions industrialisées, dont les éléments sont peut-être de plus en plus nombreux avec les progrès de l'industrialisation.

Et grâce à tous ces militants, ce monde en reconstruction connaît *a priori* une relative cohésion, car plusieurs grandes raisons poussent les compagnons des années 1895-1900 à se rencontrer et à s'entendre : tout d'abord, le besoin de reconstruire le mouvement ; ensuite, les recompositions constantes du « paysage » anarchiste français, recompositions liées en grande partie à l'instabilité des groupes ; enfin, la nécessité d'agir. Ainsi, comme dans les années précédentes, les compagnons s'unissent – sans doute par affinité – au sein de groupes surtout « ouverts » (avec la fin des attentats, le secret est moins de mise qu'au début des années 1890). Ils se rencontrent également au sein de « groupes-forums » ou de groupes d'entraide, qui apparaissent ou réapparaissent quand la répression se durcit contre les révolutionnaires. Ils se réunissent encore au sein de nombreux « comités » ou de nombreuses « permanences » – souvent éphémères – chargés très ponctuellement de coordonner l'action des groupements dans des domaines très divers. Pour agir, les compagnons se rassemblent aussi momentanément à l'intérieur de ligues ou de « coalitions » plus ou moins structurées, voire, au sein d'associations de malfaiteurs. Ces contacts au sein de différentes structures sont encore doublés par des contacts plus informels : réunion de petits comités au domicile de tel ou tel leader du mouvement ; voyages d'« anarchistes gyrovagues » allant de groupe en groupe ; lettres envoyées d'anarchiste à anarchiste ou de groupe à groupe. Enfin, il faut rappeler l'existence d'une sociabilité anarchiste qui perdure et qui lie les individus adhérant à des valeurs qui leur sont communes… Bref, les sources montrent comment, à la fin du siècle, un mouvement anarchiste français – dont Paris reste le cœur – continue de fonctionner, tandis que les solidarités régionales ou les liens avec l'étranger perdurent.

Toutefois, le pouvoir de séduction de l'anarchisme français ne doit pas être surestimé à la fin des années 1890, car au cours de ces mêmes années, des compagnons s'éloignent du mouvement pour diverses raisons :

1. Après l'échec de la manière terroriste, certains d'entre eux, découragés, optent en effet pour d'autres socialismes ou pour le syndicalisme, délaissant les théories purement anarchistes.

2. Surtout, des divisions internes – qui nuisent à l'efficacité de la propagande – découragent les « vieux » militants comme les nouveaux venus : elles sont tout d'abord déterminées par des débats d'idées qui opposent durablement les uns et les autres et qui concernent toujours et encore l'illégalisme, les milieux libres, la coopération, les syndicats, la grève, le 1er mai… Elles sont ensuite liées à l'existence de véritables « chapelles » anarchistes (dont la naissance est notamment déterminée par les prises de position des uns et des autres sur ces mêmes questions) autour des golbergtistes par exemple, mais aussi des primitivistes ou des tolstoïstes, tandis que l'épisode terroriste – « phase finale » du « débat radical sur la nature de l'anarchisme [12] » – a exacerbé l'opposition toujours plus forte entre d'une part une « tendance individualiste » qui prend conscience d'elle-même, et d'autre part « une tendance communiste anarchiste [13] ». Enfin, elles sont liées à l'émergence de trois grandes tendances au sein du mouvement : la première rassemblant ceux que les indicateurs appellent « les vieux anarchistes », qui « s'accrochent » comme ils le peuvent à l'anarchisme des années 1880, considérées comme celles de l'âge d'or du mouvement ; la deuxième, qui unit une minorité individualiste continuant à ne jurer que par l'action individuelle, la « reprise au tas » et la propagande par le fait ; la troisième, rassemblant de nombreux compagnons ayant constaté que l'anarchisme s'est fourvoyé dans le terrorisme au début des années 1890 et tentant de réorienter le mouvement vers des formes moins radicales et moins dangereuses pour son image et pour ses structures.

3. Et dans ce contexte, l'affaire Dreyfus est un « révélateur » qui amplifie les fractures anciennes, suscite de nouveaux débats, radicalise les positions des uns et des autres tout en les clarifiant ; bref, elle contribue véritablement à faire émerger *des* mouvements anarchistes en France, et en ce sens, elle est une matrice pour le mouvement anarchiste des années 1900 : ainsi, à l'issue de l'Affaire, une partie des compagnons souhaite d'une part oublier toutes ses forces les compromissions auxquelles certains d'entre eux, autour de Sébastien Faure surtout, se sont laissés aller pendant l'Affaire, et d'autre part revenir à un âge d'or situé justement avant la période des attentats et avant l'Affaire. Au contraire, d'autres anarchistes sortent de l'Affaire persuadés par l'idée que les compagnons ont été manipulés par les défenseurs de Dreyfus et que l'anarchisme n'aura pas d'avenir si les militants ne se résolvent pas à l'action individuelle et s'ils ne refusent pas toute compromission avec les autres partis de gauche ainsi qu'avec le pouvoir bourgeois. Enfin, au contact des dreyfusards, une frange des compagnons est en revanche plus prête que jamais à aller à la rencontre des masses laborieuses, à tenter l'expérience des alliances à gauche et à profiter d'une aura toute neuve acquise en défendant Dreyfus et la République contre la Réaction bourgeoise.

4. C'est dans ce contexte que le socle identitaire sur lequel reposait l'« édifice anarchiste » au début des années 1890, socle identitaire construit dans le cadre d'une lutte à mort contre le pouvoir bourgeois, se fissure pour laisser émerger des identités anarchistes toujours plus affirmées. Ainsi, à l'orée du XXe siècle, l'anarchiste, devenu désormais le « libertaire », n'est plus *le* poseur de bombes du début des années 1890. De l'anarchiste scientifique à l'anarchiste individualiste en passant par celui qui devient progressivement, au contact du monde ouvrier, un « camarade », le « libertaire » présente désormais de multiples visages.

12. Gaetano MANFREDONIA, *Etudes sur le mouvement anarchiste en France…*, tome 1.
13. *Ibid*.

Cette renaissance du mouvement sur de nouvelles bases au tournant du siècle s'accompagne d'un renouveau de l'action, une action qui présente alors plusieurs caractéristiques :

1. Elle témoigne de la capacité des anarchistes à se concerter au niveau local, national, voire international, mais elle est parfois entreprise avec le soutien d'individus n'adhérant pas au mouvement.

2. Par rapport au milieu des années 1890, elle connaît un certain renouveau et se fait plus constructrice que destructrice dans la mesure où les actes terroristes font désormais exception, tandis que les anarchistes se tournent vers la coopération, les syndicats, les milieux libres…

3. Mais malheureusement, en même temps, elle est « cannibalisée » par l'affaire Dreyfus, qui est « un dérivatif puissant[14] » et qui absorbe, canalise et domestique pour partie les énergies révolutionnaires. De plus, elle est désormais au service de « factions » anarchistes qui se livrent une bataille sans merci, ce qui contribue encore à affaiblir l'effort de propagande.

Les mouvements anarchistes au début du XXe siècle

Au cours des années 1900-1914, le nombre des anarchistes n'augmente plus pour au moins trois grandes raisons : la fin de la « Grande Dépression », qui induit probablement depuis 1896 une certaine détente sociale ; l'impuissance à s'organiser (pour Jean Maitron, elle doit « être comptée parmi les causes déterminantes de la rupture de certains militants avec l'anarchisme traditionnel[15] ») ; enfin, la concurrence que font au mouvement le syndicalisme, les socialismes antiparlementaires, et même les socialismes autoritaires… Et cette stagnation des effectifs, ressentie par les anarchistes eux-mêmes, est perceptible dans des régions qui, traditionnellement, nous étaient apparues comme les grands foyers du mouvement, ainsi que dans les foyers anarchistes secondaires.

Par ailleurs, avec le temps, les tensions existant entre les différentes tendances anarchistes se sont exacerbées, d'abord à cause des rancunes liées à l'échec de la propagande par le fait au début des années 1890 ; ensuite, à cause de l'engagement d'une frange des compagnons dans l'Affaire ; et enfin à cause de l'entrée de nouveaux militants dans les structures du mouvement des hommes ayant tenté d'engager l'anarchisme français dans de nouvelles voies qui seront de nouvelles impasses ou donneront lieu à la création de nouvelles « chapelles » anarchistes.

Et ce qui est nouveau, c'est que le mouvement s'est réorganisé en fonction de ces grandes tendances. Ainsi, à Paris, les individualistes ont par exemple instauré des réunions communes aux différents groupes individualistes de Paris, tandis que le groupe des « Causeries populaires » joue, pour les anarchistes individualistes, le rôle de « groupe-forum » et de « maison-mère ». Il en va de même pour les anarchistes communistes, qui sont parvenus à créer une Fédération Communiste Anarchiste rassemblant un certain nombre de groupes français. Et la presse anarchiste contribue encore à cette époque à organiser le milieu anarchiste en fonction des grandes tendances qui le traversent : ainsi *L'Anarchie* défend les thèses individualistes, annonce les réunions des groupes individualistes ou toutes autres informations qui les concernent, tandis que le *Libertaire* organise avant tout le monde communiste anarchiste, ce que montrent les convocations de groupes insérées dans le journal en septembre 1913. En outre, par-delà cette volonté de s'organiser entre anarchistes d'une même tendance, une frange des

14. A.N. F^{7} 12723, rapports du 7 février 1900.
15. Jean MAITRON, *Le Mouvement anarchiste en France…*, tome 1, p. 441.

compagnons – en général des anarchistes communistes et syndicalistes – se montre également prête à unir ses forces à celles des autres révolutionnaires au sein de multiples organismes, et ces ententes sont perceptibles au niveau des groupes, au sein de comités, de syndicats, ou au sein d'organisations plus ambitieuses comme l'AIA, à laquelle tous les révolutionnaires, pourvu qu'ils soient antimilitaristes, peuvent appartenir.

Cela ne signifie pourtant pas que le mouvement anarchiste n'existe plus, cela pour différentes raisons :

1. Parce que le compagnonnage anarchiste (qui a, comme nous l'avons vu, connu un certain renouveau avec l'échec de la propagande par le fait dans les années 1890 et avec la répression qui s'est exercée sur le mouvement au même moment) s'approfondit encore, même si lui aussi, dans une certaine mesure, semble pâtir de la dispersion des tendances : ainsi certains anarchistes communistes n'aideront plus que les porteurs de cartes prouvant leur appartenance à la FCA…

2. Parce que quelques compagnons n'hésitent pas à jouer le rôle d'intermédiaires entre anarchistes communistes et individualistes, comme Mauricius, qui débat avec les uns et les autres.

3. Parce que les groupes, surtout au début des années 1900, ne sont pas totalement homogènes, et parce que ce monde est loin d'être figé : comme dans les années précédentes, le « paysage » anarchiste est en recomposition constante, et tel groupe, qui pouvait être individualiste à tel moment, peut devenir communiste quelques mois plus tard.

5. Parce que la « dispersion des tendances[16] » n'empêche pas les compagnons de sensibilités différentes de coopérer ponctuellement, notamment lorsque leurs objectifs sont communs, cela grâce à un certain nombre de dispositions favorisant la concertation dans certains grands centres anarchistes, dispositions qui, la plupart du temps, leur permettent d'ignorer les fractures au sein du mouvement.

6. Enfin, parce que malgré la « dispersion des tendances », les anarchistes partagent encore au début du siècle une culture politique commune placée sous le sceau de la radicalité[17], comme l'a montré Gaetano Manfredonia.

Rien n'indique non plus que la fragmentation du mouvement ait vraiment gêné l'effort de propagande. Il est facilité par l'apaisement de la répression, « dopé » par l'émergence au sein du mouvement d'une « anarchie intellectuelle » ainsi que par les liens tissés entre les compagnons et les autres révolutionnaires. Épaulés par d'autres formations révolutionnaires ayant les mêmes objectifs qu'eux, ces derniers disposent en conséquence de moyens supplémentaires et peuvent réaliser leurs objectifs en faisant pression sur le pouvoir bourgeois comme jamais : les journaux sont nombreux et les réunions publiques aussi, tandis que les compagnons s'investissent dans les formes d'action collective. En revanche, si l'agitation anarchiste n'a sans doute pas faibli au début des années 1900, il y a probablement eu au cours de ces mêmes années une diminution des actes de révolte individuels et peut-être de l'illégalisme anarchiste en général, ce pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'une majorité de compagnons a tourné le dos à la propagande par le fait après l'assassinat de Sadi Carnot ; ensuite, parce que les structures qui permettaient de tels actes (les groupes « fermés » notamment) sont bien moins nombreuses à cette époque que dans les années 1890-1894. Enfin, parce que la valeur révolutionnaire de telles actions n'est désormais défendue que par une minorité de compagnons (surtout des individualistes), eux-mêmes considérés par leurs contemporains – et souvent même par les anarchistes – comme une minorité déviante, ce qui contribue à discréditer leur action.

16. *Ibid.*, tome 1, p. 343.
17. Gaetano MANFREDONIA, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », p. 243 sq.

Pour servir d'épilogue : les anarchistes dans la Grande Guerre

A la veille de la Grande Guerre, les anarchistes sont donc prêts à une épreuve de force, qui, pourtant, n'aura pas lieu.

En effet, malgré leur engagement dans les manifestations antimilitaristes, leur détermination semble fléchir dès l'entrée en guerre. Nombre d'entre eux se rallient à « l'Union sacrée ». De plus, sans doute à cause de la répression et à cause de la mobilisation de certains militants, les structures les plus visibles du mouvement (les groupes notamment) se dissolvent, tandis que les manifestations les plus visibles de la propagande anarchiste cessent : il en va ainsi des journaux anarchistes, qui disparaissent dès l'entrée en guerre ; il en va encore ainsi des réunions publiques, annulées partout en France, tandis que la volonté de saboter la mobilisation ne se traduit pratiquement pas par des actions concrètes.

Et pourtant, l'esprit d'opposition à la guerre n'a pas été complètement oblitéré chez les anarchistes. D'abord parce que quelques compagnons n'hésitent pas à quitter la France pour se réfugier à l'étranger. Ensuite, parce que nombre d'entre eux, restés en France, continuent à dénoncer le conflit et tentent de réveiller la combativité de leaders du mouvement qui se sont assagis. Parce que si les structures visibles du mouvement ont disparu, les réseaux épistolaires se sont quant à eux progressivement reconstitués ou ont survécu à l'entrée dans la Grande Guerre, et qu'ils mettent alors en contact des anarchistes français qui n'ont pas été mobilisés, des anarchistes français et des compagnons étrangers (ceux qui, par exemple, se sont réfugiés à Londres), les anarchistes de « l'arrière » et ceux « du front ». Enfin, parce que ces réseaux, activés ou réactivés, sont en partie le support d'une action anarchiste antimilitariste dans les années 1914-1915 : ils permettent aux compagnons de trouver des fonds pour s'entraider ou pour financer la propagande écrite ; ils leur permettent encore de faire imprimer ces feuilles, et surtout, alors qu'elles sont pourtant interdites, de les distribuer jusque dans les tranchées…

Sources et bibliographie

SOURCES

Pour avoir le détail de nos sources manuscrites et imprimées, le lecteur se reportera aux pages 1197-1316 de notre thèse de doctorat. Elle est consultable à la bibliothèque de l'université Paris X-Nanterre, au Musée Social, au CRHMSS, ainsi qu'aux CIRA de Marseille et d'Amsterdam. Par ailleurs, grâce à monsieur Ronald Creagh que je remercie vivement, la partie « Annexes-Bibliographie-Sources » de la thèse est en ligne sur le site http ://raforum.apinc.org.

SOURCES MANUSCRITES

IFHS

Fonds Armand, Grave, Kropotkine et Mauricius

CRHMSS

Fonds Jean Maitron sur l'anarchie

Archives de la Préfecture de police de Paris

Sur le mouvement anarchiste : P. Po B.A./1497-1511 ; P. Po. B.A./73-80

Sur les lieux de réunion, les lettres de menaces, les projets d'attentats et les propagandistes par le fait : P. Po. B.A./508-510 ; 894 ; 996 ; 1115 ; 1132 ; 1289 ; 1329 ; 1609 ; 1643

Sur les attentats anarchistes des années 1881 à 1914 : P. Po. B.A./138-142 ; 303 ; 308 ; 310 ; 394 ; 995 ; 1609

Archives Nationales

/Série F^7 : police générale/

Sur le mouvement anarchiste : A. N. F^7 12504-12506 ; A. N. F^7 13053-1358

Sur les relations entre les anarchistes français et étrangers : A. N. F^7 12520 ; A. N. F^7 13066-13068

Sur l'anarchie et l'antimilitarisme : A. N. F^7 12908 et 12911

Sur la répression exercée par l'État à l'encontre des milieux anarchistes : A. N. F^7 12507-12510 ; A. N. F^7 12722

Sur l'action engagée par les anarchistes : A. N. F^7 12511-12512 ; 12513-12518 ; 12526 ; 12723-12725 ; 12904-12905 ; 13051 ; 13059 ; 13060 ; 13061 ; 13065

/Séries BB^{18} ; BB^{24} ; BB^{30} : archives judiciaires/

Série BB^{18} : BB^{18} 6445 – 6451. 56 BL ; BB^{18} 6453. 56 BL – BB^{18} 6457. 56 BL – BB^{18} 6459. 56 BL – BB^{18} 6463. 56 BL – BB^{18} 6470. 56 BL – BB^{18} 6472. 56 BL

Série BB^{24} : BB^{24} 875 3238 et 3359 ; BB^{24} 893 7474 ; BB^{24} 895 8977 ; BB^{24} 899 11394 ; BB^{24} 903 5932 ; BB^{24} 903 6470 ; BB^{24} 907 1335 ; BB^{24} 907 3365 ; BB^{24} 907 4352 ; BB^{24} 908 5035 ; BB^{24} 908 5271 ; BB^{24} 908 5751 ; BB^{24} 908 5980 ; BB^{24} 908 7839 ; BB^{24} 908 11199 ; BB^{24} 909 3700 ; BB^{24} 909 4177 ; BB^{24} 909 4454 ; BB^{24} 909 5111 ; BB^{24} 909 5727 ; BB^{24} 910 5164 ; BB^{24} 875 1233 ; BB^{24} 870 3204 ; BB^{24} 870 3359 ; BB^{24} 876 7092 ; BB^{24} 884 10081 et 10235 ; BB^{24} 886 12804 ; BB^{24} 888 4034 ; BB^{24} 890 9146 ; BB^{24} 2072/3

Série BB^{30} : BB^{30} 947-949

Archives Départementales

Nous avons pu consulter les séries M (administration générale et économie), U (fonds judiciaires) et Z (sous-préfectures) aux Archives départementales des Ardennes, de l'Aube, des Bouches-du-Rhône, de Côte-d'Or, du Doubs, de la Drôme, du Finistère, de l'Isère, de la Loire, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais, de Seine-Maritime, de Seine-et-Oise, de Saône-et-Loire, de la Somme, du Territoire de Belfort, du Vaucluse et des Vosges. Pour avoir le détail de ces sources manuscrites, le lecteur se reportera à notre thèse de doctorat.

SOURCES IMPRIMÉES

Pour ce qui est du détail des sources imprimées, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages suivants :

– le tome 2 de l'ouvrage de Jean MAITRON : *Le Mouvement anarchiste en France de 1880 à 1914*, p. 215 sq.

– notre thèse de doctorat p. 1244 sq.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Cette bibliographie est réduite au *minimum*. Elle recense de nombreux travaux universitaires souvent non publiés car ce sont en effet ces derniers qui présentent les perspectives les plus intéressantes et les plus novatrices.

Liste des abréviations utilisées

BN : Bibliothèque Nationale
BDIC : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
CIRA : Centre international de recherche sur l'anarchie (Marseille)
CRHMSS : Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme
M S : Musée Social
AD : Archives départementales

Instruments de travail

BIANCO René, *Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône, 1880-1914*, 1977, tome 2, *Dictionnaire biographique des anarchistes des Bouches-du-Rhône*, 75 p. [CIRA, cote BETA 701].

BOUSSINOT Roger, /Les Mots de l'Anarchie : dictionnaire des idées, des faits, des actes, de l'histoire et des hommes de l'Anarchie/, Paris, Delalain, 1982, 151 p.

FAURE Sébastien (sous la direction de), *Encyclopédie anarchiste*, œuvre internationale des éditions anarchistes, Paris, 1934-1935, 4 vol., 2893 p.

FAUVEL-ROUIF Denise (dir.), *L'Anarchisme, Catalogue de livres et brochures des XIXe et XXe siècles*, IFHS, K.G. SAUR, Paris-Munich-New York-Londres, 1982, tome 1, 170 p.

MAITRON Jean (dir.), *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, CD-ROM réalisé sous la direction de Claude Pennetier, Éditions de l'Atelier-Éditions ouvrières, Paris, 1997.

MAITRON Jean, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, F. Maspero, 1975, tome 2 (p. 209 sqq. : « Bibliographie du mouvement anarchiste en France, 1880-fin 1972 »).

MANFREDONIA Gaetano, *L'Anarchisme en Europe*, Paris, PUF (coll. Que Sais-je ?), 2001, 127 p.

NETTLAU Max, *Bibliographie de l'Anarchie*, préface d'Elisée Reclus, rééd., Paris, P.V. Stock, 1968, XI-294.

Sites internet :

a) http ://raforum.apinc.org (site de recherche sur l'anarchie).

b) http ://anarlivres.free.fr (actualité de l'édition libertaire francophone, colloques, rencontres).

STRUB Hélène, *L'Anarchisme, Catalogue de livres et brochures des XIXe et XXe siècles*, IFHS, K.G. SAUR, Paris-Munich-New York-Londres, 1993, tome 2, 303 p.

Le mouvement anarchiste en France et les anarchistes français à l'étranger

Généralités

BOISSARD Emmanuel, *Biographie collective des Anarchistes, 1871-1914 à travers le dictionnaire de Jean Maitron*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de J.-L. Robert, Paris, Panthéon-Sorbonne, 1991, 135 p. [CRHMSS].

BOUHEY Vivien, *Les Anarchistes contre la République*, thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris X-Nanterre en juin 2006 sous la direction de Philippe Levillain, 1337 p. [Bibliothèque de l'Université Paris X Nanterre ; MS et CRHMSS ; CIRA de Marseille et d'Amsterdam].

CUSIN P., *L'Anarchisme en France de 1872 à 1906*, DES de la faculté des lettres de Paris sous la direction de M.-G. Bourgin, 1947 (signalé par Jean Maitron).

MANFREDONIA Gaetano, *Etudes sur le Mouvement anarchiste en France, 1848-1914*, thèse de doctorat faite sous la direction de Raoul Girardet et soutenue en 1990 à l'IEP de Paris. [Bibliothèque de l'IEP de Paris].

MANFREDONIA Gaetano, « Persistance et actualité de la culture politique libertaire », in *Les Cultures politiques en France* (dir. Serge Berstein), Éd. du Seuil, novembre 1999, p. 243-283.

MANFREDONIA Gaetano, *Les Anarchistes et la Révolution française*, Paris, Éd. du Monde libertaire, 1990, 314 p.

MAITRON Jean, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, F. Maspero, 1975, tome I, 485 p. ; tome II, 439 p.

NATAF André, *La Vie quotidienne des Anarchistes en France, 1890-1910*, Paris, Hachette, 1986, 350 p.

Travaux portant sur une région, un département, une ville…

BARTHELEMY J.-P., *Les Anarchistes dans le département de l'Isère de 1880 à 1914*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de P. Broué et J.P. Machu, Grenoble, 1972, 139 p.

BESSE Jean-Pierre, *Le Mouvement ouvrier dans l'Oise, 1890-1914*, Université de Paris I Sorbonne, 1982, publié par le CDDP de l'Oise en 1984 [Bibliothèque des Archives Départementales de l'Oise, cote 2 BH 792].

BIANCO René, *Le Mouvement anarchiste à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône, 1880-1914*, 1977, 2 vol., 452 p. et 80 p. [CIRA, cote BETA 701].

BIANCO René, *Les anarchistes en Provence et leur propagande clandestine avant 1914*, Albi, Ateliers professionnels de l'OSJ, 1979, in *Histoire et clandestinité du Moyen-*

âge à la Première Guerre mondiale, Colloque de Privas, mai 1977, Revue du Vivarais, p. 387-400 [IFHS 14 AS 533 (11)].

BIENNES Marc, /Le Mouvement socialiste et la pénétration anarchiste dans la région de Bordeaux des débuts de la IIIe République à la Première Guerre mondiale/, DES, Paris, 1959, 138 p.

BOIRON Frédéric, *Le Mouvement anarchiste dans le Puy-de-Dôme, 1881-1914*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Stéphane Audouin-Rouzeau, Université Clermont II, 1988, 145 p.

BOULANGER Patrick, *Les anarchistes espagnols à Marseille, 1880-1914*, Marseille, CIRA, bulletin n° 9, année 1972-1973 [AD des Bouches-du-Rhône, Delta 5678].

BRACHET J.-P., *Trélazé, foyer anarcho-syndicaliste, 1890-1914*, Rennes, 1961, 140 p.

BRESSON Marc, *Jean Marestan et l'anarchisme marseillais, de 1903 à 1951*, mémoire de maîtrise sous la direction de M. Témine, Aix-en-Provence, 1972, 142 p.

BROUSSE Vincent et DUPUY Christian, « Saint-Junien début du siècle, l'anarchisme au pouvoir » in *Violence en Limousin à travers les siècles*, textes réunis par Paul D'hollander, Presses universitaires de Limoges, 1998.

BURON Thierry, *Le Mouvement anarchiste à Angers de 1892 à 1914*, mémoire fait sous la direction de Jean le Yaouanq, 1990, Université François Rabelais, Tours [AD du Maine-et-Loire, n° 8610].

CALDUCH Audouard, *Le Mouvement anarchiste en Meurthe-et-Moselle de 1884 à 1914*, mémoire de maîtrise, Université de Nancy, 1975.

CHATAIGNIER Bastien, *Anarchie, justice et opinion publique dans le Vaucluse en 1894*, mémoire de maîtrise, Université d'Avignon, 2002, 152 p. [CRHMSS T 983 MON].

CHOMARAT Michel, *Documents anarchistes*, revue de documents historiques sur le mouvement anarchiste français pour la région Rhône-Alpes, juin 1967-octobre 1968, Ger/Lyon éditeur, fait en 99 exemplaires, non paginé.

CICERON Félic., *Les Premiers anarchistes à Saint-Claude, 1893-1905*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Jean Charles, Université de Besançon, 1977, 122 p.

DELOUS Olivier, *Les Anarchistes à Paris et en Banlieue (1880-1914). Représentation et Sociologie*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris, Panthéon-Sorbonne, 1996, 287 p. [CRHMSS et MS].

DUPRE Boris, *Anarchistes et réprouvés en Loire-Inférieure de 1890 à 1906*, mémoire de maîtrise sous la direction de J.-C. Martin, Université de Nantes, 2000, 239 p. [CRHMSS, cote II T 830].

DUPUY Christian, *Saint-Junien, un bastion anarchiste en Haute-Vienne (1893-1923)*, Limoges, Pulim, 2003, 227 p.

FAUCIER Nicolas, *Les Ouvriers de Saint-Nazaire. Un siècle de lutte, de révolte, d'indépendance*, Les Editions syndicales, imprimé par la Ruche ouvrière, 1964, 153 p. (un court passage du livre concerne Fernand Pelloutier et son action à Saint-Nazaire).

FIANI B. et ROUX Cl., *Les anarchistes espagnols à Marseille, 1900-1925*, Marseille, Culture et Liberté 1972, CIRA [AD des Bouches-du-Rhône, Delta 5678].

GRENOU Jacques-Henri, *Les Anarchistes bordelais (1880-1914)*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Jacques Dupreux, 1975 [Bibliothèque de l'UFR de l'Université Michel de Montaigne, Bordeaux III].

GIL DE MURO Luis, *Anarchisme et antimilitarisme à Bordeaux 1900-1914*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de A.-J. Tudesq, 1976 [Bibliothèque de l'UFR de l'Université Michel de Montaigne, Bordeaux III].

HAZO Bernard, /Les anarchistes bleus, 1880-1914. Le mouvement ouvrier à Saint-Nazaire et en Loire-inférieure/, préface de René Rémond, La Baule, Éditions des Paludiers, 1980, 149 p. [AD de Loire Atlantique in 8° 3770].

LE PAGE Dominique, « De Paris à la Bretagne : Augustin Hamon », *Le Mouvement social*, n° 160, p. 99 [AD des Côtes-d'Armor HP 97 et BN Hist mouv B14].

LIOGER Pierre, *Le Mouvement anarchiste dans la Loire, 1880-1914*, mémoire de maîtrise, Université de Saint-Etienne, 1977 [CIRA de Lausanne].

LOCHU René, *Libertaires, mes campagnons de Brest et d'ailleurs*, La Digitale, s.l., 1983, 212 p. [MS 53 805 V8].

LORRY Anthony, *Recherche sur les Anarchistes en Banlieue nord de Paris de 1880 à 1912*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris-Nord, 1995, 318 p. [MS 51 859 V4].

MAGNOU A.-M., *Le Mouvement anarchiste à Toulouse à la fin du XIXe siècle* (essais de MM. Amanieu, Poli, Fraisse, Monségur), Publication de l'IEP de Toulouse, 1971, 231 p. [BN 8° R 68354(7)].

MARIGOT Michelle, *L'Anarcho-syndicalisme à Lyon de 1880 à 1914*, DES présenté à la Faculté de Lyon, 1966, [Bibliothèque inter-universitaire droit-lettre, Lyon II-Lyon III].

MARTINEZ Ulysse, /Le Mouvement anarchiste dans les Alpes-Maritimes à partir des dossiers de police, 1884 à 1904/, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Paul Gonnet, Nice, 216 p. [CRHMSS].

MASSARD M., *Histoire du Mouvement anarchiste à Lyon, 1880-1894*, DES, Lyon, 1954, 220 p. [CRHMSS].

MASSE Jean, « La propagande anarchiste dans le Var de 1886 à 1919 », in *Feuillets documentaires régionaux CRDP*, n° 2, 1967.

MASSE Jean, « Le mouvement anarchiste dans le département du Var de 1879 à 1904 », in *Actes du 90e congrès des Sociétés Savantes*, Nice, 1965 [Bibliothèque de l'annexe des Archives départementales des Bouches-du-Rhône à Aix].

MASSE Jean, « Les Anarchistes varois, 1879-1921 », in *Le Mouvement social*, n° 69, oct.-déc. 1969, p. 35-49.

MOREAU Olivier, /Expression de l'anarchisme en Bretagne (1870-1918) : anarchisme traditionnel et spécificité bretonne/, mémoire de maîtrise d'histoire, Rennes, Université de Rennes II, 1987, 157 p. [MS 46 809 V4].

PETIT Dominique, /Syndicalistes révolutionnaires et libertaire dans le mouvement ouvrier ardennais (1881-1910)*, Bogny*Meuse, La Question sociale, 1993, 96 p. [MS 52 429 B8/168 et Archives Départementales des Ardennes, cote PER H 121].

POLET Jean, « Les Militants anarchistes dans le département du Nord au début du XXe siècle », *Revue du Nord*, n° 203, oct.-déc. 1969, p. 629-640 [BN 8° Z 18636].

POLET Jean, *L'Anarchisme dans le département du Nord, 1880-1914*, Lille, 1967, 175 p., ronéotypé [Bibliothèque de l'Université Lille III].

POLI J.-M., *Le Groupe anarchiste toulousain « Les Vengeurs », 1880-1890*, Toulouse, 1970 (Signalé par Jean Maitron).

REYNAUD-PALIGOT Caroline, *Une décennie parmi les anarchistes viennois (1880-1890)*, Grenoble, Institut d'études politiques, 1988, 111 p. [MS 46 842 V4].

Terre ardennaise consacre différents articles au mouvement anarchiste dans les Ardennes : le n° 11 de juin 1985 ; le n° 26 de mars 1989 ; le n° 34 de mars 1991 ; le n° 45 de décembre 1993 et le n° 46 de mars 1994 [Archives départementales des Ardennes, cote H 97].

VIRIET Michel, /Le syndicalisme ouvrier en Meurthe-et-Moselle (1902-1908) du réformisme à l'anarcho-syndicalisme/, mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction de Pierre Barral, octobre 1972 [Archives départementales de Lorraine, cote 4° K II 115].

VUARNET Jean, *Le Mouvement anarchiste dans les Ardennes de 1890 à 1894*, DES de la faculté de Lille, 1959, 53 p. [Archives départementales des Ardennes].

Travaux portant sur les anarchistes français installés à l'étranger

BANTMAN Constance, *Anarchistes français en Grande-Bretagne, 1880-1905*, mémoire de DEA sous la direction de François Poirier, Paris XIII, 2002, 114 p.

Autour de l'action engagée par les anarchistes contre la République…

/Leur attitude au moment des grandes crises qui ébranlent la Troisième République (affaire Boulanger, scandale de Panama, affaire Dreyfus, entrée dans la Grande Guerre)/

BECKER Jean-Jacques et KRIEGEL Annie, « Les inscrits au carnet B. Dimension, composition, physionomie et limite du pacifisme ouvrier », in *Actes du 91e Congrès national des sociétés savantes*, Rennes, 1966, Section d'Histoire Moderne et Contemporaine, tome 3 : *De la Restauration à la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, 1969, pp. 359-376 [AD de Loire Atlantique Per. 66].

BECKER Jean-Jacques, /1914 : comment les Français sont entrés dans la Grande Guerre, Contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914/, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1977, 637 p.

BECKER Jean-Jacques, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Paris, Edition Klincksieck, 1973, 226 p.

FAURE Sébastien, *Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus*, texte présenté par Philippe Oriol, Éd. CNT-Région parisienne, Paris, mai 2002, 87 p.

GOURCEROL Jean-Pierre, *Les anarchistes et l'affaire Dreyfus*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Diana Cooper-Richet et de Jean-Yves Mollier, Université Versailles/Saint-Quentin, 1998, 100 p. [Bibliothèque du centre d'histoire culturelle, n° 245].

LAZARE Bernard, *Juifs et antisémites*, textes réunis et présentés par Philippe Oriol, Paris, Ed. Allia, 1992, XXV-224 p.

IZRINE Jean-Marc, *Les Libertaires dans l'Affaire Dreyfus*, Toulouse, Alternative libertaire/Le Coquelicot, 2005, 128 p. (L'objectif de l'auteur est de réhabiliter les anarchistes.)

NIÈRES Claude, *Les Anarchistes et la Première Guerre mondiale*, Paris, 1959 (signalé par Jean Maitron).

ORIOL Philippe, *Bernard Lazare*, Paris Stock, 2003, 456 p.

ORIOL Philippe, *Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif*, Paris, H. Champion, 1999, 372 p.

POULET Françoise et CORDIER Jean-Michel, *Le mouvement anarchiste français et la guerre, 1914-1939*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de J. Droz et Jean Maitron, Paris I, 1971, 310 + XXI p. [CRHMSS].

SOTERO Patrice, *Le Mouvement libertaire et l'opposition à la guerre de 1914, 1914-1939*, mémoire de maîtrise, Paris, 1973 [ISTT].

Le recours à la propagande orale, écrite, ou à l'art

AUBERY Pierre, « L'anarchisme des littérateurs aux temps du symbolisme », in *Le Mouvement social*, n° 69, oct.-déc. 1969, p. 21-34.

BARREAU Patrick et BIANCO René, « Le théâtre social et l'anarchisme aux temps du symbolisme », *Bulletin du CIRA*, n° 11-12, septembre-octobre 1976, 72 p.

BIANCO René, *La Presse anarchiste dans les Bouches-du-Rhône, 1880-1914*, mémoire de l'IEP d'Aix-en-Provence sous la direction de Pierre Guiral, Marseille, 1972, 238 p. [Bibliothèque des Archives départementales du Rhône, cote ALPHA 261].

BIANCO René, *Un siècle de Presse anarchiste d'expression française, 1880-1983*, doctorat d'État, 1987, Aix-Marseille I., 7 volumes, 3493 p.

DARDEL Aline (Catalogue établi et rédigé par), « Les Temps nouveaux », un hebdomadaire anarchiste et la propagande par l'image, 1895-1914, Paris, Éd. de la réunion des musées nationaux, ill. (Les Dossiers du musée d'Orsay ; 17), 1987, 64 p. [MS 54 695 B4/170].

DARDEL Aline, /Catalogue des dessins et publications illustrées du journal anarchiste « Les Temps nouveaux », 1885-1914/, thèse de doctorat de 3e cycle en histoire de l'art, 2 vol., 233 et 355 p. [MS 44 919 2 V4° et IFHS, F° 159].

DARDEL Aline, *L'Etude des dessins dans les Journaux anarchistes de 1895 à 1914*, Paris, Faculté des Lettres et Sciences humaines, 1970, mémoire de maîtrise d'histoire de l'art, 160 p. [MS 46 797 V4°].

ENCKELL Marianne, *Un journal anarchiste genevois : Le Réveil, 1900-1940*, mémoire de licence en sociologie, Université de Genève, 1967, 46 p. [CIRA et CIRAL].

GOUTALIER Régine, « Un Journal anarchiste marseillais, "L'Agitateur" », in *Bulletin du CIRA*, n° 6, 1970, 25 p. Publié également dans *La Provence historique*, 1970, tome 20, fasc. 80 [Bibliothèque des archives départementales des Bouches-du-Rhône, cote DELTA 5680].

GRANIER Caroline, /Nous sommes des briseurs de formule : les écrivains anarchistes en France à la fin du XIXe siècle/, thèse de doctorat en lettres modernes faite sous la direction de Claude Mouchard, Paris VIII, 2003, 1425 p.

HYVERT Cl., *La Sociale et Le Père Peinard, 1894-1900*, DES sous la direction de M. Labrousse, Paris I, 1965, 250 p., dact. [CRHMSS].

KLEIN Anne, /Emile Pouget et l'image comme véhicule de l'idéologie : le Père Peinard et la Voix du peuple, 1890-1908/, mémoire de maîtrise, Université Paris I, 2004, 167 p. [CRHMSS T 1135 KLE 1 et 2].

LAMBERT Jeanne et SAIAC Joëlle, *Les Almanachs socialistes et anarchistes, 1891-1894*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de J. Droz, Paris I, 1973, 2 vol., 138 p. [CRHMSS].

MANFREDONIA Gaetano, *La Chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1997, 445 p.

MARICOURT Thierry, *Histoire de la littérature libertaire en France*, Paris, Albin Michel, 1990, 491 p.

MARTIN Romain, *Sébastien Faure : orateur anarchiste et témoin de la vie d'une République (1858-1942)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Toulouse, Université de Toulouse le Mirail, 1995, 228 p. [MS 53 028 V4 ; CRHMSS II T 334].

PERRINE Simon, *Les Attitudes culturelles dans « Les Temps nouveaux », journal et supplément littéraire*, Paris I, 1969 [CRHMSS].

PESSIN Alain, *La Rêverie anarchiste : 1848-1914*, préf. de Paul Gilbert Durand, Paris, Librairie des Méridiens, 1982, 228 p.

PESSIN Alain, PUCCIARELLI Mimo (éd.), *Culture (La) libertaire*, actes du colloque international de Grenoble, mars 1996, Lyon, Atelier de création libertaire, 1997, 469 p.

PIERRE José, *Surréalisme et anarchie*, Paris, Plasma, 1983, 245 p.

REYNAUD-PALIGOT Carole, *« Les Temps nouveaux », 1895-1914, un hebdomadaire anarchiste au tournant du siècle*, Pantin, Acratie, 1993, 123 p. [MS 51 174 V8°].

REZLER A., *L'Esthétique anarchiste*, Paris, 1973, 116 p.

SAULQUIN Isabelle, *L'anarchisme littéraire d'Octave Mirbeau*, Presse Universitaire du Septentrion, 1997, 759 p.

SIMON Perrine, *Les attitudes culturelles dans les Temps nouveaux, journal et supplément littéraire*, Paris I, 1969, mémoire sous la direction de J. Droz, Paris I, 1969, 114 p. [CRHMSS].

SERRE Dominique, *Un Journal anarcho-syndicaliste à Reims, « La Cravache »*, mémoire de maîtrise d'histoire, Reims, dactylographié, s.d., 131 p., [Archives départementales de la Marne ch/10210/48].

La reprise individuelle ou la propagande par le fait

BECKER Émile, *La Bande à Bonnot*, bibliographie et iconographie de A. G. Cabrol, Paris, Nouvelle Édition Debresse, 1968, 204 p.

BERLIÈRE Jean-Marc, « Alexandre Jacob, gentleman cambrioleur », *L'Histoire*, n° 127, p. 28 sq.

BERTHOUD Jean, « L'attentat contre Carnot. Spontanéité individuelle et action organisée dans le terrorisme anarchiste des années 1890 », *Les Cahiers de l'Histoire*, tome XVI, I, 1971.

BERTHOUD Jean, /L'Attentat contre le Président Carnot, et les rapports avec le mouvement anarchiste des années 90/, mémoire de maîtrise soutenu à Lyon, 1969, 126 p.

BERTIN Claude, *Les grands procès de l'Histoire de France*, tome VIII, *Les Bandits célèbres : Cartouche, la Bande à Bonnot*, Paris, Éd. Saint-Clair, 1967, 309 p.

BOISSON Marius, *Les Attentats anarchistes sous la IIIe République*, 2e éd., Paris, Hachette, 1931, 251 p.

BOUCHARDON P., *Ravachol et Cie*, Paris, Hachette, 1931, 248 p.

CARUCHET William, *Marius Jacob : l'anarchiste cambrioleur*, préface d'Alphonse Boudart, Paris, Seguier, 1993, 334 p.

CARUCHET William, *Ils ont tué Bonnot. Les révélations des archives policières*, s. l., Calmann-Lévy, 1990, 212 p.

CHOMARAT Pierre, *Les Amants tragiques : histoire du bandit Jules Bonnot et de sa maîtresse Judith Thollon*, Lyon, Presse de Comminprin, 1978, 55 p.

DEMIER Francis et FARCY Jean-Claude, /Regards sur la délinquance parisienne à la fin du XIXe siècle. Rapport de recherche sur les jugements correctionnels du tribunal de la Seine (années 1888-1894)/, Centre d'histoire de la France contemporaine, Université Paris-X Nanterre, 1997, dactylographié, 255 p.

DUMAS René, *Ravachol, l'homme rouge de l'anarchie*, Saint-Étienne, Le Henaff, 1981, 204 p.

DUMAS-VORZET François, *La Bande à Bonnot*, Paris, librairie Bernardin-Bechet (coll. « Les Grands criminels »), 1930, 126 p.

DUVAL Clément, *Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste*, Les Éditions ouvrières, 1991, 254 p.

FREMION Yves, *L'Affaire Léauthier, 1893-1894*, Paris, Flammarion, 1999, 232 p.

GARRIGUES Jean, « Les anars contre la République », in *L'Histoire*, n° 191, 1994.

GAUCHER Roland, *Les Terroristes*, Le Cercle du nouveau livre d'Histoire, Albin Michel, Paris, 1965.

GUILLEMINAULT Gilbert et alii, *La Bande tragique*, Éd. Astéria (coll. « Police judiciaire »), 1949, 154 p.

GUILLEMINAULT Gilbert et MAHÉ André, *L'Épopée de la Révolte*, Paris, Denoël, 1963, 366 p.

HARSIMENDY Patrick, « L'Assassinat du Président Carnot à Lyon (24 juin 1894) », in *Ordre moral et délinquance de l'Antiquité au XXe siècle*, actes du colloque de Dijon des 7-8 octobre 1993, sous la direction de B. Garnot, Dijon, Éd. universitaires de Dijon, 1994, p. 357-365.

KESLER et THINET, *Sous la Terreur verte*, Paris, P. Bossuet, s.d.

LE ROI Alexandre, *La Bande à Bonnot*, Paris, Solar (coll. « Télévision »), 1968, 254 p.

LE TEXIER Robert, *De Ravachol à la bande à Bonnot*, Paris, Éd. France-Empire, 1989, 206 p.

LOCAR Edmond, *Le Crime inutile : l'affaire Caserio*, Paris, Éd. de la Flamme d'Or, 1954, 128 p.

MAITRON Jean, *Ravachol et les Anarchistes*, Paris, rééd., 1992, 213 p.

MAITRON Jean, *Le Syndicalisme révolutionnaire. Paul Delesalle*, thèse complémentaire, préface d'E. Dolléance, Les Éditions ouvrières, 1952 (Chap. III : « La bombe du restaurant Foyot »).

MARBACH Ségolène, *La Caserne comme contre-utopie anarchiste : 1870-1914*, mémoire de DEA, Grenoble, Saint-Martin d'Hères, 1994, 86 p.

MAURICE-GARÇON Pierre, « L'Assassinat du président Carnot et le complot anarchiste », in *Recueil des travaux*, Centre beaunois d'études historiques, 1988, n° 7, p. 95-108.

MERIC Victor, *Les Milieux anarchistes : les bandits tragiques*, Paris, Simon Kra, 1926, 223 p.

NERIS Philippe, *La Bande à Bonnot, les Inédits populaires*, Les Grands crimes, 1925, 158 p.

NORMAND Jean, *La Bande Tragique Bonnot*, Éd. de la Dernière Chance (série « Les Nuits blêmes » n° 4), 1953, 317 p.

ORIOL Philippe, *À propos de l'attentat Foyot : quelques questions et quelques tentatives de réponses*, Paris, Éd. du Fourneau, 1993, 30 p.

PONTIS Gaëtan, *La Bande tragique, mieux que les gangsters américains*, Éd. Astéria (collection « Police judiciaire »), 1949, 154 p.

RENTSCH Vincent, *La Propagande par le fait vue à travers la presse anarchiste*, Université de Genève, départ. d'histoire contemporaine, 1998, 67 p. [CIRA et CIRAL].

SAGNES Jean, « Le complot contre Sadi Carnot », in *L'Histoire*, n° 177, mai 1994, p. 76-78.

SALMON A., *La Terreur noire, chronique du mouvement libertaire*, Paris, Pauvert, 1959, 549 p.

THOMAS Bernard, *Jacob Alexandre, Marius*, Paris, Tchou, 1970, 375 p.

THOMAS Bernard, *La Bande à Bonnot*, Paris, Tchou, 1968, 248 p.

TRUCHE Pierre, *L'Anarchiste et son juge : à propos de l'assassinat de Sadi Carnot*, Fayard, 1994, 190 p.

VAN PARYS Agnès, *Les déserteurs*, préface de Daniel Guérin, Paris, Balland, 1971, 306 p.

VINCENT Karelle, *L'Affaire Caserio, La République en danger ?*, Grenoble, IEP, 2 volumes, 142 p. et 63 p.

ZEVAES Alexandre-Louis, « Sous le signe de la dynamite, E. Henry », in *Vendémiaire*, 30 décembre 1936-6 janvier 1937.

L'éducation, le coopératisme, le néo-malthusianisme, les milieux libres

Affaire (L') Ferrer. Colloque : « Les expériences libertaires en France en matière d'éducation au début du siècle », Castres, Centre National et Musée Jean Jaurès, 1991, 189 p.

ARVON Henri, « Une éducation anti-autoritaire », *La Revue d'Allemagne*, 1973, p. 670-677.

BEAUDET Céline, *Les milieux libres, Vivre en anarchiste à la Belle Époque en France*, mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 2003, 236 p. [CRHMSS, T 1074 BEA].

BERTHIER Ernest et BIANCO René, *Sébastien Faure et la Ruche*, Marseille, Culture et liberté, 1968, 26 p.

BREMAND Nathalie, *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry 1880-1914*, Paris, Éd. du Monde libertaire, 1992, 158 p.

BREMAND Nathalie, *L'Enseignement intégral, Paul Robin*, Impr. Davy, 1992, 42 p.

DEMEULENAIRE-DOUYERE Christiane, *Paul Robin (1837-1912)*, thèse de doctorat, Université Paris I., 1991, 2 vol., 548 p. [CRHMSS II T 52].

Francisco Ferrer, Cahier de l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires, Denée, I. Davy, 1984, 91 p.

GUERRAND Roger-Henri et RONSIN Francis, *Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances*, Paris, impr. Expression 2, 2001, 191 p.

HUMBERT Jeanne, « Deux grandes figures du mouvement pacifiste et du néo-malthusianisme, Eugène Humbert, Sébastien Faure », *La Voix de la paix*, n° spécial, 1970, 30 p.

HUMBERT Jeanne, *Eugène Humbert, La vie et l'œuvre d'un néo-malthusien*, Paris, 1947, 326 p.

LE YAOUANQ Jean, *Les conceptions pédagogiques de Paul Robin, 1870-1914*, DES, Paris, 1960, 152 p. [CRHMSS].

LEWIN Roland, *Sébastien Faure et « la Ruche » : ou l'éducation libertaire*, Cahier de l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires, La Botellerie, Ivan Dany, 1989, 246 p. [MS 459 228 V8].

MANCEAU Henri, « La Colonie d'Aiglemont (1903-1909) », *Bulletin de la section ardennaise du Syndicat national des Instituteurs*, 1937.

MANFREDONIA Gaetano et RONSIN Francis, « E. Armand ». Le sexualisme révolutionnaire et le combat contre la jalousie, communication présentée à l'atelier « Amour libre et mouvement ouvrier », 2e atelier, « Socialisme et sexualité », Institut international d'histoire sociale, Amsterdam, 6 octobre 2000.

MERCIER Lucien, *Les Universités populaires, 1899-1914*, Paris, Éd. Ouvrières, 1986, 188 p.

ROMION Marie-Claude, *Le Discours anarchiste sur l'éducation à travers « Le Libertaire », 1905-1906*, mémoire de maîtrise sous la direction de A. Prost, Paris I, 1980, 91 p. [CRHMSS].

RONSIN Francis, /La grève des ventres : propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France, XIXe-XXe s./, Aubier, Paris, 1980, 254 p.

RONSIN Francis, *Mouvements et courants néo-malthusiens en France*, thèse de doctorat sous la direction de Michèle Perrot, Paris VII, 1974, 367 p. [Bibliothèque de Paris VII].

VIOLET Renaud, /Régénération humaine et éducation libertaire. L'influence du néo-malthusianisme français sur les expériences pédagogiques libertaires avant 1914/, mémoire de maîtrise sous la direction de N. Bourguinat, Université Marc Bloch II, 2002, 140 p.

WEIPLY Oakleigh, *Madeleine Vernet, féminisme et pacifisme du début du siècle à la Seconde Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise, IEP, 1997, 218 p. [CRHMSS II T 490].

Les anarchistes seuls contre tous, ou dans les syndicats et avec les socialistes

AHN Hyun-Baen, *L'Utilisation du terme « anarchisme » dans l'Humanité avant la Première Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, 2003, 109 p. [CRHMSS].

BRAUDENON François, *Entre ordre et liberté : le combat républicain contre l'anarchisme (1800-1900)*, mémoire de sciences politiques fait sous la direction de Martine Kaluszynski, Grenoble, IEP, 1997, 138 p. [IEP de Grenoble].

BECKER Jean-Jacques, « Antimilitarisme et antipatriotisme en France avant 1914 : le cas Gustave Hervé », in *Enjeux et puissances : pour une histoire des relations internationales au XXe siècle*, mélanges en l'honneur de J.B. Duroselle, Paris, Publication de la Sorbonne, 1986, p. 101-113.

BERLIÈRE Jean-Marc, *L'institution policière en France sous la Troisième République (1875-1914)*, 3 tomes, thèse d'État, Lille III, 1991.

BIANCO René, « Sébastien Faure à Marseille en 1892, son Procès en correctionnelle et devant la cour d'Assises », in *Provence historique*, 1977, tome 27, fascicule 110, p. 434-447.

BLEUZAN Catherine, /La Presse d'Ille-et-Vilaine, les Attentats anarchistes et les Lois de répression, 1892-1894/, DES, Faculté des lettres, Rennes, 1968.

BOCQUET André, *La Presse lilloise et les Attentats anarchistes, 1893-1894*, DES de la Faculté des lettres de Lille sous la direction de M. Girard, Lille, 1956, 145 p.

BOUHEY Vivien, *Les Anarchistes et les socialistes face à la propagande par le fait de 1881 à 1892*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Philippe Levillain, Paris X Nanterre, 1994, 174 p. [Bibliothèque de l'UFR d'histoire contemporaine de l'Université Paris X Nanterre].

BRUNET Jean-Paul, *La Police de l'ombre : indicateurs et provocateurs dans la France contemporaine*, Le Seuil, 1990, 347 p.

BUJARD Alain, « Procès des anarchistes de Grenoble en 1890 [manifestation du 1er mai à Vienne, Isère] », in *Cahiers d'histoire sociale de Rhône-Alpes*, 1990, n° 17, p. 9-22.

CARRE Raymond, 1894, « Les Procès anarchistes et la fin des attentats », in *Gavroche, revue d'histoire populaire*, 13e année, n° 75-76, mai-août 1994, p. 21-26.

CARROT Georges, *Le Maintien de l'ordre en France*, Nice, 1984, Presse de l'IEP de Toulouse, 2 vol., XLIII-881 p.

CAUSSE Georges, *L'Affaire Caserio, étude de médecine légale et de psychopathologie historique*, thèse pour le doctorat en médecine, Librairie médicale Marcel Vigne, Paris, 1934, 83 p.

CRESPY Estelle, /Les Lois scélérates, 1893-1894. L'État face à une nouvelle forme de violence : les attentats anarchistes/, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Francis Demier et Nicole Edelman, Paris X-Nanterre, 167 p., 1996 [Centre d'histoire contemporaine de Paris X, cote 96-65].

DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT, Cent ans de syndicalisme en France*, Paris, Complexe, 1995, 407 p.

DUBIEF Henri, *Le Syndicalisme révolutionnaire*, Paris, Armand Colin, 1969, 317 p.

FAU Jean, /La Presse marseillaise devant les attentats anarchistes et les lois de répression, 1893-1894/, mémoire de l'IEP d'Aix-en-Provence, 64 p. [Bibliothèque des Archives Départementales du Rhône, cote 8J 202].

GALLET Laurent, *La Presse lyonnaise et les anarchistes : le procès des 66 de 1883*, mémoire de maîtrise fait sous la direction d'Yves Lequin, Université Lumière Lyon II, 2000, n. p. (résumé paru dans *Mélanges libertaires*, n° 2, mai 2004).

HEURES Gilles, *Gustave Hervé : itinéraire d'un provocateur, de l'antipatriotisme au pétainisme*, Paris, Éd. La Découverte, 364 p.

JULLIARD Jacques, *Autonomie ouvrière. Etude sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1985, 249 p.

JULLIARD Jacques, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, 1971, 560 p.

KAYSER J., « La Presse de Dordogne devant les Attentats anarchistes et les Lois de répression, décembre 1893-juin*août 1894 », *La Presse de Province sous la Troisième République/, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, A. Colin, 1958, 243 p.

LALOUETTE Jacqueline, *La libre pensée en France 1848-1940*, Paris, A. Michel, 635 p.

LÉVY Claude, « La presse de la Meuse devant les attentats anarchistes et les lois de répression », déc. 1893 juin, août 1894, in *Bulletin de la faculté des lettres de Strasbourg*, n° 4, janvier 1966 (Compte rendu dans *Le Bulletin de la société d'Histoire moderne*, n° 1, 1967).

MAITRON Jean, « Le groupe des étudiants ESRI (1892-1902), contribution à la connaissance du mouvement révolutionnaire », in *Le Mouvement social*, n° 46, janv.-mars 1964.

MAITRON Jean, *Le Syndicalisme révolutionnaire. Paul Delesalle*, thèse complémentaire, préface d'E. Dolléance, Les Éditions ouvrières, 1952, chap. 3. « La bombe du restaurant Foyot ».

MARIE M.-B., *La Presse toulousaine et les attentats anarchistes, 1893-1894*, DES, Faculté des lettres de Toulouse, 1959, dact.

MONTSÉGUR Dominique, « Les poursuites judiciaires contre les anarchistes toulousains de 1890 à 1900 », in *Le Mouvement anarchiste à Toulouse à la fin du XIXe siècle*, p. 173-231.

PERROT Francis, /L'administration face à la menace anarchiste : surveillance et contrôle du mouvement anarchiste girondin (1890-1902)/, maîtrise, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, 2004, 159 p. [CRHMSS T 1127 PER].

PERROT Michèle, *Jeunesse de la Grève. France 1871-1890*, Éd. du Seuil, 1984, 324 p.

PEYRONNET J.-Cl., *Un Exemple de Journal militant, « La Guerre sociale », 1906-1914*, DES sous la direction de E. Labrousse, Paris-Sorbonne, 1960, 207 p.

PORTET Valérie, /Les anarchistes dans les bagnes de Guyane : 1871-1914 : comportement et perception de l'univers concentrationnaire/, mémoire de maîtrise fait sous la direction de Marc Lazar, Université Paris X, 1995 [CIRA ; CIRAL].

ROQUES Michelle, *L'opinion bordelaise devant les attentats anarchistes de 1892 à 1894*, mémoire de maîtrise fait sous la direction de A.-J. Tudesq, 1974 [Bibliothèque de l'UFR d'histoire de l'Université Michel de Montaigne, Bordeaux III].

VILAR A., *Les lois de 1893-1894, dites « lois scélérates », étude historique*, Paris, 1930, 71 p.

Bibliothèque anarchiste

Vivien Bouhey
Les anarchistes contre la République (1880-1914)
Contributions à l’histoire des réseaux
2008

extrait le 7 août 2026 de l’original
Ouvrage majeur de Vivien Bouhey sur l’histoire de l’anarchisme à la Belle Epoque.

bibliotheque-anarchiste.com